Bibliothèque
de
PHILOSOPHIE

Écrits Politiques

III

1923-1926

par

ANTONIO GRAMSCI

*Textes choisis,
présentés et annotés
par Robert Paris*

- 1980 -

nrf
Éditions Gallimard

Table des matières

AVANT-PROPOS 3

INTRODUCTION 4

PREMIÈRE PARTIE

La « bolchevisation » du parti communiste d'italie (1923-1926)

NOTRE LIGNE SYNDICALE 47

LE PROBLÈME DE MILAN 51

UN « CHEF » 53

LE PASSÉ N'A-T-IL ÉTÉ QU'ERREUR? 56

CONTRE LE PESSIMISME 57

LE MIDI ET LE FASCISME 61

LE PROGRAMME DE L'ORDINE NUOVO 64

APRÈS LA CONFÉRENCE DE CÔME 69

LA CRISE DE LA PETITE BOURGEOISIE. 74

LA CRISE ITALIENNE 77

LE DESTIN DE MATTEOTTI 87

DÉMOCRATIE ET FASCISME 89

LA CHUTE DU FASCISME 94

COMMENT IL NE FAUT PAS ÉCRIRE L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION BOLCHEVIQUE 96

L'ÉCOLE DU PARTI 97

« LÉGALISME » ET « CARBONARISME » DANS LE PARTI COMMUNISTE D'ITALIE 99

LA LOI SUR LES ASSOCIATIONS SECRÈTES (*discours du 16 mai 1925*) 103

LE PARTI COMBATTRA AVEC ÉNERGIE TOUT RETOUR
AUX CONCEPTIONS DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE 113

LA LUTTE CONTRE LA FRACTION ET LA DISCUSSION DANS LE PARTI 116

APRÈS LA DISSOLUTION DU « COMITÉ D'ENTENTE » 118

« LA VOLONTÉ DES MASSES » 119

LES DOCUMENTS FRACTIONNELS 123

MAXIMALISME ET EXTRÉMISME 127

LE PARTI SE RENFORCE EN COMBATTANT LES DÉVIATIONS ANTI-LÉNINISTES 128

L'ORGANISATION PAR CELLULES ET LE IIe CONGRÈS MONDIAL 133

CRITIQUE STÉRILE ET NÉGATIVE 136

ÉLÉMENTS DE LA SITUATION 139

SUR L'ACTIVITÉ DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI 142
LES CINQ PREMIÈRES ANNÉES DU PARTI COMMUNISTE D'ITALIE 147
LE CAMARADE G. M. SERRATI ET LES GÉNÉRATIONS DU SOCIALISME ITALIEN 163
UN EXAMEN DE LA SITUATION ITALIENNE 166
STUPIDITÉS 176
LE FRONT UNIQUE MONDO – TRIBUNA 177
LA CONCENTRATION RÉPUBLICAINE ET NOUS 181

APPENDICE

LE PARLEMENTARISME ET LE FASCISME EN ITALIE 185
L'ÉCHEC DU SYNDICALISME FASCISTE 188
ITALIE ET YOUGOSLAVIE 191
LE VATICAN 193
LES ÉLECTIONS ITALIENNES 197
DANS LE P.C. ITALIEN 199
EN ITALIE 204

DEUXIÈME PARTIE

La crise du parti bolchevique (octobre 1926)

AU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE D'UNION SOVIÉTIQUE 209
À TOGLIATTI *(14 octobre 1926)* 214
A TOGLIATTI (26 octobre 1926) 214

APPENDICE

TOGLIATTI À GRAMSCI (le 18 octobre 1926.) 218
MANUILSKI À GRAMSCI *(le 21 octobre 1926)* 221

TROIXIÈME PARTIE

QUELQUES THÈMES DE LA QUESTION MÉRIDIONALE *(1926)* 224

APPENDICE

UN TÉMOIGNAGE DE CAMILLA RAVERA 245
INDEX DES NOMS 247
INDEX DES JOURNAUX ET DES REVUES 260

Traduits de l'Italien

Par Marie G. Martin, Gilbert Moget, Armando Tassi,
La lettre de D. Manuilski a été écrite directement en français.

AVANT-PROPOS

La présente anthologie comprend trois volumes qui rassemblent, sous le titre général d'Écrits politiques, des œuvres de Gramsci publiées ou simplement écrites de 1914 à 1926.

Ce titre, il va sans dire, ne prétend nullement opposer ces textes aux Cahiers de prison ni préjuger du contenu de ces derniers. Désignant le caractère plus immédiat du discours politique déployé dans ces textes, il a le mérite tout banal de la commodité.

Cette anthologie de Gramsci aurait dû porter, à l'origine, sur la totalité de l'œuvre. Pour des motifs que l'on exposera le moment venu, il a paru préférable de publier les *Cahiers de prison* dans leur intégralité et de limiter l'anthologie aux seuls *Écrits politiques*.

L'espace imparti à ces textes s'en est trouvé élargi et, sans prétendre être pleinement satisfait du résultat, on a pu ainsi établir un choix assez représentatif :

Ces trois volumes d'Écrits équivalent à près de la moitié des œuvres proprement « politiques » de la période 1914-1926.

Les textes de ce troisième volume proviennent pour l'essentiel de *La costruzione del Partito comunista,* 1923-1926 (Turin, 1971, Einaudi), à l'exception de l'article « *Democrazia e fascismo* », publié par les soins de Renzo Martinelli in Per la verità, Scritti 1913-1926 (Rome, 1974, Editori Riuniti).

Les sept articles composant l'appendice de la première partie ont tous paru en français dans *La Correspondance internationale.*

La lettre de Manuilski du 21 octobre 1926 est reprise de Rinascita.

Le « témoignage » de Camilla Ravera est inédit.

R. P.

INTRODUCTION

La « bolchevisation », tel est donc[1] le fil conducteur qui court de la « Correspondance de Moscou et de Vienne », et au premier chef de la lettre liminaire du 12 septembre 1923 sur la fondation de *L'Unità,* jusqu'à cette consécration formelle de l'« hégémonie gramscienne » que veut être le Congrès de Lyon de janvier 1926, et au-delà, par des voies peut-être moins directes, jusqu'à la célèbre supplique d'octobre 1926 au Parti communiste d'Union soviétique et aux *Notes* inachevées, de 1926 toujours, sur la « question méridionale ». Il serait vain, on l'a dit, d'occulter ici les responsabilités de l'auteur des *Cahiers de prison* en jouant de la litote : « formation du groupe dirigeant », hier, et, aujourd'hui, « construction du Parti communiste [2] ». Inutile aussi de déplacer le sens de l'entreprise en se retranchant derrière l'une de ces métaphores où l'Art de la guerre le disputerait à l'Art d'aimer : la « conquête gramscienne », par exemple, pour retenir la plus fameuse. Absurde, enfin, de faire endosser par d'autres, Scoccimarro et même Humbert-Droz [3] une opération dont un témoin aussi irrécusable que Mario Montagnana continue de proclamer - en 1934, sans doute - qu'elle a été menée « sous la direction personnelle du camarade Antonio Gramsci[4] ». Marquée peut-être au sceau du « génie » ou, tout au moins, d'une certaine « spécificité », et annonciatrice sans doute du « Parti nouveau [5] », l'action de Gramsci en ces années 1923-1926 n'en représente pas moins le « moment italien » d'une politique *urbi et orbi,* ou mieux encore, et lui-même aurait pu le dire, la traduction - « dans le langage historique italien [6] » - des dures exigences de la « bolchevisation ».

On peut se demander du reste si la « spécificité » - *vexata quaestio,* s'il en est - ne représente pas ici un choix inévitable et si cette nécessité de « traduire » n'est pas déjà inscrite dans l'interprétation que Gramsci, et après lui Togliatti, se donne du conflit qui ne cesse d'opposer - qu'on le date des « Thèses de Rome » de 1922, du IIIe Congrès de l'I.C., voire du Congrès de Livourne -l'Internationale communiste et sa section italienne[7]. Qu'il s'agisse en effet de justifier *a posteriori* l'attitude du futur « groupe dirigeant » à l'époque du Congrès de Rome ou d'organiser la fraction qui supplantera Bordiga à la tête du Parti, l'interprétation et le choix politique s'articulent immanquablement autour de l'antagonisme élémentaire entre « national » et « international » et, reconstituant la vieille logique de l'appartenance et du tiers exclu, reconstruisent un monde où la traduction est indispensable. C'est dans cette opposition que Gramsci choisit d'ancrer sa lutte contre Bordiga : « Amadeo se place au point de vue d'une minorité internationale. Nous devons nous placer au point de vue d'une majorité nationale[8] ». Et c'est à cet archétype que renvoie peu après Togliatti lorsqu'il s'explique sur les « Thèses de Rome » devant le Ve Congrès de l'I.C. : « Au Congrès de Rome, en votant même à titre

---

[1] Cf. notre « Introduction » à A. Gramsci, Écrits politiques, II, pp. 34 et suiv. ; et, pour la lettre du 12 septembre 1923, *ibid.,* pp. 228-230.

[2] Cf. P. Togliatti, La formazione del gruppo dirigente del Partito comunista italiano, Rome, 1962, A. Gramsci, La costruzione del Partito comunista, 1923-1926, Turin, 1971.

[3] Cf., par exemple, les articles d'Alfred Rosmer (signés « Un communiste » et « A.R. ») in *La Révolution prolétarienne*, mai, juin et août 1925, ainsi que l'essai d'A. Caracciolo, « Serrati, Bordiga e la polemica gramsciana contro il " blanquismo " o settarismo di partito », in *La Città futura*, Milan, 1959, p. 109.

[4] C. Roncoli [M. Montagnanal], « Les enseignements fondamentaux de la lutte menée par le P.C. d'Italie contre le fascisme en régime totalitaire ». *L'internationale communiste,* XVI, 19, 5 octobre 1934, pp. 1271-1284 et, en particulier, p. 1272.

[5] C'est ce que suggère le titre du volume qui rassemble les textes de cette période : *La costruzione del Partito comunista*, etc.

[6] Cf. « Le programme de *L'Ordine Nuovo* », 1er-15 avril 1924, *infra*, p. 109.

[7] Cf. J. Humbert-Droz, Il contrasto tra l'Internazionale e il P.C.I, 1922-1928, Milan, 1969, ainsi que : Archives de Jules Humbert-Droz, Origines et débuts des Partis communistes des Pays latins, 1919-1923, Dordrecht, 1970.

[8] A Togliatti, Terracini, etc., 9 février 1924, in *Écrits politiques*, II, p. 268.

consultatif les thèses que l'Internationale a désavouées, nous avons ouvert une crise internationale pour éviter une crise intérieure qui aurait eu des conséquences bien plus graves[9]. » Entre ces deux « empires » que sont ici le Parti et L'Internationale, et même si le « centre » joue parfois de soit double passeport pour interchanger les « points de vue », entre *l'in group* et 1'*out qroup* la médiation ne saurait ainsi s'opérer que par le truchement d'une traduction qui, non seulement restitue « concrètement la signification italienne » des mots d'ordre de l'Internationale, mais qui, de plus, leur assigne - comme à des formes sans contenu - « une substance politique nationale [10] ».

C'est sous les auspices de Lénine que Gramsci placera les notes des *Cahiers de prison* dans lesquelles il revient sur cette pratique de la « traduction » pour tenter de théoriser le concept de « traduisibilité » : « En 1921, traitant des questions d'organisation, Ilitch [Lénine] écrivait et disait à peu près ceci : nous n'avons pas su " traduire " notre langue dans les langues européennes [11]. » L'allusion est explicite : il s'agit de la conclusion du rapport présenté par Lénine devant le IV° Congrès de l'I.C., et donc non pas en 1921, mais en 1922. Dans les deux versions de cette note, tout comme dans l'article du *25* juillet 1925, « L'organisation par cellules et le IIe Congrès[12] », qui, traitant d'un des thèmes essentiels de la « bolchevisation », permet d'intégrer celle-ci au « moment théorique » des *Cahiers*, Gramsci ne cesse pourtant de dater de 1921 ce rapport de Lénine. Même si ce texte se réfère explicitement à cette date, il est évident qu'une telle erreur ne saurait se réduire à une confusion ou à un effet de métonymie mais désigne, à la façon d'un lapsus, le moment et le lieu - le IIIe Congrès, précisément, et la discussion sur le « front unique » - où s'enracine au plus profond ce « malentendu » que devrait dénouer et résoudre, Gramsci tout au moins l'imagine, ce recours à la « traduction ».

Mais si le « malentendu » y est clairement défini, de « traduction », au moins au sens où l'entend Gramsci, il n'est, au vrai, qu'assez peu question chez Lénine : « En 1921, au IIIe Congrès, nous avons voté une résolution sur la structure organique des Partis communistes, ainsi que sur les méthodes et le contenu de leur travail. Texte excellent, mais essentiellement russe, ou presque, c'est-à-dire que tout y est tiré des conditions de vie russes. C'est là son bon mais aussi son mauvais côté. (...) Nous n'avons pas compris comment il fallait présenter aux étrangers notre expérience russe. (...) Cette résolution est trop russe : elle traduit l'expérience de la Russie. Aussi est-elle tout à fait incompréhensible pour les étrangers : ils peuvent se contenter de l'accrocher dans un coin comme une icône, et de l'adorer. On n'arrivera à rien de cette façon. Ils doivent assimiler une bonne tranche d'expérience russe. Comment cela se passera, je l'ignore[13]. »

Un seul point, en effet, pourrait évoquer ici la nécessité de « traduire » dont parle Gramsci, et c'est lorsque Lénine concède que les communistes russes devraient apprendre à se mettre « à la portée des étrangers ». Mais, en soulignant que ceux-ci doivent d'abord « étudier » et, plus encore, en leur faisant un devoir d'« assimiler une bonne tranche d'expérience russe », Lénine, bien évidemment, assigne à cette expérience ce que Gramsci désignera, positivement d'ailleurs, comme une « situation de " privilège "[14] », et lui confère une plénitude de contenu qui ne laisse

---

9 « Ve Congrès - l3e séance [25 juin 1924] », *La Correspondance internationale*, IV, 16, 21 juillet 1924, p. 488.

10 « Problemi di oggi e di domani », *L'Ordine Nuovo*, ler-15 avril 1924, in *La costruzione*..., p. 181.

11 *Cahier II* (XVIII), § 46, in *Cahiers de prison, Cahiers 10, 11, 12* et *13*, Paris. Gallimard, 1978, p. 264. La première version de cette note se trouve in *Cahier 7* (VII), § 2.

12 « L'organisation par cellules et le IIe Congrès mondial », *infra,* pp. 207-211 et, sur ce point précis, p. 209.

13 Lénine, « Cinq ans de révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale », 13 novembre 1922, in *Œuvres,* tome 33, *Août 1921-mars 1923,* Paris-Moscou, 1963, pp. 429-444 et, en particulier, pp. 442-444.

14 « Democrazia interna e libertà di discussione », *L'Unità,* 12 juin 1925.

guère place à « une substance politique nationale ». Aussi bien est-ce sur le renversement de cette perspective que se fonde le discours de la « traduisibilité » : c'est en brisant avec le contenu de l'expérience bolchevique - sans renoncer pour autant, on le verra, à certain apprentissage des mécanismes d'appareil -, c'est en déniant en fait toute primauté à une telle expérience - mais non à l'appareil, répétons-le - que Gramsci commence de définir cette pratique politique, qu'il nommera « traduction » et dont ce renversement est peut-être la première étape.

Et c'est sans doute ce qui spécifie la « conquête gramscienne », ce qui démarque Gramsci des autres « bolcheviseurs », Albert Treint, par exemple, ou le couple Ruth Fischer-Maslow. Alors que ces derniers s'efforcent effectivement de transposer - et d'imposer - dans leurs sections respectives un certain état, voire une certaine représentation du « bolchevisme », Gramsci, loin de se cantonner dans le rôle ingrat de « principal traducteur de l'expérience soviétique[15] », fait passer dans l'opération une sorte de « supplément d'âme » qui tient à la redécouverte de ces « spécificités » que sont le Vatican, la question méridionale, voire le *Risorgimento.* Et il n'importe guère que ce soit au prix d'un détournement : ici, de l'« enseignement » de Lénine ; ailleurs, des « leçons » de Trotski [16]. Ou qu'on puisse taxer l'opération de « transformisme ». « Spécificités » et « traduction » ne sont peut-être que cette « rançon », cette « taille de l'histoire » qu'exige en Italie la « bolchevisation [17] ». Et Gramsci, toujours historiciste, ne peut qu'y acquiescer.

Le seul paradoxe, c'est qu'en se plaçant à ce « point de vue d'une majorité nationale », Gramsci puisse ainsi retrouver et exprimer aussi immédiatement le « point de vue » de l'Internationale ; que le discours de la « spécificité » autrement dit et, à plus long terme, celui de la « voie italienne » ou du « polycentrisme » finissent par coïncider avec celui du centre international. Tout comme si la « spécificité » ne pouvait confirmer et tremper son identité que dans la primauté de ce dernier : « Il y a toujours une opinion ou un courant qui se trouve dans une situation de " privilège " et qui doit prévaloir. Et c'est celle de l'I.C. [18]. » Mais peut-être cette « spécificité », cette nuance « nationale » que Gramsci réinvente et qui occulte si bien, chez certains commentateurs[19], le contenu effectif de la « bolchevisation », représente-t-elle beaucoup plus que cette « taille de l'histoire », que ce prix du sang que le « bolcheviseur » doit payer à la *Realpolitik :* et, précisément, le contenu réel de cette « bolchevisation » qui lui tient lieu de « vérité ».

Une fois admis ce *quid* ou cette « petite différence » qui tient peut-être effectivement, pour la postérité en tout cas, à ce que le « capitaine » Treint n'a pas écrit - et pour cause - les *Cahiers de prison,* force est en effet de constater que, dans sa matérialité comme dans ses résultats, l'opération que dirige personnellement Gramsci et dont il paraît faire parfois une « affaire personnelle[20] », ne se distingue guère du grand remue-ménage qui secoue alors les autres sections de l'Internationale communiste. C'est l'auteur des *Cahiers de prison,* et non Albert Treint, qui, depuis Vienne, constitue ni plus ni moins qu'une fraction à l'intérieur de ce Parti

---

[15] P. Spriano, 24 avril 1967, in Gramsci e la cultura contemporanea, Atti del Convegno internazionale di studi gramsciani tenuto a Cagliari il 23-27 aprile 1967, Rome, 1969. I, p. 181.

[16] Cf. notre « Introduction » aux *Écrits politiques*, II, pp. 17 et suiv.

[17] Cf. « La rançon de l'histoire », 7 juin 1919, in *Écrits politiques,* I, pp. 239-244.

[18] « Democrazia interna e libertà di discussione », *loc. cit.*

[19] J'ai déjà rapporté ailleurs cette « objection » d'un historien italien : « Albert Treint n'a pas écrit les *Cahiers de prison*. » Cf. R. Paris, « Il Gramsci di tutti ». *Giovane critica*, no 15-16 (1967), pp. 48-61.

[20] Cf., sur ce point, P. Spriano. *Storia del Partito comunista italiano*, I, *Da Bordiga a Gramsci*, Turin, 1967, pp. 477-478.

communiste d'Italie dont il exalte avec tant de satisfaction l'« homogénéité fondamentale, granitique[21] ». C'est lui aussi qui, fort de l'appui du Kominterm, contraint les militants à choisir entre l'ancienne direction et l'Internationale. C'est Gramsci encore qui met en place un véritable appareil et qui crée ou inspire ces supports idéologiques et logistiques de la « bolchevisation » que sont *L'Unità, L'Ordine Nuovo* nouvelle manière, l'école du Parti, les « groupes de *L'Ordine Nuovo »* ... C'est le Parti italien enfin, et non le Parti français ou allemand, que désigne ce commentaire, sévère mais lucide, d'Alfred Rosmer : « L'Internationale forme une direction d'hommes serviles qui constitue une véritable fraction au sein du Parti et, appuyée sur cette fraction, elle met les ouvriers en demeure de se prononcer pour cette direction sinon, ils sont contre l'Internationale [22]. »

Car c'est autour de cette alternative que se cristallise d'abord la rupture de Gramsci avec le « bordiguisme » - et on peut la considérer comme acquise dès décembre 1923, lorsqu'il prend congé de Zinoviev avant de partir pour Vienne[23] - et qu'il choisit d'organiser sa fraction « centriste » à l'intérieur du Parti italien. « La force principale qui maintient la cohésion du Parti, écrit-il par exemple à Scoccimarro au début de l'année suivante, c'est le prestige et l'idéal de l'Internationale, et non pas un lien hypothétique créé par l'action spécifique du Parti[24] » ; affirmation qui, au demeurant, paraît faire écho à ce fragment de l'été 1923 où il s'interroge sur la scission de Livourne[25] et qui, en tout cas, tend à réduire celle-ci à une simple proclamation d'allégeance à l'Internationale. Ce thème est repris et précisé, publiquement cette fois, après la conférence de Côme de mai 1924, et avec d'autant plus de chaleur que le « centre » s'y est retrouvé minoritaire [26]. « Le parti - écrit alors Gramsci - ne peut se développer que comme section italienne de l'Internationale communiste, du Parti mondial du prolétariat révolutionnaire. » Et il insiste, manifestement à l'intention de Bordiga : « Ce n'est [donc] pas seulement par discipline, mais aussi par conviction, qu'il doit accepter la doctrine et la tactique de l'Internationale communiste [27]. » Tout comme si la « situation de " privilège " » attribuée à l'I.C. exigeait déjà beaucoup plus que le respect, fût-il formel, des règles du « centralisme démocratique » : une « soumission pleine et complète à la discipline de l'Internationale [28] ».

C'est donc une double hypothèque qui pèse sur cette « bolchevisation » : l'identification sans réserve des positions du « centre », c'est-à-dire des « bolcheviseurs », à celles de l'I.C., et, plus décisif encore, ce « privilège » dont jouirait l'Internationale et qui, impliquant l'acquiescement *a priori* à toutes les décisions de Moscou, contient en germe l'essentiel de l'opération. « L'existence de cet organisme - souligne en effet Gramsci, toujours à propos du Kominterm - (...) met une limite à ce qu'on nomme, dans la démocratie formelle, le droit des minorités à devenir majorité [29]. » Légalité et pouvoir, autrement dit, ne font qu'un et c'est au centre international ou à ses mandants qu'il appartient désormais de dicter les règles du jeu. L'opposition se verra donc, non seulement dénier toute liberté de manœuvre, mais jusqu'au droit à l'existence. En témoigne la réaction offusquée et jésuitique de Gramsci lorsque, à l'approche

[21] « Après la Conférence de Côme », 5 juin 1924, ci-après. p. 115.

[22] A, R. [A. Rosmer], « La " bolchevisation " du Parti communiste italien », *La Révolution prolétarienne,* no 8, août 1925, pp. 21-22.

[23] A. Davidson, Antonio Gramsci: Towards an Intellectual Biography, Londres, 1977, p. 204.

[24] A Scoccimarro, 5 janvier 1924, in *Écrits politiques,* II, p. 242.

[25] Cf. Écrits politiques, II, p. 304.

[26] *Cf. Écrits politiques,* II, p. 19 et surtout, *infra,* p. 115. n. I.

[27] « Après la Conférence de Côme *», infra,* p. 117.

[28] « Democrazia interna e libertà di discussione », *loc. cit.*

[29] Ibid.

du IIIe Congrès du Parti, la gauche organise son « Comité d'entente » : « Les faits que nous rapportons ici sont d'une telle gravité qu'ils exigent la plus sévère attention de tous les camarades. Jamais on n'avait vu dans notre Parti insulter plus audacieusement aux règles élémentaires de l'organisation et de la discipline d'un Parti communiste[30] » - comme si l'exemple n'était pas venu d'« en haut » avec la défenestration de Paul Levi en 1921 ou le coup de force de l'Exécutif de 1923 contre la Direction du Parti italien lui-même [31], comme s'il n'y avait pas eu la correspondance de Vienne et la formation, souterraine il est vrai, du nouveau « groupe dirigeant »... C'est donc par un discours sans surprises, une fois posé ces prémisses, que Gramsci va commenter et scander sa lutte contre la gauche.

Il y reprend, au vrai, tous les procédés, y réinvente toutes les obsessions, tous les fantasmes du « bolchevisme ». Indifférent aux thèses d'une opposition qui ne saurait être qu'« une chose tout à fait artificielle », inventée, qui sait ? par la police [32], et déniant toute signification aux revendications que la « gauche » peut avancer : « liberté de discussion », « démocratie interne », « liberté de critique », on l'y voit guidé par une seule idée, une règle unique : discipline, discipline d'abord. Discuter ? Certes. Mais quand tout sera rentré dans l'ordre. Il ne saurait y avoir de discussion « entre le Parti et ceux qui violent la discipline [33] ». Et d'exalter l'exemple de Trotski, « discipliné au Parti », « soldat discipliné de la révolution », « combattant discipliné de la classe ouvrière [34] ». Car la divergence, la tendance, la fraction - toutes choses qu'il confond volontiers[35], Comme l'y invite du reste le Parti bolchevique depuis 1921 - sont prémonitoires d'autant de fractures : « *L'initiative du Comité d'entente porte en elle le germe d'une scission*[36] » ; d'autant de ruptures à l'intérieur du Parti : « *dans un Parti communiste, poser le problème de l'organisation d'une fraction veut dire poser un problème de scission*[37]. » Bien plus : quiconque renâcle, tel Bordiga, devant la discipline de l'« organisation mondiale » laisse transparaître autant de défaillances ou de motivations honteuses : narcissisme petit-bourgeois, goût de la « phrase révolutionnaire », « décadence intellectuelle » et, il va sans dire, « manque d'esprit internationaliste [38] ».

Et, dès lors, le discours se fait tragique, d'un rationalisme exacerbé, pressé de sauter aux conclusions pour annoncer l'inéluctable : « En s'engageant sur la voie qu'ont prise les camarades du soi-disant " Comité d'entente ", on va tout droit hors du Parti et de l'Internationale communiste. Et se mettre hors du Parti et de l'Internationale signifie se mettre contre le Parti et l'Internationale communiste, autrement dit renforcer les éléments de la contre-révolution [39]. »

---

[30] « Le Parti combattra avec énergie tout retour aux conceptions d'organisation de la social-démocratie », 7 juin 1925, *infra,* p. 179.

[31] Cf. *Écrits politiques,* I, p. 4 1 ; II, pp. 48, 224, n. 2 et 303, n. 2.

[32] « Verbale della Commissione politica per il congresso di Lione [Procès-verbal de la commission politique préparatoire du Congrès de Lyon, 20 janier 1926] », in *Critica marxista*, 1, 5-6, septembre-décembre 1963. pp. 302-326 et, sur ce point, pp. 321-322. Mais cf., aussi, *La costruzione*..., p. 488.

[33] « " Democrazia interna " e frazionismo », *L'Unità*, 21 juin 1925, in *La costruzione*..., p. 226. Cf., également, « " Libertà di critica " o revisione del bolscevismo ? », *L'Unità*, 23 juin 1925, cité in M. Salvadori, *Gramsci e il problema storico della democrazia,* Turin, 1977 (21 éd.), pp. 24-25.

[34] (La morale del ritorno di Trotskij », *Lo Stato Operaio*, III, 14, 21 mai 1925, *in* A. Gramsci, *Per la verità, Scritti 1913-1926*, a cura di R. Martinelli, Rome. 1974, pp. 307-309 ; les mêmes termes apparaissent déjà dans un article du 19 novembre 1924, *infra,* p. 156.

[35] « Les documents fractionnels », 25 juin 1925, *infra,* p. 194.

[36] « Le Parti combattra... » « *infra*, p. 179 ; souligné par Gramsci.

[37] « Après la dissolution du " Comité d'entente " », 18 juin 1925, *infra,* p. 185, souligné par Gramsci.

[38] « Dans le P.C. italien », 18 juillet 1925 [mais l'original a paru dans *L'Unità du* 3 juillet], *infra,* p. 297.

[39] « Le Parti combattra... », *infra,* p. 180.

Des exemples sont là, qui parlent ; des représentations plutôt, que la tradition bolchevique a transmises - « *l'otzovisme* et ses premières figures de « liquidateurs de gauche », Gorki, Pokrovski, Lounatcharski [40]... Des noms plus proches surgissent sous la plume : Frossard, Paul Levi, Paul Louis, Rosenberg, Korsch, « transfuges » ou « renégats » qui déblatèrent contre l'I.C. ou entretiennent de mystérieuses correspondances avec Bordiga[41]... Et il n'est plus possible de s'offusquer de ce que des éditeurs trop zélés aient pu attribuer à Gramsci un extrait des *Principes du léninisme* [42] : c'est aussi la logique de Staline que cette vision conspirative, voire policière des oppositions ; le plus grave étant à coup sûr que, s'il y est inévitablement porté par le « système », Gramsci ne l'en assume pas moins consciemment : « C'est moi qui ai écrit que constituer une fraction dans le Parti communiste, dans notre situation présente, c'était faire œuvre d'agents provocateurs et, aujourd'hui encore, je maintiens cette affirmation. (...) L'un des moyens que la police peut employer pour détruire les Partis révolutionnaires, c'est précisément de faire surgir en leur sein des mouvements d'opposition artificiels[43]. »

La lutte contre la « fraction » sera donc impitoyable et, pour commencer, ne concédera rien à la « liberté de discussion » que celle-ci revendique. *Prometeo* ayant cessé de paraître, l'opposition ne dispose plus que d'un seul journal, *L'Operaio* de Cosenza [44], alors que le « centre » peut jouer librement de toute la presse du Parti et en particulier de son quotidien, *L'Unità,* de *Lo Stato Operaio,* hebdomadaire consacré aux « questions théoriques », et de l'enfant chéri de Gramsci, *L'Ordine Nuovo* bimensuel, lancé avec enthousiasme dans la « lutte contre la déviation d'extrême gauche [45]». C'est par ce contrôle rigoureux de l'information que commence donc la « bolchevisation ». Les excès les plus flagrants en sont connus : Bordiga, longtemps empêché de publier son article sur « la question Trotski [46] » ; l'exclusion d'Ugo Girone, rédacteur de *L'Unità* lié au « Comité d'entente [47] » ; le refus, enfin, à Lyon, de soumettre à la discussion les thèses présentées par la « gauche [48] ». Mais un autre type de censure, plus insidieux et probablement encore plus efficace, pèse pendant toute cette période sur les positions de la gauche dont les rares textes publiés, déjà filtrés par la presse du « centre », y apparaissent généralement sous des titres désobligeants ou infamants et toujours accompagnés de commentaires et de mises en garde, de gloses et de rectifications, et de ces apostilles auxquelles Gramsci met aussi volontiers la main.

Le « centre », d'autre part, contrôle étroitement l'appareil et peut désormais prévenir toute initiative de la base. Bordiga s'obstinant, par exemple, à réclamer une libre discussion, Gramsci lui objectera sèchement que le choix du « moment et de la façon d'ouvrir une discussion à l'intérieur du Parti » ne saurait incomber qu'aux seuls « organes qui le dirigent[49] » ... La

---

40 « Liquidatori di sinistra », *L'Unità,* 12 juin 1925, in *La costruzione*..., pp. 220-223.

41 Cf. *La costruzione*..., pp. 221 [*infra*, p. 1561, 310, 266, ainsi que M. Salvadori, *op. cit.*, p. 25.

42 « Il partito del proletariato », *L'Ordine Nuovo*, ler novembre 1924, in *La costruzione*..., pp. 205-206. C'est Enzo Santarelli qui, selon la formule consacrée, a rendu « à chacun son bien », in *Fascismo e neofascismo*, Rome, 1974, pp. 206-207, n. 1.

43 « Verbale della Commissione politica... », *loc. cit.*, pp. 321-322 ; *La costruzione*..., p. 488

44 A. De Clementi, *Amadeo Bordiga*, Turin, 1971, p. 222.

45 S.A.P. [Section d'agitation et de propagande de l'I.C.], « Le travail courant du P.C. italien, *La Correspondance Internationale*, V, 8, 4 février 1925, p. 63.

46 « La Quistione Trotski » : cf., ci-après, p. 193, n. 1.

47 P. Spriano, *op. cit.*, p. 479 ; G. Galli, *Storia del Partito comunista italiano*, Milan, 1976 (3e éd.), pp. 110- 111.

48 « Verbale della Commissione politica... », *loc. cit.*, p. 322. On trouvera les « Thèses de la gauche » in *Programme communiste*, XI, 38, avril-juin 1967, pp. 12-65.

49 « Battute polemiche », *Lo Stato Operaio*, II, 36, 30 octobre 1924, in *Per la verità,* éd. vit., p. 291. « Le Comité central ne peut renoncer à diriger et à contrôler la discussion en usant de ses pleins pouvoirs », écrit-il également le 22 juillet

situation du Parti, qui, à partir du 3 janvier 1925, se trouve réduit à une semi-illégalité, contribue au renforcement de ce contrôle : les contacts entre militants deviennent plus difficiles, l'information circule plus mal, les réunions clandestines ne rassemblent plus que quelques poignées d'adhérents. Mais ce sont surtout les structures mises en place par la Direction qui assurent son « hégémonie » : les fameuses « cellules d'entreprise », d'abord, qui quadrillent le Parti et en renforcent l'homogénéité, et aussi ces « révolutionnaires professionnels », tous fonctionnaires du Parti, qui « coiffent » les dirigeants locaux[50]. Pour plus de sûreté, enfin, à partir de l'hiver 1924 le « centre » remplace d'autorité tous les secrétaires fédéraux favorables à la « gauche » : Bordiga, à Naples, et Fortichiari, à Milan, cette « épuration » frappant également les fédérations de Turin, Rome, L'Aquila, Cosenza, Alexandrie, Novare, Bielle, Trieste, Crémone, Pavie et Foggia [51]. À l'approche du Congrès de Lyon, l'opposition se retrouve ainsi non seulement minoritaire ou, selon la formule consacrée, « isolée », mais littéralement interdite de séjour, vouée à une quasi-clandestinité à l'intérieur même du Parti, dans une atmosphère effectivement assez peu respirable[52]. Aussi bien, l'exclusion hâtive de Girone, que Zinoviev lui-même finira par « casser [53] », prélude-t-elle à l'interdiction du « Comité d'entente » que Humbert-Droz, venu dans ce but de Moscou, somme brutalement de se dissoudre, « sous menace d'expulsion immédiate[54] ».

On ne saurait nier en effet, et ces interventions en témoignent, que l'Internationale ne suive avec une attention indéfectible les progrès de la « bolchevisation » en Italie et lie prodigue son appui moral et matériel aux « bolcheviseurs » italiens [55]. Mais c'est probablement de la double crise du P.C. russe et du Komintern, et singulièrement de la lutte contre le « trotskisme », que ceux-ci tirent sinon le meilleur de leur force, du moins l'essentiel de leur autorité. Comme dans les autres sections de l'I.C., la « question Trotski » permet aux dirigeants italiens de manifester, fût-ce pour certains du bout des lèvres, leur ralliement, leur allégeance même, à ce que Gramsci nommera pudiquement « la majorité du Comité central d'U.R.S.S. [56] » et d'engager contre le « trotskisme », encore que Moscou la trouve un peu molle[57], une campagne idéologique qui va de pair avec la « bolchevisation » et qu'on présentera comme une « œuvre d'éducation [58] ». Mais, d'évidence, le fond de la « question » ne constitue jamais un enjeu et, jusqu'aux Cahiers en tout cas, ne préoccupe guère Gramsci.

Les grands termes du problème - en témoigne un passage d'une lettre du 28 janvier 1924 - lui sont, certes, connus : à travers l'affrontement entre Trotski et la *troïka* il retrouve aisément, très historiciste en cela, l'opposition entre les *Thèses d'avril* et le vieux programme social-

---

1925 (*La costruzione...,* p. 265). Et de préciser le 1er octobre : « À tout instant de la vie du Parti, le C.C. est l'unique pouvoir et n'abdique jamais (...) rien de son autorité » (*eod. loc.,* p. 295),

50 P. Spriano, *op. cit.,* p. 478.

51 C. Galli, *op. cit.,* p. 107.

52 « Sur l'activité du Comité central », 20 décembre 1925, *infra,* p. 225.

53 G. Galli, *op. cit.,* p. 111 ; P. Spriano, *op. cit.,* p. 479.

54 J. Humbert-Droz, *Mémoires : De Lénine à Staline, 1921-1931,* Neuchâtel, 1971, p. 259. « J'ai garanti, en vue du Congrès, une entière liberté de discussion... », ajoute, il est vrai Humbert-Droz. Cf., du reste, sa lettre *(L'Unità,* 18 juillet 1925), *in* P. Spriano, *op. cit.,* p. 479, n. 1.

55 Cf. P. Togliatti, « L'oro bolscevico [L'or bolchevique] », *L'Unità,* 16 septembre 1925, in *Opere,* tome 1, *1917-1926,* Rome, 1974, pp. 642-646.

56 Au C.C. du P.C. d'Union soviétique, 14 octobre 1926, *infra,* p. 314.

57 En témoignera l' « autocritique » de Grieco : « En ce qui concerne la lutte contre Trotski et le trotskisme, nous n'avons pas pris tout de suite une position nette... » (M. Garlandi [R. Griecol], « La situation en Italie et les tâches immédiates du P.C. italien », *L'Internationale communiste,* XII, 19-20. 10 juillet 1930, pp. 1319-1338 ; ici, p. 1319).

58 Cf. P. [Palmi ? Togliatti ?], « Pour la bolchevisation du P.C. italien », *La Correspondance internationale,* V. 17, 7 mars 1925, pp 147-148.

démocrate de *Deux tactiques* [59], mais il apparaît assez mal informé des étapes et du contenu réel de la crise du Parti bolchevique. « Je ne connais pas encore les termes exacts de la discussion qui s'est déroulée dans le Parti [russe], écrit-il à sa femme, restée à Moscou, le 13 janvier 1924. J'ai seulement vu la résolution du C.C. sur la démocratie dans le Parti, mais je n'ai vu aucune autre résolution. Je ne connais pas l'article de Trotski ni celui de Staline. Je ne parviens pas à m'expliquer l'attaque de ce dernier qui m'a semblé très irresponsable et dangereuse. Mais mon ignorance du matériel me fait peut-être juger mal. C'est pourquoi j'aurais aimé que tu m'envoies quelques informations et quelques impressions directes. » Et de lui préciser aussitôt, certaines implications de la « crise » lui apparaissant sans doute d'ores et déjà inéluctables : « Tu devrais m'écrire en langage chiffré [60] ... » Ses lettres à Terracini, qui l'a remplacé auprès de l'Exécutifde l'I.C. et auquel il demande également des informations et des matériaux, et en particulier *Cours nouveau* [61], *laissent* même transparaître une sorte de résignation ennuyée à l'idée que le Parti italien devra se prononcer : « Je te serais reconnaissant si tu pouvais me renseigner sur l'état actuel de l'affaire Trotski- Zinoviev. Elle aura, je pense, des échos au Ve Congrès, et il est possible qu'il faille prendre position à son sujet[62]. »

Dès la conférence de Côme, pourtant, il a apparemment fait son choix. Quoique son intervention, du reste assez brève, sur la crise du Parti bolchevique vise exclusivement Bordiga - lequel refuse, depuis le coup de force de l'Exécutif de juin 1923, toute responsabilité dans la direction du Parti [63]-, il y reprend explicitement à son compte le thème central des attaques de la *troïka :* c'est bel et bien l'« attitude passive » de Trotski - et non, s'entend, la « bureaucratie [64] » - qui est à l'origine de la crise du Parti russe. Refusant manifestement de se prononcer sur le fond, il insiste avant tout sur la morale de l'histoire : l'opposition, de la part de « personnalités éminentes du mouvement ouvrier », peut « non seulement empêcher le développement de la situation révolutionnaire, mais mettre en danger les conquêtes mêmes de la révolution [65] » - ce qui est encore, il va sans dire, l'un des arguments favoris de la *troïka.* Son ralliement, d'abord implicite, aux positions de Staline procède d'abord de cette adhésion passive. Comme à l'époque des « Thèses de Rome », il faut éviter que la crise ne gagne le Parti. Comme le soulignera la motion dans laquelle le Comité central affirme sa « solidarité » avec la *troïka, «* les motifs pour lesquels le Centre russe a clos la question Trotski excluent, sauf décision internationale, la réouverture d'une discussion à ce sujet[66] ».

Ce recours à l'autorité de la « chose jugée » ne saurait pourtant atténuer le poids de ce ralliement ni dissimuler l'adhésion totale de Gramsci - dont la lettre d'octobre 1926 sera la

---

59 A Togliatti, Terracini et autres, 9 février 1924, *Écrits politiques,* II, p. 259.

60 À Julia Schucht, 13 janvier 1924, *2000 pagine di Gramsci :* II. *Lettere edite e inedite (1912-1937)*, Milan, 1964, p. 29. Les textes évoqués par Gramsci sont la résolution du Bureau politique du P.C. (b) du 5 décembre 1923 qui paraissait faire quelques concessions aux revendications de Trotski, la lettre de ce dernier à l'organisation du Parti de Krasnaïa Presnia en date du 8 décembre. Publiée dans la *Pravda* du 11 décembre, et la réponse de Staline à Trotski, qu'il accuse de « menchevisme, d'« opportunisme », de « duplicité » et de « basse démagogie », dans la *Pravda* du 15 décembre.

61 « Peux-tu m'envoyer le volume de Trotski sur la polémique autour du Parti et, plus généralement, tout ce qui a été publié sur la question ? » (A Terracini, 9 mars 1924, *in* G. Somai, *Gramsci a Vienna, Ricerche e documenti, 1922-1924*, Urbino, 1979, p. 200.)

62 A Terracini, 27 mars 1924, Écrits politiques, II, p. 295.

63 Sur ce point, cf., ci-après, p. 28, n. 3.

64 Pour Trotski, rappelons-le, c'est au contraire « le régime bureaucratique [qui] est l'une des sources des fractions » (*Cours nouveau*, 19241, in L. Trotski, *De la révolution*, Paris, 1964, p. 43).

65 « La conferenza di Como : Intervento di Gramsci », *La costruzione...*, p. 461.

66 Partito comunista d'Italia, « Mozione sulla bolscevizzazione dei partiti comunisti », 6 février 1925, in S. Corvisieri, *Trotskij e il comunismo italiano*, Rome, 1969, pp. 185-191 ; la phrase citée se trouve p. 190.

confirmation - aux thèses de la majorité stalinienne [67]. Les motifs, certes, n'en sont pas tous très clairs : ignorance pure et simple des positions de Trotski, à qui il attribuera, par exemple, ni plus ni moins que la paternité de la thèse du « socialisme dans un seul pays [68] », ou coïncidence objective entre sa décision de se placer « au point de vue d'une majorité nationale » et les choix autarciques de la *troïka ;* fidéisme sans réserves à ce fameux « privilège de l'I.C. » qu'il aime tant à invoquer ou plus simplement, et sa lettre de 1926 une fois de plus le confirme, fidélité à Zinoviev ; volonté, enfin, de conférer une épaisseur nouvelle à sa lutte contre Bordiga ? Mais s'il lui arrive d'exalter, pour les besoins de la cause, l'attachement de Trotski à la « discipline révolutionnaire[69] », voire de rappeler - combien discrètement - son rôle aux côtés de Lénine en 1917 [70], on retrouve bientôt sous sa plume, visant indistinctement Trotski et Bordiga, le type de formules qui l'avaient choqué dans l'article de Staline du 15 décembre 1923 : « opportunisme petit-bourgeois», « individualisme », « menchevisme », voire soutien « objectif » à la « contre-révolution [71] ». Tant il est vrai que certains ralliements impliquent jusqu'à des choix stylistiques.

Le parallèle esquissé à Côme entre les « personnalités » de Trotski et de Bordiga, et qu'il reprend le 6 février 1925 devant le Comité central, désigne pourtant ce qu'il privilégie dans la crise du Parti russe : une didactique de la « bolchevisation » qui, selon la formule de Trotski, traite par la « méthode *pédagogique* » - l'« œuvre d'éducation » - les problèmes du politique [72]. Aussi la « question Trotski » lui apparaît-elle surtout riche d'« enseignements pour notre Parti » : Trotski ne se trouvait-il pas récemment encore « dans la position qu'occupe actuellement Bordiga » ? Et si l'on pouvait parler alors de « tendance fractionniste », l'attitude de Bordiga n'entretient-elle pas dans le Parti une « situation objectivement fractionniste [73] » ? L'« équation bordiguisme-trotskisme » - que l'Exécutif de l'I.C. fera aussitôt sienne[74] - donne un contenu matériel au « privilège » de l'Internationale. Conférant une auréole morale au chantage à la discipline dont le « centre » use si efficacement [75], la double et paradoxale « culpabilité » de Bordiga - « droitier » à Moscou et « gauchiste » à Rome [76] - constitue un moyen de pression sans égal sur la « gauche » et d'abord sur ses sympathisants. Mais surtout, dépassant les objectifs purement « pédagogiques » de cette campagne, le binôme Bordiga-Trotski apporte probablement un début de réponse à la crise d'identité que le « centre » doit

[67] « Au C.C. du P.C. d'Union soviétique », 14 octobre 1926, *infra,* pp. 307 et suiv. On ne retiendra pas, bien entendu, le parallèle absurde qu'esquisse Roberto Massari entre le « sectarisme bordiguien » et le « bureaucratisme stalinien » (*All'opposizione nel pci con Trotski e Gramsci*, Rome, 1977, p. 25).

[68] « Relazione al Comitato centrale », 6 février 1925, *La costruzione*..., p. 173.

[69] Cf., *supra*, p. 19, n. 1.

[70] « Vecchiume imbellettato [Vieillerie fardée] », 22 septembre 1926, *La costruzione*..., p. 331. Cf., dans le même sens, la lettre d'octobre 1926, *infra*, p. 314.

[71] Cf., « Comment il ne faut pas écrire... », 19 novembre 1924, *infra,* pp. 155-156 ; « La morale del ritorno di Trotskij » 21 mai 1925*,* déjà cité ; « Puntini sugli i », 22 juillet 1925, *La costruzione*..., p. 266, ainsi que, ci-après, p. 193, n. 1. L'hypothèse d'une collusion « objective » avec la « contre-révolution » est lancée par Gramsci au cours de la réunion du 6 février 1925 et reprise, le même jour, dans la motion sur la « bolchevisation » op. *cit.,* pp. 188-189.

[72] Cf., L. Trotski. Cours nouveau, op. cit., p. 84.

[73] « Relazione al Comitato centrale... », *op. cit.,* p. 474.

[74] Cf., *infra,* p. 193. n. 1. La formule, sinon, est de P. Spriano, *op. cit.,* pp. 429 et suiv. (« L'equazione bordighismo-trockismo »).

[75] « Il n'est évidemment pas possible de confondre une question de discipline, de pure et simple discipline, avec une question politique », - *infra,* p. 183.

[76] Dès 1924 Zinoviev proposait, dans le même sens, un parallèle entre Bordiga et Radek : « Ainsi les extrêmes se touchent. L'extrême gauche coïncide souvent avec l'extrême droite » (G. Zinoviev, « L'activité de l'I.C. et les problèmes actuels », *La Correspondance Internationale,* V, 48, 24 juillet 1924, p. 515).

affronter depuis la conférence de Côme : incapable encore de se démarquer de Bordiga et abjurant déjà les *Thèses de Rome* [77].

Convaincu pourtant que le « noyau vital » du Parti ne saurait se développer que « sur le terrain de la gauche [78] », Gramsci confirme en mai 1925 qu'il ne saurait envisager de « modifier l'assise fondamentale du Parti établie au Congrès de Livourne et renforcée au Congrès de Rome[79] ». Mais cette volonté contradictoire d'ancrer le P.C. d'Italie, tel qu'il sortira des fourches caudines de la « bolchevisation », dans l'« acquis historique » de Livourne, désigne le dernier obstacle où achoppe ce « transformisme » : non tant la « vieille garde » qu'incarne, assez symboliquement, le « Comité d'entente », que le spectre d'un « nouveau Livourne [80] ». Et si, parmi toutes les accusations lancées contre Trotski et autour desquelles s'articule la fameuse « équation », Gramsci privilégie certains thèmes - le « menchevisme », certes, mais aussi le « révisionnisme [81] » et, surtout, l'appartenance au « marxisme de la IIe Internationale [82] » -, c'est que le binôme Bordiga-Trotski permet au « centre » d'articuler sa rupture avec l'ancienne « majorité ». La convergence de ces thèmes fait en effet passer dans le discours la représentation d'une dégénérescence. C'est, bien entendu, retourner à Bordiga les critiques qu'il adresse au Parti et à l'Internationale : « Bordiga lui-même peut dégénérer [83] » ; ses dernières positions, dans lesquelles Gramsci feint de reconnaître la main de Nenni ou de Serrati et parfois même de Turati [84], témoignent d'une « véritable décadence intellectuelle », d'un retour pur et simple au « maximalisme », voire à la « social-démocratie [85] ». Mais c'est surtout, on l'a dit, exorciser la scission redoutée. L'image d'un Bordiga qui serait revenu aux errances du « nationalisme de parti », naguère incarné par Serrati ; l'idée, toujours suggérée, que l'opposition ne serait qu'une « résurrection du maximalisme » d'antan [86] ; l'effort, enfin, pour replacer le « sempiternel extrémisme indigène » dans le cadre historiciste des « générations du socialisme italien[87] » - tout vise ici manifestement à construire une nouvelle « équation ». Un doublet Bordiga-Serrati, cette fois. Auquel cas, ce Livourne fantomatique se produirait, tout à l'inverse du premier, non plus à gauche, mais « à droite ».

---

77 « Après la conférence de Côme », *infra*, p. 117.

78 *Eod. loc.*, *infra*, pp. 122-123. « Les résultats de Livourne - écrit également Gramsci, p. 116 -représentent un acquis historique. »

79 « Dans le P.C. italien », *infra*, p. 300.

80 « Puntini sugli i », *op. cit.*, p. 265.

81 « Trotski veut réviser le bolchevisme », écrit-il le 19 novembre 1924, *infra*, p. 155 ; de Bordiga, il dira dans les « Thèses de Lyon » qu'il incarne une « déviation de gauche de l'idéologie marxiste et léniniste » (*La costruzione..., p.* 502). Mais c'est, semble-t-il, dans une intervention de Boukharine que cette accusation est lancée pour la première lois. Cf. « Ve Congrès -19e séance [28 juin 1924] », *La Correspondance Internationale*, IV, 53, 5 août 1924, p. 551.

82 « Bordiga est un produit original de la IIe Internationale », affirme la « Résolution sur la question italienne » adoptée par le Ve Plénum de l'I.C. en avril 1925 *(La Correspondance Internationale*, V, 50, 11 mai 1925, pp. 407-408), texte que Gramsci reprend entièrement à soir compte in « Les documents fractionnels », 25 juin 1925, *infra*, p. 187.

83 « Opinioni nelle file del partito », 21 juillet 1925, *La costruzione...*, pp. 260-264 ; en particulier, p. 264. Sur l'article de Bordiga. « Il pericolo opportunista e l'Internazionale », cf., *infra*, p. 211, n. 3.

84 Cf., par exemple, « Les documents fractionnels », *infra*, p. 195 « Dans le P.C. italien, *infra*, p. 297, « Opinioni... », *op. cit.*, p. 261.

85 « *Critique* stérile et négative », 30 septembre 1925, *infra*, p. 214 : Maximalisme et extrémisme », 2 juillet 1925, *infra*, pp. 198-199 ; « Le Parti combattra... », *infra*, pp. 178 et suiv. ; « Sur l'activité du Comité, central », infra, p. 221, etc.

86 « Dans le P.C. italien », *infra*, pp. 297 et 299. Commentant un article de Bordiga, Gramci écrit d'autre part : « Tout ce paragraphe semble repris d'un article de Serrati d'avant Livourne, en changeant purement et simplement de nom » (« Punitini sugli i », *op. cit.*, p. 266).

87 « *S*ull'attività parlamentare del partito », 5 décembre 1925, *La costruzione...*, pp. 299-301. La formule sur l'« extrémisme indigène » se trouve p. 301. Cf., d'autre part, « Le camarade G.M. Serrati et les générations du socialisme italien, 14 mai 1926, ci-après, pp. 249-254.

La défaite de la « gauche » au Congrès de Lyon de janvier 1926 ne saurait s'expliquer pourtant par ces seuls facteurs : intervention ou « privilège » de l'I.C. isolement « volontaire » de Bordiga [88], combinatoire des « représentations », voire manœuvres d'appareil dans lesquelles le centre apparaît sous un jour rien moins qu'« édifiant »[89]. Le support matériel de la « conquête gramscienne », ce sont d'abord les conditions du prolétariat italien et, au premier chef, la défaite de la révolution européenne, matérialisée, et comme surmultipliée, par l'avènement du fascisme [90]. Car s'il est vrai que le nouveau « groupe dirigeant » ou, plus justement, le « nouveau type de parti ne naît pas - comme le rappelle Stefano Merli - des expériences de la lutte ouvrière (...) mais d'une lutte de fraction[91] », le terrain de la « bolchevisation », c'est aussi cette classe ouvrière vaincue, démoralisée ou désorientée[92], réduite à la passivité, dépouillée de ses traditions[93], privée, enfin, de ses meilleurs éléments, assassinés, emprisonnés ou déjà en exil, bref, une classe en voie de décomposition ou, comme dirait Sartre, retombée dans la « sérialité ». Bien avant que le discours de Mussolini du 3 janvier 1925 ne condamne, comme on l'a dit, les communistes à une quasi-illégalité, cette décomposition, cette « passivité de l'ensemble de la classe ouvrière » investissent jusqu'aux rangs du Parti [94] et hypothèquent probablement - Bordiga, en tout cas, le suggérera - la plupart de ses initiatives et de ses espérances[95]. Le « profil » du P.C. lui-même commence d'ailleurs à changer. L'appareil se renforce donc par la création d'un corps de fonctionnaires ou, comme on les désigne, de « révolutionnaires professionnels », et l'adhésion de Serrati et des *terzini,* en août 1924, le dote d'une réserve de cadres chevronnés, d'autant plus nécessaires, à en croire certains, que la classe ouvrière traverse une phase de réaction et de reflux [96]. Les problèmes politiques et matériels que pose également ce ralliement des *terzini* - la nécessité, en particulier, d'intégrer rapidement, et sous le feu de la réaction, près de 2 000 nouveaux adhérents, issus d'une autre tradition et

---

88 P. Spriano, *op. cit.,* p. 478. Mais n'était-ce pas là, hormis le reniement, la seule voie possible à dater du « coup de force » de l'I.C. de juin 1923 ? Comme le remarque Scoccimarro, qui est pourtant loin d'être favorable à Bordiga : « Son refus d'accepter un poste responsable à la direction du Parti montre que [Bordiga] considère l'Internationale comme étant sur la voie de l'opportunisme : or il ne veut être obligé, ni de renoncer à ses opinions, ni de travailler contre l'Internationale » (« La politique de l'I. C.-Italie ». *La Correspondance internationale,* V. 34, 11 avril 1925, pp. 252-253). Le remplacement de Bordiga à la tête de la Fédération de Naples témoigne d'ailleurs des limites qu'aurait comportées sa « participation ».

89 A. De Clementi. *op. cit.,* p. 219.

90 « Le fascisme, considéré objectivement, n'est pas la réponse de la bourgeoisie à une attaque du prolétariat : c'est le châtiment qui s'abat sur le prolétariat pour n'avoir pas continué la révolution commencée en Russie » (« Discours de Clara Zetkin [12e séance de l'Exécutif élargi, 20 juin 1923] ». *La Correspondance Internationale,* supplément no 53, 4 juillet 1923, pp. 8-9).

91 S. Merli, « Le origini della direzione centrista nel Partito cornunista d'Italia »*, Rivista Storica del Socialismo,* VII, 23, septembre-décembre 1964, pp. 605-625. La phrase citée se trouve p. 618.

92 Ainsi que le signale Gramsci (« Franche parole al compagno Jurenev », 13 juillet 1924, *La costruzione...,* p. 193), cette désorientation s'explique, entre autres, par les manifestations d'amitié que l'ambassadeur soviétique prodigue à Mussolini et que la presse bourgeoise s'empresse de monter en épingle. Cf., par exemple, « L'ambasciatore dei Soovieti offre un pranzo a Mussolini [L'ambassadeur des Soviets offre un repas à Mussolini] », *Il Giornale d'Italia,* 13 juillet 1924, p. 6, où l'on souligne le « ton de particulière cordialité de cette réunion amicale », « acte de courtoisie personnelle de l'ambassadeur à l'égard de M. Mussolini »...

93 S. Merli, « I nostri conti con la teoria della " rivoluzione senza rivoluzione " di Gramsci [1967] », *Giorane critica,* nos 31-32 (1972), pp. 114-129 ; ici, p. 121.

94 « Rapporto di Togliatti all'Esecutivo del Comintern [7 octobre 1924] », *in* J. Humbert-Droz, *Il contrasto..,* pp. 192-204 et, en particulier, p. 196. Mais cf., également, « Les cinq premières années du P.C. d'Italie », 21 février 1926, *infra*, pp. 233-234.

95 Cf., par exemple, l'objection de Bordiga à Gramsci à la veille du Congrès de Lyon : « Mais il faut que les masses soient prêtes à se placer sur ce terrain... » (« Verbale... », *loc. cit.,* p. 321 ; *La costruzione...,* p. 487).

96 Cf., par exemple, P, Togliatti, « Il problema del reclutamento », *Lo Stato Operaio,* 17 avril *1924,* in *Opere, éd. cit.,* pp. 552-555.

formés, qui plus est, à d'autres pratiques[97], dans un parti qui ne compte alors que 12 000 membres - ne représentent cependant qu'un aspect mineur des difficultés que doit bientôt affronter le « centre » pour contrôler et, plus encore, utiliser - une organisation dont les effectifs se trouvent doubler, et même tripler, en l'espace de quelques mois[98].

S'il est bien entendu impossible, encore que la date de leur adhésion soit assez éclairante, de connaître les motivations de ces nouveaux venus, il est tout au moins certain qu'ils ne se réclament pas des thèses radicales qui avaient prévalu à Livourne. La « crise Matteotti » - Gramsci en est bien conscient - amène surtout au P.C. les « masses déçues par les insuccès de l'opposition constitutionnelle », voire des membres de la petite bourgeoisie, gagnés à leur tour au « communisme[99] ». Il y a là, pour le Parti et pour ses dirigeants, un double danger : « 90 % sinon plus » des membres du Parti « ignorent encore [en 1925] les méthodes d'organisation qui, selon la formule de Gramsci, sont à la base [des] rapports [du P.C.] avec l'Internationale » et cette masse -qui n'est pas encore « bolchevisée » et qui échappe donc au contrôle de la Direction - pourrait servir de support à certains courants « droitiers », favorables à un compromis avec l' « Aventin [100] ». L'adhésion de ces « communistes » est, en outre, si conjoncturelle et si éphémère - la suite le démontrera[101] - qu'elle interdit probablement de miser sur eux dans une perspective à long terme. Si le « mois de recrutement » lancé au cours de l'été 1924 permet effectivement au Parti de doubler ses effectifs [102], Bordiga aura ainsi beau jeu pour dénoncer, au moment du Congrès de Lyon, « la facilité avec laquelle s'éloignent [du Parti] des éléments recrutés avec la même facilité durant la crise Matteotti[103] ». Mais ici un parallèle s'impose : cette « génération » de militants fournit aux « bolcheviseurs » italiens une base analogue à celle que Staline avait trouvée en 1924 parmi les nouveaux adhérents de la « promotion Lénine ».

Les bases du Parti elles-mêmes - son « enracinement de classe » - commencent également de changer. Certes, l'implantation ouvrière se maintient dans les bastions traditionnels : Milan, où l'anniversaire de la révolution russe rassemble encore, en 1925, 2 000 manifestants[104] ; Turin, où les élections du Comité d'entreprise de la Fiat se soldent par un recul des fascistes et une « victoire » des communistes, presque *ex aequo* avec les réformistes [105]. Mais les rapports entre le Parti et la classe ont déjà changé. Il est symptomatique, par exemple, que ce soient des *terzini* comme Di Vittorio ou des « droitiers » comme Vota qui fournissent désormais le gros des cadres syndicaux[106]. La classe ouvrière elle-même est, en outre, en pleine mutation. Comme l'observera Gramsci - en anticipant sur certaines pages des *Cahiers* - en 1925 le « processus d'homogénéisation » déclenché par le fascisme touche également la classe ouvrière qui « s'est [déjà] uniformisée[107] ». Aussi bien, les grèves des métallurgistes de mars 1925, dernière

---

[97] Gramsci évoquera, en particulier, l'excès de « légalisme » et la persistance de « certaines formes d'hystérie politique propres au maximalisme » chez certains *terzini* entrés au Comité central. Cf. « " Légalisme " et " carbonarisme " dans le P.C. d'Italie », mars 1925, *infra*, pp. 162-163.

[98] « Dans le P.C. italien », *infra,* p. 299.

[99] Idem, *infra,* p. 300; « En Italie » *infra,* p. 302.

[100] « Dans le P.C. italien », *infra,* p. 300.

[101] Sous les coups de la répression, les effectifs s'effondrent : en juin 1927 le Parti n'a plus que 8 000 adhérents, 5 000 en février 1928 (« Rapporto alla commissione italiana dell'Esecutivo dell'I.C. ». 20 février 1928, *in* P. Togliatti. *Opere,* tome II, *1926-1929*, Rome, 1975, p. 366).

[102] On trouvera ces chiffres ci-après, p. 186, n. 1.

[103] « Thèses de la gauche », *loc. cit.,* p. 61.

[104] « En Italie », *infra,* p. 303.

[105] M. Abrate. La lotta sindacale nella industrializzazione in Italia, 1902-1926, Turin. 1967, p. 437.

[106] Cf. G. Berti, I primi dieci anni di vita del P.C.I., Milan. 1967, p.152.

[107] « Relazione al Comitato centrale *», op. cit.,* p. 472.

manifestation spectaculaire de combativité, ouvrière avant les lois d'exception, ne sont-elles sans doute qu'un baroud d'honneur de l'« ancien prolétariat » face à la « rationalisation » et à la naissance de l'« ouvrier-masse[108] ».

Ce qui explique sans doute que le P.C. - dont le mot d'ordre est toujours : « gouvernement ouvrier et paysan » - renforce son « travail » en direction des campagnes et des milieux artisanaux « de tradition politique socialiste[109] » et que, si l'on en croit un rapport présenté par Vittorio Flecchia, à l'approche du Congrès de Lyon cette implantation ouvrière soit déjà en recul. Si l'organisation revendique encore 28 000 inscrits, 10 000 d'entre eux figurent déjà sous la rubrique « cellules de village », 7 000 autres militant dans les « cellules territoriales » et seulement 4 000 dans les « cellules d'entreprise » mises en place par la « bolchevisation [110] ». La « géographie » du recrutement atteste, d'autre part, que le Parti commence à s'implanter dans les vieux fiefs réformistes ou dans des zones naguère acquises au syndicalisme révolutionnaire : l'Émilie, la Toscane, l'Ombrie, voire le Latium et jusqu'aux Pouilles, grâce à Di Vittorio[111], et qu'il rassemble désormais non seulement des *braccianti,* des ouvriers agricoles, mais des métayers, de petits fermiers, des colons et des artisans. Sans qu'il soit question d'un « double parti » comme en Union soviétique[112] ni d'une situation où le vote des sections rurales pourrait, comme au Congrès de Tours, être déterminant [113], en janvier 1926 « près de la moitié des forces du Parti » sont donc d'origine rurale ou « villageoise [114] » et elles proviennent même, pour l'essentiel, de la couche sociale qui, « depuis les origines du mouvement ouvrier italien, avait constitué un des canaux sociaux et politiques entre la classe ouvrière et les autres couches de la population [115] ». Que tel soit le prix de la conversion du P.C. en « parti de masse », Gramsci le suggérera peu après en annonçant que c'est le Parti communiste qui perpétue et réalise désormais la « tradition » révolutionnaire du socialisme italien [116]. C'est sur cette base, en tout cas, et autour de ces acquis que se rassemble la « majorité » de Lyon.

Cinq ans après Livourne, le IIIe Congrès du P.C. d'Italie permet ainsi de mesurer les résultats de la gestion « centriste ». Les deux objectifs apparemment contradictoires que le « centre » s'était vu assigner par l'I.C. semblent désormais atteints. Le Parti est officiellement « bolchevisé » et, sans représenter - comme l'écrit hâtivement Gramsci - un « facteur essentiel de la vie italienne [117] », il s'est effectivement élargi ; mieux : il s'est inventé un destin de « parti de masse ». C'est certes peu de chose que les quelque 28 000 adhérents revendiqués à Lyon face aux 216 000 inscrits que comptait encore le P.S.I. avant la scission de Livourne. Et que pèsent les quelques fédérations syndicales, bourses du travail et coopératives contrôlées par les

---

[108] Cf. B. Uva. « Gli scioperi dei metallurgici italiani nel marzo 1925 », *Storia contemporanea,* I. 4 décembre 1970, pp. 1011-1077, et, pour les problèmes posés par la « rationalisation », G. Sapelli, *Orqanizzazione del lavoro e innovazione industriale nell'Italia tra le due guerre,* Turin, 1978, *passim.*

[109] E. Ragionieri, « Problemi di stora del P.C.I. », *Critica marxista,* VII, 4-5, juillet-octobre 1969, pp. 195-235 ; particulièrement. pp. 221-222.

[110] Cf. P. Spriano, op. cit., p. 489.

[111] Sur cette dernière région, cf. S. Colarizi, *Dopoguerra e fascismo in Puglia (1919-1926)*, Bari, 1971.

[112] L'observation, on le sait, est de Boukharine.

[113] Cf. A. Kriegel, *Aux origines du communisme français, 1914-1920*, Paris-La Haye, 1964, tome II. pp. 834 et suiv.

[114] P. Spriano, *op, cit., ibid.*

[115] E. Ragionieri, « Problemi di storia..., *loc. cit., ibid.*

[116] « Le camarade G. M. Serrati... », *infra,* p. 254. Quant au « parti de masse », cf. « Les cinq premières années... », *infra,* pp. 232-233.

[117] « La situazione interna del nostro partito ed i compiti del prossimo congresso [Rapport au C.C. du 3 mai 1925] », *La costruzione...,* p. 74. La version française (et abrégée) de ce texte parle seulement d'« un important facteur de la vie politique du pays » (« Dans le P.C. italien », *infra,* p. 300).

communistes [118] en regard du réseau d'institutions ouvrières que le réformisme avait mis en place ? Reste qu'en redécouvrant l'usage des coopératives - symboles, pourtant, d'un « gradualisme » honni - le nouveau « groupe dirigeant » ne se contente pas de briser avec cet angélisme, ce refus de la politique au jour le jour qui était, dit-on, le « péché » de Bordiga [119]. Rompant avec la stratégie d' « unité d'action » jusqu'alors en vigueur, le « centre » met en œuvre une pratique de l' « action de masse » qui subordonne l'élargissement du Parti au préalable de la « bolchevisation » en instaurant de nouveaux rapports entre l' « avant-garde » et le « mouvement », un nouveau style de « conquête » des « masses italiennes, des masses les plus larges [120] », qui passe par la diffusion de proche en proche des « cercles d'influence » d'un noyau central « bolchevisé [121] ».

Cette subordination de la « conquête de la majorité de la classe travailleuse [122] » au préalable de la « bolchevisation », Gramsci] `illustrera *a contrario* en puisant au sempiternel catalogue des « faiblesses » du P.S.I. : faute d'avoir su organiser son petit noyau de militants « fidèles », et les chiffres cités recoupent à peu près ceux des effectifs communistes en 1925, faute donc de s'être « bolchevisé », le P.S.I. s'est retrouvé au sortir de la guerre, non seulement incapable de jouer son rôle de « parti de masse », mais tout bonnement « submergé par le flot des nouveaux venus [123] »... L'intérêt de ce petit apologue est pourtant moins dans sa moralité que dans ce qu'il révèle ou « justifie » quant au modèle gramscien du « parti de masse ». S'il n'est plus question, comme dans l'interprétation bordiguienne du « front unique », de gagner de nouveaux militants par le simple jeu de l' « action à la base », il ne s'agit pas encore de créer le type d'organisation de masse qui se développera pendant la période « frontiste » ou à la fin de la guerre, le « Parti nouveau » par exemple. La « bolchevisation » vise seulement à faire du Parti communiste d'Italie le « noyau du futur encadrement d'un grand parti de masse [124] » sans détruire pour autant - conformément à l'interprétation « centriste » de la « bolchevisation » propre à Gramsci [125] - le « noyau vital » du Parti tel qu'il s'est formé à Livourne. Ce noyau ayant fait en outre la preuve qu'il pouvait résister à la violence fasciste, c'est au contraire à ces mêmes « forces » que Gramsci souhaite confier l'encadrement de la « grande armée » à venir [126] - son seul regret étant sans doute que le parti de Livourne ne soit pas né « bolchevisé » et déjà prêt, en quelque sorte, à s'acquitter de la « mission spécifique » dont il l'investit rétroactivement : la « conquête de la majorité du prolétariat [127]».

Celle-ci empruntera, certes, plusieurs voies, le Parti s'efforçant en particulier, et la formule sent déjà le « populisme[128] », de « prendre en charge les intérêts généraux de tout le peuple travailleur[129] ». Mais, ainsi que l'avait annoncé sa lettre du 12 septembre 1923, cette conquête s'inspirera d'abord du mot d'ordre - officiellement toujours en vigueur dans l'I.C. - de

---

118 « " Légalisme " et " carbonarisme " dans le P. C. d'Italie », *infra,* pp. 160-162.

119 Cf, le « portrait » qu'en trace G. Berti, op. cit., p. 143.

120 « Après la conférence de Côme », *infra,* p. 116.

121 S. Merli, « Le origini della direzione centrista... », *loc. cit.*, p. 624.

122 « La crise italienne » 1er septembre 1924, *infra,* p. 140.

123 « Le programme de *L'Ordine Nuovo* », *infra,* p. 112.

124 Ibid.

125 Il n'est bien entendu nullement « secondaire », contrairement à ce qu'imagine L. Paggi *(Antonio Gramsci e il moderno Principe*, Rome, 1970, p. XXIV), que la fraction de Gramsci se soit désignée elle-même comme le « groupe du centre ».

126 « Contre le pessimisme », 15 mars 1924, *infra,* p. 102. Ainsi que Gramsci le précise, *infra,* p. 111. « Le programme de *L'Ordine* Nuovo » prolonge explicitement ce texte. Quant au « noyau vital, cf., ci-dessus, p. 26.

127 « Contre le pessimisme », *infra,* p. 101.

128 Cf., dans le même sens. le « lapsus » signalé ci-après, p. 101, n. 2.

129 « La crise italienne », *infra,* p. 140.

« gouvernement ouvrier et paysan » ; mot d'ordre - Gramsci l'a souligné alors - qui se prête à la « traduction[130] » et qui recouvre désormais un contenu bien précis : la « fonction nationale » de la classe ouvrière. « Le problème urgent - écrit-il en effet lorsqu'approche la conférence de Côme -, le mot d'ordre nécessaire aujourd'hui, c'est celui de gouvernement ouvrier et paysan : il s'agit de le populariser, de l'adapter aux conditions concrètes de l'Italie, de démontrer comment il jaillit de chaque épisode de notre vie nationale [131]. » Et il précise peu après - pour ceux que le choix d'un titre comme *L'Unità* n'aurait pas suffisamment éclairés - que, les problèmes de la « vie nationale » relevant des « tâches historiques » du prolétariat, à l'époque de l'occupation des usines ce dernier aurait, ni plus ni moins, « failli à sa mission, qui était de créer par ses propres moyens un État qui pût également satisfaire les exigences nationales unitaires de la société italienne [132] » ...

Non que cette « fonction nationale » de la classe ouvrière représente chez lui une découverte récente ou un fruit tardif de la « bolchevisation », celle-ci ne faisant probablement que réactiver un discours plus ancien. Ce n'est pas par hasard, en fait, si cette thèse est littéralement évoquée par le souvenir de l'occupation des usines. Le premier *Ordine Nuovo* ne présente-t-il pas déjà « l'unité nationale » comme un « patrimoine », du prolétariat italien, une « richesse sociale » que ce dernier devrait apporter en dot à l'Internationale communiste[133] ? À la veille du Congrès de Livourne, à l'époque où Gramsci fait pourtant sien l'« anti-démocratisme » de Bordiga, ce discours se charge même d'un contenu ouvertement « démocratique » : « Seule la classe ouvrière (...) est en mesure de résoudre le problème central de la vie nationale italienne : la question méridionale ; (...) seule la classe ouvrière peut mener à son terme le laborieux effort d'unification commencé avec le *Risorgimento.* La bourgeoisie a unifié territorialement le peuple italien ; la classe ouvrière a pour mission de porter à son terme l'œuvre de la bourgeoisie[134]. » C'est donc là un autre de ces filons qui, courant sous la latérite bordiguienne, continuent d'assurer, malgré qu'en ait Gramsci [135], la transition d'un *Ordine Nuovo* à l'autre. Que cette continuité procède du seul développement d'un « démocratisme » originel [136], c'est pourtant moins que certain. Les motifs qu'invoque alors Gramsci, et qu'il emprunte une fois de plus à la « grande espérance » de l'été 1920, ne renvoient-ils pas en effet, non à une problématique de la « démocratie », mais à ce qui en constitue pour *L'Ordine Nuovo* la condition première : l'efficacité d'une « gestion ouvrière » du capital[137] dont il redira encore en 1926 qu'elle a « émerveillé » jusqu'à la bourgeoisie[138] ? Or c'est probablement par le détour d'un tel

[130] Écrits politiques, II, p. 230.

[131] « Le programme de *L'Ordine Nuovo* », *infra,* p. 110.

[132] « La crise italienne », *infra,* p. 128.

[133] « L'unité nationale », 4 octobre 1919, *Écrits politiques,* I, pp. 272-276.

[134] « Le Congrès de Livourne », 13 janvier 1921, *Écrits politiques,* II, pp. 71-73. Mais cf., déjà, ce commentaire sur l'occupation des usines : « Parmi les forces réelles qui s'affrontent aujourd'hui -classe *ouvrière, industriels, caste militaire* - une seule est nationale, la classe ouvrière. (...) La classe ouvrière est l'unique force qui représente les intérêts de la nation italienne dans le cadre de la liberté et de la coopération internationale », « E proprio solo stupidaggine ? », 10 septembre 1920, *L'Ordine Nuovo 1919-1920*, Turin, 1955, pp. 167-169).

[135] A Alfonso Leonetti, 28 janvier 1924, *Écrits Politiques,* II, pp. 255-257.

[136] S. Merli, « Le origini della direzione centrista... », *loc. cit.,* p. 611.

[137] « La classe ouvrière a démontré qu'elle savait se gouverner industriellement, elle a démontré qu'elle voulait sauver la production contre la volonté de destruction des industriels » (« E proprio solo stupidaggine ? ». *op. cit.,* p. 169). Mais cf. également, « Gestion capitaliste et gestion ouvrière », 17 septembre 1921, *Écrits politiques,* II, pp. 164-166, ainsi que « Le front unique *Mondo-Tribuna.* Encore des capacités d'organisation de la classe ouvrière », 1er octobre 1926, *infra,* pp. 269-274 ;

[138] « I diversivi della *Tribuna* », 2 juin 1926, *La costruzione...,* pp. 313-315 ; en particulier, p. 315. Cf., aussi, « Il fronte unico *Mondo-Tribuna.* Lo schiavismo della *Tribuna* ». 25 septembre 1926, *op. cit.,* pp. 338-341 et, sur ce point, p. 340.

« productivisme » que s'effectuent le plus aisément, les thèses de Gobetti l'attestent, le passage et la substitution des objectifs « démocratiques » aux « objectifs de classe [139] ».

Mais, il faut y insister encore, l''émergence ou la reprise d'objectifs comme ceux que tente de subsumer le titre de *L'Unità,* ne sont nullement synonymes d'une acceptation de la « démocratie » ni même d'un ralliement à la thèse de la « phase démocratique », que Gramsci n'affrontera du reste qu'en prison. Des thèmes comme la « question méridionale », la « république fédérale », voire le « parachèvement » du *Risorgimento* désignent d'abord le terrain de cette « conquête » des « masses les plus larges » qui permettra au P.C.I. de « devenir un grand parti » ; terrain qu'occupent déjà des forces politiques qui vont des maximalistes aux républicains, en passant par les autonomistes sardes, et que pourrait même revendiquer lUnion nationale d''Amendola. Si le Parti communiste ne parvenait pas à élaborer, comme le souligne Gramsci, « même *pour aujourd'hui* des solutions autonomes, qui lui soient propres, aux problèmes généraux, italiens, les classes qui constituent sa base naturelle se déplaceraient en bloc vers les courants politiques qui apportent à ces problèmes n'importe quelle solution qui ne soit pas fasciste ». Et de préciser, quitte à faire une concession à la « démocratie formelle » : « Cette ligne de travail politique s'oppose donc autant aux oppositions constitutionnelles qu'au fascisme, même si l'opposition constitutionnelle soutient un programme de liberté et d'ordre qui serait préférable à la violence et à l'arbitraire fasciste S 3. »

Que le succès d'une telle « ligne » puisse être l'indice du caractère, révolutionnaire ou non, de la tt période ». Ce nest probablement qu'une coquetterie historiciste de Gramsci qui estime, semble-t-il, très vite que le « moment présent » a cessé d'être « révolutionnaire ». S'il concède en effet volontiers que « le fascisme n'a fait que retarder la révolution [140] », dès septembre 1924, alors que la « crise Matteotti » est loin d'être résolue, il exclut toute perspective de « lutte directe pour le pouvoir » pour insister sur le caractère transitoire et « préparatoire » des tâches qui attendent le Parti. Des luttes, peut-être « sanglantes », attendent ce dernier ? - Leur seul but sera de faire avancer, par la « propagande » et l'« agitation », la « conquête de la majorité ». La « tâche essentielle » du Parti n'est-elle pas désormais -et il le rappelle - « la conquête de la majorité de la classe travailleuse[141] » ? Ce qui explique sans doute que dorénavant les militants entendront parler beaucoup plus de « discipline révolutionnaire » que de « révolution[142] ».

Et de fait, hormis quelques allusions fugitives à un renforcement des « tendances révolutionnaires » et à la nécessité de « mettre à l'ordre du jour (...) le problème de la préparation de l'insurrection [143] » qui laissent augurer des échéances assez longues, l'« hypothèse révolutionnaire » dont le « centre » se réclamait encore au moment de la conférence de Côme[144] paraît assumer d'autres fonctions - le plus souvent polémiques - et trouver de nouveaux supports. Certes, l'opposition antifasciste est soupçonnée, comme si la

[139] « Face au grandiose mouvement des Conseils - écrit Gobetti - un libéral ne peut avoir [une] position simplement négative (...). Quiconque (...) espère en une reprise du mouvement révolutionnaire du *Risorgimento* (...) a pu croire à bon droit pendant un moment que la nouvelle force politique dont l'Italie a besoin surgirait de ces aspirations [...]Les communistes turinois avaient dépassé la phraséologie libertaire et démagogique et se posaient des problèmes concrets. (...) A partir de l'usine ils assumaient l'héritage spécifique de la tradition bourgeoise et se proposaient, non pas de créer une nouvelle économie à partir de rien, mais de poursuivre les progrès de la technique de la production réalisés par les industriels » (« Storia dei coniunisti torinesi scritta da un liberale, 2 avril 1922, in P. Gobetti, Scrittipolitici, Turin. 1960 « pp. 2 î 8295 et, pour le passage cité. p. 289).

[140] « La crise italienne », *infra,* p. 129.

[141] *Idem,* p. 138.

[142] Cf., par exemple, « Disciplina formale e disciplina rivoluzionaria ». 2 juillet 1925. *La costruzione...,* pp. 247-248.

[143] « Relazione al Comitato centrale », déjà cité, *op. cit.,* p. 170.

[144] Cf., notre Introduction aux *Écrits politiques,* II, pp. 42-43.

chose était à l'ordre du jour, de vouloir « faire obstacle à l'avènement du prolétariat comme classe dominante [145] » ; mais ce sont surtout les « liquidateurs de gauche », accusés de méconnaître ou de sous-estimer les impératifs tactiques de « toute la période pré-révolutionnaire [146] », que vise ce chantage à la révolution prochaine et à l'urgence révolutionnaire[147]. Témoin, cette péroraison de la parabole des « liquidateurs » où Gramsci se laisse aller à l'une de ces formules rhétoriques sur lesquelles il daubera si volontiers dans ses *Cahiers* [148] : « L'histoire du Parti bolchevique russe nous enseigne comment il faut lutter contre ces déviations de droite et de gauche. Et le devoir de lutter (...) est d'autant plus grand pour nous, aujourd'hui, que le Parti communiste d'Italie est plus près de la lutte révolutionnaire décisive que ne l'était le Parti communiste russe en 1907-1909 [149].»

Il est vraisemblablement exclu du reste que Gramsci n'ait jamais envisagé - et ce, sans attendre le discours fatidique du 3 janvier 1925 - que la crise ouverte par l'assassinat de Matteotti pût représenter une « occasion révolutionnaire ». La thèse qui inspirera la stratégie du P.C. d'Italie tout au long de cette période et même après l'attentat de Zaniboni du 4 novembre 1925 est formulée dès ses premiers commentaires sur la crise. « Du point de vue de la classe ouvrière - note-t-il le 2 juillet 1924 - le fait le plus important (...) est dans la répercussion extrêmement forte que les événements de ces derniers jours ont eue dans les milieux de la moyenne et petite bourgeoisie : la crise de la petite bourgeoisie s'accentue gravement », elle pousse l'opposition démocratique « au premier rang de la lutte politique[150] ». C'est là, au vrai, l'aboutissement logique d'une analyse du fascisme qui a aussitôt mis l'accent sur la « lutte de classe » de la « petite bourgeoisie [151] ». Du fascisme, en effet, Gramsci retient d'abord que, « pour la première fois dans l'histoire », il est parvenu à doter d'une « organisation de masse » une classe qui était jusqu'alors « incapable d'avoir une unité et une idéologie unitaire » : la petite bourgeoisie[152]. C'est, bien entendu, créditer cette dernière d'un « destin » que le marxisme lui avait toujours dénié, mais c'est aussi déplacer les termes traditionnels de la « lutte des classes », voire inventer de nouveaux antagonismes, la contradiction « la plus importante » étant désormais » celle qui existe entre la petite bourgeoisie et le capitalisme[153] »... À supposer donc que la « bolchevisation » lui en laisse le temps, il est exclu que le Parti communiste puisse avoir une politique autonome ou prendre des initiatives marquantes. Le voici voué, autrement dit, à s'accrocher aux basques de l'opposition démocratique.

Jusqu'au 12 novembre 1924, jour de la réouverture de la Chambre, et nonobstant les diatribes de *L'Unità* contre le « semi-fascisme d'Amendola, Sturzo et Turati[154] », toute la politique du Parti présuppose acquise la victoire de l'opposition. D'où ce tourbillon de pas de ballet et de pas de clerc, qui voit le P.C. se retirer sur l'Aventin avec les oppositions en juillet,

---

[145] « Elementi della situazione », 24 novembre 1925, *La costruzione....,* pp. 85-88. La formule citée se trouve p. 87.

[146] « Maximalisme et extrémisme », *infra,* p. 199.

[147] Cf., son intervention à la conférence de Côme : « Nous, au contraire, nous sommes pressés ! il y a des situations dans lesquelles le fait de " ne pas être pressés " provoque la défaite » (*La costruzione...,* p. 160).

[148] On pense, bien entendu, à ce passage du *Cahier 7 :* « Bronstein [Trotski] rappelle dans ses souvenirs qu'on lui avait dit que sa théorie s'était avérée bonne après... quinze ans et il répond à cette épigramme par une autre épigramme. En réalité (...) cela revient à prédire à une enfant de quatre ans qu'elle deviendra mère, et quand elle le devient à vingt ans, on dit " je l'avais deviné " ... » (*Cahier 7* (VII). § 16. *Guerre de position et guerre de mouvement ou de front.)*

[149] « Liquidatori di sinista », *op. cit.,* p. 223.

[150] « La crise de la petite bourgeoisie », 2 juillet 1924, *infra,* p. 124.

[151] Cf., déjà, Écrits *politiques,* I, p. 363, n. 1.

[152] « La crise italienne », *infra,* p. 133.

[153] « Un examen de la situation italienne », 2-3 août 1926, *infra, p.* 259.

[154] « La crise italienne », *infra,* p. 140.

pour rompre avec elles en septembre, leur proposer en octobre de se constituer en « anti-Parlement » et finir par réintégrer, seul cette fois le Parlement en novembre [155]... Qu'il essaie par la suite de retrouver une certaine autonomie face à l'Aventin, voire de se doter, grâce aux « comités ouvriers et paysans », de nouvelles possibilités d'intervention, c'est indéniable [156]. Mais, quelles que soient ses initiatives -poursuite aussi obstinée qu'infructueuse du « front unique», projets réitérés d'« élargissement de la lutte [157] », ouvertures en direction des républicains ou des autonomistes sardes, tentatives pour susciter derechef - en 1925 - un « groupe antiparlementaire » avec la gauche des oppositions, voire la grande idée d'une « Assemblée républicaine sur la base des comités ouvriers et paysans [158]» -, le P.C. fait toujours figure de « demandeur » face au bloc de l'« anti-fascisme ». Comment s'étonner, dès lors, si J'attentat manqué de Tito Zaniboni peut à la fois faire la preuve que la petite bourgeoisie (...) a lamentablement manqué à son devoir de mener la lutte contre le fascisme [159] » et clore, comme le dit Gramsci, tout « un cycle de l'histoire de notre pays, le cycle qu'avait ouvert l'occupation des usines[160] ».

Quoi qu'il en soit, comme l'expliquera Gramsci devant la Commission politique du Congrès de Lyon, la situation, encore « démocratique » en septembre 1924 [161], devient dès lors « réactionnaire » : « Alors que dans une situation démocratique ou lutterait pour organiser l'insurrection, aujourd'hui, dans une situation réactionnaire, on lutte pour organiser le Parti [162]. » Que la préparation de l'insurrection n'ait jamais été à l'ordre du jour pendant la phase qui s'achève, il n'est bien entendu plus lieu de s'en préoccuper : la « tâche fondamentale de l'Internationale communiste » n'est-elle pas « en ce moment » - comme le proclame le préambule des « Thèses de Lyon » - la « transformation des partis communistes (...) en partis bolcheviques [163] » ? Ce qui explique sans doute que ces « Thèses » ne proposent guère autre chose qu'un « programme minimum[164] ». Et probablement aussi que l'« hypothèse révolutionnaire » se voie prise en charge par de nouveaux supports, entre la mémoire et l'imaginaire : le souvenir de l'occupation des usines revenu, on l'a dit, « à l'ordre du jour [165] » et

155 Cf. « Thèses de la gauche », *loc. cit.*, pp. 59-60.

156 Cf. « Démocratie et fascisme », 1er novembre 1924, *infra*, pp. 150-151, ainsi que G. M. [G. Mersù], «I comitati operai e contadini », *L'Ordine Nuovo*, 15 novembre 1924, pp. 49-50.

157 *Lo Stato Operaio* du 23 octobre 1924 titre sur six colonnes : « Proposta del Partito comunista per allargare la lotta contro il fascismo. »

158 Cf., par exemple, E. Peluso, « Lettre d'ltalie ». *La Correspondance Internationale*, V, 65. 27 juin l925, p. 538 ; « Résolution du C.C. du P.C. italien sur les tâches immédiates du P.C.I. », *eod, loc.*, V, 118, 2 décembre 1925, pp. 1008-1009 « Appel de l'I.C. aux ouvriers et aux paysans d'Italie », *eod. loc.*, V. 120, 9 décembre 1925. p. 1026, etc.

159 Ercoli [P. Togliatti], « L'attentat contre Mussolini et le Parti communiste italien », *eod. loc.*, V, 112, 14 novembre 1925, pp. 953-954.

160 « Intervento al Comitato centrale ». 9-10 novembre 1925, *La costruzione*..., p. 476.

161 « La crise italienne », ci-après, p. 137.

162 « Verbale della Commissione politica... », *loc. cit.*, p. 321 ; *La costruzione*..., p. 487.

163 « La situazione italiana e i compiti del P.C.I. [" Thèses de Lyon "] » 20-26 janvier 1926, *La costruzione*..., pp. 488-513 ; cf. p. 488.

164 À l'exception, toutefois, de la thèse 23 - *op. cit.*, p. 500 - qui envisage de « poser au prolétariat et à ses alliés le problème de l'insurrection contre l'État bourgeois et de la lutte pour la dictature du prolétariat » et qui est, précisément, un point avec lequel Bordiga est d'accord (« Verbale... », *loc. cit.*, p. 325).

165 « Le front unique *Mondo-Tribuna.* Encore des capacités d'organisation de la classe ouvrière », *infra*, p. 270. Cf., aussi, *supra*, p. 36, n. 6.

surtout, au risque de renforcer chez les militants une « attitude fidéiste[166] », voire millénariste, le tableau de l'U.R.S.S. en marche vers le « communisme[167] ».

Mais c'est d'abord à l'évolution rapide du régime et au renforcement quasi quotidien de la dictature qu'il faut probablement imputer certaines réflexions d'août 1926 dans lesquelles Gramsci apparaît se résigner, pour la première fois, à la perspective d'une « phase démocratique » et qui, en ce sens, constitue le point d'ancrage de sa réflexion sur la « Constituante » des années de prison[168]. « S'il est vrai - concède-t-il en effet dans un rapport présenté devant la direction du Parti et qui ne sera rendu partiellement public que deux ans plus tard - que politiquement le fascisme peut avoir comme successeur une dictature du prolétariat (...), il n'est cependant pas certain ni même probable que le passage du fascisme à la dictature du prolétariat soit immédiat (...). Il est possible qu'on passe du gouvernement actuel à un gouvernement de coalition (...). Une crise économique soudaine et foudroyante (...) pourrait porter au pouvoir la coalition démocratique républicaine (...). Dans tous les cas nous devons faire que l'intermède démocratique soit le plus bref possible[169]. » Et cette dernière réserve - qu'on ne saurait sous-estimer - n'atténue en rien l'importance de la rupture qui se dessine ici.

Car s'il est un point sur lequel - « conquête » du Parti ou non - Gramsci ne se différencie pas jusqu'alors de Bordiga, c'est sur la crédibilité d'une solution « démocratique » au fascisme et sur le refus, sans recours aucun, de toute forme de « démocratie ». C'est même là probablement l'une de ces « positions... incompréhensibles » dont les éditeurs ont argué pour ajourner pendant près de quinze ans la publication des textes de cette période[170]. De sa période « bordiguienne » antérieure, Gramsci conserve en effet, et accentue parfois, la polémique antidémocratique [171]. En dépit des divergences qui les opposent quant au rôle historique de la petite bourgeoisie, il coïncide en particulier avec Bordiga dans l'appréciation du fascisme, tous deux étant également convaincus que fascisme et démocratie ne font qu'un. Le fascisme - déclare par exemple Bordiga dans son rapport au Ve Congrès de l'I.C. - « ne possède aucun programme nouveau ; il ne représente même pas la négation historique des vieilles méthodes de gouvernement de la bourgeoisie ; il représente seulement l'achèvement logique et dialectique complet de la phase précédente de gouvernements bourgeois dits démocrates et libéraux [172] ». Et Gramsci de lui faire écho, dans un article qui se réfère d'ailleurs explicitement aux thèses que vient d'adopter le Ve Congrès de l'I.C. : « Fascisme et démocratie sont deux aspects d'une même réalité, deux formes différentes d'une même action -l'action que mène la classe bourgeoise pour arrêter la classe prolétarienne dans sa marche. (...) Il y a eu ces dernières années, en Italie, une parfaite division du travail entre le fascisme et la démocratie[173]. »

---

166 A. De Clementi, op. cit., p. 214.

167 Cf. « L'U.R.S.S. verso il comunismo », 7 septembre 1926 ; « In che direzione si sviluppa l'unione soviettista », 10 septembre 1926 ; « Noterelle per *Il Mondo* », 17 septembre 1926 ; « Gli operai alla direzione delle industrie », 18 septembre 1926, etc., *La costruzione...*, pp. 315-331.

168 Cf., *supra,* p. 37, n. 1.

169 « Un examen de la situation italienne », 2-3 août 1926, p. 262.

170 « Ces écrits, en grande partie signés, remontent à l'époque bordiguienne, chose dont il faudra tenir compte pour comprendre certaines positions gramsciennes, qui reflètent la ligne suivie alors par le Parti, positions incompréhensibles, sinon, pour qui ne connaît que le Gramsci des Cahiers » (« Stato attuale dell'edizione degli scritti di Gramsci », *Rinascita*, XIV, 6, juin 1954, p. 307).

171 Cf. par exemple, « Un an », 15 janvier 1922, in *Écrits politiques*, II, pp. 191-194 ; article qui retrouve toute sa saveur lorsqu'on relit le fameux *Discorso su Giolitti* de Togliatti (Rome, 1950).

172 « Rapport d'A. Bordiga sur le fascisme au Ve Congrès de l'Internationale communiste [23e séance, 2 juillet 1924] », in *Communisme et fascisme*, Marseille, 1970, pp. 111-145 ; la phrase citée se trouve pp. 111-112.

173 « Démocratie et fascisme », *infra*, p. 145.

Tout au long de cette période, sa conception ou plutôt son refus de la « démocratie » ne s'éloigne donc en rien du « schéma général du mouvement [174] » et représente même, sinon le seul, probablement le principal acquis théorique de l'« assise fondamentale » du Parti qui ne soit pas liquidé à la faveur de la « bolchevisation». La rupture avec les représentations que charriait peu ou prou le vieux socialisme italien est, en effet, totale, et la démocratie se définit surtout par ses connotations négatives : « Si la situation est " démocratique ", c'est parce que les grandes masses travailleuses sont désorganisées, dispersées, pulvérisées... [175]. » Et il va sans dire que ce refus investit indistinctement, et en procédant par amalgame, l'ensemble de l'« antifascisme ». Que si un « vieil abonné et ami de *L'Ordine Nuovo »,* Piero Sraffa, s'alarme de voir *L'Unità* « tourner en dérision la " liberté " bourgeoise », le voici soupçonné aussitôt de vouloir « liquider » le Parti : « Il y a dans cette lettre tous les éléments nécessaires et suffisants pour liquider une organisation révolutionnaire[176]. » L'idée dominante est celle de l'homogénéité de l'adversaire. « Bourgeois fascistes » et « bourgeois démocrates et libéraux » appartiennent « objectivement » au même « camp[177] ». Une telle conception - justiciable, au fond, du concept de « fausse conscience [178] » - ne laisse bien entendu aucune place, ni à la « démocratie d'un type nouveau » de la période « frontiste [179] », ni *a fortiori* à la « voie italienne au socialisme ». Et surtout, dans l'immédiat, elle contredit singulièrement la stratégie de « front unique » et d'alliances que le « centre » graniscien prétend poursuivre pendant toute cette période.

C'est, au vrai, le célèbre raccourci d'Albert Treint : « plumer la volaille social-démocrate », qui résume le mieux une pratique du « front unique » dont le ton ne le cède en rien à l'acharnement déjà excessif des polémiques contre Serrati, la dénonciation du « noskisme » cédant la place désormais -*mores mutaverunt* - *aux* foucades contre le « semi-fascisme [180] ». Mais un nouvel élément intervient ici : la « bolchevisation », menée sous l'œil ironique et critique de Nenni et de *l'Avanti !* et qui vise précisément, selon l'« enseignement » de Lénine, à traduire en termes d'organisation le refus de l'« opportunisme ». Outre que la violence, voire l'injustice de certaines accusations s'en trouvent légitimées, la dénonciation inlassable de l'« opportunisme insensé » des maximalistes [181] atteint ainsi deux destinataires : le P.S.I., certes, soupçonné toujours davantage de poursuivre une « mission contre-révolutionnaire [182] », mais aussi, implicitement, le « Comité d'entente », taxé tantôt de « maximalisme », tantôt

[174] P. Spriano, *op. cit.*, p. 463.

[175] « La crise Italienne », *infra*, p. 137.

[176] « Problemi di oggi e di domani », *La costruzione...*, pp. 175-181. Mais cf., en outre, le commentaire de G. Berti. *op. cit.*, pp. 166-168.

[177] « Démocratie et fascisme », infra, p. 150. Mais cf., également, *supra*, p. 39 et n. 5. Ainsi que, dans le même esprit, l'éloge funèbre d'Amendola par Maffi ; Amendola a rendu « objectivement... un grand service à la bourgeoisie italienne et même à la réaction en imposant à l'Aventin une discipline antisubversive » (cité par G. Carocci, *Giovanni Amendola nella crisi dello Stato italiano*, 1911-1925, Milan, 1956, pp. 116-117). Fabrizio maffi était membre de la Direction du P.C. depuis août 1924 ; c'était un ancien *terzino*.

[178] Cf. J. Gabel, La *fausse conscience,* Paris, 1962, ainsi que notre compte rendu : « La fausse conscience est-elle un concept opératoire ? ». *Annales E.S.C.,* XVIII, 3, mai-juin 1963, pp. 554-560.

[179] L. Paggi, op. *cit.,* p. XVIII.

[180] Cf., par exemple, « L'infanzia di Noske », 5 mars 1921, Socialismo e fascismo, *L'Ordine Nuovo 1921-1922*, Turin, 1966, pp. 92-94 – article de l'époque où Serrati et les réformistes cohabitaient dans le même parti - ainsi que, de Bordiga, « Les voies qui conduisent au " noskisme " », 14 juillet 1921. *Communisme et fascisme,* éd. cit., pp. 45-48. Quant à la campagne contre Serrati, cf., *infra,* p. 252 et n. 1.

[181] « Comment il ne faut pas écrire l'histoire... », *infra*, p. 156 ; mais cf., également, « La volonté des masses », *infra*, pp. 186 et suiv.

[182] « Comment il ne faut pas écrire..., *infra*, p. 156. « Sous couvert de favoriser la " volonté des masses " - écrit ailleurs Gramsci - les dirigeants maximalistes lui substituent leur volonté contre-révolutionnaire, c'est-à-dire la volonté de la bourgeoisie » (« " Volontà delle masse " e " volontà dei capi opportunisti " », 26 juin 1925, *La costruzione...*, p. 246).

d'inclination coupable pour les formes d'organisation de la social-démocratie [183]. Dénonçant les « solutions intermédiaires » pour en souligner la « faillite totale » -l'original italien, plus ambigu, parle de *liquidazione totale*[184] - cette polémique non plus ne recule devant aucun moyen : dénonçant ici le « rôle criminel joué par le Parti maximaliste [185] », invoquant ailleurs l'absence de traces matérielles comme preuve décisive de la vénalité de l'*Avanti !*[186] ... Mais le principal chef d'accusation reste la collusion « objective » avec la bourgeoisie.

Et ici encore, en soulignant que deux ans après le Congrès de Rome les maximalistes continuent d'entretenir des relations privilégiées avec les réformistes, la polémique se situe volontairement dans le droit fil de la période bordiguienne : « Les maximalistes - et, insiste Gramsci, « nous l'avons toujours soutenu » - ne sont pas indépendants de la bourgeoisie à laquelle ils sont liés par l'anneau unitaire », c'est-à-dire les réformistes. « Puisque les unitaires ne seront jamais révolutionnaires, les maximalistes non plus ne le seront jamais[187] ... » Aussi bien, la formule est-elle moins excessive qu'il ne paraît et le diagnostic provisoirement exact. L'assassinat de Matteotti a effectivement libéré les socialistes, maximalistes inclus, de « tout reste d'intransigeance théorique », levant ainsi les derniers obstacles à leur collaboration avec le bloc des oppositions démocratiques [188]. Mais Gramsci, cependant, y passe sous silence les tentatives de rénovation qui, on le verra, commencent de se dessiner tant parmi les maximalistes qu'en marge du P.S.I. [189], et, surtout, il y préfigure déjà de dangereux amalgames : « Le Parti socialiste continue, aujourd'hui encore, à “ soumettre le socialisme ” à l'idéologie bourgeoise, en asservissant les masses socialistes aux semi-fascistes de l'Aventin [190]. » Tout comme si les thèses de la « troisième période » de l'Internationale communiste, la tactique « classe contre classe » et la dénonciation du « social-fascisme » étaient déjà à l'ordre du jour...

Mais, au vrai, ce type d'amalgame n'a rien d'exceptionnel à l'intérieur de l'I.C. où le discours sur le « front unique » apparaît déjà, bien avant le IXe Plénum, démenti par plusieurs signes prémonitoires de la « troisième période [191] ».

Dès le 9 janvier 1924, par exemple, une motion du Présidium de l'Exécutif sur la situation allemande lance - pour la première fois, semble-t-il, à un niveau aussi élevé - la notion de « social-fascisme » : « Actuellement les dirigeants de la social-démocratie ne sont qu'une fraction du fascisme qui se dissimule sous le masque du socialisme. (...) La social-démocratie internationale devient ainsi peu à peu l'auxiliaire permanente de la dictature du grand capital

---

183 Cf. « Maximalisme et extrémisme », infra, pp. 198-199 ; « Le parti combattra avec énergie... », *infra*, pp. 178-181.

184 « La chute du fascisme », *infra*, p. 155.

185 « I massimalisti e la situatzione », 30 août 1925, *La costruzione...*, pp. 276-280 ; en l'occurrence, p. 277.

186 Du 6 au 11 septembre 1925, sous le titre général de « Un giornale in liquidazione, un partito alla deriva » (*La costruzione...*, pp. 280-291), Gramsci consacre trois articles à l'organe des maximalistes. « *L'Unità*, écrit-il entre autres, ne pouvait poser directement la question de savoir et d'établir si l'*Avanti !* avait reçu une compensation financière pour le service rendu à un groupe de financiers piémontais (...). Dans la plupart des cas, dans ce genre d'affaire, il ne reste aucun document matériel (...). » Et de poursuivre : « L'intervention intempestive de *L'Unità* pourrait très bien avoir démonté la combinaison (...), il est certain qu'on a fait tout son possible pour qu'il n'y ait jamais une preuve de tout cela, une preuve juridique s'entend. » Pour conclure : « Seule la connaissance des terribles conditions dans lesquelles se débat l'*Avanti !*, *révélées soudainement après la campagne de L'Unità, pourrait expliquer », etc. (souligné dans 1'original).*

187 « Zero via zero », 7 septembre 1924, *La costruzione...*, pp. 201-203 ; la citation est prise p. 203.

188 G. Arfé, *Storia dell'*Avanti !, Milan-Rome, 1956, tome I, p. 213. Cf., également, *infra,* p. 134, n. 2.

189 Cf. G. Arfé, *Storia del socialismo italiano (1892- 1926)*, Turin, 1965, pp. 338 et suiv.

190 « ” Volontà delle masse ” et “ volontà dei capi opportunisti ”», *op. cit.*, p. 247.

191 Je me permets de renvoyer ici à mon essai : « La tattica ” classe *contro classe* ” », in *Problemi di storia dell'Internazionale communista (1919-1939)*, A cura di A. Agosti, Turin, 1974, pp. 151-192.

[192]. » Développée par Zinoviev dans un paragraphe de son rapport au Ve Congrès intitulé *La social-démocratie, une aile du fascisme* [193], l'idée est reprise par Staline dans un article de septembre 1924, « Sur la situation internationale », que *L'Ordine Nuovo* s'empressera de traduire. L'auteur y définit la social-démocratie comme l'« aile modérée du fascisme » et y lance une de ces formules lapidaires dont il a le secret : « La social-démocratie est le frère jumeau du fascisme [194]. » Mais c'est dans un rapport de Zinoviev au Ve Plénum qui replace ce thème dans le contexte de la « bolchevisation » qu'est sans doute au regard de Gramsci l'apport le plus décisif : « La social-démocratie est vaincue par le fascisme en ce sens qu'il se l'est annexée. (...) Les chefs de la social-démocratie sont vaincus par la bourgeoisie en ce sens qu'ils sont devenus une partie de la bourgeoisie. (...) En Italie, le fascisme a été une synthèse des appétits de la bourgeoisie et de la social-démocratie, cette dernière étant une des ailes du fascisme[195]. » Car c'est probablement là un début de réponse à la question qui hante Gramsci depuis son ralliement à la stratégie du « front unique ».

C'est précisément sur ce point : la « nature de classe » de la social-démocratie, qu'achoppe en effet son projet sinon de constituer le « Parti communiste unifié » que souhaite Zinoviev[196], du moins d'entreprendre, selon les directives de l'I.C., la « conquête de la majorité du Parti socialiste » [197]. Étant donné les liens privilégiés que le P.S.I. entretient toujours avec les réformistes, il lui est impossible de le considérer comme un parti « ouvrier » au plein sens du terme [198]. Déjà, au lendemain même de la scission de Rome, lorsque s'était posé le problème de la fusion avec les maximalistes, il n'avait pas hésité dans son intervention du 15 novembre 1922 devant la « Commission italienne » de l'I.C. à insister sur la composition traditionnellement hétérogène du Parti socialiste : « Le Parti socialiste n'a jamais été un parti ouvrier, mais une confusion d'éléments ouvriers et paysans [199]. » La question reste bien entendu entière après le ralliement des *terzini* - dont il serait absurde de prétendre qu'ils représentent une autre « classe » que leurs anciens camarades maximalistes - et elle est d'autant plus insoluble que, hormis les inévitables allusions, dans la meilleure tradition crocienne, à l'« interprétation fataliste et mécaniste de Marx » dont pâtirait le maximalisme[200], sa conception de l'idéologie reste manifestement assez pauvre et qu'il est perpétuellement tenté - comme il le fera pour le « Comité d'entente » - de réduire mécaniquement les désaccords idéologiques à des

---

192 *Les leçons des événements d'Allemagne. La question allemande au Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste, en janvier 1924,* Moscou, 1924, pp. 90-92 ; cité par J. Humbert-Droz, « Le tappe dell'Internazionale comunista », *Movimento operaio e socialista,* XV, 2. avril-juin 1969, pp. 97-137 ; en particulier, p. 116.

193 *Protokoll fünfter Kongress des Kommunistischen Internationale (17 Juni bis 8 Juli in Moskau)*, Hambourg, 1925, p. 54.

194 Cf. B. Souvarine, *Staline*, Paris, 1936, pp. 345-346 et, pour la traduction évoquée, I. Stalin, « Esame della situazione internazionale » *L'Ordine Nuovo,* IIIe série, 1, 7, 15 novembre 1924, pp. 53-55.

195 « Les perspectives internationales et la bolchevisation [Exécutif élargi, 2e séance, 25 mars 1925] », *La Correspondance Internationale*, V, 42, 24 avril 1925, pp. 317-330.

196 G. Zinoviev, « Réponse au camarade Constantino Lazzari (Pravda, 15 avril 19231 », *La Correspondance Internationale*, III 16, 27 avril 1923, pp. 236-237.

197 A Togliatti, Scoccimarro, Leonetti, etc.. 21 mars 1924, *Écrits politiques*, II. pp. 285-286.

198 « Pour le P.S.I., (...) notre tâche est de résoudre la question qui restera posée tant qu'il *y* aura un P.S. indépendant des unitaires. Nous la résoudrons par tous les moyens... » (A Scoccimarro et Togliatti, 1er mars 1924, *Écrits politiques*, II, pp. 276-277).

199 « La questione italiana e il Comintern », *La costruzione* ..., p. 449 ; l'éditeur confondant malheureusement ce texte avec l'intervention de Gramsci au IIIe Plénum (juin 1923).

200 « Maximalisme et extrémisme », *infra*, p. 198. Parfois. le problème est résolu aussi par analogie, les maximalistes représentant - comme les populaires - l'avatar italien des socialistes révolutionnaires russes. Cf., par exemple, *Écrits politiques*, II, p. 285.

affrontements de classes : « La discussion actuelle entre le Comité central et les extrémistes a bien un contenu de classe [201] ... »

Outre le prestige personnel de son auteur, l'« analyse » de Zinoviev lui permet ainsi de « démasquer » réformistes et maximalistes par quelques formules redondantes marquées au sceau du boit sens et de l'ontologie : « Les sociaux-démocrates sont des bourgeois et leur morale ne peut être que bourgeoise. (...) Les sociaux-démocrates sont les valets de la bourgeoisie [202]. » La faillite de l'Aventin et l'échec du bloc avec la « bourgeoisie », les refus auxquels se heurtent toutes les propositions communistes de « front unique », les tergiversations perpétuelles des maximalistes, enfin - autant de signes le confirment : « La vérité, c'est que, même si sa composition est ouvrière, le Parti maximaliste n'est pas un parti prolétarien : c'est l'aile gauche de la bourgeoisie [203]. » Telle est d'ailleurs la certitude qui alimentera - jusqu' au « pacte d'unité d'action » du 17 août 1934 - la polémique contre les socialistes : « Il s'agit d'une aile de gauche de la bourgeoisie, qui dirige à son insu une importante partie, si ce n'est la majorité du prolétariat ; (...) le Parti ne doit pas se priver de la possibilité qui lui est ainsi offerte de combattre également de l'intérieur les illusions ouvrières et de démontrer “ dans les faits ” aux ouvriers que la social-démocratie est la main gauche de la bourgeoisie [204]. » Dès 1930, il est vrai, Gramsci - dans sa prison - aura « réglé ses comptes » avec ce genre de « vérité » ...

À dater du 3 janvier 1925, la « désagrégation » du P.S.I. et particulièrement de sa gauche représente ainsi l'un des principaux objectifs du Parti. Gramsci lui-même y insiste lorsque le Comité central se réunit le 6 février pour dresser un premier bilan après le discours de Mussolini : « Pour provoquer une plus grande activité de la gauche du P.S.I. et accélérer la désagrégation du parti, je crois que nous devons attaquer la gauche elle-même [205]. » Une lettre de Humbert-Droz l'a déjà invité à agir dans ce sens dès le 9 janvier 1925 [206] ; et les exemples, ici encore, ne manquent point. Ainsi, dans le langage fleuri de l'Exécutif de la IIIe Internationale, « les chefs sociaux-démocrates de gauche sont encore plus dangereux que ceux de droite ; ils symbolisent l'ultime illusion des ouvriers trompés ; ils sont, pour ainsi dire, la dernière feuille de vigne sous laquelle se dissimule la honteuse politique contre-révolutionnaire de Severing, de Noske et de Ebert », le nom de Turati n'étant pas cité, cette fois, dans cette énumération aussi rituelle qu'infamante [207]. C'est donc sur la gauche des maximalistes que le P.C.I. concentrera son tir. Et c'est comme par hasard Serrati - probablement, en fait, parce qu'il vient de chez eux - qui sera chargé de mener l'offensive. Procédé, ici aussi, qui annonce la « troisième période ».

C'est probablement là une confirmation supplémentaire de l'enfermement dans le « monde de la IIIe Internationale » qu'évoque Stefano Merli et qui pourrait expliquer, chez Gramsci, cette réduction des problèmes du socialisme italien au sempiternel antagonisme, hérité du *biennio rosso,* entre « maximalisme » et « réformisme » ; son refus aussi, non tant d'une « troisième voie » que de toute ébauche de dépassement de cette antinomie ; sa myopie, enfin, ou son indifférence aux efforts de Nenni et d'autres pour tirer le socialisme italien de la double

---

201 « Le Parti se renforce... », *infra*, p. 207.

202 « Un socialdemocratico. Mario Guarnieri », 14 mai 1925, *Per la verità*, pp. 301-302.

203 « I massimalisti e la situazione », *La costruzione*..., p. 279.

204 « Contro lo scetticismo », 15 octobre 1925, *op. cit.*, pp. 297-299. Le passage cité se trouve p. 298.

205 Cité, par P. Spriano, *op. cit.*, p. 437. Pour le rapport de Gramsci de ce même 6 février. cf. *La costruzione*..., pp. 467-474.

206 P. Spriano, *op. cit.*, pp. 437-438.

207 *Les leçons des événements d'Allemagne..., loc. cit.*, pp. 116-117.

crise où l'ont plongé simultanément le fascisme et les ultimatums de Moscou [208]. C'est bien, en effet, à ce monde de l'I.C. et à ses règles du jeu - entrer dans le Parti pour en prendre la direction - que renvoie implicitement Gramsci lorsqu'il exorcise déjà - en 1924 - le cauchemar du « centrisme » : « Aucun autre danger que celui-ci : qu'existent hors du Parti des groupes plus révolutionnaires que notre noyau constitutif, qui, en entrant dans notre organisation, en prennent la direction : danger qui serait une chance du point de vue révolutionnaire... [209] » Mais, s'il peut s'expliquer s'agissant de Nenni ou de Vella, à quoi imputer l'acharnement contre les « jeunes » de *Quarto Stato,* souvent formés, tel Morandi, à une tout autre école que le vieux socialisme [210] et qui, en tout cas, ne sont pas partie prenante dans le gambit de l'I.C. ? Et surtout il y a, telle une béance, cette insensibilité aux problèmes que posent Nenni et Rosselli : le dépassement de l'alternative entre « réforme » et « révolution », l'articulation du « socialisme » et de la « liberté », l'autonomie à l'égard de Moscou... - problématique dont les objectifs, y compris le dernier [211], recoupent pourtant ceux que lui-même se donne : rompre radicalement avec le vieux socialisme et donner un contenu nouveau au programme d'« unité du prolétariat [212] ». Dénégation, refoulement ? Peut-être...

D'autant que la rigueur dont se réclame cette croisade contre l'« opportunisme » - que l'I.C. elle-même trouvera trop sectaire [213] - se voit perpétuellement démentie par une stratégie qui privilégie des alliés moins radicaux : intellectuels, paysannerie et petite bourgeoisie - les « tierces personnes », comme aurait dit Rosa Luxemburg, Gobetti, Miglioli et Lussu, pour s'en tenir aux principaux symboles..., Mis à part leur vieille amitié de l'époque de *L'Ordine Nuovo* - et qui explique que, de son propre aveu. Bordiga lui-même ait toujours évité d'attaquer Gobetti pour ménager Gramsci [214] - , l'intérêt de ce dernier pour le fondateur de *La Rivoluzione liberale* procède de la conviction qu'« un certain nombre d'intellectuels sont plus à gauche que les maximalistes eux-mêmes et ne seraient pas loin de collaborer avec le prolétariat révolutionnaire [215] ». L'hypothèse, on le sait, en sera reprise dans les « Notes sur la question méridionale » et systématisée dans les *Cahiers de prison,* mais c'est pour l'heure un perpétuel motif de friction avec les militants de la fraction de gauche que cette indulgence irrite [216] et qui acceptent mal le diagnostic selon lequel il y aurait « tendance à la formation de noyaux d'orientation communiste dans la classe petite-bourgeoise [217] ». Bordiga n'a-t-il pas encore rappelé, devant le Ve Congrès de l'I.C., que si le fascisme a effectivement déçu les espoirs de la petite bourgeoisie, il n'en existe pas moins « une frontière très nette entre l'état d'esprit du prolétariat et celui de la classe moyenne.

---

[208] S. Merli, « I nostri conti con la teoria della " rivoluzione senza rivoluzione " di Gramsci, *loc. cit.,* pp. 118-119. Exception faite de sa critique du livre d'Otto Bauer. *Le socialisme, la religion et l'église,* Gramsci paraît également indifférent à une expérience comme l'austro-marxisme, cf., du reste, sa confusion entre Max et Alfred Adler, in *Cahiers de prison, Cahiers 10, 11, 12* et *13,* Paris, 1978, p. 297.

[209] A Scoccimarro et Togliatti, 1er mars 1924, *Écrits politiques,* II, p. 277.

[210] *A.* Agosti, *Rodolfo Morandi, II pensiero e l'azione politica,* Bari, 1971, pp. 73-78. Pour *Quarto Stato,* cf. *(«* Quelques thèmes de la question méridionale, *infra,* p. 329 et n. 2.

[211] « Si, d'ici au Ve Congrès, notre Parti est guéri de sa crise, s'il a un noyau constitutif et un centre (...). nous pourrons adopter une position indépendante et même nous offrir le luxe de critiquer » (A Terracini. 27 mars 1924, *Écrits politiques,* II, p. 294).

[212] S. Merli, « I nostri conti... » *loc. cit.,* p. 119. Pour une synthèse récente sur Rosselli, cf. A. Colombo, « Carlo Rosselli e il socialismo liberale », *Il Politico*, XLIII, 4, décembre 1978, pp. 628-649

[213] P. Spriano, *op. cit.*, p. 438.

[214] Rapporté par F. Livorsi, *in* A. Bordiga, *Scritti scelti*, Milan, 1975, p. 34.

[215] « Vecchia musica », 2 juillet 1925, *La costruzione...,* pp. 376-377.

[216] « Quelques thèmes de la question méridionale », *infra*, p. 354 et n. 1.

[217] « En Italie », *infra*, p. 302.

S'il vise officiellement, en accord avec les mots d'ordre de l'I.C., à « ouvrir la voie à l'alliance des ouvriers et des paysans [218] », c'est un autre rêve de l'époque de *L'Ordine Nuovo* qu'essaie de réaliser, en se réclamant de la même analyse, le rapprochement avec Miglioi et la gauche du Parti populaire. Quoique cette tactique - « compromis historique » *ante litterani ?* - ne laisse d'avoir des résultats médiocres [219] et que l'alliance avec la paysannerie soit loin de faire, comme escompté, un grand « pas en avant [220] », la lecture que Gramsci se donne du « phénomène Miglioli » met en effet au jour les mêmes symptômes et utilise la même grille que pour la petite bourgeoisie. Certes, il n'est pas impossible, encore que ce diagnostic reste à vérifier, que « la gauche catholique se rapproche plus du communisme que des socialistes et des réformistes [221] », mais rien n'atteste en revanche que « les masses paysannes, même catholiques, s'orientent vers la lutte révolutionnaire [222] » et que la paysannerie puisse davantage que la petite bourgeoisie pallier l'isolement d'un prolétariat dont la « passivité » est, par ailleurs, indéniable. Mais, toujours prisonnier des mêmes représentations, Gramsci ne s'efforce-t-il pas ici encore de retrouver, sous le masque aigu de Don Sturzo, tel grand protagoniste de la révolution russe [223] ?

Quoiqu'il s'y entoure de sévères précautions doctrinales - les « Thèses de Lyon » lançant effectivement une mise en garde solennelle contre les partis régionalistes comme l'« Unione nazionale » d'Amendola ou le « Partito sardo d'azione » qui « sont un obstacle à la réalisation de l'alliance des ouvriers et des paysans [224] » -, son intérêt pour Emilio Lussu et les autonomistes sardes, autres alliés virtuels auprès desquels le P.C.I. se montre alors particulièrement empressé, n'en rend que plus manifestes les ambiguïtés d'une tactique qui remet en question « toute la politique d'alliances sociales » de la période bordiguienne et se différencie toujours davantage de la « mentalité de Livourne[225] ». Car il ne s'agit nullement, quoi qu'en veuille la légende, d'une nouvelle confirmation de la « spécificité sarde » de Gramsci [226] et d'un retour aux vieilles amours qui l'avaient fait adhérer en 1913 à un « Groupe d'action et de propagande antiprotectionnistes ». Ces retrouvailles avec l'autonomisme sarde s'effectuent, au contraire, « à la lumière de la nouvelle situation italienne » et procèdent chez lui d'une « révision critique de toute son expérience “ sarde ” [227] » qui s'enracine dans l'humus de la correspondance de Vienne et de la crise de 1923. Quitte à laisser Grieco sacrifier au rituel du « front unique » en démasquant devant les « masses sardes » ces « serviteurs du capitalisme italien, démocratique et fasciste » que sont les « chefs opportunistes » du Parti sarde d'action [228], force est en effet de constater quecomme le rappellera Lussu - ce sont ces mêmes dirigeants qui « ont empêché les

[218] « Verbale della Commissione politica per il congresso di Lione », *loc. cit.*, p. 305, *La costruzione*..., p. 483. Pour la période antérieure, cf. « La lutte agraire en Italie », 31 août 1921, *Écrits politiques*, II, pp. 157-159, et la lettre à Togliatti du 18 mai 1923, *id.*, pp. 227-228.

[219] « Thèses de la gauche », loc. *cit.*, p. 61

[220] « Relazione al Comitato centrale », 6 février 1925, *op. cit.*, p. 472.

[221] « En Italie », *infra*, p. 302.

[222] « La loi sur les associations secrètes », 16 mai 1925, *infra*, p. 177.

[223] Ainsi : « Les populaires sont aux socialistes ce que Kerenski est à Lénine » (« I popolari », ler novembre 1919, *L'Ordine Nuovo, 1919-1920*, Turin, 1955, pp. 285-286).

[224] « La situazione italiana e i compiti del P.C.1. [Thèses de Lyon] ». *La costruzione*..., p. 499.

[225] G. Melis, *Antonio Gramsci e la questione sarda*, Cagliari. 1975, p. 27.

[226] Cf., bien entendu, P. Togliatti, « Gramsci, la Sardegna, l'Italia » [1947], in *Gramsci*, Florence, 1955, pp. 47-59, thème que l'on retrouve avec surprise sous la plume d'Alfonso Leonetti dans sa « lettre-préface » à G. Melis, *op. cit.*, pp. 5-7.

[227] G. Melis. *op. cit.*, ibid.

[228] [R. Grieco], « Appello dell'Internazionale contadina al Quinto congresso del Partido sardo d'azione », 27 septembre 1925, *in* S. Sechi, *Il movimento autonomistico in Sardegna (1917-1925)*, Cagliari, 1975, pp. 457-465. Cf., en particulier, p. 463.

paysans et les bergers sardes de passer au fascisme [229] » et donc de grossir la « réserve de la contre-révolution » qui pourrait se constituer - Gramsci, en tout cas, le redoute - en Italie méridionale[230]. Mais surtout il croit déceler dans l'évolution du Parti sarde d'action certains signes qui permettent, ainsi qu'il l'écrivait à Togliatti en mai 1923, d'« avancer des propositions essentielles dans le problème des rapports entre le prolétariat et les masses rurales [231] ». Et, ici aussi, son analyse ne cesse de mêler interprétation et *wishful thinking*. Certes, l'existence à l'intérieur du mouvement sarde d'un courant de gauche, républicain, prêt à rompre avec l'Aventin, voire à s'allier avec les communistes, permet au P.C. d'envisager, fidèlement à sa tactique, « la possibilité de créer une gauche dans la gauche républicaine sarde », une fraction, autrement dit, dévouée aux directives du Krestintern. Mais les débats du Congrès de Macomer des autonomistes sardes s'achèvent sur un compromis unitaire au seul « avantage, en dernière analyse, de la bourgeoisie agraire et du fascisme[232] ». Emilio Lussu, bouillant dirigeant de cette aile républicaine, accepte à coup sûr - accepte, mais ne demande pas[233] - de participer à Moscou aux travaux de l'Internationale paysanne, mais s'il ne craint pas, selon sa formule, de « jouer avec le feu [234] », son fédéralisme lui interdit de se rallier à la « statolâtrie communiste[235] ». L'autodissolution du Parti sarde d'action en décembre 1925 le privera, en outre, de ses troupes et mettra brutalement fin au rêve, quelque peu prématuré, d'une Sardaigne à 1' « avant-garde de la révolution paysanne en Italie [236] ».

Quoique manquée, cette tentative d'alliance n'en rassemble pas moins les principales composantes de la stratégie à laquelle Gramsci est acquis depuis 1923 et assures-en quelque sorte le relais entre la lettre sur la fondation de *L'Unità* et ce prélude aux *Cahiers de prison* que constituent les « Notes sur la question méridionale ». Sa rencontre avec Lussu, qui s'organise tout naturellement, ainsi que ce dernier le rappellera, autour de thèmes comme l' « autonomie », le « fédéralisme » et la « décentralisation [237] », permet en effet à Gramsci de mettre en œuvre et de tester *in vivo* sa théorie de la « traduction ». Sur le plan politique, en assurant la liaison entre les revendications autonomistes sardes et les propositions « soviétistes » du Parti communiste [238], la formule de « République fédérale des ouvriers et paysans », traduction italienne - on le sait - du mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan », paraît trouver ici une application immédiate. Mais cette redécouverte du monde sarde est en outre inséparable d'une sorte de « traduction dans la traduction » visant à spécifier, à travers cet exemple, une

---

[229] Lussu à Grieco, 29 septembre 1925, *in* G. Melis, *op. cit.,* p. 204.

[230] « Le Midi et le fascisme », 15 mars 1924, infra*,* p. 105.

[231] A Togliatti, 18 mai 1923, *Écrits politiques,* II, p. 226. Cf., en outre, les réflexions sur la Sardaigne *in* « Que faire ? », 1er novembre 1923, *eod. loc.*, pp. 305-306.

[232] « Rapporto al Krestintern, sul P.S.A. », 1er octobre 1925, *in* G. Melis, *op. cit.,* pp. 205-209 ; S. Sechi, *Dopoguerra e fascismo in Sardegna, Il movimento autonomistico nella crisi dello Stato liberale (1918-1926)*, Turin, 1969, p. 485.

[233] « Lussu... demande à aller à Moscou et fait des déclarations intéressantes » (« Relazione al Comitato centrale », 6 février 1925, *La costruzione..., p.* 470) ; mais le rapport cité ci-dessus laisse bien entendre que l'« invitation vient de la section italienne du Krestintern.

[234] Lussu à Grieco, 29 septembre 192 5, déjà cité.

[235] Cité par S. Sechi, *Dopoguerra e fascismo...,* p. 477.

[236] A. Drobinski, « Il movimento dei contadini in Sardegna » [*Krestianski Internatsional,* 1925], *in* S. Sechi, *Il movimento autonomistico...,* pp. 466-470.

[237] « Nous en parlions souvent avec Gramsci. Il me semble probable que notre exigence de transformation radicale de l'État (...) a largement influencé Gramsci » : rapporté par D. Zucàro, in *Vita del carcere di Antonio Gramsci,* Milan-Rome, 1954, p. 143, n. 1. Cf., également, « Carteggio Gramsci-Lussu », 12 juillet 1926, *ibid.,* pp. 138-144 ; in *La costruzione....,* pp. 528-530.

[238] Cf. « Appello dell'Internazionale contadina... » *op. cit.*, pp. 462-463.

« question paysanne » dont les « Notes » souligneront que, « en Italie, [elle] est historiquement déterminée » et ne se réduit pas à la « question paysanne et agraire en général[239] ».

Si les « Notes » de 1926 se réclament avec insistance et au prix de quelques distorsions du premier *Ordine Nuovo* [240], ce sont bien la stratégie des alliances et son principal implicite : la « traduction » qui lui permettent de percevoir et de spécifier cette « question » sous ses « deux aspects typiques et particuliers - la question méridionale et le problème du Vatican [241] ». La conjoncture suffirait, certes, à justifier cette découverte. Outre la crainte de voir s'organiser en Italie du Sud, comme sous la Restauration, une « Vendée italienne », la lutte contre le « semi-fascisme » d'Amendola et de l'Union nationale passe, si l'on peut dire, par la « question méridionale ». Le Mezzogiorno constitue le principal support de cette opposition constitutionnelle dont Gramsci redoute - on l'a vu - qu'elle fasse obstacle à l'« avènement du prolétariat [242] ». Il y insistera donc en août 1926 au moment de s'engager dans la rédaction de ses « Notes » ; si le P.C. « ne se met pas à travailler sérieusement » dans le Mezzogiorno, ce dernier « sera la base la plus forte de la coalition de gauche [243] ». Mais il s'agit également d'un choix stratégique, qui va probablement bien au-delà - on en aura la preuve au moment du « tournant » de 1930 - de la seule et fidèle application des directives de l'I.C. À l'inverse de Bordiga et de l'« ultra-gauche », Gramsci est manifestement persuadé que, quelles que soient les circonstances, le prolétariat ne saurait « faire seul la révolution contre toutes les classes [244] ». L'expérience de la révolution russe et les « enseignements » du « léninisme », l'échec des communistes bulgares qu'il a soigneusement scruté de son observatoire viennois, la politique paysanne de l'IC., ses réflexions - surtout - sur la faillite du socialisme italien, tout concourt à le conforter dans cette conviction : « Dans aucun pays le prolétariat n'est en mesure de conquérir et de garder le pouvoir par ses seules forces : il doit donc se procurer des alliés[245]. » Zinoviev ne les a-t-il pas du reste désignés en soulignant lors du 1er Congrès du Krestintern l'importance, pour l'Italie, de l'union avec les paysans [246] ? Reste que le choix des protagonistes - les paysans pauvres du Mezzogiorno et des Îles - n'est pas lui-même indifférent.

Sans doute reste-t-il ici quelque chose du mythe dont est mort jadis Pisacane ; le *Mezzogiorno*, poudrière de l'Italie... « Si nous réussissons à organiser les paysans méridionaux, nous aurons gagné la révolution [247]. » Passant outre l'ironie historique et la syntaxe bolchevique, le discours paraît renouer avec la légende dorée du « méridionalisme » : le brigandage social, le bakouninisme napolitain, les *Fasci* siciliens [248]... « Les paysans méridionaux sont, après le prolétariat industriel et agricole d'Italie du Nord, l'élément social le plus révolutionnaire de la

---

[239] « Quelques thèmes de la question méridionale », *infra*, p. 332.

[240] « Quelques thèmes... », *infra*, pp. 329 et suiv. ; ainsi que p. 329, n. 1.

[241] « Quelques thèmes... », *infra*, p. 332. Cf., en outre, « Le Vatican », 12 mars 1921, *infra*, pp. 288-291.

[242] Cf. *Supra*, p. 38, n. 6.

[243] « Un examen de la situation italienne », *infra*, p. 263.

[244] H. Gorter, *Réponse à Lénine* [1920], Paris, s.d. [1930], p. 112. À noter pourtant que Gorter tend à faire une exception en faveur de l'Italie, où, dit-il, « l'aide des paysans pauvres est possible » (p. 18). S'il concède qu' « on ne peut se dérober à la nécessité d'attirer les grandes masses dans la lutte », Bordiga, quant à lui, reste convaincu qu'au moment de la « prise du pouvoir », le prolétariat trouvera en face de lui un front rassemblant, outre le fascisme, « toutes les forces bourgeoises et sociales-démocrates » *(Communisme et fascisme*, pp. 142-143).

[245] « Verbale... », *loc. cit.*, p. 305 ; *La costruzione...*, p. 483.

[246] « Que manque-t-il en Italie, où domine le paysan, pour vaincre les fascistes ? L'union des paysans et des ouvriers » (C.P.I. [Conseil Paysan International], *1re Conférence Internationale Paysanne, tenue à Moscou dans la riche salle du Trône du Palais du Kremlin, les 10, 11, 12, 13, 14 et 15 octobre 1923, Thèses, messages et adresses,* Paris, 1923, p. 70).

[247] « Intervento al C.C. , 9-10 novembre 1925, *La costruzione...*, p. 478.

[248] Cf., du reste, la mésaventure comique de Franchetti et Sonnino évoquée, *infra*, p. 350.

société italienne[249]. » À l'appui de cette conviction, peu de chose pourtant : le relatif échec du fascisme en Italie méridionale, la crise de certains prix agricoles, quelques mouvements de protestation sporadiques, le relèvement du taux des fermages, l'accélération de la concentration foncière, l'apparition d'un « migliolisme » méridional [250]. Tout comme si les représentations traditionnelles du « méridionalisme » restaient effectivement dominantes[251].

Le manuscrit de 1926 ne se présente pourtant pas comme une nouvelle défense et illustration de la « révolution méridionale ». Gramsci s'y efforce au contraire - comme l'observe Martin Clark[252] - de rendre compte, par leur formation idéologique, de cette passivité des masses rurales du *Mezzgiorno* qui, décevant les espoirs de Gramsci, dément le mythe - plus récent - d'une paysannerie que la guerre aurait « révolutionnée [253] ». Si la « question méridionale », autrement dit, est essentielle pour une stratégie des alliances, c'est peut-être d'abord en tant qu'elle désigne - l'importance peut être excessive dévolue à Croce et aux « intellectuels traditionnels » en témoigne - le type d'articulation que le P.C. souhaiterait établir avec ses alliés pour réaliser et assurer son « hégémonie », c'est-à-dire les gagner à sa cause et les maintenir sous son contrôle ; thème que les *Cahiers,* on le sait, développeront longuement. Aussi bien Gramsci insiste-t-il dès 1923 pour qu'on vole dans cette « question » le lieu privilégié où « le problème des rapports entre les ouvriers et les paysans ne se pose pas seulement comme un problème de rapports de classes, mais aussi et surtout comme un problème territorial, comme l'un des aspects, autrement dit, de la question nationale [254] ». Au risque de transformer le sens et le contenu de ses alliances, la primauté ainsi dévolue à l'aspect « territorial » ne peut que confronter le choix, fondamental désormais, de la « fonction nationale » de la classe ouvrière.

Tout témoigne en effet, et d'abord 1'« alliance sarde », que Gramsci n'a cure, à moins quil ne les ait « dialectiquement dépassées », des réserves et des critiques que Bordiga, tout autant que Serrati, avait opposées à l'époque du IIe Congrès de l'I.C. aux thèses de Lénine sur la « question nationale » et à l'appui que le Komintern accordait à des mouvements comme le kémalisme. Sans être aussi ouverteruent « réactionnaire » que le soulignent les « Thèses de la gauche », encore que les conclusions du Congrès de Maconier visent exclusivement à maintenir le *statu quo* en matière de propriété foncière [255], le Parti sarde d'action n'en constitue pas moins une organisation originellement « populiste » qui s'efforce de médier des intérêts antagonistes en faisant prévaloir sur les revendications de classe de la paysannerie pauvre un programme libre-échangiste, autonomiste ou national [256]. Sans doute Gramsci mise-t-il ici sur une certaine pratique - « désagrégatrice » - du « front unique » qui, précipitant la crise interne de l'autonomisme sarde, permettrait d'en surmonter les ambiguïtés. Mais le choix même de ce type d'alliés et *a fortiori* la constellation sociale que configurent intellectuels petits-bourgeois, catholiques de gauche, paysans méridionaux et, bien entendu, autonomistes sardes ne signifient rien d'autre que la formation de ce « nouveau bloc historique » dont les *Cahiers* feront la

---

249 « Les cinq premières années... », *infra*, p. 246.

250 « Intervento al C.C. », *op. cit., ibid.*

251 Cf. L'intervention de P. Allum sur « Gramsci e la questione meridionale». in *Gramsci e la cultura contemporanea*, Rome, 1975, I, pp. 538-539.

252 M. Clark, « Gramsci e la questione meridionale [intervention] », *op. cit.*, pp. 535-537.

253 À l'influence du modèle russe soulignée par M. Salvadori (« Gramsci e la questione meridionale », *op. cit.*, pp. 406 et suiv.), vient probablement s'ajouter le souvenir de toute la propagande des années de guerre parmi les paysans mobilisés. On pouvait effectivement imaginer qu'à la fin du conflit les paysans exigeraient, fût-ce par la force, tout ce qu'on leur avait promis et, tout d'abord. la terre...

254 *Écrits* politiques, II, pp. 229-230.

255 Cf. « Thèses de la gauche », *loc. cit.*, p. 61 et, sur les résultats du Congrès de Macomer, S. Sechi, *Dopoquerra e fascismo...*, pp. 485-486.

256 S. Sechi, *Il movimento autonomistico...*, p. 32.

théorie. Davantage : anticipant sur ces derniers, ils impliquent déjà l'élaboration du concept lui-même, celui de « bloc historique ».

C'est donc, quoique encore à l'état implicite, le surgissement de ce concept au terme de la « bolchevisation » qui permet de repérer une articulation privilégiée entre un certain état du discours et de la pratique politiques de Gramsci et le complexe de notions autour duquel s'organise la réflexion des *Cahiers de prison : « hégémonie »*, « bloc historique », « guerre de position » ... Mais bien que ce « nouveau bloc historique » - et probablement le concept lui-même - renvoie à une configuration sociale dont les frontières et les objectifs ne coïncident plus avec ceux du « gouvernement ouvrier et paysan » de 1923, il serait certainement prématuré ou hasardeux d'en conclure à une totale rupture avec les prémisses de la « conquête » ou d'y voir, une fois encore, le lieu de la « spécificité ». Plutôt que le terme de « rupture », celui de « déplacement » serait ici beaucoup plus pertinent. C'est en effet de la stratégie des alliances elle-même, et singulièrement du type de rapports que le prolétariat est censé établir avec « les autres forces sociales qui, bien que dirigées par des partis et des groupes politiques liés à la bourgeoisie, sont objectivement sur le terrain de l'anticapitalisme [257] », que procède manifestement ce déplacement des objectifs et des partenaires. Si le prolétariat - entendez : le Parti – veut « se procurer des alliés », il doit « se placer à la tête des autres forces sociales qui ont des intérêts anticapitalistes et les diriger dans la lutte pour abattre la société bourgeoise [258] ». L'hypothèse, on le voit, est double : il existerait, hormis le prolétariat, des « forces sociales anticapitalistes » dont les « intérêts » convergeraient « objectivement » avec le programme communiste et surtout - quoique la métaphore soit énigmatique - le Parti serait en mesure de « se placer à [leur] tête ».

Inutile, bien entendu, de souligner l'ambiguïté de cette notion d'« anticapitalisme » qui peut subsumer aussi bien la « subversion » prolétarienne que les nostalgies de tous ceux qui, selon la formule du *Manifeste,* « cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire [259] » et singulièrement, dans l'Italie mussolinienne, les « fascistes de la première heure » se réclamant contre vents et marées du programme « révolutionnaire » de 1919 ou les théoriciens de la « corporation-propriétaire » nourris des thèses de Spirito[260]. Le thème, au vrai, est pleinement cohérent avec une analyse du fascisme et de la société italienne qui, non seulement consacre la « fonction historique » de la petite bourgeoisie, mais situe, on l'a vu, entre le capitalisme et la petite bourgeoisie la contradiction « la plus importante [261] ». Plus symptomatique à coup sûr, et confirmant certaines inflexions populistes de la « conquête des masses [262] », la substitution d'une notion aussi confuse, et non moins ambiguë, que celle de « force sociale » au concept de « classe sociale » déblaie bien entendu le champ où viendra s'inscrire, à l'époque des *Cahiers de prison,* la thématique du « national-populaire[263] », mais annonce surtout une transformation de la problématique marxienne de la « société civile ». Si la surestimation du rôle historique de la petite bourgeoisie débouche inévitablement sur celle du groupe social qui en constitue, aux yeux de Gramsci, le principal symbole : les intellectuels, organisateurs de cette « culture » par laquelle les classes dominantes assurent leur « hégémonie », une telle substitution désigne déjà

---

[257] « Les cinq premières années... », *infra,* p. 236.

[258] « Verbale della Commissione politica... », *loc. cit.,* p. 305 ; *La costruzione...,* p. 483.

[259] K. Marx, F. Engels, *Manifeste du Parti communiste,* Paris, 1962, p. 33.

[260] Sur Ugo Spirito et la « corporation-propriétaire », cf. *Cahiers 10, 11, 12 et 13, éd. cit., ad nom.* On trouvera le « Programme des *Fasci italiani di combattimento* [*Il Popolo d'Italia,* 6 juin 1919] *»,* in R. Paris, *Les origines du fascisme, Paris,* 1968, pp. 84-86.

[261] Cf. *supra,* p. 40, n. 1.

[262] Cf. *supra,* p. 34 et n. 6.

[263] Cf. R. Romeo, *Risorgimento e capitalismo,* Bari, 1963 (2e éd.), p. 44 et, surtout, A. Asor Rosa*, Scrittori e popolo, Saggio sulla letteratura populista in Italia,* Rome, 1965, pp. 257 et suiv.

le type de « société civile » qui permet de penser et qu'implique cette fonction hégémonique de l'« hégémonie ».

Il ne peut s'agir en effet que d'une conception qui, rompant - comme le souligne Bobbio [264] - avec l'identification marxienne de la « société civile » et du « moment de la structure », ne définit plus cette même « société civile » comme « l'ensemble des rapports matériels des individus à l'intérieur d'un stade de développement déterminé des forces productives [265] », mais comme la totalité des mécanismes culturels et intellectuels par lesquels passe essentiellement - en témoigne déjà le rôle dévolu à Croce et Fortunato dans les « Notes sur la question méridionale [266] » - cette forme de contrôle social que Gramsci nomme « hégémonie ». La « société civile », autrement dit, *« n'appartient plus au moment de la structure, mais à celui de la superstructure [267] »* ; au moment - la superstructure, toujours - dont la vocation est, précisément, de médiatiser et de concilier les « intérêts » antagonistes. C'est, bien entendu, expulser l'histoire de son « véritable foyer [268] » pour élider, au profit du seul « consensus », le moment de la force ou de la violence : le moment de l'État.

Mais c'est désigner aussi ce qui constitue désormais pour Gramsci le terrain d'élection d'une politique des alliances : cette sphère de l'« hégémonie » dans laquelle le prolétariat est censé pouvoir prendre la tête des « autres forces sociales ».

L'indéniable « innovation par rapport à toute la tradition marxiste [269] » que constitue l'émergence de ce *marxisme des superstructures* n'interdit pas pour autant d'en repérer l'équivalent pratique dans l'évolution de l'I.C. Il est évident, d'abord, que Gramsci a pu faire sienne l'interprétation du « front unique » illustrée par Radek dès la Conférence des Trois Internationales d'avril 1922 et dont Lénine avait alors dénoncé le laxisme[270]. Membre de la « Commission italienne » du Komintern, Radek, qui entretient des relations suivies avec les socialistes italiens depuis 1914, a été - en 1922 - coauteur ou presque avec Gramsci d'un *Manifeste au prolétariat italien* [271]. Dès le IVe Congrès, il a également commencé de théoriser, avec le talent qu'on lui connaît, une révolution lente qui ressemble assez à ce que les *Cahiers* appelleront la « guerre de position[272] ». Son éloge de Schlageter enfin, auquel Gramsci rendra discrètement hommage [273], a quelque peu justifié *a posteriori,* en évoquant des alliances encore plus ambiguës, la rencontre manquée avec D'Annunzio du printemps 1921 [274]. Mais la stratégie qu'implique la configuration d'un « nouveau bloc historique » et, plus encore, la primauté qui y est dévolue à l'« hégémonie » au sens où l'entend Gramsci sont avant tout contemporaines de la politique qui, sous les auspices de Boukharine et de Tomski, prend le contre-pied des thèses

---

[264] N. Bobbio, « Gramsci e la concezione della società civile », in *Gramsci e la cultura contemporanea,* éd. cit., pp. 75-100 et, en particulier, pp. 84 et suiv.

[265] K. Marx, F. Engels, *L'idéologie allemande,* trad. de R. Cartelle et G. Badia, Paris, 1966, p. 55.

[266] Cf. « Quelques thèmes... », *infra,* pp. 351-352.

[267] N. Bobbio, *op. cit.*, p. 85 ; en italiques dans l'original.

[268] K. Marx, F. Engels, *L'idéologie allemande,* éd. cit., p. 54.

[269] N. Bobbio, *op. cit.*, p. 85.

[270] Cf. Édition du Comité des Neuf, *Conférence des Trois Internationales, Tenue à Berlin, les 2, 4 et 5 avril 1922,* Bruxelles, 1922, ainsi que Lénine. « Nous avons payé trop cher », *Pravda,* 11 avril 1922, in *Œuvres,* tome 33, éd.cit., pp. 336-340.

[271] G. Somai, *Gramsci a Vienna,* pp. 22, 31, 33, etc. Quant aux liens de Radek avec le P.S.I., cf. son autobiographie *in* G. Haupt. J.-J. Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes,* Paris, 1969, p. 330.

[272] Cf. *Écrits politiques,* II, pp. 18, 20 et 267, n. 1.

[273] Cf. « Le destin de Matteotti », 28 août 1924, *infra,* p. 141 et n. 1.

[274] Cf. *Écrits politiques,* II, p. 45 et n. 1. Le témoignage cité par S. Caprioglio est corroboré par celui du député communiste Giuseppe Tuntar dans sa nécrologie d'Alceste De Ambris, in *L'Italia del Popolo* (Buenos Aires, 13 janvier 1925.

du Ve Congrès sur la « social-démocratie, aile du fascisme » et tente, à la faveur de l'expérience du Comité anglo-russe[275], de ressusciter l'ancien « front unique » sous une « nouvelle forme », celle de l'« unité syndicale internationale [276] ».

L'attitude à 1'« égard du Comité anglo-russe permet bien entendu au P.C. d'Italie, comme aux autres sections de l'I.C., de réaffirmer sa fidélité à la direction boukharino-stalinienne de l'Internationale. Pour autant que les circonstances lui en laissent le loisir, *L'Unità* étant forcée par exemple de suivre l'affaire en utilisant les services du correspondant de *L'Humanité,* le Parti italien joue pleinement le jeu, organise des souscriptions en faveur des mineurs britanniques [277] et, fort cette fois de l'appui des maximalistes, fait vainement pression sur la C.G.I. pour qu'elle adhère au « Comité pour l'unité syndicale[278] ». Mais l'adhésion au Comité anglo-russe désigne avant tout chez Gramsci, par-delà le formalisme de la discipline à l'égard de l'I.C., la première rupture effective avec Zinoviev - rupture qu'il avait réussi jusqu'alors à éluder avec plus ou moins de succès - et, plus encore, la révélation d'une perspective unitaire qui pourrait, selon sa formule, avoir « autant de signification et d'importance qu'une véritable germination de Soviets [279] » ; la découverte autrement dit, à marquer d'une pierre blanche, d'une solution de rechange à cet « ordinovisme » qui a été jusqu'ici son premier et ultime recours. Dans l'expérience du Comité anglo-russe il peut en effet entrevoir l'un des contenus possibles de la notion d'« hégémonie » : un Parti communiste fonctionnant comme le « chef idéologique » d'un mouvement réformiste [280].

Que cette inclination « boukharinienne » de l'été 1926, alors même que la « question méridionale » et l'alliance avec Miglioli intègrent dans la problématique de Gramsci l'un des éléments centraux du « boukharinisme », que l'assomption de ce « moment » stratégique permette de repérer dans la thématique des *Cahiers de prison* la sublimation d'une phase bien précise de l'évolution de l'I.C., voire de cette « régression opportuniste » qui hante dès ses origines l'histoire du Komintern, il n'est bien entendu pas lieu d'en vérifier ici l'hypothèse. Mais il est certain en tout cas que, loin d'en contredire les prémisses, cette découverte *in vivo* du fonctionnement de l' « hégémonie » dans laquelle va s'ancrer toute la réflexion des années de prison, y compris et d'abord, il va sans dire, les discussions sur la « Constituante [281] », s'inscrit de façon tout à fait cohérente dans la perspective dont se réclamait implicitement la lettre emblématique du 12 septembre 1923 sur la fondation de *L'Unità :* l'interprétation quasi métaphorique du « front unique » comme une « guerre de position » et, plus encore, l'enracinement du « léninisme » - élevé pourtant à la dignité de *Weltanschauung* [282] - dans la seule stratégie du « front unique [283] ».

---

[275] Cf., ci-après, p. 263. n. 4.

[276] A. Rosenberg. *Histoire du bolchevisme,* Paris, 1967, p. 291.

[277] A. Leonetti, *Notes sur Gramsci,* pp. 148-150.

[278] L. U., « L'adhésion des maximalistes italiens au Comité anglo-russe », *La Correspondance Internationale,* VI, 38, 24 mars 1926, pp. 358-359.

[279] « Un examen de la situation italienne », 2-3 août 1926, *infra,* p. 267.

[280] O. Perrone, *La tattica del Comintern del 1926 al 1940,* Introduzione e note di B. Bongiovanni, Venise, 1976 (1re éd. in *Prometeo*, 1946-1947), p. 45.

[281] Cf., *supra*, p. 37, n. 1.

[282] « Le léninisme est un système unitaire de pensée et d'action pratique, dans lequel tout se tient et se démontre réciproquement, de la conception générale du monde jusqu'aux plus petits problèmes d'organisation » (« L'organizzazione base del partito », 15 août 1925, *La costruzione*..., pp. 271-276 ; la phrase citée se trouve p. 272).

[283] Cf. *Écrits politiques*, II, pp. 16-18, ainsi que R. Paris, « Il Gramsci di tutti », *Giovane critica*, no 15-16 (1967), pp. 48-61 et, en particulier, p. 56.

Sans vouloir revenir ici sur le problème - tout anecdotique - de l'« orthodoxie léniniste » de Gramsci [284], la doctrine dont se réclameront les *Cahiers* apparaît ainsi doublement datée. Assumant comme une hypostase l'expérience du « front unique » et n'en retenant surtout, et ce sera encore le cas en 1926, que les aspects les plus « tactiques », il s'agit d'abord de ce « léninisme », né comme un doublet du « trotskisme »[285], et qui ne vise ni plus ni moins - Zinoviev le confiera plus tard à Lachevitch - qu'à « coordonner les nouvelles divergences avec les anciennes ». Si Gramsci est effectivement le premier à introduire le syntagme « marxisme-léninisme » dans le lexique du Parti communiste d'Italie [286], c'est bien à partir du même type de préoccupation : manifester, certes, l'allégeance du Parti italien à l'I.C. et sublimer par la « théorie» les relations d'appareil à appareil, mais surtout faire contrepoids aux thèses de la « gauche » qui, non seulement dénie au « léninisme » l'originalité qu'on lui prête, mais se réclame, qui plus est, d'une tradition « indigène », sinon antérieure au « bolchevisme », étrangère en tout cas au développement du marxisme russe [287]. À la contemporanéité de ces deux processus, il pourra ainsi opposer l'antériorité de droit du « bolchevisme [288] » ; à la thèse bordiguienne d'un Lénine qui « restaurerait » le marxisme, l'image charismatique d'un Lénine qui inaugure ; à l'interprétation de Livourne comme aboutissement logique des luttes de la « gauche », un nouveau mythe des origines, une nouvelle légitimité, que fonde, il va sans dire, la « vivante interprétation [léniniste] de la situation italienne [289] ». Au-delà,

des exigences mêmes de la « bolchevisation », c'est là aussi, bien entendu, une façon de combler ou d'atténuer certain retard ou certain manque d'être par rapport à Bordiga et à la « gauche [290] », mais c'est surtout, à la faveur d'un « léninisme » revenu au point de vue « russe » des polémiques contre *Naché Slovo*[291] et à la « vieille mentalité » de *Deux tactiques* [292], l'occasion d'effectuer les dernières ruptures - avec *L'Ordine Nuovo,* en particulier - et de rétablir les anciennes fidélités.

C'est peut-être en effet l'événement central de toute cette période que cette rupture volontaire et consciente avec *L'Ordine Nuovo,* et ce n'est sans doute pas par hasard si Gramsci y voit, dès 1924, l'une des conditions du succès de son entreprise. « Il faut soigneusement éviter - précise-t-il alors à Leonetti - de trop insister à propos de la tradition turinoise et du groupe turinois. On aboutirait à des polémiques de caractère personnel où l'on se disputerait le droit d'aînesse sur un héritage de souvenirs et de mots[293]. » Il faut certes faire ici la part des préoccupations tactiques. Éviter de se référer à la « tradition turinoise », c'est effectivement éluder le problème, toujours douloureux, des origines creciennes du groupe de *L'Ordine Nuovo*

[284] Évoquant le sort de Gramsci et de Terracini, l'un des futurs hagiographes de Gramsci note dès 1936 : « La seule chose qu'on puisse reprocher à cette phalange d'hommes dévoués à la cause du Parti, c'est d'avoir fait preuve, les premiers temps, de plus de sentimentalité que de méthode léniniste dans le travail » (G. Amoretti, « Les héros de la lutte antifasciste en Italie », *L'Internationale communiste*, XVIII, 3. mars 1936, pp. 321-331

[285] « L ' invention du " trotskisme " », *La Révolution prolétarienne*, IV, 53, 1er mars 1928, p. 11.

[286] Cf. « Cronache de L'Ordine Nuovo », 15 novembre 1924, *La costruzione...,* pp. 207-208. L'observation se trouve in L. Cortesi, « Storia del P.C. I. e miseria del riformismo », *Belfagor,* XXXII, 2, 31 mars 1977, p. 190, n. 14.

[287] Cf., *infra*, p. 213, n. 2, ainsi qu'Écrits *politiques,* I, p. 23 et, surtout, Écrits *politiques,* II, p. 69, n. 2.

[288] Les « Thèses de Lyon » souligneront, par exemple, que le P.C. d'Italie n'a pu trouver « dans l'histoire du mouvement ouvrier italien un courant vigoureux et ininterrompu de pensée marxiste dont il pourrait se réclamer » (*La costruzione...,* p. 501).

[289] « Contre le pessimisme », *infra*, p. 101.

[290] Cf. *Écrits politiques,* I, pp. 32-34 ; « Les principaux responsables », 20 septembre 1921, *Écrits politiques,* II, p. 168 ; A Alfonso Lenrietti, *28* janvier 1924, *id.,* pp. 256-257.

[291] À l'époque de Brest-Litovsk, Ouritski avait déjà reproché à Lénine de commettre la même « erreur » qu'en 1915 et de se placer « du point de vue de la Russie et non du point de vue international » (Les *bolcheviks et la révolution d'octobre,* Paris, 1964, p. 237).

[292] Cf. *Écrits politiques,* II, pp. 258-259.

[293] A Alfonso Leonetti, 28 janvier 1924, *Écrits politiques*, II, pp. 256-257.

et surtout, son « droit d'aînesse » se réduisant à l'aval donné par Lénine à un texte assez peu représentatif du « conseillisme » turinois [294], c'est faire l'économie des querelles de légitimité. Mais les motivations décisives procèdent d'une vue plus large. Il y a d'abord le constat - sur lequel il ne cessera d'insister - qu'« en 1924, la situation mondiale et italienne n'est plus celle de 1920 [295] » ; une sensibilité, peut-être, à tous ces signes dans lesquels le Ve Congrès de l'I.C. déchiffrera une « stabilisation relative » du capital ; la conscience, en tout cas, que le fascisme a d'ores et déjà mis en œuvre une entreprise de transformation de la société italienne dont les effets se font sentir jusque dans la classe ouvrière [296]. Le caractère irréversible d'une telle situation implique - et il le note avec quelque soulagement - que l'on ne se retrouvera « plus jamais dans une situation de pré-Livourne [297] », autrement dit que, selon la formule de Zinoviev, « l'étape des scissions est passée [298] » et que le développement du Parti doit emprunter d'autres voies. Le voudrait-il, du reste, que le « groupement turinois » ne serait pas en mesure de substituer à 1'« assise fondamentale » de Livourne et des « Thèses de Rome » dans laquelle se reconnaît la majorité du Parti, une plate-forme, celle de *L'Ordine Nuovo,* trop étroite ou trop localisée, en faillite en tout cas dès l'automne 1920. Et d'évidence, converti en « auto-critique », le long travail du deuil amorcé à ce moment-là [299].

De ce point de vue, le silence du compte rendu du Congrès de Lyon, pourtant assez minutieux par ailleurs, sur les origines « ordinovistes » de la principale composante du « nouveau groupe dirigeant [300] » marque bien chez Gramsci un aboutissement : le dépassement, certes, d'une expérience jusqu'alors indépassable, mais surtout l'instauration du Parti sur une base neuve ; la création non tant d'une *Weltanschauung* que de cette tradition syncrétiste dont va se réclamer le « parti nouveau ». Comme le soulignera en effet Togliatti en exposant, un an plus tard, le programme de sa propre revue : « Appeler *L'Ordine Nuovo* la revue du Parti peut être interprété comme exprimant la volonté de faire de la tradition d'un groupe la tradition de tout le Parti. Le titre *Lo Stato Operaio* correspond au programme de la revue et au programme du Parti à l'heure actuelle [301] ».

Mais si l'« ordinovisme » peut apparaître ainsi réduit à un « héritage de souvenirs et de mots », cette rupture ne marque pas pour autant la fin de son odyssée. Simplement, et à l'inverse du double processus de dénégation et de retour du réprime auquel l'avait voué le « bordiguisme » forcé de Gramsci, il poursuit désormais l'existence épurée d'une idée passée au crible, tradition crocienne toujours, du « vivant » et du « mort [302] ».

Si l'on excepte en effet le souvenir attendri des premières initiatives pédagogiques de *L'Ordine Nuovo*[303] ou les évocations rituelles de l'occupation des usines, ces occasions de

---

294 « Pour une rénovation du Parti socialiste », 8 mai 1920, *Écrits politiques*, I, pp. 332-338. Cf., également, id., pp. 37-38 et 377, n. 2.

295 « Contre le pessimisme », *infra*, p. 104. Mais cf., aussi, A. Leonetti, *op. cit.*, p. 256 et les « lettres à Zino Zini », *id.,* pp. 307-311.

296 Cf., *supra*, p. 31 ainsi que la lettre à Zino Zini du 10 janvier 1924, *op. cit.*, p. 308 : « Aujourd'hui le fascisme a remis beaucoup de choses à leur place et accompli une œuvre de destruction jamais vue jusqu'alors en Italie : tous les liens traditionnels, faibles et superficiels. mais si agissants dans le monde gélatineux de l'Italie, ont été brisés pour toujours ; tous les problèmes se posent crûment et impérieusement. »

297 « Contre le pessimisme », *infra*, p. 104.

298 G. Zinoviev, « Discours sur la question italienne », 4 décembre 1922, in *L'Internationale communiste au travail*, Paris, 1923. p. 137.

299 Cf. *Écrits politiques*, II, pp. 23 et suiv. : A Togliatti, 27 janvier 1924, *id.*, pp. 254-255 ; A Leonetti, id., p. 256.

300 « Les cinq premières années... », *infra*, p. 237.

301 Cité, par E. Ragionieri dans son « Introduzione » à P. Togliatti, *Opere*, tome II, éd. cit. p. cx. Ces propos ont été tenus devant le Bureau politique du P.C.I. en février 1927.

302 Cf. B. Croce, *Ce qui est vivant et ce qui est mort dans la philosophie de Hegel*, Paris, 1910 [1re éd. it., 1907].

303 Cf. « L'école du parti », *infra*, p. 157.

ressusciter la « tradition turinoise » ou, comme le dit Gramsci, de faire crier à l' « ordinovisme [304] », ces prétextes à remettre en œuvre la « théorie conseilliste » que pourraient constituer, on le concède, la mise en place des « cellules d'entreprise » ou la formation des « Comités ouvriers et paysans [305] » ne sont, en fait, qu'assez peu exploités et en tout état de cause - hormis l'espoir d'un renforcement, assez peu vraisemblable en juillet 1925, des Comités d'entreprise [306] - ne sont jamais prétexte à ces flambées de « soviétisme » auxquelles Gramsci se laissait encore aller en ses années de pénitence bordiguienne. Face au fascisme en revanche, et démentant, dirait-on, toutes les intuitions de Gramsci sur la radicale nouveauté de la situation en 1924, renaît la tentation de s'enfermer dans ces usines qui continuent de représenter, même dans les *Cahiers,* le lieu naturel de l'« hégémonie ». En témoigne, par exemple, l'éditorial, vraisemblablement dû à Tasca, du premier numéro de *L'Unità :* « Si les syndicats de métier sont immobilisés par le terrorisme fasciste, par la complicité passive des dirigeants de la C.G.L., par la vieille et par la nouvelle tutelle préfectorale, ils peuvent répondre en se réfugiant dans les usines, dans les entreprises. *Les usines doivent devenir les fortins du syndicalisme rouge*[307] ... »

C'est précisément un thème que Gramsci lui-même a développé peu de temps avant : « L'usine continue de subsister et elle organise naturellement les ouvriers (...). L'ouvrier est donc naturellement fort à l'intérieur de l'usine, il se concentre, il est organisé dans l'usine. À l'extérieur de l'usine, au contraire, il est isolé, dispersé, faible[308]. » La thèse qui était au cœur de sa première polémique avec Bordiga - « Prendre l'usine ou prendre le pouvoir [309] ? » - apparaît donc inchangée, telle qu'en 1920 : « En Italie, comme dans tous les pays capitalistes, conquérir l'État signifie avant tout conquérir l'usine [310]. » Deux ans après la « marche sur Rome », c'est toujours dans l'usine, toujours chez les « producteurs », que se trouve la réalité du « pouvoir ». La création des « cellules d'entreprise » le confirmera du reste : s'il s'agit là d'une « question de principe », s'il est « nécessaire », autrement dit, que « l'avant-garde du prolétariat soit organisée sur la base de la production [311] », c'est que celle-ci demeure instituante. C'est que, par-delà l'apparence matérielle de la marchandise, l'usine est d'abord productrice de « pouvoir » ou plus encore - et le souvenir de l'été 1920 en est la preuve - productrice de légitimité. C'est que - comme le diront les *Cahiers* - « l'hégémonie naît de l'usine[312] ». Un « productivisme » épuré de sa morte-part conseilliste, tel est en effet l' « héritage » que les *Cahiers* ne renient point. C'est là, en particulier, ce qui permet à Gramsci d'opposer au personnage de l'intellectuel comme travailleur improductif la représentation du prolétaire comme « producteur » ; et au ciel de l'« hégémonie », le monde de l' « économisme ».

Mais peut-être l'événement est-il moins important par ce qu'il énonce que par ses modalités. Il exprime en effet la relation que Gramsci entretient avec son propre itinéraire mais surtout - le statut dévolu à la scission de Livourne est ici exemplaire - il éclaire le type de rapport qui commence de s'instaurer entre le P.C. d'Italie et non seulement les « générations du socialisme italien », mais toute la tradition « démocratique » issue du *Risorgimento,* voire la continuité de

---

304 « Un examen de la situation italienne », *infra*, p. 266.

305 Cf. A. Davidson, *Antonio Gramsci...,* pp. 224-226.

306 « Dans le P.C. italien », *infra,* p. 296.

307 [A. Tasca], « La via maestra ». *L'Unità,* I, 1, 12 février 1924, p. 1 (en italiques dans l'original). Pour l'attribution de ce texte, cf. *A.* Leonetti, *Notes sur Gramsci,* p. 143.

308 « Notre ligne syndicale », 18 octobre 1923, *infra,* pp. 87-88.

309 Cf. *Écrits politiques,* I, pp. 36-37.

310. « La crise italienne », *infra,* p. 133.

311 « Verbale della Commissione politica... », *loc. cit.*, p. 321 ; *La costruzione....,* p. 487.

312 *Cahier 22* (V), 1934, *Americanismo et fordismo,* § 2, p. 16.

l'histoire italienne. C'est même là, en quelque sorte, l'expression du rapport de Gramsci à l'histoire. Menée sur le modèle d'une *Aufhebung* hégélienne et s'articulant donc comme un mixte de « dépassement » et de « préservation », la petite « révolution conservatrice » que représente cette rupture avec *L'Ordine Nuovo* fonctionne ainsi comme un révélateur de ce qui se dit - et s'expérimente - de la « Correspondance de Vienne » jusqu'à la frange des *Cahiers.* L'apprentissage du « léninisme » comme art du compromis et *Realpolitik s'y* traduit en effet par des retrouvailles avec la « dialectique » ; la pratique, en particulier, de la médiation des antagonismes et de l'atténuation des ruptures. C'est grâce à cette rhétorique du « dépassement » et de la « conciliation », véritable symphonie du « vivant » et du « mort », que s'opèrent la revalorisation et la prise en charge des objectifs « démocratiques » et que le discours de classe peut se reconnaître et se réaliser dans le « national-populisme » de la « question méridionale [313] ».

Il suffit d'ailleurs de voir la place que tient dans les « Notes » de 1926, puis dans les *Cahiers,* l'affaire de l'élection partielle de Turin de 1914 - incident qui devient sous la plume de Gramsci un magnifique fantasme [314] - pour se convaincre que l'un des problèmes majeurs de cette période reste effectivement la réconciliation avec toute cette tradition démocratico-réformiste dont Salvemini reste le symbole. Les prémisses en sont jetées en 192 3 dès lors que Gramsci, lui empruntant le titre de son journal, fait également siens les principaux thèmes développés par Salvemini : la spécificité de la « question méridionale », la revendication du « fédéralisme » et le grand projet d'alliance entre la paysannerie pauvre du Sud et le prolétariat industriel du Nord. C'est dans ce cadre qu'opèrent certaines médiations secondes - celle de Gobetti en particulier - dont l'influence n'a du reste jamais cessé de se faire sentir chez Gramsci : la proposition d'un « Anti-Parlement », au plan politique, et surtout, au plan de l'historiographie, une critique du *Risorgimento*[315], essentielle pour fonder et organiser le discours sur la « fonction nationale » de la classe ouvrière.

Quelle que soit la part qu'y prend la tradition critique italienne - d'Oriani à Gobetti, pour ne pas s'attarder [316] - c'est paradoxalement le célèbre diagnostic dressé par Engels en 1894 qui constitue le meilleur raccourci de ce que sera la lecture gramscienne du *Risorgimento :* « La bourgeoisie, arrivée au pouvoir pendant et après l'émancipation nationale, n'a su ni voulu compléter sa victoire. Elle n'a pas détruit les restes de féodalité ni réorganisé la production nationale d'après le modèle bourgeois moderne. Incapable de faire participer le pays aux avantages relatifs et temporaires du régime capitaliste, elle lui en a imposé toutes les charges, tous les inconvénients [317]. » Une fois posé avec Salvemini que, par le détour de la « question méridionale », le « mort » continue de saisir le « vif », et le monde féodal de peser sur le capital, c'est en effet dans un tableau de l'Italie où la bourgeoisie n'aurait pas joué ce « rôle éminemment révolutionnaire » dont parle le *Manifeste*[318] que sont le fondement et le secret de cette « fonction nationale » de la classe ouvrière. Les « Thèses de Lyon » l'attestent d'ailleurs amplement, qui parlent de l'Italie comme l'aurait fait Engels : « L'industrialisme, qui est la partie essentielle du capitalisme, est en Italie assez faible. Ses possibilités de développement sont limitées et par la situation géographique et par le manque de matières premières. (...) À l'industrialisme s'oppose

---

313 Cf. A. Asor Rosa. *Scrittori e popolo, Saggio sulla letteratura populista in Italia*, Rome. 1965. *passim* et, en particulier, pp. 257 et suiv.

314 Cf. ci-après. p. 335, n. 1.

315 Cf. P. Gobetti, *Risorgimento senza eroi*, Turin, 1926.

316 Sur Oriani, cf. *Cahiers de prison, 10 à 13*, éd. cit., p. 72, n. 1.

317 F. Engels. « La futura rivoluzione italiana e il partito socialista ».

318 K. Marx, F. Engels, Manifeste du Parti communiste, Paris, 1962, p- 24.

une agriculture qui se présente naturellement comme la base de l'économie du pays [319]. » Comme si la prise en charge des « objectifs démocratiques » passait par un retour au « marxisme de la IIe Internationale » ...

Mais c'est probablement un article de circonstance [320], la nécrologie de Serrati, mort brutalement le 11 mai 1926, qui illustre le mieux les grandes ruptures de cette période et qui, en rendant les enjeux manifestes, permet, comme on l'a dit [321], de replacer l'issue victorieuse de la « conquête gramscienne - emblématiquement le Congrès de Lyon de 1926 - dans la « longue durée » de l'histoire du Parti communiste, voire du socialisme italien. À travers le code du langage - la problématique des « générations », tout comme celle des « groupes dirigeants », procède manifestement de l'appareil conceptuel de la IIIe Internationale [322] - il est évident, en effet, que ce qui s'énonce par le détour de ce bilan du « serratisme », c'est un discours de la continuité, la théorie ou presque d'un développement sans ruptures. Certes, il ne saurait s'agir d'un retour pur et simple de Gramsci au « centrisme » qu'il condamnait chez Serrati en 1921 - encore que la cruauté des polémiques d'alors lui apparaisse excessive [323] et quoique le célèbre fragment de 1923 y trouve enfin tout son sens[324] - mais tout au moins de la reprise et de la reformulation, de la remise à jour - dans la syntaxe de l'I.C. - des instances majeures du « serratisme ». Car s'il est vrai que, comme le suggère P. Spriano, Serrati a été « véritablement conquis par Gramsci [325] », Gramsci, lui, l'a sans doute été par Serrati...

C'est ainsi que, ébauchant à grands traits le « profil » du mouvement ouvrier « traditionnel » avec lequel il s'agit de rompre, Gramsci retrouve ou reprend ici à son compte, formulation y comprise, l'analyse avancée par Serrati dès 1912 : « Nous trouvons aussi en Italie parmi ces masses tumultueuses une profonde ignorance, une étrange inclination à passer de la révolte épileptique à l'accablement cachectique. (...) Le désaccord sur les méthodes et les fins de l'organisation ouvrière n'est pas un désaccord de masse, mais celui d'une étroite minorité composée malheureusement, de part et d'autre, non d'ouvriers mais de déclassés, de transfuges de la bourgeoisie [326] (...). Il suffit qu'un Ferri abandonne le Parti pour qu'une région entière, considérée comme révolutionnaire entre toutes, change soudain de couleur comme par une étrange magie [327]. » Or, si la critique y procède à coup sûr d'expériences contradictoires - la

---

[319] « La situazione italiana e i compii del P.C.I. [Thèses de Lyon] », *La costruzione...*, p. 491. Quant à Engels, il écrit : « Évidemment, le Parti socialiste est trop jeune et, par suite de la situation économique, trop faible pour espérer une victoire immédiate du socialisme. Dans la nation, la population agricole l'emporte de beaucoup sur celle des villes, dans les villes, il y a peu de grande industrie développé, et par conséquent peu de prolétariat *typique* » (*op. cit.*. p. 518).

[320] « Le camarade G. M. Serrati et les générations du socialisme italien », *infra, pp. 249-254.*

[321] *Écrits politiques,* I, p. 52.

[322] Cf., par exemple, le titre et le thème du premier chapitre de *Cours nouveau* : « La question des générations dans le parti », *in* L. Trotski, *op. cit.*, pp. 31-36.

[323] Cf., ci-après, p. 252 et n. 1.

[324] « La scission de Livourne (le fait que la majorité du prolétariat italien s'est détachée de l'Internationale communiste) a été sans aucun doute le plus grand triomphe de la réaction » (*Écrits politiques*, II, p. 304). Le texte - restitué récemment par les soins de Giovanni Somai - précise ensuite : « Nous n'avons même pas la croyance judaïque au péché originel qu'on ne peut effacer. Nous croyons aux conversions politiques » (« Inediti 1922-1923, L'Internazionale. il P.S.I., il fascismo », con una Introduzione di Giovanni Somai, *Critica comunista*, no 3, juin-juillet 1979, pp. 117-139).

[325] P. Spriano, *op. cit.*, p. 503.

[326] Cf., ici encore, Engels : « ... la majorité se compose de gens de métier, de petits boutiquiers, de déclassés, masse flottante entre la petite bourgeoisie et le prolétariat » *(op. cit., ibid.).*

[327] « Dopo lo sciopero generale », *Il Secolo nuovo*, 16 août 1913 ; « Sindacalismo, riformismo e socialismo nell'organizzazione operaia », *id.,* 21 décembre 1912 ; « Contro il personalismo », *id.,* 23 août 1913 - textes cités par L. Paggi, *op. cit.*, pp. XXXV-XXXVI. Mais cf., surtout, T. Detti, « Serrati, il partito e la lotta di classe in Italia (1912-

social-démocratie européenne et surtout le mouvement ouvrier nord-américain chez Serrati, l'expérience russe chez Gramsci [328] -, c'est précisément cette même représentation du mouvement ouvrier italien qui préside à la « conquête gramscienne » et à la « bolchevisation » du P.C. d'Italie. Le « premier et le plus fondamental des programmes révolutionnaires » n'est-il pas - comme Gramsci l'écrit dès 1923 - d'« unifier le prolétariat et [de] détruire la tradition populaire démagogique [329] » ?

Qu'un tel tableau puisse infirmer toutes les prémisses de son « productivisme », c'est certes une contradiction que Gramsci, s'il l'entrevoit dans ses lettres à Zino Zini, ne tentera pas de résoudre... Mais l'important, c'est plutôt que cette représentation de la classe ouvrière - et implicitement du mouvement du capital - apparaisse encore ancrée dans l'image d'une Italie artisanale et agricole, faiblement industrialisée et prisonnière de ses « conditions naturelles », l'Italie d'Engels en fait, alors même que, à l'époque où Serrati dressait ce diagnostic, le capital italien, en s'engageant dans la conquête de la Tripolitaine, proclamait déjà symboliquement son passage de la phase libérale au stade de l'impérialisme[330]. S'il confirme chez Gramsci une certaine insensibilité, pour ne pas dire plus, aux mécanismes du « capital financier[331] », ce même archaïsme - dans lequel le « méridionalisme » a certainement sa part - va en effet hypothéquer non seulement l' « économique » des « Thèses de Lyon », mais toute investigation ultérieure sur le capital financier ou monopoliste et à plus long terme sur le fascisme [332]. Mais il est vrai qu'en perpétuant en 1926 l'image vieillotte de la « petite Italie » des nationalistes, Gramsci continue de désigner implicitement ce qui sera l'équivalent - ou la « traduction italienne » - du « socialisme dans un seul pays » : le projet d'un développement autochtone du capital, terrain d'élection, s'il en est, de la « fonction nationale » de la classe ouvrière [333].

Il reste enfin qu'en reprenant cette représentation d'une classe ouvrière traditionnellement vouée au « bonapartisme » et à la « démagogie », Gramsci se dote également d'un autre *analogon*, d'une « traduction » indigène de ce fantasme d'un prolétariat « spontanément trade-unioniste » dont se réclamaient *Que faire?* et le « marxisme orthodoxe » de la IIe Internationale - *analogon* qui légitime et spécifie, face aux traditions de la « gauche », le type de rupture auquel il a fini par se ranger : une rupture sous les espèces de la « bolchevisation ». Une fois posé la légitimité des objectifs de Serrati, force est en effet de décrypter dans son demi-échec l'image d'une absence. Si le vieux révolutionnaire n'a pu « briser complètement » la tradition « populaire démagogique », c'est non seulement qu'il n'est pas parvenu à « forger un nouveau parti », mais c'est surtout qu'il n'a pas su constituer cette « nouvelle structure » qui définit - pour qui sait lire - un parti « bolchevisé[334] ». L'organisation même du temps du récit en est du reste éclairant. L'anachronisme qui, ici encore, assigne rétrospectivement aux vieilles « générations »

1914) », *Movimento operaio e socialista,* XVIII, 4, octobre-décembre 1972, pp. 5-36, et, du même, *Serrati e la formazione del P.C.I,* Rome, 1972, passim.

328 Cf. A. Rosada, *Giacinto Menotti Serrati nell'emigrazione (1889-1911)*, Rome, 1972 et, pour Gramsci, ses lettres à Zino Zini de 1924, *Écrits politiques*, III, pp. 307-311.

329 A Togliatti, 18 mai 1923, *Écrits politiques*, II, p. 226.

330 Cf. R. Paris, *Les origines du fascisme*, éd. cit., pp. 17-21.

331 Cf. *Écrits politiques*, II, pp. 15-16.

332 Cf. A. De Clementi, « il movimento operaio tra " ricordi " e ideologia », *Rivista Storica del Socialismo*, X, 31, mai-août 1967, pp. 99-116 et, en particulier, pp. 111 et suiv. ; E. Fano Damacelli, « La " restaurazione antifascista liberista ". Ristagno e sviluppo economico durante il fascismo », *Il movimento di liberazione in Italia*, no 104, juillet-septembre 1971, pp. 17-99 ; E. Sereni, « Fascismo, capitale finanziario e capitale monopolistico di Stato nelle analisi dei comunisti italiani », *Critica marxista* X, 5, septembre-octobre 1972, pp. 17-46 ; G. Sapelli, *L'analisi economica dei comunisti italiani durante il fascismo*, Milan, 1978, *passim.*

333 Cf., sur ce point, la thèse 9, *La costruzione...*, p. 492.

334 « Le camarade G. M. Serrati... », *infra*, p. 2 50.

des objectifs dont l'émergence s'opère avec la « bochevisation[335] », n'exclut-il pas *de facto* du « parti historique » l'autre type de rupture, le moment de Livourne ? Mais s'il est vrai que l'adhésion de Serrati au Parti communiste met fin à « toute une période de l'histoire du mouvement ouvrier italien[336] », c'est que la scission de 1921 a cessé d'être « périodisante ».

Alors même que la « conquête gramscienne » touche ici, victorieuse, à son terme, c'est probablement des motifs qui l'ont inspirée que procède encore la célèbre lettre que Gramsci va adresser quelques mois plus tard au Comité central du Parti communiste d'Union soviétique : « Les statuts de l'Internationale - il l'écrivait déjà à ses amis le 9 février 1924 - donnent au Parti russe une hégémonie de fait sur l'organisation mondiale. (...) Il faut connaître les divers courants qui se manifestent au sein du Parti russe pour comprendre les orientations qui sont données chaque fois à l'internationale. Il faut également tenir compte de la situation de supériorité dans laquelle se trouvent les camarades russes (...). Cela donne à leur suprématie un caractère permanent auquel il est difficile de porter atteinte[337]. » C'est laisser entrevoir - l'aveu est important - à quoi tient en réalité la fameuse « situation de “ privilège” » de l'I.C. qui a constitué, on l'a vu, la trame effective de la « bolchevisation », mais c'est également expliquer que, à la veille du VIIe Plénum de l'I.C., convoqué le 22 novembre pour débattre des « problèmes russes », cette lettre d'octobre 1926 prenne pour prétexte l'approche de la XVe Conférence du Parti bolchevique et que, à l'encontre de toutes les règles jusqu'alors en vigueur dans l'I.C., elle soit adressée non point au Présidium de l'Internationale, mais au Comité central du P.C. d'Union soviétique [338]. Encore que le choix du destinataire soit probablement aussi un moyen déviter - tout comme en 1924 - de « prendre position » devant l'Internationale [339].

Dès le 13 juin 1926 - *alors* que la « Déclaration des 13 » vient de rendre publique la constitution de l'« Opposition unifiée » derrière Trotski et Zinoviev - Togliatti, depuis Moscou, a en effet invité le secrétariat du P.C. d'Italie à préparer un dossier sur la « question russe » en vue d'ouvrir une discussion à l'intérieur du Parti [340]. Il y revient quelques jours après pour souligner la gravité de la crise et suggère alors qu'une « prise de position » sur ces problèmes - on devine laquelle -servirait non seulement à renforcer les « liens internationaux » du Parti italien, mais éventuellement à infliger à Bordiga et à la gauche « une nouvelle défaite[341] ». Quant à lui, intervenant le 15 juillet dans la discussion du Comité central du Parti russe, il souligne pour conclure que les déclarations de Kamenev ont « sous une forme un peu atténuée (...) le même contenu que la polémique menée par Korsch et sa bande contre la ligne de l'Internationale et du Parti d'Union soviétique[342] ». Et en nommant Korsch, il désigne implicitement Bordiga...

335 Cf., déjà, « Le programme de *L'Ordine Nuovo* », *infra*, p. 104.

336 « Le camarade G. M. Serrati... » *infra*, p. 253.

337 A Togliatti, Terracini et autres, 9 février 1924, *Écrits politiques*, II, p. 261. Sur cette lettre et la réponse de Togliatti, datée du 23 février 1924, cf. les remarques d'E. Ragionieri dans son « Introduzione » à P. Togliatti, *Opere*, I. *1917-1926*, éd. cit., pp. CLXI-CLXII.

338 Cf. « La crise du Parti bolchevique », ci-après. pp. 305 et suiv.

339 A Terracini, 27 mars 1924, cité ci-dessus. p. 24.

340 F. Ferri. « Il carteggio completo tra Gramsci e Togliatti sulla situazione nel partito bolscevico (1926) », *Rinascita,* XXVII, 17, 24 avril 1970, pp. 11-19 ; E. Ragionieri, « Introduzione » à P. Togliatti, *Opere*, II, *1926-1929*, éd. cit., p. XXX.

341 Lettre du 28 juin 1926, *op. cit.,* p. XXXI. Mais, sur ce prolongement de la « discussion », cf., surtout. G. Somai. « La mancata “ venuta ” - di Bordiga a Mosca. Il preludio della ” questione russa ” dell'ôttobre 1926 », *Storia contemporanea,* X (1979), 2, pp. 323-356.

342 « Intervento al Comitato centrale del P.C.R. *(b)* [15 juillet 1926] in P. Togliatti. *Opere,* II, pp. 47-54, en particulier, p. 53.

Or c'est probablement autour de l'attitude à tenir à l'égard des vaincus du Congrès de Lyon que commence de se préciser le thème que Gramsci va développer dans sa lettre d'octobre 1926 et qui sera au cœur de sa rupture avec Togliatti. Alors que ce dernier rêve encore d'en découdre, Gramsci apparaît d'abord préoccupé, une fois acquis la défaite de la « gauche », de ne pas « écraser l'adversaire » ni d'en venir à des « mesures extrêmes [343] » susceptibles de remettre en question]'unité d'un parti encore tout imprégné de « bordiguisme » et dont les votes de Lyon ne traduisent qu'assez mal la réalité profonde. Le Comité central - insistera-t-il peu après - « ne doit pas prendre linitiative de rouvrir les hostilités [344] ». Il sait en effet d'expérience que la « gauche » est « récupérable » et ne désespère pas, semble-t-il, de « conquérir » jusqu'à Bordiga. Nombre de membres du nouveau « groupe dirigeant » - Togliatti, Grieco, Berti, Terracini, Tresso, Ravazzoli, Bagnolati - ne sont-ils pas des ralliés, et Bordiga lui-même n'est-il pas toujours convaincu, quoique minoritaire, que c'est « au sein des partis » que l'opposition a le plus de « possibilités de modifier le cours de la lutte de classe ouvrière [345] » ? La décision d'inclure malgré eux dans le Comité central élu à Lyon deux représentants de la « gauche », Bordiga et Venegoni, tout comme la proposition - que l'I.C. repoussera - d'envoyer Bordiga travailler à Moscou [346], vont également dans ce sens et désignent donc chez Gramsci, ainsi que Togliatti lui en fera le reproche, une conception du Parti qui oublie les leçons de la « bolchevisation » et s'obstine à sacrifier la « ligne politique » à l'« unité [347] ».

C'est effectivement de cette conception que s'inspire un article, probablement dû à Gramsci et qui paraît faire écho à son compte rendu des travaux du Congrès de Lyon, le commentaire que *L'Unità* consacre - en les approuvant - aux premières mesures disciplinaires qui frappent en juillet 1926 l'« opposition unifiée » et, en particulier, l'exclusion de Zinoviev du Bureau politique du P.C. d'U.R.S.S., décision qui est peut-être à l'origine de la démarche que Gramsci entreprendra en octobre [348] : « Une question est en effet prééminente dans les mesures prises collectivement par le Comité central et par la Commission de contrôle du Parti communiste d'U.R.S.S. : la défense de l'unité organisationnelle du Parti lui-même. Il est évident que sur ce terrain il ne peut y avoir ni concessions ni compromis, quel que soit celui qui prend l'initiative du travail de désagrégation (...). Si le problème de l'unité organisationnelle, politique et idéologique est prééminent pour les partis qui luttent encore contre le capitalisme des États bourgeois, il est d'autant plus important et prééminent pour le Parti d'Union soviétique qui exerce le pouvoir gouvernemental » et qui, précise-ton, doit résoudre « de manière urgente les problèmes de la reconstruction socialiste [349] ». Ce texte marque bien les présupposés, mais aussi les limites que Gramsci entend assigner à son intervention dans la « question russe » et qu'il redéfinit au début du mois d'août devant la Direction du P.C. d'Italie : approuver, certes, le Comité central du P.C. d'U.R.S.S. et condamner le « fractionnisme », mais ne pas se prononcer sur le fond [350] ... Ce seront là les limites mêmes de sa lettre d'octobre. Il appartiendra à son premier destinataire - Palmiro Togliatti -de la faire entrer dans la légende[351].

---

[343] Ces termes sont repris de la lettre du 14 octobre 1926, *infra*, p. 315.

[344] « Riunione del Comitato centrale 11-2-1926 », *in* G. Somai, « La mancata - venuta - di Bordiga... », *loc. cit.*, p. 340.

[345] « Lettre d'A. Bordiga à K. Korsch ([281 octobre 1926) », *Programme communiste*, XIX, 68, octobre-décembre 1975, pp. 31-34.

[346] Cf. G. Somai. *loc. cit., passim*.

[347] Cf. « Lettera all'Ufficio politico del P.C.I. » et « Lettera ad Antonio Gramsci », datées toutes deux du 18 octobre, *in* P. Togliatti, *Opere*, II. pp. 63-71, ainsi que les commentaires de Ragionieri, *id.*, pp. XLII-XLVI.

[348] E. Fiorani, « Una riedizione del Gramsci nazionale ». *Prometeo*, XX, 9, janvier-juin 1967, pp. 8-10.

[349] « Provvedimenti del C.C. del P.C. dell'U.R.S.S. », 27 juillet 1926, *Per la verità*, pp. 400-401.

[350] F. Ferri, *loc. cit.*, p. 12.

[351] Cf. l'historique des éditions de cette lettre, *infra*, p. 307, n. 1.

On connaît, on peut même imaginer la suite. Togliatti reçoit la lettre au plus tard le 16 octobre, date à laquelle il oppose télégraphiquement à Scoccimarro une fin de non-recevoir [352]. Le même jour l'opposition « capitule ». La Pravda du 17 publiera sa « soumission ». Togliatti, qui s'est aligné sur la « majorité » dès son arrivée à Moscou [353], consulte Boukharine, lui soumet la lettre. L'« enfant chéri du Parti » conseille la prudence : « Ne pas remettre lettre qui dans cette situation serait inopportune » et pourrait même représenter, « aux mains de l'opposition, une arme contre le C.C. » du Parti russe [354]. C'est aussi l'avis de quelques proches : Kuusinen, Manuilski à qui son dévouement aux communistes italiens a valu le surnom de « Pélican », Humbert-Droz, le « Héron », et le communiste hongrois Gyula Sas, connu en Italie sous le nom d'« Aquila », l'« Aigle », traduction pure et simple de *sas* - assez de noms d'oiseaux pour écrire une fable... Décision est prise pourtant de mander Humbert-Droz en Italie « afin d'y discuter la question avec le Comité central [qui doit se réunir à Valpocevera, près de Gênes, du 1er au 3 novembre] et d'éviter que le Parti italien ne basculât dans le camp des trotskystes [355] ». L'idée, en effet, en a peut-être été lancée par Togliatti, qui, en tout cas, le redoute : « On craignait, à Moscou, comme l'a rappelé Humbert-Droz [356], que le P.C.I. ne passe à l'opposition trotskiste [357] ».

S'il est pourtant un point sur lequel Gramsci ne laisse subsister aucune équivoque, c'est son adhésion aux positions de la « majorité » du Comité central du Parti bolchevique dont la « ligne politique » est - souligne-t-il - « fondamentalement juste [358] ». Sans doute ne fait-il ici nulle part référence à la « construction du socialisme dans un seul pays », mais toute son intervention présuppose et donne comme acquis non seulement que « l 'État ouvrier existe en Russie désormais depuis neuf ans », mais qu'« en U.R.S.S. on marche sur la voie du socialisme », voire « vers le communisme [359] ». C'est de cette conviction - « le prolétariat, une fois le pouvoir pris, peut construire le socialisme[360] » - que procèdent aussi bien l'« hégémonie russe » dans l'Internationale que l'existence même d'un mouvement révolutionnaire [361] et l'appel à l'unité qui fait l'objet de cette lettre. Aussi l'opposition - à laquelle il impute d'évidence la responsabilité de la crise - apparaît-elle d'abord coupable de remettre en question « les piliers mêmes de l'État ouvrier et de la révolution » : l'alliance des ouvriers et des paysans et 1'« hégémonie du prolétariat[362] ». Reprenant certains thèmes ébauchés dès 1919 et qui reparaîtront dans les Cahiers, son réquisitoire paraît cependant préférer au terrain de la politique la critique des idéologies. Soupçonnée de vouloir ressusciter « toute la tradition de la social-démocratie et du syndicalisme [363] », l'opposition est d'abord perçue comme le support de tout ce à quoi certain

---

352 Ce télégramme est cité dans sa lettre du 18 octobre au Bureau politique du P.C.I., *op. cit.*, p. 63.

353 G. Berti, *op. cit.*, pp. 235-244 ; S. Corvisieri, *op. cit.*, pp. 43-44.

354 P. Togliatti, *op. cit.*, pp. 63-64. La première formule se trouve dans son télégramme à Scoccimarro, la seconde, dans sa lettre au Bureau politique.

355 J. Humbert-Droz, *De Lénine à Staline,* éd. cit., p. 274.

356 J. Humbert-Droz. *op. cit., ibid. ;* C. Bocca, *Palmiro Togliatti,* Bari, 1973, p. 129.

357 Lettre à Berti, 6 mai 1961, in G. Berti, *op. cit.*, p. 259.

358 « Au Comité central du P.C. d'Union soviétique », *infra*, p. 312.

359 *Idem, infra*, p. 308 : A Togliatti. 26 octobre 1926, *infra*, p : 316 ; « L'U.R.S.S. verso il communismo », 7 septembre 1926, *La costruzione...*, pp. 315-319.

360 A Togliatti, 26 octobre 1926, *infra*, p. 319 (souligné par Gramsci).

361 « Au Comité central... », *infra*, p. 309.

362 *Idem, infra*, p. 312.

363 *Idem, infra*, p. 313.

jansénisme - toujours présent chez lui - répugne : le refus de faire payer au prolétariat la juste « rançon de l'histoire[364] », un « égoïsme », un corporatisme de classe.

Mais, ainsi que Grieco va l'expliquer lors de la réunion de Valpocevera, un tel texte, vu de Moscou, donne l'impression de vouloir se placer « au-dessus de la mêlée » et d'essayer, « sans prendre position sur les questions discutées », de mettre « sur le même plan le Comité central [acquis à Staline et à Boukharine] et l'opposition [unifiée][365] ». Faut-il l'imputer à l'appel - probablement déjà intempestif - à ne pas « écraser » ceux que Gramsci continue - autre anachronisme - de saluer comme ses « maîtres[366] » ? Son refus d'une unité ou d'une discipline « mécaniques et contraignantes » paraît, au vrai, heurter de front un système interprétatif, une vision du monde que hante déjà le « principe d'identification [367] » et qui taxe d'« hésitation » et bientôt de « déviance » tout ce qui n'est pas adhésion totale. Souvenirs et stéréotypes s'y voient en tout cas réactivés. Voici soudain évoquées - Grieco, toujours lui, le rappellera en 1930 - les tergiversations et les réticences du Parti italien à l'égard de la « question Trotski » et l'on craint bien sûr qu'il n'en aille « de même en ce qui concerne la nouvelle opposition [368] ». L'anecdote retiendra même que, en 1938, Manuilski, le brave « Pélican », citera encore cette lettre de Gramsci comme un symptôme et une preuve des sempiternelles « oscillations » politiques du P.C. d'Italie [369]. Or, comme Togliatti le répétera sentencieusement à Gramsci, il est des « luxes », et l'« hésitation » en est un, que le Parti italien ne peut s'offrir.

Le rapide et brutal échange de lettres qui constituera leur « dernier contact direct [370] » et surtout, combien symptomatiques, l'affolement, l'irritation mal contenue, le « bureaucratisme » de la réaction de Togliatti révèlent en effet une opposition qui procède de bien d'autres motifs que ces « différences assez sensibles » qui distinguent leurs conceptions du « parti révolutionnaire [371] » : une compréhension, une expérience, une pratique autres du rapport à l'Internationale. L'insistance de Togliatti à souligner que la situation exige désormais un alignement sans réserves désigne de fait, davantage qu'un choix tactique, une totale adhésion au point de vue de l'appareil[372] ; adhésion qui le conduit, en dépit des précautions dont s'entoure Gramsci, à avoir de sa lettre la même lecture réifiée que l'I.C. : équidistance entre la « majorité » et l'« opposition » et soutien « objectif » à cette dernière [373]... Pour Gramsci, tout se passe au contraire comme si cette « bolchevisation » dont il dresse un tableau euphorique[374] mettait désormais le P.C. d'Italie en mesure d'« adopter une position indépendante », de s'offrir enfin

---

[364] Cf. « La rançon de l'histoire », 7 juin 1919, *Écrits politiques*, I. pp. 239-244, ainsi que la lettre à Z. Zini du 2 avril 1924, *Écrits politiques*, II, p. 309.

[365] « Riunione del Comitato centrale del Partito comunista italiano : 1-3 novembre 1926 », in G. Berti, *op. cit.*, pp. 278-279.

[366] Cf., *infra*, p. 314.

[367] Cf. J. Gabel, *Idéologies*, Paris, 1974, pp. 79 et suiv.

[368] M. Garlandi [R. Grieco, « La situation en Italie..., *loc. cit.*, p. 1319. Le texte - cité ci-dessus, p. 22, no. 7 - continue ainsi : « ... il en a été de même en ce qui concerne la nouvelle opposition de Zinoviev et de Kamenev et, ensuite l'opposition de droite dans l'« Internationale. Ainsi, on nous a successivement suspectés de trotskisme, de zinoviévisme et de boukharinisme... »

[369] P. Spriano, *op. cit.*, II, p. 56, n. 2.

[370] « Ils ne devaient plus se voir, ni échanger aucune lettre », précise G. Fiori (*La vie d'Antonio Gramsci*, Paris. 1970, p. 258).

[371] E. Ragionieri, « Introduzione », op. cit., II, p. XLVI.

[372] « ... La meilleure façon de contribuer au dépassement de la crise est d'exprimer son adhésion à cette ligne sans y mettre aucune limitation » (op. cit., 11, p. 6 9).

[373] « L'expérience démontre que l'opposition utilise les moindres oscillations qui se manifestent y compris dans le jugement de groupes et de partis qu'elle sait être d'accord avec le C.C. » (ibid.*).*

[374] Cf., ci-après, p. 310.

« le luxe de critiquer[375] », voire de revendiquer, tel un droit de regard, une « intervention des partis frères » dans la crise du Parti russe [376] : propos qui atteste pour le moins une totale incompréhension des objectifs réels de la « bolchevisation »... Le voici, aussi bien, invoquer une soumission de droit du « Parti frère de l'U.R.S.S. » aux objectifs de l'Internationale : « Il nous semble que la violence de votre passion pour les problèmes russes vous fasse perdre de vue les aspects internationaux des questions russes elles-mêmes, vous fasse oublier que vos devoirs de militants russes ne peuvent et ne doivent être accomplis que dans le cadre des intérêts du prolétariat international[377]. » Ce problème, au vrai, a déjà été posé par Bordiga dans son intervention au VIe Plénum et Togliatti, témoin douloureux de sa rencontre avec Staline, sait déjà, quant à lui, qu'une telle question est frappée d'interdit[378]. Ce qui explique sans doute que sa réponse à Gramsci évite d'y revenir et qu'il faille attendre l'âge d'or du « polycentrisme » et du *Mémorial de Yalta* pour que la lettre maudite ait enfin droit de cité.

La publication - doublement posthume - de cette ultime confrontation entre les deux figures de fondateurs que la tradition assignera au P.C.I. compromet sans doute passablement la légende de la continuité, de la communauté d'esprit, voire de l'indéfectible amitié qui auraient uni les deux hommes. Le désaccord qui les oppose alors sur un problème de fond, et que confirmera le « tournant » de 1930, y a cependant beaucoup moins de poids que la mise au jour d'une rupture quasi existentielle, qui investit jusqu'au style de vie et que l'enfermement de Gramsci finira de dramatiser. Un effet de texte, comme projetant le lecteur dans l'intériorité de Gramsci, lui permet de partager son *Tu quoque ! :* le « bureaucratisme » de Togliatti, le ton pédagogique et sentencieux de sa lettre, le « double langage », déjà, qui l'amène à taire à son correspondant la « capitulation « de l'opposition que son message au Bureau politique du P.C.I. présente le même jour comme décisive, le détournement enfin de la lettre de Gramsci, autant de révélations objectives apparaissent en effet filtrées par la surprise et par l'effarement de ce dernier face à ce qui n'est plus un malentendu, mais un renversement des rôles[379]. C'est sans doute même là, dans cette permutation : l'éducateur éduqué, comme aurait dit Marx, que se joue le vrai drame. C'est Togliatti qui, de Moscou, adopte à l'égard de Gramsci l'attitude que ce dernier avait eue naguère envers Bordiga et qui, rappelant les faiblesses de la « bolchevisation », paraît rééditer la réponse d'Aldebert à Hugues Capet : « Qui t'a fait roi ? »

Robert Paris.

[375] A Terracini, 27 mars 1924, *Écrits politiques*, II, p. 294.

[376] Cf., ci-après, p. 307.

[377] Cf., ci-après, p. 311.

[378] « Bordiga (...) demande si le camarade Staline pense que le développement de la situation russe et des problèmes internes du Parti russe est lié, au développement du mouvement prolétarien international. - Staline : « On ne m'a jamais posé une telle question. Je n'aurais jamais cru qu'un communiste puisse me l'adresser. Dieu vous pardonne de l'avoir fait » (« Seduta del 22 febbraio 1926 della delegazione italiana col compagno Stalin », in G. Berti, *op. cit.*, pp. 224-232, ici, p. 231). Quant à l'intervention de Bordiga devant le VIe Plénum (23 février 1926), cf. P. Spriano, *op. cit.*, II, p. 13.

[379] L. Cortesi, « Alcuni problemi della storia del P.C.I. », *Rivista Storica del Socialismo*, VIII, 24, janvier-avril 1965, p. 162.

PREMIÈRE PARTIE

La « bolchevisation » du parti communiste d'Italie

1923-1926

NOTRE LIGNE SYNDICALE

Dans le numéro du 15 septembre de *Sindacato rosso,* le camarade Nicola Vecchi propose une fois de plus une de ses vieilles thèses : « Il faut constituer au plan national un organisme syndical de classe, autonome et indépendant de tous les partis et provisoirement indépendant de toutes les internationales[380]. »

Quel doit être notre attitude face à une telle proposition ? Dans quelle direction doit s'exercer la propagande des communistes auprès des masses pour faire barrage aux courants d'opinion qui reprendraient la thèse du camarade Vecchi ? Concrètement, dans la situation présente, quelle est notre ligne syndicale : de quelle façon pensons-nous maintenir le contact avec les grandes masses prolétariennes pour interpréter leurs besoins, pour appréhender et concrétiser leur volonté, pour aider le processus d'émancipation du prolétariat, qui se poursuit par-delà toutes les répressions et toute la violence de la honteuse tyrannie fasciste ?

Nous sommes, *par principe,* contre la création de nouveaux syndicats[381]. Dans tous les pays capitalistes, le mouvement syndical s'est développé dans une direction déterminée ; une grande organisation a vu le jour et s'est développée, elle a fait corps avec l'histoire, les traditions, les habitudes, les façons de penser de la grande majorité des masses prolétariennes. Chaque tentative pour organiser les militants révolutionnaires des syndicats a abouti à un échec et n'a servi qu'à renforcer la prédominance des réformistes dans la grande organisation. Quel profit les syndicalistes italiens ont-ils tiré de la création de l'Union syndicale[382] ? Leur influence sur la masse des ouvriers d'industrie, c'est-à-dire la classe la plus révolutionnaire de la population travailleuse est restée limitée et épisodique. Si, pendant la période qui va de l'assassinat de Humbert 1er à la guerre de Libye, ils ont pris la direction de grandes masses agraires de la plaine du Pô et des Pouille, ils n'ont abouti qu'à ce résultat : à peine gagnées à la lutte des classes (c'est précisément au cours de cette période que la transformation de l'agriculture entraîne une augmentation de près de 50 % de la masse des ouvriers agricoles), ces masses se sont éloignées idéologiquement du prolétariat d'usine et, anarcho-syndicalistes jusqu'à la guerre de Libye, c'est-à-dire à l'époque où le prolétariat se radicalisait, elles sont devenues réformistes et, de l'armistice à l'occupation des usines, elles ont constitué, à chaque occasion décisive, cette masse de manœuvre passive que les dirigeants réformistes lançaient dans les jambes de l'avant-garde révolutionnaire.

L'exemple américain est encore plus caractéristique et plus significatif encore que l'exemple italien. Aucune organisation n'a atteint le niveau d'abjection et de servilité contre-

---

[380] *Il Sindacato rosso*, hebdomadaire syndical du Parti communiste d'Italie, était publié à Milan, sous la direction du Comité syndical communiste, depuis le 1er octobre 1921. À l'époque du Congrès de Rome du P.C. d'Italie, son tirage avait atteint près de 15 000 exemplaires. Il devait cesser de paraître en mars 1925.

Anarcho-syndicaliste, Nicola Vecchi militait dans l'Unione Sindacale Italiana, où il animait le courant favorable à l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge - courant auquel appartenait également Giuseppe Di Vittorio. Vecchi avait même participé au IIe Congrès de l'I.S.R. Par la suite, il passa, dit-on, au fascisme.

[381] Telle avait été, du reste, la position constante du P.C. d'Italie : soutenir et favoriser à tout prix l'unité syndicale. C'est ainsi qu'en avril 1921, le Parti avait appelé les militants de l'U.S.I. et du Syndicat des cheminots à rallier la Confédération générale du travail pour y lutter contre les réformistes. Cf., sur ce point, Partito comunista d'Italia, Sezione della Internazionale comunista, *Secondo Congresso Nazionale, Roma 20-24 marzo 1922, Relazione del Comitato Centrale*, Rome, 1922, pp. 15-19.

[382] L'Unione Sindacale Italiana, anarcho-syndicaliste, s'était constituée au Congrès de Modène des 23-25 novembre 1912. Elle regroupa, dès l'année suivante, près de 100 000 adhérents, recrutés essentiellement à Parme, Milan, Bologne, Modène et Carrare.

révolutionnaire de l'organisation de Gompers [383]. Mais est-ce à dire que les ouvriers américains aient été d'abjects serviteurs de la bourgeoisie ? Certainement pas. Les I.W.W. (syndicalistes révolutionnaires) ont échoué dans leur tentative pour conquérir de l'extérieur les masses contrôlées par Gompers, ils s'en sont éloignés, ils se sont fait massacrer par les gardes blancs [384]. Au contraire, grâce à des mots d'ordre qui interprètent la situation réelle du mouvement et les sentiments profonds des ouvriers américains, le mouvement dirigé par le camarade Foster [385], à l'intérieur de la Fédération américaine du travail, conquiert un syndicat après l'autre et démontre clairement combien le pouvoir de la bureaucratie gompersienne est faible et peu assuré.

Nous sommes donc par principe contre la création de nouveaux syndicats. À condition qu'ils restent avec la masse, qu'ils partagent ses erreurs, ses illusions, ses déceptions, les militants révolutionnaires représentent la classe dans son ensemble, ils sont le plus haut niveau de sa conscience. Si une décision des dictateurs réformistes forçait les révolutionnaires à sortir de la Confédération générale du travail et à s'organiser séparément (ce qui, bien entendu, ne saurait être exclu), la nouvelle organisation devrait proclamer et poursuivre effectivement un seul objectif : obtenir sa réintégration, reconstituer l'unité de la classe et de son avant-garde la plus consciente.

Dans son ensemble, la Confédération générale du travail représente encore la classe ouvrière italienne. Mais quels sont actuellement les rapports entre la classe ouvrière et la Confédération ? Répondre avec précision à cette question, c'est, selon moi, définir la base concrète de notre travail syndical et, partant, décider de ce qu'est notre fonction, de ce que sont nos rapports avec les grandes masses.

En tant qu'organisation syndicale, la Confédération générale du travail est réduite à sa plus simple expression, peut-être au dixième de ses effectifs de 1920 [386]. Mais la fraction réformiste qui dirige la Confédération a conservé presque intégralement ses cadres, elle a maintenu à leur poste ses militants les plus actifs, les plus intelligents, les plus capables et qui, disons-le franchement, savent mieux travailler, avec plus de ténacité et de persévérance que nos camarades.

---

383 Fondateur de l'*American Federation of Labo*r (1886), Samuel Gompers en conserva la présidence jusqu'à sa mort (1925).

384 Quant à l'intérêt porté par Gramsci à l'expérience des I.W.W. *(Industrial* Workers *of the World)*, au Deleonisme et à l'ensemble du mouvement ouvrier nord-américain, cf., déjà, *Écrits politiques*, I, pp. 231-233, 375 et 191, n. 1. À l'époque où il écrit ce texte, Gramsci retrouve, dans la « commission italienne » du Comité exécutif de l'I.C., le communiste nord-américain Israel Amter qui l'informe probablement de ce qui se fait aux U.S.A. et lui demande, en tout cas, de collaborer au *Daily Worker* de Chicago. Sur ce point, cf. *Écrits politiques*, II, p. 237.

385 William Z. Foster avait rompu avec les I.W.W. pour fonder, en 1912, une Ligue syndicaliste dont l'objectif était de noyauter l'A.F.L. et de la conquérir de l'intérieur. Après avoir organisé, aux côtés de John Fitzpatrick, la *Chicago Federation of Labor*, il était parvenu à regrouper 250 000 ouvriers de la métallurgie dans le *Iron and Steel Council* (1918) et avait animé la grande grève des aciéries de 1919-1920. Il avait participé au premier congrès de l'Internationale syndicale rouge (1921) et y avait été encouragé à poursuivre son travail de noyautage de l'A.F.L. Sans le nommer, Gramsci avait déjà évoqué l'activité de Foster dans un article de *L'Ordine Nuovo* du 24 mai 1919. Cf. *Écrits politiques*, I, p. 232 et n. 2.

386 La Confédération générale du travail avait regroupé en 1920 plus de deux millions d'adhérents ; les communistes la créditaient encore, au début de 1923, de 300 à 500 000 membres. À la même époque, les syndicats fascistes regroupaient déjà un million d'adhérents. Cf. L. Repossi, « Le mouvement syndical sous le joug du fascio », *La Correspondance Internationale*, III, 3, 27 janvier 1923, p. 42.

À l'inverse, une grande partie, la quasi-totalité des militants révolutionnaires qui avaient appris, ces dernières années, à organiser, et à diriger et s'étaient habitués à travailler systématiquement, tantôt ont été massacrés, tantôt ont émigré ou se sont dispersés.

La classe ouvrière est comme une grande armée qui se trouverait privée tout à coup de ses officiers subalternes : l'existence de l'état-major ne suffirait pas à elle seule à maintenir la discipline, la cohésion, l'esprit combatif, l'unité de direction. Toute organisation est un complexe articulé dont le fonctionnement exige un rapport numérique adéquat entre la masse et les dirigeants. Nous n'avons pas de cadres, pas de liaisons, pas de services, et il nous est impossible de gagner la grande masse à notre influence, de la réveiller, de faire qu'elle redevienne un instrument efficace dans la lutte révolutionnaire. De ce point de vue, les réformistes sont dans des conditions infiniment plus favorables et ils exploitent habilement leur situation.

L'usine continue de subsister et elle organise naturellement les ouvriers, elle les regroupe, elle les met en contact. Le procès de production a conservé son niveau des années 1919-1920 : le capitalisme y occupe une fonction toujours plus

encombrante et l'ouvrier y a, de ce fait, une importance toujours plus décisive. La mobilisation permanente de 500 000 argousins fascistes a entraîné une augmentation des prix de revient et ce n'est certes pas là une preuve brillante de ce que le capitalisme ait retrouvé sa jeunesse industrielle. L'ouvrier est donc naturellement fort à l'intérieur de l'usine, il se concentre, il est organisé dans l'usine. À l'extérieur de l'usine, au contraire, il est isolé, dispersé, faible.

Il en allait tout autrement avant la guerre impérialiste. L'ouvrier était isolé dans l'usine et il se coalisait à l'extérieur : c'est de l'extérieur qu'il faisait pression pour obtenir l'amélioration du règlement d'atelier, pour imposer la diminution du nombre d'heures de travail, pour conquérir la liberté industrielle.

C'est le comité d'entreprise qui représente aujourd'hui l'usine ouvrière[387]. Une question s'impose aussitôt : comment se fait-il que les capitalistes et les fascistes, qui ont voulu détruire les syndicats, ne détruisent pas également les comités d'entreprise ? Serait-ce parce que, à l'inverse du syndicat, dont l'organisation n'a cessé de reculer sous les coups de la réaction, le comité d'entreprise, comme forme d'organisation, a gagné du terrain ? Il est de fait que, dans presque toutes les usines italiennes, on a obtenu qu'il n'y ait qu'un seul comité d'entreprise ; que tous les ouvriers, et pas seulement les membres du syndicat, participent à l'élection du comité d'entreprise. La classe ouvrière tout entière est donc organisée aujourd'hui dans les comités d'entreprise, qui ont ainsi définitivement perdu leur caractère étroitement corporatif.

C'est là, objectivement, une grande conquête, riche de signification : elle indique que, en dépit de tout, dans la douleur et sous l'oppression du talon de fer des mercenaires fascistes[388], la classe ouvrière commence, molécule par molécule, de reconstituer son unité, de tendre vers une plus grande homogénéité organisationnelle.

Comment se fait-il que les capitalistes et les fascistes aient toléré et continuent de tolérer qu'une telle situation s'installe et se prolonge ? Pour le capitalisme et le fascisme il est indispensable d'empêcher la classe ouvrière d'exercer sa fonction historique qui est de guider les autres classes opprimées de la population (paysans, surtout dans le Midi et dans les Iles ; petits-bourgeois urbains et ruraux) ; c'est-à-dire qu'il faut absolument détruire partis et syndicats, organisations extérieures à l'usine et concentrées territorialement, qui exercent une influence révolutionnaire sur tous les opprimés et empêchent le gouvernement de donner à son pouvoir une assise démocratique. Mais les exigences de la production font que les capitalistes ne peuvent vouloir la destruction de toute forme d'organisation : à l'intérieur de l'usine, la discipline et la bonne marche de la production exigent un minimum de constitutionnalité, un minimum d'accord de la part des travailleurs.

Les plus intelligents des fascistes, comme Mussolini, sont persuadés, les touts premiers, que leur idéologie « au-dessus des classes » ne saurait déborder le cercle de cette couche petite-

---

387 Gramsci pense probablement ici à l'élection du comité d'entreprise de la FIAT, du 31 mars 1923, au cours de laquelle communistes et maximalistes avaient appelé à voter pour la « liste de classe » composée pourtant de réformistes : la C.G.L. l'avait emporté par 3 534 voix contre 1 791 pour les fascistes et les catholiques. Il en avait été de même, le 14 avril, dans les autres usines de Turin (Lancia, Spa, Rapide, etc.). Cf. C. Ravera, « Une courageuse manifestation du prolétariat de Turin », *La Correspondance Internationale*, III, 15, 20 avril 1923, p. 225, ainsi qu'Ariel [G. Sas], « La lutte des classes en Italie fasciste », *ibid.*, III, 17, 5 mai 1923, pp. 259-260.

388 L'image est bien entendu reprise du roman de Jack London, *Le talon de fer*.

bourgeoise qui, ne jouant aucun rôle dans la production, n'a nullement conscience des antagonismes sociaux. Mussolini est persuadé que la classe ouvrière ne perdra jamais sa conscience révolutionnaire et il lui paraît indispensable d'autoriser un minimum d'organisation. Maintenir par la terreur les organisations syndicales dans un cadre extrêmement limité, c'est donner le pouvoir aux réformistes à l'intérieur de la Confédération : celle-ci doit exister sous une forme embryonnaire et se greffer sur l'éparpillement des comités d'entreprise, de sorte que les réformistes contrôlent toute la classe ouvrière, apparaissent comme les représentants de toute la classe ouvrière.

Telle est la situation italienne, tels sont les rapports qui existent aujourd'hui chez nous entre la classe prolétarienne et les organisations. C'est dire clairement ce que doit être notre tactique :

1° Travailler à construire dans l'usine des groupes révolutionnaires qui contrôlent les comités d'entreprise et les poussent à élargir toujours davantage leur sphère d'action.

2° Travailler à créer des liaisons entre les usines, afin de mettre en marche, dans la situation actuelle, un mouvement qui marque la direction naturelle du développement des organisations d'usine : du comité d'entreprise au conseil d'usine [389].

Ce n'est qu'à ce prix que nous adhérons à la réalité, en contact étroit avec les grandes masses. Ce n'est qu'à ce prix, par un travail laborieux, dans le creuset le plus ardent de la vie ouvrière, que nous parviendrons à recréer nos cadres, à faire surgir de la grande masse les éléments capables, conscients, emplis d'ardeur révolutionnaire parce qu'instruits de leur propre valeur et de leur importance, de leur fonction irremplaçable dans le monde de la production.

Signé Antonio Gramsci, *Lo Stato Operaio,*

1, 8, 18 octobre 1923.

LE PROBLÈME DE MILAN [390]

Il faut, avec beaucoup de précision et une grande franchise, poser aux ouvriers de Milan le problème... de Milan [391]. Pourquoi Milan, grande ville industrielle, ville qui compte le prolétariat le plus nombreux de tous les centres industriels italiens, ville qui rassemble à elle seule le dixième des ouvriers d'usine de toute l'Italie, pourquoi, alors que le mouvement y a toujours été révolutionnaire, Milan n'a-t-elle pas vu naître de grande organisation révolutionnaire ? Pourquoi Milan n'a-t-elle jamais compté plus de 3 000 adhérents au Parti socialiste ? Pourquoi, même quand le mouvement était à son apogée, étaient-ce les réformistes

---

[389] Ainsi qu'il le rapporte dans sa lettre à Togliatti, Scoccimarro, Leonetti, etc., du 21 mars 1924, après le Plénum du Comité exécutif de l'I.C. de juin 1923, Gramsci avait projeté de réunir une conférence secrète des délégués des principales usines italiennes afin de constituer un « Comité central des usines italiennes » susceptible, à plus ou moins long terme, de constituer « l'embryon de la future organisation des Conseils d'usine et des Comités d'entreprise qui deviendra l'antidote de la Confédération générale du travail ». Cf. *Écrits politiques*, II, pp. 282-283.

[390] C'est là le premier article publié par Gramsci dans *L'Unità*, qui avait commencé de paraître, on l'a dit, le 12 février 1924. Gramsci se trouvait toujours à Vienne, d'où il ne devait revenir qu'après les élections du 6 avril 1924.

[391] Dans sa lettre à Togliatti et Terracini du 9 février 1924 (*Écrits politiques*, II, p. 270), Gramsci avait déjà défini le problème de la « conquête du prolétariat [social-démocrate] milanais » comme un « problème national » pour le P.C. d'Italie.

qui avaient - à Milan - la direction effective ? Pourquoi toutes les associations ouvrières, syndicales, coopératives, mutuelles, ont-elles toujours été - à Milan aux mains des réformistes ou des semi-réformistes, y compris quand les masses descendaient dans la rue animée par l'élan révolutionnaire le plus enthousiaste ?

Il faut poser nettement et franchement le problème aux masses et les appeler à le résoudre par leurs propres moyens, par leur volonté, par leurs sacrifices. Le problème est vital, c'est le problème le plus important de la révolution italienne. Est-il possible d'envisager une révolution italienne si l'écrasante majorité du prolétariat milanais n'a pas été préalablement acquise à une conception précise et nette de ce que sera la dictature du prolétariat, des sacrifices et des efforts inouïs qu'elle exigera des masses laborieuses ? C'est à Milan que se trouvent les centres vitaux du capitalisme *italien : le capitalisme italien ne peut être décapité qu'à Milan* [392].

Il existe déjà pour la révolution italienne un problème chargé d'inconnues, celui de Rome, de la capitale politique et administrative, où le prolétariat industriel n'est pas assez nombreux pour l'emporter sur la bourgeoisie qui, elle, est nombreuse : les fascistes ont montré une des solutions que peut recevoir le problème de Rome. Mais cette solution serait utopique pour la révolution prolétarienne si celle-ci n'était pas franchement victorieuse à Milan, si la situation milanaise ne permettait pas d'armer et d'encadrer solidement des dizaines et des dizaines de milliers d'ouvriers dévoués, dotés non seulement d'enthousiasme mais d'idées bien claires et de buts bien précis. Le problème de Milan n'est donc pas une question locale : c'est un problème national et en un certain sens international. Les ouvriers de Milan doivent s'en convaincre, comprendre les devoirs formidables qui leur incombent et tirer de cette compréhension toute l'énergie et tout l'enthousiasme requis pour s'acquitter jusqu'au bout d'une tâche nécessaire.

Il ne serait pas difficile de retrouver les causes lointaines et proches qui sont à l'origine de la situation où se trouve actuellement Milan, situation dans laquelle, il est vain de se le dissimuler, ce sont les réformistes qui ont le contrôle effectif des masses. Peu de grandes usines, une infinité de petites, voire de toutes petites entreprises, une quantité considérable de petits-bourgeois qui se consacrent au commerce, une multitude d'employés, une tradition démocratique très forte chez les vieux ouvriers. etc. Mais, quant à nous, nous rappellerons simplement l'élan révolutionnaire dont ont fait toujours preuve les masses ouvrières milanaises pour arriver aux conclusions suivantes :

1° La situation actuelle est un produit des erreurs commises après la guerre par le Parti socialiste.

2° Un travail assidu, patient, de tous les jours, de toutes les heures, et l'abnégation la plus généreuse des meilleurs ouvriers peuvent changer la situation.

Le Parti socialiste ne s'est pas préoccupé de l'importance énorme que Milan aurait eue dans la révolution et n'a jamais cherché, à créer de grande organisation politique. Dans les années 1919-1920, pour être à la hauteur de ses tâches de centre d'organisation de l'économie nationale, Milan aurait dû avoir une section socialiste d'au moins 30 à 40 000 membres, chose tout à fait

---

392 *C'est là une rupture radicale avec les anciennes positions du groupe* de *L'Ordine Nuovo*, pour lequel Turin représentait, selon les termes de Gramsci, « la capitale de la révolution communiste, le Petrograd de la révolution le Petrograd de la révolution prolétaire italienne » (« Le mouvement turinois des Conseils d'usine » *Écrits politiques*, I, p. 357). Comme l'a expliqué P. Gobetti dans son « Histoire des communistes turinois écrite par un libéral » (« Storia dei comunisti torinesi scritta da un liberale », 1922, in *Scritti politici*, Turin, 1960, pp. 278-295), « l'antithèse avec Milan ne pouvait pas être plus nette : Milan commerciale face à Turin industrielle, Milan morcelée par le libéralisme face à Turin organisme originel »

possible dans une ville qui compte près de 300 000 travailleurs, lorsque la grande majorité de ces travailleurs suit le parti qui dit vouloir la révolution. Au lieu de cela, à Milan, on aurait dit que les ouvriers étaient tenus volontairement à distance de l'organisation du Parti. Les cercles d'arrondissement n'avaient qu'une très faible importance et ils n'accueillaient d'ailleurs que ceux qui étaient inscrits au Parti. Dans la section, les éléments ouvriers n'avaient pas la possibilité de se faire entendre. C'étaient toujours les grands ténors de la démagogie réformiste et maximaliste qui occupaient la tribune et qui parlaient des heures durant sur les grands problèmes de la politique internationale ou... communale ; jamais une discussion sur les problèmes authentiquement ouvriers, comme les conseils d'usine, les cellules d'entreprise, le contrôle ouvrier, discussion dans laquelle le plus simple ouvrier aurait eu sa compétence et des points de vue personnels à avancer. Ceux qui travaillaient, c'étaient les réformistes : l'ossature entière de l'organisation ouvrière milanaise était constituée par les réformistes. Savamment répartis, sans exception, aux points stratégiques les plus importants, capables de travailler silencieusement et méthodiquement, capables de se plier et de disparaître quand le tourbillon révolutionnaire devenait plus violent, les réformistes ont soudé des chaînes très solides à l'intérieur desquelles la classe ouvrière milanaise circule aujourd'hui sans même s'en apercevoir. Cette absence d'organisation révolutionnaire s'exprimait de façon extrêmement significative dans un scénario typique de Milan : quand la manifestation de rue était à son apogée et que, de tous les coins de la ville, la masse grouillait jusque dans ses éléments les plus misérables et les plus apathiques, c'étaient les anarchistes qui prenaient le dessus dans la direction du mouvement ; quand l'agitation était moyenne et que les grandes phrases suffisaient, alors les maximalistes étaient les lions ; quand au contraire c'était la stagnation et que ne subsistaient que les forces organisées les plus actives, alors la direction appartenait aux réformistes. Le régime fasciste a réduit à son expression minimale le mouvement de classe : les réformistes triomphent sur toute la ligne.

Que signifie tout cela ? C'est que nous, c'est que les ouvriers révolutionnaires, nous travaillons très mal. Si les réformistes sont forts et paraissent représenter les masses, il ne faut l'imputer qu'à notre incapacité, il ne faut l'imputer qu'à notre torpeur. Il faut donc apprendre à travailler ; dans chaque usine, dans chaque maison, dans chaque quartier, il faut se poser ce problème : comment travailler pour gagner la sympathie des grandes masses, de la partie la plus pauvre de la classe ouvrière qui est aussi la plus nombreuse et qui fournira à la révolution ses troupes de soldats les plus serrées et les plus fidèles ?

Et il faut discuter et faire discuter. Les colonnes de ce journal ont aussi et surtout ce but.

Sans signature, *L'Unità,* 21 février 1924.

UN « CHEF [393] »

Tout État est une dictature. Aucun État ne peut se passer d'un gouvernement, constitué d'un petit nombre d'hommes, qui, à leur tour, s'organisent autour de l'un d'entre eux, doté d'une capacité plus grande et d'une plus grande clairvoyance. Tant qu'un État sera nécessaire, tant qu'il sera historiquement nécessaire de gouverner les hommes, quelle que soit la classe dominante, se posera le problème d'avoir des chefs, d'avoir un « chef ». Que des socialistes, qui se disent encore marxistes et révolutionnaires, prétendent vouloir la dictature du prolétariat,

[393] Cet article sera repris sous le titre « Lenin, capo rivoluzionario [Lénine, chef révolutionnaire] » à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'Octobre, dans *L'Unità* du 6 novembre 1924.

mais ne pas vouloir la dictature des a chefs », ne pas vouloir, autrement dit, que l'autorité s'individualise, se personnifie, vouloir la dictature, mais ne pas la vouloir sous la seule forme où elle est historiquement possible, est à soi seul révélateur de toute une ligne politique, de toute une préparation théorique « révolutionnaire ».

Le problème essentiel de la dictature du prolétariat n'est pas celui de la personnification physique de la fonction de direction. Le problème essentiel consiste dans la nature des rapports que les chefs ou le chef ont avec le parti de la classe ouvrière et dans la nature des rapports qui existent entre ce parti et la classe ouvrière ; ces rapports sont-ils purement hiérarchiques, de type militaire, ou bien ont-ils un caractère historique et organique ? Le chef, le parti, sont-ils des éléments de la classe ouvrière, sont-ils une partie de la classe ouvrière, en représentent-ils les intérêts et les aspirations les plus profondes et les plus vitales, ou n'en sont-ils qu'une excroissance, une institution surimposée par la violence ? Comment s'est formé ce parti ? Comment s'est-il développé ? Quel processus a sélectionné les hommes qui le dirigent ? Pourquoi est-il devenu le parti de la classe ouvrière ? Cela s'est-il produit par hasard ? Le problème investit tout le développement historique de la classe ouvrière, qui se constitue lentement dans sa lutte contre la bourgeoisie, enregistre quelques victoires, subit beaucoup de défaites ; et il ne s'agit pas seulement de la classe ouvrière d'un pays donné, mais de toute la classe ouvrière mondiale avec ses différenciations superficielles, mais combien importantes à chaque moment déterminé, et son unité et son homogénéité substantielles.

Ce problème devient celui de la vitalité du marxisme est-il ou non l'interprétation la plus sûre et la plus profonde de la nature et de l'histoire, peut-il fournir à l'intuition géniale de l'homme politique une méthode infaillible, un instrument d'une extrême précision qui permet d'explorer l'avenir, de prévoir les événements de poids pour les diriger et donc les dominer ?

Le prolétariat international a eu et a encore l'exemple vivant d'un parti révolutionnaire exerçant la dictature de la classe ; il a eu et n'a malheureusement plus l'exemple vivant le plus caractéristique et le plus éloquent de ce que peut être un chef révolutionnaire, celui du camarade Lénine.

Le camarade Lénine a été à l'origine d'un nouveau processus de développement de l'histoire, mais s'il l'a été, c'est qu'il était aussi le représentant et l'aboutissement le plus individualisé de tout un processus de développement historique, non seulement de la Russie, mais aussi du monde entier. Est-ce par hasard s'il est devenu le chef du Parti bolchevique ? Est-ce par hasard si le Parti bolchevique est devenu le parti dirigeant du prolétariat russe et par conséquent de la nation russe ? La sélection a duré trente ans, elle a été, fort difficile, elle a souvent pris les formes apparemment les plus étranges et les plus absurdes. Elle s'est produite, à l'échelle internationale[394], au contact des civilisations capitalistes les plus avancées de l'Europe centrale et occidentale, au travers de la lutte des partis et des fractions qui composaient avant-guerre la Seconde Internationale. Elle s'est poursuivie au sein de la minorité du socialisme international, restée au moins en partie indemne de la contagion social-patriotique. Elle a repris en Russie dans la lutte pour gagner la majorité du prolétariat, dans la lutte pour comprendre et interpréter les besoins et les aspirations d'une classe paysanne innombrable, dispersée sur un territoire immense. Elle se produit encore, chaque jour, parce que chaque jour il faut comprendre, prévoir, pourvoir. Cette sélection a été une lutte entre fractions, entre petits groupes, elle a été une lutte individuelle, elle a signifié, des scissions et des fusions, des arrestations, des exils, des

[394] Gramsci y avait déjà insisté dans sa lettre à Togliatti et Terracini du 9 février 1924 : « La doctrine politique des communistes russes s'est formée sur un terrain international et non sur le terrain national » (*Écrits politiques*, II, p. 267). C'est donc ici aussi la poursuite de sa polémique contre Bordiga.

emprisonnements, des attentats ; elle a été une résistance contre le découragement et contre l'orgueil, elle a signifié souffrir de la faim tout en disposant de millions, elle a signifié conserver la mentalité d'un simple ouvrier en siégeant sur le trône des tsars, ne pas désespérer quand tout semblait perdu, mais recommencer patiemment, avec ténacité, en gardant tout son sang-froid et le sourire aux lèvres au moment où les autres perdaient la tête. Le Parti communiste russe, avec son chef Lénine, s'était tellement lié à tout le développement du prolétariat russe, et donc à tout le développement de la nation russe dans son entier, qu'il n'est même pas possible d'imaginer l'un sans l'autre, d'imaginer que le prolétariat puisse être la classe dominante sans que le Parti communiste soit le parti de gouvernement, et donc sans que le Comité central du Parti soit l'inspirateur de la politique du gouvernement ; sans que Lénine soit le chef de l'État. L'attitude même de la grande majorité des bourgeois russes - qui disaient : une république dirigée par Lénine, sans le Parti communiste serait pour nous aussi l'idéal - était chargée de signification historique. Elle était la preuve que le prolétariat ne se contentait plus d'exercer une domination matérielle mais qu'il dominait aussi spirituellement. Au fond, confusément, le bourgeois russe lui-même comprenait que Lénine n'aurait pu devenir et n'aurait pu rester chef de l'État sans la domination du prolétariat, sans que le Parti communiste soit le Parti de gouvernement : sa conscience de classe l'empêchait encore de reconnaître, au-delà de sa défaite matérielle immédiate, ce qui était aussi sa défaite idéologique et historique ; mais déjà le doute était en lui, et ce doute s'exprimait par cette phrase.

Un autre problème se pose. Aujourd'hui, dans la période qui est celle de la révolution mondiale, peut-il exister des « chefs » hors de la classe ouvrière, peut-il exister des chefs non marxistes, des chefs qui ne soient pas étroitement liés à la classe qui incarne le développement progressif de tout le genre humain ? En Italie nous avons le régime fasciste, nous avons à la tête du fascisme Benito Mussolini, nous avons une idéologie officielle où le « chef » est divinisé, est déclaré infaillible, est considéré comme l'inspirateur et l'organisateur d'un Saint Empire romain ressuscité. Chaque jour nous voyons les journaux reproduire des dizaines et des centaines de télégrammes d'hommage adressés au « chef » par les vastes tribus locales. Nous voyons ses photographies, le masque durci d'un visage que nous avions déjà vu dans les meetings socialistes. Ce visage, nous le connaissons, nous connaissons cette façon de rouler les yeux dans leurs orbites, dont la férocité mécanique était censée donner, autrefois, la chair de poule à la bourgeoisie, comme elle devrait la donner aujourd'hui au prolétariat. Nous connaissons ce poing toujours fermé pour menacer. Nous connaissons tout ce mécanisme, toute cette panoplie, et nous comprenons que cela puisse impressionner et remuer les entrailles de la jeunesse des écoles bourgeoises ; même vu de près, c'est véritablement impressionnant et ne manque pas d'étonner. Mais est-ce un « chef » ? Nous avons assisté à la semaine rouge de juin 1914. Plus de trois millions de travailleurs étaient descendus dans la rue, à l'appel de Benito Mussolini, qui, depuis un an environ, après le massacre de Roccagorga, les avait préparés pour le grand jour, avec tous les moyens oratoires et journalistiques qui étaient à la disposition du « chef » du Parti socialiste d'alors, Benito Mussolini [395] : depuis la gravure de Scalarini [396] jusqu'au grand procès aux assises de Milan. Trois millions de travailleurs étaient descendus dans la rue : le « chef », qui était Benito Mussolini, fit défaut. Il fit défaut en tant que « chef »

[395] Mussolini était membre de la direction du P.S.I. depuis le Congrès de Reggio d'Emilie de 1912 et directeur de l'*Avanti !* depuis le 1er décembre de la même année, lorsque eut lieu - le 6 janvier 1913 - le massacre de Roccagorga, dans le Latium, qui fit sept morts et plusieurs dizaines de blessés parmi des ouvriers agricoles en grève. Il ouvrit alors dans l'*Avanti !* une violente campagne en faveur de la grève générale qui lui permit de bousculer tout ce qu'il pouvait subsister de réformisme avoué dans le Parti socialiste et de revendiquer comme sa « création » la grève générale de juin 1913. Quant à la « semaine rouge » d'Ancône, cf. *Écrits politiques*, II, p. 58, n. 1. Entre-temps, Mussolini avait fait l'objet d'un procès devant les assises de Milan. Il se termina par son acquittement et servit surtout sa publicité.

[396] Giuseppe Scalarini (1873-1948) était le principal caricaturiste de l'*Avanti !* depuis 1911.

et non en tant qu'individu, puisqu'on raconte qu'en tant qu'individu il fut courageux et défia à Milan les mousquetons et les cordons de carabiniers. Il fit défaut en tant que « chef » parce qu'il n'en était pas un ; parce que, de son propre aveu, il ne réussissait même pas à avoir raison, au sein du Parti socialiste, des misérables intrigues d'Arturo Vella ou d'Angelica Balabanoff [397].

Il était alors, comme aujourd'hui, le concentré type du petit-bourgeois italien, rageur, féroce, mélange de tous les rebuts laissés sur le sol national par plusieurs siècles de domination étrangère et cléricale : il ne pouvait être le chef du prolétariat, il devint le dictateur de la bourgeoisie, qui aime les visages féroces quand elle redevient bourbonienne, qui espère découvrir dans la classe ouvrière cette terreur qu'elle éprouvait devant ces yeux qui roulent et devant ce poing fermé tendu pour menacer.

La dictature du prolétariat est expansive et non répressive. Un mouvement continuel se produit de la base au sommet, un échange continuel à travers tous les réseaux capillaires sociaux, une circulation continuelle d'hommes. Le chef que nous pleurons aujourd'hui a trouvé une société en décomposition, une pulvérulence humaine sans ordre ni discipline, parce qu'en cinq ans de guerre s'était tarie la production, cette source de toute vie sociale. Tout a été remis en ordre et reconstruit, de l'usine jusqu'au gouvernement, avec les moyens du prolétariat, sous la direction et le contrôle du prolétariat, c'est-à-dire d'une classe nouvellement venue au gouvernement et à l'histoire.

Benito Mussolini a conquis le gouvernement, et il le conserve par la plus violente et la plus arbitraire des répressions. Il n'a pas eu à organiser une classe, mais seulement à mettre en place le personnel d'une administration. S'il a démonté quelques-uns des rouages de l'État, c'est davantage pour voir comment ils étaient faits et acquérir la routine du métier que par nécessité foncière. Toute sa doctrine est dans son masque, dans sa façon de rouler ses yeux dans leurs orbites, dans son poing fermé toujours tendu pour menacer...

Pour Rome, ces mises en scène poussiéreuses ne sont pas nouvelles. Rome a vu Romulus, elle a vu César Auguste, et elle a vu, à son déclin, Romulus Augustule.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo,* IIIe série, 1er mars 1924.

LE PASSÉ N'A-T-IL ÉTÉ QU'ERREUR?

(...) Une expression revient souvent dans cette lettre [398] : « le passé a été une erreur d'un bout à l'autre », formule qui désigne un état d'âme extrêmement pessimiste. Et c'est bien, hélas ! une lacune de notre mouvement que cette absence de critique approfondie et largement répandue des événements et des expériences du passé : une telle critique pourrait donner aux masses une conscience exacte de la nécessité de ces événements et de ces expériences et leur permettrait précisément de dépasser cet état d'âme pessimiste qui peut très facilement se muer en esprit sectaire et engendrer de nouvelles erreurs et de nouvelles souffrances. Est-il d'ailleurs vrai que le passé n'ait été qu'erreur ? Est-ce que ça a été une erreur que d'accepter la scission de

---

[397] Arturo Vella, Angelica Balabanoff et Pietro Nenni dirigeaient la fraction « indépendante » du P.S.I. hostile à la fusion avec les communistes. Cf. *Écrits politiques*, II, p. 226, n. 1.

[398] Nous n'avons pas jugé nécessaire de traduire ici la longue lettre du correspondant anonyme de Gramsci, qui, ainsi que ce dernier le souligne, tourne autour d'un seul thème : « Le passé n'a été qu'erreur ! »

Livourne [399] lorsqu'il était nécessaire de séparer nos responsabilités de celles des réformistes et des maximalistes qui avaient amené la classe ouvrière jusqu'à l'occupation des usines, sans un mot d'ordre, sans une directive, et l'avaient ensuite laissée en butte à tous les découragements, livrée à tous les ferments de désagrégation, proie désignée pour les attaques de la réaction fasciste ? Est-ce que ça a été une erreur que d'avoir fondé le Parti communiste, d'avoir lutté de toutes ses forces pour sauver au moins l'honneur du prolétariat révolutionnaire ?

Dans le passé, donc, l'erreur existe, la négativité, la mort ; mais dans le passé existent aussi la vie, le développement de la tradition saine du mouvement révolutionnaire italien ; le passé contient aussi une partie positive qui continue aujourd'hui de se développer en dépit de la réaction et de la terreur blanche. Les luttes du passé continuent aujourd'hui, sous une autre forme, dans une situation différente. Elles continuent aussi, cela est certain, dans la petite ville où habite le camarade ouvrier qui écrit cette lettre, et ce sont peut-être son pessimisme, sa peur de retomber dans les erreurs du passé, cette exigence jusqu'à l'excès de qualités morales dont il semble faire montre à l'égard de ceux qui peuvent être des camarades, sinon des amis et des frères, qui l'ont amené, lui aussi, à se mettre un peu à l'écart et l'ont empêché de tirer, de ses propres expériences d'organisateur de parti et de masse, la directive pour travailler dans la nouvelle situation, pour trouver la nouvelle forme que la lutte doit revêtir.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo,* IIIe série, 1er mars 1924.

CONTRE LE PESSIMISME

Il ne peut exister de meilleure façon de commémorer le cinquième anniversaire de l'Internationale communiste, cette grande association mondiale à laquelle, nous, révolutionnaires italiens, sommes plus conscients que jamais de prendre une part essentielle et active, que de faire un examen de conscience, un examen de la très petite part que nous avons pu accomplir et de l'immense travail qu'il nous reste à faire ; cela nous aidera à éclaircir notre situation, et, tout particulièrement, à dissiper cette sombre et lourde nuée de pessimisme qui pèse jusque sur les militants les plus qualifiés et les plus responsables et qui représente un grand danger, le plus grand peut-être du moment actuel, par les conséquences de passivité politique, de torpeur intellectuelle et de scepticisme quant à l'avenir qu'il implique.

Ce pessimisme est étroitement lié à la situation générale de notre pays ; la situation l'explique, niais bien entendu, ne le justifie pas. Quelle différence existerait-il entre le Parti socialiste et nous, entre la tradition du Parti socialiste et notre volonté, si, nous aussi, nous ne savions travailler et n'étions activement optimistes que dans les périodes de vaches grasses, lorsque la situation est favorable, lorsque les masses laborieuses bougent spontanément, sous l'effet d'une impulsion irrésistible, et que les partis prolétariens peuvent commodément s'installer dans la brillante situation de la mouche du coche ? Quelle différence existerait-il entre le Parti socialiste et nous si nous aussi - quand bien même à partir d'autres considérations, d'autres points de vue, quand bien même en ayant un plus grand sens de nos responsabilités, et

[399] La critique des modalités de la scission de Livourne - scission « trop à gauche » par rapport à celle de Tours, jugée, elle, « trop à droite », ou à l'unification des Spartakistes et des Indépendants allemands, considérée dès 1921 comme exemplaire - était surtout le fait de la « droite » du Parti communiste d'Italie. Ainsi, Graziadei avait-il déclaré à la réunion du Comité central du 9 août 1923 : « La scission de Livourne s'est faite, sans qu'on pût l'éviter, trop à gauche. D'autres camarades et moi-même avons considéré la chose comme néfaste » (in P. Togliatti, *La formazione del gruppo dirigente del Partito comunista italiano*, éd. cit., p. 111). On a vu - *Écrits politiques*, II, p. 304 - que Gramsci lui-même avait concédé, vers la même époque, que la scission, telle qu'elle s'était faite, avait représenté « le plus grand triomphe de la réaction ».

en le démontrant par la préparation active de forces organisationnelles et matérielles capables de parer à toute éventualité - nous nous abandonnions au fatalisme, nous nous bercions de la douce illusion que les événements ne peuvent manquer de se dérouler selon une ligne de développement définie, qui est celle que nous avons prévue, celle où ils trouveront infailliblement le réseau de digues et de canaux que nous avons disposé à l'avance, où ils se canaliseront et prendront forme et puissance historique? C'est là le nœud du problème, et s'il apparaît embrouillé et abstrus, c'est que, vu de l'extérieur, la passivité peut sembler travail diligent, c'est qu'on peut avoir l'illusion qu'il y a une ligne de développement, un filon que creusent méritoirement, au prix de sueur et de fatigue, des ouvriers.

L'internationale communiste a été fondée le 5 mars 1919, mais sa formation idéologique et organique ne s'est réalisée que lors du IIe Congrès, en juillet-août 1920, avec l'approbation du Statut et des 21 conditions. À partir du IIe Congrès, commence en Italie la campagne d'assainissement du Parti socialiste ; elle commence à l'échelle nationale : la section de Turin l'avait en effet déjà engagée dès le mois de mars avec la motion qu'elle comptait présenter au cours de l'imminente Conférence Nationale du Parti, qui devait justement se tenir à Turin [400] ; mais cette motion n'avait pas eu d'effets notables (la Conférence de Florence de la fraction abstentionniste, qui s'est tenue en juillet 1920, avant le IIe Congrès, repoussa la proposition faite par un représentant de *L'Ordine Nuovo* d'élargir la base de la fraction et de transformer celle-ci en fraction communiste en supprimant le préalable abstentionniste qui avait pratiquement perdu une grande partie de sa raison d'être [401]. Le Congrès de Livourne, la scission qui se produisit au Congrès de Livourne furent rattachés au IIe Congrès, à ses 21 conditions, ils furent présentés comme la conclusion nécessaire des décisions « formelles » du IIe Congrès. Ce fut là une erreur et nous pouvons aujourd'hui en mesurer toute l'étendue aux conséquences qu'elle a eues. En réalité, les décisions du IIe Congrès étaient bien la vivante interprétation de la situation italienne, et de toute la situation mondiale, mais nous, pour toute une série de raisons, nous n'avons pas procédé, pour ce qui touchait notre action, à partir de ce qui se passait en Italie, à partir des événements italiens qui donnaient raison au IIe Congrès, qui étaient une partie, et des plus importantes, de la substance politique qui animait les décisions et les mesures d'organisation prises par le IIe Congrès : nous nous sommes bornés à nous battre sur les questions formelles, de pure logique, de pure cohérence, et nous avons été vaincus, parce que la majorité du prolétariat politiquement organisé nous a donné tort, ne nous a pas suivis bien que nous ayons avec nous le prestige et l'autorité de l'Internationale, qui étaient très grands et sur lesquels nous avions misé. Nous n'avions pas su mener une campagne systématique, susceptible de toucher l'ensemble des noyaux et des éléments constitutifs du Parti socialiste et de les obliger à réfléchir ; nous n'avions pas su traduire dans un langage accessible à chaque ouvrier et à chaque paysan italien la signification de chacun des événements italiens des années 1919-1920 ; nous n'avons pas su, après Livourne, nous demander pourquoi le Congrès s'était conclu de cette façon ; nous n'avons pas su poser ce problème de façon pratique, afin d'en trouver la solution, afin de poursuivre notre mission spécifique, qui était la conquête de la

---

[400] Il s'agit du texte « Pour une rénovation du Parti socialiste », *Écrits politiques*, I. pp. 332-338.

[401] La Conférence de Florence de la fraction abstentionniste à laquelle se réfère Gramsci eut lieu en fait les 8 et 9 mai 1920. Gramsci y participa à titre d'« observateur ». Lui-même dira, par la suite, y avoir proposé « la création et la constitution d'une fraction communiste nationale » (cf. son intervention à la conférence de Côme de mai 1924, in *La costruzione del P.C.*, déjà cité, p. 460). Hypothèse nullement invraisemblable, si l'on pense que, deux semaines auparavant, à l'époque de la « grève des aiguilles », Turinois et abstentionnistes avaient voté de la même façon à la réunion de milan du Conseil national du P.S.I. : cf. *Écrits politiques*, I. p. 332, n. 1. Mais, selon le compte rendu publié dans *Il Soviet* du 16 mai 1920, Gramsci aurait surtout souligné dans son intervention combien la seule base de l'abstentionnisme lui paraissait restreinte pour constituer un Parti communiste et aurait particulièrement insisté sur le problème du « contact avec les masses ». Au demeurant, il semble que l'opposition à la scission soit surtout venue du représentant de l'Internationale communiste en Italie, N. M. Liubarskii (connu alors sous le nom de Carlo Niccolini).

majorité du prolétariat [402]. Nous avons été, il faut l'avouer, dépassés par les événements ; nous avons représenté, sans le vouloir, un des aspects du processus de dissolution générale de la société italienne, devenue un creuset incandescent où toutes les traditions, toutes les formations historiques, toutes les idées dominantes arrivaient parfois à se fondre sans aucun résidu. Il nous restait une consolation, à laquelle nous nous sommes solidement accrochés, c'est que personne ne s'en tirait, et que nous pouvions affirmer avoir mathématiquement prévu ce cataclysme, alors que les autres se berçaient de la plus béate et de la plus stupide des illusions.

Nous sommes entrés, après la scission de Livourne, dans l'état d'urgence. C'est la seule justification que nous pouvons donner à nos attitudes, à notre activité après la scission de Livourne : l'urgence se posait en termes crus, sous sa forme la plus exacerbée : un dilemme de vie ou de mort. Il nous fallut nous organiser en Parti dans le feu de la guerre civile, en cimentant nos sections par le sang de nos plus dévoués militants ; il nous fallut transformer nos groupes, au moment même de leur constitution, de leur enrôlement, en détachements prêts à la guérilla, à la plus atroce et à la plus difficile des guérillas que jamais classe ouvrière ait dû mener. Toutefois on y arriva : le Parti fut constitué et il fut solidement constitué : c'est une phalange d'acier, trop réduite bien sûr pour entamer une lutte contre les forces adverses, mais suffisante pour devenir l'armature d'une formation plus vaste, d'une armée, qui, pour parler la langue de l'histoire italienne, soit capable de faire succéder la bataille du Piave à la déroute de Caporetto [403].

Tel est le problème qui se pose inexorablement aujourd'hui : constituer une grande armée pour les combats à venir, la constituer en l'encadrant avec les forces qui, de Livourne à aujourd'hui, ont fait la preuve qu'elles pouvaient résister sans hésitations ni reculs à l'attaque violente lancée par le fascisme. Le développement de l'Internationale communiste après le IIe Congrès nous offre pour cela le terrain favorable : les décisions du IIIe et du IVe Congrès - décisions qui furent reprises par les Comités exécutifs de février et de juin 1922, et de juin 1923 - interprètent, une fois de plus., la situation italienne et ses besoins [404]. La vérité est que nous, en tant que Parti, nous avons déjà fait quelques pas en avant dans cette direction : il ne nous reste qu'à en prendre acte et à continuer hardiment. Quel est en effet le sens des événements qui se sont produits au sein du Parti socialiste : séparation d'avec les réformistes dans un premier temps, exclusion du groupe de *Pagine rosse* dans un second temps et tentative d'exclusion de toute la fraction favorable à la IIIe Internationale dans un troisième et dernier temps[405] ? Leur signification précise est la suivante tandis que notre Parti était contraint, en tant que section

[402] Lapsus ou « ajournement » ? L'édition la plus récente de Gramsci (*La costruzione del Partita comunista, 1923-1926*, Turin, 1971, p. 18) parle ici de « conquête de la majorité du peuple italien »...

Ce n'est, par ailleurs, qu'au IIIe Congrès de l'Internationale communiste (22 juin-12 juillet 1921) que fut adopté le mot d'ordre « Aller aux masses », première formulation des thèses sur le « front unique » du 28 décembre 1921. L'autocritique de Gramsci porte donc essentiellement sur la période ultérieure : celle qui s'ouvre avec le Congrès de Rome de mars 1922.

[403] Sur ces métaphores politico-militaires, cf. *Écrits politiques*, I. p. 251 n. 1.

[404] La publication du Gauchisme avait montré, dès 1920, ce qu'allaient être les différends entre la future direction bordiguiste du P.C. d'Italie et les dirigeants de l'Internationale communiste. Dès le IIIe Congrès (22 juin-12 juillet 1921), Bordiga et la délégation italienne, on l'a dit, s'opposèrent à ce qui allait devenir les « Thèses sur le front unique ». De leur côté, les dirigeants de l'I.C. condamnèrent dès le Premier Plénum du Comité exécutif de l'I.C. (24 février-4 mars 1922) la conception strictement syndicale du « front unique » soutenue et mise en œuvre par les Italiens. Les « Thèses de Rome » de 1922 furent également condamnées. Mais ce fut surtout après la « marche sur Rome » que se déclencha l'offensive. C'est ainsi qu'au IVe Congrès (4 novembre-5 décembre 1922), Zinoviev et Boukharine allaient dénoncer les « fautes grossières » commises par les communistes italiens dans leur politique envers les autres organisations ouvrières, en leur reprochant également de ne pas avoir adopté le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan ». La querelle allait rebondir, on l'a dit, dans le cadre du Plénum de juin 1923.

[405] Cf. *Écrits politiques*, II, pp. 226, n. 1 ; 228, n. 3.

italienne, de limiter son activité à la lutte contre le fascisme pour assurer sa survie et sauvegarder sa structure essentielle, en tant que parti international, il agissait, il continuait à agir pour ouvrir de nouvelles voies vers l'avenir, pour élargir sa sphère d'influence politique, pour faire sortir de sa neutralité une partie de la masse qui jusque-là se contentait de son rôle de spectateur indifférent ou hésitant. L'action de l'Internationale fut, pendant un certain temps, la seule qui ait permis à notre Parti d'avoir un contact effectif avec les larges masses, la seule qui ait entretenu un ferment de discussion et une ébauche de mouvement dans d'importantes couches de la classe ouvrière qu'il nous était impossible, étant donné la situation, d'atteindre autrement. Ce fut indubitablement un grand succès que d'avoir arraché des blocs à la gangue du Parti socialiste, que d'avoir obtenu, au moment où la situation semblait au plus bas, que se dégagent de l'amorphe gélatine socialiste des groupes qui affirmaient avoir foi, envers et contre tout, en la Révolution Mondiale, des groupes qui, par leurs actes, sinon par ces mots qui semblent coûter bien plus que les actes, reconnaissaient s'être trompés en 1920, 1921 et 1922. Ce fut là une défaite pour le fascisme et pour la réaction ; pour être sincère, ce fut même la seule défaite matérielle et idéologique du fascisme et de la réaction au cours de ces trois années d'histoire italienne.

Il est indispensable de réagir énergiquement contre le pessimisme de certains groupes de notre Parti, parfois parmi les plus responsables et les plus qualifiés. Il représente en ce moment le plus grave danger dans la situation nouvelle qui est en train de se créer dans notre pays et que viendra sanctionner et clarifier la première législature fasciste [406]. De grandes luttes approchent, peut-être encore plus sanglantes et plus lourdes que celles des années passées. La plus grande énergie chez nos dirigeants, le plus haut degré d'organisation et de centralisation de la masse du Parti, un grand esprit d'initiative et une très grande rapidité dans la décision sont désormais indispensables. Le pessimisme s'exprime surtout dans ces termes : nous revenons à une situation d'avant Livourne, nous devrons refaire tout ce travail que nous avons fait avant Livourne et qui nous paraissait être définitif. Il faut démontrer à chaque camarade combien cette position est politiquement et théoriquement fausse. Certes, il faudra encore lutter durement ; certes, la mission du noyau originel de notre Parti, tel qu'il s'est constitué à Livourne, n'est pas encore terminée et ne le sera pas pour un bout de temps encore (elle restera vivante et actuelle même après la victoire de la révolution). Mais nous ne nous trouverons plus jamais dans une situation de pré-Livourne, parce que, en 1924, la situation mondiale et italienne n'est plus celle de 1920 ; parce que nous-mêmes, nous ne sommes plus ce que nous étions en 1920, et que nous ne voudrions jamais plus le redevenir. Parce que la classe ouvrière italienne a beaucoup changé, et que désormais, ce ne sera plus la chose la plus simple du monde que de lui faire de nouveau occuper les usines avec des tuyaux de poële en guise de canons, après lui avoir rebattu les oreilles et échauffé le sang de l'abjecte démagogie des foires maximalistes. Enfin parce que notre Parti existe, ce Parti qui est malgré tout quelque chose, qui a fait la preuve qu'il était quelque chose, et dans lequel nous avons une confiance illimitée, comme dans la partie la meilleure, la plus saine, la plus honnête du prolétariat italien.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, IIIe série, 15 mars 1924.

[406] Gramsci pense, bien entendu, aux élections du 6 avril 1921.

LE MIDI ET LE FASCISME

Un des faits marquants de la lutte politique italienne actuelle est la tentative de solution que le Parti National Fasciste a voulu apporter aux rapports entre l'État gouvernement et le Midi [407].

Le Midi est devenu la réserve de l'opposition constitutionnelle. Le Midi a manifesté, une fois de plus, son originalité « territoriale » par rapport au reste de l'État, sa volonté de ne pas se laisser impunément absorber dans un système unitaire exacerbé - qui n'équivaudrait qu'à une exaspération des anciennes oppressions et des vieilles exploitations - en se retranchant derrière une série de positions constitutionnelles, parlementaristes, de pure démocratie formelle, qui ne sont cependant ni sans valeur ni sans portée, puisque le Parti National Fasciste a cru opportun, rien que pour décapiter le mouvement de ses « ténors » ; Orlando et De Nicola, de faire les concessions qu'il a faites. En somme, Mussolini n'a pas fait autre chose qu'appliquer la tactique giolittienne dans une situation nouvelle, incomparablement plus difficile et plus compliquée que toutes les situations passées, avec une population qui, au moins en partie, s'est éveillée à la vie publique, et a commencé à y participer au moment où la réduction de l'émigration pose avec une violence accrue des problèmes de classe qui tendent à se transformer en problèmes « territoriaux » parce que le capitalisme est ressenti comme étranger à la région et parce que le gouvernement qui administre les intérêts du capitalisme est ressenti lui aussi comme étranger.

Plusieurs camarades se demandent souvent avec étonnement les raisons de l'opposition au fascisme des deux grands journaux de l'Italie septentrionale, le *Corriere della Sera* et *La Stampa* [408]. Le fascisme n'a-t-il pas instauré en effet la situation souhaitée par ces journaux ? Ces deux journaux n'ont-ils pas puissamment contribué au succès du fascisme dans les années 1920-1921 ? Pourquoi travaillent-ils aujourd'hui en sens contraire, pourquoi travaillent-ils à arracher au fascisme sa base populaire, à miner le terrain sous ses pieds, en semant la pagaille et en orientant les masses petites-bourgeoises vers les « idéaux de liberté »?

Évidemment, le *Corriere della Sera* et *La Stampa* ne sont pas deux « purs » journaux, ayant pour seul objectif de conserver et d'élargir le cercle de leurs abonnés et de leurs lecteurs en

---

[407] Comme le constatait en 1923 Giovanni Arnendola, en Italie méridionale le fascisme n'était et ne pouvait être qu' « un produit de pure importation ». Dès la « marche sur Rome », un conflit commença d'opposer les chemises noires à la vieille classe politique, réactionnaire et souvent corrompue, qui régnait sur cette partie de l'Italie depuis l'époque de Giolitti et qui tenta alors de jouer la carte de l'antifascisme. La crise éclata au grand jour au mois de mai 1923 : les manifestations populaires d'adhésion à la monarchie qui marquèrent la visite des souverains à Naples, ville où les *fasci* étaient dirigés par Aurelio Padovani, homme féru d'intransigeance « révolutionnaire », tout comme les manifestations du « sou » en Calabre et en Sicile (où les adversaires du régime arborèrent à leur boutonnière une pièce de 10 centesimi avec l'effigie de Victor-Emmanuel), furent autant de témoignages de l' « antifascisme » méridional. Il s'agissait dès lors de gagner au fascisme ces opposants par commodité. C'est ainsi que Mussolini en venait à encourager en sous-main une réunion de députés méridionaux soucieux d'obtenir l'appui du gouvernement contre les *fasci* locaux. L'intransigeant Padovani était exclu du P.N.F. et, surtout, la préparation des élections était mise à profit pour tenter d'intégrer à la liste fasciste les représentants de la vieille classe dirigeante (Orlando, De Nicola, Fera, Colosimo, De Nava, etc.). Le « méridionaliste » Agostino Lanzillo, vieux sorélien rallié au fascisme, fut même envoyé en mission dans le Midi pour lutter contre les vieilles coteries parlementaires.

[408] *La Stampa* (Turin) et le *Corriere della Sera* (Milan) représentaient les deux faces du libéralisme italien. *La Stampa* du sénateur Alfredo Frassati soutenait le libéralisme « progressiste » de Giolitti : après avoir applaudi, comme ce dernier, à la réaction fasciste contre les « excès » des révolutionnaires, *La Stampa* (dont le tiers des actions fut racheté par la FIAT en 1920) s'était alarmée au spectacle des atteintes à l'État libéral et était passée à l'opposition à l'époque de la crise Matteotti. Son tirage s'élevait, dans l'après-guerre, à 200 000 exemplaires. Le *Corriere della Sera* était animé par les frères Luigi et Alberto Albertini. Violemment hostile au giolittisme, il représentait l'aile conservatrice du libéralisme. Le *Corriere* commença d'abord par soutenir et encourager ouvertement le fascisme. Interdit provisoirement à l'époque de la « marche sur Rome », le journal des frères Albertini commença alors à réagir à son tour à la destruction du vieil État libéral et commença d'afficher son hostilité au fascisme. Après l'assassinat de Matteotti, il mena ouvertement campagne contre le régime. Son tirage s'éleva alors à près d'un million d'exemplaires.

insistant sur des thèmes chers à la mentalité de la masse ; s'il en était ainsi, à l'heure qu'il est, les deux journaux en question auraient déjà subi le fer et l'essence des escouades fascistes, et l'« occupation » de rédacteurs inféodés aux nouveaux maîtres. Le *Corriere* et *La Stampa* n'ont pas été occupés, ils ne se sont pas laissé occuper, parce que trois sortes d'« institutions » nationales n'ont pas été occupées et ne se sont pas laissé occuper : l'état-major, les banques (c'est-à-dire la Banque, la *Banca commerciale*, qui exerce un monopole incontesté) et la Confédération générale de l'industrie.

La Stampa et le *Corriere* sont, de toute tradition, les représentants de ces « institutions » ; ce sont les deux partis de ces institutions nationales. *La Stampa*, qui est plus « à gauche », pose aujourd'hui ouvertement la question d'un gouvernement radical-socialiste comme successeur éventuel du fascisme, et ne serait même pas opposée à ce qu'il y ait en Italie une expérience à la MacDonald : *La Stampa* se rend compte du danger méridional et cherche à y trouver remède en favorisant l'entrée de l'aristocratie ouvrière dans le système d'hégémonie gouvernementale septentrionale et piémontaise ; elle cherche, autrement dit, à obtenir que les forces révolutionnaires du Midi soient décapitées sur le plan national, à faire qu'une alliance entre les masses paysannes du Sud, qui ne pourront jamais à elles seules renverser le capitalisme, et la classe ouvrière du Nord, compromise et déshonorée par son alliance avec les exploiteurs, devienne impossible. Le *Corriere* a de la situation une conception plus « unitaire », plus « italienne » pour ainsi dire - plus commerciale et moins industrielle. Le *Corriere* a soutenu Salandra et Nitti, les deux premiers présidents méridionaux (les présidents siciliens[409] représentaient la Sicile et non le Midi, car la question sicilienne est manifestement différente de la question du Midi). Il a été favorable à l'Entente et non à l'Allemagne comme l'était *La Stampa,* il est perpétuellement libre-échangiste et pas seulement dans les périodes électorales giolittiennes comme c'est le cas pour *La Stampa*. Pendant la guerre, il ne s'est pas effrayé, comme l'a fait *La Stampa*, de voir l'appareil de l'État passer des mains de la bureaucratie maçonnique giolittienne aux mains des « pugliesi » de Salandra. Le *Corriere* est plus attaché au conservatisme, il irait même jusqu'à s'allier aux réformistes, mais seulement après que ces derniers seront passés sous plusieurs fourches caudines. Le *Corriere* désire un gouvernement « Amendola[410] », ce qui revient à désirer que ce soit la petite bourgeoisie méridionale et non l'aristocratie ouvrière du Nord qui entre officiellement comme partie prenante dans le système des forces effectivement dominantes : il veut en Italie une démocratie rurale, ayant pour chef militaire Cadorna (et non Badoglio, comme le voudrait *La Stampa* [411]), ayant pour chef

[409] Francesco Crispi fut Président du Conseil d'août 1887 à février 1891 et de décembre 1893 à mars 1896 ; Antonio Starabba di Rudini dirigea le gouvernement de février 1891 à mai 1892 et de mars 1896 à juin 1898, Vittorio Emanuele Orlando, enfin, d'octobre 1917 à juin 1919. Tous trois étaient siciliens.

[410] Giovanni Amendola était député de Salerno où il avait été élu sur les listes de la Démocratie libérale. En 1922, il avait contribué à lancer le journal *Il Mondo,* qui allait devenir le principal organe de l'opposition de l'« Aventin », et avait constitué, avec l'aide de Nitt, un parti démocrate où se rassemblèrent une trentaine de députés méridionaux. Ministre des Colonies dans le gouvernement Facta en 1922, il avait prêché la fermeté à l'égard du fascisme : non tant, du reste, par hostilité envers ce dernier, que pour répugner à l'illégalisme foncier du P.N.F. et des chemises noires. Se dressant, en vertu du même formalisme, contre la réforme électorale de 1923, il apparut dès ce moment-là comme le chef de l'« opposition constitutionnelle » (ainsi définie pour se différencier de l'opposition, de toujours, des socialistes et des communistes). Deux incidents, à la fin de la même année, renforcèrent cette « image de marque » : le 15 décembre 1923, à l'occasion d'un voyage du roi à Salerno, les autorités saisirent un prétexte fallacieux pour arrêter le leader démocrate (il s'agissait officiellement de le protéger contre d'éventuelles violences fascistes) et lui interdire de s'entretenir avec le souverain ; quelques jours plus tard, le 23 décembre, il fut attaqué dans les rues de Rome par un groupe de fascistes. Au dire de certains, enfin, le 10 juin 1924, les assassins de Matteotti auraient hésité dans le choix de leur victime et songé d'abord à enlever le député de Salerno.

[411] Jusqu'à la stabilisation définitive du régime, on évoque fréquemment la possibilité d'un coup d'État militaire dirigé contre Mussolini. Les noms le plus souvent cités étaient ceux de Cadorna, Badoglio, Cappello et Giardino. Le général Cadorna, qui avait l'appui des nationalistes et de la monarchie, aurait ouvert la voie à un gouvernement Salandra. Badoglio, qui, en février 1921, s'était démis de ses fonctions de chef d'état-major pour ne pas participer aux conspirations militaires ourdies par l'entourage du duc d'Aoste, aurait été plutôt l'homme d'Amendola. Traçant un

politique un Poincaré italien et non un Briand italien. Le *Corriere* ne redoute pas, comme le fait *La Stampa*, la perspective d'une nouvelle période à l'image de la décennie 1890-1900, une période où les insurrections des paysans méridionaux seraient systématiquement liées à des insurrections ouvrières, où, aux « fasci siciliens », correspondrait un « 1898 milanais » : C'est que le *Corriere* a confiance dans « les forces naturelles » et dans les canons de Bava-Beccaris[412]. *La Stampa* pense que Turati-D'Aragona-Modigliani sont des armes beaucoup plus sûres que les canons pour mater les révoltes paysannes et faire évacuer les usines occupées.

À ces conceptions précises et organiques du *Corriere* et de *La Stampa*, le fascisme oppose des discours et des mesures purement mécaniques et ridiculement spectaculaires.

Le fascisme est responsable de la destruction du système de protectionnisme ouvrier connu sous le nom de « coopératisme, de Reggio », sous celui de « Évangélisme prampolinien », etc. [413]. Le fascisme a privé les « démocrates » de ce qui était le moyen le plus efficace pour dévier sur les ouvriers la haine des masses paysannes qui doit se déverser sur les capitalistes. Le « parasitisme rouge » n'existe plus, mais les conditions du Midi ne s'en sont pas améliorées pour autant. Au « parasitisme rouge » a succédé le « parasitisme tricolore », comment éviter que le paysan méridional ne voie dans le fascisme une synthèse et un concentré de tous ses oppresseurs et de tous ses exploiteurs ? Une fois renversé le château de cartes du réformisme émilien-romagnol, il a bien fallu dissoudre la Garde royale à qui on ne pouvait plus faire boire les alcools anti-ouvriers. Les industriels ont pourtant fait quelque chose pour aider Mussolini : la Confédération générale de l'Industrie, lors de sa conférence de juin 1923, s'est exprimée en ces termes par la bouche de son président, le député Benni[414] : « Ainsi, voilà qu'arrivera bientôt à son terme une autre action, longue et complexe, que nous avons entamée en faveur du Midi italien. Nous voulons par une action pratique apporter notre contribution à la renaissance de l'Italie méridionale et insulaire, où se manifestent déjà les premiers indices prometteurs d'un salutaire réveil économique. Ce n'est pas une entreprise facile, mais il est nécessaire que la classe industrielle s'y emploie, parce qu'il est de l'intérêt de tous que la masse qui compose la Nation arrive à une fusion encore plus intime, sur la base des intérêts économiques. » Les industriels aident Mussolini à coups de belles phrases ; mais aux belles phrases n'ont pas tardé à succéder des actes plus significatifs que les mots : la main-mise sur les sociétés cotonnières de la région de Salerne et le transfert des machines, baptisées vieille ferraille, dans la région de l'industrie textile lombarde.

---

parallèle avec la II e République française, Piero Gobetti ne se privait d'ailleurs pas d'ironiser sur ce Badoglio-Changarnier de Ledru-Rollin-Amendola. À la fin de l'année 1923, Mussolini estima pourtant plus prudent d'éloigner le général en le nommant ambassadeur à Rio de Janeiro. Sur la fin de la crise Matteotti, l'hypothèse d'un coup d'État militaire fut de nouveau évoquée par Luigi Albertini dans son discours au Sénat du 3 décembre 1924 et le bruit courut dans la presse qu'Amendola, Albertini et le général Gaetano Giardino se préparaient à constituer un gouvernement militaire.

412 Le général Fiorenzo Bava-Beccaris avait réprimé de façon particulièrement brutale les émeutes de Milan de mai 1898. Commandant militaire de la place, il avait fait tirer au canon sur les manifestants et il y avait eu une centaine de morts et des dizaines de blessés. Son nom était ainsi devenu le symbole des excès auxquels pouvait s'abandonner la classe dominante lorsqu'elle se sentait menacée. Sur l'ensemble de cette période, cf., également, *Écrits politiques*, II, p. 57, n. 3.

413 Allusion à la « musette pastorale » de Camillo Prampolini et au système de coopératives, au demeurant admirable, qu'il avait développé en Émilie. Cf., sur ce point, *Écrits politiques*, II, p. 72, n. 2 et, sur Prampolini, *Écrits politiques*, I, p. 159, n. 1.

414 Principal actionnaire de la Montecatini, le sénateur Antonio Stefano Benni présida la *Confindustria* de janvier 1923 à décembre 1933. À l'époque de la « marche sur Rome », il avait été de ceux qui avaient fait pression sur Salandra pour qu'il s'effaçât devant Mussolini. Le discours auquel se réfère Gramsci fut prononcé à Turin, le 27 juin 1923, dans le cadre de l'assemblée annuelle de la *Confindustria.*

La question méridionale ne peut être résolue par la bourgeoisie autrement que de façon transitoire, épisodique ; par la corruption, et par le fer et par le feu. Le fascisme a exaspéré la situation et il l'a en grande partie clarifiée. Qu'elle ne se soit pas posé clairement le problème, dans toute son étendue, et en envisageant toutes ses conséquences politiques possibles, a entravé l'action de la classe ouvrière et a largement contribué à l'échec de la révolution des années 1919-1920.

Aujourd'hui ce problème est encore plus compliqué et plus difficile qu'il ne l'était à cette époque, mais il reste le problème central de toute révolution dans notre pays, celui de toute révolution qui veut connaître un lendemain ; c'est pourquoi il doit être posé avec hardiesse et détermination. Dans la situation actuelle, dans l'état de dépression où se trouvent les forces prolétariennes, les masses paysannes méridionales ont pris une énorme importance dans le camp révolutionnaire. Ou le prolétariat parvient, à travers son parti politique, à se créer durant cette période un système d'alliés dans le Midi, ou les masses paysannes recherchent des dirigeants politiques dans leur propre secteur, c'est-à-dire qu'elles s'abandonnent complètement entre les mains de la petite bourgeoisie amendolienne, se transforment en réserve de la contre-révolution, qu'elles en arrivent même au séparatisme et au recours aux armées étrangères dans l'éventualité d'une révolution purement limitée aux forces industrielles du Nord. C'est pourquoi le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan doit tenir particulièrement compte du Midi et bien se garder de confondre le problème des paysans méridionaux avec le problème général des rapports entre ville et campagne dans un ensemble économique organiquement soumis au régime capitaliste : la question méridionale est aussi une question territoriale, et c'est de ce point de vue qu'elle doit être examinée si l'on veut établir un programme de gouvernement ouvrier et paysan susceptible d'être largement appuyé par les masses.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo,* IIIe série, 15 mars 1924.

LE PROGRAMME DE L'ORDINE NUOVO [415]

---

[415] C'est, semble-t-il, dans une lettre de Mauro Scoccimarro à Gramsci, datée du 17 novembre 1923, que l'on trouve les premières références à la publication de *L'Ordine Nuovo,* IIIe série (la première étant constituée par *L'Ordine Nuovo* des années 1919-1920 ; la seconde, par le quotidien du P.C.I.). « Ta présence à Vienne - écrit Scoccimarro - permettra aussi de commencer la publication de la revue *L'Ordine Nuovo.* (...) Nous avons déjà commencé les démarches pour l'imprimerie (...). La revue pourrait commencer par sortir tous les quinze jours. Ensuite, après la transformation de *Stato Operaio* en quotidien, *L'Ordine Nuovo* pourrait devenir hebdomadaire » (« Gramsci - Carteggio 1923 », publié par P. Spriano, *Rinascita*, XXIII, 4, 22 janvier 1966, pp. 17-24). La publication de *L'Ordine Nuovo* n'était, on le sait, qu'un des nombreux projets de Gramsci, qui envisageait à la même époque la publication d'une revue théorique qui aurait dû s'intituler *Critica proletaria* et celle d'un journal consacré aux questions agraires, *Il Seme* (qui fut effectivement publié à partir de 1924 comme organe de l'Association de Défense des paysans pauvres qu'animait Giuseppe Di Vittorio). Dès son arrivée à Vienne, le 4 décembre 1923, Gramsci commença à préparer les premiers numéros du journal : cf., in *Écrits politiques*, II, pp. 231-236, ses lettres des 6 et 20 décembre 1923, ainsi que sa lettre à Scoccimarro du 5 janvier 1924, le postscriptum de sa lettre à Terracini du 13 janvier et sa lettre à Togliatti du 27 janvier. Deux points sont à retenir dans cette préparation : Gramsci exigea d'avoir le contrôle absolu de la revue et souhaita conférer à *L'Ordine Nuovo* une relative autonomie à l'égard du Parti, ce qu'exprima le sous-titre du journal : « Revue de politique et de culture ouvrière. » Le premier numéro parut le 1er mars 1924 et, comme les deux suivants (15 mars et ler-15 avril 1924), il fut entièrement organisé par Gramsci, toujours à Vienne. La publication de l'article « Contre le pessimisme » dans le no 2 permit en fait de définir le rôle que Gramsci souhaitait assigner au journal : liquider les fractions (de droite et de gauche) à l'intérieur du Parti et mettre en œuvre, ainsi qu'il l'écrivait à Togliatti et à Scoccimarro le 5 avril 1924 (*Écrits politiques*, II, pp. 296-299), la ligne préconisée par l'Exécutif de l'I.C. Le Service d'agitation et de propagande du Kominterm ne s'y trompa pas, qui signalait en 1925 que le rôle de *L'Ordine Nuovo* était de mener la lutte « contre la déviation d'extrême gauche » (S.A.P., « Le travail courant du P.C. italien », *La Correspondance Internationale*, V, 8, 4 février 1925).

Commençons par une constatation matérielle : les deux premiers numéros déjà sortis de *L'Ordine Nuovo* ont eu une diffusion (une diffusion *effective*[416]) qui a dépassé les chiffres les plus élevés atteints dans les années 1919-1920. On pourrait en tirer plusieurs conséquences. Contentons-nous d'en évoquer deux :

1° Dans la situation actuelle, une revue du genre de *L'Ordine Nuovo* répond à une nécessité fortement ressentie par la masse révolutionnaire italienne.

2° Il est possible d'assurer à *L'Ordine Nuovo* les conditions d'une autonomie financière par rapport au budget général de notre parti ; il suffit pour cela d'organiser le consentement qui s'est manifesté spontanément, l'organiser pour qu'il ait les moyens de continuer à se manifester, même dans l'hypothèse, d'ailleurs probable, où la réaction voudrait intervenir pour l'étouffer, pour empêcher toute liaison entre *L'Ordine Nuovo* et ses lecteurs, voire pour interdire, à un certain moment, que la revue soit imprimée en Italie.

La diffusion atteinte par les deux premiers numéros ne peut que dépendre de la position que *L'Ordine Nuovo* avait prise au cours des premières années de sa publication et qui consistait essentiellement en ceci :

1° Avoir su traduire en langage historique italien les principaux postulats de la doctrine et de la tactique de l'Internationale communiste. Dans les années 1919-1920, cette traduction s'est exprimée dans le mot d'ordre des conseils d'usine et du contrôle de la production, c'est-à-dire l'organisation de la masse de tous les producteurs par l'expropriation des expropriateurs, par la substitution du prolétariat à la bourgeoisie dans le gouvernement de l'industrie et donc nécessairement de l'État.

2 ° Avoir soutenu au sein du Parti socialiste, ce qui signifiait alors la majorité du prolétariat, le programme intégral de l'Internationale communiste et pas seulement une partie de ses thèses. C'est pourquoi, au IIe Congrès mondial, le camarade Lénine a pu dire que le groupe de *L'Ordine Nuovo* était la seule tendance du Parti socialiste qui représentât fidèlement lInternationale en Italie ; c'est aussi pourquoi les thèses formulées par la rédaction de *L'Ordine Nuovo* et présentées par la section de Turin au Conseil national de Milan d'avril 1920 furent désignées explicitement au IIe Congrès comme base de la réorganisation révolutionnaire en Italie[417].

Notre programme actuel doit reproduire dans la situation qui existe aujourd'hui en Italie, la position que nous avions prise en 1919-1920. Il doit refléter la situation objective actuelle, en intégrant les possibilités qui s'offrent au prolétariat pour une action autonome, de classe indépendante : il doit poursuivre, dans les termes politiques actuels, sa tradition d'interprète fidèle et intégral du programme de l'Internationale communiste. Le problème urgent, le mot d'ordre nécessaire d'aujourd'hui, c'est celui du gouvernement ouvrier et paysan : il s'agit de le populariser, de l'adapter aux conditions concrètes de l'Italie, de démontrer comment il jaillit de chaque épisode de notre vie nationale, comment il résume et contient en lui toutes les revendications de la multitude de partis et de tendances dans lesquels le fascisme a désagrégé la volonté politique de la classe ouvrière, et tout particulièrement des masses paysannes. Cela

---

[416] Le tirage de *L'Ordine Nuovo* s'éleva jusqu'à 5 000 exemplaires, voire 6 000, selon Togliatti. À titre de comparaison, *L'Unità* tirait à la même époque à 40 000 exemplaires et *Lo Stato Operaio*, revue créée par Togliatti, à 10 000.

[417] Il s'agit toujours de l'article « Pour une rénovation du Parti socialiste, in *Écrits politiques*, I, pp. 332-338. Cf., également, la « Chronique » de *L'Ordine Nuovo* du 9 octobre 1920, *ibid.*, pp. 400-402. *Page 111.*

ne signifie pas, naturellement, que nous devons négliger les questions plus proprement ouvrières et industrielles, tout au contraire.

L'expérience a démontré, y compris en Italie, quelle importance, dans la période actuelle, ont prise les organisations d'usine, de la cellule du Parti au comité d'entreprise, à la représentation de la masse des travailleurs. Nous croyons, par exemple, qu'il n'existe pas un réformiste aujourd'hui qui ait le front de soutenir que seuls les organisés ont le droit de participer aux élections professionnelles ; quiconque se souvient des luttes qu'il a fallu mener sur ce point peut mesurer le progrès que les réformistes eux-mêmes ont accompli sous la pression de l'expérience. Nous remettrons donc en discussion tous les problèmes des formes d'organisation dans l'usine car seule une puissante organisation du prolétariat, qui sera réalisée au moyen de tous les systèmes possibles en régime de réaction, évitera en effet que la campagne pour le gouvernement ouvrier et paysan ne se transforme en une répétition de l'... occupation des usines.

Dans l'article « Contre le pessimisme [418] » publié dans le dernier numéro, nous avons fait allusion à la ligne que notre parti doit suivre dans ses rapports avec l'Internationale communiste. Cet article n'était pas l'expression d'un seul individu, mais le résultat de tout un travail d'intelligence et d'échange d'opinions entre vieux rédacteurs et amis de *L'Ordine Nuovo ;* avant que d'être un commencement, c'était donc la résultante de la pensée d'un groupe de camarades à qui, en tout état de cause, on ne saurait dénier le mérite de connaître par l'expérience directe et par la longue habitude d'un travail actif les besoins de notre mouvement. Cet article a suscité quelques réactions qui ne nous ont pas étonnés, car il est inévitable que trois années de terrorisme, et par conséquent d'absence de grands débats, aient créé jusque chez les meilleurs camarades un certain esprit sectaire de fraction. Cette constatation entraîne une série de conséquences : en particulier, et c'est là, nous semble-t-il, la plus importante, la nécessité d'entreprendre tout un travail pour faire que les masses de notre parti atteignent un niveau politique égal à celui qu'ont atteint les plus grands partis de l'internationale. Relativement, nous sommes aujourd'hui, du fait des conditions créées par la Terreur Blanche, un petit parti ; mais, étant donné les conditions dans lesquelles elle vit et se développe, nous devons considérer notre organisation actuelle comme le noyau du futur encadrement d'un grand parti de masse. C'est de ce point de vue que nous devons voir tous nos problèmes et juger aussi chacun de nos camarades.

On compare souvent la période fasciste à la période de la guerre. Eh bien, une des faiblesses du Parti socialiste a été de ne s'être pas soucié pendant la guerre du noyau de 20 à 25 000 socialistes demeurés fidèles, de ne pas l'avoir considéré comme l'élément organisateur de la grande masse qui allait affluer après l'armistice. C'est ce qui explique qu'en 1919-1920 ce noyau a été submergé par le flot des nouveaux venus, et avec lui ont été submergées la pratique de l'organisation, l'expérience acquise par la classe ouvrière pendant les années les plus sombres et les plus dures. Nous serions des criminels si nous tombions dans la même erreur. Chacun des membres actuels du Parti a dû affronter une sélection sévère, il a dû faire la preuve de sa force de sacrifice et, à ce titre, il doit nous être particulièrement cher, le centre responsable doit l'aider à s'améliorer, à tirer des expériences qu'il a traversées tous les enseignements et toutes les indications qu'elles comportent. C'est en ce sens que *L'Ordine Nuovo* se propose de remplir une fonction spéciale dans le cadre de l'action du Parti.

[418] Cf., *supra,* pp. 99-104.

Il faut donc organiser le consentement qui s'est déjà manifesté. C'est là la tâche particulière des vieux amis de *L'Ordine Nuovo.* Nous avons dit qu'il suffira de rassembler en six mois les 50 000 lires nécessaires pour garantir l'indépendance de la revue. Pour atteindre ce but, il est indispensable de provoquer un mouvement de 500 camarades, dont chacun s'engagera sérieusement à collecter 100 lires en six mois parmi ses amis et connaissances. Nous tiendrons une liste exacte de ces camarades qui veulent collaborer à notre activité : ils seront comme les garants de nos ressources. La collecte des souscriptions peut être composée comme suit :

1° simples souscriptions de quelques sous ou de sommes plus importantes ;

2° abonnements de soutien,

3° cotisations pour faire face aux premières dépenses d'un cours par correspondance pour devenir organisateurs et propagandistes du Parti, ces cotisations ne pourront pas être intérieures à 10 lires et donneront droit à un nombre de leçons qui sera déterminé par le coût de l'ensemble, frais de port inclus.

Ce mécanisme nous permettra, comme nous le pensons, de recréer un appareil qui remplacera celui qui existait dans les années 1919-1920 en régime de liberté et grâce auquel *L'Ordine Nuovo* se maintenait en contact étroit avec les masses dans les usines et dans les cercles ouvriers. Le cours par correspondance doit devenir la première étape d'un mouvement pour la création de petites écoles du Parti, qui soient en mesure de créer des organisateurs et des propagandistes bolcheviques, non pas maximalistes, en d'autres termes qui aient un cerveau en plus de poumons et de cordes vocales. Aussi resterons-nous toujours en correspondance avec les meilleurs camarades, pour leur communiquer les expériences qui ont été faites dans ce domaine en Russie et dans les autres pays, pour les orienter, pour leur conseiller des livres à lire et les méthodes à appliquer. Nous croyons que les camarades émigrés doivent tout particulièrement travailler dans cette direction : partout où existe à l'étranger un groupe de dix camarades, doit naître une école du Parti. Ce sont les éléments les plus anciens et les plus rompus à l'action qui seront les instructeurs de ces écoles, ils feront bénéficier les plus jeunes de leur expérience, ils contribueront à élever le niveau politique de la masse. Certes, ce n'est pas avec ces moyens pédagogiques que peut-être résolu le grand problème historique de l'émancipation spirituelle de la classe ouvrière et notre intention n'est pas de proposer quelque solution utopique de ce problème. Notre tâche se limite au Parti, constitué d'éléments qui ont déjà prouvé, par le seul fait qu'ils ont adhéré au Parti, qu'ils avaient un niveau certain d'émancipation spirituelle : notre tâche est d'améliorer nos cadres, de les préparer à affronter les prochaines luttes. Dans la pratique, celles-ci se présenteront également dans ces termes : rendue prudente par la réaction sanglante, pendant un certain temps, la classe ouvrière dans son ensemble se méfiera des éléments révolutionnaires, elle voudra les voir à l'épreuve du travail pratique, elle voudra jauger leur sérieux et leur compétence. Il faut que nous parvenions à battre sur ce terrain aussi les réformistes qui sont, sans contestation possible, le Parti qui a aujourd'hui les cadres les meilleurs et les plus nombreux. Si nous ne nous efforçons pas d'y parvenir, nous ne ferons certainement pas beaucoup de pas en avant. Les vieux amis de *L'Ordine Nuovo,* et en particulier ceux qui ont travaillé à Turin en 1919-1920, comprennent bien toute l'importance de ce problème, parce qu'ils se rappellent comment à Turin on n'est parvenu à éliminer les réformistes des postes de responsabilité qu'au fur et à mesure que se formaient, à partir des conseils d'usine, des camarades ouvriers capables d'un travail pratique et pas seulement de crier : Vive la révolution ! Ils se rappellent aussi comment, en 1921, il n'a pas été possible d'enlever aux opportunistes plusieurs positions importantes comme Alessandria, Biella, Vercelli, parce que nous n'avions pas les éléments d'organisation à la hauteur des tâches à accomplir ; les majorités dont nous disposions dans ces centres se sont dispersées à cause de notre faiblesse en matière d'organisation. Et en revanche, dans quelques centres, par exemple à

Venise, il a suffi d'un seul élément capable pour nous permettre de gagner la majorité après un actif travail de propagande et d'organisation des cellules d'entreprise et des cellules syndicales [419]. L'expérience de tous les pays a démontré combien il est vrai que les situations les plus favorables peuvent se retourner du fait de la faiblesse des cadres du parti révolutionnaire ; les mots d'ordre ne servent qu'à mettre en mouvement les grandes masses en leur donnant l'orientation générale ; mais gare ! si le parti responsable n'a pas pensé à les organiser pratiquement, à créer une structure qui les discipline et leur confère une puissance durable ; l'occupation des usines nous a beaucoup appris dans ce domaine.

Pour aider les écoles du Parti dans leur travail, nous nous proposons de publier toute une série d'opuscules et quelques livres. Mentionnons parmi les opuscules :

1° des exposés élémentaires du marxisme ;

2° un exposé concernant le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan tel qu'il peut s'appliquer à l'Italie ;

3° un petit manuel du propagandiste qui contient les données essentielles sur la vie économique et politique italienne, sur les partis politiques italiens, etc., en somme les matériaux indispensables pour la propagande courante que permet de faire la lecture en commun des journaux bourgeois. Nous voudrions faire une édition italienne du *Manifeste des Communistes* avec les notes du camarade D. Riazanov[420] : dans leur ensemble, ces notes constituent, sous une forme populaire, un exposé complet de nos doctrines. Nous voudrions imprimer également une anthologie du matérialisme historique, c'est-à-dire un recueil des textes les plus significatifs de Marx et Engels fournissant un tableau d'ensemble des œuvres de nos deux grands maîtres.

Les résultats obtenus jusqu'ici permettent d'espérer qu'on pourra continuer en étant assuré du succès. Au travail donc : nos meilleurs camarades doivent se persuader qu'il s'agit aussi d'un acte politique, d'une manifestation de la vitalité et de la capacité de développement de notre mouvement, par conséquent d'une manifestation antifasciste et révolutionnaire.

Pour la rédaction de *L'Ordine Nuovo,* Antonio Gramsci.

Toutes la correspondance et les souscriptions doivent être envoyées à *L'Ordine Nuovo* par l'entremise de l'organisation du Parti, pour la continuité et le contrôle. Les camarades émigrés de bonne volonté sont priés de se mettre en contact avec nous au plus vite et de nous envoyer indications et suggestions pratiques.

L'Ordine Nuovo, IIIe série, 1-15 avril 1924.

---

[419] Gramsci pense probablement à Igino Borin. Docker à Venise, Borin dirigeait les comités syndicaux communistes des marins et des dockers. Il avait été élu député dans la même circonscription que Gramsci. Arrêté en 1926, il fut condamné à 16 ans de prison. Sur son activité syndicale, cf. G. Perillo, « I comunisti e la litta di classe in Liguria (novembre 1922-novembre 1926) : II. Dalle elezioni politiche alla riforma della C.G.L. (1924) », *Movimento operaio e socialista,* XVII, 2-3, avril-septembre 1971, pp. 159-198, *passim.*

[420] Gramsci avait déjà évoqué ce projet dans une lettre au Comité exécutif du P.C.I. du 20 décembre 1923, et s'était même attaqué à la traduction du texte de Riazanov. Cf. *Écrits politiques,* II, p. 235.

APRÈS LA CONFÉRENCE DE CÔME [421]

I

PRÉALABLE

L'organisation communiste italienne est dotée d'une homogénéité fondamentale, granitique : telle est la première constatation, la plus importante aussi, que permet de faire la récente conférence de notre Parti. La discussion qui s'est engagée, le nouveau regroupement qui s'est opéré entre les divers éléments de la couche dirigeante ne représentent donc pas, même partiellement, un signe de faiblesse, un symptôme de désagrégation, même en puissance, fût-ce à l'état d'ébauche. Il ne s'agit nullement de ce phénomène morbide qui caractérise tous les partis socialistes : les diverses tendances prennent périodiquement conscience de ne plus pouvoir cohabiter pacifiquement sans passer par un examen réciproque, un règlement de comptes réciproque ; une kyrielle de compromis sur les principes évitent alors les fractures irrémédiables et débouchent mécaniquement sur un nouvel équilibre interne. Rien de tout cela, ici, mais au contraire, sur la base d'une unité rigoureuse, la recherche de nouvelles voies pour développer l'organisation primitive et atteindre à un plan supérieur d'activité : le parti peut ainsi s'étendre, élargir sa sphère d'influence, s'adapter à la nouvelle situation qui s'annonce favorable à une reprise du mouvement révolutionnaire. On peut dire qu'au cours de sa dernière conférence, notre parti s'est, pour la première fois, posé explicitement le problème de devenir le parti des masses italiennes, des masses les plus larges, de devenir le parti qui réalise l'hégémonie du prolétariat dans le vaste cadre de l'alliance entre la classe ouvrière et la masse des paysans.

Cette conférence a été la première assemblée nationale du Parti depuis le Congrès de Rome de mars 1922. Il faut en tenir compte si l'on veut évaluer exactement la portée du vote qui s'y est déroulé. Ce dernier ne peut être en effet interprété que d'une seule façon : l'écrasante majorité du parti considère que c'est à Livourne que s'est constitué le noyau vital du Parti communiste d'Italie et que les résultats du Congrès de Livourne représentent un acquis historique[422]. Trois ans et demi de luttes, de sacrifices, d'activité ont permis à ce noyau de prendre conscience que seule son organisation a été capable d'accumuler l'expérience théorique et pratique nécessaire au prolétariat italien pour s'émanciper, pour se constituer en classe dominante. Qu'il s'opère grâce à des adhésions individuelles ou par des fusions successives avec des groupes plus ou moins importants qui se sépareraient d'autres partis, le développement ultérieur du Parti ne peut donc être que le développement organique du noyau actuel, une assimilation à ce noyau et nullement une juxtaposition mécanique. C'est cette volonté qu'a voulu désigner le vote : celle d'une maturité politique qui fait savoir résolument qu'elle n'entend pas, sur ce terrain, procéder à des compromis ou à des marchandages.

---

[421] En vue de préparer le Ve Congrès de l'Internationale communiste, une conférence nationale du P.C. d'Italie réunissant les délégués du Comité central et des Fédérations provinciales se tint clandestinement dans les environs de Côme en mai 1924. Trois motions s'affrontèrent, présentées respectivement par Tasca (pour la « droite »), Togliatti (pour le « centre ») et Bordiga (pour la « gauche »). Le vote fit apparaître que la majorité des cadres du Parti demeurait acquise à Bordiga et aux « Thèses de Rome » de 1922 : 35 secrétaires fédéraux sur 45, 4 des 5 secrétaires interrégionaux, 4 membres du Comité central et le représentant des Jeunesses communistes votèrent pour la motion présentée par la « gauche ». La « droite », bénéficia de l'appui de 5 secrétaires fédéraux, 1 secrétaire interrégional et 4 membres du Comité central. Quoique s'appuyant sur Gramsci (qui fit désormais partie du Comité exécutif du P.C.), le « centre » ne fut soutenu que par 4 secrétaires fédéraux et 4 membres du Comité central.

[422] Les motions présentées par la « gauche », et le « centre » se référaient explicitement à cet « acquis historique » ; la motion de la « droite » ne soufflait mot, en revanche, de la scission de Livourne, que Tasca et ses amis avaient, on l'a dit, remise très vite en question. Cf., sur ce point, *Écrits politiques,* II, p. 301, n. 2.

Comment développer le Parti, le transformer en parti de masse ? C'est précisément sur ce point que doit s'ouvrir la discussion, que doit s'opérer aussi un nouveau regroupement à l'intérieur du Parti. Les deux années qui ont suivi le Congrès de Rome ont vu se dérouler une expérience vitale : celle-ci a démontré que les thèses sur la tactique que le Congrès de Rome avait votées à titre consultatif[423] ne peuvent représenter la plate-forme qu'exige le développement du Parti. Le Parti ne peut se développer que comme section italienne de l'internationale communiste, du Parti mondial du prolétariat révolutionnaire ; et, partant, ce n'est pas seulement par discipline, mais aussi par conviction, qu'il doit accepter la doctrine et la tactique de l'Internationale communiste. À l'époque du Congrès de Rome, le noyau fondamental du Parti était encore jeune, il n'était pas encore éprouvé et soudé par la lutte, il commençait à peine de sortir de sa première période organisationnelle ; il s'agissait de maintenir son unité : on fut donc forcé de voter les thèses sur la tactique qui renforçaient l'unité nationale tout en ouvrant une crise dans le domaine international [424]. La situation - le fascisme - a empêché de résoudre à temps cette contradiction criante ; mais au moins les événements ont-ils fait apparaître avec d'autant plus d'évidence les raisons qui font qu'il est urgent, aujourd'hui, de résoudre cette contradiction. Les événements ont démontré que, si l'on ne procède pas en plein et profond accord avec les normes internationales, il est impossible d'organiser solidement un parti communiste. Que s'est-il passé, en effet ? Le drapeau de l'Internationale a d'abord été utilisé pour regrouper tous les éléments malsains du Parti [425], pour diffuser un état de malaise et de gêne, pour freiner l'application de la discipline intérieure avec toute la rigueur et toute la sévérité qu'exigeait la situation politique. La chose était inévitable et il est inévitable qu'elle se reproduise encore : tant que la question des rapports avec l'Internationale ne sera pas résolue de manière rigoureuse, et même si l'actuel groupe de droite a fait des efforts louables pour larguer le lest qui le compromettait, à la droite de cette droite se constitueront, dans tous les égouts du Parti, de nouveaux groupes de « fidèles » à l'Internationale.

Il faut donc doter le Parti d'une nouvelle plate-forme, il faut revoir les thèses du Congrès de Rome. Mais il ne s'agit pas tant d'engager une discussion de principe, de caractère théorique et abstrait, que d'envisager les solutions pratiques à apporter aux problèmes immédiats que doivent affronter le mouvement ouvrier et paysan et donc le Parti. Il faut arriver à ce que la discussion intéresse tous les membres du parti, qu'elle soit menée en termes suffisamment clairs pour que chaque cellule d'entreprise ou de village puisse l'assimiler et en répercuter ainsi les résultats dans toute la masse ouvrière et paysanne.

Deux nœuds de problèmes doivent constituer la base générale de la discussion et c'est sur eux que doit porter tout spécialement l'attention du Parti.

---

[423] Cf. *Écrits politiques,* II, pp. 263-264. Ce n'est, on l'a dit, qu'à la veille de la Conférence de Côme que la direction du P.C. d'Italie se décida à rendre enfin publiques les critiques que l'Exécutif de l'I.C. avait formulées à l'égard des « Thèses de Rome ».

[424] Gramsci avait déjà développé ce thème dans une lettre du 9 février 1924 : « Amadeo [Bordiga] se place au point de vue d'une minorité internationale. Nous devons nous placer au point de vue d'une majorité nationale » (*Écrits politiques,* II, p. 268). Togliatti devait le reprendre devant le Ve Congrès de l'Internationale communiste : « ... En votant, même à titre consultatif, les thèses que l'Internationale a désavouées, nous avons ouvert une crise internationale pour éviter une crise intérieure qui aurait eu des conséquences bien plus graves, (« Ve Congrès - 13e séance [25 juin 1924] », *La Correspondance Internationale,* IV, 46, 21 juillet 1924, p. 488).

[425] Cette diatribe vise évidemment un certain nombre d'anciens maximalistes regroupés dans la « minorité » (ou « droite ») que dirigeait Tasca : au premier chef, Bombacci, mais aussi des « liquidateurs » comme Garosi et Graziadei, des « révisionnistes » comme Belloni et Remondino, voire, si l'on en croit une lettre d'avril 1924, un vieux révolutionnaire comme Misiano (A Pietro Tresso, avril 1924, in *Écrits politiques,* II, p. 301).

1° *La question syndicale.* On ne doit pas seulement la voir dans ses aspects formels, mais surtout dans sa substance la plus intime, comme porteuse de développements ultérieurs. Si nous continuons à baser notre « activité » syndicale sur le prêche des absents, nous courons le risque de nous perdre dans des polémiques purement verbales et de nous vouer à la stérilité en menant une propagande sans résultats pratiques. Si les syndicats sont en crise, ce n'est pas parce que leur forme est inadéquate, c'est qu'ils ne remplissent plus leur fonction ou ne le font que pour une petite couche d'ouvriers qualifiés. Tout en tenant particulièrement compte de l'activité des cellules communistes d'usine et de village, il ne faut donc pas se contenter d'étudier le problème de l'action syndicale proprement dite. Cette action s'exprime aujourd'hui dans des luttes sporadiques extérieures aux syndicats officiels et, puisque ceux-ci continuent à vouloir systématiquement briller par leur absence, ces luttes doivent être élargies et centralisées par les noyaux du Parti. Résoudre ce problème, c'est réaliser le contact entre le parti et les grandes masses, c'est faire avancer d'un grand pas toutes nos questions d'organisation, y compris celle de nos rapports avec le Parti maximaliste et le Parti unitaire.

2° *Gouvernement ouvrier et paysan.* C'est là la formule qui doit rassembler tous les motifs de la lutte générale contre le fascisme que doit permettre de mener, sur le plan national, l'alliance des ouvriers et des paysans, spécialement des masses paysannes d'Italie méridionale. Le Parti doit l'étudier concrètement, en tenant compte de toutes les situations régionales et locales et de l'attitude, à la Chambre et dans le pays, des différents partis petits-bourgeois d'opposition qui s'appuient particulièrement sur les masses paysannes.

La discussion qui s'est ouverte au cours de la récente conférence doit rendre tous les membres du Parti pleinement avertis sur ces deux ensembles de problèmes dont la solution commande la politique générale du mouvement communiste italien et permet de résoudre implicitement toutes les questions organisationnelles ou plus proprement politiques qui se posent à notre parti. C'est à cette seule condition que le prochain congrès national [426] pourra constituer une centrale jouissant de toute l'autorité nécessaire pour guider les grandes luttes que le prolétariat devra affronter.

Signé A. Gramsci, *Lo Stato Operaio,* II, 19, 5 mai [en fait : juin] 1924.

II

NOTE sur : APRÈS LA CONFÉRENCE DE CÔME [427]

[426] Ce sera le Congrès de Lyon de janvier 1926.

[427] La deuxième partie de cette suite d'articles est constituée par un texte d'Angelo Tasca, « " Opportunismo di destra " e tattica sindacale ["Opportunisme de droite " et tactique syndicale] », qu'il ne nous a pas paru nécessaire de traduire ici. Tasca y fait l'historique de la situation de la section socialiste turinoise et du groupe de *L'Ordine Nuovo,* et de ses rapports avec ce dernier, à l'époque de la « grève des aiguilles » d'avril 1920. Le problème avait été en effet évoqué par Gramsci dans son intervention à la Conférence de Côme : « Nous, de la tendance de *L'Ordine Nuovo,* même avant la constitution du Parti, nous avons toujours estimé qu'il fallait nous appuyer sur la gauche plutôt que sur la droite. Nous considérions que toute autre attitude aurait abouti à renforcer des tendances dont nous nous sentons très éloignés. Je rappellerai à ce propos qu'à Turin, à la veille et immédiatement après la grève générale d'avril 1920, nous avons fini par rompre avec le groupe que représentait le camarade Tasca et, voyant le danger opportuniste que comportait la droite, nous avons préféré nous allier avec les abstentionnistes et même, à un certain moment, leur laisser tout à fait la direction de la section » (« La Conferenza di Como, II, Intervento di Gramsci », in *La Costruzione del Partito communista, 1923-1926,* pp. 459-460).

Je ne m'attarderai pas sur les allusions aussi élégantes que gracieuses du camarade Tasca aux « psychologies élémentaires qui permettent les escroqueries à l'américaine et la vente de la sempiternelle camelote » ; je chercherai, autant que possible, à rester sur le terrain d'une discussion sereine entre camarades, terrain que Tasca, à l'inverse, se plaît fréquemment à abandonner pour sacrifier au goût discutable des petites phrases... littéraires et des formules... éducatives.

Le problème politique concret dont nous discutons aujourd'hui dans un autre cadre, dans un système de rapports radicalement transformé, est le même que celui qu'a dû affronter, en 1919-1920, la gauche de l'organisation turinoise du Parti socialiste italien : sur quelle base doit s'organiser le Parti communiste d'Italie. En 1920, le camarade Tasca n'était pas d'accord avec moi sur la solution à apporter à ce problème ; et, j'insiste, ce n'était pas là qu'un désaccord épisodique qui se serait manifesté occasionnellement : c'était un désaccord permanent sur les orientations tactiques.

Le camarade Tasca continue d'affirmer aujourd'hui dans sa lettre qu'en 1919-1920 « l'infantilisme de gauche » constituait un danger plus sérieux que l'opportunisme de droite. Évidemment, le camarade Tasca est libre de proférer ce genre d'énormités, mais il faut lui rappeler que ce n'était pas là, en 1920, la position de l'Internationale communiste ; il faut lui rappeler que le IIe Congrès a proclamé précisément le contraire, il faut lui rappeler que, dans son livre sur *La maladie infantile du communisme,* c'est précisément dans l'opportunisme de droite que Lénine voit l'une des principales causes du « gauchisme » ; il faut lui rappeler qu'en 1920 l'Internationale n'a pas songé le moins du monde à exclure Bordiga et les abstentionnistes, mais a dû au contraire exclure Serrati et la fraction des communistes unitaires.

Et voici comment se sont passées les choses au sein de l'organisation de Turin, aussitôt après le Congrès de Bologne et les élections parlementaires de 1919. Un nouveau comité de section devait être élu en janvier 1920 [428]. Le groupe de *L'Ordine Nuovo* décida que le nouveau comité devrait sanctionner notre alliance avec la fraction abstentionniste, qui s'était déjà formée dans le domaine des conseils d'usine et des syndicats, contre les réformistes que représentait surtout la bureaucratie syndicale. On présenta une motion dans ce sens à l'assemblée de section qui l'adopta à la quasi-unanimité. L'assemblée mandata le comité électoral, dont faisait partie le camarade Tasca, pour appliquer cette décision. Que s'est-il passé ? Trois jours avant le vote, usant d'un procédé que les abstentionnistes étaient pleinement en droit de proclamer illégal, le camarade Tasca a abandonné la plate-forme adoptée par l'assemblée de section, il a rompu l'accord avec les abstentionnistes et établi une liste de candidats dans laquelle étincelaient les noms des plus fameux réformistes ou opportunistes du mandarinat syndical *(et par exemple, je m'en souviens, celui du typographe Garnerone, adversaire acharné du mouvement des conseils*). Les choses ne se sont pourtant pas passées comme l'entendait le camarade Tasca : la liste qu'il avait préparée n'en fut pas moins battue par une liste que l'urgence de la situation avait contraint d'improviser au pied levé et qui comprenait huit abstentionnistes et trois

---

[428] Ce n'est pas la première fois, au vrai, que Gramsci fait l'historique de son désaccord avec Tasca : cf., en particulier, « Chronique (12 juin 1920) », in *Écrits politiques,* I, pp. 351-353, « Le programme de *L'Ordine Nuovo, ibid.,* pp. 368-377, et « La relazione Tasca e il congresso camerale di Torino », 5 juin 1920, in *L'Ordine Nuovo 1919-1920,* Turin, 1955, pp. 127-131. Mais jusqu'alors, la rupture avec Tasca était datée du Congrès de la Bourse du travail de Turin de mai 1920. Dans sa lettre à Scoccimarro du 5 janvier 1924, il note au contraire : « Tasca (...) s'était détaché de nous depuis le mois de janvier » (*Écrits politiques,* II, p. 242). Rédigé par Gramsci et publié dans *L'Ordine Nuovo,* le programme électoral du futur comité avait effectivement pour centre un problème sur lequel le désaccord avec Tasca était inévitable : celui du développement des conseils et du contrôle ouvrier, indépendamment de toute intervention des syndicats. Cf. « Programma d'azione della sezione socialista torinese », in *L'Ordine Nuovo,* I, 35, 24-31 janvier 1920 ; *op. cit.,* pp. 392-396.

membres du groupe de *L'Ordine Nuovo* (Togliatti, Enea Matta [429] et le soussigné). Ce comité, qui avait été élu dans des conditions difficiles et qui était la cible d'une campagne furieuse de la part des amis du camarade Tasca, eut l'honneur de guider la grève d'avril 1920.

Le camarade Tasca a cherché à prendre sa revanche dans le domaine syndical, il a cherché à réaliser dans le domaine syndical cette alliance par surprise avec les réformistes à laquelle il n'était pas parvenu dans la section socialiste. Comme c'est toujours le cas pour les mouvements qui n'ont pas réussi, la grève d'avril avait charrié dans son sillage une masse de récriminations et de polémiques : les réformistes redressèrent la tête ; au cours de l'assemblée générale du parti convoquée après la grève, ils réclamèrent bruyamment la démission du comité et M. Luigi Chignoli [430] se livra à une attaque frénétique, de nature franchement policière et provocatrice.

L'assemblée n'en a pas moins voté, dans sa majorité, la confiance au comité. Lors du congrès de la Bourse du travail qui s'est tenu en mai 1920, le camarade Tascas est allié, avec les réformistes, il s'est partagé, le secrétariat de la Bourse avec ce même M. Chignoli [431] et il l'a fait sans aucun mandat de la section, sans avertir le comité, sans faire connaître ses intentions au groupe de *L'Ordine Nuovo,* auquel la masse ouvrière le croyait étroitement lié, dont on pensait même qu'il était un représentant autorisé. Naturellement, nous l'avons attaqué et nous ne l'avons pas ménagé. Deux types de considérations nous ont amenés à le faire :

1° il était intervenu au congrès de la Bourse du travail et y avait soutenu, sans crier gare, une ligne opposée à celle de la section, dans le droit fil d'une tradition individualiste qu'il fallait combattre ;

2° *nous* devions montrer tout le danger que comportaient ses thèses, qui aboutissaient à subordonner les conseils d'usine aux syndicats au moment où les syndicats étaient encore dominés par les réformistes. Les thèses du IIe Congrès sur les syndicats et les conseils d'usine n'ont certes pas donné raison à Tasca sur ce point et l'on ne peut que s'étonner de la... gaieté des affirmations que sa lettre avance à ce sujet [432].

Nous manquons de place pour démontrer combien Tasca... exagère dans toutes les affirmations que contient la dernière partie de sa lettre. Je veux seulement faire noter tout ce qu'il y a de mal venu dans son attaque contre le comité d'étude des conseils[433], qui a accompli brillamment son devoir tout au long de l'année 1920 : ce n'était certainement pas à des gens de l'acabit du Chignoli de la Bourse du travail que le comité d'étude aurait pu s'en remettre pour apprécier la nature de ses travaux et l'importance de son activité. Je me contente aujourd'hui de résumer brièvement :

---

429 Sur Enea Matta, ouvrier métallurgiste, qui collaborait à *L'Ordine Nuovo,* cf. *Écrits politiques,* I, p. 244, n. 1.

430 Réformiste, Luigi Chignoli n'en avait pas moins été arrêté après l'insurrection de Turin d'août 1917. Jugé en même temps que Serrati, il avait été acquitté le 2 août 1918. Élu secrétaire de la Bourse du travail, à l'époque de l'occupation des usines, il s'était montré favorable à l'élargissement du mouvement.

431 Il s'agit, bien entendu, du Congrès dont on vient de parler et qui se tint du 23 au 28 mai 1920. La motion réformiste présentée par Chignoli l'emporta par 53 000 voix contre 47 000 pour le texte proposé par Leo Galetto, collaborateur de l'édition turinoise de l'*Avanti !* et lié au groupe de *L'Ordine Nuovo*. La nouvelle Commission exécutive de la Bourse du travail rassembla, toutefois, des représentants de toutes les tendances ; Enea Matta, par exemple, fut nommé secrétaire adjoint.

432 Selon Tasca, la position de Gramsci sur les rapports entre syndicats et conseils aurait été pleinement démentie par les thèses du IIe Congrès de l'Internationale communiste et - ajoute-t-il -par l'expérience.

433 Au terme d'une discussion sur le problème des conseils ouvriers, l'assemblée générale de la Section socialiste de Turin décida de créer, le 6 décembre 1919, un « Comité d'étude des Conseils d'usine ». Ce comité fut placé sous la direction de Togliatti et eut pour secrétaire Andrea Viglongo.

1° Si le camarade Tasca a été en désaccord avec le groupe de *L'Ordine Nuovo* en 1920, c'est qu'il voyait le danger à gauche ; tandis que nous, interprétant fidèlement la tactique de l'Internationale, nous voyions le danger à droite et cherchions à nous allier avec les gauches pour construire une grande fraction de gauche ; le camarade Tasca s'est étroitement uni aux éléments réformistes et opportunistes les plus discrédités tels que Chignoli.

2° Il ne s'est pas agi d'un désaccord fortuit mais permanent ; à l'époque de l'occupation des usines, l'attitude prise par Tasca devant le Conseil national de la C.G.L. en a offert une dernière illustration[434] ; à l'unanimité (moins Oreste Bertero[435]), l'assemblée de section de Turin qui s'est réunie dès la fin du mouvement de septembre a désavoué cette attitude.

3° Ce désaccord a resurgi, dans des termes semblables, à l'intérieur du Parti communiste et il a été à l'origine de l'attitude de ce qui est aujourd'hui le centre au moment du Congrès de Rome : nous avons choisi alors, et nous sommes encore persuadés aujourd'hui d'avoir eu raison sur ce point particulier, de voter avec la gauche contre la droite ; j'avais défini notre position particulière devant l'assemblée de la section turinoise dans une motion qui a été votée à l'unanimité (motion publiée dans *L'Ordine Nuovo* en février 1922 [436]). Ce désaccord s'est atténué aujourd'hui, mais il n'a pas complètement disparu. C'est pourquoi, dans la discussion en cours à l'intérieur du Parti, nous nous sommes présentés comme un groupe indépendant, et de la gauche, et de la droite. Si nous entendons, en effet, combattre certains points de vue du camarade Bordiga qui, dans la situation actuelle, nous paraissent être devenus effectivement dangereux pour le développement de notre mouvement, nous entendons pourtant demeurer fermement sur notre position des années 1920-1921-1922, en affirmant une fois de plus que ce n'est que sur le terrain de la gauche que peut continuer d'exister et de se développer le noyau vital du Parti communiste d'Italie.

Signé Antonio Gramsci. *Lo Stato Operaio,* 11, 19, 5 mai [en fait : juin] 1924.

LA CRISE DE LA PETITE BOURGEOISIE.

La crise politique provoquée par l'assassinat de Matteotti continue de se développer[437] et on ne peut pas encore dire quelle en sera l'issue.

---

[434] Gramsci se réfère à la réunion de Milan des 9-11 septembre 1920 au cours de laquelle la révolution fut littéralement « mise aux voix » et repoussée : cf., sur ce point, *Écrits politiques*, I, p. 379, n. 2 ; 11, pp. 162, n. 2 ; 163, n. 1 ; 166, n. 1 ; ainsi que G. Bosio, « L'occupazionedelle fabbriche e i gruppi dirigenti e di pressione del movimento operaio », in 1920. *La grande speranza,* numéro spécial de *Il Ponte* (XXVI, 10 octobre 1970, pp. 1136-1190). Tasca, qui avait été, semble-t-il, à l'origine de la convocation de ces « états généraux » du mouvement ouvrier, s'y montra ouvertement favorable à une extension révolutionnaire du mouvement d'occupation des usines et y prit la parole en faveur de la « motion révolutionnaire » présentée par Bucco et Schiavello. Mais, tout comme Togliatti, qui participa avec lui à cette réunion, il s'opposa à tous ceux qui invitaient les Turinois à prendre l'initiative du déclenchement de l'insurrection. La récente grève d'avril n'avait en effet que trop démontré combien les Turinois risquaient de se retrouver isolés - ce que Gramsci allait, du reste, rappeler dans un article consacré au premier anniversaire de l'occupation des usines (« Avril et septembre 1920 », 7 septembre 1921 in *Écrits Politiques*, II, pp. 162-164).

[435] C'est là, pour Gramsci, l'un des prototypes du « mandarin syndical ». Réformiste, membre de la Commission exécutive de la Section socialiste de Turin (mars 1917), Bertero s'était en particulier montré favorable à la participation des socialistes aux Comités de guerre. À l'époque de l'occupation des usines, il avait fait partie de la délégation de la F.I.O.M. qui, le 15 septembre 1920, se concerta avec Giolitti pour « liquider », le mouvement.

[436] Gramisci s'est déjà référé à cette réunion dans sa lettre du 9 février 1921 à Togliatti, Terracini, etc. Cf. *Écrits politiques,* II, pp. 263-261.

[437] Une nouvelle loi électorale, préparée par Giacomo Acerbo, avait été adoptée le 15 juillet 1923 : elle visait à assurer les trois quarts des sièges au parti majoritaire. Les élections du 6 avril 1924 n'en furent pas moins marquées par des « méthodes de lutte - la formule est de Giolitti - (...) indignes d'un pays civilisé » ; outre les violences, les pressions physiques et morales, la fraude se donna libre cours et, fait exceptionnel pour l'Italie, il y eut 37 %

Elle présente des aspects divers et multiples. Notons avant tout la lutte qui s'est rallumée autour du gouvernement entre forces opposées du monde ploutocratique et financier pour la conquête de la part des uns, la conservation, de la part des autres, d'une influence prédominante dans le gouvernement de l'État. À l'oligarchie financière dont les aboutissants sont à la Banque commerciale s'opposent les forces qui naguère, avant sa faillite, se rassemblaient autour de la Banque d'escompte, et qui tendent à reconstituer aujourd'hui leur propre organisme financier qui devrait évincer l'influence prédominante de la Banque commerciale [438]. Leur mot d'ordre est « constitution d'un gouvernement de reconstruction nationale », avec éjection de lest (il faut entendre les responsables de l'actuelle politique financière). Il s'agit en substance d'un groupe de requins non moins néfastes que les autres qui, derrière le masque de l'indignation pour l'assassinat de Matteotti et au nom de la « justice », se lancent à l'abordage des caisses de l'État. L'occasion est belle et ils cherchent naturellement à ne pas la laisser échapper.

Toutefois, du point de vue de la classe ouvrière, le fait le plus important n'est pas là, il est dans la répercussion extrêmement forte que les événements de ces derniers jours ont eue dans les milieux de la moyenne et petite bourgeoisie : la crise de la petite bourgeoisie s'accentue gravement.

Si l'on tient compte des origines et de la nature sociale du fascisme, on comprendra l'importance énorme de ce fait qui vient miner les bases de la domination fasciste. Ce déplacement soudain et radical de l'opinion publique qui s'est polarisée autour des partis de ce qu'on nomme « l'opposition constitutionnelle » place ces partis au premier rang de la lutte politique : ils doivent se rendre compte, comme certaines couches de la classe ouvrière, des nécessités et des conditions qu'une telle lutte impose.

Dans le camp ouvrier, la répercussion immédiate de ce déplacement des forces ne s'est pas fait attendre : le prolétariat a aujourd'hui le sentiment de n'être plus isolé dans la lutte contre le fascisme et cette sensation, jointe à l'esprit antifasciste qui continue à l'animer, éveille en lui la conviction que la dictature fasciste pourra être abattue et dans un délai beaucoup plus bref qu'on ne l'a cru dans le passé. Le fait que la révolte morale contre le fascisme de la population tout entière se soit manifestée dans la classe ouvrière par des grèves dans lesquelles il faut voir, toutes partielles qu'elles soient, une forme énergique de la lutte, le fait qu'on ait senti le besoin

---

d'abstentions. Avec 65 % des suffrages exprimés, soit à peine plus du tiers des inscrits, Mussolini s'estima pourtant satisfait et envisagea même de tenter une sorte d'ouverture à gauche en direction de certains milieux réformistes. Quelques jours après l'ouverture de la Chambre, dans un discours d'une rare énergie, le député Giacomo Matteotti, secrétaire du Parti socialiste unitaire, exigea l'annulation des élections.

C'était signer son arrêt de mort. Alors qu'il sortait de son domicile, le 10 juin 1924, il fut enlevé, en plein centre de Rome, par un groupe d'inconnus en automobile. Quoique son cadavre n'eût été retrouvé que le 16 août, il fut très vite clair que Matteotti avait été assassiné et que le crime émanait de milieux proches du gouvernement, sinon de Mussolini lui-même. Sans attendre, dès le 14 juin, les représentants des groupes d'opposition, réunis dans une salle du Parlement, firent savoir leur volonté de ne plus participer aux travaux de la Chambre tant que toute la lumière ne serait pas faite sur la disparition de leur collègue : ainsi se constitua - allusion à la Rome antique - l'opposition de l'Aventin.

[438] Gramsci se réfère ici au conflit opposant la Banque commerciale au groupe industriel et financier « Ansaldo », dirigé par les frères Perrone. L'« Ansaldo était particulièrement lié à la Banque d'escompte, dont la faillite, le 29 décembre 192 1, provoqua, on s'en souvient, la chute du gouvernement Bonomi et précipita, de ce fait, la crise politique générale. Les petits épargnants ruinés par ce krach étaient généralement des Méridionaux, que représentait au Parlement le Parti de la « Démocratie sociale » de Giovanni Antonio Colonna Di Cesarà. Membre de l'opposition de l'Aventin, ce dernier, représentant typique des vieilles classes dirigeantes, allait être l'un des plus chauds partisans du « gouvernement de reconstruction nationale » dont parle ici Gramsci.

Il n'est pas inutile, enfin, de signaler qu'au cours de leur lutte contre la Banque commerciale, les frères Perrone firent courir le bruit que l'assassinat de Matteotti avait pu être organisé par leur adversaire. Effectivement, le 11 juin, Matteotti aurait dû intervenir au Parlement sur la politique financière du fascisme et dénoncer certains scandales...

et qu'on ait jugé possible, à certaines conditions, une grève générale nationale contre le fascisme [439], montrent que la situation évolue avec une rapidité tout à fait imprévue. Quiconque a des doutes à ce sujet n'a qu'à aller parmi les ouvriers et il verra comment on accueille les communiqués mélancoliques par lesquels la Confédération générale du travail appelle au calme et stigmatise comme « éléments irresponsables » et « agents provocateurs » tous ceux qui font de la propagande pour l'action : ces formules-là, nous étions habitués à les lire autrefois dans les communiqués de la police...

L'attitude et la conduite des différents partis regroupés aujourd'hui sur le front de la lutte antifasciste permettent de faire aussitôt une première constatation : l'impuissance de l'opposition constitutionnelle.

Dans le passé, ces partis, en s'opposant au fascisme, visaient évidemment à attirer à eux la petite bourgeoisie et une partie de ces couches de la bourgeoisie qui, du fait qu'elles vivent dans les zones marginales de la ploutocratie dominante, ressentent partiellement les conséquences de sa domination absolue et écrasante dans la vie économique et financière du pays. Ils aspirent à des systèmes moins dictatoriaux de gouvernement. Ces partis, aujourd'hui, peuvent dire qu'ils ont atteint ce premier objectif, qui constitue pour eux le préalable nécessaire pour mener à fond la lutte contre le fascisme. Mais leur action qui, dans la période actuelle, devrait être décisive, se révèle incertaine, équivoque et insuffisante. Elle reflète en substance l'impuissance de la petite bourgeoisie à affronter seule la lutte contre le fascisme ; cette impuissance procède d'un ensemble de raisons qui expliquent également l'attitude caractéristique de ces couches balançant éternellement entre le capitalisme et le prolétariat.

Ces partis cultivent l'illusion de résoudre la lutte contre le fascisme sur le terrain parlementaire, en oubliant que la nature fondamentale du gouvernement fasciste est d'être une dictature armée et ce, en dépit de toutes les guirlandes constitutionnelles qu'on cherche à accrocher à la milice nationale. Cette dernière d'ailleurs n'a pas éliminé l'action du *squadrismo* [440] ni la pratique de l'illégalité. Dans sa véritable essence, le fascisme est constitué de forces armées agissant directement pour le compte de la ploutocratie capitaliste et des agrariens. Abattre le fascisme signifie, en définitive, écraser définitivement ces forces, et cela ne peut se faire que sur le terrain, par l'action directe. Une solution parlementaire, quelle qu'elle soit, sera toujours impuissante. Quel que soit le caractère du gouvernement qui pourrait être formé à partir d'une telle solution, qu'il s'agisse du replâtrage du gouvernement Mussolini ou de l'avènement d'un gouvernement soi-disant démocratique (ce qui est, par ailleurs, assez difficile), la classe ouvrière ne pourra avoir aucune garantie que ses intérêts et ses droits les plus élémentaires seront protégés - même dans les limites tolérées par un État bourgeois et capitaliste - tant que ces forces n'auront pas été éliminées.

---

[439] Dès le début de la crise, le P.C. d'I. proposa d'appeler les masses ouvrières et paysannes à la grève générale, mais se heurta au légalisme des autres partis d'opposition, sociaux-démocrates et maximalistes compris, et au souci affiché de la C.G.L. de ne pas « compromettre par des initiatives particulières et inconsidérées le développement des événements ». Le 18 juin, les communistes se séparèrent donc du Comité des oppositions. Tandis que celui-ci préparait, pour le 27 juin, une grève de protestation de dix minutes (qui fut même suivie par les syndicats fascistes), le Parti communiste appela les travailleurs à faire une grève de vingt-quatre heures. Appel à demi suivi, puisque la grève de vingt-quatre heures toucha, sinon 500 000 travailleurs comme le revendiqua la presse communiste, du moins, ainsi que Gramsci devait le préciser dans une intervention au Comité central le 13 juillet, un nombre de grévistes « supérieur an nombre de voix recueillies [par le P.C.] au cours des dernières élections » (qui avait été de 268 000).

[440] ... c'est-à-dire les expéditions punitives des escouades (*squadre*) fascistes que l'Italie avait subies en 1921-1922 et dont on avait pu croire qu'elles prendraient fin avec la « marche sur Rome » et l'avènement de Mussolini au pouvoir.

Pour y arriver, il faut combattre ces forces sur le terrain sur lequel il est possible de vaincre sérieusement, autrement dit sur le terrain de l'action directe. Ce serait être naïf que de confier cette tâche à l'État bourgeois, fût-il libéral et démocratique, car il n'hésiterait pas à recourir à l'aide de ces mêmes forces au cas où lui-même ne se sentirait pas assez fort pour défendre le privilège de la bourgeoisie et maintenir en sujétion le prolétariat.

Étant donné, tout cela, une conclusion s'impose : une opposition réelle au fascisme ne peut être guidée que par la classe ouvrière. Les faits démontrent combien la position que nous soutenions à l'occasion des élections législatives adhérait à la réalité : à l'opposition constitutionnelle nous opposions alors l'« opposition ouvrière » comme seule base réelle et efficace pour abattre le fascisme. Le fait que des forces non ouvrières affluent ensemble sur le front de la lutte antifasciste ne modifie en rien ce que nous affirmions : la classe ouvrière est la seule classe qui puisse et doive être le guide qui dirige cette lutte.

Toutefois, la classe ouvrière doit trouver son unité, unité dans laquelle elle puisera toute la force nécessaire pour affronter la lutte. D'où la proposition du Parti communiste à tous les organismes prolétariens pour une grève générale, contre le fascisme, d'où notre attitude en face des impuissantes pleurnicheries social-démocrates !

Sans signature, *L'Unità, 2* juillet 1924.

LA CRISE ITALIENNE [441]

La crise radicale du régime capitaliste, qui a débuté avec la guerre en Italie comme dans le monde entier, n'a pas été résolue par le fascisme.

Usant d'une méthode de gouvernement répressive, le fascisme avait rendu très difficiles et même presque totalement interdit les manifestations politiques de la crise capitaliste générale, mais il n'a cependant pas marqué l'arrêt de celle-ci et, moins encore, une reprise et un développement de l'économie nationale. On dit généralement, et nous aussi, communistes, l'affirmons fréquemment, que la situation italienne actuelle est caractérisée par la ruine des classes moyennes : c'est un fait, mais il s'agit d'en comprendre toute la portée. La ruine des classes moyennes est délétère, parce que le système capitaliste, loin de se développer, subit au contraire une limitation ; cette ruine n'est pas un phénomène en soi, susceptible d'être examiné à part et dont les conséquences puissent faire l'objet d'un traitement indépendant des conditions générales de l'économie capitaliste, cette ruine est la crise même du régime capitaliste qui ne réussit plus et ne pourra plus réussir à satisfaire les exigences vitales du peuple italien, qui ne réussit plus à assurer à la grande masse des Italiens le vivre et le couvert. Que la crise des classes moyennes se trouve être aujourd'hui au premier plan n'est qu'un fait politique contingent, ce n'est que l'apparence de cette période que, précisément pour cela, nous appelons « fasciste ». Pourquoi ? Parce que le fascisme est né et s'est développé, sur le terrain de la phase initiale de cette crise ; parce que le fascisme a lutté contre le prolétariat et qu'il est parvenu au pouvoir en exploitant et en organisant l'inconscience et l'esprit moutonnier de la petite

---

[441] Publié initialement sous le titre « La crisi delle classi medie » dans *L'Unità* du 26 août 1924, cet article reprend un rapport présenté par Gramsci lors de la réunion du Comité central des 13-14 août 1924 au cours de laquelle il fut élu, rappelons-le, secrétaire général du P.C. d'Italie. Transmis au Comité exécutif de l'I.C., ce texte allait susciter quelques réserves (cf. « Rilievi del Komintern alla relazione di Gramsci », *Rinascita*, XIX, 18, 8 septembre 1962), auxquelles Gramsci tenta de répondre dans un article du 1er novembre suivant, « Démocratie et fascisme », *infra,* pp. 145-151.

bourgeoisie, ivre de haine contre la classe ouvrière qui parvenait, grâce à la force de son organisation, à atténuer, en ce qui la concernait, les contrecoups de la crise capitaliste.

Parce que le fascisme s'épuise et meurt précisément de n'avoir tenu aucune de ses promesses, de n'avoir répondu à aucun espoir, de n'avoir adouci aucune misère. Il a brisé l'élan révolutionnaire du prolétariat, il a désagrégé les syndicats de classe, il a diminué les salaires et augmenté les horaires, mais cela n'a pas suffi à garantir une vitalité, ne serait-ce que réduite, au système capitaliste ; il fallait donc également abaisser le niveau des classes moyennes, spolier et mettre à sac l'économie petite-bourgeoise et par conséquent étouffer toute liberté, sans s'arrêter aux seules libertés prolétariennes ; aussi la lutte n'a-t-elle pas été dirigée contre les seuls partis ouvriers : mais elle a visé aussi, et même parfois au premier chef, tous les partis politiques non fascistes, toutes les associations qui échappaient au contrôle direct du fascisme officiel.

Pourquoi la crise des classes moyennes a-t-elle eu en Italie des conséquences plus radicales que dans les autres pays, et pourquoi a-t-elle donné naissance au fascisme et l'a-t-elle porté au pouvoir ? C'est parce que, chez nous, étant donné le faible développement de l'industrie et son caractère régional, la petite bourgeoisie est non seulement très nombreuse, mais c'est aussi la seule classe qui soit, « territorialement » parlant, nationale. Après la guerre, la crise capitaliste avait pris aussi la forme aiguë d'une désagrégation de l'État unitaire et avait ainsi favorisé la renaissance d'une idéologie confusément patriotique : après qu'en 1920 la classe ouvrière eut failli à sa mission, qui était de créer par ses propres moyens un État qui pût également satisfaire les exigences nationales unitaires de la société italienne, il ne restait pas d'autre solution que la solution fasciste.

Le régime fasciste meurt, non seulement parce qu'il n'est pas parvenu à endiguer la crise des classes moyennes qui a débuté, après la guerre, mais aussi parce qu'il a contribué à l'accélérer. L'aspect économique de cette crise se traduit par la ruine des petites et des moyennes entreprises : le nombre des faillites s'est rapidement multiplié au cours des deux dernières années. Le monopole du crédit, le régime fiscal, la législation des loyers, ont écrasé la petite entreprise commerciale et industrielle : il y a eu un véritable transfert des richesses de la petite et de la moyenne bourgeoisie vers la grande bourgeoisie, sans que se développe en même temps l'appareil de production ; le petit producteur n'est même pas devenu un prolétaire ; il n'est qu'un affamé perpétuel, un malheureux sans espoir d'avenir. L'emploi de la violence fasciste pour contraindre les épargnants à investir leurs capitaux dans une direction déterminée n'a guère été fructueuse pour les petits industriels : quand la manœuvre a réussi, elle n'est parvenue qu'à transférer les effets de la crise d'une couche de la population sur une autre et a ainsi contribué à accroître et grossir encore le mécontentement et la défiance des épargnants à l'égard du monopole qui existe dans le domaine de la banque, monopole que vient aggraver la tactique de coups de main à laquelle les grandes entreprises doivent recourir pour s'assurer du crédit dans le marasme général.

Dans les campagnes, le processus de la crise est plus étroitement lié à la politique fiscale de l'État fasciste. Depuis 1920, le budget moyen d'une famille de métayers ou de petits propriétaires a été grevé d'un passif de 7 000 lires environ par suite de l'augmentation des impôts, de l'aggravation des conditions contractuelles, etc. La crise de la petite entreprise se manifeste de façon typique dans l'Italie centrale et septentrionale. Dans le Sud, interviennent de nouveaux facteurs dont le principal est la suppression de l'émigration et l'augmentation consécutive de la poussée démographique ; ceci s'accompagne d'une réduction de la surface cultivée, et, par conséquent, d'une diminution des récoltes. La récolte de blé a été, l'an dernier

de 68 millions de quintaux pour toute l'Italie, c'est-à-dire que, si à l'échelle nationale elle a été supérieure à la moyenne, elle a été, dans le Midi, inférieure à la moyenne. Cette année, la récolte a été, inférieure à la moyenne dans toute l'Italie, et dans le Midi elle est désastreuse. Les conséquences d'une telle situation ne se sont pas encore manifestées de manière brutale : les conditions économiques arriérées du Midi empêchent en effet les crises de se manifester dans toute leur ampleur comme cela se produit dans les pays de capitalisme avancé : toutefois le marasme économique a déjà provoqué, en Sardaigne, de graves manifestations de mécontentement populaire.

La crise générale du système capitaliste n'a donc pas été arrêtée par le régime fasciste. Sous le régime fasciste, le niveau de vie du peuple italien a baissé. On a assisté à une réduction de l'appareil productif, juste au moment où les restrictions apportées à l'émigration outre-Atlantique renforçaient la poussée démographique. L'appareil industriel réduit il n'a pu échapper au désastre complet qu'en diminuant le niveau de vie de la classe ouvrière écrasée par la baisse des salaires. L'allongement de la journée de travail et l'accroissement du coût de la vie : tout ceci a provoqué une émigration des ouvriers qualifiés, ce qui équivaut à un appauvrissement de ces forces de production humaines qui étaient l'une des plus grandes richesses nationales. Les classes moyennes qui avaient mis tous leurs espoirs dans le régime fasciste ont été entraînées par la crise générale, c'est même elles qui sont devenues le symbole de la crise capitaliste dans la période actuelle.

Ce rapide tableau ne vise qu'à rappeler toute la gravité de la situation actuelle qui ne comporte, en elle-même, aucune virtualité de redressement économique. La crise économique italienne ne peut être résolue que par le prolétariat. Ce n'est qu'en s'insérant dans une révolution européenne et mondiale que le peuple italien peut retrouver la capacité de mettre en valeur ses forces de production humaines et donner un nouvel essor à son appareil national de production. Le fascisme n'a fait que retarder la révolution prolétarienne, il ne l'a pas rendue impossible ; il a même contribué à élargir et à approfondir les bases de la révolution prolétarienne qui, après l'expérience fasciste, sera véritablement populaire.

La désagrégation sociale et politique du régime fasciste s'est traduite pour la première fois dans la réaction des masses lors des élections du 6 avril. Le fascisme a été mis nettement en minorité dans la région industrielle italienne, c'est-à-dire là où se trouve la force économique et politique qui domine la nation et l'État[442]. Les élections du 6 avril, en montrant à quel point la stabilité du régime n'était qu'apparente, ont rendu courage aux masses, elles ont provoqué chez elles quelques mouvements, elles ont marqué le départ de cette vague démocratique qui a culminé dans les jours qui ont immédiatement suivi l'assassinat de Matteotti, vague démocratique qui est encore aujourd'hui au cœur de la situation. Après les élections, les oppositions avaient pris une énorme importance politique : l'agitation qu'elles menaient dans leurs journaux et au Parlement, pour mettre en question ou nier la légitimité du gouvernement fasciste, était assez efficace pour démembrer tous les organismes d'État contrôlés et dominés par le fascisme, elle se répercutait jusqu'au sein du Parti National Fasciste et portait atteinte à l'unité de la majorité parlementaire. D'où la campagne inouïe de menaces contre les oppositions et l'assassinat du député unitaire. La vague d'indignation suscitée par le crime surprit le Parti fasciste qui fut saisi de panique et courut à sa perte : les trois documents rédigés en cet instant

[442] Sur 2 493 912 voix qui étaient allées à l'opposition, 1 317 117, soit plus de la moitié, provenaient du seul « triangle industriel » (Piémont, Lombardie, Ligurie) et de la Vénétie. Sur un total de 268 000 voix, le P.C. en particulier en avait obtenu plus de 185 000 dans le Nord. Dans la même zone, les fascistes n'avaient obtenu que le quart de leurs suffrages : 1 194 829 voix sur un total de 4 653 488, l'électorat fasciste se recrutant surtout en Italie centrale (Émilie et Romagne) et dans le Midi (où l'opposition avait été fréquemment empêchée de présenter des candidats).

d'angoisse par un député, Finzi, par Filippelli et par Cesarino Rossi [443], documents qui furent portés à la connaissance des oppositions, prouvent comment la tête même du Parti avait perdu toute assurance et accumulait erreur sur erreur. De ce moment-là, le régime fasciste a commencé à agoniser, il est encore soutenu par ces forces qu'on appelle « d'appoint », mais il est soutenu comme l'est un pendu par sa corde.

L'assassinat de Matteotti a été la preuve par neuf que le Parti fasciste ne parviendra jamais à être un parti de gouvernement normal, que Mussolini ne possède rien de l'homme d'État et du dictateur, si ce n'est quelques poses pittoresques purement extérieures : Mussolini n'est pas un élément déterminant de la vie nationale ; c'est un phénomène du folklore local, destiné à passer à la postérité, à la suite des différents « masques » provinciaux italiens, plutôt qu'à s'inscrire dans la lignée des Cromwell, des Bolivar, des Garibaldi.

La vague populaire antifasciste provoquée par l'assassinat de Matteotti trouva son expression politique dans la sécession des partis d'opposition qui se retirèrent de l'hémicycle. L'assemblée des oppositions devint effectivement un centre politique national autour duquel s'organisa la majorité du pays : la crise qui avait éclaté sur le plan sentimental et moral prit ainsi un caractère résolument institutionnel ; il se créa un État dans l'État, un gouvernement antifasciste opposé au gouvernement fasciste. Le Parti fasciste fut impuissant à mettre un frein à cette situation ; la crise l'avait frappé de plein fouet, dévastant les rangs de son organisation ; la première tentative de mobilisation de la Milice nationale échoua complètement, 20 % seulement des hommes ayant répondu à l'appel ; à Rome il n'y eut que 800 miliciens à se présenter dans les casernes [444]. La mobilisation ne donna de résultats appréciables que dans quelques provinces agricoles comme celles de Grosseto et de Pérouse, ce qui permit de faire descendre à Rome quelques légions résolues à risquer l'affrontement brutal.

Les oppositions restent encore le pivot du mouvement populaire antifasciste, elles sont l'expression politique de la vague de démocratie qui caractérise la phase actuelle de la crise sociale italienne. Au début, l'opinion de la grande majorité du prolétariat s'était aussi tournée vers les oppositions. Il était de notre devoir de communistes d'empêcher cet état de choses de se consolider de façon durable. C'est pourquoi notre groupe parlementaire décida de faire partie du Comité des oppositions, en reconnaissant et en soulignant ainsi ce qui devenait le caractère

---

443 Aldo Finzi était sous-secrétaire d'État à l'Intérieur au moment de l'assassinat de Matteotti. Après l'arrestation d'un des assassins (Amerigo Dumini, le 12 juin), Mussolini, en quête d'un bouc émissaire, exigea sa démission. Finzi rédigea alors un bref mémoire dans lequel il révélait l'existence d'une sorte de police parallèle - la « Tchéka » fasciste - responsable de la plupart des agressions contre les dirigeants de l'opposition, voire les fascistes dissidents. Le texte de ce mémoire fut porté à la connaissance du roi dès le 16 juin - sans effet notable. Directeur du journal fasciste *Il Corriere italiano*, Filippo Filippelli, qui avait loué pour Dumini la voiture avec laquelle avait été enlevé Matteotti, avait trempé directement dans l'organisation du crime. Il rédigea lui aussi un mémoire que l'opposition finit par publier - bien trop tard - dans la revue antifasciste *Non Mollare en* février 1925. Compagnon de longue date de Mussolini, Cesare Rossi dirigeait le Bureau de Presse de Mussolini et employait Amerigo Dumini à des missions diverses. Contraint lui aussi de démissionner, il s'enfuit le 16 juin pour venir se constituer prisonnier le 22, après avoir rédigé un mémoire - le plus important des trois - qui établissait la pleine responsabilité de Mussolini et de son entourage - Giovanni Marinelli, trésorier du P.N.F., en particulier - dans l'assassinat de Matteotti et qui illustrait abondamment l'intervention permanente et minutieuse du *Duce* dans l'organisation de la terreur. Transmis à l'opposition au début de l'été, ce texte explosif ne fut publié dans *Il Mondo* que le 28 décembre 1924.

444 Mussolini organisa la mobilisation générale de la milice fasciste le 15 juin. 48 % seulement des effectifs répondirent à l'appel à Rome, 28 % à Milan et moins encore à Turin. À Milan, le commandant de la milice tenta même une démarche auprès du directeur de *L'Unità*, Ottavio Pastore, pour le prier de démentir l'article déjà publié sur l'échec de cette mobilisation (O. Pastore, « L'Aventino e il partito comunista », in *Trent'anni di storia italiana (1915-1945)*, Turin, 1961, pp. 91-95).

principal de la crise : l'existence de deux pouvoirs, de deux Parlements [445]. Si elles avaient voulu accomplir leur devoir, tel que le leur indiquaient les masses en mouvement, les oppositions auraient dû donner une forme politique définie à l'état de choses qui existait objectivement, mais elles s'y refusèrent. Il aurait fallu lancer un appel au prolétariat, qui est seul en mesure de nourrir un régime démocratique, il aurait fallu élargir le mouvement spontané de grèves qui était en train de se dessiner. Les oppositions eurent peur d'être balayées par une éventuelle insurrection ouvrière : tout au long de la campagne destinée à entretenir l'agitation dans le pays, elles refusèrent de sortir du terrain purement parlementaire pour tout ce qui était des questions politiques, et du terrain judiciaire pour ce qui était de J'assassinat de Matteotti. Les communistes, qui ne pouvaient accepter ni une défiance de principe contre l'action prolétarienne ni la forme de bloc de partis donnée au Comité des oppositions, furent mis à la porte.

Notre participation au Comité dans un premier temps, et notre sortie de ce même comité en un second temps, ont eu les conséquences suivantes :

1° Elles nous ont permis de surmonter la phase la plus aiguë de la crise sans perdre le contact avec les grandes masses laborieuses ; en restant isolé, notre parti aurait été submergé par la vague démocratique.

2° Nous avons brisé le monopole que les oppositions risquaient d'instaurer dans l'opinion publique : une partie toujours plus grande de la classe laborieuse est en train de se convaincre que le bloc des oppositions représente un semi-fascisme qui veut réformer, en l'édulcorant, la dictature fasciste, sans faire perdre au système capitaliste aucun des bénéfices que la terreur et l'action illégale lui ont assurés au cours de ces dernières années, au détriment du niveau de vie du peuple italien.

Deux mois après, la situation objective n'a pas changé. Il existe encore effectivement deux gouvernements dans le pays qui luttent l'un contre l'autre pour se disputer les forces réelles de l'organisation de l'État bourgeois. L'issue de la lutte dépendra des échos qu'aura la crise générale au sein du Parti National Fasciste, de l'attitude définitive des partis qui constituent le bloc des oppositions, de l'action du prolétariat révolutionnaire guidé par notre parti.

En quoi consiste la crise du fascisme ? On dit que, pour la comprendre, il faut d'abord définir l'essence du fascisme ; mais la vérité est que ce n'est pas dans le fascisme lui-même que se trouve l'essence du fascisme. L'essence du fascisme se trouvait en 1922-1923 dans un système donné de rapports de forces qui existait dans la société italienne : aujourd'hui ce système a profondément changé et « l'essence » est quelque peu éventée. La caractéristique du fascisme consiste en ce qu'il est parvenu à constituer une organisation de masse de la petite bourgeoisie. C'est la première fois dans l'histoire qu'une chose pareille se produit. L'originalité du fascisme réside en ce qu'il a trouvé la forme d'organisation adaptée à une classe sociale qui a toujours été incapable d'avoir une unité et une idéologie unitaire : cette forme d'organisation est celle de l'armée en campagne. La Milice est donc le pivot du Parti National Fasciste ; on ne peut dissoudre la Milice sans dissoudre également le Parti tout entier. Il n'existe pas de Parti fasciste capable de transformer la quantité en qualité, pas de Parti fasciste qui soit un appareil de sélection politique pour une classe ou pour une couche sociale ; il n'existe qu'un agrégat mécanique indifférencié et indifférenciable du point de vue des capacités intellectuelles et politiques, qui ne vit que parce qu'il a acquis dans la guerre civile un esprit de corps

[445] L'idée - lancée par Gobetti - de transformer l'Aventin en « anti-parlement », devait être officiellement reprise par le Parti communiste le 20 octobre 1924. Cf., *infra*, p. 205, n. 1.

extrêmement vigoureux, grossièrement identifié avec l'idéologie nationale. Sorti du terrain de l'organisation militaire, le fascisme n'a rien donné et il ne peut rien donner, et d'ailleurs même sur ce terrain, ce qu'il peut donner est très relatif.

Ainsi fabriqué par les circonstances, le fascisme est incapable de réaliser aucun de ses postulats idéologiques. Le fascisme dit aujourd'hui qu'il veut conquérir l'État, il dit en même temps vouloir devenir un phénomène essentiellement rural. Il est difficile de comprendre comment ces deux affirmations peuvent aller de pair. Pour conquérir l'État, il faut être capable de remplacer la classe dominante dans les fonctions qui ont une importance essentielle pour le gouvernement de la société. En Italie, comme dans tous les pays capitalistes, conquérir l'État signifie avant tout conquérir l'usine, avoir la possibilité de l'emporter sur les capitalistes dans la direction des forces productives du pays. Ceci peut être fait par la classe ouvrière, ce ne peut être fait par la petite bourgeoisie qui n'a aucune fonction essentielle dans le domaine de la production et qui, au sein de l'usine, en tant que catégorie industrielle, exerce essentiellement une fonction policière qui n'est pas productive. La petite bourgeoisie ne peut conquérir l'État qu'en s'alliant à la classe ouvrière, qu'en acceptant le programme de la classe ouvrière, c'est-à-dire en acceptant de remplacer le Parlement par le système des Soviets dans l'organisation de l'État et le capitalisme par le communisme dans l'organisation de l'économie nationale et internationale.

La formule « conquête de l'État » est vide de sens dans la bouche des fascistes, ou alors elle ne peut signifier qu'une chose : inventer un mécanisme électoral qui donne toujours et à tout prix la majorité parlementaire aux fascistes. La vérité est que toute l'idéologie fasciste est une baliverne, tout juste bonne pour occuper les « balilla [446] ». C'est une improvisation d'amateurs qui a pu, autrefois, à la faveur des circonstances, faire illusion sur les militants de base, mais qui est aujourd'hui vouée à crouler sous le ridicule chez les fascistes eux-mêmes. Le seul résidu actif du fascisme, c'est l'esprit de corps militaire, cimenté par la menace d'un déchaînement de la revanche populaire : la crise politique de la petite bourgeoisie, le passage de l'écrasante majorité de cette classe dans les rangs des oppositions, la faillite des mesures générales annoncées par les chefs fascistes peuvent réduire notablement l'efficacité militaire du fascisme, ils ne peuvent pas la réduire à néant.

Le système des forces démocratiques antifascistes tire l'essentiel de sa force de l'existence du Comité parlementaire des oppositions, qui est parvenu à imposer une relative discipline à toute une gamme de partis, allant du Parti maximaliste au Parti populaire. Que les maximalistes et les populaires obéissent à la même discipline et travaillent pour réaliser le même programme d'action, voilà le trait le plus marquant de la situation. C'est ce qui rend lent et difficile le processus de développement des événements et conditionne la tactique de l'ensemble des oppositions, tactique d'expectative, de prudentes manœuvres d'enveloppement, de patient effritement de toutes les positions du gouvernement fasciste. Les maximalistes, par leur appartenance au Comité et leur acceptation de la discipline commune, garantissent la passivité du prolétariat [447], donnent à la bourgeoisie encore hésitante entre fascisme et démocratie

---

[446] Du nom du jeune Gênois qui, en lançant une pierre contre les soldats autrichiens, donna le signal de l'insurrection de 1746, c'était l'une des organisations de la jeunesse fasciste ; elle regroupait les garçons de 8 à 13 ans.

[447] De l'aveu de l'historien socialiste Gaetano Arfé, pendant toute cette période, « le Parti maximaliste se trouve à la remorque des forces de l'Aventin et n'accomplit pas ce qui aurait pu être sa fonction principale : soutenir les oppositions et les pousser avec le mouvement des masses » (« Il delitto Matteotti e l'Aventino », in *Storia dell'antifascismo italiano*, Rome. 1964, 1, pp. 43-44). C'est du reste ce que reconnaissait Pietro Nenni quelques années après : « ... À la minute unique où il aurait fallu l'appel à la rue et à l'insurrection, prévalait, dans les milieux de l'opposition, la tactique d'une lutte légale sur le terrain judiciaire et parlementaire » (*Six ans de guerre civile en Italie*, Paris, 1930, p. 184).

l'assurance qu'il n'y aura pas d'action autonome de la classe ouvrière, sinon beaucoup plus tard, une fois que le nouveau gouvernement sera déjà constitué et renforcé, lorsqu'un nouveau gouvernement sera déjà en mesure d'écraser une insurrection des masses déçues, tant par le fascisme que par l'antifascisme démocratique. La présence des populaires met à l'abri d'une solution de compromis fasciste-populaire du genre de celle d'octobre 1922, que le Vatican se ferait probablement fort d'imposer au cas où les maximalistes se détacheraient du bloc des oppositions pour s'allier avec nous.

Le plus grand effort des partis modérés (réformistes et constitutionnels) aidés par les populaires de gauche a été jusqu'à présent tourné vers un seul objectif : maintenir les deux extrêmes dans le même bloc. L'esprit servile des maximalistes leur a permis de jouer le rôle de dindon de la farce : les maximalistes ont accepté d'avoir dans le bloc des oppositions autant de poids que le Parti des paysans [448] ou que les groupes de « Révolution libérale[449] ».

Le gros des forces des oppositions est fourni par les populaires et les réformistes qui ont une large audience dans les villes et les campagnes. L'influence de ces deux partis est complétée par celle des constitutionnels amendoliens, qui assurent au bloc l'adhésion de larges couches de l'armée, celle des mouvements d'anciens combattants, celle de la cour. La division du travail d'agitation se fait entre les différents partis selon leur tradition et leur vocation sociale. Puisque la tactique du bloc tend à isoler le fascisme, les constitutionnels ont la direction politique du mouvement. Les populaires mènent la campagne morale sur la base du procès et de ses attaches avec le régime fasciste, avec la corruption et la criminalité qui ont fleuri autour du régime. Les réformistes font la synthèse de ces deux attitudes et se font tout petits pour faire oublier leur passé de démagogues, pour faire croire qu'ils se sont rachetés, et qu'ils ne font qu'un avec le député Amendola et avec le sénateur Albertini.

La position cohérente et unitaire des oppositions a enregistré de notables succès : c'est indubitablement un succès que d'avoir provoqué la crise des « forces de soutien », c'est-à-dire d'avoir obligé les libéraux à se démarquer ouvertement par rapport au fascisme et à lui imposer des conditions. Cela a déjà eu et cela aura par la suite encore plus de répercussions au sein du fascisme lui-même et cela a creusé un fossé entre le Parti fasciste et l'organisation centrale des anciens combattants. Mais dans la mesure où le caractère conservateur de l'antifascisme s'est trouvé accentué, le point d'équilibre du bloc oppositionnel a glissé encore plus vers la droite : les maximalistes ne s'en sont même pas aperçus, les maximalistes sont tout disposés à servir de troupes coloniales, non seulement pour Amendola et pour Albertini, mais même pour Salandra et Cadorna.

---

[448] Le « Parti national des paysans », qui fit son apparition en 1924, n'était implanté que dans le Piémont, où il obtint 73 000 voix aux élections de la même année. Il revendiquait entre 100 et 120 000 adhérents mais - selon un rapport de Ruggero Grieco au Krestintern - n'en comptait réellement que 25 000, constitués de 10 % d'ouvriers agricoles, 35 % de métayers et, pour le reste, de petits propriétaires. Après l'avoir accusé dans *L'Unità* de vouloir se vendre à Poincaré et à l'« industrie lourde française », le P.C.I. vit dans le Parti des paysans l'expression des intérêts des grands viticulteurs. Cf. le Rapport de R. Grieco au Krestintern *in* G. Melis, *Antonio Gramsci e la questione sarda,* éd.. cit., pp. 184-190, ainsi qu'A. Drobinski, « Le mouvement paysan en Italie et le fascisme », *La Correspondance Internationale,* V, 117, 2 8 novembre 1925.

[449] Quelques jours après l'assassinat de Matteotti, Piero Gobetti, le jeune directeur de *La Rivoluzione liberale,* convoqua à Turin - le 18 juin 1924 - une réunion de toutes les organisations antifascistes au cours de laquelle fut adoptée une motion exigeant la démission du gouvernement et invitant les députés de l'opposition à se proclamer seul Parlement légal. Après le succès de cette entreprise unitaire, des « groupes de *La Rivoluzione liberale* » firent leur apparition dans diverses villes dItalie : Turin, Milan, Naples, Palerme, Gênes, etc. Leur programme - fonctionner comme des pôles de regroupement antifasciste et promouvoir une rénovation de la politique italienne - fut publié dans *La Rivoluzione liberale* du 8 juillet 1924.

Comment se résoudra cette dualité de pouvoirs ? Y aura-t-il un compromis entre le fascisme et les oppositions ? Et si le compromis est impossible, y aura-t-il un affrontement armé ?

Le compromis n'est pas à exclure complètement, il est cependant fort improbable. La crise que le pays traverse n'est pas un malaise superficiel qu'on peut guérir à coups de mesures partielles et de petits expédients : c'est la crise historique de la société capitaliste italienne, dont le système économique ne répond pas aux besoins de la population. Tous les rapports sont exaspérés : dans de très larges masses de la population, on attend bien davantage qu'un petit compromis. Si un tel compromis se réalisait, ce serait le suicide des principaux partis démocratiques ; l'insurrection armée, avec les objectifs les plus extrêmes, serait aussitôt à l'ordre du jour de la nation. Le fascisme, de par la nature même de son organisation, ne tolère pas de collaborateurs qui soient ses égaux en droit, il ne veut que des esclaves enchaînés : il ne peut pas y avoir d'assemblée représentative en régime fasciste ; toute assemblée devient aussitôt un bivouac de corps de garde [450] ou l'antichambre d'un lupanar pour officiers subalternes pris de boisson. Voilà pourquoi la chronique quotidienne n'enregistre qu'une succession d'anecdotes politiques qui révèlent la désagrégation du système fasciste et le lent mais inexorable abandon du système fasciste par toutes les forces annexes.

Y aura-t-il donc un choc armé ? Tant les oppositions que le fascisme éviteront une lutte de grand style. Il se passera le phénomène inverse de celui qui s'est passé en octobre 1922 : à ce moment-là, la marche sur Rome fut la parade spectaculaire d'un processus moléculaire qui a vu passer du côté du fascisme les forces réelles de l'État bourgeois (armée, magistrature, police, presse, Vatican, franc-maçonnerie, Cour, etc.). Au cas où le fascisme voudrait résister, il serait détruit au terme d'une longue guerre civile à laquelle le prolétariat et les paysans ne pourraient manquer de participer. Les oppositions et le fascisme ne désirent pas qu'une lutte à fond s'engage, et ils l'éviteront systématiquement. Le fascisme s'efforcera au contraire de conserver une base d'organisation armée qu'il pourra faire entrer en action dès que s'annoncera une nouvelle vague révolutionnaire, ce qui est bien loin de déplaire aux Amendola et aux Albertini, et même aux Turati et aux Treves.

La pièce se jouera selon toute probabilité à une date déjà fixée, tout est prêt pour le jour où devrait avoir lieu la rentrée de la Chambre des députés. La mise en scène militaire d'octobre 1922 sera remplacée par une mise en scène démocratique plus bruyante. Au cas où les oppositions ne réintégreraient pas le Parlement et où les fascistes, comme ils le prétendent, convoqueraient la majorité sous la forme d'une Constituante fasciste, il y aurait une réunion des oppositions et un semblant de lutte entre les deux assemblées.

Il est cependant possible que ce soit dans l'enceinte parlementaire elle-même que se trouve la solution, quand les oppositions y retourneront, au cas très probable d'une scission de la majorité qui mettrait nettement en minorité le gouvernement de Mussolini. Dans ce cas, il y aurait formation d'un gouvernement provisoire de généraux, sénateurs et ex-présidents du Conseil, dissolution de la Chambre et proclamation de l'état de siège.

Le procès pour l'assassinat de Matteotti continuera d'alimenter la crise. Lorsque seront rendus publics les trois documents de Finzi, Filippelli et Rossi, il y aura là encore des moments de tension dramatique et les plus hautes personnalités du régime seront balayées par la passion populaire. Toutes les forces réelles de l'État, et spécialement les forces armées, dont on

[450] Présentant son premier gouvernement à la Chambre le 16 novembre 1922, Mussolini avait déclaré : « Je pouvais faire de cette salle lourde et grise un bivouac de manipules ; je pouvais fermer le Parlement et constituer un gouvernement exclusivement fasciste. Je pouvais... mais, au moins pour cette première période, je n'ai pas voulu. »

commence déjà à discuter, devront se ranger définitivement d'un côté ou de l'autre, en imposant la solution déjà tracée et concertée.

Quelles doivent être l'attitude politique et la tactique de notre Parti dans la situation actuelle ? Si la situation est « démocratique », c'est parce que les grandes masses travailleuses sont désorganisées, dispersées, pulvérisées au sein du peuple indifférencié. C'est pourquoi, quel que puisse être le développement immédiat de la crise, nous pouvons seulement prévoir une amélioration de la position politique de la classe ouvrière et non sa lutte victorieuse pour le pouvoir. La tâche essentielle de notre parti réside dans la conquête de la majorité de la classe travailleuse, la phase que nous traversons n'est pas celle de la lutte directe pour le pouvoir, mais une phase préparatoire, de transition vers la lutte pour le pouvoir, en somme, c'est une phase d'agitation, de propagande, d'organisation. Ce qui n'exclut évidemment pas que des luttes sanglantes puissent se produire, et que notre Parti ne doive, bien entendu, s'y préparer dès maintenant et être prêt à les affronter ; au contraire : ces luttes elles-mêmes doivent être replacées dans le cadre de la phase de transition ; il faut y voir des éléments de propagande et d'agitation en vue de la conquête de la majorité. S'il existe dans notre parti des groupes ou des tendances qui, par fanatisme, voudraient forcer la situation, il faudra lutter contre eux au nom du Parti tout entier, au nom des intérêts vitaux et permanents de la révolution prolétarienne italienne. La crise Matteotti nous a apporté, sur ce point, plusieurs enseignements. Elle nous a appris que les masses, après trois ans de terreur et d'oppression, sont devenues très prudentes et ne veulent avancer qu'à pas comptés. Cette prudence s'appelle réformisme, elle s'appelle maximalisme, elle s'appelle « bloc des oppositions ». Elle est certainement destinée à disparaître, et même dans un laps de temps assez court ; mais en attendant, elle existe et ne peut être surmontée que si, jour après jour, en toute occasion, à tout moment, tout en continuant d'avancer, nous ne perdons pas le contact avec l'ensemble de la classe travailleuse. De même, il nous faut lutter contre toute tendance de droite qui chercherait un compromis avec les oppositions, qui tenterait d'entraver les développements révolutionnaires de notre tactique et le travail de préparation de la phase à venir.

La première tâche de notre parti consiste à s'équiper de façon à devenir capable de remplir sa mission historique. Il doit y avoir dans chaque usine, dans chaque village, une cellule communiste qui représente le Parti et l'Internationale ; elle doit savoir travailler politiquement et être capable d'initiative. Pour cela, il faut lutter contre une certaine passivité qui existe encore dans nos rangs, contre la tendance à ne pas élargir les rangs du Parti. Nous devons au contraire devenir un grand parti, nous devons chercher à attirer dans nos organisations le plus grand nombre possible d'ouvriers et de paysans révolutionnaires pour les préparer à la lutte, pour former des organisateurs et des dirigeants de masse, pour élever leur niveau politique. L'État ouvrier et paysan ne peut être construit que si la révolution dispose de beaucoup d'éléments politiquement qualifiés ; la lutte pour la révolution ne peut être victorieuse que si les grandes masses sont encadrées et guidées dans toutes leurs formations locales par des camarades honnêtes et capables. Autrement, on en reviendrait vraiment, comme le proclament les réactionnaires, aux années 1919-1920, c'est-à-dire aux années de l'impuissance prolétarienne, aux années de la démagogie maximaliste, aux années de la défaite des classes laborieuses. Nous non plus, communistes, nous ne voulons pas revenir aux années 1919-1920.

Un grand travail doit être accompli par le Parti dans le domaine syndical. Sans grandes organisations syndicales on ne sort pas de la démocratie parlementaire. Libre aux réformistes de ne vouloir que de petits syndicats, libre à eux de ne former que des corporations d'ouvriers qualifiés. Nous, communistes, nous voulons le contraire de ce que veulent les réformistes et nous devons lutter pour réorganiser les grandes masses. Certes, il faut poser le problème

concrètement et pas seulement de façon formelle. Si les masses ont déserté le syndicat, c'est parce que la Confédération générale du travail, qui est pourtant d'une grande efficacité politique (elle n'est rien d'autre que le Parti unitaire), ne se préoccupe pas des intérêts vitaux des masses [451]. Nous ne pouvons envisager de créer un nouvel organisme qui ait pour but de pallier l'impéritie de la Confédération ; nous pouvons cependant, et nous le devons, nous attaquer au problème de développer, grâce aux cellules d'entreprise et de village, une activité effective. Le Parti communiste représente la totalité des intérêts et des aspirations de la classe travailleuse : nous ne sommes pas un simple parti parlementaire. Notre parti mène par conséquent une véritable et authentique action syndicale, il se met à la tête des masses jusque dans les petites luttes quotidiennes pour les salaires, pour la durée de la journée de travail, pour la discipline d'usine, pour les logements, pour le pain. Nos cellules doivent pousser les Comités d'entreprise à incorporer toutes les activités prolétariennes dans leur fonctionnement. Il faut par conséquent susciter dans les usines un vaste mouvement susceptible de déboucher sur une organisation de comités prolétariens de ville élus directement par les masses : dans la crise sociale qui s'annonce, ces comités pourraient prendre en charge les intérêts généraux de tout le peuple travailleur. Si elle s'accompagne du retour dans l'organisation de tous les éléments d'avant-garde pour y combattre les actuels dirigeants réformistes et maximalistes, cette action effective dans l'usine et dans le village revalorisera le syndicat en lui rendant un contenu et une efficacité. Quiconque se tient aujourd'hui à l'écart des syndicats n'est pas un militant révolutionnaire mais un allié des réformistes : il pourra bien faire de la phraséologie anarchisante, il ne fera pas bouger d'un millimètre les conditions inexorables dans lesquelles se déroule la lutte réelle.

La façon dont notre parti dans son ensemble, c'est-à-dire toute la masse des inscrits, réussira à accomplir sa tâche essentielle de conquête de la majorité des travailleurs et de transformation moléculaire des bases de l'État démocratique donnera la mesure de nos progrès sur le chemin de la révolution, et permettra le passage à une phase ultérieure de développement. Le Parti tout entier, dans tous ses organismes, mais spécialement par sa presse, doit travailler unitairement pour obtenir de chacun un maximum de rendement. Aujourd'hui nous sommes en ligne pour la lutte générale contre le régime fasciste. Répondons aux campagnes stupides des journaux des oppositions en donnant la preuve de notre ferme volonté d'abattre non seulement le fascisme de Mussolini et Farinacci [452], mais aussi le semi-fascisme d'Amendola, Sturzo et Turati. Pour y arriver, il faut réorganiser les grandes masses et devenir un grand parti, le seul parti dans lequel la population travailleuse voit l'expression de sa volonté politique et le défenseur tant de ses intérêts immédiats que de ses intérêts permanents à l'échelle de l'histoire.

---

[451] Sans attendre la « marche sur Rome », la C.G.L. avait dénoncé - dès le 6 octobre 1922 - le pacte d'unité d'action qui la liait traditionnellement au Parti socialiste, et les dirigeants de la Centrale - D'Aragona et Azimonti, en particulier - s'étaient efforcés depuis lors d'insister sur la neutralité et l'apolitisme de leur organisation (« Nous nous sommes toujours opposés à toute forme de violence... Nous voulons la pacification », avait déclaré D'Aragona en réponse au discours ministériel de Mussolini, le 17 novembre 1922). Partie sous l'effet de cette politique d'apaisement, au demeurant bien inefficace, partie, surtout, sous le choc de la violence fasciste, la C.G.L., qui avait compté jusqu'à 2 200 000 adhérents en 1920, avait vu ses effectifs s'effilocher : en 1923, alors que les syndicats fascistes regroupaient un million de travailleurs, la Confédération n'avait plus que 300 000 adhérents (500 000, selon les statistiques les plus optimistes). Quoiqu'ayant constitué, à l'intérieur de la Centrale, une fraction syndicale communiste (qui publiait depuis le mois d'octobre 1921 le journal *Il Sindacato rosso),* le P.C.I., ainsi que Gramsci l'avait rappelé dans son article du 18 octobre 1923, s'était toujours opposé à la perspective d'une scission à l'intérieur du syndicat « Nous sommes, *par principe,* contre la création de nouveaux syndicats. (...) Dans son ensemble la Confédération générale du travail représente encore la classe ouvrière italienne » (« Notre ligne syndicale », *supra,* pp. 85 et suiv.).

[452] Ancien républicain et fasciste de la première heure, Roberto Farinacci était le *ras* de Crémone. « Vrai gardien du fascisme », comme il se définissait lui-même, il en représentait la tendance dure, intransigeante, héritière du *squadrismo* rural des années 1921-1922. Son intervention au cours de la crise Matteotti joua un rôle non négligeable dans la survie du régime. Mussolini reconnut ses mérites en le nommant en février 1925 secrétaire du P.N.F., fonction qu'il occupa jusqu'au 30 mars 1926.

Signé Antonio Gramsci, *L'Ordine Nuovo,* IIIe série,
1er septembre 1924.

LE DESTIN DE MATTEOTTI [453]

En commémorant, devant une assemblée de communistes, le Congrès de l'Internationale, un militant du nationalisme allemand fusillé dans la Ruhr par les nationalistes français, le camarade Radek a employé une formule incisive qui nous revient à l'esprit chaque fois que nous pensons au destin de Giacomo Matteotti. « Le pèlerin du néant » : c'est ainsi que Radek a désigné le combattant malheureux, mais tenace jusqu'au sacrifice de soi, défenseur d'une idée qui ne peut conduire ses fidèles et ses militants à autre chose qu'un inutile cercle vicieux de luttes, d'agitations, de sacrifices sans résultat et sans issue [454]. Un « pèlerin du néant », c'est ainsi que nous apparaît Giacomo Matteotti lorsque nous confrontons sa vie et sa fin à toutes les circonstances qui leur confèrent une valeur, non plus « personnelle », mais d'exemple universel et de symbole.

Il existe une crise de la société italienne, une crise qui trouve précisément son origine dans les éléments constitutifs de cette société et dans leurs irréductibles contradictions ; une crise que la guerre a précipitée, approfondie, rendue insurmontable. D'une part il y a un État qui ne tient plus debout parce que l'adhésion des grandes masses lui fait défaut, ainsi qu'une classe dirigeante capable de lui procurer cette adhésion ; d'autre part, il y a une masse de millions de travailleurs qui ont commencé lentement à s'éveiller à la vie politique, qui demandent à y prendre une part active, qui veulent devenir le fondement d'un « État » nouveau qui incarne leur volonté. D'une part, il y a un système économique qui a été construit pour satisfaire exclusivement les intérêts particuliers de quelques étroites catégories privilégiées et qui ne parvient plus à satisfaire les besoins élémentaires de l'énorme majorité de la population. D'autre part, il y a des centaines de milliers de travailleurs qui ne peuvent plus vivre si ce système n'est pas radicalement transformé. Depuis quarante ans, la société italienne s'efforce en vain de trouver le moyen de sortir de ces dilemmes.

Mais il n'y a qu'un seul moyen d'en sortir. C'est que les centaines de milliers de travailleurs, c'est que la grande majorité de la population laborieuse italienne en arrivent à surmonter la contradiction en brisant les cadres de l'ordre politique et économique actuel et en le remplaçant par un nouvel ordre de choses, dans lequel les intérêts et la volonté de ceux qui travaillent et produisent pourront trouver pleine satisfaction et complète expression. L'éveil des ouvriers et des paysans d'Italie qui a commencé sous la direction de vaillants pionniers, voici quelques dizaines d'années, laissait espérer qu'on allait s'engager sur cette voie et la suivre jusqu'au bout sans hésitation ni incohérence.

Giacomo Matteotti fut lui aussi, sinon par son âge, du moins par l'école politique dont il fit partie, un de ces pionniers. Il fut un de ceux à qui le prolétariat italien demandait de le guider pour tirer de son sein sa propre organisation économique, son propre État, son propre destin ;

---

[453] *Cf. supra,* p. 123, n. 1.

[454] Gramsci se réfère ici au célèbre discours de Karl Radek prononcé le 2 1 juin 1923 devant le Comité exécutif de la IIIe Internationale. Commentant l'exécution du nationaliste allemand Albrecht Schlageter, fusillé par les troupes françaises lors de l'occupation de la Ruhr, Radek s'était appuyé sur le roman de F. Freksa, *Wanderer ins Nichts* [Pèlerin du néant] (Munich, 1920), pour inviter ces « pèlerins du néant » qu'étaient, selon lui, les nationalistes, à se mettre au service d'une plus juste cause et à se transformer en « pèlerins d'un avenir meilleur » (K. Radek, « Le pèlerin du néant », *La Correspondance Internationale,* III, 53, 4 juillet 1923, pp. 11-12). Le roman de Freksa était consacré à décrire la vie d'un officier allemand tombé sous les balles des spartakistes.

il fut de ceux dont dépendit la solution, la seule solution possible, de la crise italienne. Il est peut-être superflu de rappeler aujourd'hui comment, dans la pratique, la direction n'a pas été à la hauteur et comment les forces du mouvement se sont taries, en laissant la voie ouverte au triomphe éhonté de ses plus féroces ennemis, oui, il est peut-être superflu de le rappeler, si ce n'est pour mettre en lumière la contradiction interne, irrémédiable, qui pourrissait à la racine la conception politique et historique de ces premiers chefs du renouveau des ouvriers et des paysans d'Italie, et qui condamnait leur action à un insuccès tragique, effrayant. Éveiller à la vie civique, aux revendications économiques et à la lutte politique des dizaines et des centaines de milliers de paysans est une entreprise vaine si elle n'aboutit pas, après avoir éveillé ces forces, à indiquer aux masses laborieuses les moyens et les voies qui leur permettront de s'affirmer pleinement et concrètement. Les pionniers du mouvement qui a marqué l'éveil des travailleurs italiens n'ont pas su parvenir à cette conclusion-là. Au moment même où elle ébranlait les piliers d'un système économique, leur action ne prévoyait pas la création d'un système différent dans lequel les barrières du premier auraient été pour toujours dépassées et abattues. Cette action engageait une série de conquêtes et elle ne pensait pas à leur défense. Elle donnait à une classe conscience de soi et de ses propres destinées, et ne lui donnait pas l'organisation de combat sans laquelle ces destinées ne pourraient jamais se réaliser. Elle posait les prémisses d'une révolution et elle ne créait pas de mouvement révolutionnaire. Elle ébranlait les bases de l'État et croyait pouvoir éluder le problème de la création d'un État nouveau. Elle déchaînait la rébellion et ne savait pas la conduire à la victoire. Elle partait d'un désir généreux de rédemption totale et s'épuisait misérablement dans le néant d'une action sans issue, d'une politique sans perspectives, d'une révolte qui, une fois passé le premier instant de stupeur et d'égarement des adversaires, était condamnée à être étouffée dans le sang et dans la terreur d'une répression réactionnaire.

Le sacrifice héroïque de Giacomo Matteotti est pour nous l'ultime expression, la plus évidente, la plus tragique et la plus haute, de cette contradiction interne dont tout le mouvement ouvrier italien a souffert pendant des années et des années. Mais si l'impétuosité de cet éveil et les efforts tenaces du passé ont pu être vains, si l'on a pu voir avec terreur s'écrouler en trois ans l'édifice si péniblement construit pierre après pierre, ce sacrifice suprême qui résume tout l'enseignement d'un passé de douleurs et d'erreurs ne doit pas, ne peut pas rester vain.

Hier, au moment où l'on mettait en terre le corps de Giacomo Matteotti, au moment où, de tous les coins d'Italie, tous les travailleurs des usines et des champs se tournaient en esprit vers la triste cérémonie, au moment où les paysans et les ouvriers du Polesine et du Ferrarais, réduits en esclavage,mais qui ne désespèrent pas encore de leur rédemption, se déplaçaient en masse pour y être présents [455], hier donc, en mémoire de Matteotti, un groupe d'ouvriers réformistes demandait la carte du Parti communiste italien. Et nous avons senti qu'il y a dans ce geste quelque chose qui brise le cercle vicieux des efforts vains et des sacrifices inutiles, qui surmonte pour toujours les contradictions, qui indique au prolétariat italien quel enseignement on doit tirer de la fin du pionnier tombé sur ses propres traces, alors que toute perspective lui était désormais fermée.

Les semences jetées par qui a travaillé pour l'éveil de la classe travailleuse italienne ne sauraient être perdues.

---

[455] Le cadavre de Matteotti - disparu depuis le 10 juin 1924 - fut retrouvé, le 16 août, dans un petit bois des environs de Rome. Redoutant des manifestations à Rome, le ministre de l'Intérieur, Luigi Federzoni, fit transporter le corps de nuit, presque secrètement, à Fratta Polesine, ville natale du député socialiste. Tout au long de la route, cependant, la foule vint saluer la dépouille. La population entière de Fratta Polesine et des environs assista à l'enterrement.

Une fois qu'une classe s'est réveillée de l'esclavage, elle ne peut renoncer à combattre pour son salut. La crise de la société italienne, que ce réveil a poussée jusqu'à l'exaspération, ne peut être surmontée par la terreur ; elle ne pourra s'achever que par l'accession au pouvoir des paysans et des ouvriers, par la fin du pouvoir des castes privilégiées, par l'établissement d'une économie nouvelle, par la fondation d'un nouvel État. Mais pour cela, il faut créer une organisation de combat, à laquelle adhèrent avec enthousiasme et conviction les meilleurs éléments de la classe laborieuse, une organisation autour de laquelle les grandes masses puissent se rassembler avec confiance et certitude. Il faut une organisation qui incarne et exprime une claire volonté de lutte, la volonté de mettre en œuvre tous les moyens qu'exige la lutte et sans lesquels aucune victoire définitive ne nous sera jamais donnée. Une organisation qui ne soit pas seulement révolutionnaire dans les mots et dans ses aspirations génériques, mais qui le soit dans sa structure, dans ses méthodes de travail, dans ses buts immédiats et lointains. Une organisation où la décision de réveiller et de libérer la masse devienne quelque chose de concret et de précis, se transforme en capacité à réaliser un travail politique ordonné, méthodique et sûr, capacité de réaliser non seulement des conquêtes immédiates et partielles, mais aussi de défendre toutes les conquêtes déjà réalisées et de passer à des conquêtes toujours plus élevées, à celle, surtout, qui garantira toutes les autres : la conquête du pouvoir, la destruction de l'État des bourgeois et des parasites, son remplacement par un État de paysans et d'ouvriers.

Les ouvriers réformistes qui, en souvenir de leur chef abattu, ont demandé à entrer dans notre Parti, ont compris ces choses-là. Par leur geste, ils disent à leurs camarades que le sacrifice de Matteotti s'honore en travaillant à la création du seul instrument qui accomplira et réalisera l'idée dont il était animé, l'idée de la rédemption totale des travailleurs : le parti de classe des ouvriers, le parti de la révolution prolétarienne.

Il n'y a qu'une seule façon de célébrer dignement et profondément le sacrifice de Matteotti : c'est celle des militants qui se rassemblent dans les rangs du Parti et de l'Internationale communiste pour se préparer à toutes les luttes de demain. C'est grâce à eux, et à eux seulement, que la classe ouvrière cessera d'être le « pèlerin du néant », cessera de passer de désillusion en désillusion, de défaite en défaite, de sacrifice en sacrifice, en essayant en vain de résoudre le problème contradictoire de créer un monde nouveau sans briser en éclats ce vieux monde qui nous opprime. Ce n'est que grâce à eux que la classe ouvrière deviendra libre et maîtresse de ses propres destinées.

Sans signature, *Lo Stato Operaio*, II, 28,
28 août 1924.

DÉMOCRATIE ET FASCISME [456]

---

[456] Cet article - qui n'a pas été repris dans *La costruzione del Partito comunista - appartient à l'ensemble de textes « inconnus » de Gramsci rassemblés par Renzo Martinelli sous le titre de Per la verità (Rome, 1974, pp. 292-298). Une confrontation avec un article antérieur : « La crise italienne », supra, pp. 126-140 - confrontation ébauchée également chez Leonardo Paggi (Antonio Gramsci e il modernoo principe, Rome, 1970, p. X1X) -, permet en effet de retrouver ici le développement d'un thème esquissé par Gramsci dans son rapport d'août 1924 : celui de la « situation démocratique ». L'analyse de la crise de l'après-guerre et l'attention à la force de rupture des organisations de masse qu'invoque aussi R. Martinelli ne sont peut-être pas, en revanche, pleinement caractéristiques du « patrimoine culturel gramscien ». Plus convaincant, au contraire, nous paraît le retour sur la thématique ordinoviste sur lequel s'achève le texte. Et surtout, il nous semble que Gramsci, loin de se contenter ici de développer certains thèmes de son rapport du mois d'août précédent, en présente aussi la « défense » face aux critiques que lui a adressées le C.E. de l'I.C. (cf., supra, p. 126, n. 1).*

En quel sens doit-on affirmer que fascisme et démocratie sont deux aspects d'une même réalité, deux formes différentes d'une même action - l'action que mène la classe bourgeoise pour arrêter la classe prolétarienne dans sa marche ? L'énoncé de cette vérité est contenu dans les thèses de l'Internationale communiste, mais seule l'histoire italienne de ces dernières années en offre une démonstration sans équivoque. Il y a eu ces dernières années, en Italie, une parfaite division du travail entre le fascisme et la démocratie.

Il apparut évident après la guerre qu'il était impossible pour la bourgeoisie italienne de continuer à s'appuyer sur un régime démocratique. Pourtant, avant la guerre, la démocratie italienne était déjà un régime assez singulier. C'était un régime qui ignorait la liberté économique, qui ne connaissait pas les libertés politiques fondamentales, qui s'efforçait d'empêcher par la corruption et par la violence tout libre développement de forces neuves, que celles-ci se soient insérées préalablement ou non dans le cadre de l'État, et qui restreignait la classe dirigeante à une minorité incapable de se maintenir sans l'aide agissante du policier et du carabinier. Dans le régime démocratique italien d'avant la guerre, chaque année, quelques dizaines d'ouvriers tombaient dans les rues et, à certains endroits, on mettait une muselière aux vendangeurs, de crainte qu'ils ne touchent à la récolte. Pour les paysans et pour les ouvriers, la démocratie se réduisait au seul fait qu'ils avaient, à la base, la possibilité de créer un réseau d'organisations et de les développer, de façon capillaire, jusqu'à englober la majorité des éléments décisifs des classes laborieuses. Mais ce très simple fait comportait implicitement, pour le régime démocratique, une condamnation à mort. La crise de l'après-guerre la rendit explicite.

L'existence et le développement d'une organisation de classe des travailleurs créent un état de fait auquel on ne peut remédier ni par la violence d'État que tout régime démocratique s'autorise ni par le recours systématique à la corruption politique des dirigeants. On le vit en Italie après les premières élections au suffrage universel et à la proportionnelle, Après ces élections, la bourgeoisie se sentit impuissante à résoudre le problème de ne pas laisser échapper son pouvoir. Même en dehors de la volonté des chefs et quoiqu'il n'y eût pas de direction consciente, le mouvement ouvrier ne put s'empêcher de prendre une orientation et des développements décisifs. Les poignées de main à Filippo Turati, les clins d'œil à D'Aragona et les faveurs qu'on accordait en sous-main aux mandarins de la coopération ne suffirent plus à contenir un mouvement qu'inspirait la poussée de millions d'hommes qu'encadrait, même de manière illogique et primitive, une organisation ; de millions d'hommes mus par l'aiguillon de besoins élémentaires qui avaient grandi et restaient insatisfaits. C'est alors que les démocrates qui auraient voulu rester cohérents se posèrent le problème de « faire adhérer les masses à l'État ». Problème insoluble, tant qu'il n'existe pas un État dont les masses soient la chair et le sang, un État né des masses par un processus de création organique, et qui soit lié à elles. C'est à ce moment-là, en réalité, que la démocratie comprit qu'elle devait se retirer et laisser le champ libre à une force différente. L'heure du fascisme avait sonné.

Quel service le fascisme a-t-il rendu à la classe bourgeoise et à la « démocratie » ? Il s'est proposé de détruire jusqu'à ce minimum auquel se réduisait, chez nous, le régime démocratique : la possibilité concrète de créer à la base un lien organisationnel entre les travailleurs et d'étendre graduellement ce lien jusqu'à embrasser les grandes masses en mouvement. Il s'est proposé d'anéantir les résultats déjà acquis dans ce domaine. Ces deux objectifs, le fascisme les a atteints, et par une action parfaitement conforme à ces objectifs. Le fascisme n'a jamais manœuvré, comme aurait pu le faire l'État réactionnaire en 1919 et en 1920, contre un grand mouvement de rue. Il a même attendu pour se mettre en mouvement que l'organisation ouvrière soit entrée dans une phase de passivité, et il s'est déchaîné contre elle,

en la frappant en tant que telle, non pour ce qu'elle « faisait » mais pour ce qu'elle « était », c'est-à-dire en tant que source de liens susceptibles de donner une forme et une physionomie aux masses. Même si pour eux ils ne sont pas apparents, c'est de l'existence de ces liens que procèdent, pour la plupart, la force et la capacité combative des travailleurs. Il s'agit de la possibilité de se réunir, de discuter, de conférer aux réunions et aux discussions un caractère régulier, de les mettre à profit pour se choisir des chefs, de jeter les fondations d'une formation organique élémentaire, d'une ligue, d'une coopérative, d'une section de parti. Il s'agit de la possibilité d'assurer à ces formations organiques un fonctionnement ininterrompu, d'en faire la trame d'un mouvement organisé. Le fascisme a opéré de manière systématique pour détruire ces possibilités. C'est pourquoi son action s'est montrée particulièrement efficace à la périphérie, à la base de l'édifice organisationnel de la classe travailleuse, dans les provinces, dans les centres ruraux, dans les laboratoires et dans les usines. Le licenciement des ouvriers subversifs, le bannissement et l'assassinat des « chefs » ouvriers et paysans, l'interdiction des réunions, l'interdiction de rester hors de chez soi après les heures de travail, l'entrave mise ainsi à toute activité « sociale » des travailleurs, et puis la destruction des Bourses du travail et de tous les autres centres d'unité organique de la classe ouvrière et paysanne, et la terreur répandue dans la masse - tout cela a eu plus d'effet qu'une lutte politique qui aurait privé la classe ouvrière des « droits » que la Constitution garantit sur le papier. Après trois ans de ce genre d'action, la classe ouvrière a perdu toute forme et toute faculté d'organisation, elle est réduite à une masse sans liens, pulvérisée, dispersée. Sans modification fondamentale de la Constitution, mais parce qu'on a retiré toute efficacité à la force des ouvriers et des paysans, les conditions politiques du pays ont changé de la manière la plus profonde.

Lorsque la classe ouvrière en est réduite à ces conditions, la situation politique est « démocratique [457] ». Dans ces conditions, en effet, les groupes bourgeois soi-disant libéraux peuvent, sans redouter de répercussions fatales pour la solidité de l'État et de la société :

1° dégager leurs responsabilités du fascisme qu'ils ont armé, favorisé et poussé à lutter contre les ouvriers ;

2° restaurer « l'autorité de la loi », c'est-à-dire une situation où rien ne s'oppose à l'existence d'une organisation des travailleurs.

La première chose, ils peuvent la faire parce que les ouvriers, dispersés et désorganisés, ne sont pas en mesure d'insérer assez profondément leur force dans la contradiction bourgeoise pour la transformer en une crise générale de la société, prélude à la révolution. La seconde chose est possible parce qu'en détruisant les résultats de trente ans de travail d'organisation, le fascisme en a créé les conditions. Les bourgeois n'accordent la liberté de s'organiser aux travailleurs que lorsqu'ils ont la certitude que les travailleurs sont réduits au point de ne pouvoir s'en servir autrement que pour reprendre un travail élémentaire d'organisation, travail dont ils espèrent qu'il n'ait pas, sinon à long terme, de conséquences politiques.

Au fond, la « démocratie » a organisé le fascisme lorsqu'elle a senti que, même dans des conditions de simple liberté formelle, elle ne pouvait pas résister davantage à, la pression de la classe travailleuse. En désagrégeant la classe ouvrière, le fascisme a rendu à la « démocratie » la possibilité d'exister.

---

[457] Cf., *supra,* p. 137 : « Si la situation est “ démocratique ”, c'est parce que les grandes masses travailleuses sont désorganisées, dispersées, pulvérisées au sein du peuple indifférent. »

Dans le projet des bourgeois, la division du travail devrait se réaliser de façon parfaite, l'alternance du fascisme et de la démocratie devrait réussir à exclure définitivement toute possibilité de reprise ouvrière. Mais il n'y a pas que les bourgeois qui le pensent. C'est du même point de vue que se placent les réformistes, les maximalistes, tous ceux qui soutiennent que pour les travailleurs d'Italie, les conditions sont analogues à celles d'il y a trente ans, de 1890 sinon avant, de la période où le mouvement ouvrier de chez nous a fait ses premiers pas, tous ceux qui considèrent donc l'opposition entre la bourgeoisie « démocratique » et le fascisme tout comme on considérait alors les contradictions entre les bourgeois radicaux et les conservateurs, tous ceux qui parlent de « libertés constitutionnelles » ou de « liberté du travail » de la façon dont on pouvait en parler aux débuts du mouvement ouvrier. Se placer de ce point de vue signifie souder inexorablement autour de la classe travailleuse le cercle vicieux dans lequel la bourgeoisie veut l'enfermer. À en croire les réformistes, les ouvriers et les paysans d'Italie ne peuvent espérer aujourd'hui qu'une seule chose, et c'est que la bourgeoisie elle-même leur rende la liberté de reconstruire leur organisation et de la faire revivre ; la liberté de reconstituer les syndicats, les ligues, les sections du Parti, les Bourses du travail et ensuite les fédérations, les coopératives, les bureaux de placement, les services de contrôle de la main-d'œuvre, les conseils destinés à limiter la liberté du patron dans l'usine, allons ! allons ! - jusqu'à ce que la poussée des masses réveillées par les organisations, et par les organisations elles-mêmes pour dépasser les limites de la société bourgeoise, soit si forte que la « démocratie » ne puisse ni lui résister ni la supporter et arme une fois de plus, pour couper court à la menace, une armée de chemises noires.

Comment briser le cercle vicieux ? Résoudre ce problème veut dire résoudre pratiquement le problème de la révolution. Il n'y a qu'une voie : parvenir à réorganiser les grandes ères pendant le développement même de la masses ouvrièrescrise politique bourgeoise, et pas avec la permission des bourgeois, mais par l'initiative d'une minorité révolutionnaire et autour d'elle. Du jour où le régime fasciste est entré en crise, le Parti communiste ne s'est pas proposé d'autre but. Est-ce une tâche « organisationnelle » au sens strict du terme ou s'agit-il d'une tâche « politique[458] » ? Ce que l'on vient de dire suffit à démontrer que ce n'est que lorsque le Parti communiste parviendra à s'en acquitter qu'il parviendra à modifier les termes de la situation réelle. « Réorganiser » la classe ouvrière, dans ce cas, cela signifie pratiquement « créer » et faire intervenir sur la scène politique une force nouvelle, une force dont on ne tient pas compte maintenant, comme si elle n'existait plus. Organisation et politique se changent donc l'une en l'autre [459].

Le travail du Parti communiste est facilité par deux conditions fondamentales :

1° par le fait que la désagrégation de la classe travailleuse opérée par le fascisme a laissé subsister le Parti communiste lui-même comme fraction organisée de la classe, comme organisation d'une minorité révolutionnaire et des cadres d'un grand Parti de masse. Le mérite de la ligne suivie par les communistes pendant les premières années du Parti apparaît pleinement ici, comme apparaît pleinement ici la valeur de l'activité de simple organisation technique menée pendant l'année qui a suivi le coup d'État ;

2° par le fait que l'alternance du fascisme à la démocratie et de la démocratie au fascisme n'est pas un processus abstrait des autres faits économiques et politiques, mais va de pair avec

[458] Le C.E. de l'I.C. avait été effectivement assez critique sur ce point : « On ne peut conquérir d'abord la majorité de la classe ouvrière par des mesures d'organisation pour la conduire ensuite au combat. Ce n'est que dans la lutte politique que le Parti peut atteindre cet objectif » (« Rilievi del Komintern... », *loc. cit.*).

[459] Allusion à Giambattista Vico et à la conversion réciproque du fait et du vrai,

l'extension et l'approfondissement de la crise générale de l'économie capitaliste et des rapports de forces édifiés sur celle-ci. Il existe donc un puissant stimulus objectif qui pousse les masses à rentrer en lice pour la lutte de classes.

Ces deux conditions n'existent pas pour les autres partis soi-disant ouvriers. Tous sont en effet d'accord non seulement pour nier l'importance de l'organisation consciente de parti, mais aussi pour accepter la thèse bourgeoise de la stabilisation progressive de l'économie capitaliste après la crise de la guerre.

Mais si la fonction politique du Parti communiste se révèle et s'exprime avec le plus de clarté et avec une efficacité supérieure, c'est que lui seul est capable de lancer le mot d'ordre de la création d'une organisation qui, dépassant à la fois les limites de la stricte organisation de parti et de l'organistion syndicale, réalise l'unité de la classe ouvrière sur un terrain plus large, celui où la classe ouvrière, rassemblée de façon autonome, reprend le combat, et contre les bourgeois fascistes et contre les bourgeois démocrates et libéraux. Cette organisation est constituée par les « comités ouvriers et paysans » pour la lutte contre le fascisme [460].

Pour trouver dans l'histoire italienne quelque chose d'analogue aux « comités ouvriers et paysans », il faut remonter aux conseils d'usine de 1919-1920 et au mouvement auquel ils ont donné naissance. Le conseil d'usine posait et résolvait en même temps le problème de l'unité de la classe et celui de son action révolutionnaire pour abattre le régime bourgeois. Le conseil d'usine réalisait l'unité organisationnelle de tous les ouvriers tout en conférant à la lutte de classes une telle acuité que l'affrontement suprême devenait inévitable. Le conseil d'usine constituait la négation totale non seulement de la fable de la collaboration et de l'utopie de la paix sociale, mais aussi de la stupide légende de l'organisation qui se développe avec l'autorisation des bourgeois au sein de la société capitaliste pour en dépasser les limites et la vider graduellement de son contenu.

L'unité ouvrière se réalisait sur le terrain révolutionnaire, en brisant à la base l'organisation économique et politique de la société capitaliste.

Dans quelle mesure le rôle révolutionnaire joue un jour par les conseils d'usine peut-il être tenu aujourd'hui par les comités ouvriers et paysans ? Pendant la première période de son existence, *L'Ordine Nuovo* s'est particulièrement consacré à développer les thèses relatives au mouvement des conseils et à pousser à la création spontanée et au développement de ces

---

[460] La campagne pour la formation de « Comités ouvriers et paysans » ou de « Comités d'unité prolétarienne » (comme on les désigne aussi) fut lancée par le Parti communiste à l'automne 1924 -à l'époque, précisément, où il proposait au Comité des oppositions de l'Aventin de se transformer en anti-Parlement (20 octobre). Ce mot d'ordre « prématuré », « abstrait », sans support populaire, ainsi qu'allait d'abord le désigner Humbert-Droz dans un rapport à l'I.C. du 29 septembre (J. Humbert-Droz, *Il contrasto tra l'Internazionale e il P.C.I, 1922-1928*, Milan, 1969, p. 182), représentait apparemment le mûrissement d'une idée lancée par Gramsci lors de la réunion du Comité central des 13-14 août : la formation de « Comités prolétariens » susceptibles de « prendre en charge les intérêts généraux de tout le peuple travailleur » (*supra*, p. 140). Mais, sans doute sous la pression du C.E. de l'I.C., le projet, entre-temps, s'était précisé, quelque peu infléchi aussi, et, surtout, avait été replacé dans cette stratégie du « front unique » à laquelle Gramsci n'avait cessé de s'identifier. C'était du moins ainsi que Togliatti avait présenté cette initiative à Zinoviev et au secrétariat de l'I.C. dans une lettre du 23 septembre : « ... Nous lançons le mot d'ordre de constitution de comités ouvriers et paysans pour la lutte contre le fascisme, comités dans lesquels doivent se rassembler toutes les forces antifascistes de la classe des ouvriers et des paysans, en se séparant des organisations des oppositions constitutionnelles auxquelles adhèrent les socialistes en tant que parti » (P. Togliatti, *Opere*, I, *1917-1926*, Rome, 1974, pp. 822-823). Dès l'année suivante, toutefois, la proposition communiste d'une « assemblée républicaine sur la base des Comités ouvriers et paysans » allait conférer à cette formule une dimension nouvelle. Mais c'est en s'y référant, dans les thèses du Congrès de Lyon de 1926 (« Le mot d'ordre des comités ouvriers et paysans doit être considéré comme la formule qui résume toute l'action du Parti... »), que Gramsci allait sans doute en dévoiler la fonction réelle : marquer l'aboutissement - ou la fin ? - du « travail » entrepris avec la *Correspondance de Moscou et de Vienne.*

organismes ; aujourd'hui, il met cet autre problème au centre de son action de propagande et d'agitation, ce problème auquel se consacre aujourd'hui le Parti communiste. La continuité de l'un à l'autre, quels que soient les points de rencontre et de divergence entre les conseils et les comités, réside dans l'effort pour amener le mouvement de reprise des grandes masses à s'exprimer dans une forme organique et à y trouver les germes du nouvel ordre de choses que nous voulons créer. C'est seulement dans la mesure où cet effort aboutira que prendront fin l'alternative odieuse et l'abjecte division du travail entre le fascisme et la démocratie.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo,* IIIe série, 1er novembre 1924.

LA CHUTE DU FASCISME

En premier lieu, un problème politique concret se pose, à savoir comment renverser le ministère présidé par Benito Mussolini. Les diverses branches de l'opposition bourgeoise qui ont posé ce problème de la manière la plus étroite possible, pensant ainsi pouvoir s'acquitter plus facilement de leur tâche, sont en train, depuis le mois de juin, de s'agiter dans une impasse. En effet, croire pouvoir réduire la crise du ministère Mussolini à une crise ministérielle quelconque est une illusion absurde. Tout d'abord, il y a la milice qui n'obéit qu'à Mussolini et le met absolument hors d'atteinte d'une manœuvre politique normale [461]. On a lutté pendant plusieurs mois pour surmonter l'obstacle de la milice, mais sur un terrain qui n'était pas le bon. On a travaillé l'armée, on a découvert le roi. Mais au bout du compte, on s'est retrouvé au point de départ. Mussolini ne s'en va pas. Et même s'il est vrai qu'on aurait tôt fait de régler son compte à la milice dès que la question de l'élimination de Mussolini du gouvernement se poserait d'une manière concrète, un autre problème se pose, qui est non seulement plus grave, mais encore plus décisif : qui fera le procès Matteotti ? Un gouvernement Mussolini ne peut pas laisser faire le procès Matteotti [462]. Les raisons sont connues. Mais Mussolini ne peut même pas s'en aller et il ne s'en ira pas tant qu'il ne sera pas sûr que le procès ne sera pas ouvert, ni par lui ni par personne. Et là encore, les raisons, tout le monde les connaît. Ne pas faire le procès (et ne pas faire le procès veut dire libérer tôt ou tard, et sans doute de préférence tôt, les individus actuellement arrêtés), cela veut dire toutefois aller au-devant d'une insurrection de

---

[461] La milice fasciste était l'héritière des *squadre* des années 1921-1922. Dès le mois de novembre 1921, le Comité central du P.N.F., informé de ce que Bonomi se préparait à interdire les bandes armées (ce fut l'objet d'une circulaire aux préfets du 23 décembre 1921), proclama publiquement que « l'armée fasciste » formait « un tout » avec le P.N.F. : celui-ci étant un parti « constitutionnel », représenté au Parlement, il était désormais légalement impossible de dissoudre « l'armée fasciste », L'organisation de la milice proprement dite n'intervint Pourtant qu'après la « marche sur Rome » : il s'agit alors pour Mussolini, et de se doter d'une véritable garde prétorienne, et de reprendre le contrôle de ses troupes, trop souvent liées aux humeurs des divers *cas* locaux. Un projet d'organisation de la « Milice volontaire pour la sûreté nationale » est élaboré le 19 décembre 1922 et mis en application dès le 28 décembre. Rattachée officiellement à l'armée et encadrée par des officiers, la milice, appelée à compter 60 000 membres de 17 à 50 ans, se présente d'emblée comme « la garde armée de la Révolution [fasciste] » : hommes de troupe et officiers sont recrutés exclusivement parmi les membres du P.N.F. et ses membres prêtent serment à Mussolini, et non au roi, comme il est de tradition dans l'armée *(« La Milice volontaire pour la sûreté nationale est au service de Dieu et de la Patrie italienne, et elle est aux ordres du chef du gouvernement* »). Le 1er janvier 1923, enfin, est promulgué un décret proclamant la dissolution de la Guardia Regia, instituée par Nitti en 1919 et qui comptait alors 35 000 hommes.

[462] Le procès des assassins de Matteotti eut effectivement lieu à Chieti, petit chef-lieu des Abruzzes, en 1926. Le ministère public fut représenté par un beau-frère de Farinacci et le principal accusé, Amerigo Dumini, fut défendu par Farinacci lui-même (ancien chef de gare, ce dernier avait fait, depuis la « marche sur Rome », de rapides et singulières études de droit). Mais, surtout, les accusés bénéficièrent du fort opportun décret d'amnistie du 31 juillet 1925, réduisant ou annulant les peines pour les délits de caractère politique, assassinat excepté : une fois établi le caractère politique de l'enlèvement de Matteotti, le ministère publie et la défense démontrèrent qu'il ne s'agissait que d'un homicide sans préméditation, d'une sorte d'accident dû à la mauvaise volonté de la victime qui s'était débattue. Le temps de « préventive » couvrant la peine prévue par le décret de 1925, Dumini et ses amis furent presque aussitôt libérés.

l'opinion publique, cela veut dire mettre le gouvernement à la merci de n'importe quel maître chanteur capable d'exhiber des documents à usage interne et se maintenir sur le fil d'une épée. Ne pas faire le procès, cela veut dire laisser une plaie ouverte en permanence, avec la possibilité d'une « opposition morale » bien plus importante et bien plus efficace, en certaines occasions précises, que n'importe quelle opposition politique. Or, que la bourgeoisie envisagée dans « toutes » ses fractions soit disposée à ne plus parler ni du crime ni du procès, si tel est le prix de la consolidation de son régime, c'est un fait indubitable. On dit même que ce thème aurait été déjà abordé dans des réunions de l'opposition.

Mais il n'est pas moins vrai que la campagne sur le procès et pour le procès ne peut être laissée à l'initiative des groupes antibourgeois et, par exemple, d'un parti prolétarien. Étouffer l'affaire ne signifierait pas en effet obtenir que 39 millions d'Italiens l'effacent de leur souvenir. Rien de nouveau, donc, à attendre des voies normales. Le jour où l'opinion publique s'est soulevée unanimement devant l'assassinat de Matteotti et où cette insurrection a contraint Mussolini à accomplir certains actes qui devaient avoir et qui auront des conséquences incalculables, la politique du fascisme et de la bourgeoisie réactionnaire a buté sur un obstacle impossible à surmonter. Pour quelque chose de semblable et de beaucoup moins grave, à l'époque de l'affaire Dreyfus, la société et l'État français se sont trouvés au bord de la révolution. Il est vrai qu'à ce qu'on dit, il y avait en jeu quelque chose de plus profond qu'un problème moral. Ce qui était en jeu, c'était un problème de rotation de classes et de catégories sociales au gouvernement. Mais en Italie aussi, avec les circonstances aggravantes qui s'imposent, il en va de même.

Venons-en maintenant au second aspect du problème, au problème fondamental, non pas celui du ministère Mussolini, ou de la milice, ou du procès ou d'autres choses semblables, mais celui du régime dont la bourgeoisie a dû se servir pour briser les forces du mouvement prolétarien. C'est ce second aspect qui est, pour nous et pour tous, essentiel, mais il est lié au premier d'une manière indissociable. Bien mieux, tous les dilemmes, toutes les incertitudes et les difficultés qui interdisent d'envisager une solution de caractère limité comme celle qu'ont en tête les partis d'opposition et tous les bourgeois, sont un symptôme de conflits fondamentaux très profonds. À la base de tout, il y a le problème même du fascisme, mouvement qui dans l'idée de la bourgeoisie ne devait être entre ses mains qu'un « instrument » de réaction et qui, au contraire, une fois évoqué et déchaîné est pire que le diable, et ne se laisse plus dominer, mais avance pour son propre compte, Le meurtre de Matteotti, du point de vue de la défense du régime, fut une erreur particulièrement grave. L'« affaire » du procès, que personne ne parvient à liquider proprement, est une plaie dans le flanc du régime telle qu'aucun mouvement révolutionnaire, en juin 1924, n'était capable de lui en infliger. Elle n'est d'ailleurs rien d'autre que l'expression et la conséquence directe de la tendance du fascisme à ne plus se comporter en simple « instrument » de la bourgeoisie, mais à multiplier les exactions, les violences et les crimes, selon une raison profonde qui lui est propre et qui finit par ne plus tenir compte des intérêts de la conservation du régime actuel.

Et c'est ce dernier point qu'il nous faut examiner et apprécier avec le plus d'attention si nous voulons trouver un fil directeur pour résoudre le problème dont nous discutons ici. La tendance du fascisme que nous avons cherché à caractériser brise de telle façon l'alternance normale de périodes de réaction et de périodes de « démocratie » qu'à première vue elle peut sembler favorable à la conservation d'une ligne réactionnaire et à une défense plus rigide du régime capitaliste ; en réalité, elle peut aboutir à l'effet contraire. Il y a en effet des éléments qui influent sur la situation d'une manière absolument opposée à tout plan de conservation du régime bourgeois et de l'ordre capitaliste. Il y a la crise économique, il y a le malaise des grandes masses, il y a l'exaspération provoquée par la contrainte fasciste et policière. Il y a une situation

dans laquelle, tandis que les centres politiques de la bourgeoisie ne réussissent plus à mener à bien leurs manœuvres de sauvetage, l'intervention dans la lutte des forces de la classe ouvrière devient toujours plus vraisemblable et où l'alternative fascisme-démocratie tend à se transformer en : fascisme-in-surrection prolétarienne.

La chose peut même être traduite en termes très concrets. En juin, tout de suite après le meurtre de Matteotti, le coup subi par le régime fut si rude que l'intervention immédiate d'une force révolutionnaire aurait mis son existence en danger. Cette intervention ne put se faire, soit que les masses aient été, dans leur majorité, incapables de bouger, soit qu'elles aient été orientées, sous l'influence des démocrates et des sociaux-démocrates, vers des solutions intermédiaires. Six mois d'incertitude et de crise sans issue ont accéléré inexorablement le processus de rupture des masses avec les groupes bourgeois, leur adhésion au Parti et aux thèses révolutionnaires. La faillite totale de la position des oppositions, qui apparaît chaque jour plus certaine, donnera à ce processus une poussée définitive. Alors, même devant les masses, le problème de la chute du fascisme se présentera dans ses véritables termes.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo,* IIIe série,
15 novembre 1924.

COMMENT IL NE FAUT PAS ÉCRIRE L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION BOLCHEVIQUE

À PROPOS DU 1917 DE LÉON TROTSKI [463]

Le Ve Congrès de l'Internationale communiste et le XIIIe Congrès du Parti communiste russe ont unanimement condamné, comme opportuniste et petite-bourgeoise, la politique de l'opposition russe dirigée par le camarade Trotski.

Cependant, le camarade Trotski continue son action sous une nouvelle forme. Son livre sur Lénine en a représenté la première tentative [464]. De nombreux camarades se sont laissé séduire par la valeur littéraire de ce livre, mais les organes du Parti communiste russe et du Parti communiste allemand se sont chargés aussitôt de soumettre à une critique scientifique sévère la tendance de cet ouvrage. Nous en sommes maintenant à la seconde attaque de Trotski.

Dans le troisième volume de ses œuvres *(1917)* qui vient de paraître, il y a une préface d'environ 60 pages. De même qu'autrefois les épigones de Marx ont, sous son drapeau, tenté la révision du marxisme, de même aujourd'hui, au nom du léninisme, Trotski veut réviser le bolchevisme.

---

[463] Il s'agit là d'un « chapeau » à la traduction d'un article anonyme dirigé contre Trotski, qui avait paru dans la *Pravda* du 2 novembre 1921. Cet article, que l'on attribue généralement à Boukharine, avait été diffusé en plusieurs langues par *La Correspondance Internationale* pour être repris par les organes des principaux partis communistes : « Comment il ne faut pas écrire l'histoire de la Révolution d'Octobre, *La Correspondance Internationale,* IVe année, no 76 (n° spécial), 13 novembre 1924, pp. 845-850. Trotski venait en effet de publier - le 11 octobre 1924 - un texte destiné à servir de préface au IIIe volume de ses *Œuvres complètes, Ot fevralja do oktjabria* [De février à octobre] : « Les leçons d''Octobre » (cité parfois sous le titre : « 1917 »), qui frappait de plein fouet deux des membres de la « troïka », Zinoviev et Kamenev, en rappelant leurs hésitations à la veille du 6 novembre. Ainsi que devait le rappeler Bordiga, à l'inverse du P.C.F., le P.C.I. ne jugea pas utile de traduire « Les leçons d'Octobre ». L'organe du P.S.I. en publia, toutefois, quelques pages. *(Avanti !,* 30 janvier 1925), tandis que *Critica fascista* en fournit un long résumé (no 2 et 3, 15 janvier et 1er février 1925). Quant à la traduction française - parue d'abord dans les *Cahiers du Bolchevisme* (nos 5 et 6, 1924) -, cf., aujourd'hui, *Staline contre Trotski,* Paris, Maspero, 1965, pp. 31-82.

[464] Léon Trotski. *Lénine* [19241, Paris, Librairie du Travail, 1925. Ce livre fut d'abord publié sous forme d'articles dans la *Pravda* à partir du 16 avril 1924.

L'organe central du Parti communiste russe, la *Pravda,* répond sans attendre à la tentative de Trotski par un article dont nous donnons aujourd'hui la première partie, pour l'information des camarades italiens.

L'Avanti !, toujours pressé d'accomplir sa mission contre-révolutionnaire, fait annoncer hier par un correspondant de Berlin que le livre de Trotski a été « saisi par le gouvernement des Soviets », et il ajoute : « Ce qui ne signifie pas, naturellement, que la polémique soit close et ce qui, surtout, ne signifie pas que Trotski ait tort [465]. »

L'Avanti !, organe d'un parti qui court à toute vitesse vers l'opportunisme le plus insensé, errant sans boussole dans le champ international, est contraint de courir derrière tous ceux qui manifestent leur désaccord avec la politique de l'Internationale communiste. Hier, il travaillait pour la IIe Internationale avec les Paul Louis, les Frossard et les Ledebour, voire les indisciplinés du Parti communiste suédois, aujourd'hui il présente à ses lecteurs la « saisie » d'un livre du camarade Trotski, de même qu'au temps du XIIIe Congrès du Parti communiste russe, il souligna complaisamment, dans divers articles de fond, l'importance du courant dirigé par Trotski qui devait être battu de façon si retentissante à ce même XIIIe Congrès.

Certes, pour un parti démocratique sans orientation comme l'est le parti dit maximaliste, il est inconcevable qu'un communiste, même s'il s'appelle Léon Trotski, doive se soumettre à une discipline de fer. En fait, le premier à ne pas se plaindre de cette discipline communiste, c'est le camarade Trotski lui-même qui reste toujours un militant du Parti communiste russe et un soldat de la révolution bolchevique.

Sans signature, *L'Unità,* 19 novembre 1924.

L'ÉCOLE DU PARTI

Au moment où s'ouvre le premier cours d'une école du Parti [466], nous ne pouvons nous empêcher de penser aux nombreuses tentatives qui ont été faites dans ce domaine au sein du mouvement ouvrier italien et au sort singulier qu'elles ont connu. Laissons de côté les tentatives faites dans une direction qui n'est pas la nôtre : ces « Universités » prolétariennes, sans couleur de parti, qui étaient, dans le meilleur des cas, des académies oratoires dépourvues de tout principe interne de cohésion unitaire[467] et, le plus souvent, le véhicule des forces et des idéologies antiprolétariennes qui tentaient d'influencer la classe ouvrière. Elles ont eu le destin qu'elles méritaient : elles se sont succédé et se sont mêlées sans laisser la moindre trace profonde. Mais on ne peut guère dire mieux des tentatives faites dans notre domaine et sous

---

[465] « Le disgrazie di un libro di Trotski [Les malheurs d'un livre de Trotski] », *Avanti !* 11 novembre 1924.

[466] La création d'« écoles de parti » participait de la « bolchevisation » mise en route à partir du Ve Congrès de l'Internationale communiste. Il fut décidé en effet que l'« éducation bolchevique » des cadres des différents partis communistes s'effectuerait désormais dans des écoles centrales ou régionales organisées par ces mêmes partis. S'agissant de l'Italie, il se serait agi, toutefois, si l'on en croit Alfonso Leonetti, d'une idée personnelle de Gramsci. De l'« école de culture » organisée par *L'Ordine* Nuovo en 1919 au *Proletkult* turinois de 1921 ou au *Mejdounarodnii Leninskii Kours* de Petrograd, ce dernier n'avait cessé effectivement de s'intéresser activement aux problèmes d'organisation de la culture. Dans le cas présent, il rédigea les deux premiers (et uniques) cours d'une école de parti par correspondance, « Introduzione al primo corso della scuola interna di partito » (publié partiellement sous le titre « Per una preparazione ideologica di massa » dans *Lo Stato Operaio*, V, 3-4, mars-avril 1931) et « La vita della scuola », aujourd'hui in *La costruzione del Partito comunista*, 1923-1926, pp. 50-57 et 58-62).

[467] Que l'on pense ici aux railleries de Gramsci contre le « brave Luigi Molinari », fondateur en 1900 d'une « Université populaire », in « Le programme de *L'Ordine Nuovo* », *Écrits politiques*, I, p. 370.

notre direction. Elles ont toujours eu avant tout un caractère sporadique et, en outre, elles n'ont jamais abouti à des résultats satisfaisants. Rappelons par exemple l'initiative prise par *L'Ordine Nuovo* en 1919-1920 [468]. L'école qui s'était ouverte alors à Turin dans un climat d'enthousiasme et dans des conditions très favorables, ne dura même pas assez pour mener à terme son programme initial. Sans être celui qu'en attendaient les promoteurs et les élèves, son écho dans notre mouvement fut malgré tout très favorable. Aucune des autres tentatives n'a eu, à notre connaissance, autant de succès et de répercussion que celle-là. On n'est jamais sorti des limites d'un groupe, d'un petit cercle, des efforts isolés de quelques-uns. On n'est pas parvenu à éviter ni à dépasser la sécheresse et la stérilité des chapelles « culturelles » bourgeoises.

La cause fondamentale de ces insuccès est l'absence de lien entre ces « écoles », à l'état de projet ou ouvertes, et un mouvement de caractère objectif. Le seul cas où ce lien existe est celui de l'école de *L'Ordine Nuovo* dont nous venons de parier. Dans ce cas toutefois, le mouvement à caractère objectif - le mouvement turinois des usines et du Parti - est d'un tel poids que, par comparaison, il écrase et réduit presque à néant la tentative de créer une école où les capacités théoriques des militants pourraient être affinées. Une école adaptée à l'importance d'un tel mouvement aurait demandé, non l'activité de quelques personnes, mais l'effort systématique et ordonné d'un parti tout entier.

Si l'on considère sous cet angle le mauvais sort qui est échu jusqu'à présent aux tentatives de création d'écoles pour les militants du prolétariat, si on le considère, autrement dit, en fonction de sa cause fondamentale, il apparaît moins comme un mal que comme le signe d'une immunisation du mouvement ouvrier vis-à-vis de ce qui, pour lui, aurait représenté effectivement un mal. Il serait mauvais que le mouvement ouvrier devienne un terrain de chasse ou un sujet d'expériences pour l'outrecuidance de pédagogues mal avisés, mauvais qu'il perde son caractère de combat militant passionné, pour se consacrer à l'étude objective et à la « culture » désintéressée. Ni une « étude objective » ni une « culture désintéressée » n'ont de place dans nos rangs ; rien donc qui ressemble à ce que la conception humaniste, bourgeoise, de l'école considère comme l'objet normal de l'enseignement.

Nous sommes une organisation de lutte, et dans nos rangs on étudie pour accroître, pour affiner les capacités de lutte des individus et de toute l'organisation, pour mieux comprendre les positions de l'ennemi et les nôtres, pour mieux y adapter notre action de chaque jour. Pour nous, l'étude et la culture ne sont rien d'autre que la conscience théorique de nos buts immédiats et suprêmes, et de la façon dont nous pourrons parvenir à les traduire en actes.

Jusqu'à quel point cette conscience existe-t-elle aujourd'hui dans notre parti, est-elle répandue dans ses rangs, a-t-elle imprégné les camarades qui occupent des postes de direction et les simples militants qui doivent quotidiennement apporter aux masses les paroles du Parti, rendre ses ordres efficaces, réaliser ses directives ? Pas encore assez, croyons-nous, pour que nous soyons aptes à accomplir pleinement notre travail de guide du prolétariat. Pas encore assez par rapport à notre développement numérique, à nos ressources organisationnelles, aux possibilités politiques que nous offre la situation. L'école du Parti doit se proposer de combler le vide qui existe entre ce qui devrait être et ce qui est. C'est pourquoi elle ne peut qu'être étroitement liée à un mouvement qui rassemble les forces que nous sommes en droit de considérer comme les meilleures qu'ait tirées de son sein la classe ouvrière italienne. C'est l'avant-garde du prolétariat, qui forme et instruit ses cadres, qui ajoute une arme : sa conscience théorique et la doctrine révolutionnaire, à celles avec lesquelles elle s'apprête à affronter ses

[468] Une « école de culture » s'était organisée autour de *L'Ordine Nuovo* à partir de novembre 1919. Gramsci y avait donné quelques conférences sur la Révolution russe.

ennemis et à livrer ses combats. Sans cette arme-là, le Parti n'existe pas, et sans parti, aucune victoire n'est possible.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo,* IIIe série, 1er avril 1925.

« LÉGALISME » ET « CARBONARISME » DANS LE PARTI COMMUNISTE D'ITALIE [469]

Dans son opuscule sur la bolchevisation des Partis communistes (Kharkov, Izdatielstvo « Prolétarii », 1925) traduit et distribué aux délégués du Plénum de l'EKKI, le camarade Manuilski fait quelques observations sur le Parti italien qu'il convient de rectifier et de préciser.

Le camarade Manuilski écrit :

Nous avons en Italie un Parti illégal, fort, bien organisé, d'environ 30 000 membres, mais son influence en dehors de son organisation est jusqu'ici extrêmement faible [dans les traductions l'appréciation a été aggravée : on y lit que l'influence du parti est nulle].

Le Parti communiste italien doit renoncer un peu [?] à son carbonarisme, apprendre à exploiter toutes les occasions pour se manifester au grand jour sur le terrain de la lutte politique et économique. De ce point de vue, les camarades italiens devraient se souvenir des méthodes du Parti bolchevique russe qui, a la veille du 17 octobre 1905, réussissait à briser les obstacles policiers qui l'étouffaient (p. 35 de l'opuscule). En dépit d'une atroce terreur, le Parti italien, avec ses 30 000 membres, a obtenu aux élections environ 300 000 voix (p. 10).

Il apparaît donc de cet ensemble d'affirmations

1 ° que le Parti italien n'a fait, depuis avril 1924 (époque des élections), aucun progrès du point de vue du nombre de ses effectifs, autrement dit que la crise du fascisme ouverte par le meurtre de Matteotti (juin 1924) et la politique du Parti dans cette phase de la vie italienne n'ont eu aucun reflet, n'ont provoqué aucun développement de l'organisation du Parti,

2° qu'une telle situation est due au « carbonarisme » des dirigeants du Parti, plus exactement, d'une partie de ces dirigeants qui n'ont voulu et ne veulent rien apprendre des événements passés ni des expériences des autres partis de l'Internationale et, en particulier, du Parti bolchevique russe.

La vérité est qu'en avril 1924, au moment des élections, le Parti communiste italien ne comptait que 10 000 inscrits et qu'au cours de cette période il a triplé ses effectifs (il y a, d'autre part, 6 000 membres du Parti italien qui ont émigré en France et qui sont membres du Parti français ; il y a également quelques milliers de camarades qui ont émigré aux États-Unis et en Argentine et qui sont membres des Partis respectifs de ces pays) ; en d'autres termes, la vérité est que, du point de vue de l'organisation, notre parti a récupéré tout ce qu'il avait perdu pendant

---

[469] Signé « La délégation italienne au Plénum du C.E. de l'I.C., ce texte fut rédigé par Gramsci à l'occasion du Ve Plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste réuni à Moscou du 21 mars au 5 avril 1925. Il s'agit d'une réponse à la brochure de Manuilski sur La *bolchevisation* des *partis communistes*, distribuée, comme le signale Gramsci, aux délégués près le C.E. Dans le cadre de l'Internationale, Manuilski s'était surtout occupé du P.C. F. et avait fait plusieurs séjours en France (1919, 1922, 1924). Délégué en Italie, avec Rakosi, en 1922, il avait soutenu le point de vue de la direction bordiguiste dans la question de la fusion avec les maximalistes. Son dévouement à la cause du P.C. d'I. lui avait valu, parmi les communistes italiens, le pseudonyme de « Pélican ».

les années où se déchaînait la terreur fasciste. Même si nous ne disposions pas d'autres indices manifestes et contrôlables, comment serait-il possible de concevoir une augmentation numérique si importante sans supposer une augmentation réelle de l'influence du Parti parmi les masses laborieuses et dans le pays ? Il est évident que les éléments les plus énergiques et les plus actifs du prolétariat et des paysans ne s'acheminent pas vers l'adhésion au Parti révolutionnaire sans qu'existe tout un déplacement à gauche de la grande masse, en d'autres termes, sans que l'influence du Parti se soit étendue et approfondie. Mais il existe aussi des indices directement contrôlables qui permettent d'affirmer qu'un tel mouvement existe réellement et n'est pas seulement le fruit d'une supposition. Au cours des derniers mois de 1924, le Parti avait distribué près de 100 000 cartes du Secours rouge et en janvier 1925, il avait déjà envisagé, sur la base des commandes faites, la distribution de 160 000 cartes. Depuis le début de l'année, *L'Unità,* organe du Parti, a recueilli environ 1 200 lires par jour de souscription ; ce qui signifie que chaque jour 500 ouvriers au moins souscrivent pour le journal. Dans le domaine syndical, le Parti dirige deux fédérations nationales, celle des ouvriers sur bois et celle des personnels de l'hôtellerie et des cantines, et une série de Bourses du travail : Trieste, Trévise, Bari, Foggia, Messine, Naples.

À Turin, où il n'existe pas de Bourse du travail mais seulement un secrétariat confédéral, nous avons la direction de 19 syndicats contre 8 pour les réformistes et les maximalistes, nous avons la majorité des syndicats dans une série de villes comme Savona, Venise, Padoue, Vicence, etc., où n'existe ni Bourse du travail ni secrétariat confédéral.

Il ne fait pas de doute que le Parti est encore faible et que son influence dans la masse est encore loin d'être ce qu'il faudrait qu'elle soit pour renverser le régime bourgeois ; mais entre cette constatation objective et le jugement catastrophique du camarade Manuilski, il y a une certaine distance dont il convient de souligner toute l'injustice. Il est également vrai que le Parti peut et doit donc accomplir d'autres progrès, que le Parti n'a pas encore exploité toutes les possibilités qui s'offrent à lui d'intégrer dans ses rangs tous les éléments qui sont prêts à lutter sous son drapeau. À Turin, par exemple, le Parti compte 700 membres (il en avait 300 au moment des élections) et il compte 800 sympathisants, coordonnés autour des cellules d'entreprise, qui résistent relativement à l'idée d'adhérer immédiatement au Parti, en invoquant une série de raisons, de caractère surtout psychologiques, liées au régime de terreur fasciste où nous sommes, raisons qui ne peuvent être surmontées que par un travail des cellules plus intense et plus systématique.

L'activité du Parti au sein des organismes de masse tels que les syndicats, les coopératives (les communistes sont majoritaires dans les coopératives de Trieste et des Pouilles et ils ont deux représentants au Comité national de la Ligue des coopératives) et les organisations paysannes, démontre à elle seule combien l'accusation de « carbonarisme » lancée par le camarade Manuilski est pour le moins exagérée. Outre le groupe parlementaire, il existe toute une série d'organisations du Parti qui travaillent légalement : la section syndicale, la rédaction de *L'Unità,* la section agraire. Il semble en outre que le camarade Manuilski n'ait jamais entendu parler des réunions publiques que le Parti tient continuellement à la porte des usines et sur les places des villages, réunions qui sont justement, nous semble-t-il, une application Italienne des méthodes suivies par le Parti bolchevique russe durant les périodes les plus noires de la réaction tsariste ; et pourtant plusieurs centaines de ces réunions ont déjà eu lieu, et presque chaque jour il s'en tient de nouvelles : elles sont devenues une forme d'activité normale des camarades italiens et elles ont puissamment contribué au réveil de la masse travailleuse qui se ressaisit et

s'engage de nouveau dans de grandes grèves, comme celle des métallurgistes de l'Italie du Nord [470].

Peut-on parler de « carbonarisme » à propos d'un parti comme le nôtre, qui travaille de la manière qu'on vient de décrire ? L'accusation n'est pas justifiée et elle est profondément injuste. Comment a-t-elle pu naître et arriver jusqu'au camarade Manuilski ? La question est importante et mérite d'être examinée brièvement. Pendant les mois de novembre et décembre 1924, un faible courant chercha à se faire jour dans notre parti : il demandait en termes vagues plus de « légalisme ». Ce courant, représenté presque exclusivement par d'anciens maximalistes de la tendance *terzinternazionalista,* eut pour interprète auprès du Comité central le camarade Serrati. Mais la question ayant été posée de savoir ce que signifierait « plus de légalisme », on n'obtint qu'une réponse : « Faire fonctionner le Parti sur la base des grandes assemblées territoriales et non sur la base des cellules. » Un fait est remarquable, c'est que plusieurs éléments représentant ce courant si épris de « légalisme » trouvèrent toutes sortes de prétextes (affaires professionnelles, trains ratés, imprécision des instructions reçues, etc.) pour se dispenser systématiquement de tenir des réunions à la porte des usines. On peut en trouver une autre explication, et c'est peut-être la plus importante, dans les divergences d'appréciation sur la situation politique et ses débouchés immédiats.

Le Comité central., dans son ensemble, analysait la situation de la manière suivante. Étant donné que les oppositions de l'Aventin ont refusé de constituer un anti-Parlement pour élargir et renforcer la lutte contre le fascisme et que s'est constituée à la Chambre une opposition rassemblant des personnalités politiques de la stature de Giolitti, Orlando, Salandra, la réouverture de la Chambre des députés marque un renforcement réel du gouvernement de Mussolini. Il est désormais évident que la bourgeoisie ne se propose plus déliminer le gouvernement de Mussolini ni le fascisme, mais seulement de normaliser le fascisme pour qu'il devienne nu parti comme les autres (le plus fort des partis bourgeois et non plus le parti qui a le monopole du pouvoir et ne peut plus être éliminé que par une insurrection violente). Il est donc certain que Mussolini reprendra l'offensive contre ses adversaires et particulièrement contre le Parti communiste. Tout en acceptant en dernier recours cette analyse, un groupe extrêmement restreint du Comité central ne cessait d'osciller, montrant par là qu'il n'était pas encore guéri de certaines formes d'hystérie politique propres au maximalisme italien. En réalité, ces camarades « espéraient », eu décembre dernier, que Giolitti succéderait à Mussolini et ils espéraient donc une période de relative démocratie au cours de laquelle le Parti aurait pu mener de nouveau une existence légale.

Or une chose est typique : au cours des mêmes mois où ces mêmes éléments demandaient que les grandes assemblées territoriales des camarades se réunissent publiquement, le gouvernement prononçait, pour la première fois, la dissolution légale d'une série de fédérations provinciales (Florence, Udine, Venise, Padoue, par exemple) et d'organisations locales communistes et de toute une série de Bourses du travail (Trieste, Bari, Foggia), et il faisait occuper en permanence par la police le siège de la fédération des ouvriers sur bois. Une chose est typique : au cours de ces mêmes mois, on a fermé dans toute l'Italie des milliers et des milliers (140 à Turin) de cafés et restaurants populaires que la police soupçonnait d'être le lieu de réunions de cellules et de leurs comités. La forme de combinaison entre le travail illégal et le travail légal définie par le Comité central s'est révélée dans la pratique comme étant la

---

[470] L'agitation des métallurgistes avait commencé en octobre 1924. Le 7 novembre, les métallurgistes milanais avaient fait une grève de protestation de deux heures. Au mois de mars 1925, enfin le syndicat fasciste des métallurgistes de Brescia lança une grève pour s'opposer aux licenciements et aux réductions de salaires. Le mot d'ordre de grève fut repris par la F.I.O.M. le 13 mars 1925. La grève générale des métallurgistes s'étendit à toute l'Italie du Nord, effrayant les syndicats fascistes, qui donnèrent l'ordre de reprendre le travail. Mais la grande masse des métallurgistes - 90 % selon les sources communistes - resta en grève. Le 18 mars, la F.I.O.M., satisfaite de la démonstration, donna l'ordre de reprendre le travail.

meilleure pour préserver le réseau de l'organisation communiste de la destruction, sans interrompre pour autant mais au contraire en intensifiant l'action ouverte par l'organisation d'assemblées d'usine et les tentatives de mobilisation de la grande masse. À Foggia, un cortège de plusieurs milliers d'ouvriers fut organisé pour saluer solennellement la réouverture de la Bourse du travail, à Bari, dans un endroit de la ville connu à l'avance, un meeting du camarade Graziadei rassembla environ 4 000 travailleurs appartenant à toutes les petites et moyennes entreprises de la ville.

Dans l'orientation qui régit l'organisation du Parti dans son ensemble, il n'existe aucune trace de « carbonarisme » ; et bien sûr, il n'y a pas davantage trace du vieux formalisme légaliste qui caractérise la social-démocratie. De ce point de vue, le Parti italien a accumulé de remarquables expériences et a acquis, ces dernières années, une certaine capacité, et c'étaient des années où sévissait la terreur fasciste et où dominait l'arbitraire, c'est-à-dire que, dans son effort pour schématiser de façon rigide des règles organisationnelles, notre parti devait affronter une difficulté objective énorme. Bien que l'activité fasciste ait quelque peu diminué et que ce soit l'appareil judiciaire et policier de l'État qui recommence de prendre en charge la répression du mouvement révolutionnaire, cette situation dure toujours ; elle dure toujours et elle tend même à s'aggraver, du fait de l'intervention toujours plus active de la bureaucratie syndicale contre les organisations de masse dirigées par les communistes, ce qui pose chaque jour au Parti la question de l'unité syndicale. Ainsi, et c'est caractéristique, alors même que le gouvernement fasciste décrétait la dissolution de la Bourse du travail de Trieste, la bureaucratie syndicale excluait de la Confédération générale du travail le secrétaire de cette même Bourse du travail, le camarade Juraga[471]. Voilà une série de problèmes que le Parti bolchevique russe n'a pas eu à résoudre au cours de la période de réaction et qui demandent de la part de notre Parti italien, qui lutte avec acharnement contre la scission syndicale, la plus vive attention et la plus grande vigilance pour ne pas tomber dans les erreurs de droite comme d'extrême gauche.

Que le Parti ait su assez bien résoudre tout cet ensemble de questions, on peut en voir la preuve dans le fait que, même aux jours les plus noirs de la réaction (comme par exemple en février 1923 quand on arrêta presque tout le Comité central et plus de 2 000 militants parmi les plus responsables [472], le nombre de ses membres ne fut jamais inférieur à 7 000, et que son influence dans les syndicats grandit de jour en jour.

C'est pourquoi nous demandons au camarade Manuilski d'être un peu plus prudent et un peu plus précis lorsqu'il formule des jugements comme ceux qu'il a publiés sur notre Parti. Il est absurde que, dans un écrit qui doit contribuer à former l'opinion des délégués d'une conférence internationale, des camarades responsables comme Manuilski fassent état d'affirmations aussi dépourvues de fondement et tombent dans des contradictions aussi évidentes que celleci : page 40, il semble qu'on reproche au Parti d'être trop petit en regard de sa zone d'influence (c'est-à-dire qu'on déclare ceci : le mouvement communiste italien est un grand corps qui a une toute petite tête), page 35, on reproche au Parti de n'avoir qu'une influence extrêmement faible *(nulle,* dans la traduction française) tout en ayant une organisation forte, etc., c'est-à-dire qu'on déclare que le mouvement communiste italien est une grosse tête qui a un corps de lilliputien. Est-ce trop demander au camarade Manuilski :

1° que de se mettre d'accord avec lui-même ;

[471] Antonio Juraga, Giovanni Nicola et Vittorio Ghidetti avaient signé une motion critiquant la direction réformiste de la C.G.L. et constitué un « Comité secret de lutte prolétarienne » (Comitato segreto di riscossa proletaria). Ils furent exclus de la C.G.L.

[472] Cf. *Écrits politiques*, II, p. 249, n. 1 et 4.

2° *que* de mettre d'accord les deux parties de lui-même avec la réalité du mouvement italien ? Cela aussi peut être une excellente contribution à la bolchevisation des partis.

La délégation italienne au Plénum de l'EKKI.

Rinascita, XX, 34,

31 août 1963.

LA LOI SUR LES ASSOCIATIONS SECRÈTES *(discours du 16 mai 1925)* [473]

LE PRÉSIDENT : La parole est à M. Gramsci.

GRAMSCI : Le projet de loi contre les sociétés secrètes a été présenté à la Chambre comme un projet de loi contre la franc-maçonnerie ; c'est le premier geste effectif fait par le fascisme pour consolider ce que le Parti fasciste appelle sa révolution. En tant que Parti communiste, nous nous demandons, non seulement pourquoi ce projet de loi contre les organisations en général a été soumis à l'Assemblée, mais aussi pour quelles raisons profondes le Parti fasciste a présenté cette loi dirigée essentiellement contre la franc-maçonnerie.

Nous sommes du petit nombre qui a pris le fascisme au sérieux, alors même que le fascisme ne semblait être qu'une farce sanglante, lorsqu'on se contentait de répéter à propos du fascisme les lieux communs sur la « psychose de guerre », lorsque tous les partis cherchaient à endormir la population laborieuse en présentant le fascisme comme un phénomène superficiel qui ne durerait guère.

En novembre 1920 - chose inconcevable alors pour les fascistes eux-mêmes -, nous avons prévu que, si la classe ouvrière ne parvenait à freiner, par les armes, son avance sanglante, le fascisme accéderait au pouvoir.

Aujourd'hui, le fascisme affirme donc pratiquement qu'il veut « conquérir l'État ». Que signifie cette expression qui est devenue désormais un lieu commun ? Et que signifie, dans cette perspective, la lutte contre la franc-maçonnerie ?

C'est parce que nous pensons que cette phase de la « conquête fasciste » est une des plus importantes qu'ait traversées l'État italien et parce qu'elle nous concerne particulièrement, nous qui sommes conscients de représenter les intérêts de la grande majorité du peuple italien, ceux

---

[473] C'est là le texte du discours prononcé par Gramsci devant le Parlement, le 16 mai 1925, dans le cadre de la discussion sur le projet de loi contre les sociétés secrètes présenté par Mussolini et son ministre de la Justice, Alfredo Rocco. Officiellement dirigée contre la franc-maçonnerie - et Mussolini, dans son discours de présentation, n'avait pas manqué de rappeler que, militant du Parti socialiste, il avait obtenu, au Congrès d'Ancône de 1912, l'exclusion des francs-maçons -, cette loi participait manifestement du procès de fascisation forcée ouvert par le discours du 3 janvier 1925 et, comme Gramsci le soulignait dans une lettre à sa femme du 25 mai 1925, visait, à plus ou moins court terme, le Parti communiste : « Nous avons à présent une loi sur (ou plutôt contre) les organisations, qui constitue un prélude à tout un travail policier systématique destiné à désagréger notre Parti. C'est à propos de cette loi que j'ai fait mes débuts au Parlement. Les fascistes m'ont réservé un traitement de faveur, on peut donc dire d'un point de vue révolutionnaire que j'ai débuté par un échec. Comme j'ai une voix faible, ils se sont rassemblés autour de moi pour m'écouter, et ils m'ont laissé dire ce que je voulais, m'interrompant continuellement, uniquement pour dévier le fil de mon discours, mais sans volonté de sabotage. Je me suis amusé à entendre ce qu'ils disaient, mais je n'ai pas pu me retenir de leur répondre et, ce faisant, j'ai joué leur jeu, car je me suis fatigué, et je n'ai plus réussi à suivre la direction que j'avais pensé imprimer à mon intervention » *(2000 pagine di Gramsci, II. Lettere edite e inedite (1912-1937),* Milan, 1964, pp. 72-73 ; traduction française de C. Ciccione, in G. Fiori, *La vie de Antonio Gramsci,* Paris, 1970, p. 234).

des ouvriers et des paysans, que nous estimons nécessaire une analyse, fût-elle hâtive, de ce problème.

Qu'est-ce que la franc-maçonnerie? Vous avez prononcé bien des phrases sur sa signification spirituelle, sur les courants idéologiques qu'elle représente, etc., mais tout ceci n'est qu'une façon de parler que vous n'employez sciemment que pour vous tromper réciproquement.

Étant donné la façon dont l'Italie s'est unifiée, étant donné la faiblesse initiale de la bourgeoisie capitaliste italienne, la franc-maçonnerie a été le seul parti réel et efficace qu'ait eu pendant longtemps la classe bourgeoise. Il ne faut pas oublier qu'un peu moins de vingt ans après l'entrée à Rome des Piémontais, le Parlement a été dissous, et que le corps électoral a été réduit d'environ 3 millions d'électeurs à 800 000 [474].

Ce fut là, de la part de la bourgeoisie, l'aveu explicite qu'elle n'était qu'une infime minorité de la population puisque, après vingt ans d'unité, elle a été obligée de recourir aux moyens dictatoriaux les plus extrêmes pour se maintenir au pouvoir, pour écraser ses ennemis de classe, qui étaient les ennemis de l'État unitaire.

Quels étaient ces ennemis ? C'était essentiellement le Vatican, c'étaient les Jésuites, est-il besoin de rappeler à M. Martire [475] comment, à côté des Jésuites en soutane, il y a des Jésuites laïques qui ne portent aucun vêtement spécial indiquant leur appartenance à un ordre religieux ?

Au cours des premières années qui ont suivi la création du royaume, les Jésuites ont expressément formulé, dans une série d'articles publiée dans *Civiltà cattolica* [476], ce qu'était le programme politique du Vatican et des classes qui étaient alors représentatives du Vatican, c'est-à-dire ces vieilles classes semi-féodales, à tendances bourboniennes dans le Sud, et pro autrichiennes en Lombardie-Vénétie, des forces sociales en somme très importantes et que la bourgeoisie capitaliste n'a jamais réussi à contenir, même quand elle représentait, pendant la période du *Risorgimento*, un progrès et un principe révolutionnaire. Les Jésuites de La *Civiltà cattolica*, c'est-à-dire le Vatican, se donnaient comme premier objectif politique le sabotage de l'État unitaire au moyen de l'abstention électorale, en freinant l'État libéral dans toutes ses activités susceptibles d'altérer ou de détruire l'ordre ancien ; leur deuxième but était de créer une armée de réserve rurale qu'on pût opposer à la montée du prolétariat. Car, dès 1871, les Jésuites prévoyaient que la démocratie libérale serait le berceau d'un mouvement prolétarien, qui se transformerait en mouvement révolutionnaire.

---

[474] L'opération politique à laquelle se réfère Gramsci se situe en fait en 1895, soit plus de vingt ans après la prise de Rome (20 septembre 1870).

À l'occasion des élections législatives de mai 1895, Crispi procéda en effet à une révision exceptionnelle des listes électorales qui se solda par une réduction du nombre d'électeurs (ramené de 2 934 445 en 1892 à 2 120 185) et l'annulation du tiers des suffrages exprimés : sur 1 251 000 bulletins, 825 000 seulement échappèrent à l'invalidation. Mais la formule de Gramsci n'a de sens que si l'on compare ce dernier chiffre au total des électeurs inscrits lors de la consultation précédente, celle de 1892, qui, sur les « trois millions » d'inscrits (2 934 445 précisément) n'avait compté que 1 639 298 votants et seulement 1 077 000 bulletins validés. *(Je remercie ici Fabio Fabbri qui m'a aidé à résoudre cette énigme mathématique.)*

[475] Membre du P.P.I., Egilberto Martire, qui appartenait à la droite de son parti, avait été élu en 1924 sur la liste gouvernementale (« *Listone* »). Il venait de se prononcer en faveur du projet de loi.

[476] Revue bimensuelle, *Civiltà cattolica*, était devenue l'organe des jésuites italiens. La revue avait été fondée à Naples en avril 1850 par un défenseur du pouvoir temporel des papes, Carlo Maria Curci, S. J. Publiée pendant quelques années à Florence (1871-1877), *Civiltà cattolica* finit par se transporter à Rome. Entre-temps, intervenant directement, le Vatican en avait écarté le fondateur (exclu de la Compagnie de Jésus en 1877) pour en confier la direction à un « collège » d'écrivains (1866).

M. Martire a déclaré aujourd'hui que l'unité spirituelle de la nation italienne a fini par se faire aux dépens de la franc-maçonnerie.

Puisqu'en Italie, la franc-maçonnerie a représenté l'idéologie et l'organisation réelle de la classe bourgeoise, ceux qui sont contre la franc-maçonnerie sont contre le libéralisme, contre la tradition politique de la bourgeoisie italienne. Les classes rurales qui étaient autrefois représentées par le Vatican sont aujourd'hui représentées avant tout par le fascisme ; il est donc logique que le fascisme ait remplacé le Vatican et les Jésuites dans leur mission historique : sonmettre au contrôle des classes les plus arriérées de la population la classe qui a représenté le progrès dans le développement de la civilisation. C'est là ce que signifie cette unité spirituelle à laquelle est parvenue la nation italienne : cette unité, qui aurait été une manifestation de progrès il y a cinquante ans, est aujourd'hui, au contraire, la plus grande manifestation de régression... *(Mouvements divers.)*

La bourgeoisie industrielle n'a pas été capable de freiner le mouvement ouvrier, elle n'a pas été capable de contrôler, ni le mouvement ouvrier ni le mouvement rural révolutionnaire. C'est pourquoi le premier mot d'ordre instinctif et spontané du fascisme, après l'occupation des usines, a été le suivant : « Les ruraux prendront le contrôle de la bourgeoisie urbaine qui est incapable de se montrer forte en face des ouvriers [477]. »

Si je ne me trompe pas, monsieur Mussolini, à ce moment-là telle n'était pas votre position, et entre le fascisme rural et le fascisme urbain, vous disiez préférer le fascisme urbain [478] ... *(Mouvements divers.)*

MUSSOLINI, PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES : Je dois vous interrompre pour vous rappeler un de mes articles qui fait un grand éloge du fascisme rural de 1921-1922.

GRAMSCI : Mais ce n'est pas là un phénomène purement italien, quoiqu'il ait eu une ampleur exceptionnelle en Italie, où le capitalisme y est plus faible qu'ailleurs ; c'est un phénomène européen et mondial, extrêmement important pour comprendre la crise générale de l'après-guerre, tant dans le domaine de l'activité pratique que dans celui des idées et de la culture.

L'élection de Hindenburg en Allemagne, la victoire des conservateurs en Angleterre, qui sont allés de pair, dans les deux cas, avec la liquidation des partis libéraux démocrates, sont l'équivalent du mouvement fasciste italien ; les vieilles forces sociales, originairement anticapitalistes, qui s'étaient liées au capitalisme, mais n'avaient pas été complètement absorbées par lui, ont pris le dessus dans l'organisation des États, et ont apporté dans l'activité réactionnaire tout ce fonds de férocité et d'implacable résolution qui les a toujours caractérisées, mais en définitive, nous nous trouvons devant un phénomène de régression historique qui n'est pas, et qui ne sera pas sans conséquences pour le développement de la révolution prolétarienne.

Si on l'examine de ce point de vue, la présente loi contre les associations sera-t-elle une force ou est-elle destinée, au contraire, à rester complètement nulle et non avenue ? Répondra-

[477] C'est effectivement après l'occupation des usines que commence, avec l'incendie du *Lavoratore* de Trieste et surtout l'attaque de la municipalité de Bologne, ce que le *Giornale d'Italia* va désigner comme une « jacquerie bourgeoise ». Cf. *Écrits* politiques, II, pp. 44, n. 2 ; 92, n. 1 ; 117, n. 1, etc.

[478] « Le fascisme restera toujours un mouvement de minorités. Il ne peut se diffuser en dehors des villes », écrivait Mussolini dans le *Popolo d'Italia* du 3 juillet 1919.

t-elle à la réalité ? Permettra-t-elle de réaliser une stabilisation du régime capitaliste ou ne sera-t-elle qu'un nouvel instrument, plus perfectionné, dont usera la police pour arrêter le premier citoyen venu ?...

Là est donc le problème : la situation du capitalisme en Italie s'est-elle renforcée ou s'est-elle affaiblie depuis la guerre, avec le fascisme[479] ? Quelles étaient avant-guerre les faiblesses de la bourgeoisie italienne, faiblesses qui ont conduit à la création de ce système politique maçonnique bien particulier qui existait en Italie et qui a culminé dans le giolittisme ? Les plus grandes faiblesses de la vie nationale italienne étaient en premier lieu le manque de matières premières, autrement dit l'impossibilité dans laquelle était la bourgeoisie de créer une industrie profondément enracinée dans le pays et capable de se développer progressivement, en absorbant la surabondance de main-d'œuvre. En deuxième lieu, le manque de colonies liées à la mère patrie, et par conséquent l'impossibilité pour la bourgeoisie de créer une aristocratie ouvrière qui puisse être en permanence l'alliée de cette même bourgeoisie [480]. En troisième lieu, la question méridionale, c'est-à-dire le problème paysan, inséparable du problème de l'émigration et qui fait la preuve de l'incapacité de la bourgeoisie italienne à maintenir... *(Protestations.)*

MUSSOLINI : Les Allemands aussi ont émigré par millions !

GRAMSCI : Voilà ce que signifie l'émigration massive des travailleurs : le système capitaliste, qui est le système dominant, n'est pas capable de nourrir, de loger et d'habiller la population, et une partie importante de cette population est obligée d'émigrer...

ROSSONI : Donc, la nation doit prendre de l'expansion dans l'intérêt même du prolétariat[481].

GRAMSCI : Nous avons notre conception de l'impérialisme et du phénomène colonial selon laquelle ils représentent avant tout l'exportation du capital financier. Jusqu'à présent, l' « impérialisme » italien s'est limité à cela : l'ouvrier italien émigré travaille pour le profit des capitalistes des autres pays, c'est-à-dire que, jusqu'à présent, l'Italie n'a été qu'un instrument de l'expansion du capital financier non italien. Vous ne cessez de vous gargariser des assertions les plus puériles sur une prétendue supériorité démographique de l'Italie sur les autres pays ; vous dites toujours, par exemple, que l'Italie est démographiquement supérieure à la France. C'est là un problème que seules les statistiques peuvent résoudre de façon péremptoire, et il

---

479 La version sténographiée de ce discours donne ici « phénomène fasciste » (*Atti parlamentari,* Legislatura XXVII, la sessione, etc., p. 3659.)

480 On reconnaît ici la thèse de Lénine liant la présence - vérifiée ou non - des « aristocraties ouvrières » au développement de l'impérialisme. Tout autre est cependant, de Salvemini à Gramsci, la position des « méridionalistes ». En dénonçant le « bloc historique » formé par l'alliance des industriels du Nord, des grands propriétaires fonciers et du prolétariat septentrional, la critique méridionaliste tend à dissocier l'apparition des « aristocraties ouvrières » du phénomène impérialiste ; le giolittisme - ou la « monarchie socialiste », comme l'appelle Missiroli - est d'abord un effort pour susciter et développer, aux dépens de la paysannerie méridionale, une « aristocratie ouvrière » intégrée au cycle du capital. C'est au reste ce que Gramsci reconnaît - ci-après, p. 170 -dans son analyse rapide de l'« expérience giolittienne ». Et cf. aussi, *infra,* pp. 329-356. « Quelques thèmes de la question méridionale ».

481 C'est là, si l'on peut dire, la voix du « socialisme national » dont Rossoni est l'un des inventeurs. D'abord syndicaliste révolutionnaire, en 1914, Edmondo Rossoni s'était, en effet, rangé aux côtés des interventionnistes de gauche et, aux côtés d'Alceste De Ambris, Filippo Corridoni. Michele Bianchi et Cesare Rossi, il avait participé à la fondation de l'Union italienne du travail, dont une partie du programme allait inspirer Mussolini. Animant en 1919 la fameuse grève de Dalmine, il avait également permis à ce dernier de donner un contenu aux notions de « socialisme national » ou de « socialisme des producteurs ». En 1922, enfin, il avait organisé la Confédération nationale des corporations syndicales (fascistes).

m'arrive de m'occuper de statistiques, or, une statistique publiée après la guerre, jamais démentie, et qui ne saurait d'ailleurs être démentie, affirme que l'Italie d'avant la guerre se trouvait déjà, au point de vue démographique, dans la même situation que la France d'après la guerre, et cela parce que l'émigration éloigne du territoire national une telle masse de population masculine que les rapports démographiques deviennent catastrophiques.

Sur le territoire national, il ne reste que les vieillards, les femmes, les enfants, les invalides, soit la partie passive de la population qui pèse sur la population laborieuse davantage que dans n'importe quel autre pays, y compris la France.

C'est là la faiblesse fondamentale du système capitaliste italien, qui fait que le capitalisme italien est destiné à disparaître d'autant plus rapidement que le capitalisme mondial ne fonctionne plus pour absorber l'émigration italienne, pour exploiter le travail italien que le capitalisme de chez nous ne parvient pas à encadrer.

Comment les partis bourgeois, comment la franc-maçonnerie, ont-ils essayé de résoudre ces problèmes ?

Nous connaissons dans l'histoire italienne récente deux plans politiques élaborés par la bourgeoisie pour résoudre le problème du gouvernement du peuple italien.

Nous avons eu l'expérience giolittienne, la collaboration du socialisme italien avec le giolittisme, c'est-à-dire une tentative pour établir une alliance entre la bourgeoisie industrielle et une certaine aristocratie ouvrière septentrionale afin d'opprimer, afin de soumettre à cette formation bourgeoise-industrielle la masse des paysans italiens, spécialement ceux du Sud. Ce programme n'a pas été couronné de succès. En Italie du Nord, s'est constituée en effet une coalition bourgeoise-prolétarienne, par le truchement de la collaboration au Parlement et de la politique des travaux publics confiés aux coopératives. Pendant ce temps, dans l'Italie méridionale, on a corrompu la classe dirigeante et on a dominé la masse avec les gourdins[482] ... *(Protestations de M. Greco.)* Vous, fascistes, avez été les principaux artisans de la faillite de ce plan politique, puisque vous avez nivelé dans la même misère l'aristocratie ouvrière et les paysans pauvres de toute l'Italie !

Nous avons eu aussi le programme que nous pouvons appeler celui du *Corriere della Sera*[483], journal qui représente une force non négligeable de la politique nationale ; 800 000 lecteurs, c'est un véritable parti !

DES VOIX : Moins que ça...

MUSSOLINI La moitié ! Et puis les lecteurs des journaux ne comptent pas ! Ils n'ont jamais fait de révolution. Les lecteurs des journaux ont régulièrement tort !

GRAMSCI : Le *Corriere della Sera* ne veut pas faire la révolution !

FARINACCI : [484] : *L'Unità* non plus !

---

[482] Littéralement, les massiers *(mazzieri)*. Cette pratique avait été particulièrement décrite dans le célèbre pamphlet que Salvemini avait consacré aux pratiques électorales d'Italie méridionale, *Il ministro della mala vita* (Florence, 1910).

[483] Cf., ci-dessus, p. 104, n. 1.

[484] Cf., *supra*, p. 140, n. 1.

GRAMSCI : Le *Corriere della Sera* a systématiquement soutenu tous les hommes politiques du Midi, de Salandra à Orlando, à Nitti, à Amendola ; en face de la solution giolitienne, qui ne se contentait pas d'opprimer certaines classes mais opprimait carrément des territoires entiers comme le Midi et les îles, et qui était aussi dangereuseque l'est le fascisme actuel pour l'unité matérielle elle-même de l'État italien, le *Corriere della Sera* a toujours soutenu une alliance sur le terrain du libre-échange entre les industriels du Nord et une vague démocratie rurale, essentiellement méridionale. L'une et l'autre de ces solutions tendaient essentiellement à donner à l'État italien une base plus large que sa base primitive, elles tendaient à développer les « conquêtes » du *Risorgimento.*

Qu'est-ce que les fascistes opposent à ces solutions ? Ils y opposent aujourd'hui la loi qu'ils disent être dirigée contre la franc-maçonnerie, ils prétendent ainsi conquérir l'État ! En réalité, le fascisme lutte contre la seule force efficacement organisée que la bourgeoisie ait eue en Italie, pour la supplanter dans les postes que l'État confie à ses fonctionnaires. La révolution fasciste n'est que la substitution d'un personnel administratif à un autre.

MUSSOLINI : D'une classe à une autre, comme cela s'est passé en Russie, comme cela se passe normalement dans toute révolution, comme nous le ferons méthodiquement ! *(Approbations.)*

GRAMSCI : Il n'est de révolution que celle qui s'appuie sur une classe nouvelle.

Le fascisme ne s'appuie sur aucune classe qui n'ait déjà été au pouvoir...

MUSSOLINI : Mais puisque la plupart des capitalistes sont contre nous, puisque je peux vous citer de très gros capitalistes qui votent contre nous, qui sont dans l'opposition : les Motta, les Conti...

FARINACCI : Et ils subventionnent les journaux subversifs !

MUSSOLINI : La grande Banque n'est pas fasciste, vous le savez bien ! *(Commentaires.)*

GRAMSCI : La réalité donc est que la loi contre la franc-maçonnerie n'est pas dirigée essentiellement contre la franc-maçonnerie ; avec les francs-maçons, le fascisme arrivera facilement à un compromis.

MUSSOLINI : Les fascistes ont mis le feu aux loges maçonniques avant de faire cette loi[485] ! Il n'y a donc plus besoin de compromis.

GRAMSCI : Vis-à-vis de la franc-maçonnerie, le fascisme applique, en l'intensifiant, la tactique qu'il a appliquée à tous les partis bourgeois non fascistes : dans un premier temps, il a créé un noyau fasciste au sein de ces partis ; dans une deuxième période, il a cherché à tirer des

485 Les loges maçonniques constituaient effectivement l'un des objectifs traditionnels des expéditions punitives lancées par Farinacci et ses amis. C'est ainsi qu'après la manifestation du mouvement de l'« Italia libera» à Milan, le 4 novembre 1924, les *squadre fascistes* avaient dévasté la loge de Via San Pietro all' Orto. La même année, lors de la « mobilisation générale » des chemises noires de Toscane, le 31 décembre 1924, les fascistes avaient incendié, entre autres choses, deux loges de Florence. Mais c'est, bien entendu, l'adoption de la loi contre les « sociétés secrètes » qui devait donner le signal d'une offensive générale contre les francs-maçons. Et par exemple, pour citer le cas le plus retentissant, prélude à la « Saint-Barthélemy florentine » des 3 et 4 octobre 1925, une véritable chasse à l'homme contre les francs-maçons fut organisée à Florence du 25 au 28 septembre 1925.

autres partis les meilleures forces, celles qui lui étaient utiles, n'étant pas parvenu à obtenir, comme il se proposait, le monopole...

FARINACCI : Et vous nous traitez d'idiots?

GRAMSCI : Vous ne seriez pas idiots si seulement vous étiez capables de résoudre les problèmes de la situation italienne !...

MUSSOLINI : Nous les résoudrons, nous en avons déjà résolu plusieurs !

GRAMSCI : Le fascisme n'est pas complètement parvenu à absorber tous les partis dans son organisation. Avec la franc-maçonnerie, il a employé la tactique politique du *noyautage,* puis le système terroriste de l'incendie des loges ; finalement, il emploie aujourd'hui l'action législative afin que certaines personnalités de la grande Banque et de la haute Bureaucratie finissent par se rallier aux dominateurs pour ne pas perdre leur place ; mais, avec la franc-maçonnerie, il faudra que le gouvernement fasciste en arrive à un compromis. Comment fait-on quand un ennemi est puissant ? D'abord on lui brise les reins, puis on fait un compromis en se plaçant dans des conditions d'évidente supériorité.

MUSSOLINI : On commence par lui briser les côtes, puis on le met en prison, comme vous l'avez fait en Russie ! Vous avez fait vos prisonniers, et vous les gardez, et vous vous en servez ! *(Commentaires.*

GRAMSCI : Faire des prisonniers, ça veut précisément dire faire des compromis : c'est pourquoi nous disons qu'en réalité, cette loi est spécialement dirigée contre les organisations ouvrières. Nous demandons pourquoi depuis maintenant plusieurs mois, sans que le Parti communiste ait été déclaré association de malfaiteurs, les carabiniers arrêtent nos camarades toutes les fois qu'ils sont plus de trois à se réunir...

MUSSOLINI : Nous faisons ce que vous faites en Russie...

GRAMSCI : En Russie, il y a des lois et on les respecte : vous avec vos lois...

MUSSOLINI : Vous faites des rafles formidables. Vous faites très bien ! *(Rires.)*

GRAMSCI : En réalité, l'appareil policier de l'État considère déjà le Parti communiste comme une organisation secrète.

MUSSOLINI : Ce n'est pas vrai !

GRAMSCI : En attendant, on arrête sans aucun chef d'accusation précis quiconque est trouvé dans une réunion de trois personnes, rien que parce qu'il est communiste, et on le jette en prison !

MUSSOLINI : Mais ils sont vite libérés. Combien y en a-t-il en prison ? Nous les attrapons simplement pour les connaître !

GRAMSCI : C'est là une forme de persécution systématique, qui anticipe sur l'application de la nouvelle loi et qui servira à la justifier ! Le fascisme adopte le même système que le

gouvernement Giolitti. Vous faites ce que faisaient dans le Midi les *mazzieri* de Giolitti[486] qui arrêtaient les électeurs de l'opposition... pour les connaître !

UNE VOIX : Il n'y en a eu qu'un seul cas. Vous ne connaissez pas le Midi.

GRAMSCI Je suis méridional !

MUSSOLINI : À propos des violences électorales, je vous rappelle un article de Bordiga[487] qui les justifie pleinement !

GRECO Paolo : Vous, monsieur Gramsci, vous n'avez pas lu cet article.

GRAMSCI : Pas les violences fascistes, les nôtres. *(Bruits, exclamations.)*

Nous sommes certains de représenter la majorité de la population, de représenter les intérêts essentiels de la majorité, du peuple italien ; c'est pourquoi la violence prolétarienne est progressiste et ne peut être systématique. Votre violence est systématique et systématiquement arbitraire parce que vous représentez une minorité destinée à disparaître. *(Protestations.)* Nous devons dire à la population travailleuse ce qu'est votre gouvernement, comment se comporte votre gouvernement, afin de l'organiser contre vous, afin de la mettre en mesure de vous battre. Il est fort probable que nous nous trouverons nous aussi forcés d'employer les mêmes procédés que vous, mais à titre transitoire, occasionnellement *(bruits, protestations),* c'est certain, à adopter vos propres méthodes, avec cette différence que vous représentez la minorité de la population, tandis que nous, nous représentons la majorité. *(Protestations, bruits.)*

FARINACCI : Mais alors, pourquoi ne faites-vous pas la révolution ? Vous êtes voué à finir comme Bombacci [488] On vous exclura du Parti !

GRAMSCI : La bourgeoisie italienne, quand elle a réalisé l'unité, était une minorité de la population, mais comme elle représentait les intérêts de la majorité, même si cette dernière ne la suivait pas, elle a pu ainsi se maintenir au pouvoir, vous avez vaincu par les armes, mais vous n'avez aucun programme, vous ne représentez rien de nouveau ni de progressiste. Tout ce que vous avez fait, c'est d'apprendre à l'avant-garde révolutionnaire comment, en dernière analyse, ce ne sont que les armes qui font le succès des programmes ou de l'absence de programme... *(Protestations, commentaires.)*

---

[486] Cf., *supra*, p. 170, n. 1.

[487] Mussolini fait allusion à l'article de Bordiga, « Che cosa vale una elezione [Que vaut une élection]? », paru dans *L'Unità du* 16 avril 1924. « Les violences et les pastis électoraux du fascisme ne nous scandalisent pas, y écrivait Bordiga. Les travailleurs doivent regarder la question en face. Logiquement, la conception communiste de la tactique électorale et parlementaire n'exclut même pas, en ce qui nous concerne, le ... pastis. Si nous pouvions faire des pastis et chasser des urnes les électeurs adverses, ce serait réconfortant car nous serions plus près de lancer des forces mûres pour l'offensive. »

[488] À l'occasion de la signature du traité commercial italo-soviétique de 1923, Nicola Bombacci, qui appartenait à la droite du P. C., avait eu des formules malheureuses sur la « rencontre de deux révolutions » : la révolution bolchevique et la révolution fasciste. Blâmé par la direction du Parti, il dut se démettre de son mandat de député. Tout en approuvant cette mesure disciplinaire, une résolution du C.E. de l'I.C. souligna, toutefois, que Bombacci restait « un bon communiste » (« Le cas Bombacci - Résolution votée par le Présidium de l'Exécutif de l'I.C. », *La Correspondance Internationale,* IV, 19, 26 mars 1924, pp. 211-212). Il est vrai que, dans un télégramme adressé à la même époque à Tchitchérine,Vatzlav Vorovski, représentant soviétique à Rome, avait déjà souligné la convergence des deux révolutions : « Il est évidemment plus simple pour un gouvernement révolutionnaire comme celui de Mussolini, un gouvernement qui ne dépend de personne, de parvenir à un accord avec le gouvernement soviétique » (cité par Alan Cassels, *Mussolini's Early Diplomacy,* Princeton, 1970, p. 187).

LE PRÉSIDENT : N'interrompez pas !

GRAMSCI : Cette loi ne réussira en rien à freiner le mouvement que vous préparez vous-même dans le pays.

Puisque la franc-maçonnerie passera en masse au Parti fasciste et en constituera une tendance, il est clair qu'avec cette loi, ce que vous espérez, c'est empêcher le développement de grandes organisations ouvrières et paysannes.

Tels sont la véritable portée, le véritable sens de la loi.

Il y a certains fascistes qui se souviennent encore vaguement des enseignements de leurs vieux maîtres, du temps où ils étaient révolutionnaires et socialistes ; et ils sont convaincus qu'une classe ne peut se maintenir de façon permanente et se développer jusqu'à la prise du pouvoir sans avoir un parti et une organisation qui soient l'expression de ses éléments les meilleurs et les plus conscients. Il y a quelque chose de vrai dans cette trouble perversion réactionnaire des enseignements marxistes.

Il est certain qu'une classe peut très difficilement parvenir à résoudre ses propres problèmes et à atteindre les buts qui sont inhérents à sa propre existence, et inhérents à la force générale de la société, sans passer par la constitution d'une avant-garde qui conduise cette classe jusqu'à la réalisation de ces objectifs.

Mais il n'est pas dit que cette formule soit toujours vraie et puisse être mécaniquement utilisée par la réaction. C’est là une loi qui est valable pour l'Italie, qui devra être appliquée en Italie, où la bourgeoisie n'a réussi en rien et ne réussira jamais à résoudre le problème prioritaire, le problème des paysans italiens, à résoudre la question de l'Italie méridionale. Ce n'est pas pour rien que cette loi est présentée en même temps que plusieurs projets qui concernent la mise en valeur du Midi.

UNE VOIX : Parlez donc de la franc-maçonnerie !

GRAMSCI : Vous voulez que je parle de la franc-maçonnerie ? Mais dans l'intitulé de la loi, on ne fait même pas allusion à la franc-maçonnerie, on ne parle que des organisations en général. En Italie, le capitalisme a pu se développer dans la mesure où l'État a exploité les populations paysannes, spécialement dans le Sud. Aujourd'hui, vous sentez l'urgence de ces problèmes-là, c'est pourquoi vous promettez un milliard pour la Sardaigne, vous promettez des travaux publics et des centaines de millions à tout le Midi ; mais pour faire une œuvre sérieuse et concrète, vous devriez commencer par rendre à la Sardaigne les 100 ou 150 millions d'impôts que vous extorquez chaque année à la population sarde ! Vous devriez rendre au Midi les centaines de millions que vous extorquez chaque année en impôts à la population méridionale !

MUSSOLINI : Comme si, en Russie, vous ne faisiez pas payer d'impôts !

UNE VOIX : En Russie, on vole, on ne paye pas d'impôts !

GRAMSCI : Là n'est pas la question, mon cher collègue, et vous devriez connaître au moins les comptes rendus parlementaires qui se trouvent dans les bibliothèques sur ces problèmes-là.

Il ne s'agit pas du mécanisme normal et bourgeois des impôts ; il s'agit du fait que, chaque année, l'État extorque aux régions méridionales une somme en impôts qu'il ne lui rend aucunement, ni sous forme de prestations de services...

MUSSOLINI : Ce n'est pas vrai.

GRAMSCI : ... des sommes que l'État extorque aux populations paysannes méridionales pour servir de base au capitalisme de l'Italie septentrionale ! *(Protestations, commentaires.)* C'est sur la base de ces contradictions du système capitaliste italien que se formera nécessairement, en dépit de toutes les lois répressives, en dépit de la difficulté de constituer de grandes organisations, l'union des ouvriers et des paysans contre l'ennemi commun.

Vous, les fascistes, vous, le gouvernement fasciste, en dépit de toute la démagogie de vos discours, vous n'avez pas surmonté cette contradiction qui était déjà radicale ; bien mieux, vous l'avez fait ressentir plus durement encore aux classes et aux masses populaires ! Vous avez agi à l'intérieur de cette situation, vous avez obéi aux nécessités de cette situation. Vous avez ajouté de nouvelles couches de poussière à celles qu'avait déjà accumulées le développement de la société capitaliste et vous vous figurez que vous allez supprimer par une loi contre les organisations les effets les plus meurtriers de votre activité même ! *(Protestations.)* Tel est le problème le plus important dans la discussion de cette loi !

Vous pouvez « conquérir l'État », vous pouvez modifier les codes, vous pouvez essayer d'empêcher les organisations d'exister sous la forme qui a été la leur jusqu'à maintenant ; vous ne pouvez l'emporter sur les conditions objectives à l'intérieur desquelles vous êtes obligés de vous mouvoir. Vous n'arriverez qu'à obliger le prolétariat à chercher une ligne différente de celle qui a été jusqu'à aujourd'hui la plus répandue dans le domaine de l'organisation des masses ! Voilà ce que nous voulons dire au prolétariat et aux masses paysannes italiennes, du haut de cette tribune : les forces révolutionnaires italiennes ne se laisseront pas écraser, votre rêve obscur ne parviendra pas à se réaliser ! *(Protestations.)*

Il est très difficile d'appliquer à une population de 40 millions d'habitants les systèmes de gouvernement de Tsankoff [489]. En Bulgarie, il n'y a que quelques millions d'habitants, et pourtant, malgré l'aide de l'étranger, le gouvernement ne réussit pas à avoir le dessus sur la coalition du Parti communiste et des forces paysannes révolutionnaires. En Italie, il y a 40 millions d'habitants !

MUSSOLINI : Le Parti communiste a moins d'inscrits que n'en a le Parti fasciste italien !

GRAMSCI : Mais il représente la classe ouvrière !

MUSSOLINI : Il ne la représente pas !

FARINACCI : Il la trahit, Il ne la représente pas !

GRAMSCI : L'approbation que vous recevez est obtenue à coups de bâton !

---

[489] Allusion au régime de terreur blanche instauré par Alexandre Tsankoff en Bulgarie : après avoir renversé le gouvernement démocratiquement élu du dirigeant paysan Alexandre Stambouliski (9 juin 1923) et fait assassiner ce dernier (14 juin), Tsankoff noya dans le sang l'insurrection communiste des 22-23 septembre 1923. À partir des élections du mois de novembre, la terreur devint systématique. Mais il est probable que Gramsci pense ici plus précisément à la condamnation à mort du communiste Marko Friedmann à la suite de l'attentat de Sofia du 16 avril 1925. Friedmann fut en effet pendu, ainsi que deux autres militants communistes, le 27 mai 1925.

FARINACCI : Parle-nous donc de Miglioli !

GRAMSCI : Justement. Le phénomène Miglioli a précisément une grande importance, dans le sens de ce que je viens de dire [490] : les masses paysannes, même catholiques, s'orientent vers la lutte révolutionnaire, et les journaux fascistes n'auraient pas protesté contre Miglioli si le phénomène Miglioli n'avait eu une telle importance, s'il n'avait pas marqué une nouvelle orientation des forces révolutionnaires en réponse à la pression que vous exercez sur les classes laborieuses !

Pour conclure, nous dirons que la franc-maçonnerie, c'est le petit drapeau que l'on emploie pour faire passer la marchandise réactionnaire anti prolétarienne. Ce n'est pas la franc-maçonnerie qui vous intéresse ! La franc-maçonnerie deviendra une des ailes du fascisme. Cette loi vise les ouvriers et les paysans qui le comprendront fort bien en voyant comment on l'appliquera. À ces masses, nous voulons dire que vous ne parviendrez pas à étouffer l'activité d'organisation de leur vie de classe, parce que tout le développement de la société italienne est contre vous. (*Protestations.)*

LE PRÉSIDENT : Mais n'interrompez pas ! Laissez parler Monsieur Gramsci, vous n'avez cependant pas parlé de la loi !

ROSSONI : La loi n'est pas contre les organisations !

GRAMSCI : Monsieur Rossoni, vous êtes vous-même un alinéa de la loi contre les organisations.

Les ouvriers et les citoyens doivent savoir que vous ne réussirez pas à empêcher le mouvement révolutionnaire de se renforcer et de s'exaspérer (protestations, bruits) parce qu'il est le seul aujourd'hui à représenter la situation de notre pays... *(Protestations.)*

LE PRÉSIDENT : Monsieur Gramsci, vous avez répété trois ou quatre fois cette idée. S'il vous plaît ! Nous ne sommes pas des jurés à qui il faut répéter plusieurs fois les mêmes choses !

GRAMSCI : Il faut les répéter au contraire ; il faut que vous l'entendiez dire jusqu'à la nausée. *(Protestations, bruits.)* ... [Le mouvement révolutionnaire] vaincra le fascisme ! *(Commentaires.)*

L'Unità, 23 mai 1925. [491]

LE PARTI COMBATTRA AVEC ÉNERGIE TOUT RETOUR AUX CONCEPTIONS DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE[492]

[490] Cf. *Écrits politiques,* II, p. 157, n. 1.

[491] Ce texte a été collationné avec le compte rendu sténographique publié in Camera dei Deputati, *Atti parlamentari*, Legislatura XXVII, la sessione, Discussioni, Tornata del 16 maggio 1925, pp. 3658-3663. La formule entre crochets - « le mouvement révolutionnaire » - a été ajoutée par Gramsci dans le texte publié dans *L'Unità.* Les alinéas sont ceux qui figurent dans les *Atti parlamentari*.

[492] Si l'on excepte l'éditorial anonyme de *L'Ordine Nuovo* du 1er mars 1925, « Partito e Frazione », dû à Palmiro Togliatti et qui, à travers Trotski, visait surtout Bordiga et les « Thèses de Rome » de 1922, le présent article marque le début de la campagne contre Bordiga et le Comité d'entente constitué autour de lui. Intervenant après le Ve Plénum du

Lorsque, après le Ve Congrès de l'Internationale communiste, le Comité central du Parti a affirmé que l'attitude des camarades de l'extrême gauche face aux décisions de ce congrès [493] - et particulièrement leur refus de faire partie des organes de direction du Parti, et non seulement du Comité exécutif, mais même du Comité central, au sein duquel ils auraient toujours eu la possibilité de préciser leur responsabilité politique sur les questions générales et sur chaque problème politique particulier -, qu'une telle attitude, tant par la conception et la méthode politiques qu'elle exprimait que par ses conséquences pratiques, avait une signification fractionnelle, ce jugement a été catégoriquement rejeté par de nombreux camarades de l'extrême gauche, qui sont allés jusqu'à protester contre de telles affirmations, en les taxant de viser à des fins purement polémiques.

Et quand, lors des congrès fédéraux convoqués après le Ve Congrès mondial [494], le Comité central du Parti posa cette question en termes pratiques en soutenant que les représentants de la tendance d'extrême gauche devaient entrer au Comité central, il y eut - alors même que la très grande majorité du Parti était d'accord avec cette solution - des réactions violentes de la part de certains camarades qui ont vu dans cette proposition une provocation et un acte d'hostilité.

Or, les noms de ceux qui parlaient ainsi il y a quelques mois, nous les retrouvons dans le soi-disant « Comité d'entente [495] » qui n'est rien d'autre, comme le montrent les documents que nous publions, que le Comité central d'une fraction qu'on tente secrètement de créer et d'organiser au sein du Parti. Après avoir repoussé en paroles, il y a quelques mois, ce que nous disions, ils confirment aujourd'hui dans les faits nos affirmations.

Pour la vérité, et pour être exact, il faut dire que certains camarades qui, initialement, s'étaient déclarés d'accord, certainement parce qu'ils n'en voyaient pas clairement le contenu ni la signification politiques, avec la position prise par les camarades de l'extrême gauche, sont aujourd'hui catégoriquement hostiles à une initiative aussi malsaine et à toute tentative de faire dégénérer la discussion idéologique qui s'amorce dans le Parti et que nous considérons tous comme utile et nécessaire, en une lutte de fractions extrêmement nocive et dangereuse.

Comité exécutif de l'I.C., cette « discussion salutaire », comme la définira le représentant de l'I.C. en Italie (A. Chiarini [Caïn Haller], « Dans le P.C. italien », *La Correspondance Internationale*, V, 81, 19 août 1925, p. 668), mit en route la « bolchevisation » du P.C. d'Italie.

[493] Le Ve Congrès de l'Internationale communiste (17 juin-8 août 1924) décida la « bolchevisation » des partis communistes. Séduit, semble-t-il, par le « tournant à gauche », tout d'apparence, proposé par Zinoviev, Bordiga annonça que la gauche italienne voterait les thèses tactiques proposées par le Présidium de l'I.C. Mais il n'en proclama pas moins la nécessité de constituer une fraction de gauche au sein de l'Internationale. Projet qui suscita pêle-mêle l'ire de Zinoviev et de Boukharine, de Ruth Fischer et d'Ernst Thaelmann... Refusant la vice-présidence de l'I.C., qui lui avait été proposée dans un souci manifeste de conciliation et qui l'aurait à coup sûr « neutralisé », Bordiga refusa également de se rendre au Ve Plénum du Comité exécutif de l'I.C. (25 mars-6 avril 1925) qui devait être consacré à condamner le « trotskisme ».

[494] Le désaccord entre Gramsci et Bordiga éclata à l'occasion du Congrès fédéral de Naples qui se réunit clandestinement au début du mois d'octobre 1924. Bordiga y critiqua l'attitude de Gramsci à l'égard de l'opposition bourgeoise de l'Aventin, en soulignant que, pour lui, le dilemme n'était pas entre fascisme et antifascisme, mais entre capitalisme et prolétariat. Il refusa également toute fonction comportant une responsabilité dans la direction du Parti.

[495] Le Comité d'entente se constitua au mois d'avril 1925. Il regroupait autour de Bordiga les principaux dirigeants de la « gauche italienne » : Bruno Fortichiari, Onorato Damen, F. Grossi, Ugo Girone, Fortunato La Camera, Mario Lanfranchi, M. Manfredi, Ottorino Perrone, Luigi Repossi et Carlo Venegoni. Dans une circulaire datée du mois d'avril - le premier des trois « documents » dont Gramsci annonce ici la publication - le Comité protestait contre les accusations de « déviation de droite » lancées par la direction de l'I.C. et affirmait son existence comme tendance réelle. Une lettre circulaire du 22 mai - le deuxième document - faisait connaître les objectifs du Comité : établir une liaison entre tous les partisans de la « gauche ». Le troisième texte, enfin, était une lettre datant du 1er juin proposant au Comité exécutif du P.C. une série de mesures visant à assurer une discussion démocratique au cours du prochain congrès du Parti et l'informant que le Comité d'entente veillerait à l'application et au respect de ces mesures.

Les faits que nous rapportons ici sont d'une telle gravité qu'ils exigent la plus sévère attention de tous les camarades. Jamais on n'avait vu dans notre Parti insulter plus audacieusement aux règles élémentaires de l'organisation et de la discipline d'un parti communiste. Il faut regarder la réalité en face et n'avoir pas peur d'appeler les choses par leur véritable nom : *l'initiative du Comité d'entente porte en elle le germe d'une scission du Parti*. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les documents et la circulaire secrète que ce comité a illégalement envoyés aux quelques adeptes qu'il a dans notre organisation.

Tous les camarades doivent réagir avec la plus grande énergie contre cet attentat à l'unité et à la cohésion de notre parti. Au moment où la réaction contre notre mouvement s'aggrave, où les dangers augmentent et où la situation apparaît chaque jour plus lourde de menaces, toute tentative pour compromettre et affaiblir la cohésion interne et la force d'organisation de l'avant-garde révolutionnaire organisée dans le Parti communiste est un acte criminel qui mérite les plus graves sanctions et le blâme le plus sévère. Nous sommes certains que toute tentative fractionnelle est destinée à l'échec : les germes d'infection fractionnelle qui tendent çà et là à se manifester seront inexorablement écrasés et éliminés. L'organisme du Parti est sain et vigoureux et saura très bien résister.

Par-delà toute réaction psychologique et passant outre à l'indignation qui surgit spontanément dans la conscience de tout militant révolutionnaire qui n'a pas perdu le sens de ses devoirs de militant, c'est sur le terrain idéologique que nous devons poser cette question afin de découvrir et de mettre en lumière l'erreur de principe dont elle découle. Tous les camarades devront se rendre compte des erreurs pratiques et des aberrations auxquelles on peut arriver en partant de conceptions théoriques vicieuses et en grande partie erronées.

En s'engageant sur la voie qu'ont prise les camarades du soi-disant « Comité d'entente », on va tout droit hors du Parti et de l'Internationale communiste. Et se mettre hors du Parti et de l'Internationale signifie se mettre contre le Parti et l'Internationale communiste, autrement dit renforcer les éléments de la contre-révolution.

Il est bon de parler clair pour qu'on ne se fasse aucune illusion.

Des documents que nous publions ici, il sera nécessaire de reparler. Ils méritent un examen intrinsèque, tant par ce qu'on y affirme que par le double jeu qu'ils dévoilent dans l'action des camarades du Comité d'entente, dont nous attendions, pour quelques-uns tout au moins, une attitude de plus grande loyauté et un sens plus aigu de leur responsabilité. Il sera aussi nécessaire de mettre en lumière la manœuvre que cache l'absence du nom du camarade Bordiga, qui n'est certainement pas étranger à l'initiative du « Comité d'entente [496] ».

Il est pénible de devoir faire de telles constatations, quand nous trouvons parmi les signataires le nom de camarades qui furent avec nous parmi les fondateurs du Parti et qui luttèrent et œuvrèrent pour lui.

Mais la réalité est ce qu'elle est, et toute faiblesse en ce moment serait une faute grave. Nous devons placer l'intérêt du Parti au-dessus de toute considération et nous devons être prêts à tout instant à faire pour lui tous les sacrifices. L'amitié, les attaches personnelles et les liens d'affection les plus tenaces et les plus profonds ne peuvent ni ne doivent limiter le devoir que nous impose le fait de militer dans une organisation révolutionnaire. Si nous n'avions pas la

---

[496] Bordiga s'en expliquera dans une lettre à *L'Unità* du 8 juin 1925. Cf., *infra*, p. 184, n. 1.

force de le faire, nous ne serions pas des révolutionnaires militants et nous aurions donc le devoir de nous retirer.

Tous les camarades doivent faire leur cette règle. Nous le disons parce que les forces sentimentales ont eu jusqu'à ce jour une trop grande influence dans notre Parti. C'est là une faiblesse dont il faut que nous sachions guérir, si nous voulons véritablement porter notre Parti à la hauteur d'un vrai Parti bolchevique.

Sans signature, L'Unità, 7 juin 1925.

LA LUTTE CONTRE LA FRACTION ET LA DISCUSSION DANS LE PARTI

Selon la délicate formulation de la lettre datée du 22 mai du Comité d'entente [497], le « travail d'organisation et de propagande » que le groupe des camarades récemment dénoncés par le Comité exécutif devant la masse des militants inébranlablement fidèles à la discipline révolutionnaire, avait entamé, dès le mois d'avril (voir la date de la circulaire « personnelle » et « rigoureusement réservée » reproduite par *L'Unità),* ce travail donc « *dépassait la conjoncture du congrès et visait à créer à travers tout le Parti une sorte de liaison spirituelle entre les camarades de la gauche ».*

Dans leur esprit, le congrès ne devait offrir que l'occasion et le prétexte - sous les apparences de la participation à la discussion et de la contribution à la solution des formidables problèmes posés à l'avant-garde du prolétariat par la situation historique dans laquelle elle est appelée à assumer ses tâches - pour introduire dans le Parti les bases d'un processus permanent de désagrégation.

Offrir une analyse exacte de la situation internationale pour en déduire les directives tactiques de l'Internationale ? Examiner les conditions concrètes de la société italienne en définissant les positions réciproques qu'occupent aujourd'hui le prolétariat et la bourgeoisie et les divers regroupements politiques ? Définir les directives pour redonner à la masse des travailleurs italiens une forme de rassemblement organique, un encadrement plus solide, une organisation qui soit à la hauteur des luttes imminentes ? Tracer les grandes lignes d'une solution communiste des problèmes économiques de l'Italie considérée dans sa masse de 40 millions d'ouvriers et de paysans, dans ses terres, dans ses mines, dans ses usines ?

Dieu nous garde ! Les camarades du Comité national de la fraction doivent se consacrer à bien d'autres tâches. Faut-il dépasser les divergences contingentes pour créer l'unité idéologique du Parti, substance et contenu de l'unité en matière d'organisation ? Mais non, répondent ces camarades, « aujourd'hui, ce qui est absolument nécessaire [sic], c'est développer le processus critique de différenciation ». Faut-il, face à l'offensive réactionnaire, face à la loi contre les associations, face à la stagnation qui menace le mouvement ouvrier, renforcer notre cohésion, serrer les rangs, devenir une muraille d'acier inébranlable, fût-ce par le sacrifice de quelques conceptions tactiques, par le renoncement à quelques affirmations ? Mais non, absolument pas, répondent nos excellents camarades de la fraction : l'impératif du moment est pour le bon révolutionnaire italien de « démontrer combien il n'est ni juste ni opportun de faire semblant

[497] Cf., *supra*, p. 179, n. 1.

d'ignorer l'existence de tout un courant du mouvement communiste de notre pays[498] », c'est « de demander aux camarades d'adopter immédiatement une position critique *visant, sans exception, toute l'activité du Parti ».* Viser sans exception toute 1'activité du Parti, qui est engagé dans la lutte la plus dure contre le fascisme et l'Aventin ; qui défend l'unité syndicale contre les réformistes en leur disputant pied à pied la liberté et l'autonomie des masses organisées ; qui est pris à la gorge par les nouvelles lois qui visent, sous le masque d'une lutte contre la franc-maçonnerie, à donner des prétextes légaux pour dissoudre notre organisation ! Voilà vraiment un excellent programme pour de « vieux militants de l'idée communiste », qui savent que viser toute l'activité signifie abattre et briser.

Ces affirmations du Comité de la fraction définissent parfaitement le champ et les buts de la campagne dont le Comité exécutif du Parti donne le signal. Celle-ci doit rester une campagne pour le retour à la discipline, pour la condamnation de ceux qui méconnaissent la tradition de bons usages politiques de notre parti, pour purifier notre parti de tous les résidus de mentalité social-démocrate qui font soudainement surface. Et cette lutte pour laquelle le Parti tout entier, sans égard à la diversité des courants, se mobilisera au cri d'alarme de ses dirigeants, n'aura rien à voir avec la discussion politique à laquelle le Parti est en train de se préparer. Il faut éviter qu'en créant une équivoque la manœuvre des fractionnistes n'empêche la prochaine discussion d'atteindre son but qui est de résoudre, avec la contribution de la masse des camarades, la crise idéologique qui est née du IV° Congrès de l'Internationale et qui est parvenue maintenant à maturité. Il n'est évidemment pas possible de confondre une question de discipline, de pure et simple discipline, avec une question politique. Il aurait été meilleur pour le Parti de pouvoir arriver au Congrès au terme d'une large discussion qui ne soit pas entravée par des incidents comme celui-ci, qui ne peut manquer de jeter un certain trouble dans les rangs des camarades, qui étaient loin d'imaginer que pussent prendre racine dans le Parti communiste italien de semblables germes de dégénérescence.

Et le Comité central avait effectivement choisi cette voie, en évitant - sauf dans un cas particulièrement déplorable qui s'est produit dans la fédération de Milan [499] - de recourir à des sanctions disciplinaires contre les camarades de 1'opposition, même lorsqu'ils avaient, par leur conduite, failli aux principes constitutifs du Parti. Mais aujourd'hui où, par la volonté délibérée de quelques-uns d'entre eux, la discipline a été brisée d'une manière scandaleuse et inattendue, il faut résoudre rapidement et radicalement cet incident sans le lier aux problèmes politiques qui se posent à nous.

Partisans et adversaires de la tactique du Parti indifféremment mêlés, la grande masse des camarades est en effet en train de réagir résolument contre la tentative fractionnelle que l'on a dévoilée devant eux. L'amour et l'attachement que les camarades ont pour le Parti, la conscience de la gravité de la période de réaction que nous vivons et contre laquelle seule la plus solide unité offre la garantie d'une résistance victorieuse, la soumission pleine et entière à la discipline de l'Internationale communiste, la fidélité inébranlable à l'activité militante révolutionnaire sont bien les vertus essentielles de tous les communistes italiens. Aucune confusion n'est possible entre ceux qui attentent à la solidité du Parti et ceux qui, en matière de tactique, défendent des

[498] Datée du mois d'avril 1925, la première circulaire du Comité d'entente invitait les membres de la gauche à répondre aux attaques personnelles contre Bordiga en manifestant que la gauche n'était pas seulement un « groupe d'intellectuels » isolés, mais un courant réellement présent dans le prolétariat italien.

[499] Bordiga avait été invité par Bruno Fortichiari, secrétaire de la Fédération communiste de Milan, à donner, le 22 mars, une conférence à l'*Università proletaria* de la ville. À sa sortie, les communistes milanais organisèrent une manifestation de masse en sa faveur sur le Foro Bonaparte. Alarmé par cette démonstration « fractionniste », le Comité exécutif du P.C. décida, le 2 avril 1925, la dissolution immédiate du Comité fédéral et du Comité de section de Milan.

critères opposés à ceux du Comité central. Les premiers ne peuvent avoir et n'auront ni le droit ni la possibilité de défendre ou de soutenir en quelque manière devant les camarades leur activité, hostile au Parti ; quant aux seconds, Ils pourront et devront, sans restriction, an cours de la discussion, exposer et étayer leurs idées et leurs convictions. Et si l'ouverture de cette discussion subit peut-être un léger retard, que le Parti en rende grâce à l'inconscience criminelle de la fraction démasquée.

Sans signature, *L'Unità,* 10 juin 1925 ; republié le lendemain après la saisie du numéro du 10 juin.

APRÈS LA DISSOLUTION DU « COMITÉ D'ENTENTE » [500]

[...] Le Comité central est profondément convaincu que les résultats de la discussion qui devra se dérouler dans le Parti seront d'autant plus bénéfiques pour la politique du Parti et de l'Internationale que la participation des camarades de l'extrême gauche à la discussion aura été plus grande.

Mais il ne faut pas confondre la campagne anti fractionnelle que le Comité central conduit actuellement, avec la discussion qui devra avoir lieu dans le Parti et que cette campagne n'a pas du tout ouverte. Cette campagne répond à un fait concret : *l'organisation clandestine d'une fraction dans le Parti ;* et elle a un but qui n'est pas moins précis : *briser toute tentative de réalisation pratique de ladite fraction.*

Aucun des problèmes qui feront l'objet de la discussion, ni aucun des éléments de divergence politique et tactique qui existent entre nous, n'y a été abordé. Telle qu'on a tenu à l'engager, au-dessus de toute tendance, contre toute activité fractionnelle et pour l'unité absolue du Parti, elle fait apparaître clairement son caractère spécifique, bien distinct de la discussion qui pourra être retardée par ce regrettable incident de la vie du Parti mais qui n'en sera pas restreinte pour autant.

Il est vrai que la question de l'activité fractionnelle est liée en réalité à des problèmes plus généraux sur lesquels nos opinions divergent et dont nous devrons discuter ; cette question sera donc certainement un des éléments de la discussion. Mais ce n'est pas sous cet aspect que la question est traitée pour l'instant ; l'objectif le plus urgent et le plus immédiat que nous nous proposons en menant cette campagne n'est pas de « discuter », mais d'empêcher la division organique des forces du Parti et la mise en place des conditions d'une scission.

Car il est bon que le camarade Bordiga ne feigne pas d'ignorer cette vérité élémentaire : *dans un Parti communiste, poser le problème de l'organisation d'une fraction veut dire poser un problème de scission.*

Et quand un danger de ce genre commence à se manifester concrètement dans la réalité, avant même de faire l'objet d'une discussion, il constitue l'objectif d'une lutte qui doit être

[500] Cet article a pour point de départ une lettre de Bordiga, datée du 8 juin, et écrite par ce dernier après lecture de l'article de Gramsci, « Le Parti combattra tout retour aux conceptions organisationnelles de la social-démocratie. » Répondant à l'accusation de « manœuvre » lancée par Gramsci - *supra*, p. 180 -, Bordiga y déclarait appartenir au Comité d'entente en soulignant que seules des « raisons d'ordre pratique » lui avaient interdit de faire figurer sa signature dans le texte publié par *L'Unità.* Il en profitait pour demander l'autorisation de répondre aux attaques contre la gauche dans les organes du Parti : « Je ne crois pas qu'on osera prétendre ouvrir la discussion au seul bénéfice d'une des parties, surtout lorsque celle-ci se complaît à attribuer à l'autre des opinions et des attitudes contraires à la vérité. »

ouverte aussitôt et doit être menée sans quartier ; voilà pourquoi le Comité central « n'a pas ouvert une discussion » sur ce point, mais mène campagne afin de mobiliser toutes les forces du Parti contre toute tentative ou manœuvre fractionnelle, indépendamment de toute division ou tendance, et par conséquent indépendamment aussi des tendances de l'extrême gauche qui n'ont pas dégénéré au point où en est venu le Comité d'entente. Ensuite, nous aurons le temps de discuter ; bien mieux, cette question contribuera à une plus grande clarification politique. Et quand la discussion s'ouvrira, ce qui ne saurait tarder, chacun pourra s'exprimer en pleine liberté.

Ces éclaircissements étant donnés, disons tout de suite que rien n'interdit aux intéressés de rendre publique, dans la presse du Parti, une déclaration sur leur position. Dans l'état actuel des choses, nous considérons même qu'une telle publication est nécessaire. Le Comité exécutif a pris des décisions précises, telles que la dissolution du Comité d'entente, la saisie du matériel fractionnel, et la cessation de toute activité en ce sens. Il sera bon que le camarade Bordiga et ses amis de fraction prennent sur ces décisions, devant le Parti, un engagement public et précis.

Que les camarades de l'extrême gauche considèrent la grave responsabilité qu'ils prendraient s'ils mettaient irrémédiablement le Comité central en situation de devoir prendre à leur endroit des mesures telles qu'elles compromettraient la discussion du Parti elle-même.

Quant à l'assertion selon laquelle auraient été publiées des affirmations sans fondement, y compris sur le compte de certains camarades en tant que personnes, que leur auraient été attribuées des opinions et des attitudes contraires à la vérité, nous ne dissimulons pas notre stupeur. Une telle affirmation nous paraît arbitraire et sans fondement : nous ne réussissons pas à voir à quoi veut se référer le camarade Bordiga, qui aurait pu aussi, dans sa lettre au Comité central, démentir et rectifier ce que bon lui semblait. Quoi qu'il en soit, nous attendons avec curiosité les rectifications annoncées...

Sans signature, *L'Unità,* 18 juin 1925.

« LA VOLONTÉ DES MASSES »

La crise fractionnelle qui s'est manifestée dans notre parti, permet à *l'Avanti !* de publier une série d'articles qui peuvent être l'occasion de réaffirmer quelques principes fondamentaux du communisme international. Il est très probable que les déformations idéologiques de *l'Avanti !* ne sont pas le fait exclusif des journalistes de *l'Avanti !* ni des escadrons clairsemés qui constituent le Parti maximaliste. Notre parti est formé d'éléments qui se sont séparés du Parti socialiste au Congrès de Livourne et, tel qu'il est aujourd'hui dans sa majorité, d'éléments gagnés à nous par la campagne de recrutement menée après l'assassinat de Matteotti [501] ; répéter certaines vérités, détruire certains préjugés qui avaient été enracinés dans les consciences par des dizaines et des dizaines d'années de tradition social-démocrate, peut donc être une tâche nécessaire et même nécessaire de toute urgence.

L'article « La volontà delle masse » (*Avanti !* du 13 juin) contient la quintessence de l'opportunisme maximaliste italien et de l'opportunisme social-démocrate en général.

[501] Du 15 août au 15 septembre 1924 et, plus généralement, tout au long de la crise ouverte par l'assassinat de Matteotti, le P.C. d'Italie avait mené une campagne de recrutement particulièrement active. En six mois, les effectifs s'élevèrent de 12 000 à 30 000 adhérents, dont 10 000 nouveaux venus au cours du seul mois de campagne intensive. Ce gonflement peut être comparé à celui que connut à la même époque le P.C. d'U.R.S.S. avec la « promotion Lénine ».

Existe-t-il une volonté des masses laborieuses prises dans leur ensemble et le Parti communiste peut-il soutenir qu'il va « obéir à la volonté des masses en général » ? Non. Il existe, dans l'ensemble des masses laborieuses, plusieurs volontés distinctes : il existe une volonté communiste, une volonté maximaliste, une volonté réformiste, une volonté démocratique libérale. Il existe même, en un certain sens et dans une certaine limite, une volonté fasciste. Tant que subsiste le régime bourgeois, et que le monopole de la presse est aux mains du capitalisme, et que par conséquent le gouvernement et les partis bourgeois ont la possibilité de poser les problèmes politiques en fonction de leurs intérêts, présentés comme l'intérêt général, tant que sera supprimée ou limitée la liberté d'association et de réunion de la classe ouvrière et que l'on pourra diffuser impunément les mensonges les plus impudents contre le communisme, il est inévitable que les classes laborieuses restent dans un état de désagrégation, autrement dit qu'elles aient plusieurs volontés.

Le Parti communiste « représente » les intérêts de la masse travailleuse tout entière, mais il ne « réalise » que la volonté d'une partie déterminée des masses, de la partie la plus avancée, de cette partie (prolétarienne) qui veut renverser le régime existant par des moyens révolutionnaires pour fonder le communisme.

Que signifie plus généralement la formule de *l'Avanti ! :*
« Il faut suivre la volonté des masses » ? Elle signifie la tentative de justifier son propre opportunisme, en se cachant derrière la constatation qu'il existe encore des couches attardées de la population laborieuse qui sont sous l'influence de la bourgeoisie, qui « veulent » la collaboration avec la bourgeoisie. Mais ces couches existeront toujours tant que le régime bourgeois sera le régime dominant ; si le Parti « prolétarien » obéissait à « cette volonté », il obéirait en réalité à la volonté de la bourgeoisie, en d'autres termes il serait un parti bourgeois, et non un parti prolétarien. Le Parti « prolétarien » ne peut pas se mettre à la remorque des masses, il doit précéder les masses, tout en tenant compte objectivement de l'existence de ces couches attardées.

Le Parti représente non seulement les masses travailleuses, mais aussi une doctrine, la doctrine du socialisme, et c'est pourquoi il lutte pour unifier la volonté des masses dans le sens du socialisme, tout en se tenant sur le terrain réel de ce qui existe, mais qui existe *en se mouvant et en se développant.* Notre parti réalise, la volonté de la partie la plus avancée de la masse qui lutte pour le socialisme et qui sait qu'elle ne peut pas avoir la bourgeoisie pour alliée dans une lutte qui justement vise la bourgeoisie elle-même. Dans la mesure où elle coïncide avec le développement général de la société bourgeoise et avec les exigences vitales de toute la masse laborieuse, cette « volonté » est en constant progrès, elle s'élargit, elle conquiert des couches toujours nouvelles de travailleurs, elle désagrège les autres partis ouvriers - « ouvriers » par leur composition sociale, non pas en raison de leur orientation politique.

Mais naturellement, *l'Avanti !* nie chaque jour l'existence de ces faits, il imprime chaque jour que le Parti communiste est abandonné par les masses, et il va chercher rien moins que le témoignage de Hoeglund [502] pour affirmer que notre parti est une chose insignifiante, etc. Mais, non moins naturellement, *l'Avanti !* ne réussit jamais à expliquer comment il se fait qu'abandonné des masses, notre Parti soit relativement le plus fort de ceux qui sont représentés dans la Confédération générale du travail, il ne réussit pas à expliquer comment à Turin, à

[502] Zugmund Hoeglund avait été l'un des signataires du Manifeste de Zimmerwald. Membre fondateur du P.C. de Suède et de l'Internationale communiste, lors du Ve Congrès de l'I.C. il s'opposa, ainsi que Radek et Clara Zetkin, au « tournant de gauche » et reprocha à Zinoviev d'abandonner la stratégie de « front unique ». Il fut exclu la même année (1924).

Trieste, à Bari, à Tarente et dans plusieurs autres villes, nous sommes le Parti le plus fort même en chiffres absolus, il ne réussit pas à expliquer comment il se fait que les ouvriers de Turin, que notre parti est censé avoir conduits à la boucherie et à la catastrophe, saisissent toutes les occasions pour affirmer leur fidélité à nos directives. À la question de savoir si nous représentons la volonté des masses les plus avancées et si cette volonté peut se diffuser au travers de la lutte et devenir la volonté de la majorité des travailleurs, c'est la pratique qui apporte une réponse et la pratique seule ; les événements de cette dernière période ont démontré que la réponse est en faveur de notre parti, en dépit des exorcismes de *l'Avanti !* et de toute la presse de l'Aventin.

Depuis cinq ans, le Parti maximaliste est en dehors de toute organisation internationale ; ce fait n'est pas resté et ne pouvait rester sans effets. L'internationalisme est essentiel pour un parti ouvrier, il ne peut disparaître sans qu'il s'ensuive inéluctablement une complète dégénérescence idéologique et pratique aussi bien chez ses dirigeants que dans ses rangs. Il est clair en effet que pour *l'Avanti !* le Comité central d'un parti ne doit représenter que la masse du Parti national, bien mieux qu'il doit « obéir à la volonté » de cette masse. Pour nous, tout cela est monstrueusement faux. Non seulement le Comité central de notre parti représente et guide la masse du Parti italien, mais il représente également le programme et la tactique du Parti tels qu'ils se sont progressivement définis au cours de cinq congrès de l'Internationale. D'ailleurs, comment et pourquoi notre parti s'est-il constitué ? C'est précisément sur la question de la reconnaissance de l'autorité de l'Internationale qu'il s'est séparé du Parti socialiste : au Congrès de Livourne, nous voulions l'application des 21 points, la lutte contre le réformisme, une politique agraire différente de la politique traditionnelle, une nouvelle orientation syndicale, de nouvelles méthodes en matière d'organisation, etc. La masse a adhéré à l'Internationale et c'est donc dans la mesure où elle a accepté un programme bien déterminé qu'elle a constitué un parti. Ce parti s'est développé, dans la mesure où il était et où il est une section de l'Internationale. Il est certain qu'un tel processus ne s'est pas déroulé mécaniquement, selon un schéma mathématique dans lequel un est toujours égal à un. Il s'est agi d'un processus politique auquel les hommes ont participé avec toutes leurs passions et leurs sentiments individuels, avec toutes les vertus et les défauts qui sont le propre de ce bas monde. Mais il est certain que si de nombreux militants sont venus à l'Internationale et au Parti, c'est aussi parce que des personnalités plus ou moins connues avaient adhéré, au programme commun : Bombacci, Misiano, Repossi, Bordiga, Gramsci, Gennari, Marabini, etc. ; ces militants sont venus essentiellement pour le programme commun et non pour les différenciations d'individus et de groupes. De là le devoir, pour le Comité central, d'éclairer toujours plus les masses du Parti sur la portée réelle du programme commun, sur sa valeur, sur sa signification. De là que, dans notre parti, la discussion porte et doit normalement porter sur des questions concrètes, et non sur les premiers principes ; sur l'application pratique de l'orientation générale, et non sur l'orientation elle-même.

D'après les critères de *l'Avanti !, tout* parti devrait chaque jour répéter les discussions fondamentales : sommes-nous fascistes ou non ? Sommes-nous réformistes, maximalistes, libéraux, populaires, démocrates ou non ? Le fait que *l'Avanti !* pose ainsi la question est caractéristique et symptomatique de la situation interne du Parti maximaliste. Puisque ce parti n'appartient pas à une organisation internationale et puisque sa direction n'a pas de directives, les membres de ce parti qui se trouvent être au coude à coude avec les divers Di Cesarò, Amendola, Anile [503], Giolitti, Salandra, Orlando, ont fini par perdre toute conscience de leur

[503] Auteur d'un projet de réforme universitaire d'inspiration cléricale qu'il avait présenté devant le Congrès de Naples du P.P.I. *(Riforma scolastica e libertà di insegnarnento*, Naples, 1920), Antonino Anile (1869-1943) avait été sous-

individualité politique et sont forcés de se poser chaque jour cette question : sommes-nous encore maximalistes ou sommes-nous fascistes comme Di Cesarò et Salandra, ou bien sommes-nous populaires comme Anile et De Gasperi, ou encore sommes-nous démocrates comme Amendola ?

Rien de tout cela dans notre parti ne se produit. La majorité du Parti, telle qu'elle était au moment de l'assassinat de Giacomo Matteotti, c'est-à-dire la majorité de la vieille garde, s'était organisée politiquement au Congrès de Livourne autour du programme de l'Internationale, pour lutter contre tous les partis bourgeois, y compris les partis ouvriers qui font la politique de la bourgeoisie. La masse restante des membres, numériquement supérieure à la vieille garde, est entrée au Parti après l'assassinat de Giacomo Matteotti sur la base du programme général de l'Internationale tel que l'appliquait notre Comité central : lutte sur deux fronts, contre le fascisme et contre les oppositions aventiniennes *(deux fronts est une manière de parler, car il s'agit en fait du même front bourgeois)*, pour l'action autonome du prolétariat révolutionnaire, pour organiser la lutte des pauvres contre les riches autour du prolétariat révolutionnaire qui, seul, peut écraser la réaction en instaurant un nouvel État, en instaurant sa dictature.

Les discussions qui ont lieu à l'intérieur de notre parti ne peuvent pas concerner les bases fondamentales sur lesquelles l'organisation communiste est née et s'est développée. Il peut toutefois arriver que se constitue un courant qui prétend entreprendre une œuvre de révision jusque dans ce domaine. Certes, cela peut arriver. Et surtout, quand la situation devient objectivement difficile, il peut se faire que des individus isolés et des groupes entiers perdent la tête et croient même, de bonne foi, avoir trouvé le bon remède pour l'occasion ou croient pouvoir résoudre la question en constituant un tribunal qui juge les fautes de quelques individus, au cri fatidique de « Sus au marqueur de portes*[504] ». C'est ce qu'on a pu déjà constater à la fin de 1920 et au début de 1921, lorsque, après avoir atteint son sommet avec la marche de l'Armée rouge vers Varsovie et l'occupation des usines en Italie, la vague révolutionnaire fut brisée par la réaction. Une série de partis socialistes qui étaient entrés, « toutes bannières déployées », dans l'Internationale communiste quand la situation était favorable, baissèrent pavillon quand la situation s'assombrit. Et naturellement, ils justifièrent leur repli du front révolutionnaire par les tyrannies du *knout moscovite,* par l'autoritarisme de Zinoviev, par l'Incompréhension des Russes dans les affaires européennes, etc. Depuis 1921, la révolution n'a pas encore eu lieu, encore qu'à l'échelle mondiale elle ait fait des pas de géant comme le montrent, par exemple, les événements qui se déroulent actuellement en Chine[505]. Ce ralentissement du rythme de la révolution a progressivement démoralisé d'autres militants révolutionnaires, et voici qu'on entend de nouveau la vieille rengaine sur les responsabilités personnelles de Zinoviev ; a cette différence, toutefois : en 1920-1921, Zinoviev voulait faire la révolution à tout prix sans tenir compte des « situations particulières » des différents pays, en 1925, Zinoviev ne permet pas à l'Europe de faire la révolution. La « volonté des masses » n'entrait pas en ligne de compte en 1920 pas plus qu'en 1925. L'avant-garde prolétarienne est restée avec l'Internationale communiste en 1920 et continuera à rester avec l'Internationale en 1925, bien qu'en 1925 *l'Avanti !* puisse compter parmi les rebelles au *knout* moscovite quelques-uns des chefs qui, en 1921, maniaient ce *knout* contre *l'Avanti !*

---

secrétaire d'État à l'Instruction publique dans le gouvernement Bonomi et, toujours à l'Instruction publique, ministre du gouvernement Facta. Il appartenait à l'opposition de l'Aventin.

504 * Allusion aux psychoses créées par la peste décrite par Manzoni dans *Les fiancés*, selon lesquelles la propagation de l'épidémie était due à des individus qui désignaient au mal les maisons, en marquant les portes d'un enduit diabolique. *(N. d. T.)*

505 Il s'agit du « mouvement du 30 mai » marqué par des grèves dans toute la Chine et par la création du Syndicat général de Shanghai à l'initiative de Li-Lisan.

Ce sont là des choses qui peuvent arriver et qui effectivement arrivent. Ce qui ne doit pas impliquer que le Comité central les laisse se répandre et ne lutte pas énergiquement pour les éliminer.

Signé A.G., *L'Unità,* 24 juin 1925.

LES DOCUMENTS FRACTIONNELS [506]

Qu'on prenne la circulaire no 1 (personnelle et à diffusion restreinte) du mois d'avril [507]. Ce document reflète fidèlement le formalisme qui caractérise la mentalité des camarades de l'extrême gauche. Elle commence par se lamenter de ce que l'Internationale « prenne pour cible le camarade Bordiga » et fasse semblant d'ignorer l'existence d'une « gauche italienne », c'est-à-dire de l'extrême gauche. Cette observation est si banale qu'en vérité elle ne mérite pas l'honneur d'une réponse : est-il possible que des camarades, et non des derniers venus dans le mouvement, ne sachent pas que quand on nomme explicitement, dans nos discussions, tel ou tel camarade qui s'est fait l'interprète d'une tendance donnée, on ne veut pas se référer seulement à lui personnellement, mais à toute la tendance qu'il représente ? Que les camarades du Comité d'entente se rassurent : quand on parle de Bordiga, ou entend bien parler de tous ceux qui pensent comme lui, eux donc y compris.

Il est vrai qu'entre Bordiga et un petit nombre de camarades, dont la mentalité s'est raidie et ankylosée dans l'erreur et ne changera - si elle est susceptible de changer et de se corriger - que sous le fouet des événements et de l'histoire, et la masse qui les a suivis pour des raisons diverses qui n'ont rien à voir avec leurs positions théoriques erronées, il y a une différence appréciable qui impose des évaluations politiques diverses dont il faut tenir compte : pour Bordiga et consorts, ces distinctions n'existent pas et on n'a pas à les faire intervenir : la méconnaissance de ce principe a été une caractéristique permanente de la conception erronée de Bordiga.

Voulez-vous savoir, poursuit la circulaire, jusqu'où l'on va à force de prendre pour cible le camarade Bordiga ? On en vient à « rien de moins » qu'à dire que Bordiga est passé à droite [508].

---

[506] On ne retient ici que le second des deux articles que Gramsci publia sous ce titre dans *L'Unità* des 23 et 25 juin 1925.

[507] Il s'agit toujours de la circulaire du Comité, d'entente d'avril 1925.

[508] Cette accusation venait effectivement d'être lancée contre Bordiga au cours de ce même Ve Plénum de l'I.C. (25 mars-6 avril 1925) qui avait été consacré, on l'a dit, à la condamnation du « trotskisme ». Bordiga avait rédigé en février un article sur « La questione di Trotski ». Soumis au Comité central du P.C. italien, ce texte - qui devait finir par paraître le 4 juillet 1925 - avait été d'abord transmis, pour consultation aux organes dirigeants de l'I.C. Assimilé à Trotski, l'ancien secrétaire du Parti italien fut donc taxé de « marxisme européen » et accusé de déviation de droite. Comme le souligna Jules Humbert-Droz dans son « Rapport sur la question Italienne », « cette extrême gauche, dans la question du trotskisme et dans d'autres encore, devient une droite » (La *Correspondance Internationale,* V, *45*, 28 avril 1925, p. 356). Revenant dans plusieurs interventions, dont celle de Scoccimarro (« En général, le trotskisme a trouvé ses défenseurs dans la droite de l'Internationale.

En Italie, au contraire, il se présente sous les aspects d'un extrémisme [de] gauche », eod. *loc.,* V, 41, 23 avril 1925, p. 310), cette affirmation constitua le leitmotiv - et le support théorique - de la « Résolution sur la question italienne » : « ... L'intransigeance de Bordiga ne l'empêche nullement de se trouver pratiquement sur le même terrain que la droite internationale et même que l'*Avanti !* dans la défense du trotskisme... Le camarade Bordiga s'écarte du léninisme sur toutes ces questions : il peut paraître plus intransigeant, plus [à] gauche, en réalité ses déviations le rapprochent pratiquement des déviations de droite ; son article sur le trotskisme place Bordiga sur le même terrain que celui des syndicalistes français et de la droite internationale » (« Résolution sur la question italienne », loc. *cit.,* V, 50, 11 mai 1925, pp. 407-408).

À ce propos, nous devons deux mots d'explication aux camarades de l'extrême gauche. La résolution votée par l'Exécutif élargi sur la question italienne éclaire, en le précisant, le concept qu'implique cette déclaration du camarade Zinoviev.

Si les camarades du Comité d'entente jugeaient les faits et les choses avec intelligence politique et non avec un formalisme qui relève d'une mentalité de « notaire », peut-être auraient-ils mieux compris le véritable sens de cette déclaration. Que voulait-elle exprimer dans l'esprit du camarade Zinoviev ? Simplement ceci : que si le camarade Bordiga s'est toujours trouvé à l'extrême gauche, s'il a toujours été éloigné des positions de droite et s'y est toujours opposé, aujourd'hui, en dépit de toutes ses affirmations théoriquement extrémistes, par son attitude pratique, dans l'action concrète -et la pratique réelle compte lorsqu'on formule un jugement politique - il renforce la droite de l'Internationale et, sur de nombreuses questions, se trouve sur le même plan.

Par exemple : sur la question du trotskisme, l'attitude de Bordiga coïncidait avec, celle adoptée par les représentants les plus typiques de la droite de l'Internationale ; à l'égard des plus récents mots d'ordre de l'Internationale - bolchevisation, organisation sur la base des cellules, son attitude s'identifie étrangement à celle de toute la droite de l'Internationale.

Mais là où la position de Bordiga est la même que celle de toute la droite de 1'Internationale, c'est dans la revendication du droit aux fractions, à l'organisation de tendances. Et nous avons fait ici allusion seulement à quelques questions. Quoi d'étonnant donc si, par le détour d'un jugement formulé d'un point de vue objectif et non subjectif (les sentiments de Bordiga à l'égard de la droite n'ont pas d'intérêt ; ce qui compte, ce sont les actes) et qui se base sur la situation internationale et pas seulement sur la situation italienne (l'extrême gauche devrait se souvenir parfois qu'elle fait partie d'une organisation internationale), le camarade Zinoviev a cru nécessaire d'attirer l'attention des camarades sur le cas Bordiga que son extrémisme conduit en fait à se lier à la droite.

Mais tout cela n'intéresse pas les camarades du Comité d'entente. Ils font en sorte qu'ils écartent le fond de la question : ils s'arrêtent à la forme. On n'ose « rien de moins » que rapprocher le nom de Bordiga du mot « droite » ? Mais c'est inouï ! Branle-bas de combat : tout le camp est sens-dessus dessous. Un groupe de « *vieux camarades éprouvés »* se dresse en armes et se constitue en Comité d'entente.

On mobilise les « vieux *combattants de l'idée communiste »,* on fait appel à leurs « énergies » pour la défense « *de la pensée, de la tactique et de toute une tradition d'efficacité révolutionnaire »* contre l'Internationale qui foule aux pieds et détruit ce qu'il y a de plus révolutionnaire, « *le patrimoine idéologique et tactique de la gauche italienne ».*

L'affaire serait parfaitement drôle si elle n'était extrêmement dangereuse et nocive pour le Parti. Un peu plus de rigueur et de sérieux, chers camarades du Comité d'entente.

Vous vous êtes jetés à corps perdu dans l'organisation clandestine d'une fraction dans le Parti, et il semble que vous n'ayez pas l'intention d'en finir, puisque vous vous préparez à démontrer encore une fois « combien *il n'est ni juste ni opportun de circonscrire la lutte à l'objectif Bordiga ».* Mais qui vous a dit que la lutte sera limitée à l'objectif Bordiga ? De plus, qui a bien pu vous dire que c'est Bordiga *personnellement* qui constitue l'objectif de la lutte ? L'objectif réel se trouve dans les erreurs que Bordiga professe et dont il doit se corriger : ce

n'est pas chez le seul Bordiga que 1'on combattra ces erreurs, mais chez tous ceux qui les soutiendront.

Vous parlez d'efficacité, de traditions révolutionnaires et de lutte à sauver. Qui les menace ? Ce sera la tradition révolutionnaire du mouvement italien qui constituera le terrain le plus propice pour battre en brèche toutes les déviations et les erreurs qui caractérisent votre position. Pour l'instant, nous nous contenterons d'observer ceci : tandis que vous êtes en train de détruire, par votre entreprise, ce qu'il y a de mieux dans la tradition révolutionnaire italienne, vous visez à maintenir en vie et à perpétuer ce qui, dans cette tradition, doit être corrigé et éliminé. Une erreur, même si elle est vieille et possède une tradition, est toujours une erreur.

Mais voyons plus loin. Les camarades sont priés de réfléchir aux mots suivants : *« ... La gauche italienne doit savoir démontrer combien ont été vaines toutes les tentatives d'absorption et de déviation. »*

Qu'on veuille bien prendre la collection de *l'Avanti !* et constater combien de fois ces mots ont été employés par les divers Vella et Nenni dans leur lutte contre l'Internationale [509]. Leur signification est très grave : c'est l'indice d'une situation d'où peut surgir une forme pure et simple de maximalisme communiste.

Les camarades du Comité d'entente portent à leur mérite le fait de ne pas s'être laissé « absorber » par l'Internationale communiste. Ils se considèrent donc comme quelque chose d'hétérogène et d'étranger à elle, au point de se poser le problème de ne pas se laisser absorber afin de ne pas perdre leur identité. Et ces camarades veulent organiser une fraction dans le but de mobiliser le Parti ou au moins une partie de celui-ci afin qu'il montre qu'il a rendu vaine *toute tentative d'absorption* dans l'Internationale. Sous la direction du Comité central, le Parti a couru sans s'en apercevoir un danger sans nul doute très grave : celui de dévier vers l'Internationale communiste et de se faire absorber par elle !

C'est pour cela qu'à un certain moment, les camarades de l'extrême gauche sont entrés en lice : pour empêcher cette absorption et cette déviation. En poursuivant de ce pas, ces camarades s'apercevront bien vite que d'autres tentatives de déviation dans un sens opposé à celui de l'Internationale ne seront pas aussi vaines. Logiquement, il s'ensuit qu'il faut « viser sans exception » toute l'activité du Parti et la position théorique qui l'exprime. Et pour réaliser ce but, on considère que la discussion ne suffit pas, et on organise clandestinement une fraction. Ainsi cette « attaque » prend un sens bien précis. Par voie de conséquence, il faut au plus vite une « *liaison* propre à rendre *cette entreprise* unitaire et homogène ».

Comme on le voit, pour le Comité d'entente, le problème de l'unité et de l'homogénéité ne se pose pas à l'égard du Parti mais seulement à l'égard d'une partie de lui-même, d'une fraction. Qui ne comprend pas combien est *scissionniste* cette façon de poser le problème ?

On ne se pose même pas le problème de l'unification idéologique du Parti au travers de la discussion. Bien mieux, cette dernière et jusqu'au congrès qui s'ensuivra fournissent le prétexte d'une division et d'une différenciation plus grandes et plus profondes. Tout le contraire précisément.

---

[509] Sur la fraction « indépendante » constituée par Pietro Nenni et Arturo Vella à l'intérieur du Parti socialiste (maximaliste) après le Congrès de Rome d'octobre 1922. cf. *Écrits politiques,* II, pp. 226, n. 1, et 286, n. 1.

On lit en effet dans la lettre du Comité d'entente en date du 22 mai : « *Le congrès du Parti qui se tiendra d'ici peu est pour nous l'occasion de mener un travail d'organisation et de propagande qui, en substance, dépasse la conjoncture du congrès et vise à créer à travers tout le Parti une sorte de liaison spirituelle entre les camarades de la gauche susceptible de promouvoir un processus critique de différenciation...* »

À ces lignes, nous ajouterons un passage de la motion votée par le Comité central : « Son *but essentiel* [de la discussion] *ne doit pas être d'ouvrir au sein du Parti une lutte de tendances ou de fractions, mais elle doit viser au contraire, grâce à la discussion des problèmes essentiels de la théorie et de la pratique du léninisme, à élever l'éducation et le niveau politiques de tous nos militants et à créer cette homogénéité et cette unité idéologiques qui est la prémisse essentielle d'une bolchevisation réelle et effective du Parti* [510].»

Et maintenant, que les camarades soient juges : tout commentaire est superflu.

Pour terminer, qu'on nous permette de rectifier une autre légende qu'on tente de répandre dans le Parti et à laquelle fait allusion la circulaire qui est à l'origine de la fraction, à savoir que dans l'Internationale il ne serait pas possible de discuter et qu'en fait on n'y discute pas.

Nous apportons un démenti catégorique au camarade Bordiga en lui rappelant des faits :

1° Lorsqu'il participa à l'Exécutif élargi de 1922, ce fut le camarade Bordiga qui insista en commission pour que la question des dissensions sur la tactique du front unique et du gouvernement ouvrier ne fût pas mise en discussion au « Plénum », comme étaient d'avis de le faire le camarade Zinoviev et d'autres membres de la commission. À la suite d'une déclaration écrite du camarade Bordiga reconnaissant qu'il n'existait pas de divergence de fond sur la question et après qu'il eut donné des garanties de discipline, il fut fait droit à sa demande.

2° Au dernier Exécutif élargi [511], un débat s'est ouvert sur les problèmes les plus importants de la politique et de la tactique du « Komintern », et particulièrement sur la question du trotskisme. Étant donné l'attitude que le camarade Bordiga avait prise sur cette question et son attitude générale à l'intérieur du Parti et vis-à-vis de l'Internationale, il était évident qu'il avait le devoir bien précis de participer à une telle discussion.

Au lieu de cela, et bien qu'il ait été sollicité à plusieurs reprises, le camarade Bordiga n'est pas allé à Moscou. Et, resté en Italie, il attrape au vol une phrase prononcée là-bas et il en fait l'argument d'une agitation dans le Parti pour l'organisation de la fraction, travail qu'il commence tout de go, sans attendre de prendre connaissance des documents, du matériel, des résolutions, en somme avant même de savoir ce qui s'était effectivement passé à l'Exécutif élargi.

Et maintenant, on vient dire que dans l'Internationale, on ne peut pas discuter. Laissons les camarades juger eux-mêmes une telle manière de procéder.

3° Enfin une dernière remarque : nous ne savons pas encore ce que les fractionnistes veulent faire de leur Comité d'entente, face aux décisions précises du Comité exécutif. Nous ne voulons

[510] Cette motion votée au cours de la réunion du Comité central des 11-12 mai 1925, fut publiée dans *L'Unità* du 26 mai. Sur cette réunion, cf. « Dans le P.C. italien », *infra,* pp. 214-222.

[511] Cf., *supra,* pp. 178, n. 3 ; 193, n. 1.

faire aucune prévision, toutefois si on regarde les faits, il y a de quoi être pessimiste, très pessimiste.

Quoi qu'il en soit, si, dans la situation actuelle, Bordiga et compagnie veulent en arriver au point de couper les ponts avec le Parti et l'Internationale *(et la volonté de persister dans l'activité fractionnelle, comme ils le font, ne pourrait avoir d'autre signification ni conduire à un résultat différent),* encore une fois, ce seront eux qui auront compromis la discussion qui doit avoir lieu et dont le Parti a un besoin absolu et urgent.

Mais bien sûr, on continuera à dire qu'on a voulu empêcher la discussion...

Sans signature, *L'Unità,* 25 juin 1925.

MAXIMALISME ET EXTRÉMISME [512]

Le camarade Bordiga se sent offensé parce qu'on a écrit que, dans sa conception, il y a beaucoup de maximalisme. Ce n'est pas vrai et ce ne peut être vrai, écrit Bordiga. Et, en effet, le trait qui distingue le mieux l'extrême gauche, c'est son aversion pour le Parti maximaliste, qui nous répugne, qui nous fait vomir, etc.

La vraie question n'est pourtant pas là. Le maximalisme est une interprétation fataliste et mécaniste de la doctrine de Marx. Et puis, il y a le Parti maximaliste. De cette interprétation falsifiée, il tire argument en faveur de son opportunisme, pour justifier, à coups de phrases révolutionnaires, sa collaboration de classe larvée. *Bandiera rossa trionferà*[513] **,* parce qu'il est fatal, il est inéluctable que le prolétariat finisse par l'emporter, nous l'avons appris de Marx, notre doux et bon maître ! Il est inutile de bouger ; pourquoi bouger et lutter si la victoire est fatale et inéluctable ?

Ainsi parle un maximaliste du Parti maximaliste.

Mais il y a aussi le maximaliste qui n'est pas membre du Parti maximaliste et qui peut être au contraire membre du Parti communiste. Il est intransigeant, nullement opportuniste. Mais lui aussi, il croit qu'il est inutile de bouger et de lutter au jour le jour ; il se contente d'attendre le grand soir. Les masses - dit-il - ne peuvent pas ne pas venir à nous, car la situation objective les pousse vers la révolution. Donc attendons-les, sans nous mettre martel en tête avec des manœuvres tactiques et autres expédients.

Cela, pour nous, c'est du maximalisme, ni plus ni moins que le maximalisme du Parti maximaliste. Le camarade Lénine nous a enseigné que pour vaincre notre ennemi de classe, qui est puissant, qui dispose de nombreux moyens et de grandes réserves, nous devons exploiter la moindre faille dans son front et que nous devons utiliser tout allié éventuel, fût-il incertain, oscillant et provisoire. Il nous a enseigné que dans la guerre de classes comme dans la guerre tout court, on ne peut atteindre le but stratégique qui est la destruction de l'ennemi et l'occupation de son territoire, sans avoir atteint au préalable une série d'objectifs tactiques visant à porter la désagrégation chez l'ennemi avant de l'affronter sur le champ de bataille. Toute la période pré-révolutionnaire se présente comme une activité essentiellement tactique, visant à

[512] Il s'agit d'une introduction à une lettre de Bordiga - sans date - protestant contre les procédés du nouveau groupe dirigeant et, en particulier, contre la destitution d'office de certains membres de la gauche (dont Fortichiari et lui-même). Soulignant que le Parti était en proie à un malaise, Bordiga y réaffirmait la nécessité de ne pas séparer - comme le souhaitait la direction du Parti - la discussion politique et le débat sur l'organisation.

[513] * *Le drapeau rouge triomphera :* début du refrain d'un chant révolutionnaire italien. (*N. d. T.)*

gagner de nouveaux alliés au prolétariat, à porter la désagrégation dans l'appareil d'organisation offensif et défensif de l'ennemi, à connaître et à épuiser ses réserves.

Ne pas tenir compte de cet enseignement de Lénine, ou n'en tenir compte qu'en théorie, sans le mettre en pratique, sans le faire passer dans son activité, quotidienne, c'est être maximaliste, c'est prononcer de grandes phrases révolutionnaires sans être capable d'avancer d'un pas dans la voie de la révolution.

Sans signature, *L'Unità,* 2 juillet 1925.

LE PARTI SE RENFORCE EN COMBATTANT LES DÉVIATIONS ANTI-LÉNINISTES [514]

Nous nous proposons d'examiner en toute tranquillité et sérénité, ces « points de gauche » qui prétendent donner à notre parti et à l'Internationale des solutions italiennes « originales » aux problèmes de tactique et d'organisation, dignes de prendre la place du léninisme.

La situation italienne

Il n'y a pas, dans les « points », de paragraphe explicitement consacré à la situation italienne ; on peut, toutefois, tirer une évaluation de la situation du paragraphe consacré à la question des cellules et on ne peut nier que ce soit une évaluation qui ne manque pas d'originalité. On y dit ceci : en Italie, il n'y a pas la situation qui existait en Russie de 1905 à 1917, c'est-à-dire qu'il n'y a pas en Italie de situation révolutionnaire. En Russie régnait la terreur tsariste ; en Italie, il n'y a évidemment aucune espèce de terreur. En Russie, il n'existait pas de grandes organisations de masse (syndicats, etc.), alors qu'en Italie, évidemment, on jouit de la plus grande liberté d'organisation, les masses peuvent se réunir, discuter comme elles veulent de leurs problèmes et préparer l'agitation. En Russie n'existait pas la possibilité des... conquêtes pacifiques ; en Italie, au contraire, les masses marchent chaque jour d'une conquête à l'autre.

Camarades ouvriers de Milan, de Turin, de Trieste, de Bari, de Bologne, vous ne trouvez pas que c'est là une évaluation « originale » de la situation italienne ? Si originale que vous n'y aviez jamais pensé ; maintenant, vos yeux se sont dessillés et vous pouvez juger qui a raison du Comité central du Parti ou du Comité d'entente qui affirme la possibilité de conquêtes pacifiques. Que l'extrémisme se constitue en fraction pour les conquêtes pacifiques, voilà une originalité vraiment inattendue !

Le Parti

Selon la doctrine du léninisme, le Parti communiste est l'avant-garde du prolétariat ; en d'autres termes, c'est la partie la plus avancée d'une classe déterminée et de cette classe seulement. Naturellement, d'autres éléments sociaux (intellectuels et paysans) peuvent également entrer dans le Parti, mais il doit demeurer bien établi que le Parti communiste est organiquement une partie du prolétariat. Selon le Comité d'entente, le Parti n'est pas une partie d'une classe, mais une « synthèse » de prolétaires, de paysans, de déserteurs de la classe bourgeoise et même d'autres éléments (il y a un « etc. » très mystérieux dans les « points »). Pour le Comité d'entente, le Parti est donc une organisation inter-classe, une synthèse d'intérêts qui ne peuvent en fait se synthétiser en aucune manière, et naturellement, cette mixture

[514] Gramsci répond ici à la « Piattaforma della sinistra », publiée le même jour dans *L'Unità.*

« originale » nous est donnée pour du marxisme[515]. Selon le marxisme, le mouvement prolétarien, qui est créé objectivement par le développement du capitalisme, ne devient révolutionnaire, c'est-à-dire ne se pose le problème de la conquête du pouvoir politique que lorsque la classe ouvrière est devenue consciente d'être la seule classe capable de résoudre les problèmes que le capitalisme pose dans son développement, mais qu'il ne réussit pas - et ne peut réussir - à résoudre. Comment la classe ouvrière acquiert-elle cette conscience ? Le marxisme affirme et démontre, contre le syndicalisme, que cela ne se produit pas spontanément. Ce sont les représentants de la science et de la technique -qui sont en mesure d'acquérir cette conscience en raison de leur position spécifique de classe (les intellectuels sont une classe qui sert la bourgeoisie mais ne coïncide pas avec la classe bourgeoise) -qui, sur la base de la science bourgeoise, construisent la science prolétarienne et qui, par l'étude de la technique telle qu'elle s'est développée en régime capitaliste, arrivent à la conclusion qu'un développement ultérieur est impossible si le prolétariat ne prend pas le pouvoir, ne se constitue pas en classe dominante, en imprimant à toute la société ses caractères spécifiques de classe. Les intellectuels sont nécessaires, donc, pour la construction du socialisme ; ils ont été nécessaires, comme représentants de la science et de la technique, pour donner au prolétariat la conscience de sa mission historique. Mais ce service a été un phénomène individuel, non pas de classe : en tant que classe, il n'y a que le prolétariat qui devienne révolutionnaire et socialiste avant la conquête du pouvoir et qui lutte contre le capitalisme. Ajoutons ceci : une fois que la théorie socialiste est née et qu'elle s'est développée scientifiquement, les ouvriers eux aussi l'assimilent et en tirent de nouvelles conséquences. Le Parti communiste est précisément cette partie du prolétariat qui a assimilé la théorie socialiste et qui continue à la diffuser. La tâche qui, aux origines du mouvement, fut assumée par des personnalités intellectuelles (comme Marx et Engels), mais aussi par des ouvriers capables d'un travail scientifique (comme l'ouvrier allemand Dietzgen) est aujourd'hui dévolue à l'ensemble que forment les Partis communistes et l'Internationale.

Selon le Comité d'entente, nous devrions concevoir le Parti tel qu'il pouvait être conçu aux origines du mouvement : comme une « synthèse » d'éléments individuels et non comme un mouvement de masse. La raison ? La raison c'est que dans cette conception, il y a une forte coloration de pessimisme quant aux capacités des ouvriers. Seuls les intellectuels peuvent être « véritablement » des révolutionnaires communistes, seuls les intellectuels peuvent être des « hommes politiques ». Les ouvriers sont ouvriers et ne peuvent que demeurer ce qu'ils sont tant que le capitalisme les opprime ; sous l'oppression capitaliste, l'ouvrier ne peut se développer complètement, il ne peut sortir de son esprit étroit de catégorie. Qu'est-ce que le Parti, dans ces conditions ? C'est seulement le groupe restreint de ses dirigeants (dans le cas présent, c'est seulement le Comité d'entente) qui « reflètent » et « synthétisent » les intérêts et les aspirations génériques de la masse et du Parti lui-même.

La doctrine léniniste affirme et démontre que cette conception est fausse et extrêmement dangereuse ; elle a conduit, entre autres, au phénomène du « mandarinisme » syndical, autrement dit à la contre-révolution.

Selon la doctrine léniniste, s'il est vrai que la classe ouvrière dans son ensemble ne peut devenir parfaitement communiste qu'une fois le pouvoir conquis, il n'en est pas moins vrai que même avant la révolution son avant-garde peut, quant à elle, devenir communiste. Les ouvriers entrent au Parti communiste non seulement en tant qu'ouvriers (métallos, menuisiers, gars du

[515] Si l'on se reporte au texte publié par le Comité d'entente, c'est en réalité en tant qu'organe du prolétariat que le Parti est appelé à unifier « les poussées individuelles » et, partant, à intégrer les transfuges des autres classes sociales. Il n'y est nullement question, bien entendu, d'organisation de plusieurs classes.

bâtiment, etc.), mais ils n'y entrent pas seulement en tant que révoltés mais en tant qu'ouvriers communistes, c'est-à-dire en tant qu'hommes politiques, en tant que théoriciens du socialisme ; et le Parti, les discussions, les lectures et les écoles du Parti, leur permettent de continuer à se développer, de devenir des dirigeants. Il n'y a que dans le syndicat que l'ouvrier entre avec sa seule qualité d'ouvrier et non d'homme politique qui suit une théorie déterminée.

Les cellules

Combien ces questions sont importantes, combien graves peuvent être leurs répercussions si on les résout de manière erronée (le Comité d'entente dirait « originale »), on le voit dans la question des cellules que le Parti veut avoir pour base au lieu des vieilles sections ou des vieilles « assemblées territoriales ». Le Comité d'entente est contre les cellules [516]. Pourquoi ? La chose est claire : les cellules d'entreprise sont constituées et doivent tendre à être constituées uniquement d'ouvriers. Mais l'ouvrier ne peut être révolutionnaire ; au contraire, il est révolutionnaire dans l'assemblée territoriale, c'est évident puisque là il y a les juristes, les professeurs, etc.

Tout le paragraphe sur les systèmes d'organisation du Parti qu'on peut lire dans le programme du Comité d'entente est une accumulation d'erreurs et d'affirmations plutôt ridicules. Quand, par exemple, le Labour Party a-t-il jamais été organisé sur la base des cellules ? Quand donc les syndicats ont-ils été organisés sur la base des cellules ? Et pourquoi les syndicats doivent-ils être contre-révolutionnaires ? Les syndicats par eux-mêmes ne sont pas révolutionnaires, mais ils ne sont pas pour autant contre-révolutionnaires ; leurs dirigeants peuvent être révolutionnaires ou contre-révolutionnaires. Le Labour Party n'est pas organisé en cellules. C'est une fédération de syndicats et de partis politiques.

Si les choses étaient telles que les dit le Comité d'entente, pourquoi donc le Parti bolchevique a-t-il conservé - et développé - son organisation en cellules même après la chute du tsarisme et pourquoi est-il organisé en cellules aujourd'hui encore, quand la classe ouvrière est au pouvoir et que les syndicats (qui seraient contre-révolutionnaires, selon le Comité d'entente) ont toute liberté d'organisation et de réunion ? Et pourquoi le système des cellules serait-il fédéraliste alors que le système des sections territoriales ne le serait pas ? Le sens du mot fédéralisme est bien connu : il signifie, par exemple, parité de pouvoirs aux organisations de base, quel que soit le nombre des organisés de chacune : dans le mouvement syndical français, on vote par syndicat, non pas par affilié, de sorte qu'une association de coiffeurs d'une petite ville compte autant que le syndicat des métallurgistes de Saint-Étienne (un tel système était en vigueur dans l'Union syndicale italienne). Le fédéralisme signifie qu'on va aux congrès avec un mandat impératif ; nous disons qu'est fédéraliste le Comité des oppositions dans lequel le petit Parti sarde d'action a les mêmes pouvoirs que le « très grand » Parti maximaliste.

Tout ce paragraphe sur les cellules est une suite de sottises dépourvues de bon sens et qui ne s'appuient sur aucune perspective historique. En réalité, la conception que le Comité d'entente a du Parti communiste est une conception dépassée, propre à la période initiale du capitalisme, alors que la conception léniniste, telle qu'elle apparaît dans le système

---

[516] La réorganisation des partis communistes sur la base des cellules d'entreprise avait été décidée par le Ve Congrès de l'Internationale communiste (17juin-8 août 1924) dans le cadre de la « bolchevisation » de l'Internationale. Pour le Comité d'entente, une telle mesure ne visait qu'à renforcer la dictature de l'appareil bureaucratique, à instaurer, comme l'écrit Bordiga dans un article de la même époque, « la trame omnipotente de fonctionnaires sélectionnés à l'aide du critère du respect aveugle dans une recette qui se voudrait être le léninisme » (« Il pericolo opportunista e l'Internazionale », L'Unità, 30 septembre 1925 ; trad. fr. : « Le danger d'opportunisme et l'Internationale », *Invariance*, Paris, no 10, avril 1971, pp. 53-64)

d'organisation des cellules, est la conception propre à la phase impérialiste, c'est-à-dire à la phase où s'organise la révolution. Jusqu'à la Commune de Paris, on pouvait dire que « le Parti est l'organe qui synthétise et unifie les poussées individuelles et de groupes provoquées par la lutte de classes », que le Parti se limite, en d'autres termes, à enregistrer les progrès de la classe ouvrière et à faire œuvre de propagande idéologique ; mais aujourd'hui, nous ne sommes pas en 1848, il existe aujourd'hui un mouvement révolutionnaire de masse large et profond et le Parti guide la masse, dirige la lutte de classe et ne se limite pas à un rôle de notaire. Toutefois, il est assez « original » qu'on nous serve comme gauchisme une conception dépassée et réactionnaire.

Charlatanisme et démagogie

Le paragraphe consacré à l'activité passée de notre parti est d'un bout à l'autre une salade de lieux communs, assaisonnée d'une bonne dose de mauvaise foi, de charlatanisme et de démagogie. Il faut en effet un certain aplomb pour affirmer que le Comité central a été « remorqué sur la juste voie grâce au seul effet de la pression décidée (!) de la périphérie et de la gauche... ». La vérité se trouve précisément dans l'affirmation contraire. La périphérie était résolument opposée à ce que notre groupe parlementaire sorte du Comité de l'opposition et encore plus résolument opposée à notre retour au Parlement [517]. Dans le groupe parlementaire, la thèse du retour au Parlement fut soutenue énergiquement par les seuls camarades Gramsci et Maffi ; parmi l'extrême gauche, seul le camarade Borin se déclara favorable à cette thèse ; le camarade Fortichiari, s'il était là, resta muet. Ceux, en revanche, qui se déclarèrent catégoriquement, voire même « férocement » hostiles, ce furent Damen et Repossi qui disaient apporter dans la discussion le sentiment et l'opinion de la périphérie. Combien l'accusation citée plus haut est contraire à la vérité, on le voit par les faits suivants - sur ce problème comme sur les autres, le Comité central n'eut aucune hésitation ; la preuve en est d'ailleurs que c'est précisément aux congrès fédéraux de Naples et de Milan, les deux centres où l'extrémisme a quelques troupes, que fut annoncé - et cela déjà en septembre - que le groupe parlementaire ferait sa rentrée si l'opposition rejetait notre proposition d'un anti-Parlement. À Naples [518], le camarade Bordliga se déclara d'accord avec le Comité central pour la rentrée, en désaccord avec la proposition de l'anti-Parlement, mais personne d'autre ne prit la parole sur le sujet, à part le camarade Fiore [519], extrémiste, qui se déclara favorable à la rentrée, insistant lui aussi sur le fait que la périphérie ne comprendrait pas. À Milan, un seul camarade prit la parole pour se déclarer hostile à la rentrée : un extrémiste, Bernardi [520]. N'est-ce pas de la mauvaise foi et

---

[517] Après cinq mois de vacances, le Parlement reprit ses travaux le 12 novembre 1924. Quelques jours avant l'ouverture, le 20 octobre, le groupe parlementaire communiste proposa publiquement au Comité des oppositions de « se constituer en assemblée à part, vrai Parlement des oppositions, Parlement du peuple par opposition au parlement fasciste » (« Il programma d'azione del Partito comunista », *Il Giornale d'Italia,* 21 octobre 1924, p. 2). La formule, au demeurant, avait suscité les critiques de Bordiga et de la gauche qui lui reprochaient, tout comme à l'« Aventin, d'entretenir les illusions légalistes des masses... La proposition d'anti-Parlement s'étant heurtée à une fin de non-recevoir, il n'était pas question, pour autant, que le groupe parlementaire communiste fit sa rentrée tout seul au Parlement : la grande majorité des députés communistes étaient hostiles à cette idée ; l'Exécutif de l'I.C. y était fermement opposé. On décida donc qu'un seul député communiste - ce fut Luigi Repossi, membre par ailleurs du Comité d'entente - mettrait à profit la séance inaugurale, consacrée, comme le voulait la règle, à commémorer Matteotti, pour lire devant l'Assemblée une déclaration antifasciste. Les autres députés communistes rentrèrent pourtant à la Chambre après le discours de Mussolini du 3 janvier 1925.

[518] Cf., *supra,* p. 178, n. 4.

[519] Nicola Fiore provenait du syndicalisme révolutionnaire et avait même été « mussolinien » en 1915. Il était passé par l'U.S.I. avant d'adhérer au Parti communiste et avait été responsable du journal socialiste de la province de Salerno, *Il Lavoratore,* devenu - en 1921 - *Il Lavoratore comunista.* Cf., en particulier. M. Fatica, *Origini del fascismo e del comunismo a Napoli (1911-1915),* Florence, 1971, *ad nom.*

[520] Contrairement à ce que laisse entendre l'index de *La costruzione del Partito comunista, 1923-1926*, il ne saurait s'agir ici de Giuseppe Vota. Si ce dernier a effectivement utilisé le pseudonyme de « Bernardi », à l'inverse du « Bernardi»

du charlatanisme que de venir dire aujourd'hui que la périphérie et la « gauche » ont fait pression sur le Comité central ? La vérité est que les actuels extrémistes, qui n'ont jamais eu de directives propres, se mettaient alors à la remorque des masses les plus attardées, qu'ils « synthétisaient et unifiaient » une tendance de droite, prête à jouer les flancs-gardes de l'opposition bourgeoise. Ce fut le Comité central du Parti qui, n'hésitant pas à aller à contre-courant, réagit contre la passivité de la masse et réussit, par son action politique, à rendre indépendant de la bourgeoisie le prolétariat révolutionnaire et à faire en sorte qu'il devienne un facteur autonome et décisif dans la situation. Mais c'est là un sujet qui mérite d'être traité à part, et à fond. S'il faut faire une comparaison, ce doit être entre la tactique qu'a suivie cette année le Comité central et la tactique de l'Exécutif qui dirigeait le Parti en 1921-19221 [521] : ce sont uniquement la démagogie et la mauvaise foi du Comité d'entente qui nous contraignent à aborder ce sujet. Si le Parti s'est développé et a élargi son influence dans la période actuelle, c'est parce que le Comité central, en se fondant certainement sur la situation concrète, a su prévoir un juste développement des événements. En 1921-1922, l'Exécutif (mettons à part le travail d'organisation du Parti) n'a pas su prévoir le développement des événements, il a exclu *a priori* la possibilité du coup d'État fasciste, il n'a pas su s'orienter dans l'imbrication des actions et réactions que la lutte de classes suscitait en Italie et il s'est laissé prendre à l'improviste par des événements décisifs. Nous nous garderons dans cette analyse d'une démagogie pourtant beaucoup plus facile que celle à laquelle s'est livré le Comité d'entente à propos de la situation de l'an passé. N'est-ce pas le comble de la démagogie, par exemple, que d'affirmer que « le langage de la presse aurait dû être plus en rapport avec la situation »? Pour le Comité d'entente, les saisies, les mises en demeure, la suspension de *L'Unità* en décembre et janvier derniers ne comptent pour rien [522] ...

Contre le léninisme. Contre l'Internationale communiste

Nous n'avons donné que quelques approches de la réponse exhaustive qu'il conviendra de donner à ce document qui est la « charte » fondamentale du Comité d'entente et qui serait censée devenir la « charte » du Parti et de l'Internationale. Dans ce document, il n'y a rien de nouveau ni d'original. Il s'agit d'une accumulation indigeste de vieilles erreurs et de vieilles déviations par rapport au marxisme, qui peuvent sembler « originales » uniquement à ceux qui ne connaissent pas l'histoire du mouvement ouvrier. Ce qui impressionne dans ce document, ce n'est pas tant l'erreur politique que la décadence intellectuelle des auteurs qui l'ont rédigé. S'il faut l'examiner et le discuter, c'est uniquement pour faire ressortir encore plus vivement l'énergie, la vigueur intellectuelle, la profonde justesse historique de la doctrine léniniste, qui n'a pas permis au fascisme kornilovien d'arriver au pouvoir en Russie [523], mais a su au contraire guider le prolétariat à la victoire révolutionnaire.

---

dont il est question ici, il appartenait à la droite du Parti. Alfonso Leonetti - que je remercie ici - estime qu'il doit s'agir du « bordiguiste » milanais Pasquale Jugazza.

[521] Il s'agit de la direction « bordiguiste », à laquelle Gramsci appartenait du reste...

[522] Les saisies de *L'Unità se* multiplièrent tout au long du mois de décembre 1924 et il y en eut jusqu'à quatre par semaine. Le 31 décembre, comme tous les autres organes d'opposition, le quotidien communiste ne put paraître. Ainsi que le rapporta Togliatti dans une lettre au secrétariat de l'Internationale communiste, après le discours de Mussolini du 3 janvier 1925, *L'Unità* fut « systématiquement saisie tous les jours » du 3 au 16 janvier, en particulier, le journal fut saisi onze fois.

[523] Cette métaphore, qui n'est pas sans rappeler le parallèle que faisait Lénine entre le fascisme et les Cent-Noirs (cf., *infra* p. 210, n. 1), est probablement moins pertinente que d'autres comparaisons proposées par Gramsci : Kornilov et D'Annunzio et, surtout, Kornilov et Bonaparte *(Écrits* politiques, I, pp. 273, 397). Mais il s'agit probablement moins ici du putsch de Kornilov proprement dit que de la stratégie que les bolcheviks avaient adoptée alors à l'égard de Kerenski pour le contraindre à lutter contre la rébellion. Les thèses proposées par Gramsci et Togliatti au Congrès de Lyon continueront, du reste, de se référer explicitement à cette expérience : « La présentation et l'agitation de ces solutions intermédiaires est la forme spécifique de lutte à employer contre les partis soi-disant démocratiques

On peut exclure *a priori* qu'un tel document « synthétise » une position de « gauche ». En s'appuyant sur lui, on peut arriver au contraire aux plus dangereuses déviations de droite : il suffit de penser à la conception vraiment réactionnaire qu'on y professe à l'égard du prolétariat et de son niveau politique. De ce point de vue, on peut dire que la discussion actuelle entre le Comité central et les extrémistes a bien un contenu de classe.

Le Comité central représente l'idéologie du prolétariat révolutionnaire, lequel a conscience d'être devenu une classe digne d'exercer le pouvoir ; le Comité d'entente représente l'ultime effort de maigres groupes d'intellectuels révolutionnaires, encore imprégnés de méfiance petite-bourgeoise envers l'ouvrier, considéré comme inférieur, incapable de s'émanciper par lui-même, objet de la révolution, et non pas protagoniste de la grande œuvre d'émancipation de tous ceux qui sont opprimés par le capital. C'est pourquoi la bataille est déjà gagnée « historiquement » avant même d'avoir été livrée.

Sans signature, *L'Unità, 5* juillet 1925.

L'ORGANISATION PAR CELLULES ET LE IIe CONGRÈS MONDIAL [524]

Dans son article sur la nature du Parti communiste, le camarade Bordiga écrit :

Bien qu'on fût déjà fort de l'expérience des cellules en Russie, le IIe Congrès, où furent établies par Lénine les bases de l'internationale, ne fit même pas allusion à ce critère en matière d'organisation - critère présenté aujourd'hui comme indispensable et fondamental - dans aucun des documents classiques : statut de l'Internationale, 21 conditions d'admission, thèses sur les tâches du Parti, thèses sur les tâches de l'Internationale. Il s'agit d'une « découverte » beaucoup plus tardive et il nous sera loisible de voir comment elle s'insère dans le processus de développement de l'Internationale [525].

L'affirmation du camarade Bordiga n'est pas exacte. Dans les « Thèses sur les tâches fondamentales de l'Internationale communiste », et précisément dans le second chapitre. « Comment organiser la préparation immédiate et générale de la dictature du prolétariat ? », Lénine avait écrit ceci :

La dictature du prolétariat est la réalisation la plus complète de la direction de tous les travailleurs et de tous les exploités, opprimés, abrutis, écrasés, terrorisés, divisés, trompés par la classe des capitalistes, direction exercée par la seule classe préparée pour ce rôle dirigeant par toute l'histoire du capitalisme. Aussi la préparation de la dictature du prolétariat doit-elle être entreprise partout et sans délai, entre autres par le procédé suivant.

(...) lorsque ces partis soi-disant démocratiques sont liés à des couches importantes et décisives de la population travailleuse (comme en Italie pendant les premiers mois de la crise Matteotti) et lorsque menace un danger réactionnaire grave (tactique adoptée par les bolcheviks envers Kerenski durant le coup de Kornilov). Dans ces cas, le Parti communiste obtient les meilleurs résultats en agitant les solutions mêmes qui auraient dû être celles des partis soi-disant démocratiques s'ils savaient lutter de façon conséquente pour la démocratie, par tous les moyens que la situation exige » (« La situazione italiana e i compiti del P.C.I. », in *La costruzione...,* pp. 488-513).

[524] Dans le cadre de la politique de « bolchevisation », le Ve Congrès de l'Internationale communiste venait, on l'a dit, de décider que les partis communistes seraient réorganisés sans exception sur la base des cellules d'entreprise. Gramsci répond ici à un article de Bordiga critiquant cette dernière « découverte » de la direction post-léninienne de l'I.C.

[525] *A. Bordiga, « La natura del Partito comunista », L'Unità*, 26 juillet 1925.

Dans toutes les organisations, ligues, associations, sans exception, en premier lieu prolétariennes, ensuite celles groupant la masse travailleuse et exploitée non prolétarienne (organisations politiques, syndicales, militaires, coopératives, culturelles, sportives, etc.), doivent être créés des groupes ou cellules communistes, de préférence au grand jour, mais également clandestines, ce qui devient obligatoire chaque fois que leur dissolution, l'arrestation ou l'expulsion de leurs membres par la bourgeoisie sont à craindre ; ces cellules, étroitement rattachées les unes aux autres et au centre du Parti, échangeant leurs expériences, se livrant à l'agitation, à la propagande, au travail d'organisation, s'adaptant à tous les domaines de la vie sociale sans exception, à toute la diversité et à toutes les catégories de travailleurs, doivent par ce travail multiforme faire systématiquement leur propre éducation, celle du Parti, celle de la classe, celle de la masse [526].

Le point 9 des « 21 conditions d'admission à l'I.C. » dit ceci

Tout parti qui désire appartenir à l'Internationale communiste est tenu de mener systématiquement et sans faiblesse une action communiste au sein des syndicats, des coopératives et des autres organisations ouvrières de masse. Il est indispensable d'y constituer des cellules communistes qui, par un travail constant et opiniâtre, doivent gagner les syndicats à la cause du communisme. Ces cellules sont tenues, à chaque moment du travail quotidien, de démasquer la trahison des sociaux-patriotes et les hésitations du « centre ». Elles doivent être entièrement subordonnées au Parti dans son ensemble[527].

Le paragraphe 18 de la « Résolution sur le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne » dit ceci :

Dans toute action organisatrice du Parti et des communistes, la pierre angulaire doit être posée par l'organisation d'un noyau communiste partout où l'on trouve quelques prolétaires et quelques demi-prolétaires. Dans tout Soviet, dans tout syndicat, dans toute coopérative, dans tout atelier, dans tout comité de locataires, dans toute institution où trois personnes sympathisent avec le communisme, un noyau communiste doit être immédiatement organisé. L'organisation communiste est la seule porte[528]* permettant à l'avant-garde de la classe ouvrière d'entraîner derrière elle toute la classe ouvrière. Tous les noyaux communistes agissant parmi les organisations politiquement neutres sont absolument subordonnés au Parti dans son ensemble, que l'action du Parti soit légale ou clandestine. Les noyaux communistes doivent être classés dans une stricte dépendance réciproque, à établir de la façon la plus précise[529].

Le IIe Congrès posa le problème de l'organisation des partis communistes en cellules. Tel qu'il fut posé, le problème n'apparut pas en termes clairs pour les partis européens. On confondit l'organisation des cellules, base du Parti, avec l'organisation des fractions communistes dans les syndicats, dans les coopératives, etc. ; en vérité, les deux formes d'organisation ne sont pas très nettement distinguées dans les passages cités plus haut, encore que la distinction soit faite clairement dans la partie condensée des *Thèses sur les devoirs du Parti.*

---

[526] « Thèses sur les tâches fondamentales du IIe Congrès de l'Internationale communiste », *in* Lénine, *Œuvres*, tome 31, avril-décembre 1920, Paris-Moscou. 1961, p. 194.

[527] « Les conditions d'admission à l'Internationale communiste », *in* Lénine, *op. cit.*, pp. 213-214.

[528] **Recte :* possibilité *(Möglichkeit) (N. de l'E.).*

[529] « Résolution sur le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne », in *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste -1919*-1923, Paris, 1934, p. 52. À noter que, chaque fois que la version française parle de « noyau communiste », le texte italien cité par Gramsci parle de « cellule communiste » - remarque qui vaut également pour les deux citations suivantes.

Au point 4 du résumé, on dit : « Partout où il n'y a ne fût-ce qu'une dizaine de prolétaires ou de semi-prolétaires, le Parti communiste doit avoir son noyau organisé. »

Au point 5 : « Dans toute organisation apolitique, il doit y avoir un noyau communiste strictement subordonné au Parti dans son entier [530]. » Il est évident que, dans ces deux points, on veut faire la distinction entre la cellule, base de l'organisation du Parti, et la fraction, organisme de travail et de lutte du Parti dans les associations de masse.

Qu'il en soit ainsi, c'est ce qui ressort des thèses écrites par Lénine en 1915 pour l'aile gauche de Zimmerwald[531], en d'autres termes, pour le noyau révolutionnaire qui fondera en 1919 l'Internationale communiste. C'est ce qui ressort aussi du discours tenu par Lénine au IIIe Congrès sur l'alinéa spécial consacré à l'organisation et à la structure des partis communistes. Lénine se pose les questions suivantes : Pourquoi le Parti communiste russe est-il le seul à être organisé en cellules ? Pourquoi les dispositions du IIe Congrès qui désignaient dans le système des cellules le système propre aux partis communistes n'ont-elles pas été mises à exécution ? Et Lénine répond à ces questions en affirmant que la responsabilité de ce manque incombe aux camarades russes et à lui-même dans la mesure où, dans les thèses du IIe Congrès, ou a parlé un langage trop russe et peu « européen », c'est-à-dire qu'on s'est référé à des expériences russes sans les rendre actuelles, sans les expliquer, en supposant qu'elles étaient connues et comprises [532]. Les thèses du IIIe Congrès sur la structure du Parti communiste qui furent soit écrites directement par Lénine soit soumises à son contrôle, ne sont donc pas une « découverte », comme dit le camarade Bordiga, mais la traduction en un langage compréhensible aux « Européens » des formulations rapides et allusives contenues dans les thèses du IIe Congrès. Mais pourquoi le camarade Bordiga veut-il faire cette distinction dans l'histoire de l'Internationale entre le IIe Congrès et les trois Congrès qui lui font suite ? Dans l'article sur « La question Trotski », le camarade Bordiga soutient que l'histoire de l'Internationale se divise en deux parties : jusqu'à la mort de Lénine, après la mort de Lénine [533]**.** Au contraire, dans l'article sur la nature du Parti, la seconde phase commence déjà avec le IIIe Congrès, c'est-à-dire avec une période où Lénine était vivant et au maximum de son efficacité intellectuelle et politique. La discussion mettra pleinement au jour un point qui est fondamental pour la

---

[530] « Résolution sur le rôle du Parti communiste... »*, op. cit.,* p. 52.

[531] Il s'agit du « Projet de résolution » présenté par la gauche à la Conférence de Zimmerwald. Une traduction italienne en avait été, publiée dans *L'Ordine Nuovo* du 20 septembre 1921. Pour le texte français, cf. A. Rosmer, Le *mouvement ouvrier pendant la guerre - De l'Union Sacrée à Zimmerwald, Paris,* 1936, pp. 554-555, ou encore Lénine, *Œuvres*, tome 21, août 1914-décembre 1915, Paris-Moscou, 1960, pp. 357-360 (où le texte apparaît assez différent).

[532] Ce n'est pas à l'occasion du IIIe Congrès du Kominterm (1921), mais en 1922, au cours du IVe Congrès (auquel Gramsci a, du reste, participé), que Lénine a prononcé les paroles qui sont évoquées ici : « En 1921, au IIIe Congrès, nous avons voté une résolution sur la structure organique des partis communistes, ainsi que sur les méthodes et le contenu de leur travail. Texte excellent, mais essentiellement russe, ou presque, c'est-à-dire que tout y est tiré des conditions de vie russes. C'est là soir bon mais aussi son mauvais côté. (...) Cette résolution est trop russe : elle traduit l'expérience de la Russie. Aussi est-elle tout à fait incompréhensible pour les étrangers ; ils ne peuvent se contenter de l'accrocher dans un coin comme une icône, et de l'adorer. On n'arrivera à rien de cette façon. Ils doivent assimiler une bonne tranche d'expérience russe. Couraient cela se passera, je l'ignore. Peut-être que les fascistes d'Italie, par exemple, nous rendront un signalé service en montrant aux Italiens qu'ils ne sont pas encore suffisamment éclairés et que leur pays n'est pas encore garanti des Cent-Noirs ? Cela sera, peut-être, très utile... » (« Cinq ans de révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale. Rapport présenté, au IVe Congrès de l'Internationale communiste. le 13 novembre 1922 », *in* Lénine. *Œuvres*, tome 33, Paris-Moscou, 1963, pp. 429-444 et, surtout, 442-444.) Les dernières phrases n'avaient pu, bien entendu que frapper les délégués italiens, déjà quelque peu ébranlés par le succès de la « marche sur Rome » du 28 octobre 1922... La confusion que commet ici Gramsci se retrouve également dans ses Cahiers de prison : cf., précisément, *Cahiers II (XVIII)*, § 46, éd. cit., p. 264.

[533] Écrit en février 1925, l'article de Bordiga, « La questione di Trotski », d'abord refusé par le nouveau groupe dirigeant, ne fut publié dans *L'Unità* que le 4 juillet. Commentant, à la suite des *Leçons d'Octobre* de Trotski, l'échec de la révolution allemande de 1923, Bordiga y notait en particulier : « Nous n'avons plus Lénine et, sans lui, nous allons perdu notre Octobre de Berlin. (...) Ce que Lénine a conjuré en Russie, l'Internationale n'a pu le conjurer en Allemagne. »

discussion du Parti : il apparaîtra que, pour le camarade Bordiga, le mouvement révolutionnaire italien se trouve de nouveau dans une phase semblable à celle qui sépare le IIe Congrès de celui de Livourne, en d'autres termes, dans une phase où il faut organiser des fractions car nous pouvons nous trouver (mieux, nous nous trouvons déjà) devant un problème de scission. Comment expliquer autrement les allusions que le camarade Bordiga a faites dans les « points » de la gauche et dans l'article sur la nature du Parti, au groupe de *L'Ordine Nuovo,* allusions malveillantes, chargées de haine et de rancœur, et qui, bien loin de révéler un effort pour effacer les différenciations, montre au contraire une volonté de les exaspérer jusqu'à les faire apparaître comme des fossés impossibles à combler[534] ? Entre autres, le camarade Bordiga a toutefois oublié une « petite » chose : c'est que même en posant le IIe Congrès comme pierre de touche pour comprendre la situation actuelle de notre parti, ce n'est certes pas le groupe de *L'Ordine Nuovo* qui peut s'en trouver diminué dans le rôle qu'il a toujours joué pour la préparation du mouvement communiste italien. Au IIe Congrès, le camarade Lénine déclara qu'il faisait siennes les thèses présentées par le groupe de *L'Ordine Nuovo* au Conseil national du Parti socialiste d'avril 1920 [535] et il voulut que les deux points suivants figurassent dans les décisions du Congrès :

1° que les thèses de *L'Ordine Nuovo* correspondaient à tous les principes fondamentaux de la IIIe Internationale ;

2° que les thèses de *L'Ordine Nuovo* devaient être examinées par le Congrès du Parti socialiste. Aucun « extrémiste » ne voudra nous dénier le droit de considérer que, entre le jugement du camarade Lénine et le jugement du camarade Bordiga, c'est le jugement du camarade Lénine qui est le plus important et qui est dicté par un esprit marxiste un peu plus approfondi et un peu plus sûr que celui du camarade Bordiga.

Signé A. Gramsci, *L'Unità, 28* juillet 1925.

CRITIQUE STÉRILE ET NÉGATIVE

Dans le long article qui suit [536], une chose est vraiment remarquable, c'est le scepticisme élégant, qui se garde bien de prendre clairement position sur les points sur lesquels l'auteur affirme toutefois son désaccord ; c'est ce balancement continu entre la thèse et l'antithèse, qui dispense d'affirmer sa propre thèse « originale ».

Le camarade Bordiga se borne à garder une position réservée sur toutes les questions que la gauche a soulevées. Il ne dit pas : tel problème ou tel autre, l'Internationale le pose et le résout de la manière suivante alors que, selon moi, il convient de le poser et de le résoudre de cette autre manière que voici. Il dit au contraire : la manière dont l'Internationale pose et résout les problèmes ne me convainc pas, je *crains* qu'on ne tombe dans l'opportunisme, les *garanties* ne sont pas suffisantes, etc. Sa position est donc une position de soupçon et de doute permanents. De cette manière, la position de la « gauche » est purement négative, elle exprime des *réserves,*

---

[534] Dans la plupart de ses articles de cette période. Bordiga ne manquait pas de rappeler les origines idéalistes et crociennes de la direction issue du groupe de *L'Ordine Nuovo*.

[535] Cf. Les « Chroniques » du 21 août et du 9 octobre 1920, in *Écrits politiques*, I. pp. 377-379 et 400-402.

[536] Il s'agit de l'article de Bordiga, publié dans le même numéro de *L'Unità* (30 septembre 1925) et qui avait déjà paru dans *Lo Stato Operaio* du mois de juillet, « Il pericolo opportunista e l'Internazionale », écrit en vue du IIIe Congrès du P.C. d'Italie. Une traduction française de ce texte : « Le danger d'opportunisme et l'Internationale », a paru, on l'a dit, dans *Invariance,* no 10, septembre 1971, pp. 53-64. Nous nous y conformons pour les citations qu'en donne Gramsci dans le présent article.

sans les spécifier en termes concrets, et surtout sans définir en termes concrets ses points de vue, ses solutions. Elle finit par semer le doute et le manque de confiance, sans rien construire.

L'article commence par une hypothèse typiquement métaphysique. Le camarade Bordiga commence par cette question : peut-on exclure à 100 % la possibilité que l'Internationale tombe dans l'opportunisme ? Mais alors, on peut également dire qu'il est impossible d'exclure *a priori* que le camarade Bordiga devienne opportuniste lui aussi, que le pape devienne athée, que l'industriel Ford devienne communiste, etc. Dans le domaine des possibilités métaphysiques, on peut envisager toutes les extravagances qu'on voudra, mais un marxiste devrait poser la question de la manière suivante : existe-t-il la possibilité que l'Internationale communiste ne soit plus l'avant-garde du prolétariat, mais qu'elle se mette à devenir l'expression de l'aristocratie ouvrière corrompue par la bourgeoisie ? C'est ainsi qu'il faut poser la question, en termes marxistes, et alors chaque camarade peut facilement la résoudre.

L'article n'est qu'un tissu d'erreurs théoriques et pratiques que les camarades ne manqueront pas de relever. Nous nous bornons ici à en relever les points les plus caractéristiques.

Le camarade Bordiga dit à propos des cellules que le type d'organisation du Parti ne peut pas par lui-même en assurer le caractère politique ou le garantir contre les dégénérescences opportunistes. Nous affirmons au contraire que le type d'organisation en cellules assure mieux qu'aucun autre le caractère prolétarien du Parti communiste et que, mieux qu'aucun autre, il garantit le Parti contre l'opportunisme. Or, après avoir répété la curieuse affirmation que le système des cellules convient très bien à la Russie, avant comme après la conquête du pouvoir, mais qu'il *ne va pas* dans les pays à régime démocratique bourgeois, le camarade Bordiga conclut : « Nous *ne sommes pas, nous, contre les cellules d'usine, ni contre les groupes inscrits au Parti existant dans les usines, avec des fonctions précises* [537]. » Mais alors, la gauche est-elle pour ou contre les cellules ? Et quelles sont ces *fonctions précises* que le camarade Bordiga évite de préciser ?

La gauche et le camarade Bordiga ne se déclarent pas explicitement contre la bolchevisation, mais seulement ils s'en *méfient* parce qu'elle se fonde sur une organisation en cellules que dominerait un réseau *tout-puissant* de fonctionnaires sélectionnés sur le critère de l'obéissance *aveugle* au léninisme. Que la direction locale du Parti doive être constituée d'éléments idéologiquement sélectionnés, voilà qui est hors de doute : sans cela, le Parti communiste ne serait pas ce qu'il est. Quant à l'obéissance *aveugle,* il s'agit d'un argument polémique assez vulgaire sur lequel il est inutile de s'attarder.

Curieux également ce qu'écrit le camarade Bordiga à propos du *léninisme.* Il écrit que si le léninisme n'est rien d'autre que le *marxisme*[538], alors il est inutile d'employer un terme semblable, mais il ajoute aussitôt après que la gauche emploiera les deux termes indifféremment. Non seulement il y a là une contradiction flagrante, mais il y a là contradiction également entre l'affirmation qu'on emploiera les deux termes indifféremment et le fait qu'on

---

[537] « Nous ne sommes pas, nous, contre les cellules d'usine, ni contre les groupes inscrits au Parti existant dans les usines avec des fonctions précises », écrivait en fait Bordiga : « seulement nous demandons que le réseau territorial [des cellules] ne soit pas supprimé et qu'il soit considéré comme l'armature fondamentale de l'activité politique du Parti... » (*loc. cit.*, p. 57).

[538] Bordiga avait déjà développé cette thèse dans sa conférence du 24 février 1924 à la Maison du Peuple de Rome, « Lenin nel cammino della rivoluzione » : Lénine ne doit pas être considéré comme un novateur mais, simplement, comme « le restaurateur théorique du marxisme », falsifié par les réformistes de la IIe Internationale. Une traduction française de ce texte : « Lénine sur le chemin de la Révolution » a paru dans *La lutte de classes,* no 4, juin 1928, pp. 98-107, et no 5, juillet 1928, pp. 131-139

reconnaît dans le même temps que Lénine est « celui qui compléta, pour une part très importante, le marxisme » et que « son interprétation de la phase impérialiste du capitalisme, ses formulations de la question agraire et nationale sont des contributions fondamentales au développement de la méthode et du système marxistes »[539].

En ce qui concerne ses désaccords avec Lénine, le camarade Bordiga s'en tient assez maladroitement aux généralités et se garde de rien préciser. Des phrases comme : « Nous avons discuté et critiqué Lénine vivant et parlant et nous n'avons pas toujours été pleinement convaincus par ses contre-affirmations », ou encore : « J'ai subi des éreintements de Lénine et ils ne m'ont pas convaincu » peuvent faire beaucoup d'effet parmi les petits-bourgeois, mais elles font hausser les épaules aux communistes et à tous les ouvriers révolutionnaires.

Sans préciser nullement l'ampleur de ses dissentiments avec Lénine, le camarade Bordiga s'en tire en affirmant qu'il ne considère pas le système tactique de Lénine comme exact, parce qu'il ne contient pas de garanties contre la possibilité d'applications opportunistes [540]. Mais le camarade Bordiga serait plus sincère s'il déclarait qu'il repousse toute manœuvre tactique, dans la mesure où toute manœuvre tactique présente le danger de déviations opportunistes. La garantie contre les déviations ne consiste pas dans la tactique en sol, mais elle est en nous, dans notre conscience communiste, dans la vigilance et dans l'autocritique de tout le Parti, dans une ferme fidélité aux principes, dans l'effort qu'on fait pour ne jamais perdre de vue la fin révolutionnaire.

Nous n'entendons pas, par ces brèves observations, avoir épuisé les objections qu'appelle l'article du camarade Bordiga. C'est en vérité une mine d'erreurs et d'incongruités de tout genre.

Nous voudrions seulement relever encore les erreurs concernant l'anti-Parlement et la tactique du Parti envers les masses ouvrières favorables à l'Aventino. La tactique adoptée par le Parti - dit le camarade Bordiga - n'a été prévue par aucun congrès [541]. Mais à part le fait qu'aucun congrès n'a prévu ni l'assassinat de Matteotti ni la réaction des grandes masses ni leur rassemblement du côté des illusions aventiniennes, quelle est la tactique qui, selon le camarade Bordiga, aurait dû être adoptée ? Il se garde bien de la formuler sous une forme quelconque et se borne à dire que « beaucoup aurait pu être fait et si peu le fut ».

L'article tout entier est un document de véritable décadence intellectuelle. Non seulement le camarade Bordiga se garde de tirer les conséquences logiques de ses condamnations, mais il se garde bien d'opposer aux directives qu'il critique des directives nouvelles exprimées dans une forme claire et concrète. Se borner, comme il le fait, à une critique négative, semer le doute, le scepticisme et la méfiance, sans rien proposer de constructif, voilà qui non seulement relève du manque de caractère mais révèle aussi un bien piètre respect et un bien piètre attachement au Parti et à l'Internationale.

Sans signature, *L'Unità,* 30 septembre 1925.

---

[539] « Le danger opportuniste... », *loc. cit.,* p. 59.

[540] « Nous estimons la méthode tactique de Lénine incomplètement exacte, en ce qu'elle ne comporte pas les garanties contre les possibilités d'application qui, en étant superficiellement fidèles, perdent la finalité révolutionnaire profonde qui anima toujours tout ce que Lénine soutint et fit. Nous estimons trop universelles certaines généralisations des expériences tactiques russes... » (A. Bordiga, « Le danger d'opportunisme... », *loc. cit.,* p. 60.)

[541] Bordiga reprochait en fait au nouveau centre dirigeant du P.C. d'Italie de justifier *a posteriori* sa tactique : « La tactique nouvelle, comme d'habitude, est un fait accompli avant qu'un organe international l'ait examiné. Alors que nous avons toujours demandé qu'en matière de tactique, les décisions soient impératives et préventives, non posthumes », ce qui est le cas, en particulier, de la proposition de transformer l'Aventin en anti-Parlement, « tactique qu'aucune décision n'a prévue, dans aucun congrès, mais qui surgit tout à coup » (*loc. cit.,* p. 63).

ÉLÉMENTS DE LA SITUATION [542]

L'importance politique du moment présent tient à ce qu'il permet de tirer certaines conclusions générales de l'expérience de cette période de luttes qui s'est ouverte avec les élections de 1924 et qui a culminé après l'assassinat de Matteotti. Les prévisions politiques que le Parti communiste avait faites au cours de cette période se sont aujourd'hui pleinement confirmées et cette confirmation constitue, pour ses mots d'ordre, la meilleure justification.

Si l'on désigne par-là la période de crise politique ouverte par le fascisme après la marche sur Rome, la période « Matteotti » se caractérise par un conflit entre les différents groupes de la bourgeoisie et par la tentative qu'a faite une partie de la petite bourgeoisie de se mettre à la tête de la lutte contre le régime fasciste et d'entraîner derrière soi les autres classes susceptibles d'être mobilisées pour ce combat, le prolétariat et les paysans en particulier. La politique de l'Aventin a été l'expression de cette tentative. Sa faillite - aujourd'hui incontestable - confirme qu'à l'époque de l'impérialisme, la petite bourgeoisie ne peut prétendre diriger la lutte contre la réaction, forme et instrument de domination du capital et des agrariens.

L'écroulement de l'Aventin[543] a permis au fascisme de donner une impulsion vigoureuse à sa politique. Il faut voir celle-ci de *deux points de vue fondamentaux.*

D'une part, le fascisme poursuit avec toujours plus de résolution son plan d'*unification organique de toutes les forces de la bourgeoisie sous le contrôle d'un centre unique* (direction du Parti fasciste, Grand Conseil[544]) et il a obtenu, sur ce point, des résultats incontestables. À l'égard des « compagnons de route », le succès a été complet : ces groupes n'ont plus d'existence autonome et les rescapés sont venus se fondre dans le fascisme. Depuis que les libéraux-

---

[542] Cet article est écrit peu après l'attentat manqué de Tito Zaniboni (4 novembre 1925), dont Mussolini allait tirer prétexte pour renforcer le caractère dictatorial du régime : cf., *infra, p.* 234, n. 1.

[543] Le déclin de l'Aventin avait commencé dès l'automne 1924. La publication des trois fameux mémoires sur la « tchéka » fasciste et les responsabilités de Mussolini dans l'assassinat de Matteotti étaient restés sans effet et la Couronne, dans laquelle l'Aventin avait cru trouver un ultime recours, s'était cantonnée dans un silence prudent, sinon approbateur. Dès la fin de l'année, la « mobilisation » des chemises noires avait recommencé. « Les vœux de Nouvel An : mettre le gourdin à portée de main » titrait *Cremona Nuova,* organe de Farinacci, le 31 décembre 1924. Le discours de Mussolini du 3 janvier 1925 avait ainsi marqué le début - officiel - de la contre-offensive fasciste ; un pas de plus aussi dans la consolidation du régime. Le 12 février 1925, Francesco Giunta, sans doute trop « mou », devait démissionner du secrétariat du P.N.F. où il était remplacé par Farinacci. Hormis ses espoirs et ses vœux - en la monarchie, l'armée, Giolitti, le pape -, l'opposition, quant à elle, n'était pas parvenue à se donner un programme ; encore moins à s'unifier. Crainte d'un débordement populaire ? la proposition communiste de constituer un anti-Parlement, assez irréaliste, au demeurant, vu ce qu'étaient les forces qui constituaient l'Aventin, sétait donc heurtée à une fin de non-recevoir. Après le morceau de bravoure de Repossi (le 12 décembre 1924), le groupe parlementaire communiste au complet avait regagné la Chambre (le 3 janvier 1925) ; pour y porter la contestation - comme Gramsci l'avait fait, par exemple, le 16 mai 1925. Les Populaires, à leur tour, avaient tenté de rentrer au Parlement - le 16 janvier 1925, à l'occasion de la commémoration de la reine mère - mais en avaient été, empêchés par les violences de leurs collègues fascistes. En septembre, enfin, les maximalistes aussi avaient rallié le Parlement...

[544] Le Grand Conseil du fascisme *(Gran Consiglio del Fascismo)* avait été créé par Mussolini le 15 décembre 1922, à des fins - semble-t-il - de « normalisation ». Dès le 13 janvier 1923, une révision des statuts du P.N.F. *(Partito Nazionale Fascista)* lui avait donné la haute main sur ce dernier : le Directoire et le secrétaire du P.N.F. ne seraient plus désignés désormais par le Congrès national du parti, mais par le Grand Conseil, c'est-à-dire par Mussolini lui-même. Pendant toute la première période de la « crise Matteotti », soit jusqu'au discours du 3 janvier 1925, le Grand Conseil s'était surtout efforcé de soumettre le « parti » - entendez les chemises noires et les *ras* d'Italie centrale et de la vallée du Pô - à l'autorité du gouvernement et de Mussolini (« La période révolution il aire du fascisme est terminée. » - 20 novembre 1924) ... À partir du 3 janvier au contraire, et singulièrement pendant le « règne » de Farinacci (qui allait rester à la tête du P.N.F. jusqu'au 30 mars 1926), le Grand Conseil commença de remplir officieusement le rôle qu'allait lui conférer la loi du 19 décembre 1928 : « coordonner et unifier toutes les activités du régime issu de la révolution d'octobre 1922. »

nationaux sont passés au fascisme[545], on ne trouve plus, hors du fascisme, aucune force se proclamant ouvertement réactionnaire.

La lutte contre les vieux groupes dirigeants se poursuit, d'autre part, de manière toujours plus dure. Elle s'exprime tout particulièrement dans la lutte contre la franc-maçonnerie [546]. Celle-ci représentait, en Italie, l'organisation de toutes les forces qui soutenaient l'État et assuraient sa cohésion ; le fascisme a compris qu'il devait revendiquer pour soi la totalité de cette fonction.

La presse d'opposition, qui assurait aux survivants des vieux groupes dirigeants prestige et influence dans l'opinion publique, est désormais incapable de jouer son rôle [547]. Le fascisme s'empare systématiquement de tous les centres où s'organise, fût-ce partiellement ou platoniquement, la résistance à son action.

Dans le domaine économique, une série de mesures assurent la réalisation de ce plan d'unification et de centralisation. Il s'agit de fonder, contre toute contestation, la suprématie d'une oligarchie industrielle et agraire en lui assurant le contrôle de toute l'économie du pays *(rétablissement de la taxe sur le blé, unification bancaire, modifications du code commercial. Accords avec l'Amérique pour le règlement des dettes de guerre, etc.).*

Second aspect de cette politique fasciste, la pression exercée sur les travailleurs - il s'agit de leur interdire absolument de s'organiser comme force et de les exclure systématiquement et de façon permanente de toute participation à la vie politique. Ce qui compte tout particulièrement en ce moment, c'est :

1° la nouvelle politique syndicale du fascisme *(loi fasciste sur les syndicats)* [548] ;

2° la loi sur les associations, approuvée même par le Sénat[549];

3° la réforme de l'administration (l'institution de podestats dans les communes de campagne et la décision de confier aux corporations la désignation des corps consultatifs municipaux ; dans les villes l'exclusion des subversifs des conseils municipaux) [550].

---

545 Gramsci pense ici aux groupes nationaux-libéraux organisés par Paolo Arcari et Alberto Caroncini autour du périodique milanais *L'Azione,* ainsi qu'à des personnalités comme Giovanni Borelli, fondateur du Partito liberale giovanile, qui avaient tous pratiquement rallié le fascisme. Sur Borelli, cf. également, infra*, p.* 352, n. 3.

546 Cf. « La loi sur les associations secrètes (Discours du 16 mai 1925) ». *Supra,* pp. 165-178.

547 Parallèlement à la promulgation d'une série de lois et de décrets qui allaient mettre fin à toute liberté de presse - décret du 15 juillet 1923, loi du 31 décembre 1925, décrets du 4 mars 1926 et du 26 février 1928 - le régime, on l'a dit ci-dessus, p. 206, n. 2, n'avait cessé de multiplier les saisies et, selon la formule consacrée, de « rendre la vie impossible » à la presse d'opposition. L'organe du P.P.I., *Il Popolo*, avait, par exemple, cessé de paraître à partir du 5 juin 1925 et son directeur, Giuseppe Donati, avait été littéralement expulsé d'Italie le 13 juin 1925. Privant l'opposition libérale de son principal organe, le 29 novembre 1925, une manœuvre financière allait également écarter Alberto et Luigi Albertini de la direction du *Corriere della Sera* qu'ils animaient depuis 1900.

548 Succédant au Pacte de Palazzo Chigi du 19 décembre 1923, qui avait amorcé la mise en place d'un système corporatif, le décret-loi du 24 janvier 1924 avait soumis les syndicats à l'autorité et au contrôle des préfets, qui eurent désormais toute licence de démettre les dirigeants syndicaux et de liquider le capital social des organisations ouvrières.

549 La loi du 25 novembre 1925 visait, selon ses termes, à « discipliner » l'activité des associations, dont l'existence même allait être soumise désormais à la seule discrétion des préfets.

550 Cette réforme allait être effectivement sanctionnée par la loi du 4 février 1926, que complétèrent ultérieurement les décrets lois du 9 mai et du 3 septembre 1926 : des podestats et des conseils désignés par les autorités

Il semble à première vue que cette politique ne rencontre que des succès. Mais il en va en réalité tout autrement ; l'action du fascisme ne laisse d'exaspérer toutes les contradictions sociales et elle suscite des restructurations et des regroupements qui contiennent les conditions d'une reprise prolétarienne certaine.

Certes, la disparition de l'Aventin ne mettra pas fin aux tentatives qu'accomplissent les vieilles classes dirigeantes pour s'opposer, sans se mêler toutefois au fascisme, à l'avènement du prolétariat comme classe dominante. En réalité, nous assistons aujourd'hui à un ample phénomène de remise en ordre et de recomposition. Les différents groupes et partis qui constituaient l'Aventin ou qui, sans lui appartenir, étaient restés extérieurs au fascisme, tentent de s'établir sur des positions qui leur permettront de continuer à exercer plus facilement leur fonction contre-révolutionnaire.

Les positions des partis qui ont enchaîné à l'Aventin les mouvements des masses travailleuses sont particulièrement importantes pour le prolétariat et pour le Parti communiste.

Le Parti maximaliste, qui a été le premier à prendre acte de la faillite de l'Aventin [551], penche toujours plus résolument en faveur de la contre-révolution. Et les preuves, ici, ne manquent point : tandis que les dirigeants maximalistes reprennent à leur compte les thèses de la démocratie d'Europe occidentale pour mener campagne contre l'État prolétarien russe, *l'Avanti !* fait sien le point de vue social-démocrate sur la nécessité de « l'intervention du capital américain » en Italie[552].

Si l'on tient compte de l'attitude des dirigeants maximalistes sur tous les autres points, on peut définir avec exactitude ce qu'est leur position. Sans aucun doute, elle exprime pour une part l'attitude de certaines couches de la population travailleuse, celles qui ont tendance à considérer qu'il suffit de résister passivement à la réaction et que point n'est besoin de s'efforcer systématiquement de réorganiser ses forces en vue de reconstituer un front de classe et de préparer la révolution. Les dirigeants du Parti maximaliste mettront en œuvre leur verbiage révolutionnaire et leurs attitudes gauchistes pour masquer cette inertie et cette passivité.

Leur propagande en faveur d'un nouveau rassemblement politique où se retrouveraient certains débris de l'Aventin, n'est que l'ultime avatar de ce verbiage. Ce dernier va de pair avec

remplacèrent désormais les conseils municipaux et les conseils régionaux. La loi du 6 avril 1926 précisa en outre que les préfets incarnaient « la plus haute autorité de l'État dans la province).

551 Le P.S.I. s'était effectivement retiré de l'Aventin au mois de septembre.

552 Lors de l'arrestation de certains correspondants de *L'Unità,* l'*Avanti !* avait opposé le sort qui était fait, en Italie, aux communistes à la cordialité des relations italo-soviétiques. Dénonçant l'« antisoviétisme » du quotidien maximaliste (« L'antisoviettismo dell' *Avanti !* », *L'Unità*, 27 septembre 1925 - in *La costruzione del Partito comunista*, pp. 410-412). Gramsci en avait profité pour rallumer, en passant, une autre polémique : les rédacteurs de l'*Avanti !* n'auraient été ni plus ni moins qu'« asservis à l'impérialisme américain » ! À l'origine de cette accusation infamante, un article de Massimo Fovel (Free Trader) consacré au rachat d'une partie du capital de la S.I.P. (Societa Idroelettrica Piemontese) par un groupe financier nord-américain et favorable, en dernier terme, aux investissements américains en Italie (Free Trader, « Il capitale americano in Italia, *Avanti !*, 5 août 1925). S'élevant contre cette « conversion à l'esclavage » (A. Tasca, « Lo scandalo del massimalismo », *L'Unità*, 18 août 1925 ; [Gramsci], « Un giornale in liquidazione, un partito alla deriva », *ibid.,* 6, 8 et 11 septembre - in *La costruzione*.... pp. 280-291), *L'Unità n'avait* pas hésité à mêler aux arguments politiques des accusations de corruption et de collusion avec la bourgeoisie et, sur proposition du secrétaire du P.S.I, Olindo Vernocchi, l'affaire, pour finir, avait été soumise à un jury d'honneur. Dans ses *Cahiers de prison*, Gramsci continuera pourtant d'évoquer cette « campagne » de Fovel en faveur de l'« inféodation de l'industrie italienne à la finance américaine » : cf. *Cahier I (XVI)*, 1929-1930, p. 87 *bis* ; *Cahier 22 (V)*, 1934, p. 25.

un travail négatif dans les secteurs où devrait s'exercer aujourd'hui l'activité d'un parti de la classe travailleuse.

C'est une entreprise du même ordre que celle des maximalistes que poursuivent les autres groupes : les unitaires et les républicains, auprès d'autres couches de la classe travailleuse et de la petite bourgeoisie antifasciste ; les populaires, dans les campagnes ; les autonomistes sardes, parmi les masses agricoles de Sardaigne, et l'Union nationale et la Démocratie sociale, parmi celles du Midi et de Sicile.

On prépare ainsi la formation d'un nouveau groupe « centriste », qui jouera un rôle analogue à celui qu'a tenu l'Aventin pendant la crise Matteotti. Si l'on veut préparer le prolétariat à la révolution et combattre victorieusement la réaction, il est indispensable de démasquer devant les masses sa véritable nature et de la mettre dans l'impossibilité d'exercer sur celles-ci une influence quelconque.

Dans la situation présente, le Parti communiste doit résoudre un problème fondamental : faire que le prolétariat retrouve son autonomie de classe révolutionnaire, qu'il se libère tout à fait de l'influence des classes, groupes et partis contre-révolutionnaires et qu'il soit capable de rassembler autour de soi et de guider toutes les forces qui peuvent être mobilisées pour lutter contre le capitalisme.

C'est pourquoi le Parti communiste doit intervenir activement dans tous les domaines qui s'offrent à lui, mettre à profit le moindre mouvement, le moindre conflit, la moindre lutte, même partielle et limitée, pour mobiliser les masses prolétariennes et donner à la résistance et à l'opposition au fascisme des travailleurs italiens un caractère de classe.

Le Parti communiste doit systématiquement combattre et démasquer ces groupes et ces partis politiques qui font passer dans le prolétariat l'influence d'autres classes et de catégories sociales étrangères à la révolution. Il doit s'employer à arracher à leur influence jusqu'aux couches les plus arriérées de la classe ouvrière pour faire surgir à la base un front unique des forces de classe. Ce front unique doit avoir une forme organisée : celle que lui conféreront les comités ouvriers et paysans[553]. On doit favoriser et encourager avec ténacité et persévérance toutes les tentatives de constitution d'organes de masse représentatifs : c'est là le premier pas vers la réalisation pratique du front unique des comités ouvriers et paysans.

Sans signature, *L'Unità*, 24 novembre 1925.

SUR L'ACTIVITÉ DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI

Le camarade Amadeo Bordiga a fait parvenir au Comité central, comme matériel pour la discussion préparant au Congrès et celle du Congrès lui-même [554], une *Motion sur l'activité du Comité central du Parti* dont voici le texte :

Après avoir rappelé que le Parti n'a pas la possibilité de se prononcer sur l'orientation ni l'activité des organes qui le dirigent depuis le IIe Congrès national (Rome, mars 1922) et que le Comité central actuel n'a jamais été élu ni jugé par un vote du Parti, vu qu'il a été substitué

[553] Cf., *supra*, p. 145, n. 1.

[554] Le IIIe Congrès du Parti communiste d'Italie se tint à Lyon du 20 au 26 janvier 1926.

en juin 1923 à celui qui avait été élu par le Congrès de Rome [555] et qu'il a été remanié par la suite à de nombreuses reprises sur décision de l'Internationale (celle-ci exerçant là un droit indiscutable) ; après avoir rappelé d'autre part qu'en fait les changements et remaniements du Comité central ont été souvent, et durant des périodes importantes, ignorés de la masse du Parti, et que la seule consultation qui ait eu lieu, à savoir la Conférence nationale de mai 1924, se prononça à une écrasante majorité contre la politique du nouveau Comité central et en faveur des directives du Congrès de Rome [556] ;

le Congrès déclare que l'action politique de l'actuel Comité central a été bien loin de répondre aux exigences de la lutte révolutionnaire du prolétariat italien et d'utiliser en un sens révolutionnaire et communiste les possibilités des situations qui se sont succédé, tant pour la préparation et la consolidation des forces de notre mouvement que pour la lutte et la résistance contre les forces ennemies, de sorte que le développement, au travers de l'expérience de la lutte de classes en Italie, des énergies s'encadrant de manière toujours plus efficace dans une puissante et mûre organisation politique de classe, traditionnellement portée en avant jusqu'à la destitution de l'ancien Comité central, se trouve indiscutablement interrompu et compromis - dans la période que le Congres est appelé aujourd'hui à juger - par la manière avec laquelle le Parti a été conduit par ses nouveaux dirigeants ;

Considérant que l'activité du Comité central a manqué systématiquement d'homogénéité, de cohérence, de décision, que le travail pratique et le travail d'organisation ont été généralement désordonnés, chaotiques et dominés par les méthodes du fonctionnarisme et de la bureaucratie, d'une part, par le plus violent sectarisme, d'autre part, à l'égard d'une partie importante du Parti, sectarisme qui en a empoisonné l'atmosphère et qui n'a jamais hésité sur le choix des moyens, jusqu'à recourir aux plus nocifs pour l'unité du Parti et à ceux qui vont directement à l'encontre de ce reste de sérieux qui s'attache aux garanties statutaires qu'un Comité central a pourtant pour mission de protéger ;

Considérant aussi que le fait de persévérer dans la voie des directives suivies par le Comité central actuel signifierait s'engager dans une voie qui conduit de manière plus ou moins directe à courir de nouveau le risque de tomber dans l'opportunisme, dans les erreurs théoriques et dans les dégénérescences tactiques propres à la social-démocratie et désastreuses pour les destinées de la lutte prolétarienne ;

Le Congrès passe à l'évaluation la plus détaillée des expériences du passé et entreprend de résoudre les questions de principe et de méthode dont la solution doit fournir l'orientation de la future action du Parti et la contribution de la Section italienne à la solution des problèmes analogues dans le domaine international.

Avant toute chose, il faut, quant au contenu de cette motion, examiner une question que nous n'appellerons « préalable » que parce que Bordiga lui-même la présente comme telle : les

[555] Le Comité central auquel se réfère Bordiga était formé de membres de la « minorité » (ou « droite ») et tournait autour de la personnalité de Tasca. Il avait été mis en place d'autorité par l'Internationale communiste - et bien entendu sans consulter la base - après la réunion de l'Exécutif élargi de juin 1923, Gramsci n'étant du reste pas tout à fait étranger à cette opération : « J'en arrivai jusqu'à dire - confiera-t-il en effet à Togliatti le 27 janvier 1924 - que si l'on estimait que la situation était véritablement telle qu'il ressortait objectivement des éléments dont nous disposions, il valait mieux en finir une bonne fois et réorganiser le Parti, de l'étranger, avec des éléments nouveaux choisis d'autorité par l'Internationale. [...] Si je me trouvais encore dans une situation semblable, je ferais à nouveau la même proposition... » (*Écrits politiques*, II, p. 250.) Il s'agissait, pour l'Exécutif du Kominterm, de placer à la tête du Parti italien une direction qui avec Tasca et ses amis, était de tout cœur favorable à une fusion avec le P.S.I., qui s'était libéré de ses réformistes au Congrès de Rome d'octobre 1922 et avait demandé une fois de plus son admission dans l'I.C. L'ancienne direction du Parti - née à Livourne et reconfirmée par le Congrès de Rome de 1922 - était en effet résolument hostile à cette fusion avec les maximalistes, fusion qu'ils considéraient comme une « catastrophe » ou, tout au moins, comme un reniement complet de l'« esprit de Livourne ».

[556] Cf. « Après la conférence de Côme », ci-dessus, pp. 115-123.

organes suprêmes de l'Internationale ont-ils ou n'ont-ils pas, selon Bordiga, le droit d'intervenir pour déterminer la composition des organes qui dirigent les diverses sections, voire pour guider la politique des dites sections ? En d'autres termes, l'Internationale communiste est-elle ou non un parti mondial, une organisation « centralisée », dirigée par un centre unique, selon une directive unique que les Congrès mondiaux établissent et confirment ? Le camarade Bordiga parle d'un « droit indiscutable », c'est-à-dire qu'il se met à l'abri, par une incise enfermée entre deux parenthèses, d'une discussion de principe sur ce point. Mais tant le premier que le second paragraphe de sa motion sont au contraire formulés de telle sorte qu'ils mettent précisément en question le principe que la petite incise prétend sauver. Si on accepte le principe de la centralisation, avec la valeur qu'il *doit* avoir dans un Parti mondial, l'affirmation que le Comité central n'a pas été élu dans un congrès du Parti mais désigné par des congrès mondiaux ne présente aucun intérêt. Le Comité central a un pouvoir aussi légitime que celui qui avait été « élu » à Rome ou à Livourne. Bien mieux, ce fut le Comité central élu à Rome qui nia sa propre autorité et détruisit son propre pouvoir le jour où il voulut se servir de cette autorité et de ce pouvoir pour conduire le Parti hors des directives de l'Internationale, pour briser la discipline de l'Internationale, pour développer au sein de l'Internationale une lutte de fraction à laquelle le Parti ne l'avait jamais autorisé. Dans ces deux points de sa motion, le camarade Bordiga ne renonce donc pas à l'attitude qu'il avait prise au cours de la discussion envers quelques-uns des problèmes les plus importants concernant les directives de l'Internationale. Sa position par rapport à la « centralisation » de l'Internationale est identique à celle qu'il a prise en ce qui concerne la « dégénérescence opportuniste » de l'Internationale elle-même[557]. En règle générale, il ne dit pas que l'Internationale est opportuniste, mais, par son attitude, il autorise les camarades à penser qu'il est convaincu qu'elle l'est, puisqu'il se comporte comme si elle l'était. Ce n'est que dans une organisation internationale qui ne serait plus le « Parti communiste mondial », mais qui aurait dégénéré en social-démocratie, que pourrait se justifier une lutte de fraction comme celle que Bordiga veut mener au sein de la IIIe Internationale. De manière analogue, dans la motion que nous sommes en train d'examiner, deux ou trois mots entre parenthèses permettent de « sauvegarder » les principes du centralisme, alors qu'en fait l'esprit de la motion les renie complètement.

Si nous avons examiné cette première question comme une question préalable, c'est uniquement parce que c'est ainsi que la présente Bordiga. Mais il est naïf de croire qu'il s'agit d'un « préalable ». Il s'agit d'un problème de fond. Le dilemme est clair : ou bien les positions du Parti sont conformes aux directives de l'Internationale et alors quand le Centre international intervient dans sa direction, cette intervention revêt le caractère normal d'une collaboration et ne revêt jamais le caractère exceptionnel d'une « pression » sur le Parti en vue de modifier son orientation et ses dirigeants ; ou bien le Parti veut se placer sur des positions différentes de celles que les congrès mondiaux ont établies et alors les interventions de nature « exceptionnelle », contre lesquelles Bordiga proteste, deviennent une nécessité perpétuelle et une norme. En somme, Bordiga, qui se plaint de ce que le Parti italien, après le IIe Congrès, n'ait plus « élu » son Comité central, fait tous ses efforts pour que le Parti italien ne puisse plus jamais « élire » son Comité central, mais doive toujours être dirigé par un Comité central « changé et remanié » d'en haut. On comprend que, ne serait-ce que pour ce seul fait, la grande majorité des camarades l'abandonne. On ne peut en effet admettre qu'une grande organisation politique comme notre parti puisse rester longtemps dans l'équivoque où Bordiga voudrait la maintenir : appartenir à une Internationale qui est un « parti mondial » sans accepter les directives politiques ni les principes d'organisation qui sont propres à cette Internationale, appartenir à une Internationale « communiste », avec la pensée secrète que celle-ci n'est pas

[557] Il s'agit de l'article, déjà cité, « Il pericolo opportunista e l'Internazionale » : cf. *supra*, p. 211, n. 4.

communiste, mais qu'elle est seulement une édition revue des Internationales social-démocrates.

Mais venons-en à la partie centrale de la motion et, puisque Bordiga n'a pas encore trouvé le moyen de fournir une documentation à l'appui de ses assertions, opposons à ses positions les affirmations et convictions précises qui sont les nôtres :

1° La ligne politique adoptée par le Comité central et suivie à partir du Ve Congrès a été pleinement adaptée à la situation politique italienne, elle a permis à notre parti de développer ses forces et elle lui a permis d'acquérir une influence politique réelle jamais atteinte dans le passé. Grâce à cette ligne, le Parti a accompli des progrès considérables dans la conquête de la majorité de la classe ouvrière, c'est-à-dire qu'il s'achemine vers une préparation révolutionnaire effective. Nous sommes aujourd'hui infiniment plus liés politiquement à la classe ouvrière que nous ne l'avons été tout au long de la vie de notre parti. En outre, alors que nous n'y étions jamais parvenus jusqu'ici, nous avons, aidés en cela par la situation objective, posé résolument le problème de notre liaison politique avec la classe des paysans et commencé de le résoudre. Nous affirmons que la ligne suivie par le Parti pendant la première période de son existence, et surtout lorsque se sont aggravés les désaccords avec l'Internationale, ne nous aurait jamais permis d'arriver au point où nous nous trouvons maintenant. Si le Parti avait adopté la tactique dont Bordiga se fait le champion, il n'aurait pu en aucune manière tirer profit de la situation qui a suivi l'assassinat de Matteotti, il n'aurait absolument pas réussi à avoir par son action une influence permanente sur de vastes couches de la population, il aurait manqué à sa tâche : arracher les masses laborieuses à l'influence des partis intermédiaires contre-révolutionnaires et, par conséquent, étendre graduellement son influence jusqu'au niveau actuel. Nous l'affirmons, au cours de ces deux dernières années, c'est la tactique suivie par le Comité central conformément aux décisions des congrès mondiaux, et elle seule, qui a permis au Parti de poser dans ses termes réels le problème de la création en Italie du Parti de la classe ouvrière comme parti de masse et non comme une secte complètement détachée des masses et fossilisée dans la répétition d'une phraséologie révolutionnaire vide de tout contenu. Nous affirmons en outre qu'un retour à la tactique « bordiguienne » nous ferait perdre rapidement tout ce que nous avons acquis et aurait donc les plus graves conséquences, non seulement pour le Parti, mais aussi pour la classe ouvrière. Placée entre l'organisation sectaire « bordiguienne » et les formations politiques contre-révolutionnaires en décomposition (maximalistes, unitaires, aventiniens et autres), la classe ouvrière retomberait dans la passivité, dans l'inertie, dans la désagrégation, à quoi nous, au contraire, nous sommes en train de l'arracher.

2° En ce qui concerne la politique du Parti dans la période qui sépare le IIIe et le IVe Congrès mondial, s'il est vrai qu'en ce qui concerne les directives générales elles-mêmes, il y eut au cours de cette période des incertitudes et des oscillations, il n'est pas moins vrai que la responsabilité en incombe directement à ceux qui, pour lutter contre l'Internationale, n'avaient pas hésité à ouvrir dans le Parti une crise très grave, et, singulièrement, en favorisant la formation d'une « droite » qui n'avait pas d'autre raison d'être qu'une prétendue « fidélité » à ces directives de l'Internationale contre lesquelles on rassemblait le Parti en ordre de bataille. Suivre Bordiga, aujourd'hui, voudrait dire reproduire une situation identique à celle de cette époque. Mais, fort heureusement, il n'y a aucun indice que le Parti veuille le suivre.

3° En ce qui concerne l'organisation, nous n'hésitons pas, quant à nous, à affirmer qu'une organisation comme celle dont a disposé notre parti dans la première période de son

existence -encore qu'elle représentât un progrès énorme par rapport aux habitudes social-démocrates et maximalistes et qu'elle fût à la hauteur de la situation de l'époque - serait de toute façon incapable de résoudre les problèmes auxquels est confronté aujourd'hui le Parti ; en premier lieu, le problème de rester à n'importe quel prix en contact avec les plus vastes couches de la classe ouvrière, et celui du fonctionnement du Parti comme *une partie* de la classe ouvrière elle-même. Ce n'est que l'actuel Comité central qui a posé le problème de l'organisation du Parti communiste comme une *partie* de la classe ouvrière et comme *parti de masse.* Du fait de son orientation politique générale, le Comité central que dirigeait Bordiga n'a pas vu ce problème. Nous n'irons pas jusqu'à dire qu'il est résolu aujourd'hui, mais ce qui est sûr, c'est qu'il est bien posé et qu'on a fait d'énormes progrès sur la voie de sa solution.

4° Quant au travail *pratique* d'organisation, nous ne croyons pas que tout ce qu'a fait l'actuel Comité central ait été bien fait. Nous pensons qu'il y a eu des défauts et des manques et qu'il y en a encore. Si nous tenons compte toutefois des conditions dans lesquelles le travail du Parti s'est déroulé après le Ve Congrès mondial, nous ne pouvons pas nous empêcher de dire que ces défauts ne pèsent guère face à l'énorme travail de réorganisation qui a été accompli pour parvenir à la situation d'aujourd'hui, d'autant que nous partions d'une situation dans laquelle tout le vieil échafaudage s'était écroulé et où il fallait construire selon des critères neufs en employant du « matériel » neuf. Ces choses-là, le camarade Bordiga les sait ; de même qu'il sait très bien que, compte tenu de la différence des conditions objectives (aujourd'hui, pour faire parvenir une lettre du centre à la périphérie, il faut dix fois plus de « travail », qu'il n'en fallait du temps de Bordiga), l'appareil actuel du Parti est plus petit que celui dont le Parti disposait autrefois, ce qui veut dire que le nombre de ses fonctionnaires a relativement diminué. Mais même s'ils étaient plus nombreux, nous affirmons qu'ils sont choisis sur la base du critère le plus rigoureux et que c'est sur la base des critères les plus rigoureux que leur travail est contrôlé. Nous sommes certains que ces « fonctionnaires » du Parti que l'on dénigre tant sont aujourd'hui un groupe discipliné et conscient de « révolutionnaires professionnels » qui ne failliront jamais à la cause du Parti et de la classe ouvrière.

5° Il reste à voir s'il est vrai que le Comité central a « empoisonné » l'atmosphère du Parti par son sectarisme. Eh bien, si Bordiga se réfère, comme on ne saurait en douter, à l'action énergique et implacable engagée par le Comité central pour écraser dans l'œuf la tentative fractionnelle qui se réclame du « Comité d'entente », la seule chose que nous puissions lui dire, c'est que nous sommes prêts, aujourd'hui, demain et toujours, dès qu'une autre tentative du même genre se fera jour, à l'écraser implacablement, avec la même énergie. Et de plus, nous sommes convaincus que, lorsque tous les camarades auront connaissance du point où l'activité de désagrégation du Comité d'entente menaçait d'arriver, ils trouveront qu'on aurait peut-être dû stigmatiser cette activité avec encore plus de fermeté.

Quiconque veut travailler dans le Parti communiste, en militant discipliné, selon les directives que l'Internationale a tracées et en contribuant à leur application, ne trouvera jamais que l'atmosphère de ses rangs est « empoisonnée ». Mais pour quiconque voudrait recommencer la tentative malsaine de briser l'unité du Parti, de le dresser contre l'Internationale, d'en désagréger la cohésion, pour ceux-là, il n'y a pas de doute, l'air de notre Parti, après le IIIe Congrès, sera difficilement respirable.

Sans signature, *L'Unità,* 20 décembre 1925.

LES CINQ PREMIÈRES ANNÉES DU PARTI COMMUNISTE D'ITALIE [558]

Notre Parti est né en janvier 1921, au moment le plus critique de la crise générale de la bourgeoisie italienne et de la crise du mouvement ouvrier. Si la scission était historiquement nécessaire et inévitable, les grandes masses, hésitantes, n'y étaient pas préparées. Dans cette situation, l'organisation matérielle du nouveau Parti a dû se faire dans des conditions extrêmement difficiles. Le travail organisationnel a ainsi absorbé, à lui seul, la quasi-totalité des énergies créatrices. On n'a pu approfondir suffisamment les problèmes que posaient, d'une part, la décomposition du personnel des vieux groupes dirigeants bourgeois, et, d'autre part, le processus du même ordre que connaissait le mouvement ouvrier. Toute la ligne politique du Parti, au cours des années qui ont suivi immédiatement la scission, a répondu d'abord à cette exigence : resserrer les rangs de l'organisation, en proie à l'offensive fasciste et asphyxiée par les miasmes cadavériques qui s'élevaient de la décomposition socialiste. Dans ces conditions, et c'était naturel, le Parti a vu se développer des sentiments et un état d'esprit corporatistes et sectaires. On n'a pas posé le problème politique général de l'existence et du développement du Parti comme mise en œuvre d'une activité qui permette au Parti de gagner les grandes masses et d'organiser les forces sociales nécessaires pour vaincre la bourgeoisie et prendre le pouvoir, mais simplement comme le problème de l'existence même du Parti.

La scission de Livourne

Nous n'avons vu que la valeur immédiate et mécanique de la scission et nous avons commis, symétriquement, la même erreur que Serrati. Le camarade Lénine avait exprimé par une formule lapidaire la signification de la scission en Italie en recommandant à Serrati : « *Séparez-vous de Turati, et ensuite, alliez-vous avec lui* [559]. » Nous aurions dû adapter cette formule à notre scission, qui a pris une forme différente de ce que prévoyait Lénine. Nous devions - c'était indispensable et historiquement nécessaire - nous séparer, non seulement du réformisme, mais aussi du maximalisme, qui constituait et constitue encore l'expression typique de l'opportunisme italien dans le mouvement ouvrier. Mais ensuite, tout en continuant de les combattre sur le plan de l'idéologie et de l'organisation, nous aurions dû chercher à nous allier avec eux contre la réaction. Pour les dirigeants de notre Parti, chaque action de l'Internationale tendant à nous orienter dans cette direction constituait un désaveu implicite de la scission de Livourne, comme l'expression d'un repentir. Accepter une telle orientation de la lutte politique aurait équivalu, selon eux, à admettre que notre Parti n'était qu'une nébuleuse indéfinie ; il s'agissait, tout au contraire, d'affirmer que la naissance de notre Parti avait définitivement résolu le problème de la formation historique du Parti du prolétariat italien. Cette opinion se voyait renforcée par les expériences toutes proches de la Révolution soviétique de Hongrie, où la

---

558 Paru initialement sous le titre « Il significato e i risultati del III Congresso del Partito Comunista d'Italia » dans *L'Unità* du 24 février 1926, cet article a été republié dans *Rinascita (*XIII, 10, octobre 1956. pp. 516-524) sous le titre « La relazione di Antonio Gramsci sul III Congresso (Lione) del P.C.I. » et repris depuis sous celui de « Cinque anni di vita del partito » (*La costruzione del Partito, 1923-1926*, pp. 89-109) d'après le sous-titre de la première partie du texte, la seconde partie étant regroupée sous la rubrique « Les objectifs fondamentaux ».

Premier compte rendu ou plutôt premier bilan du IIIe Congrès du P.C. d'Italie - le Congrès clandestin de Lyon des 20-26 janvier 1926 -, le texte en fut dicté par Gramsci dans le courant du mois de février à l'un des rédacteurs de *L'Unità,* Riccardo Ravagnan, ce qui explique sans doute certaines maladresses d'expression et de style.

Cet article s'ouvrait sur quelques lignes - omises ici - annonçant la publication à venir des protocoles du Congrès (il semble que, vu les circonstances, la chose n'ait pu se faire) et donnant les résultats du vote : 18,9 % d'absents, 90,8 % pour le Comité central « gramscien » et 9,2 % pour la gauche « bordiguienne ».

559 Cette formule, souvent citée, n'apparaît dans aucun texte de Lénine. Selon Togliatti, ce dernier l'aurait lancée au cours d'une séance de commission du IIe Congrès de l'Internationale communiste. Cf. « Lenin e il nostro partito », in P. Togliatti, *Problemi del movimento operaio internazionale, 1956-1961*, Rome, 1962, p. 372.

fusion des communistes et des sociaux-démocrates a constitué sans aucun doute un des facteurs décisifs de la défaite.

La portée de l'expérience hongroise

En réalité, et la grande masse du Parti n'a cessé de s'en apercevoir toujours plus, notre Parti a posé ce problème de façon erronée. L'expérience hongroise aurait dû précisément nous convaincre que la ligne suivie par l'Internationale dans la formation des partis communistes n'était pas celle que nous lui attribuions. On sait en effet que le camarade Lénine a cherché à s'opposer à la fusion des communistes et des sociaux-démocrates hongrois, quoique ces derniers se soient déclarés partisans de la dictature du prolétariat. Peut-on dire pour autant que le camarade Lénine ait été hostile aux fusions ? Certainement pas. Le camarade Lénine et l'Internationale voyaient le problème comme un processus dialectique permettant à l'élément communiste, c'est-à-dire à la partie la plus avancée et la plus consciente du prolétariat, de se mettre, soit dans l'organisation de parti de la classe ouvrière, soit dans la direction des grandes masses, à la tête de tout ce qu'il s'est formé et existe d'honnête et d'actif dans la classe. En Hongrie, cela a été une erreur que de détruire l'organisation communiste indépendante au moment de la prise du pouvoir pour dissoudre et diluer le groupement constitué dans une organisation social-démocrate plus importante et amorphe qui ne pouvait pas ne pas avoir la prééminence. Pour la Hongrie aussi, Lénine avait déclaré que la ligne de notre vieux Parti [560] devait tendre à une alliance avec la social-démocratie, nullement à la fusion. On ne serait arrivé à la fusion que plus tard, après que le groupement communiste aurait élargi son influence et serait devenu dominant dans l'organisation du Parti, l'organisation syndicale et l'appareil d'État, c'est-à-dire après qu'il aurait séparé, organiquement et politiquement les ouvriers révolutionnaires de leurs chefs opportunistes.

Pour l'Italie, le problème se posait en termes encore plus simples qu'en Hongrie : non seulement le prolétariat n'avait pas pris le pouvoir, mais au moment de la formation du Parti, il entamait un grand mouvement de retraite. Poser la question de la formation du Parti en Italie comme le camarade Lénine l'avait indiqué expressément à Serrati dans sa formule, cela signifiait - dans la phase de recul du prolétariat qui commençait alors - donner à notre parti la possibilité de regrouper autour de lui les éléments du prolétariat qui auraient voulu résister, mais qui sous la direction maximaliste, étaient entraînés dans la déroute générale et s'abandonnaient progressivement à la passivité. Cela signifie que la tactique suggérée par Lénine et par l'Internationale était la seule tactique capable de consolider et de développer les résultats de la scission de Livourne et, dès ce moment-là, de faire véritablement de notre parti, non seulement abstraitement et comme une pure affirmation historique, mais de manière effective, le Parti dirigeant de la classe ouvrière. En posant ainsi le problème de façon erronée, nous nous sommes maintenus sur des positions avancées, seuls avec la fraction des masses la plus proche du Parti, mais nous n'avons pas fait ce qui était nécessaire pour maintenir sur nos positions l'ensemble du prolétariat, qui était pourtant encore aminé d'un esprit extrêmement combatif, comme l'ont démontré tant de pages, souvent héroïques, de la résistance qu'il a opposée à l'adversaire.

Le Parti en 1921-1922

Dans une situation extrêmement difficile, qui voyait le Parti employer toutes ses forces dans la lutte immédiate, pour survivre physiquement, ces problèmes n'ont pas fait l'objet de

[560] Il s'agit bien entendu du « Parti des Communistes de Hongrie » fondé par Béla Kun le 24 novembre 1918.

discussions à la base et n'ont point contribué au développement de la capacité idéologique et politique du Parti, ce qui a constitué, pour notre organisation, un facteur de faiblesse supplémentaire.

C'est ainsi que le 1er Congrès du Parti, qui s'est tenu au théâtre San Marco de Livourne aussitôt après la scission, ne s'est posé que des problèmes d'organisation immédiate : formation des organes centraux et encadrement général du Parti. Le IIe Congrès aurait pu et peut-être dû examiner et poser les problèmes en question, mais les faits suivants l'ont empêché de le faire :

1° Non seulement la masse, mais aussi une grande partie des éléments les plus responsables et les plus proches de la direction du Parti ignoraient littéralement qu'il y eût des divergences profondes et essentielles entre la ligne que suivait notre parti et celle que soutenait l'Internationale.

2° Le fait que le Parti était absorbé par la lutte strictement physique faisait qu'on attachait moins d'importance aux questions idéologiques et politiques qu'aux questions purement organisationnelles. Il s'est donc développé dans le Parti, et c'était naturel, un état d'esprit hostile *a priori* à l'approfondissement de toute question susceptible de soulever des conflits importants à l'intérieur du groupe dirigeant qui s'était constitué à Livourne.

3° L'opposition qui s'est manifestée au Congrès de Rome et qui prétendait être la seule représentante des directives de l'Internationale, constituait, dans la situation donnée, une expression de la fatigue et de la passivité de certains secteurs du Parti [561].

La crise qu'ont subie tant la classe dominante que le prolétariat dans la période qui a précédé l'arrivée au pouvoir du fascisme, a confronté une fois de plus notre parti aux problèmes que le Congrès de Rome n'avait pas eu la possibilité de résoudre. En quoi a consisté cette crise ? Les groupes de gauche de la démocratie, qui étaient verbalement partisans d'un gouvernement démocratique résolu à arrêter énergiquement le mouvement fasciste, avaient laissé le Parti socialiste arbitre de cette solution afin de le liquider politiquement en lui faisant assumer la responsabilité de l'échec d'un accord antifasciste. La façon même de poser la question, de la part des démocrates, impliquait leur capitulation préventive devant le mouvement fasciste, phénomène qui s'est reproduit par la suite à l'époque de la crise Matteotti. Si, pendant un premier temps, cette position du problème a suscité une clarification à l'intérieur du Parti socialiste en provoquant la scission entre maximalistes et réformistes [562], elle n'en a pas moins aggravé la situation du prolétariat. Cette scission rendait en effet infructueuse la tactique que proposaient les démocrates, puisque le gouvernement de gauche qu'ils préconisaient aurait dû comprendre un Parti socialiste encore uni : la majorité de la classe prolétarienne organisée se serait ainsi trouvée prisonnière des engrenages de l'État bourgeois comme elle devait l'être ultérieurement avec la législation fasciste, et l'expérience directe du fascisme aurait été inutile. D'autre part, on l'a vu clairement par la suite, le tournant à gauche des maximalistes au moment de la scission a été purement mécanique : s'ils ont déclaré vouloir adhérer à l'I.C. et ont reconnu, de ce fait, l'erreur commise à Livourne, ils ont procédé avec tant de réticences et de restrictions mentales qu'ils ont stérilisé le réveil révolutionnaire que la scission avait provoqué chez les masses ; celles-ci, déçues une fois de plus, sont ainsi retombées dans une passivité dont le fascisme a profité pour effectuer sa marche sur Rome.

Le cours nouveau dans le Parti

---

[561] Gramsci désigne ici la « droite » du Parti : Tasca, Graziadei, Vota, Bombacci, Pastore, Roveda...

[562] Allusion au Congrès de Rome du P.S.I. d'octobre 1922. Cf. Écrits *politiques*, II, p. 224, n. 2.

Cette situation nouvelle s'est exprimée au IVe Congrès de l'I.C. : en dépit des doutes et des résistances de la majorité des délégués de notre parti, convaincus que le tournant des maximalistes ne représentait qu'une oscillation passagère et sans avenir, on en est venu à former le Comité de fusion [563]. C'est à partir de ce moment-là que s'engage, dans notre parti, un processus de différenciation interne au groupe dirigeant né à Livourne. Ce processus ne cesse de se développer et, lorsqu'apparaissent et mûrissent les éléments de la crise du fascisme ouverte par le Congrès de Turin du Parti populaire [564], il sort des frontières du groupe pour investir la totalité du Parti.

Il est toujours plus évident que, si l'on veut que le mouvement communiste se développe parallèlement à la crise de la classe dominante, il faut arracher le Parti à ses positions de 1921-1922. Le conflit entre notre parti et l'Internationale nourrissait dans nos rangs un état de fractionnisme latent, qui s'exprimait dans des groupes franchement droitiers souvent liquidateurs. Le préalable qui avait tenu tant de place dans le passé, celui du maintien à tout prix de l'unité organisationnelle du Parti, n'avait ainsi plus lieu d'être. Tarder encore à poser dans toute leur ampleur les questions de tactique fondamentales sur lesquelles on avait hésité jusqu'alors à ouvrir la discussion, aurait signifié provoquer une crise sans issue pour l'ensemble du Parti.

C'est ainsi que se sont constitués de nouveaux groupements qui se sont développés jusqu'à la veille de notre IIIe Congrès. On a pu alors s'assurer que, non seulement la grande majorité de la base de notre parti (qui n'avait jamais été ouvertement consultée), mais aussi la grande majorité du vieux groupe dirigeant, s'étaient nettement éloignées des conceptions et des positions politiques de l'extrême gauche pour se placer entièrement sur le terrain de l'Internationale et du léninisme.

L'importance du IIIe Congrès

De ce qui a été dit jusqu'ici, on voit clairement l'importance et l'ampleur des tâches de notre IIIe Congrès. Il devait clore toute une période de la vie de notre parti en mettant fin à la crise intérieure et en organisant un regroupement de forces assez stable pour permettre le développement normal de son aptitude à diriger politiquement les masses et, donc, de sa capacité d'action.

Le Congrès a-t-il effectivement accompli ces tâches ? Indubitablement, tous les travaux du Congrès ont démontré qu'en dépit des difficultés de la situation, notre parti est parvenu à résoudre sa crise de croissance et à atteindre un niveau d'homogénéité, de cohésion et de stabilité remarquable et certainement supérieur à celui de bien d'autres sections de l'Internationale. L'intervention, dans les discussions du Congrès, des délégués de la base, dont certains venaient des régions où l'activité du Parti est la plus difficile, a démontré que les éléments fondamentaux de la discussion entre, d'une part, l'Internationale et le Comité central, et, d'autre part, l'opposition, ont été non seulement absorbés mécaniquement par le Parti, mais ont suscité une ample conviction consciente et ont ainsi contribué à élever, d'une manière que les camarades les plus optimistes n'osaient envisager, le ton de la vie intellectuelle de la masse des camarades et leur capacité de direction et d'initiative politique.

C'est là, croyons-nous, la signification la plus importante du Congrès. Il est clair que si notre parti peut se dire un parti de masse, c'est non seulement pour l'influence qu'il exerce sur de larges couches de la classe ouvrière et des masses paysannes, mais parce qu'il a acquis, dans

563 Cf. Écrits *politiques*, II, p. 224, n. 2.

564 Cf. Écrits *politiques*, II, p. 226, n. 2.

les éléments individuels qui le composent, une faculté d'analyse des situations, un pouvoir d'initiative politique et une aptitude à diriger qui lui faisaient défaut dans le passé et qui constituent la base de sa capacité de direction collective.

D'autre part, tout le travail mené à la base pour organiser idéologiquement et pratiquement le Congrès dans les régions et les provinces où la répression policière vise tous les faits et gestes de nos camarades, et le fait qu'on ait réussi à réunir pendant sept jours plus de soixante camarades pour le Congrès du Parti et presque autant pour le Congrès des jeunesses [565], confirment par eux-mêmes le développement qu'on a dit. Il est évident pour tout le monde que tout ce mouvement de camarades et d'organisations n'est plus seulement un succès organisationnel, mais constitue en lui-même une très haute manifestation politique.

Quelques chiffres à ce sujet. Il y a eu, dans la première phase de préparation du Congrès, de deux à trois mille réunions de base qui ont culminé dans plus d'une centaine de Congrès provinciaux et interprovinciaux, où l'on a choisi, après de larges discussions, les délégués au Congrès.

Valeur politique et résultats acquis

Chaque ouvrier est en mesure d'apprécier toute la signification de ces quelques chiffres qu'il nous est possible de publier cinq ans après l'époque de l'occupation des usines et après trois ans d'un gouvernement fasciste qui a intensifié sur une large échelle le contrôle de toutes les activités de masse et a réalisé une organisation policière de loin supérieure à tous les systèmes policiers antérieurs.

La plus grande faiblesse de l'organisation ouvrière traditionnelle se manifestait essentiellement dans le déséquilibre permanent, et qui devenait catastrophique dans les moments culminants de l'activité de masse, entre les aptitudes des cadres organisationnels du Parti et la poussée spontanée de la base. En dépit des conditions extrêmement défavorables de la période actuelle, il est évident que notre parti est largement parvenu à dépasser cette faiblesse et à se doter d'un système d'organisation coordonné et centralisé qui assure la classe ouvrière contre les erreurs et les insuffisances qui se manifestaient dans le passé. C'est là une autre signification importante de notre Congrès : la classe ouvrière est capable d'agir et, en tant qu'elle réussit à tirer de son sein tous les éléments techniques qui, dans la société moderne, sont indispensables à l'organisation concrète des institutions chargées de réaliser le programme prolétarien, elle démontre sa capacité historique de prendre la tête de la lutte anticapitaliste. Et c'est de ce point de vue qu'il faut analyser toute l'activité du mouvement fasciste de 1921 aux dernières lois « fascistissimes[566] » : activité qui a systématiquement visé à détruire les cadres que le mouvement ouvrier et révolutionnaire avait péniblement élaborés en près de cinquante ans d'histoire. De cette façon, le fascisme est pratiquement parvenu à dépouiller la classe

[565] Le Congrès de Bielle de la Fédération des Jeunesses communistes se réunit clandestinement en février 1926 en présence de Basso Lominadzé, secrétaire de l'Internationale des Jeunesses communistes. Il adopta les thèses du Comité central et désigna Luigi Longo comme délégué de la F.G.C.I. près le Comité exécutif de l'Internationale des Jeunesses.

[566] À la suite de l'attentat manqué de Tito Zaniboni contre Mussolini (4 novembre 1925), le gouvernement fasciste promulgua une série de lois qui accélérèrent la transformation du régime en dictature ouverte ; promulgation immédiate de la loi en discussion sur les associations secrètes et les partis politiques (26 novembre) ; exclusion des antifascistes de la fonction publique (24 décembre) ; renforcement des prérogatives et des pouvoirs du « Chef du gouvernement » et restriction des facultés législatives du Parlement (24 décembre) ; renforcement de la législation sur la presse (31 décembre) ; légitimation de la procédure de gouvernement par décrets lois (31 janvier 1926) ; déchéance nationale des émigrés politiques et confiscation de leurs biens (31 janvier 1926), etc.

ouvrière de son autonomie et de son indépendance politique et l'a réduite soit à la passivité, c'est-à-dire à une subordination inerte à l'appareil d'État, soit, dans les moments de crise politique comme la période Matteotti, à rechercher des cadres dirigeants dans d'autres classes moins exposées à la répression.

Notre parti est resté le seul mécanisme dont dispose la classe ouvrière pour sélectionner de nouveaux cadres dirigeants de classe, c'est-à-dire pour reconquérir son indépendance et son autonomie politique. Le Congrès a démontré que notre parti est brillamment parvenu à remplir cette tâche essentielle.

Le Congrès devait réaliser deux objectifs fondamentaux

1° Après les discussions et les redistributions de forces dont nous avons parlé précédemment, il fallait unifier le Parti, tant sur le terrain des principes et de la pratique organisationnelle, qu'au plan plus strictement politique.

2° Le Congrès était appelé à établir la ligne politique du Parti pour le proche avenir et à élaborer un programme de travail pratique dans tous les domaines d'activité des masses.

Ces objectifs concrets posaient un certain nombre de problèmes qui, bien entendu, ne sont pas indépendants les uns des autres, mais sont coordonnés dans le cadre de la conception générale du léninisme. C'est pourquoi les discussions du Congrès, même lorsqu'elles ont porté sur les aspects techniques d'une question pratique, ont posé la question générale de l'acceptation ou non du léninisme. Le Congrès devait donc servir à mettre en évidence dans quelle mesure notre parti était devenu un parti bolchevique.

Les objectifs fondamentaux

C'est à partir d'une appréciation historique et politique immédiate du rôle de la classe ouvrière dans notre pays que le Congrès a résolu toute une série de problèmes qu'on peut regrouper ainsi :

1° Rapports entre le Comité central et la masse du Parti.

a) Cet ensemble de problèmes inclut la discussion générale sur la nature du Parti, qui se doit d'être un parti de classe, et ce, non seulement abstraitement, c'est-à-dire en tant que le programme accepté par ses membres exprime les aspirations du prolétariat, mais, pour ainsi dire, physiologiquement, en tant, autrement dit, que la grande majorité de ses adhérents est formée de prolétaires et que lui-même reflète et exprime exclusivement les besoins et l'idéologie d'une seule classe : le prolétariat.

b) Une fois unifiées socialement de cette façon, la subordination complète de toutes les énergies du Parti à la direction du Comité central.

La loyauté de tous les membres du Parti envers le Comité central ne doit pas être purement organisationnelle et disciplinaire, mais doit devenir un véritable principe d'éthique révolutionnaire. Il faut en inculquer profondément la conviction parmi les masses du Parti, afin que les initiatives fractionnelles et, plus généralement, toute tentative de désagréger l'unité du Parti se heurtent inévitablement à une réaction spontanée et immédiate de la base qui les étouffe dans l'œuf. L'autorité du Comité central, entre deux congrès, ne doit jamais être remise en question et le Parti doit devenir un bloc homogène. Ce n'est qu'à cette condition que le Parti

pourra vaincre ses ennemis de classe. Comment la masse des sans-parti pourrait-elle être assurée que l'instrument de la lutte révolutionnaire, le Parti, parviendra à mener, sans hésitations ni oscillations, la lutte implacable pour conquérir et conserver le pouvoir, si le Comité central du Parti n'a pas la capacité et l'énergie nécessaires pour éliminer toutes les faiblesses qui peuvent compromettre son homogénéité?

Il serait impossible de réaliser ces deux points si, dans le Parti, l'homogénéité sociale et l'unité monolithique de l'organisation n'avaient pas pour complément la conscience, chez tous, d'une homogénéité idéologique et politique.

Concrètement, on peut exprimer dans cette formule la ligne que le Parti doit suivre : le noyau de l'organisation du Parti consiste en un fort Comité central, étroitement lié à la base prolétarienne du Parti lui-même, sur le terrain de l'idéologie et de la tactique du marxisme-léninisme.

Sur cette série de problèmes, l'énorme majorité du Congrès s'est nettement prononcée en faveur des thèses du Comité central et ne s'est pas bornée à refuser la moindre concession, mais a insisté sur la nécessité de l'intransigeance théorique et de l'inflexibilité pratique, en rejetant ainsi les conceptions de l'opposition susceptibles de maintenir le Parti dans un état de déliquescence et d'apathie politiques et sociales.

2° Rapports du Parti avec la classe prolétarienne (c'est-à-dire avec la classe dont le Parti est le représentant direct, la classe qui a pour mission de diriger la lutte anticapitaliste et d'organiser la nouvelle société). C'est de cet ensemble de problèmes que relève l'appréciation du rôle du prolétariat dans la société italienne, c'est-à-dire du degré de maturité de cette société, de son aptitude à se transformer, de société capitaliste, en société socialiste et donc des possibilités, pour le prolétariat, de devenir classe indépendante et dominante. C'est pourquoi le Congrès a discuté de :

a) la question syndicale, qui est pour nous essentiellement la question de l'organisation des masses les plus larges, comme classe en soi, sur la base des intérêts économiques immédiats, et comme terrain d'éducation politique révolutionnaire ;

b) la question du front unique, c'est-à-dire des rapports de direction politique entre la partie la plus avancée du prolétariat et ses fractions les moins avancées.

3° Rapports de la classe ouvrière dans son ensemble avec les autres forces sociales qui, bien que dirigées par des partis ou des groupes politiques liés à la bourgeoisie, sont objectivement sur le terrain de l'anticapitalisme : donc, en premier lieu, les rapports entre le prolétariat et les paysans. Sur toute cette série de problèmes aussi, l'énorme majorité du Congrès a repoussé les conceptions erronées de l'opposition et s'est prononcée en faveur des solutions apportées par le Comité central.

Les positions des forces en présence

Nous avons déjà évoqué l'attitude adoptée par l'écrasante majorité du Congrès à l'égard des solutions qu'il convient d'apporter aux problèmes essentiels de la période actuelle. Il convient pourtant d'analyser de façon plus détaillée l'attitude de l'opposition et d'évoquer, même brièvement, d'autres attitudes qui se sont fait jour au Congrès comme des attitudes individuelles, mais qui pourraient à l'avenir coïncider avec des moments transitoires déterminés du développement de la situation italienne, et qu'il faut pour cela dénoncer et combattre dès maintenant. Nous avons déjà parlé dans les premiers paragraphes de cet exposé des aspects et

des formes qui ont caractérisé la crise de développement de notre parti au cours des années 1921-1924. Nous rappellerons rapidement que cette crise a trouvé une solution organisationnelle provisoire au VI Congrès mondial grâce à la constitution d'un Comité central qui se situait dans l'ensemble sur le terrain du léninisme et de la tactique de l'Internationale communiste, mais qui se composait de trois éléments : le premier, qui avait la majorité plus une voix dans le Comité central, représentait les éléments de gauche qui s'étaient détachés du vieux groupe de Livourne après le IVe Congrès, le second représentait l'opposition qui s'était constituée au IIe Congrès contre les « Thèses de Rome » et le troisième représentait les *terzini* entrés dans le Parti après la fusion [567]. En dépit de ses faiblesses intrinsèques, du fait même que c'était le « groupe du centre », c'est-à-dire les éléments de gauche qui s'étaient détachés du groupe dirigeant de Livourne, qui y exerçait nettement le rôle dirigeant, le Comité central parvint à poser et à résoudre énergiquement le problème de la bolchevisation du Parti et de son accord complet avec les directives de l'Internationale communiste.

Attitudes de l'extrême gauche

Certes, il y eut des résistances, qui culminèrent, tous les camarades s'en souviennent, dans la constitution du Comité d'entente, c'est-à-dire la tentative de constituer une fraction organisée susceptible de s'opposer au Comité central à la tête du Parti [568]. En réalité, la constitution du Comité d'entente fut le symptôme le plus important de la désagrégation de l'extrême gauche qui, consciente qu'elle perdait progressivement du terrain dans les rangs du Parti, chercha à galvaniser par une action de rébellion bruyante les quelques forces qu'elle conservait encore. Il est à remarquer que, après la défaite idéologique et politique subie par l'extrême gauche dès avant le Congrès, son noyau le plus résistant avait commencé à adopter des positions toujours plus sectaires et plus hostiles au Parti dont il se sentait chaque jour plus éloigné et séparé. Ces camarades ont non seulement persisté à s'opposer de la façon la plus vigoureuse sur certains points concrets de l'idéologie et de la politique du Parti et de l'Internationale, mais ils ont cherché systématiquement et sur tous les points des motifs d'opposition, de façon à se présenter comme un parti dans le Parti ou presque. On peut aisément imaginer que, à partir de ces positions, on en vint inévitablement, au cours du Congrès, à des attitudes théoriques et pratiques où il était difficile de distinguer entre l'expression dramatique de la situation générale dans laquelle doit agir le Parti et un certain histrionisme qui apparaissait démesuré à ceux qui avaient réellement lutté et s'étaient sacrifiés pour le prolétariat.

C'est dans ce cadre qu'il faut replacer, par exemple, la question préalable présentée par l'opposition dès l'ouverture du Congrès [569], dont elle contestait le pouvoir de délibération en vue de se prémunir ainsi d'un alibi pour reprendre éventuellement son activité fractionniste et refuser de reconnaître l'autorité de la nouvelle direction du Parti. La masse des congressistes, qui savaient de combien de sacrifices et d'efforts d'organisation avait été payée la préparation

[567] Le nouveau Comité central fut constitué en août 1924. Il comprenait 17 membres qui se répartissaient ainsi : 9 pour le « centre » (Gramsci, Togliatti, Scoccimarro, Ravera, Flecchia, Terracini, Gennari, Leonetti et Gnudi) ; 4 pour la « droite » (Tasca, Mersú, Roveda et Bibolotti), et 4 pour les *terzini* (Serrati, Maffi, Tonetti et Malatesta). Ainsi que l'avait décidé le VI Congrès de l'I.C., le Comité exécutif comprenait 5 membres ; Gramsci, qui était secrétaire général ; Togliatti, également chargé de l'*agitprop ;* Scoccimarro et Mersú responsables de l'organisation, et Maffi, pour le groupe parlementaire. Parmi les nouveaux venus, Camila Ravera fut chargée des questions féminines et Alfonso Leonetti, de la direction de *L'Unità.* On remarquera, au demeurant, que Gramsci ne souffle mot de la direction de « droite » désignée d'autorité par 1'I.C. en juin 1923.

[568] Cf., *supra,* pp. 178 et suiv.

[569] La « gauche » contesta, dès l'ouverture du Congrès, la validité d'un « débat » qui lui paraissait joué d'avance. Elle fit ensuite appel des décisions et de l'organisation du Congrès devant les instances dirigeantes de H.C., bien inutilement, faut-il le dire ? Cf. *L'Unità* du 6 mai 1926, ainsi que la « Déclaration de Bordiga au Congrès de Lyon, in *Invariance*, n. 10, avril 1971, p. 71.

du Congrès, vit dans cette question préalable une pure et simple provocation et il est significatif que les seuls applaudissements (le règlement du Congrès interdisait pour des raisons compréhensibles toute manifestation bruyante d'accord ou de blâme) soient allés à l'orateur qui a stigmatisé l'attitude de l'opposition et soutenu la nécessité de renforcer de manière démonstrative le nouveau comité qui allait être élu en lui donnant expressément pour mandat d'être d'une rigueur implacable contre toute initiative qui mettrait pratiquement en question l'autorité du Congrès et la valeur de ses délibérations.

Émergence de déviations de droite

Quoiqu'elle ait été aggravée par sa forme maniérée et théâtrale, l'attitude adoptée par l'opposition dès avant la fin du Congrès, alors qu'on se préparait à tirer les conclusions politico-organisationnelles de ses travaux, relève du même type de faits. Mais les membres de l'opposition purent avoir la nette démonstration de ce qu'est l'état d'esprit répandu dans les rangs du Parti : le Parti n'a pas l'intention de permettre que l'on joue plus longtemps au fractionnisme et à l'indiscipline ; le Parti veut réaliser le maximum de direction collective et ne permettra à quiconque, quelle que soit sa valeur personnelle [570], de s'opposer au Parti.

L'opposition d'extrême gauche a été la seule opposition officielle et déclarée pendant les séances plénières du Congrès. L'attitude d'opposition sur la question syndicale adoptée par deux membres de l'ancien Comité central avait un tel caractère d'improvisation et d'impulsivité qu'il faut y voir plutôt un phénomène individuel d'hystérie politique qu'une opposition systématique [571]. Il y eut en revanche, pendant les travaux de la commission politique, une manifestation qui, pour ne représenter pour l'instant qu'une attitude purement individuelle, se fonde sur des motifs idéologiques qui obligent à y voir ni plus ni moins qu'une vraie plate-forme de droite, susceptible d'être proposée au Parti dans une situation déterminée et qui, de ce fait, doit être, comme ce fut le cas, repoussée sans hésitation, d'autant plus qu'elle avait pour porte-parole un membre du vieux Comité central[572]. Ces thèmes idéologiques sont :

1° l'affirmation que le gouvernement ouvrier et paysan peut se constituer sur la base du Parlement bourgeois ;

2° l'affirmation que la social-démocratie ne doit pas être considérée comme l'aile gauche de la bourgeoisie, mais comme l'aile droite du prolétariat ;

3° que dans l'analyse de l'État bourgeois, il faut distinguer entre la fonction d'oppression d'une classe sur l'autre et la fonction de production de satisfactions déterminées de certaines exigences générales de la société.

---

[570] C'est là, bien entendu, une allusion à Bordiga.

[571] Ainsi qu'il ressort d'un rapport de Gyula Sas (« Aquila »), un « certain esprit antisyndical » s'était fait jour dans les positions de Serrati et de Gustavo Mersú (« Piccini »), membres tous deux du Comité central formé en août 1924. Cf. « Rapporto di Aquila... », Annali Feltrinelli 1966, Milan, 1966. pp. 249-257 et, pour les positions de Mersú, ci-après, p. 243, n. 2.

[572] Il s'agit de Tasca ainsi qu'il appert de la confrontation entre les thèses qu'il1 avait déjà développées devant la Commission politique du 20 janvier 1926 et qu'il allait reprendre du reste dans une lettre du 30 mars 1926 au Comité exécutif du Parti (in G. Berti, *op. cit.*, pp. 247-251) et les trois points qu'expose ici Gramsci. Quant au « gouvernement ouvrier et paysan », Tasca estime en effet que « la participation à une forme de gouvernement extérieurement parlementaire est une phase possible - phase transitoire et très brève, mais possible - de la guerre civile qui laisse place dans son cadre à la tactique et au développement du gouvernement ouvrier et paysan » (« Verbale della Commissione politica..., *loc. cit.*, p. 31 5). Intervenant dans la discussion des « thèses », il demande également « que soit modifié le point [27] où l'on affirme que la social-démocratie est l'aile gauche de la bourgeoisie » (*loc. cit.*, p. 325) et souligne que l'État est non seulement « un instrument de la domination de classe » mais « un appareil qui sert à réaliser la satisfaction de besoins élémentaires et universels » (*id.*, p. 324). C'est Gramsci qui lui répond sur ces deux derniers points.

Les deux premiers points sont contraires aux décisions du IIIe Congrès ; le troisième est étranger à la conception marxiste de l'État. Tous trois dénotent ensemble une tendance à concevoir la solution de la crise de la société bourgeoise en dehors de la révolution.

La ligne politique fixée par le Parti

Puisque telle a été la position des forces représentées au Congrès, c'est-à-dire une opposition encore plus rigide des résidus du « gauchisme[573]* » aux positions théoriques et pratiques de la majorité du Parti, nous nous contenterons d'évoquer rapidement certains points de la ligne établie par le Congrès.

Question idéologique. Sur cette question, le Congrès a souligné la nécessité de développer, de la part du Parti, tout un travail d'éducation qui renforce dans les rangs du Parti la connaissance de cette doctrine marxiste qui est la nôtre et qui développe la capacité de la plus large couche dirigeante. Sur ce point, l'opposition a tenté habilement de faire diversion : elle a exhumé quelques vieux articles et morceaux d'articles de camarades de la majorité pour soutenir que c'est seulement avec quelque retard qu'ils avaient accepté intégralement la conception du matérialisme historique telle qu'elle ressort des œuvres de Marx et d'Engels et qu'ils soutenaient au contraire l'interprétation du matérialisme historique donnée par Benedetto Croce. Puisque, comme on le sait, on a considéré aussi que les « Thèses de Rome » s'inspiraient essentiellement de la philosophie crocienne, cette argumentation de l'opposition a paru relever de la pure démagogie de congrès [574]. En tout cas, du moment que la question ne concerne pas des individus isolés, mais des masses, la ligne établie par le Congrès quant à la nécessité de mener un travail spécifique d'éducation pour élever le niveau de la culture générale du Parti en matière de marxisme, réduit la polémique de l'opposition à un exercice érudit de recherche d'éléments biographiques plus ou moins intéressants sur le développement intellectuel de tel ou tel camarade.

Tactique du Parti. Le Congrès a approuvé et a défendu énergiquement contre les attaques de l'opposition la tactique suivie par le Parti durant la dernière période de l'histoire italienne caractérisée par la crise Matteotti[575]. Il convient de dire que l'opposition n'a pas essayé d'opposer

---

573 * « *Estremismo : terme* qui traduit également en italien ce que Lénine condamne sous le nom de « gauchisme ». Cf. *L'Estremismo, malattia d'infanza del comunismo...* Les guillemets de Gramsci nous paraissant renvoyer à ce texte, nous nous en autorisons pour traduire par « gauchisme ». (N. *d. T.)*

574 Après avoir évoqué les attaques de la « gauche » contre les origines crociennes du groupe de *L'Ordine Nuovo*, Gramsci se réfère ici à l'article que Jacques Mesnil avait consacré, dans *L'Humanité,* aux « Thèses de Rome » du P.C. d'Italie ; thèses, on le sait, inspirées ou écrites par Bordiga. « Les communistes italiens - écrivait en effet Mesnil - rompent ici avec le déterminisme matérialiste entendu d'une façon étroite. Ils reconnaissent l'importance de la conscience critique et de la volonté. (...) Les communistes italiens croient à la possibilité de diriger suivant un plan rationnel les phénomènes économiques, au lieu de les subir comme une nécessité fatale, la passivité actuelle vis-à-vis du jeu de ces phénomènes dérivant du manque d'organisation de la société. [...] Nous voilà loin du fatalisme économique, du déterminisme matérialistique étroit ! L'éducation philosophique des jeunes communistes italiens porte ses fruits et l'on sent ici l'influence des conceptions de Benedetto Croce et de sa philosophie de l'esprit, qui a joué un si grand rôle dans la formation de la jeunesse intellectuelle en Italie depuis vingt ans » (J. Mesnil, « Les thèses originales du P.C. italien », *L'Humanité,* 14 mars 1922, p. 3). Gramsci évoquera à nouveau ce texte dans ses *Cahiers de prison : cf. Cahier 10* (XXXIII), 1932-1935, *La philosophie de Benedetto Croce,* éd. cit., p. 21.

575 Les critiques de la « gauche » portaient d'abord sur la « surestimation de l'initiative des classes moyennes » et sur l'« appréciation fantastiquement erronée des perspectives (rapport de Gramsci au Comité central en août 1924) » qui avaient, selon Bordiga et ses camarades, caractérisé toute la politique du « centre » pendant la crise Matteotti. Ç'avait été une « erreur » aussi que de sortir du Parlement et de participer aux premières réunions de l'Aventin au lieu de dénoncer le fascisme devant son propre Parlement. Quant à la proposition de constituer un « anti-Parlement » elle avait donné « aux masses l'illusion d'un anti-État luttant contre l'appareil d'État traditionnel, alors que dans la perspective historique de notre programme, il n'est pas d'autre base à un anti-État que la représentation

à l'analyse de la situation faite par le Comité central dans ses thèses pour le Congrès ni une autre analyse conduisant à établir une ligne tactique différente ni des corrections partielles qui puissent justifier une position de principe. La position fausse de l'extrême gauche s'est même caractérisée par le fait que ses remarques et ses critiques ne se sont jamais basées sur un examen ni approfondi ni même superficiel des rapports de forces et des conditions générales de la société italienne. Il apparut ainsi clairement que la méthode de l'extrême gauche, et que celle-ci prétend être dialectique, n'est pas la méthode de la dialectique matérialiste propre à Marx, mais la vieille méthode de la dialectique conceptuelle de la philosophie pré-marxiste et même pré-hégélienne.

À l'analyse des forces en lutte et de la direction qu'elles prennent en contradiction avec le développement des forces matérielles de la société, l'opposition substituait l'affirmation qu'elle était dotée d'un « flair » tout particulier et mystérieux qui devrait inspirer la direction du Parti. Étrange aberration qui autorisait le Congrès à estimer extrêmement dangereuse et destructrice pour le Parti une telle méthode qui ne pouvait déboucher que sur une politique d'improvisation et d'aventures.

Que l'opposition n'ait du reste jamais possédé une méthode capable de développer les forces du Parti et les énergies révolutionnaires qu'on puisse opposer à la méthode marxiste et léniniste, c'est ce que démontrent l'attitude de la direction du Parti en février 1921, lorsque le fascisme lança son offensive frontale en Toscane et dans les Pouilles, et l'attitude de la même direction envers le mouvement des *Arditi del popolo* [576]. L'analyse de ces deux moments fit apparaître que la méthode défendue par l'opposition a pour seuls résultats la passivité et l'inaction et qu'elle consiste, en dernière analyse, à tirer des enseignements, au seul usage de la pédagogie et de la propagande, des événements qui se sont déroulés sans l'intervention de l'ensemble du Parti.

La question syndicale

Dans le domaine syndical la tâche difficile du Parti consiste à trouver un juste accord entre ces deux lignes d'activité pratique :

1° Défendre les syndicats de classe en cherchant à maintenir le maximum de cohésion et d'organisation syndicale parmi les masses qui ont participé traditionnellement à l'organisation syndicale elle-même. C'est là une tâche d'une importance exceptionnelle car le Parti révolutionnaire doit toujours, même dans les pires situations objectives, s'efforcer de conserver toutes les accumulations d'expérience et de capacité technique et politique qui se sont formées à la faveur des développements de l'histoire passée dans la masse prolétarienne. Pour notre Parti, la Confédération générale du travail constitue en Italie l'organisation qui exprime historiquement de la façon la plus organique ces accumulations d'expériences et de capacités et qui représente donc le terrain sur lequel doit être menée cette défense[577].

2° Compte tenu du fait que la dispersion actuelle des grandes masses travailleuses est essentiellement due à des motifs qui sont extérieurs à la classe ouvrière et qui font qu'il existe des possibilités d'organisation immédiates de caractère pas strictement syndical, le

de la seule classe productive : le Soviet ». La « gauche » insistait, enfin, sur le caractère souvent velléitaire et inefficace de certains mots d'ordre lancés par le Comité central (cf. « Thèse de la gauche... », *loc. cit.*, pp. 58-60).

[576] Cf. « Les *Arditi del popolo* », 15 juillet 1921. *Écrits politiques*, II, pp. 136-138 et 136, n. 1, « Développements du fascisme » ... 21 juillet 1921, *op. cit.*, pp. 141-143 ainsi que, *id.*, p. *88*, n. 1.

[577] Cf. « Notre ligne syndicale », *supra*, pp. 85-90.

Parti doit se proposer de promouvoir activement ces possibilités. Cette tâche ne peut être accomplie que si le travail organisationnel de masse est transféré du domaine corporatif au domaine industriel d'usine et si les liens de l'organisation de masse vont au-delà de l'adhésion individuelle au moyen de la carte syndicale pour devenir électifs et représentatifs.

Il est clair par ailleurs que cette tactique du Parti correspond au développement normal de l'organisation de masse prolétarienne, telle qu'elle s'était réalisée pendant et après la guerre, c'est-à-dire pendant la période où le prolétariat a commencé à se poser le problème de lutter jusqu'au bout contre la bourgeoisie pour la conquête du pouvoir. Pendant cette période, la forme organisationnelle traditionnelle du syndicat de métier avait été complétée par tout un système de représentations électives d'usine, c'est-à-dire par les comités d'entreprise. On sait aussi que, en particulier pendant la guerre, lorsque les centrales syndicales adhérèrent aux comités de mobilisation industrielle[578] et décidèrent donc une situation de « paix industrielle » par certains aspects analogues à la situation présente, les masses ouvrières de tous les pays (Italie, France, Russie, Angleterre, et même États-Unis) retrouvèrent les voies de la résistance et de la lutte sous la direction des délégués ouvriers élus dans les usines.

La tactique syndicale du Parti consiste essentiellement à développer toute l'expérience d'organisation des grandes masses en pesant sur les possibilités de réalisation les plus immédiates, étant donné les difficultés objectives auxquelles se heurte le mouvement syndical du fait du régime bourgeois, d'une part, et du réformisme confédéral, de l'autre.

Cette ligne a été intégralement approuvée par l'écrasante majorité du Congrès. C'est toutefois à son sujet qu'ont eu lieu les discussions les plus passionnées et que l'opposition fut représentée, non seulement par l'extrême gauche, mais, comme nous l'avons déjà dit, par deux membres du Comité central. Un orateur soutint que le Parti doit mener une action de masse uniquement dans les usines et que le syndicat est donc historiquement dépassé [579]. Cette thèse, qui procède des positions les plus absurdes de l'infantilisme de gauche, fut repoussée nettement et énergiquement par le Congrès.

Pour un autre orateur [580] au contraire, la seule activité du Parti dans ce domaine doit être l'activité syndicale traditionnelle : cette thèse est étroitement liée à une conception de droite, c'est-à-dire à la volonté de ne pas avoir de heurts trop graves avec la bureaucratie syndicale réformiste qui s'oppose vigoureusement à toute organisation de masse.

---

578 Un décret d'août 1915 organisa dans les zones industrielles d'Italie des « comités de mobilisation industrielle » qui eurent pour mission d'assurer le fonctionnement régulier de la production et de mettre un terme aux conflits du travail. Des syndicalistes réformistes comme Bruno Buozzi et Mario Guarnieri y siégèrent aux côtés des représentants du patronat.

579 C'est là effectivement la thèse soutenue par un membre du Comité central de 1924, Gustavo Mersú (« Piccini ») : « Du fait de la loi fasciste, les syndicats ont cessé de jouer, dans le mouvement ouvrier italien, le rôle qui était le leur, ils ont perdu leur caractère d'organisation de masse. (...) C'est pourquoi il faut refuser de travailler à l'intérieur des syndicats et bâtir des organisations de masses d'un nouveau type : les Comités d'agitation (...) qui prendront la place des syndicats. » Cf. J. Humbert-Droz, « Polojenie Italii v zadatcha K.P.I. [La situation de l'Italie et les tâches du P.C.I.] », *Kommunistitcheskii Internatzional*, février 1926, pp. 76-94 et, sur ce point, p. 92.

580 Il s'agit ici aussi de Tasca, qui avait manifesté son opposition aux « comités de propagande syndicale » et à toute « organisation parallèle » et qui avait souhaité que le Parti se consacrât à la « sauvegarde » et à la « réorganisation » des syndicats (J. Humbert-Droz, *loc. cit., ibid.).* Comme le rappelle Berti, Tasca ne croyait guère, en effet, à l'efficacité du mot d'ordre de « comités ouvriers et paysans » et, fidèle à la ligne qu'il avait toujours soutenue misait avant tout sur la « conquête » de la C.G.L. « Il pensait qu'il ne fallait pas abandonner ou négliger le solide terrain de l'organisation syndicale de classe (surtout en régime fasciste) pour un projet de conseils d'usine ou de comités ouvriers et paysans destinés « dans cette situation politique, à n'exister que sur le papier » (G. Berti, *op. cit.,* p. 211).

L'opposition d'extrême gauche était guidée par deux directives fondamentales : la première, qui concernait essentiellement le Congrès, s'efforçait de démontrer que la tactique des organisations d'usine soutenue par le Comité central et par la majorité du Congrès est liée à la conception de *L'Ordine Nuovo* hebdomadaire, conception qui, selon l'extrême gauche, était proudhonienne et non marxiste ; la seconde est liée à la question de principe dans laquelle l'extrême gauche s'oppose nettement au léninisme : le léninisme soutient que le Parti guide la classe au moyen des organisations de masse et considère donc que l'une des tâches essentielles du Parti est le développement des organisations de masse ; pour l'extrême gauche au contraire, ce problème n'existe pas et l'on confère au Parti des fonctions qui peuvent l'amener, d'une part, aux pires catastrophes et, d'autre part, au plus dangereux des aventurismes.

Le Congrès a rejeté toutes ces déformations de la tactique syndicale communiste, tout en estimant nécessaire d'insister avec une énergie toute particulière sur la nécessité d'une participation plus grande et plus active des communistes au travail dans l'organisation syndicale traditionnelle.

La question agraire

Le Parti a cherché, en ce qui concerne son action parmi les paysans, à sortir de la sphère de la simple propagande idéologique visant à diffuser de manière strictement abstraite les termes généraux de la solution léniniste de ce problème, pour se placer sur le terrain pratique de l'organisation et de l'action politique réelle. Il est évident que c'était plus facile à réaliser en Italie que dans les autres pays du fait que, dans notre pays, le processus de différenciation des grandes masses de la population est sous certains aspects plus avancé qu'ailleurs de par les effets de la situation politique actuelle. D'autre part, étant donné que le prolétariat industriel ne représente chez nous qu'une minorité de la population travailleuse, une telle question se pose avec plus d'intensité qu'ailleurs. La forme que prennent, en Italie, le problème de la définition des forces motrices de la révolution et celui du rôle dirigeant du prolétariat exige de notre Parti une attention particulière et la recherche de solutions concrètes aux problèmes généraux que résume l'expression « question agraire ».

La grande majorité du Congrès a approuvé la façon dont le Parti a posé ces problèmes et a affirmé la nécessité d'intensifier le travail selon la ligne générale déjà appliquée partiellement.

En quoi consiste pratiquement cette activité ? Le Parti doit viser à créer dans chaque région des unions régionales de l'Association de défense des paysans [581] ; mais, à l'intérieur de ces cadres organisationnels plus larges, il faut distinguer quatre groupements fondamentaux des masses paysannes, dont chacun exige des attitudes et des solutions politiques bien précises et complètes.

L'un de ces groupements est constitué par les masses des paysans slaves de l'Istrie et du Frioul, dont l'organisation est étroitement liée à la question nationale [582]. Le second est constitué

---

[581] L'Association nationale pour la défense des paysans pauvres était la branche italienne de l'Internationale paysanne ou *Krestintern.* Elle avait été fondée en août 1924 sous les auspices de la Section agraire du Parti communiste que dirigeait Ruggero Grieco, assisté de Di Vittorio et de Josip Srebrnic. Le congrès constituant désigna un Comité central provisoire dont le secrétaire était Di Vittorio. L'Association compta parmi ses adhérents Miglioli, dont le P.P.I. prononça alors l'exclusion.

[582] Allusion au *Partito cristiano sloveno,* proche des positions du Parti populaire slovène *(Slovenskoj Ljudskoi Stranci)* qu'animait, en Yougoslavie, le père Anton Korosec. Le Parti communiste avait engagé des conversations avec ses dirigeants.

par le mouvement paysan particulier qui se rassemble sous le titre de « Parti des paysans » et qui a pour base essentielle le Piémont[583] : pour ce groupement, qui n'a pas un caractère confessionnel mais un caractère plus strictement économique, il convient d'appliquer les termes généraux de la tactique agraire du léninisme, et ce, aussi, parce que ce groupement se trouve dans la région qui abrite un des centres prolétariens les plus puissants d'Italie. Les deux autres groupements sont de loin les plus considérables et ce sont ceux qui exigent le plus d'attention de la part de notre parti :

1° la masse des paysans catholiques, regroupés en Italie centrale et septentrionale, et qui sont directement organisés par l'Action catholique et l'appareil ecclésiastique général, c'est-à-dire le Vatican[584] ;

2° la masse des paysans d'Italie méridionale et des îles.

En ce qui concerne les paysans catholiques, le Congrès a décidé que le Parti doit poursuivre et doit développer la ligne qui consiste à favoriser les formations de gauche qui existent dans ce secteur et qui sont étroitement liées à la crise agraire générale qui s'est ouverte dès avant la guerre en Italie centrale et septentrionale. Le Congrès a établi que l'attitude adoptée par le Parti à l'égard des paysans catholiques, tout en comportant certains éléments essentiels pour la solution du problème politico-religieux italien, ne doit en aucun cas conduire à favoriser les tentatives, toujours possibles, de mouvements idéologiques de nature strictement religieuse. La tâche du Parti consiste à expliquer que les conflits nés sur le terrain de la religion dérivent des conflits de classes et à s'efforcer de toujours mettre en évidence les caractères de classe de ces conflits et non, vice versa, à favoriser des solutions religieuses des conflits de classes, même si ces solutions apparaissent de gauche en tant qu'elles mettent en question l'autorité de l'organisation officielle religieuse.

La question des paysans méridionaux a fait l'objet, de la part du Congrès, d'une attention toute particulière. Le Congrès a reconnu la justesse de l'affirmation contenue dans les thèses du Comité central et selon laquelle le rôle de la masse paysanne méridionale dans le développement de la lutte anticapitaliste en Italie doit faire l'objet d'un examen particulier et aboutir à la conclusion que les paysans méridionaux sont, après le prolétariat industriel et agricole d'Italie du Nord, l'élément social le plus révolutionnaire de la société italienne.

Quelle est la base matérielle et politique de ce rôle des masses paysannes du Sud ? Les rapports qui existent entre le capitalisme italien et les paysans méridionaux ne consistent pas seulement en les rapports historiques normaux entre ville et campagne, tels que les a créés le développement du capitalisme dans tous les pays du monde ; dans le cadre de la société nationale, ces rapports sont aggravés et radicalisés du fait que toute la zone méridionale et les îles fonctionnent économiquement et politiquement comme une immense campagne face à l'Italie du Nord, qui fonctionne comme une immense ville. Le résultat de cette situation, c'est la formation et le développement, en Italie méridionale, de certains aspects d'une question nationale, même si, dans l'immédiat, ces aspects ne représentent pas la totalité de cette question, mais prennent seulement la forme d'une très vive lutte de caractère régionaliste et de profonds courants en faveur de la décentralisation et des autonomies locales.

Ce qui fait que la situation des paysans méridionaux est caractéristique, c'est que, à la différence des trois groupements précédents, ils n'ont dans l'ensemble aucune expérience

[583] *Cf., supra,* p. 135, n. 1.

[584] « Le Vatican », 12 mars 1924, *infra,* pp. 288-291 et, bien entendu la « Lettre sur la fondation de *L'Unità* », 12 septembre 1923, *Écrits politiques*, II, pp. 228-230.

d'organisation autonome. Ils sont encadrés dans les schémas traditionnels de la société bourgeoise qui permettent aux agrariens, partie intégrante du bloc agro-capitaliste, de contrôler les masses paysannes et de les diriger selon leurs objectifs.

À la suite de la guerre et des agitations ouvrières de l'après-guerre qui avaient profondément affaibli l'appareil d'État et presque détruit le prestige social des classes supérieures dont on a parlé, les masses paysannes du Midi se sont éveillées à leur propre vie et ont péniblement recherché un encadrement qui leur soit propre. C'est ainsi qu'il y a eu des mouvements d'anciens combattants et les divers partis de « rénovation » qui cherchaient à exploiter ce réveil de la masse paysanne, parfois en le soutenant comme à l'époque de l'occupation des terres, le plus souvent en cherchant à le dévier et ensuite, comme cela s'est produit récemment avec la constitution de l'« Unione nazionale [585] », de l'ancrer sur des positions de lutte pour la soi-disant démocratie.

Les derniers événements italiens qui ont provoqué un passage en masse de la petite bourgeoisie méridionale au fascisme, ont rendu d'autant plus manifeste la nécessité de donner aux paysans méridionaux une direction qui leur soit propre et leur permette de se soustraire définitivement à l'influence de la bourgeoisie agraire. Le seul organisateur possible de la masse paysanne méridionale, c'est l'ouvrier d'industrie, représenté par notre parti. Mais pour que ce travail d'organisation soit possible et efficace, il faut que notre parti se rapproche étroitement du paysan méridional, que notre parti détruise chez l'ouvrier d'industrie le préjugé qui lui a été inculqué par la propagande bourgeoise et qui veut que le Midi soit un boulet qui s'oppose à un développement supérieur de l'économie nationale, et qu'il détruise chez le paysan méridional le préjugé encore plus dangereux qui lui fait voir, dans le Nord de l'Italie, un bloc unique d'ennemis de classe.

Pour y parvenir, il faut que notre parti fasse un travail de propagande intense à l'intérieur même de son organisation pour que tous les camarades prennent clairement conscience des termes de la question ; car si nous ne résolvons pas celle-ci de manière clairvoyante et révolutionnairement responsable, cela permettra à la bourgeoisie, battue dans sa zone, de se concentrer dans le Sud pour faire de cette région de l'Italie la place forte de la contre-révolution.

Sur tous ces problèmes, l'opposition d'extrême gauche n'a réussi à dire que des balivernes et des lieux communs. L'essentiel de sa position a consisté à nier *a priori* l'existence effective de ces problèmes concrets, sans aucune analyse ni même l'ombre d'une démonstration[586]. On peut même dire que c'est précisément à propos de la question agraire que s'est manifestée la véritable essence des thèses de l'extrême gauche : une sorte de corporatisme qui attend mécaniquement du développement des conditions objectives générales la réalisation des objectifs révolutionnaires. L'écrasante majorité du Congrès a, comme on l'a dit, rejeté cette conception.

---

585 *L'Unione democratica nazionale,* autour de laquelle allait s'organiser l'Aventin, s'était constituée le 18 novembre 1924 sous les auspices de Giovanni Amendola. Elle rassemblait les diverses « unions démocratiques » qui s'étaient formées dans plusieurs régions d'Italie depuis le début de l'année et, en particulier, l'*Unione meridionale* lancée à Naples par Amendola le 21 mai 1924. L' « Union nationale » avait cessé d'exister le 6 décembre 1925.

586 La « gauche » estime en effet que « toute conception régionaliste. Tout “ sudisme ” en particulier, (...) doivent être évités dans la question paysanne » (« Thèses de la gauche... », *loc. cit.,* p. 61). Elle se réclame sur ce point des « Thèses » du IIe Congrès de l'I.C. et de l'étude de Bordiga, inspirée du marxisme le plus « orthodoxe », *La questione agraria,* Rome, 1921 [trad. fr. *in* « Le marxisme et la question agraire », *Le Fil du Temps,* juin 1968, pp. 1-73].

Autres problèmes traités

En ce qui concerne la question de l'organisation concrète du Parti dans la période actuelle, le Congrès a ratifié sans discussion les délibérations de la récente Conférence d'organisation, déjà publiées dans *L'Unità* [587].

Étant donné la façon dont le Congrès s'est réuni et les objectifs qu'il s'était donnés, objectifs qui concernaient spécialement l'organisation interne du Parti et la résolution de la crise, il n'a pu traiter longuement de certaines questions, pourtant essentielles pour un parti prolétarien révolutionnaire. C'est ainsi que la situation internationale en relation avec la ligne politique de l'Internationale communiste n'a été examinée que dans les thèses. La discussion a seulement effleuré ce thème et l'on a seulement traité la partie des problèmes internationaux concernant les formes et les relations d'organisation du Kominterm parce que c'était là un facteur de la crise interne du Parti. Le Congrès a cependant entendu un rapport très long et exhaustif sur les travaux du dernier Congrès du Parti russe [588] et sur la signification des discussions qui s'y sont déroulées.

C'est ainsi que le Congrès ne s'est pas occupé du problème de l'organisation dans le domaine des femmes, ni de l'organisation de la presse, thèmes essentiels pour notre mouvement et qui auraient mérité un traitement spécial. Le Congrès n'a même pas traité de la rédaction du programme du Parti qui était à l'ordre du jour. Nous pensons qu'il faut remédier à ces lacunes au moyen de conférences du Parti spécialement convoquées dans ce but.

Conclusion

En dépit de ces déficiences partielles, on peut affirmer, pour conclure, que la masse de travail effectué par le Congrès a été véritablement imposante. Le Congrès a élaboré une série de résolutions et un programme de travail concret qui, dans la situation présente, devraient permettre à la classe ouvrière de développer ses énergies et sa capacité de direction politique.

Une condition est particulièrement nécessaire pour que les résolutions du Congrès soient non seulement appliquées, mais donnent tous les fruits qu'elles peuvent donner : il faut que le Parti demeure étroitement uni, qu'on ne laisse se développer en son sein aucun germe de désagrégation, de pessimisme, de passivité. Tous les camarades du Parti sont appelés à réaliser cette condition. Nul ne peut douter que si cela se fait, ce sera la plus grande des déceptions pour tous les ennemis de la classe ouvrière.

Sans signature, *L'Unità,* 24 février 1926.

---

587 Une lettre datée du 20 août 1925 du Présidium de l'I.C. avait invité le Comité central du Parti italien à tenir une conférence d'organisation pour « prendre le pouls » des cadres régionaux et préparer les débats du congrès (cf. P. Spriano, *op. cit.,* I, p. 486). Cette conférence se tint clandestinement au début du mois de décembre et fit l'objet d'un compte rendu dans *L'Unità* du 13 décembre 1925. Soulignant la nécessité de renforcer les liens entre le Parti et les masses (« Se défendre de la réaction en multipliant les liens avec les masses »), la conférence avait surtout insisté sur le resserrement du centralisme : « Le centralisme doit être porté au maximum. Les organes dirigeants centraux doivent garder les organes périphériques sous leur contrôle direct et immédiat, en excluant les instances intermédiaires » (« Le decisioni di una Conferenza di organizzazione del Partito comunista », *L'Unità,* 13 décembre 1925).

588 Il s'agit du XIVe Congrès du P.C. d'Union soviétique (18-31 décembre 1925), qui marqua la rupture entre Staline et Zinoviev. Le rapport en question fut probablement présenté par l'un des deux délégués de l'I.C. qui assistaient au congrès de Lyon : soit par le communiste hongrois Gyula Sas, soit plus vraisemblablement par Jules Humbert-Droz, secrétaire de l'I.C. pour les Pays latins.

LE CAMARADE G. M. SERRATI ET LES GÉNÉRATIONS DU SOCIALISME ITALIEN [589]

La personnalité politique du camarade Giacinto Menotti Serrati avait acquis, au cours de ces dix dernières années, une portée et une importance nationales ; et c'est précisément dans le cadre de ces dix années, marquées par la guerre mondiale et le fascisme, qu'il faut l'examiner pour l'apprécier a sa juste valeur.

Les faiblesses fondamentales du mouvement révolutionnaire italien traditionnel sont bien connues. La principale de ces faiblesses, celle du moins qui a été déterminante dans bien des moments décisifs, réside, nous semble-t-il, dans le fait que l'Italie a toujours manqué d'un groupe vigoureux et homogène de dirigeants révolutionnaires en contact étroit avec le noyau prolétarien fondamental du Parti socialiste. Dans une telle situation, il était de toute façon impossible d'accumuler les expériences politiques révolutionnaires, impossible d'envisager n'importe quelle direction collective, impossible de tirer rapidement toutes les conséquences des conjonctures favorables à l'initiative révolutionnaire. Il est également évident que, dans une telle situation, où l'organisation effective était en rapport inverse avec le volume du Parti, le rôle du chef, en tant qu'individu, était énorme, et que la responsabilité qui se trouvait peser sur celui qui se trouvait de temps en temps à la tête du Parti était écrasante. C'est cette situation qui explique que, contrairement à la tendance réformiste et alors que les réformistes restaient fermement regroupés autour de Turati, la tendance révolutionnaire du mouvement socialiste italien ait vu ses dirigeants se succéder à un rythme cinématographique. Bien plus, c'est aussi cette situation qui explique, et le constat est extrêmement triste, que, après une période brillante, tous les dirigeants de la fraction révolutionnaire, ou presque, aient dégénéré, aient renié leurs positions ou soient carrément passés de l'autre côté de la barricade. C'est certainement là une des raisons de la persistance du succès relatif du réformisme auprès des masses laborieuses italiennes : dans le réformisme, en effet, la tradition de la tendance est étroitement liée à la même personne, au même groupe de personnes ; le réformisme, autrement dit, a réussi à s'identifier de façon permanente à une organisation homogène, toujours composée des mêmes individualités.

Pour employer une formule politique approximative, on pourrait dire qu'il y a toujours eu dans le mouvement socialiste révolutionnaire italien une situation de *bonapartisme* qui permettait à des hommes plus ou moins convaincus de s'emparer de la direction suprême par

---

[589] Après avoir annoncé - le 11 mai 1926 - la mort de Serrati dans un article non signé d'Alfonso Leonetti (« Improvvisa morte del compagno Serrati »), *L'Unità avait* déjà consacré trois articles à l'ancien directeur de l'*Avanti !* : « Profilo di un combattente », d'Angelo Tasca, et « Sotto la bandiera del comunismo », de Ruggero Grieco, le 12 mai, et, le lendemain, « Un vero rivoluzionario », de Mauro Scoccimarro. Tous trois évoquaient déjà, à des niveaux divers et avec plus ou moins de bonheur, les problèmes abordés ici par Gramsci.

Très jeune (il était né en 1872), Giacinto Menotti Serrati avait participé à la fondation du Parti socialiste italien, au Congrès de Gênes de 1892. Pendant vingt ans, il avait ensuite couru le monde, d'exil en exil, véritable révolutionnaire professionnel : en Suisse, en France, à Madagascar,aux États-Unis (où il avait dirigé *Il Proletario* de New York et mené bataille contre les anarchistes), en France encore et de nouveau en Suisse (à la même époque que Mussolini et Angelica Balabanoff). Rentré en Italie, il avait été l'un des militants les plus actifs de l'aile révolutionnaire du P.S.L, luttant contre le « révisionnisme » dans *La Soffita* et dénonçant, déjà, l'aventurisme et la démagogie de Mussolini. Mais c'est à l'occasion de la guerre qu'iI avait donné toute sa mesure : succédant à Mussolini à la direction de l'*Avanti !*, il y avait fermement maintenu, tout au long de la guerre, la ligne de neutralité absolue adoptée par le P.S.I. et, défiant la censure, y avait publié les manifestes de Zimmerwald et de Kienthal. Après l'insurrection de Turin d'août 1917, il avait été arrêté et emprisonné jusqu'à la fin du conflit. Il était sorti grandi de la guerre (certains de ses partisans le comparaient alors fréquemment à Lénine). On connaît la suite : son adhésion de principe à la IIIe Internationale et ses hésitations au moment de Livourne. Resté à la tête des maximalistes du P.S.L. il s'était efforcé de se maintenir à l'intérieur du Kominterm et, en 1922, avait rompu avec les réformistes et assisté au IVe Congrès de l'Internationale communiste (Nenni mit cette absence à profit pour s'emparer de l'*Avanti !*). Tous liens rompus désormais avec le vieux maximalisme, il avait alors publié la revue *Pagine Rosse*, consacrée à faire avancer le « front unique ouvrier », et, le 15 août 1924, avec ses camarades, il avait rejoint les rangs du P.C. d'Italie.

des coups de main soudains, à la faveur de succès personnels éphémères, remportés à l'occasion d'un congrès ou au cours d'une agitation ouvrière [590]. Il n'existait pas d'autre forme de sélection, et ce, précisément, parce qu'il n'y avait pas de groupements stables, étroitement liés à ce prolétariat urbain qui représente la fraction la plus révolutionnaire de la masse laborieuse.

Giacinto Menotti Serrati a brisé cette tradition, en ce sens qu'avec lui a accédé à la charge suprême du Parti un homme dont les dons essentiels étaient sans conteste la force de caractère et l'abnégation, mais il n'a pu la briser complètement parce qu'il n'est pas parvenu à forger un nouveau parti, à mettre en place, autrement dit, une nouvelle structure capable d'accroître la capacité d'action et d'initiative du Parti. Il n'a d'ailleurs même pas essayé de le faire. Dans sa tâche de directeur de *l'Avanti !* c'est-à-dire en tant que guide politique et idéologique des classes laborieuses italiennes, Serrati s'était donné pour but de traverser la période de guerre en maintenant l'unité du Parti sur la base du refus de la guerre [591].

Pour que ces deux éléments : unité du Parti et refus de la guerre, puissent aller de pair, il fallait limiter l'activité révolutionnaire du Parti lui-même. Le programme du Parti ne pouvait être que celui de l'intransigeance formelle, de la non-collaboration, il ne pouvait aller jusqu'à la formule de Lénine : « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile », sans que se pose immédiatement le problème de la scission, le problème de la création d'un nouveau parti qui aurait commencé par lutter contre les camarades de la veille, contre les amis et les frères de la veille. Or, le trait essentiel de la personnalité de Serrati, en tant qu'bomme de parti, c'était qu'il avait précisément le sens de l'unité, la volonté sans faille de conserver cette unité qui représentait des dizaines d'années de sacrifices et de luttes, qui signifiait des persécutions supportées ensemble, des années de bagne purgées ensemble.

De ce point de vue, on peut dire que le camarade Serrati a été la plus grande et la plus noble expression des vieilles générations du socialisme italien traditionnel, qu'il a représenté ce que ces générations avaient de plus généreux et de plus désintéressé.

Si l'on ne tient pas compte de cela, on ne peut comprendre tout le drame que ces générations ont vécu après la guerre ni toute l'importance et toute la valeur historique qu'a eues l'adhésion du camarade Serrati au Parti communiste.

C'est pendant la guerre que les masses populaires italiennes ont appris à connaître et à aimer Serrati. Il revalorisait, par sa volonté inflexible, la fonction de chef révolutionnaire qu'avaient dépréciée des hommes comme Enrico Ferri[592] et d'autres dont les noms sont dans la mémoire

---

590 Allusion, en particulier, à la période « mussolinienne » du P.S.I.

591 On retrouve ici, reformulés et réélaborés, certains des thèmes développés par Gramsci dans son article du 31 octobre 1914, « Neutralité active et agissante ». Le mot d'ordre de la direction du P.S.I. - « Ni adhérer, ni saboter » - auquel s'était référée toute l'activité de Serrati pendant les années de guerre, exprimait assez bien la position « centriste » que le directeur de l'*Avanti !* avait dû assumer pour éviter l'éclatement du Parti. Adhérer : la droite du Parti, avec Turati et la Critica sociale, y avait toujours incliné ; après Caporetto, certains s'étaient même abandonnés, on l'a dit, à des déclarations patriotiques, d'autres avaient participé à des commissions parlementaires... Saboter : c'était ce que souhaitait une « gauche communiste » naissante, autour de Bordiga ; c'était ce à quoi avaient tendu, objectivement, les insurgés turinois d'août 1917... L'unité du Parti. à laquelle était attaché Serrati, voulait qu'aucune de ces tentations l'emportât. Aussi bien, la direction du P.S.I. et 1'*Avanti !* durent-ils se contenter tout au long de la guerre du formalisme de « Ni adhérer, ni saboter » et, à Zimmerwald comme à Kienthal, adopter, face aux propositions de Lénine (la transformation de la guerre en révolution), une position « centriste ».

592 S'alliant opportunément à l'opposition « méridionaliste » au Congrès d'Imola du P.S.I. (1902). Enrico Ferri s'était taillé à peu de frais une réputation d'intransigeance et avait pris, pendant quelques années, la tête de l'aile révolutionnaire du P.S.I. Directeur de l'Avanti ! de 1903 à 1908, il bascula ensuite dans le réformisme et, sous le fascisme, fut nommé sénateur. Mais c'est bien entendu à Mussolini que le lecteur est invité à penser. La variante de ce texte que donnent les éditeurs de *2 000 pagine di Gramsci,* Milan, 1964. Tome 1, p. 770 est, du reste, pleinement explicite : « ... des hommes comme Enrico Ferri, Arturo Labriola, Benito Mussolini, expressions majeures de ce *bonapartisme* de parti qu'on a évoqué. » Mais, de même qu'à l'occasion de la mort de Lénine, le parallèle avec le Duce

de tout le monde. La popularité de Serrati ne s'est pas bâtie dans les commodes arènes des grands meetings des périodes normales, lorsqu'il était facile, par des discours brillants ou par une basse démagogie, de fouetter le sang des foules et de se faire spectaculairement porter en triomphe, lorsque les grandes réputations se construisaient en quinze jours et se transformaient en infamie quinze jours plus tard. Elle s'est formée lentement, au fur et à mesure que parvenait, jusqu'aux plus profondes couches de la vie populaire, jusqu'à la tranchée du Carso, jusqu'au petit village sicilien (et cela bien que *l'Avanti !* n'ait tiré qu'à quelques dizaines de milliers d'exemplaires) la nouvelle qu'un journal dirigé par un homme qui s'appelait Serrati ne pliait ni devant les flatteries ni devant les menaces de la classe dominante, et que cet homme, plein de détermination et d'intrépidité, répondait NON pour les travailleurs à quiconque cherchait, d'une façon ou d'une autre, à gagner à la guerre la conscience des grandes foules.

Il est certain qu'alors Serrati a été aimé comme jamais aucun chef de parti n'a été aimé dans notre pays.

Après la guerre, toutes les faiblesses inhérentes à la vieille structure du mouvement socialiste italien se sont révélées brutalement.

Face aux problèmes qui se posaient alors, avoir pour programme la préservation de l'unité du Parti jusqu'à la révolution sous la forme qu'il avait conservée à travers les flammes de la guerre mondiale, devenait une illusion funeste.

Le camarade Serrati a cru que c'était possible, ou il s'efforça peut-être de le croire, de s'en persuader parce que des millions de fils l'attachaient au passé, à la tradition, parce qu'il lui semblait impossible que l'on ne puisse obtenir, au moment où les forces révolutionnaires étaient en plein développement, ce qu'on avait obtenu pendant la guerre, quand tout semblait se désagréger, non seulement en Italie, mais dans le mouvement ouvrier du monde entier.

Il se peut que nous, dans les jeunes générations, nous n'ayons pas accordé toute l'importance qu'il méritait au drame qu'ont vécu alors les vieilles générations. C'est pourquoi nous nous sommes acharnés, outre mesure peut-être [593], contre tout ce qui nous semblait sentimentalisme inutile et attachement stérile aux vieilles formules et aux vieux symboles. Mais en réalité notre génération, précisément parce qu'elle était trop jeune, précisément parce qu'elle n'avait pas lutté pour former ce qui était tout de même une structure d'organisation du Parti et une tradition, précisément parce qu'elle n'avait pas pu se passionner pour l'œuvre des premiers pionniers, oui, précisément pour tout cela, pouvait percevoir avec plus de netteté combien la vieille génération était incapable d'accomplir les tâches qu'imposait l'approche de la tempête réactionnaire. Nous

---

est présent chez tous les commentateurs. Ainsi, pour Tasca, dans l'article cité ci-dessus : « Combien de noms qui eurent leur quart d'heure de Célébrité locale et même nationale... nétaient que des façades, que des masques derrière lesquels il n'y avait que l'ombre d'un homme, qu'un petit démagogue accommodant, sans réserves pour la lutte véritable... »

[593] Allusion à la campagne extrêmement violente et souvent injurieuse menée par l'Internationale communiste, et les communistes italiens. Gramsci le tout premier, contre le « centrisme », de Serrati. Lounatcharski, en particulier, s'y était illustré par une brochure assez infâme, *Per quale motiva ci interessiamo di Serrati ?*, Rome, 1922. Quant à Gramsci, il s'était déjà expliqué sur son « acharnement » contre les socialistes dans une déclaration au IIe Congrès du Parti, en mars 1922 : « je croyais qu'il était nécessaire, dans l'intérêt même de la classe ouvrière, de mener une polémique aussi dure contre les chefs sociaux-démocrates. Au moment où la réaction s'abattait sur les ouvriers en détruisant toutes leurs espérances, il fallait au moins réussir à persuader les masses qu'elles n'étaient pas responsables de la défaite, afin qu'elles ne perdent pas confiance en elles-mêmes » (*Socialismo e fascismo, L'Ordine Nuovo 1921-1922*, Turin, 1966, p. 521). Mais c'est, là aussi, un thème qui revient dans tous les articles nécrologiques consacrés au leader disparu. Ainsi, chez Grieco : « Nous nous sommes battus contre lui impitoyablement, dans un style communiste... Dans toute sa vie, Serrati a sans doute dû rarement affronter des adversaires aussi sévères, impitoyables et agressifs que les militants du Parti communiste italien. » Quant aux « vieilles formules » et aux « vieux symboles », on retiendra en particulier l'attachement de Serrati au nom du Parti socialiste et son refus de le débaptiser pour le nommer Parti communiste, comme l'exigeait l'I.C.

autres, des générations nouvelles, nous représentions en réalité la nouvelle situation dans laquelle on allait voir la classe ennemie, pour conserver le pouvoir et écraser le prolétariat, détruire elle-même les vieilles formes de l'État telles que les avait créées la jeune bourgeoisie du *Risorgimento :* c'était là, et c'est encore aujourd'hui, une époque de fer et de feu, où la seule façon d'avoir raison est de formuler les hypothèses les plus pessimistes.

Ce qui fait la grandeur du camarade Serrati, et qui apporte la preuve, nullement nécessaire d'ailleurs, de tout ce qu'il y avait de profondément sincère et douloureux dans sa passion unitaire, c'est que, en entrant dans les rangs de l'Internationale communiste, il provoqua une nouvelle scission et fut exclu de ce parti qui était pour lui un véritable enfant. En réalité, l'entrée de Serrati dans notre parti mettait fin à toute une période de l'histoire du mouvement ouvrier italien. Après de longues et douloureuses hésitations, les vieilles générations du socialisme italien avaient pris une décision. Pour elles il était clair désormais *que les vieilles organisations étaient devenues de pures* FORMES SANS CONTENU, que *la tradition ne se trouvait pas là où le prétendait une certaine étiquette, mais qu'elle n'était vivante que dans l'organisation du Parti communiste.* Voilà ce que signifia l'entrée du camarade Serrati dans notre parti. Ce furent la révélation et la sanction d'un processus moléculaire qui s'était obscurément déroulé dans la masse des travailleurs italiens après la scission de Livourne, tout au long des années noires de 1921 et de 1922, et qui avait fait que tout ce qui existait de sincère, d'honnête et d'intrépide dans le prolétariat révolutionnaire avait rejoint nos rangs, modifiant radicalement les positions des partis qui se réclament de la classe ouvrière.

Le camarade Serrati est mort au premier rang du Parti communiste d'Italie, au premier rang de l'Internationale communiste. Il nous semble que dans sa mort aussi, tellement tragique, il y a un symbole et un témoignage. Sa mort a révélé dramatiquement que la lutte atroce et secrète que les militants révolutionnaires doivent mener quotidiennement pour maintenir intactes, en dépit de tout, les positions de la classe ouvrière face à la classe dominante, va jusqu'au sacrifice de leur propre vie.

Elle doit, non seulement amener les masses à honorer et saluer le camarade tombé pour la cause commune, mais les pousser en même temps à se serrer toujours davantage autour du Parti qui saura conserver le souvenir de celui qui est tombé et poursuivre son œuvre.

Signé Antonio Gramsci, *L'Unità,* 14 mai 1926.

UN EXAMEN DE LA SITUATION ITALIENNE [594]

I

Dans la situation politique italienne, il faut examiner trois éléments fondamentaux :

---

594 C'est là le texte d'un rapport présenté par Gramsci au cours de la réunion de la direction du P.C. d'Italie des 2-3 août 1926. Publié partiellement dans *La Stato Operaio (*« Un esame della situazione italiana - Comme si determinano le nostre prospettive e i nostri compiti »*, Lo Stato Operaio*, II, 3 mars 1928. pp. 82-88*)*, il a paru *in extenso,* par les soins de Franco Ferri, in *Rinascita,* XXIV, 15, 14 avril 1967, pp. 21-23. Une lettre de Tasca à Gramsci (procurée par Giuseppe Berti) avait déjà souligné - fût-ce de façon critique - toute l'importance de ce texte quant à la définition gramscienne du fascisme. Dans cette lettre - du 15 août 1926 - Tasca reprochait en effet à Gramsci de surestimer le caractère « petit-bourgeois » du fascisme. Cf. G. Berti, *I primi dieci anni di vita del P.C.I - Documenti inediti dell'archivio Angelo Tasca,* Milan, 1967, pp. 252-255.

1° L'élément positif révolutionnaire, autrement dit les progrès réalisés par la tactique du front unique. La situation actuelle de l'organisation des comités d'unité prolétarienne et les tâches des groupes communistes militant dans ces Comités [595].

2° L'élément politique représenté par la désagrégation du bloc bourgeois agrarien fasciste. Situation intérieure du Parti dominant et signification de la crise qu'il traverse.

3° L'élément politique représenté par la tendance à constituer un bloc démocratique de gauche dont l'axe est le Parti républicain dans la mesure où c'est le préalable républicain qui doit constituer la base de cette coalition démocratique [596].

L'examen du premier point s'impose également afin de vérifier la justesse de la ligne politique fixée par le IIIe Congrès[597].

Ce qui caractérise le IIIe Congrès de notre parti, c'est le fait qu'il ne s'est pas contenté de poser un problème général : la nécessité de faire du Parti communiste le dirigeant de la classe ouvrière et de la classe ouvrière, le dirigeant de la population laborieuse italienne, mais qu'il a cherché aussi à concrétiser pratiquement les éléments politiques permettant à cette direction de devenir effective ; en d'autres termes, il a cherché à identifier les partis et les associations au travers desquels s'exerce sur les classes laborieuses l'influence bourgeoise ou petite-bourgeoise et qui sont susceptibles de connaître un retournement, un renversement des valeurs de classe. De même, si le Parti a considéré qu'un nouveau type d'organisation, les comités d'agitation, était la base la mieux adaptée au regroupement immédiat des forces mises en mouvement par la tactique du front unique, il faut vérifier, dans la pratique, si ce choix était juste.

On peut positivement affirmer que notre parti a réussi à conquérir, parmi les masses travailleuses, une position qui assure nettement son initiative politique. Ces derniers temps, tous les organes de presse des partis qui contrôlent les masses populaires italiennes ont été remplis par des polémiques contre l'action de conquête de notre parti. Tous ces partis sont sur la défensive contre notre action et, en vérité, c'est nous qui les guidons indirectement puisque au moins soixante pour cent de leur activité sont consacrés à repousser nos offensives ou à s'efforcer d'accorder à leurs masses une satisfaction qui les soustraie à notre influence.

Il est évident que dans les conditions d'oppression et de contrôle que représente la politique fasciste, les résultats de notre tactique ne peuvent se mesurer statistiquement à l'échelle des grandes masses. Il est toutefois indéniable que, lorsque certains éléments des partis démocrates et sociauxdémocrates se déplacent, fût-ce moléculairement, vers le terrain tactique préconisé par les communistes, ce déplacement ne Peut être le fruit du hasard ni avoir une signification purement Individuelle. Pratiquement, la question peut se formuler ainsi [598](1) : dans chaque parti, mais tout particulièrement dans les partis démocrates et sociaux-démocrates dans lesquels

---

[595] Ces Comités ouvriers et paysans visaient, on l'a dit, à réaliser un front unique avec les autres organisations ouvrières. Mais, dans une lettre dont Gramsci avait publié un fragment dans *L'Unità* du 3 juillet, Nenni venait d'exposer une fois de plus ses réticences : « J'ai été et je suis contre vos fameux comités ouvriers et paysans, convaincu que je suis que la lutte contre le fascisme, pour être efficace et pour rassembler les forces nécessaires, *ne peut être menée exclusivement sur un front de classe* » (« Il caso Nenni », *L'Unità,* 3 juillet 1925 - *in La costruzione...,* pp. 427-429).

[596] Cf. « La Concentration républicaine et nous », *infra,* pp. 274-278.

[597] Il s'agit, bien entendu, du Congrès de Lyon de janvier 1926.

[598] Ainsi que le souligne F. Ferri dans sa présentation du texte (in *Rinascita,* déjà cité), le développement qui suit annonce déjà les *Cahiers de prison.* Cf., en particulier, « *Sui partiti* », in *Cahier 4* (XIII), 1930-1932, p. 39 : « *Osservazioni su alcuni aspetti della struttura dei partiti politici nei periodi di crisi organica* », in *Cahier 13*(XXX), *Noterelle sulla politica del Machiavelli,* 1932-1934, pp. 14*a* - et suiv.

L'appareil d'organisation est très relâché, il existe trois couches. La couche supérieure, très réduite, qui est généralement constituée de parlementaires et d'intellectuels souvent étroitement liés à la classe dominante. La couche inférieure faite d'ouvriers et de paysans, de petits-bourgeois des villes et qui constitue la masse du Parti ou la masse de la population influencée par le Parti. Une couche intermédiaire qui, dans la situation actuelle, a une importance encore plus grande que celle qu'elle avait en situation normale, dans la mesure où c'est souvent la seule couche active et politiquement vivante de ces partis. C'est cette couche intermédiaire qui maintient le lien entre le groupe supérieur dirigeant, d'une part, et, d'autre part, les masses du Parti et de la population influencée par le Parti. C'est sur la compacité de cette couche intermédiaire que les groupes dirigeants comptent pour assurer une future reprise des différents partis et pour les reconstruire sur une large base. Or, c'est précisément sur une partie importante de ces couches moyennes des différents partis à caractère populaire que s'exerce l'influence du mouvement pour le front unique. C'est dans cette couche moyenne qu'a lieu ce phénomène moléculaire de désagrégation des vieilles idéologies et des vieux programmes politiques et qu'on voit s'ébaucher une nouvelle formation politique sur la base du front unique. Vieux ouvriers réformistes ou maximalistes qui exercent une large influence dans certaines usines ou dans certains quartiers des villes, éléments paysans qui dans les villages et dans les bourgs de province représentent les personnalités les plus avancées du monde rural, et auxquels les paysans du village ou du bourg s'adressent systématiquement pour avoir des conseils et des directives pratiques ; petits intellectuels des villes qui, en tant que représentants du mouvement catholique de gauche, irradient dans la province une influence qui ne peut ni ne doit être mesurée à l'aune de leur modestie, mais en fonction du fait qu'ils apparaissent en province comme une tendance du Parti que les paysans étaient habitués à suivre. Voilà les éléments sur lesquels notre parti exerce une attraction toujours grandissante et dont les représentants politiques, par leur changement de position, constituent un indice sûr de mouvements à la base souvent plus radicaux encore qu'il ne semble au seul vu de ces évolutions personnelles.

Il faut accorder une attention particulière au rôle qui est dévolu à notre jeunesse dans l'action pour le front unique.

Encore convient-il de bien se souvenir que l'action de la jeunesse doit disposer d'une plus grande souplesse que celle qui est accordée au Parti. Il est évident que le Parti ne peut pas en venir à des fusions avec d'autres groupes politiques ni à accepter de nouveaux membres sur la base du front unique qui vise à créer l'unité d'action de la classe ouvrière et l'alliance entre ouvriers et paysans et qui ne peut pas être la base de formation du Parti. Pour les jeunes, au contraire, la question se pose différemment. Par leur nature même, les jeunes représentent le stade élémentaire de formation du Parti. Pour être membre de la « jeunesse », il n'est pas nécessaire d'être déjà communiste au sens complet du mot mais seulement d'avoir la volonté de lutter et vouloir devenir communiste. Aussi ce point doit-il servir de référence générale permettant de mieux déterminer la tactique propre aux jeunes. Voici un autre élément dont il faut tenir grand compte parce qu'il a une valeur historique qui est loin d'être indifférente : s'il est important qu'un maximaliste, un réformiste, un républicain, un populaire, un sardiste, un démocrate méridional adhèrent au programme du front unique prolétarien et de l'alliance entre ouvriers et paysans, il importe beaucoup plus que ce soit un membre de l'Action catholique en tant que tel qui adhère à ce programme. En effet, les partis d'opposition, fût-ce sous des formes inadéquates et visqueuses, tendent à créer et à maintenir une distance entre les masses populaires et le fascisme. *L'Action catholique* [599], au contraire, représente aujourd'hui une partie intégrante du fascisme, elle tend à procurer au fascisme, au moyen de l'idéologie religieuse, le

[599] Cf. « Le Vatican », *infra*, pp. 288-291.

consentement de larges masses populaires, et, dans l'esprit d'une très forte tendance du Parti fasciste (*Federzoni, Rocco, etc.* [600]), elle est destinée, en un certain sens, à remplacer le Parti fiasciste lui-même dans son rôle de parti de masse et d'organisme de contrôle politique de la population. C'est pourquoi, tout succès de notre part, fût-il limité, dans le domaine de l'Action catholique signifie que nous réussissons à empêcher le développement de la politique fasciste dans un domaine qui semblait interdit à toute initiative prolétarienne.

En concluant sur ce point, nous pouvons affirmer que la ligne politique du IIIe Congrès s'est avérée être juste et que le bilan de notre action pour le front unique est largement positif.

Il faut prévoir un point spécial pour l'action syndicale, tant en ce qui concerne notre position dans les syndicats de classe qu'en ce qui concerne l'activité syndicale réelle qu'il faut mener, ainsi que notre position à l'égard des corporations.

Au deuxième point, il faut préciser avec exactitude la situation intérieure du bloc bourgeois agrarien et de l'organisation fasciste proprement dite.

Les deux tendances du fascisme

D'une part, la tendance Federzoni, Rocco,Volpi[601], qui veut tirer les conclusions de toute cette période qui a suivi la marche sur Rome. Elle veut liquider le Parti fasciste comme organisme politique et incorporer dans l'appareil d'État la situation de force bourgeoise créée par le fascisme dans ses luttes contre tous les autres partis. Cette tendance travaille en accord avec la Couronne et l'état-major. Elle veut incorporer dans les forces centrales de l'État, d'une part, l'Action catholique. C'est-à-dire le Vatican, en mettant un terme en fait et si possible également en droit à la fracture entre maison de Savoie et Vatican, et, d'autre part, les éléments les plus modérés de l'ex-Aventin. Il est certain que tandis que dans son aile nationaliste, étant donné le passé et les traditions du vieux nationalisme italien, le fascisme travaille en direction de l'Action catholique, d'un autre côté, la maison de Savoie cherche une fois de plus à exploiter ses traditions pour attirer dans les sphères gouvernementales les hommes du groupe Di Cesarò et du groupe Amendola.

L'autre tendance est officiellement personnifiée par Farinacci[602]. Elle représente objectivement deux contradictions du fascisme.

l° La contradiction entre agrariens et capitalistes dans leurs divergences d'intérêts et en particulier dans les échanges extérieurs. Il est certain que le fascisme actuel représente d'une manière typique la nette prédominance du capital financier dans l'État, capital qui veut asservir toutes les forces productrices du pays.

2° La seconde contradiction est de loin la plus importante : c'est celle qui existe entre la petite bourgeoisie et le capitalisme. La petite bourgeoisie fasciste voit dans le Parti son moyen

---

600 Luigi Federzoni et Alfredo Rocco provenaient tous deux de l'Association nationaliste italienne. Federzoni avait été ministre des Colonies dans le gouvernement issu de la « marche sur Rome ». Après l'assassinat de Matteotti, Mussolini lui avait confié - le 16 juin 1924 - le ministère de l'hitérieur. Alfredo Rocco avait été nommé ministre de la Justice à la suite du « coup d'État » du 3 janvier 1925 (le 5 janvier, précisément). Juriste (il était professeur de droit), il venait d'attacher son nom à la fameuse loi du 3 avril 1926 qui organisait le système corporatif.

601 Giuseppe Volpi di Misurata était ministre des Finances depuis le 10 juillet 1925. Il avait succédé à Alberto De Stefani. Volpi était l'un des dirigeants de la Banque commerciale ; son entrée dans le gouvernement signifiait un renforcement du régime.

602 Cf., *supra,* p. 140, n. 1.

de défense, son Parlement, sa démocratie. Par l'entremise du Parti, elle veut faire pression sur le gouvernement pour éviter d'être écrasée par le capitalisme. Un élément qu'il faut bien avoir présent à l'esprit, c'est la situation de complet asservissement dans laquelle l'Italie a été mise par le fascisme à l'égard de l'Amérique.

Dans la liquidation de la dette de guerre tant envers l'Amérique qu'envers l'Angleterre, le gouvernement fasciste ne s'est pas préoccupé d'obtenir la moindre garantie sur la manière dont seraient commercialisées les obligations italiennes. La Bourse et la finance italiennes sont perpétuellement exposées au chantage politique des gouvernements américain et anglais qui peuvent à tout moment jeter sur le marché mondial d'énormes quantités de valeurs italiennes. Quant à la dette Morgan, elle a été contractée dans des conditions pires encore[603]. Sur cent millions de dollars de prêt, le gouvernement italien ne dispose que de 33 millions. Des 67 millions restants, le gouvernement italien ne peut disposer qu'avec le haut consentement personnel de Morgan, ce qui signifie que le véritable chef du gouvernement italien, c'est Morgan. Ces faits peuvent servir à amener la petite bourgeoisie à adopter, dans la défense de ses intérêts par l'entremise du Parti fasciste en tant que tel, une intonation nationaliste qui s'oppose au vieux nationalisme et à l'actuelle direction du Parti qui a sacrifié la souveraineté nationale et l'indépendance politique du pays aux intérêts d'un groupe restreint de ploutocrates. À ce propos, une des tâches de notre Parti doit être d'insister particulièrement sur le mot d'ordre des États-Unis soviétiques d'Europe comme moyen d'initiative politique parmi les rangs fascistes.

En général, on peut dire que la tendance Farinacci du Parti fasciste manque d'unité, d'organisation, de principes généraux. C'est davantage un état d'âme diffus qu'une tendance proprement dite. Il ne sera guère difficile au gouvernement de désagréger ses noyaux de base. Ce qui importe de notre point de vue, c'est que, dans la mesure où elle représente la séparation de la petite bourgeoisie de la coalition agrarienne fasciste, cette crise ne peut pas ne pas être, pour le fascisme, un facteur de faiblesse militaire.

La crise économique générale est l'élément fondamental de la crise économique. Il faut examiner les éléments de cette crise parce que certains d'entre eux sont inhérents à la situation générale italienne et continueront de fonctionner négativement dans la période de dictature prolétarienne. Ces éléments principaux peuvent être définis comme suit : des trois éléments qui traditionnellement constituent l'actif du budget italien, deux - les ressources venant des émigrés et l'industrie du tourisme - se sont effondrés. Le troisième élément, l'exportation, subit une crise. Si aux deux facteurs négatifs - ressources venant des émigrés et industrie du tourisme - et au troisième facteur partiellement négatif - l'exportation -, on ajoute la nécessité de procéder à de fortes importations de céréales à la suite d'une récolte désastreuse, il est évident que les perspectives pour les prochains mois se présentent comme catastrophiques. Il est nécessaire de tenir compte de ces quatre éléments pour comprendre l'impuissance du gouvernement et de la classe dirigeante. Il est vrai que, si le gouvernement ne peut rien ou presque rien faire pour augmenter les ressources venant des émigrés *(tenir compte ici de l'initiative envisagée par le sieur Giuseppe Zuccoli, successeur présumé de Volpi au ministère des Finances* [604]) ou pour

[603] Le prêt de la banque Morgan au gouvernement italien s'élevait à cent millions de dollars. Il fut négocié personnellement par Volpi qui se rendit aux États-Unis au cours de l'été 1925. Ce prêt alla de pair avec le règlement du problème des dettes que l'Italie avait contractées tout au long de la guerre auprès des États-Unis - dettes qui s'élevaient à 2 400 millions de dollars. L'accord de Washington du 14 novembre 1925 établit que leur remboursement serait progressif (quoique à un taux très modéré) et s'étalerait sur 52 ans. Un accord du même type fut signé à Londres le 27 janvier 1926 : il prévoyait le remboursement - en 62 ans - des 590 millions de livres sterling empruntés à l'Angleterre.

[604] Diplômé de l'Université Bocconi, Giuseppe Zuccoli (1883-1965) appartenait depuis 1906 aux cadres dirigeants de la Banque commerciale italienne, dont il avait administré plusieurs succursales à l'étranger. Il fut, du reste, à partir

faire prospérer l'industrie touristique, il peut agir en revanche pour augmenter les exportations. Dans cette direction, il est toujours possible de faire une grande politique qui, sans parvenir à guérir la plaie, tendrait au moins à la cicatriser. D'aucuns pensent à la possibilité d'une certaine politique du travail fondée sur l'inflation. Il ne faut naturellement pas exclure cette possibilité mais :

1° même si elle entrait dans les faits, ses résultats dans le domaine économique seraient relativement minimes ;

2° ses résultats seraient en revanche catastrophiques dans le domaine politique. Il faut en effet avoir présents à l'esprit les éléments suivants :

1° Dans le budget italien, l'exportation représente seulement une partie de l'actif, au maximum les deux tiers.

2° Pour équilibrer le budget, il faudrait non seulement porter la base productive actuelle à son maximum de rendement, mais il faudrait élargir cette même base productive en achetant à l'étranger de nouvelles machines, ce qui grèverait encore le budget.

3° Les matières premières nécessaires à l'industrie italienne sont importées de l'étranger et doivent être payées avec une monnaie non dévaluée. Une augmentation de la production à grande échelle exigerait, pour permettre l'achat des matières premières, la mise en circulation d'une énorme masse de capital.

4° Il faut bien se souvenir du fait que le fascisme en tant que phénomène général a, en Italie, réduit au minimum les salaires et traitements de la classe laborieuse. L'inflation est compréhensible dans un pays de hauts salaires, comme succédané du fascisme, pour abaisser le niveau de vie des classes laborieuses et redonner du même coup son élasticité à la bourgeoisie [605]. Elle n'est pas compréhensible en Italie où le niveau de vie de la classe ouvrière confine déjà à la famine.

Parmi les éléments de la crise économique : la nouvelle organisation des sociétés par actions avec votes privilégiés [606], qui est un des éléments de rupture entre petite bourgeoisie et capitalisme, et le fait des disparités de niveau constatées ces derniers temps entre la masse du capital des sociétés anonymes qui se concentre de plus en plus dans quelques mains et la masse de l'épargne nationale. Cette disparité de niveau montre comment les sources de l'épargne sont en train de se tarir, et ce, parce que les revenus actuels ne suffisent plus aux besoins.

Sur le troisième élément politique. Il est évident que s'opère dans le champ de la démocratie un certain regroupement qui a un caractère plus radical que dans le passé. L'idéologie républicaine se renforce, c'est-à-dire que, tout comme nous l'avons dit pour le front unique, elle

---

de 1934, directeur du service extérieur de la Banque. Ce fut en fait Antonio Mosconi qui finit par succéder à Volpi au ministère des Finances, mais Zuccoli jouissait d'une telle renommée dans les milieux financiers qu'en 1933 encore Mussolini envisagea de lui confier la direction de l'I.F.I. (cf.. sur ce point, E. Cianci, *Nascita dello Stato imprenditore in Italia,* Milan, Mursia, 1977, pp. 244-245). L'« initiative » évoquée par Gramsci aurait dû consister en une émission de bons des postes italiennes payables en devises et donc destinée au premier chef aux travailleurs émigrés... Comme me le signale E. Fano Damascelli, c'est probablement de Piero Sraffa que Gramsci tenait les informations économiques utilisées dans ce texte.

605 Le texte dit : « la bourgeoisie italienne ». Il s'agit manifestement d'un *lapsus.*

606 Il n'y eut en fait aucune nouvelle loi favorisant les sociétés par actions mais, comme en témoigne l'enquête organisée par la Constituante à la fin de la guerre, la période fut marquée par une concentration du grand capital. Tandis que, de 1916 à 1932, la part des moyennes entreprises tombait de 55 à 41 % du capital, celle des *trusts* s'élevait de 12 à 51 %, si bien qu'en 1932 un groupe de 75 sociétés contrôlait 41 % du capital italien (Cf. Ministero per la Costituente, *Rapporto della Commissione economica presentato all'Assemblea costituente,* tome II, volume 1, Rome, 1947, pp. 322-323 ; texte qui m'a été signalé par E. Fano Damascelli).

se renforce parmi les couches moyennes des partis démocratiques, et même, dans ce cas particulier, dans une bonne partie des couches supérieures.

De vieux chefs de l'Aventin ont refusé l'invitation qu'on leur faisait de reprendre contact avec la maison royale. On dit qu'Amendola lui-même, dans la dernière période de sa vie, était devenu complètement républicain et qu'il faisait personnellement de la propagande en ce sens [607]. Chez les populaires également se serait affirmée une tendance républicaine, etc. Il est certain qu'un grand travail est en cours pour mettre sur pied, sur le terrain républicain, un regroupement néo-démocratique qui devrait prendre le pouvoir au moment de la catastrophe fasciste et instaurer un régime de dictature contre la droite réactionnaire et contre la gauche communiste. Ce réveil démocratique républicain a d'ailleurs été encouragé par les derniers événements européens comme l'aventure de Pilsudski en Pologne et les sursauts qui précèdent l'agonie du Cartel français [608].

Notre parti doit se poser le problème d'ensemble des perspectives de la politique nationale. Les éléments peuvent en être ainsi établis - s'il est vrai que politiquement le fascisme peut avoir comme successeur une dictature du prolétariat - puisque aucun parti, aucune coalition n'est en mesure de donner ne fût-ce que l'ombre d'une satisfaction aux exigences économiques des classes laborieuses qui feraient violemment irruption sur la scène politique au moment de la rupture des rapports existants -, il n'est cependant pas certain ni même probable que le passage du fascisme à la dictature du prolétariat soit immédiat. Il faut tenir compte du fait que, étant donné la composition des forces armées existantes, il ne sera pas possible de les conquérir immédiatement et qu'elles seront le facteur déterminant de la situation. On peut se livrer à des hypothèses auxquelles on attribuera tour à tour un plus ou moins grand coefficient de probabilité. Il est possible qu'on passe du gouvernement actuel à un gouvernement de coalition dans lequel prendront place des hommes comme Giolitti, Orlando, Di Cesarò, De Gasperi, pour donner une plus grande élasticité immédiate. Les derniers événements parlementaires français montrent de quelle élasticité est capable la politique bourgeoise pour éloigner la crise révolutionnaire, déplacer les adversaires, les user, miner leur unité. Une crise économique soudaine et foudroyante, qui n'est pas improbable dans une situation comme la nôtre, pourrait porter au pouvoir la coalition démocratique républicaine, étant donné qu'elle se présenterait aux officiers de l'armée et à une partie de la milice elle-même et aux fonctionnaires de l'État en général (élément dont il faut tenir grand compte dans des situations du genre de celle qui existe en Italie) comme capable de contenir la révolution. Ces hypothèses n'ont pour nous qu'une valeur générale de prospective. Elles nous sont utiles pour préciser les points suivants :

1° Nous devons dès aujourd'hui restreindre au minimum l'influence et l'organisation des partis qui peuvent constituer la coalition de gauche afin de rendre de plus en plus probable une chute révolutionnaire du fascisme, et cela dans la mesure où les éléments énergiques et actifs de la population sont sur notre terrain au moment de la crise.

---

[607] Giovanni Amendola, qui avait été agressé deux fois par des bandes fascistes, mourut à Cannes, des suites de ses blessures, le 7 avril 1926. Ainsi que l'atteste son *Journal,* tout au long de la crise ouverte par l'assassinat de Matteotti, il ne s'était jamais départi de sa fidélité à la monarchie et n'avait cessé d'inviter le roi à se désolidariser du fascisme. Sa position devint plus difficile après le 3 janvier 1925, mais il n'en continua pas moins à inviter le roi à revenir au Statut octroyé de 1848. Si elle alimentait ainsi que le note Giampiero Carocci, les sentiments républicains d'« une certaine élite bourgeoise antifasciste », cette attitude n'alla jarnais jusqu'au choix dont parle Gramsci. Cf. G. Carocci, *Giovanni Amendola nella crisi dello Stato italiano, 1911-1925,* Milan, 1956, ainsi que P. Alatri, *Le origini del fascismo,* Rome, 1961.

[608] Allusion à la « marche sur Varsovie » du maréchal Pilsudski (15 mai 1926) et à la dernière période du Cartel des gauches qui, de novembre 1925 à juillet 1926, vit se succéder cinq gouvernements différents.

2° Dans tous les cas, nous devons nous efforcer de faire que l'intermède démocratique soit le plus bref possible en mettant en place, dès aujourd'hui, le maximum de conditions favorables à notre action.

C'est de ces éléments que nous devons tirer les indications fondamentales pour notre action pratique immédiate. Intensifier l'action générale du front unique et l'organisation d'une floraison de comités d'agitation et les centraliser au moins à l'échelle d'une région ou d'une province. Dans ces comités, les noyaux communistes doivent éviter systématiquement tout sectarisme de parti et chercher avant tout à obtenir que les divers courants politiques de gauche soient représentés au maximum. Les questions doivent être posées objectivement par les camarades qui militent dans ces comités comme 1'expression des intérêts de la classe ouvrière et des paysans.

Tactique à l'égard du Parti maximaliste.

Nécessité de poser plus énergiquement le problème méridional. Si dans le Midi, notre parti ne se met pas à travailler sérieusement, le Sud sera la base la plus forte de la coalition de gauche[609].

Tactique à l'égard du Parti sarde d'action, en vue de son prochain Congrès [610].

Pour l'Italie du Sud et pour les îles, création de groupes de travail par région dans le reste de l'Italie.

II

En ce qui concerne la situation internationale, il me semble qu'elle est dominée particulièrement par la question de la grève générale anglaise et des conséquences qu'on est

---

609 C'était effectivement dans le Midi que se trouvaient le gros des partisans des oppositions démocrates et, en particulier, l'électorat et les militants de l'Unione nazionale d'Amendola.

610 Quelques jours avant de rédiger le présent rapport, le 12 juillet 1926, Gramsci avait adressé au principal animateur du Partito sardo d'azione. Emilio Lussu, un questionnaire sur la situation politique sarde et les objectifs du mouvement autonomiste (« Carteggio Gramsci-Lussu », in D. Zucàro, *Vita del carcere di Antonio Gramsci*, Milan, 1954, pp. 138-144). Au témoignage de Lussu, les préoccupations fédéralistes de Gramsci (qui s'étaient fait jour dès sa lettre du 12 septembre 1923 sur la fondation de *L'Unità*) avaient facilité un dialogue qui se poursuivait depuis plusieurs mois. Au cours de la réunion du Comité central du 6 février 1925, Gramsci avait en effet souligné qu'il suivait désormais avec un intérêt croissant l'évolution de certaines organisations rurales comme le Partio sardo d'azione et le mouvement paysan qu'animait le catholique dissident Miglioli. Cet intérêt faisait, semble-t-il, écho au discours qu'avait prononcé Zinoviev lors de la fondation de l'Internationale paysanne ou Krestintern (Moscou, 10-15 octobre 1923) : « Que manquait-il à la révolution russe pour vaincre en 1905 ? Justement l'alliance des paysans avec les ouvriers. [...] Que manque-t-il à l'Italie, où domine le paysan, pour vaincre les fascistes ? L'union des paysans avec les ouvriers » (Conseil paysan international, *Première conférence internationale paysanne,* Paris. 1923, p. 70). Tandis que Miglioli, exclu du P.P.I. en janvier 1925, ralliait aussitôt le Krestintern, l'évolution de Lussu et du P.S. d'A. avait effectivement attesté ce « glissement des masses paysannes » dont avait parlé Gramsci le 6 février 1925, Participant à l'Aventin, Lussu s'en était détaché progressivement et avait fini par rompre avec l'opposition démocratique au début de l'été 1925. Réuni à Macomer le 25 septembre 1925, le VI (et dernier) Congrès du P.S. d'A. avait pris acte de ce « glissement » en adoptant le projet de constituer un parti national paysan. Un délégué du Parti communiste, Ruizzero Grieco, avait été chargé de suivre les travaux du Congrès ; il était porteur d'un Appel du Krestintern au P.S. d'A.

Les bandes fascistes qui avaient investi Macomer l'empêchèrent d'accomplir sa mission (D. Zucàro, *op. cit.,* p. 140, ainsi que S. Sechi, *Dopoguerra e fascismo in Sardegna, Turin,* 1969, pp. 476 et suiv.).

amené à en tirer [611]. La grève anglaise a posé deux problèmes fondamentaux à notre mouvement [612] :

1° Le problème des perspectives générales, en d'autres termes, le problème d'une appréciation précise de la phase que traverse actuellement le régime capitaliste. La période qui a été définie comme étant celle de la stabilisation est-elle achevée ? Où en sommes-nous quant aux possibilités de résistance du régime bourgeois ? Il est évident que non seulement d'un point de vue théorique et scientifique, mais également d'un point de vue pratique et immédiat, il est intéressant et nécessaire de s'assurer avec exactitude du point précis de la crise capitaliste. Mais il est non moins évident qu'il serait stupide de baser quelque orientation politique que ce soit sur une appréciation différente du degré précis de la crise capitaliste, si cette appréciation différente n'a pas son reflet immédiat dans des directives politiques et organisationnelles réellement différentes. Le problème à poser me paraît devoir être le suivant : dans le domaine international, cela signifie pratiquement deux choses :

1° dans le domaine de ce groupe d'États capitalistes qui sont la clé de voûte du système bourgeois ;

2° dans le domaine de ces États qui représentent comme la périphérie du monde capitaliste : sommes-nous sur le point de passer de la phase de l'organisation politique des forces prolétariennes à la phase de l'organisation technique de la révolution ? Ou bien encore, sommes-nous sur le point de passer de la première de ces deux phases à une phase intermédiaire dans laquelle une forme déterminée d'organisation technique peut accélérer l'organisation politique des masses et par conséquent accélérer le passage à la phase finale de la conquête du pouvoir ? Ces points, selon moi, doivent être soumis à discussion, mais il est évident que leur solution n'est pas possible sur un plan purement théorique : elle n'est possible que sur la base de données concrètes relatives à l'efficacité réelle tant des forces révolutionnaires que des forces bourgeoises.

Cet examen exige la formulation préalable de quelques remarques et de quelques critères :

Dans les pays à capitalisme avancé, la classe dominante possède des réserves tant en politique que dans son organisation qu'elle ne possédait pas, par exemple, en Russie. Cela signifie que les crises économiques, même lorsqu'elles sont très graves, n'ont pas de

---

[611] La grève générale anglaise - *The Nine Days* - se déroula du 3 au 12 mai 1926 et fut littéralement brisée par les dirigeants des trade-unions, « gauche » comprise. Seuls les mineurs, qui avaient été à l'origine du mouvement, refusèrent de céder et restèrent en grève jusqu'au mois de décembre. Dès le début du mouvement, *L'Unità* avait ouvert une souscription en faveur des grévistes.

[612] La grève anglaise remettait effectivement en question les thèses du Ve Congrès de l'Internationale communiste (1924), qui, faisant siennes certaines thèses de Boukharine et prenant acte de l'échec des révolutions d'Allemagne et de Bulgarie, avait conclu à une « stabilisation » générale du monde capitaliste et à une retombée de la vague révolutionnaire. Sur le plan stratégique, la « stabilisation » s'était traduite par un rapprochement avec certaines organisations social-démocrates et, en particulier, par la création d'un Comité syndical anglo-soviétique. Ce dernier avait vu le jour en mai 1925 à la suite de la visite en U.R.S.S., fin 1924, d'une délégation duT.U.C. *(Trades Union Congress).* Son objectif était d'œuvrer à l'unité syndicale et de favoriser un rapprochement entre l'Internationale syndicale rouge et l'Internationale syndicale d'Amsterdam, auprès de laquelle les syndicalistes britanniques plaidèrent la cause de leurs camarades soviétiques. Quoique membres de l'Union socialiste de Vienne (ou « Internationale deux et demie »), les maximalistes italiens avaient adhéré au Comité anglo-russe et le P.C. d'I. s'était vainement efforcé d'y rallier la C.G.L. Sans déboucher sur un résultat concret, la collaboration des syndicalistes britanniques et russes avait très vite tourné au seul avantage des premiers : les Russes s'étaient en effet engagés à ne pas s'immiscer dans la vie intérieure des syndicats britanniques et à ne rien tenter qui pût affaiblir l'autorité de leurs dirigeants. S'interdisant de critiquer la façon dont avait été brisée la grève générale, ils apparurent pleinement solidaires des dirigeants du T.U.C. et leur apportèrent, au dire de certains, une caution inespérée. Boukharine justifia d'ailleurs cette tactique en expliquant, devant le VIIIe Plénum de l'I.C. (mai 1927), qu'elle répondait aux « intérêts diplomatiques » de l'Union soviétique.

répercussions immédiates dans le domaine politique. La politique a toujours un retard et un grand retard sur l'économie. L'appareil d'État est beaucoup plus résistant qu'on ne le croit souvent et réussit à organiser, dans les moments de crise, des forces fidèles au régime plus que la profondeur de la crise ne pourrait le laisser supposer. Cela s'applique particulièrement aux États capitalistes les plus importants. Dans les États périphériques du type de l'Italie, la Pologne, l'Espagne et le Portugal, les forces de l'État sont moins efficaces. Mais il existe, dans ces pays, un phénomène dont il faut absolument tenir compte. Ce phénomène, selon moi, consiste dans le fait qu'entre le prolétariat et le capitalisme, s'insère, dans ces pays, une large couche de classes intermédiaires qui veulent et, en un certain sens, réussissent à mener une politique à elles, avec des idéologies qui influencent souvent de larges couches du prolétariat, mais qui exercent surtout une particulière attirance sur les masses paysannes. La France elle-même, bien qu'elle occupe une position éminente dans le premier groupe d'États capitalistes, participe par certaines de ses caractéristiques à la situation des États périphériques.

Ce qui me paraît caractéristique de la phase actuelle de la crise capitaliste, c'est le fait que, à la différence des années 1920-1921-1922, aujourd'hui les formations politiques et militaires des classes moyennes ont un caractère radical de gauche, ou tout au moins se présentent devant les masses comme radicales de gauche. Le développement de la situation italienne, étant donné ses caractères particuliers, me paraît, d'une certaine façon, pouvoir fournir un modèle pour les diverses phases traversées par les autres pays. En 1919 et en 1920, les formations militaires et politiques des classes moyennes étaient représentées chez nous par le premier fascisme et D'Annunzio. On sait qu'à cette époque-là, le mouvement fasciste comme le mouvement dannunzien étaient prêts à faire alliance avec les forces prolétariennes révolutionnaires pour renverser le gouvernement Nitti qui apparaissait comme l'intermédiaire qu'employait le capital américain pour asservir l'Italie *(Nitti a été en Europe le précurseur de Dawes).* La seconde phase du fascisme – 1921-1922 – est nettement réactionnaire. À partir de 1923 commence un processus moléculaire qui fait que les éléments les plus actifs des classes moyennes passent du camp réactionnaire fasciste à celui de l'opposition de l'Aventin. Dans la période de la crise Matteotti, ce processus s'accélère et cristallise une situation qui pouvait être fatale au fascisme.

La faiblesse de notre mouvement, faiblesse qui avait elle-même une signification, fait que le fascisme peut mettre un terme à ce phénomène et que les classes moyennes se retrouvent de nouveau politiquement atomisées. Aujourd'hui, le phénomène moléculaire a repris à une bien plus grande échelle que celui qui avait débuté en 1923 et il va de pair avec un regroupement des forces révolutionnaires autour de notre parti, ce qui nous assure qu'une nouvelle crise du genre Matteotti pourra difficilement se clore par un 3 Janvier [613]. Ces phases que traverse l'Italie, sous une forme que j'appellerais classique et exemplaire, nous les retrouvons dans presque tous les pays que nous avons appelés « pays périphériques » du capitalisme. La phase italienne actuelle, c'est-à-dire un regroupement à gauche des classes moyennes, nous la retrouvons en Espagne, au Portugal, en Pologne, dans les Balkans. Il n'y a que deux pays, la Tchécoslovaquie et la France, où le bloc de gauche apparaisse stable, fait qui mériterait, selon moi, d'être particulièrement étudié. De ces observations, qui bien évidemment devront être perfectionnées et exposées plus systématiquement, je crois qu'on peut conclure ceci : nous entrons réellement dans une phase nouvelle du développement de la crise capitaliste. Cette phase se présente sous des formes distinctes dans les pays de la périphérie capitaliste et dans les pays a capitalisme avancé. Entre ces deux séries d'États, la Tchécoslovaquie et la France représentent les deux anneaux qui servent de jonction. Dans les pays périphériques se pose le problème de la phase que j'ai appelée intermédiaire entre la préparation politique et la préparation technique de la

[613] Allusion au discours par lequel Mussolini avait mis fin à la crise ouverte par l'assassinat de Matteotti et marqué l'avènement d'un régime qu'il allait définir peu après comme « totalitaire ».

révolution. Dans les autres pays, France et Tchécoslovaquie comprises, il me semble que le problème est encore celui de la préparation politique. Pour tous les pays capitalistes se pose un problème fondamental, celui du passage de la tactique du front unique, entendu au sens général, à une tactique déterminée qui se pose les problèmes concrets de la vie nationale et agisse sur la base des forces populaires telles qu'elles sont historiquement déterminées.

Techniquement, il s'agit du problème des mots d'ordre et également de celui des formes d'organisation. Si je n'avais une certaine crainte d'entendre crier à l'« ordinovisme », je dirais qu'un des problèmes les plus importants qui se posent aujourd'hui tout particulièrement dans les grands pays capitalistes est le problème des conseils d'usine et du contrôle ouvrier, comme base d'un regroupement nouveau de la classe prolétarienne qui permette de mieux lutter contre la bureaucratie syndicale et d'encadrer les masses énormes qui sont inorganisées et cela non seulement en France, mais aussi en Allemagne et en Angleterre. Pour l'Angleterre, il me semble que, de toute façon, le problème du regroupement des forces prolétariennes peut être posé sur le terrain syndical lui-même. Notre Parti anglais doit avoir un programme de réorganisation démocratique des trade-unions. C'est seulement dans la mesure où les syndicats locaux anglais se coordonneront comme nos Bourses du travail et donneront aux Bourses du travail des pouvoirs adéquats qu'il sera possible :

1° de libérer les ouvriers anglais de l'influence de la bureaucratie syndicale ;

2° de réduire l'influence exercée dans le Labour Party par le parti de MacDonald (I.L.P.) qui précisément fonctionne aujourd'hui comme force centralisatrice locale dans la pulvérisation syndicale ;

3° de créer un terrain sur lequel les éléments organisés de notre parti pourront exercer une influence directe sur la masse ouvrière anglaise. Je pense que si notre Parti parvenait à amener les trade-unions à se réorganiser de cette façon, cela aurait autant de signification et d'importance qu'une véritable germination de soviets. Ce serait d'ailleurs dans la ligne de la tradition historique de la classe ouvrière anglaise, du chartisme aux comités d'action de 1919.

4° *Le* second problème fondamental posé par la grève générale anglaise est celui du Comité anglo-russe. Je pense qu'en dépit de l'indécision, de la faiblesse et, si l'on veut, de la trahison de la gauche anglaise pendant la grève générale, le Comité anglo-russe doit être maintenu parce que c'est le meilleur terrain pour révolutionner non seulement le monde syndical anglais, mais aussi les syndicats d'Amsterdam. S'il devait y avoir rupture entre les communistes et la gauche anglaise, ce serait dans un seul cas : si l'Angleterre était à la veille de la révolution prolétarienne et que notre Parti fût assez fort pour diriger tout seul l'insurrection.

N.B.- Ces notes ont été écrites dans le seul but de préparer le travail du Comité directeur. Elles sont bien loin d'être définitives et ne représentent qu'un canevas pour une première discussion.

Rinascita, XXIV, 15, 14 avril 1967.

STUPIDITÉS

En Russie soviétique, lorsqu'un camarade fait une conférence ou présente un rapport sur une question déterminée, il est de coutume qu'à la fin de l'exposé l'auditoire transmette à

l'orateur un ensemble de billets contenant des demandes d'éclaircissement, des objections, des questions.

Lorsque l'orateur est un camarade responsable et que les questions abordées sont importantes, des centaines de billets s'accumulent sur la table de l'orateur et, puisque le temps manque pour répondre immédiatement à cette masse de questions, la coutume veut que l'orateur réponde par un article dans la presse ou, si la chose en vaut la peine, une série d'articles.

C'est ainsi que sont nées *Questions et réponses* du camarade Staline [614].

Le camarade Staline a présenté un rapport devant l'Université Sverdlov. On lui a posé ensuite une série de questions importantes. Il a répondu dans la presse de manière approfondie et, comme ses réponses portaient sur des problèmes d'actualité et sur des questions importantes, on a repris le tout sous forme de brochure. Cette brochure simple et claire, née au cœur d'un débat réel, est diffusée dans l'Internationale.

Les rédacteurs de *La Voce repubblicana* trouvent dans notre journal une publicité pour cette brochure. Cieux, ouvrez-vous !

Voici la mentalité communiste, ecclésiastique, dogmatique, catéchiste. La vérité, ce sont les chefs qui la connaissent. Ce sont des oracles : on ne discute pas ce qu'ils disent. On se contente d'apprendre. Questions et réponses, donc. C'est logique. Nous dirions presque : c'est fasciste.

Qui a créé la terre ? Et l'on répond : c'est Dieu. Ailleurs, on va demander : qui est la cause de tous les maux de ce monde ? Et l'on répondra : c'est la bourgeoisie. Il manque, dans tout cela, ce qui caractérise la civilisation occidentale : le doute, la recherche tourmentée de la certitude, etc. [615].

Après quoi il est évident que les rédacteurs de *La Voce repubblicana* sont des imbéciles ; ce qu'on voulait démontrer.

Sans signature, *L'Unità,* 19 septembre 1926.

LE FRONT UNIQUE MONDO – TRIBUNA

À PROPOS DES CAPACITÉS D'ORGANISATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE [616]

---

[614] *Domande e risposte,* S.E.U.M. (Società Editrice Unità Milano), 1926. Cf. Staline « *Questions et réponses,* Paris, Librairie de L'Humanité (Petite bibliothèque communiste), 1925, 61 p. (et Paris, Nouveau Bureau d'Édition, 1975, 47 p.). Ainsi que Gramsci l'indique peu après, il s'agit du texte remanié d'une conférence prononcée le 9 juin 192 5 devant l'Université Sverdlov.

[615] « Catechismo comunista »*, La Voce repubblicana,* 18 septembre 1926. La publicité pour la brochure de Staline avait paru dans *L'Unità* du 4 septembre 1926.

[616] Tout au long de l'été 1926, comme dans les autres pays d'Europe la presse italienne consacra plusieurs articles à la double crise soviétique : crise de pouvoir, à laquelle allait mettre fin l'élimination de la Nouvelle Opposition rassemblée autour de Trotski et de Zinoviev ; crise, surtout, de 1'« accumulation socialiste primitive », telle qu'elle transparaissait à travers les déclarations de certains dirigeants soviétiques comme F. E. Dzerjinski et A. I. Rykov. C'est ainsi que, le 17 septembre, *La Tribuna* publia, sous le titre « Il “regime d'economia ” e gli operai », le compte rendu d'un discours de Rykov aux ouvriers d'une usine d'Alexeiev, dans lequel le président du conseil des commissaires du peuple soulignait les retards de 1'industrialisation soviétique. Intervenant dans le débat, Gramsci avait défini, dès le 2 juin, ce qui allait être un des thèmes centraux de sa polémique contre les critiques de la réalité soviétique : les capacités d'autogestion de la classe ouvrière. « L'occupation des usines - écrivait-il en effet- a mis en lumière chez les ouvriers des facultés qui ont émerveillé la bourgeoisie » (« I diversivi della *Tribuna », L'Unità,* 2 juin 1926, in *La* costruzione *del Partito comunista*, *1923-1926,* pp. 313-315). Et encore, le 25 septembre : « L'expérience russe, comme celle des autres pays et, en particulier, de l'Italie (occupation des usines), a démontré que la classe ouvrière est capable, organiquement et en tant que masse, de gérer la production » (« Il fronte unico *Mondo-Tribuna* - Lo schiavismo della *Tribuna* », *L'Unità, 25* septembre 1926, *op. cit.,* pp. 338-341).

Six ans ont passé depuis septembre 1920. Entre-temps, bien des choses ont changé au sein de ces masses ouvrières qui occupèrent en septembre 1920 les usines de l'industrie métallurgique. Une partie importante des ouvriers les plus actifs et les plus combatifs qui, en ces années de luttes héroïques, représentaient l'avant-garde de la classe laborieuse, sont hors d'Italie. Marqués d'une triple croix sur les listes noires, après avoir subi des mois et des mois de chômage, après avoir tenté de toutes les façons (en changeant de métier, en s'isolant dans de petites usines, etc.) de rester sur le sol de la patrie pour poursuivre le travail révolutionnaire, pour renouer jour après jour les liens que, jour après jour, la réaction détruisait, après des sacrifices inouïs, ils ont été contraints d'émigrer. Six ans, c'est long ; une nouvelle génération a déjà fait son entrée dans ces usines ; en 1920, ces ouvriers étaient encore des adolescents ou des enfants, et leur participation à la vie publique consistait tout au plus à jouer dans les rues à la guerre civile entre Armée rouge et armée polonaise, et à se refuser, même pour jouer, à faire le Polonais. Toutefois les masses n'ont pas oublié l'occupation des usines et pas seulement la masse ouvrière, mais aussi les masses paysannes. Elle a été une répétition générale pour la classe révolutionnaire italienn qui a prouvé, en tant que classe, qu'elle avait atteint sa maturité, qu'elle était capable d'initiative, qu'elle possédait une richesse inestimable d'énergies en matière de création et d'organisation ; si le mouvement a échoué, on ne peut en attribuer la responsabilité à la classe ouvrière en tant que telle, mais bien au Parti socialiste qui a manqué à ses devoirs, qui était incapable et inepte, qui était à la remorque de la classe ouvrière et non à sa tête.

L'occupation des usines est encore à l'ordre du jour dans les conversations et dans les discussions qui se déroulent à la base entre les éléments d'avant-garde et des éléments moins éclairés et plus passifs ou entre ces mêmes éléments d'avant-garde et les ennemis de classe. Récemment, au cours d'une réunion de paysans et d'artisans d'un village méridional, tous sympathisants de notre Parti, à la suite d'un bref rapport sur la situation actuelle, l'assistance a posé deux types de questions :

l° Que se passe-t-il en Russie ? Comment les municipalités sont-elles organisées en Russie ? Comment parvient-on à mettre d'accord ouvriers et paysans, vu que les premiers veulent acheter les vivres à bas prix, et que les seconds veulent les vendre convenablement ? Les officiers de l'Armée rouge et les employés de l'État des Soviets ressemblent-ils aux officiers, et aux employés de notre pays ? Font-ils partie d'une autre classe ou sont-ils des ouvriers et des paysans?

2° Expliquez-nous pourquoi nous autres ouvriers (celui qui parlait était un artisan, un maréchal-ferrant), nous avons abandonné les usines que nous avions occupées en septembre 1920. Les bourgeois nous disent toujours : « Aviez-vous, oui ou non, occupé les usines ? Pourquoi donc les avez-vous abandonnées ? À coup sûr, c'est parce que sans le “capital ”, on ne peut rien faire. Vous aviez renvoyé les capitalistes, alors vous n'avez plus eu de “ capital ” et vous avez fait faillite. » Expliquez-nous donc le problème afin que nous sachions répondre ; nous savons que les bourgeois ont tort, mais nous ne savons pas exprimer nos raisons et nous devons souvent rester bouche close.

Entièrement consacré à ce problème de l'autogestion ouvrière, le présent article appartient à une série de cinq textes publiés, les 24, 25 et 26 septembre et les 1er et 14 octobre, sous le titre commun « Il fronte unico *Mondo-Tribuna* ». Le 22 septembre, en effet, Gramsci, qui avait jusqu'alors critiqué tour à tour, mais toujours séparément, les « diatribes anti-communistes » de *La Tribuna* (le *2* juin et le 18 septembre) et du *Mondo* (les 7, 10 et 17 septembre), soulignait la convergence des thèses développées, quant à I'U.R.S.S., par les deux organes bourgeois (« Vecchiume imbellettato », *L'Unità, 22* septembre 1926, *op. cit.,* pp. 331-335). L'amalgame de positions aussi antagonistes que celles de la *Tribuna* national-fasciste et du libéralisme de l'organe de l'Aventin allait ainsi replacer cette « défense de l'U.R.S.S. » dans le cadre de la polémique contre « le semi-fascisme d'Amendola, Sturzo et Turati » (« La crise italienne », 1er septembre 1924 - ci-dessus, p. 140) et lui conférer une nouvelle dimension.

Le rayonnement révolutionnaire de l'occupation des usines a été énorme, tant en Italie qu'à l'étranger. Pourquoi ?

Parce que les masses laborieuses y ont vu une réédition de la Révolution russe dans un pays occidental, dans un pays industriellement plus développé que la Russie, avec une classe ouvrière mieux organisée, techniquement plus instruite, industriellement plus homogène et cohérente que ne l'était le prolétariat russe en octobre 1917. Sommes-nous capables de gérer la production pour notre propre compte, selon nos intérêts, selon un plan établi par nous ? se demandaient les ouvriers. Sommes-nous vraiment en mesure de réorganiser la production de façon à conduire la société tout entière sur une nouvelle voie qui débouche sur l'abolition des classes et l'égalité économique ? La tentative a été positive dans les limites où elle s'est produite et s'est développée, dans les limites où l'expérience a pu se réaliser, dans le domaine des problèmes qui ont été posés et résolus.

L'expérience se limita, en général, aux rapports à l'intérieur des usines. Les contacts entre usines furent très réduits sur le plan industriel ; ils ne se produisirent que pour les problèmes de défense militaire et même dans ce cas, ils furent plutôt empiriques et superficiels.

Les aspects positifs de l'occupation des usines peuvent être brièvement résumés ainsi :

1° Capacité d'autogouvernement de la masse ouvrière. Dans son activité normale, en tant que masse, la classe ouvrière apparaît généralement comme une masse de manœuvre passive. Dans les agitations, dans les grèves, etc., on demande à la masse d'avoir les qualités suivantes : solidarité, discipline dans l'organisation, confiance dans les dirigeants, esprit de résistance et de sacrifice. Mais la masse est statique ; c'est comme un corps immense surmonté d'une toute petite tête.

L'occupation des usines exigea une multiplicité inouïe d'éléments actifs, dirigeants. Chaque usine dut constituer son propre gouvernement, qui fut investi tout à la fois de l'autorité politique et de l'autorité industrielle. Peu de techniciens et d'employés restèrent à leur poste ; la majorité d'entre eux déserta les usines. Les ouvriers durent donc choisir dans leurs rangs des techniciens et des employés, des chefs d'atelier, des chefs d'équipe, des comptables, etc. Ils s'acquittèrent brillamment de leur tâche. Lorsque les anciens dirigeants reprirent leurs fonctions, ils n'eurent aucune difficulté administrative à surmonter, quoique le personnel technique et administratif ait été extrêmement réduit et composé d'ouvriers « grossiers et ignorants », les fonctions normales de l'entreprise avaient été assurées jour après jour.

2° Capacité de la masse ouvrière à maintenir et à élever le niveau de production du régime capitaliste. Voici ce qui s'est passé : bien que le personnel ait diminué - ne serait-ce qu'un pourcentage infime des ouvriers déserta la production, un certain pourcentage se consacra à la défense des usines et un certain pourcentage travaillait à produire des objets qui, pour être très utiles au prolétariat, n'étaient pas précisément d'un usage courant [617] -, bien que la majorité des techniciens et des employés aient abandonné le travail et aient dû être remplacés par des ouvriers, en dépit de tout cela la production ne baissa pas et souvent même dépassa son niveau antérieur. Aux usines FIAT, on produisit davantage d'automobiles qu'avant l'occupation[618], et les voitures « ouvrières » que la FIAT

[617] Entendez : des armes offensives et défensives, des voitures blindées, etc.

[618] Sur ce point, cf., déjà, « Gestion capitaliste et gestion ouvrière », 17 septembre 1921, in *Écrits politiques,* II, pp. 164-166.

prolétarienne exposait chaque jour en public ne furent pas une des moindres raisons des indéniables sympathies dont l'occupation jouissait auprès des grandes masses de la ville de Turin, y compris dans les rangs des intellectuels et même parmi les petits commerçants (qui acceptaient comme du bon argent les « bons » ouvriers).

3° Capacité illimitée d'initiative et de création des masses laborieuses. Pour traiter ce point à fond il faudrait un volume entier. L'initiative se développe dans toutes les directions. Dans le domaine industriel, parce qu'il fallait résoudre des problèmes techniques, d'organisation et de production industrielle. Dans le domaine militaire, pour saisir les moindres possibilités de se doter d'instruments de défense. Dans le domaine artistique, elle se manifesta, le dimanche, par la capacité de distraire les masses avec des représentations théâtrales ou autres, où tout était inventé par les ouvriers, la mise en scène comme la réalisation. Il faut avoir vu de vieux ouvriers qui semblaient brisés par des dizaines et des dizaines d'années d'oppression et d'exploitation, se redresser, même physiquement, pendant la période de l'occupation, déployer une activité fantastique, suggérant, aidant, toujours actifs jour et nuit ; il faut avoir vu cela et d'autres choses encore pour comprendre combien les forces latentes des masses sont illimitées, et comment elles se révèlent et se développent impétueusement, dès que s'enracine, la conviction que l'on est maître et souverain de son propre destin.

En tant que classe, les ouvriers italiens qui occupèrent les usines se montrèrent à la hauteur de leurs devoirs et de leurs tâches. Tous les problèmes que leur ont posés les nécessités du mouvement, ils les ont brillamment résolus. S'ils ne purent résoudre les problèmes de l'approvisionnement et des transports, c'est parce que les chemins de fer et la flotte ne furent pas occupés. S'ils ne purent résoudre les problèmes financiers, c'est parce que les instituts de crédit et les agences commerciales ne furent pas occupés. S'ils ne purent résoudre les grands problèmes nationaux et internationaux, c'est parce qu'ils ne s'emparèrent pas du pouvoir d'État. Ces problèmes-là, ce sont le Parti socialiste et les syndicats qui auraient dû les affronter - au contraire, ils ont capitulé honteusement, en proclamant l'immaturité des masses, en réalité, ce n'était pas la classe, c'étaient les dirigeants qui étaient sans maturité et incapables. C'est pour ça qu'a eu lieu la scission de Livourne et que s'est créé un nouveau parti, le Parti communiste.

Note no 1. *La Tribuna* trouve que notre façon de lire est *subjective.* Sur les questions de méthode, le rédacteur de *La Tribuna* peut donner la main à celui du *Mondo* qui a trouvé, moyen, malgré le rapprochement intellectuel avec Adriano Tilgher, de mettre sur le tapis Einstein et le relativisme [619]. En suivant la méthode « objective » de *La Tribuna,* les hommes seraient encore figés dans l'idée que la terre est immobile et que le soleil tourne autour d'elle. Nous pensons que le rédacteur de *La Tribuna* confond « subjectivisme » et banale « intelligence ».

Note no 2. Un rédacteur de *Regime fascista* [620] est intervenu dans la discussion sur la capacité organique de la classe ouvrière, avec pour seul résultat de démontrer qu'il ignore jusqu'à la nomenclature politique de la Russie des Soviets. Il paraît que le rédacteur de *Regime*

[619] Adriano Tilgher appartenait à l'Union nationale d'Amendola et collaborait à la presse de l'opposition libérale *(Il Mondo, La Rivoluzione liberale).* Philosophe, et auteur, en particulier, d'un ouvrage sur Fichte, écrivain brillant, touche-à-tout de talent, il venait de se signaler par un pamphlet extrêmement violent contre Gentile *(La spaccio del bestione trionfante. Stroncatura di Giovanni Gentile. Un libro per filosofi e non filosofi,*Turin. 1925). Son refus de l'idéalisme et de l'historicisme néo-hégéliens l'avait amené à une sorte de scepticisme relativiste *(Relativisti contemporanei,* Rome, 1922) dont la mode s'était emparé.

[620] Publié à Crémone depuis *1925, Regime fascista* avait succédé à *Cremona Nuova,* organe de Roberto Farinacci et du fascisme intransigeant. Paolo Pantaleoo en était le vice-directeur. Il devait publier par la suite un ouvrage à la gloire du fascisme local *(Il fascismo cremonese,* Cremona 1931.

fascista est un certain père Pantaleo, qui a jeté son froc aux orties. C'est une chos remarquable que le nombre et la qualité de ces prêtres et de ces moines défroqués qui nourrissent chez nous la campagne anti-ouvrière et antibolchevique, sous la bannière de la religion et du catholicisme, alors qu'ils sont à tout le moins excommuniés : Romolo Murri, qui rédige la colonne politique du *Resto del Carlino,* don Preziosi de *La Vita italiana* et du *Mezzogiorno,* Aurelio Palmieri, ex-jésuite, qui sert de persil pour assaisonner tous les ragoûts antisoviétiques, et ce père Pantaleo de *Regime fascista* enfin [621].

Sans signature, *L'Unità,* 1er octobre 1926.

LA CONCENTRATION RÉPUBLICAINE ET NOUS [622]

Dans l'article que nous avons abondamment cité hier, *La Voce repubblicana* voudrait nous convaincre de substituer ses schémas fossilisés à notre analyse de la situation italienne et à nos perspectives[623]. Voici quel est le schéma de *La Voce :* la « concentration républicaine » devrait être considérée par les communistes comme un élément favorable à leur propre jeu *(sic)* parce qu'elle contient en puissance de quoi rompre l'équilibre actuel et donner à la lutte politique un rythme rapide et plein de possibilités. En somme, voici ce que nous devrions penser : avant la révolution d'octobre, il y a eu la révolution de février, avant Lénine, il y a eu Kerenski ; courage, communistes conscients, mettons-nous à la recherche du Kerenski italien ! Qui sera-t-il, qui ne

---

[621] Romolo Murri (1870-1944) avait été le principal inspirateur du modernisme italien. Ordonné prêtre en 1893, il publia dès 1899 le premier programme de la Démocratie-chrétienne et fonda en 1904 la « Lega democratica nazionale ». Après sa rupture avec l'Église (il fut suspendu *a divinis* en 1907 et ses œuvres furent mises à l'Index), il se fit élire député avec l'appui des radicaux. Interventionniste en 1914, après la guerre il se rapprocha du fascisme. Giovanni Preziosi (1881-1945) provenait, lui aussi, des rangs du modernisme. Rompant avec l'Église, il fonda en 1913 *La vita italiana all'estero,* devenue ensuite *La vita italiana* (1915). Interventionniste, puis fasciste, célèbre par son sens de l'intrigue, il s'illustra surtout par ses attaques contre la franc-maçonnerie et ses campagnes antisémites (il publia, en particulier, en 1921 la première traduction italienne des *Protocoles des Sages de Sion).* Collaborateur du *Giornale d'Italia,* de 1923 à 1929, il dirigea le journal napolitain *Il Mezzogiorno.* Ministre d'État de la République sociale italienne, il se suicida après la chute du fascisme (cf. R. De Felice,« Giovanni Preziosi e le origini del fascismo (1917-1931) », *Rivista storica del socialismo,* V, 17, septembre-décembre 1962, pp. 493-555). Outre son œuvre proprement littéraire, Aurelio Palmieri avait publié des traductions du polonais (Mickiewicz), des études de philologie *(Nomenclator litterarius théologiae orthodoxae Russiae ac Graeciae recentiones,* Sumptibus Academiae Velehradensis, 1911) et un ouvrage sur *La geografia politica della Russia sovietista* (Rome, 1926).

[622] Soutenu à la fois par les réformistes, les maximalistes et les républicains, l'effort pour susciter un nouveau rassemblement antifasciste autour du programme républicain répondait en fait à deux objectifs. À court terme, il s'agissait, après l'échec et la dislocation de l'Aventin, de redonner vie à l'opposition antifasciste et, pour ce faire, de prendre d'abord acte de la faillite des espoirs que certains, tel Amendola, avaient placés dans la monarchie, considérée jusqu'alors comme la garante de ces libertés fondamentales que définissait le Statut de Charles-Albert. Le mot d'ordre de « république » représentait ici un programme minimal dans lequel pouvait se reconnaître la gauche de ce qui avait été l'Aventin. Chez les réformistes, en particulier, s'était fait jour un courant favorable à la transformation du Parti socialiste unitaire en Parti socialiste républicain. La conférence du P.S.U. d'octobre 1926 allait ainsi se prononcer en faveur d'un rapprochement avec les républicains, proposer un accord au Parti sarde d'action et envisager même la réunification avec le P.S.I. Le projet de « concentration républicaine » débouchait donc sur un objectif à plus long terme : cette unité socialiste qu'allait réaliser quatre ans plus tard le Congrès de Paris des 20-21 juillet 1930 et à laquelle œuvrait déjà la revue de Pietro Nenni et Carlo Rosselli, *Quarto Stato.*

[623] Dès le mois de juin 1925, le P.C. d'I. avait adressé une lettre ouverte à certaines organisations -républicains, réformistes, maximalistes et Parti sarde d'action - pour leur proposer de lutter ensemble pour la constitution d'une « assemblée républicaine sur la base des Comités ouvriers et paysans ». Quelques mois plus tard, au cours de sa réunion des 9-10 novembre 1925, le Comité central s'était en outre prononcé contre « toute formation centriste » (« Résolutions du C.C. du Parti communiste italien sur les tâches immédiates du P.C.I. », *La Correspondance Internationale,* V,*118*, 2 décembre 1925). Aux propositions de « concentration républicaine » avancées par *La Voce repubblicana* et *Quarto Stato, L'Unità* du 9 octobre 1926 opposa donc le projet d'« assemblée républicaine » de 1925. *La Voce* dénonça le « schématisme » du propos dans un article (« Schemi comunisti ». 11 octobre 1926) auquel *L'Unità* avait commencé de répondre la veille (« Concentrazione repubblicana o blocco proletario ? », 12 octobre 1926).

sera-t-il pas ? C'est tout trouvé : ce sera Arturo Labriola [624], le théoricien de la « concentration républicaine » !

Eh bien, tout ce raisonnement de *La Voce* nous semble extrêmement puéril. Nous, communistes, nous n'avons aucun « jeu » à faire, nous, communistes, nous ne voulons pas « jouer » avec l'histoire, nous voulons être très sérieux et nous n'avons aucun schéma préétabli à appliquer ; même pas le schéma russe. Nous avons des principes, une doctrine, des buts concrets à réaliser. C'est seulement en liaison avec nos principes, notre doctrine et nos objectifs que nous établissons notre ligne politique réelle. Notre « Machiavel » à nous, ce sont les œuvres de Marx et Lénine et non le comité de rédaction de *La Voce repubblicana* et Arturo Labriola, qui, d'ailleurs, parviennent tout juste à se donner des airs de messire Niccolò Machiavel tel qu'il apparaît dans les vers fameux :

Derrière le tombeau de Machiavel
Gît le squelette de Stenterello

Pour nous, la façon dont s'établissent nos rapports avec la concentration républicaine est suffisamment claire. Dans la société italienne qui a atteint le maximum de développement capitaliste qu'elle pouvait historiquement atteindre étant donné les conditions de lieu et de temps, une seule classe est révolutionnaire au sens plein et permanent du terme, et c'est le prolétariat industriel. Mais son développement particulier, les conditions nationales particulières du développement du capitalisme font que la société italienne a conservé bien des vieilleries du passé, toute une série d'institutions et de rapports politiques qui pèsent sur la situation et viennent en brouiller les traits essentiels. Dans d'autres pays aussi, où les forces capitalistes sont bien plus développées qu'en Italie, subsistent des institutions et des rapports politiques périmés. En Angleterre, il y a une monarchie, bien que 85 % de la population soit industrielle ; en Angleterre, l'Église est une institution très puissante, même si, formellement, elle n'est pas aussi centralisée que le Vatican ; en Angleterre, la Chambre haute joue un rôle de premier plan, en particulier lorsque le Parti conservateur n'a pas la majorité à la Chambre des députés. Allons-nous pour autant dire que l'Angleterre est un pays arriéré, pré-capitaliste et semi-féodal ? Et encore : en Angleterre, bien qu'il y ait la monarchie, il n'y a pas de parti républicain, ce qui veut dire qu'il est faux que le parti républicain existe et se développe nécessairement dans la mesure où existe une monarchie, dans la mesure où il existe une classe et d'importants groupes sociaux pour lesquels l'idéologie républicaine est celle qui convient le mieux à la défense de leurs positions et de leurs intérêts de classe ou de groupe.

Toutefois, nous reconnaissons que, dans le cas de l'Italie, le poids spécifique des « vieilleries » dont on vient de parler est plus grand que dans d'autres pays ; c'est précisément pourquoi il y a dans la situation générale mondiale, une situation italienne spécifique, c'est-à-dire une situation qui a des caractères particuliers déterminés ; pour parler comme M. de La Palice, nous dirons que c'est le gouvernement fasciste qui est au pouvoir et non le gouvernement de Baldwin ou celui de Poincaré. Le problème, alors, est le suivant : Comment devons-nous apprécier le poids spécifique des « vieilleries » particulières à l'Italie ? Elles existent, elles doivent être dépassées. Là-dessus, nous sommes d'accord. Mais représentent-elles l'essentiel de

[624] Soucieux peut-être - ainsi que le suggère Dora Marucco - de ne pas être victime du système électoral mis en place par Acerbo, Arturo Labriola, faisant fi de ses origines syndicalistes, avait fini par rallier le Parti socialiste unitaire. Réélu député en 1924, à l'intérieur du P.S.U. il s'était fait le porte-parole du courant favorable à l'unité socialiste et au rapprochement avec les républicains. Depuis le mois d'avril 1926, il collaborait régulièrement à *La Voce repubblicana* où il faisait campagne en faveur de la « concentration républicaine » ; et il collaborait occasionnellement à *Quarto Stato.* Cf. D. Marucco, *Arturo Labrioa e il sindacalismo rivoluzionario in Italia,* Turin, 1970, pp. 289 et suiv.

l'œuvre historique de toute une époque, de toute une génération, si ce n'est de plusieurs ? Représentent-elles le point principal de l'ordre du jour que l'histoire nous impose implacablement de réaliser jusqu'au bout ? Ou bien ne sont-elles au contraire que des détails, des aspects secondaires de notre dure tâche historique ? Tel est le problème qui se pose. Pour nous, le contenu de l'œuvre historique qui s'impose aux générations actuelles est la réalisation du socialisme. Sur la route laborieuse et difficile qui y conduit, nous trouvons des cadavres à enterrer, des vieilleries à balayer ; nous devons le faire et nous le ferons parce que c'est nécessaire ; mais s'il y a un cadavre que nous avons l'impérieux devoir d'enterrer, c'est celui du capitalisme, et il y a une voie que nous devons ouvrir, c'est celle qui conduit au socialisme ; notre devoir spécifique est celui-là et pas un autre ; tout en parcourant cette voie, nous nous acquitterons des tâches secondaires, des travaux de détail.

Dans la situation italienne, la concentration républicaine est l'expression de ces phénomènes secondaires et de ces points de détail : nous reconnaissons l'existence et le poids relatif des problèmes qu'elle pose ; c'est pourquoi nous nous occupons de la concentration, nous discutons avec ses représentants, c'est pourquoi nous avons cherché, et chercherons très probablement encore, à nous allier avec elle. Mais, tout en prenant en considération les côtés historiquement positifs de ce courant politique, nous ne pouvons et nous ne devons pas nous cacher, ni cacher au prolétariat, ses côtés négatifs. Deux classes s'affrontent aujourd'hui : le prolétariat et la bourgeoisie, la situation actuelle est déterminée par la lutte fondamentale de ces deux classes. Mais aucune de ces deux classes n'est isolée : chacune d'elles a des alliés réels et des alliés virtuels ; la bourgeoisie a le dessus parce qu'elle est aidée par ses alliés, parce qu'elle dispose d'un système de forces contrôlées et dirigées par elle ; le prolétariat lutte aussi pour arracher ses alliés à la bourgeoisie et en faire ses propres forces auxiliaires. La concentration républicaine est l'expression politique de cette oscillation des forces intermédiaires, de ce déséquilibre latent des forces qui décideront du sort du duel historique entre les classes fondamentales. Si ces forces se déplacent en masse, s'il s'opère un glissement des classes intermédiaires en direction de la concentration républicaine, la bourgeoisie en tant que « classe » adoptera immédiatement les mêmes positions : elle ne voudra pas se retrouver isolée et, consciente que seul un tel déplacement lui permettra de conserver ses positions essentielles, du jour au lendemain elle deviendra républicaine. *La Voce* est d'une naïveté touchante lorsqu'elle se réclame des positions des groupes de gauche de la bourgeoisie antifasciste (populaires et démocrates légalitaires). Si, dans l'Allemagne d'aujourd'hui, le président de la République s'appelle Hindenburg et le chef du gouvernement est le Docteur Marx, du centre catholique, il est fort probable qu'en octobre 1918, ni l'un ni l'autre ne pensait encore pouvoir être le chef de l'État et le chef du gouvernement d'une République allemande.

Pourquoi (et c'est là le point essentiel) et quand pourrait se produire ce glissement des couches moyennes ? Dans un seul cas, en fait : s'il y avait un réveil menaçant des forces révolutionnaires du prolétariat, si le capitalisme se montrait incapable de satisfaire plus avant aux nécessités essentielles de la vie nationale. Mais nous croyons que c'est précisément à ce moment-là que le prolétariat devra être uni politiquement et idéologiquement en tant que classe afin de pouvoir résoudre ses problèmes essentiels, en liaison, bien entendu, avec la solution des autres problèmes nationaux qui touchent les classes et les groupes sociaux qui lutteront à ses côtés.

Voilà : nous travaillons pour que le prolétariat soit la classe dirigeante de la société italienne rénovée. La concentration républicaine travaille pour subordonner le prolétariat à d'autres formes sociales, qui, pratiquement, ne peuvent être que le capitalisme, puisque seule une de ces deux classes peut gouverner le pays. Sur ce terrain-là, aucun machiavélisme, qu'il sorte d'un

vieux ou d'un nouveau moule, ne réussira à troubler la clarté des rapports que le fascisme a brutalement posés. Une seule concentration républicaine pourrait avoir aujourd'hui en Italie une perspective de succès « permanent », et historiquement solide : celle qui serait essentiellement axée autour du prolétariat. Notre parti a vu le problème dans toute son ampleur dès juin 1925, et ce n'est pas l'effet du hasard si les « concentrationnistes » actuels se sont contentés de marquer le pas.

Sans signature, *L'Unità,* 13 octobre 1926.

Appendice

LE PARLEMENTARISME ET LE FASCISME EN ITALIE

À la fin d'une législature - Giolitti, Bonomi, Facta, Mussolini - La Chambre à plat ventre devant le dictateur - L'incident Bombacci.

Un décret royal, qui a mis fin à la session parlementaire ouverte au mois de mai 1921, a été promulgué le 10 décembre. On ne sait pas encore si la clôture de la session signifie également la clôture de la période législative. Cela dépendra moins de la situation politique en général que de la situation dans le Parti fasciste.

Au moment où nous écrivons, dans tous les fasci locaux ont lieu, sous le contrôle des préfets et la surveillance directe des carabiniers, les élections des nouveaux directoires du Parti [625]. Si les élections ont, comme il est probable, vu les mesures préventives du gouvernement et du Comité central provisoire du Parti fasciste, pour résultat la victoire du mussolinisme, les élections législatives se feront au printemps prochain. Si le gouvernement a la certitude de pouvoir constituer les listes relativement homogènes de candidats fascistes, et de faire élire une majorité, de laquelle il n'aura pas à craindre, une fois les élections faites, des situations trop imprévues, il lui sera plus facile de réduire l'opposition au minimum et d'obtenir un vote populaire éclatant, en faveur des nouveaux maîtres du pays. Le gouvernement prend déjà des mesures pour que la volonté du peuple puisse s'exprimer sur des bases élargies ; il a, pour commencer, supprimé le peu de presse légale qui restait au Parti communiste.

La Chambre italienne actuelle a vu la liquidation progressive de tous les partis traditionnels de la grande et de la petite bourgeoisie. La législature qui finit s'est ouverte sous le gouvernement Giolitti, qui peu après, avec le brillant concours de D'Aragona, de Turati et de Modigliani, réussit à faire restituer aux capitalistes les usines occupées par les ouvriers des métaux. À ses débuts, la Chambre ne comptait qu'un petit groupe d'une trentaine de fascistes ; dans un de ses derniers votes elle s'est montrée disposée à renouveler les pleins pouvoirs à Mussolini, et cela avec une majorité écrasante dans laquelle entraient jusqu'aux voix de la fraction parlementaire du Parti populaire.

Jamais, dans aucun des États bourgeois, on n'a vu assemblée législative tomber si bas. Née pour étouffer sous une avalanche de bulletins de vote la guerre civile qui, en mai 1921, se déclenchait dans toute l'Italie, avec une extrême violence, cette Chambre n'a servi qu'à démontrer l'incapacité absolue de la démocratie en présence du fascisme qu'elle n'a même pas

---

[625] La nouvelle loi électorale du 15 juillet 1923 - on l'a vu. *supra* p. 123, n. 1 - visait à assurer une base légale au régime né du coup d'État. Le 7 mars, Mussolini avait en effet déclaré : « Je veux gouverner, si possible, avec l'appui du plus grand nombre de citoyens. » Il s'agissait donc désormais de gagner l'adhésion du pays, non au P.N.F. ou au fascisme, mais au gouvernement de Mussolini, au fascisme de Mussolini ou au « mussolinisme ». De mouvement « révolutionnaire » ou « subversif », le fascisme devait se convertir en expression des modérés ou des « majorités silencieuses ». Il fallait rompre avec l'indiscipline, l'illégalisme et la violence qui avaient préparé et suivi la « marche sur Rome », et, comme le soulignaient, avec Massimo Rocca, les « révisionnistes » du fascisme, revenir à la légalité, assurer la primauté des « politiques » sur les *squadristi.* Déjà, après l'exclusion des francs-maçons (13 février) et la fusion avec les nationalistes (26 février), on avait tenté une première épuration à l'intérieur du P.N.F. qui, avec ses 800 000 adhérents, était devenu pléthorique (il y eut plus de 40 000 exclusions à Rome et dans le seul Latium), mais en vain. Mussolini mit donc à profit le conflit opposant « révisionnistes » et « fascistes de la première heure » pour reprendre en main le Parti. Au cours de sa réunion des 22-23 octobre, le Grand Conseil décida que le P.N.F. serait réorganisé de haut en bas : un directoire provisoire de cinq membres en assurerait la direction pendant les trois mois à venir, lesquels devraient être employés par les fédérations provinciales à désigner leurs secrétaires.

pu empêcher de donner, à un coup de force accompli avec l'aide des éléments de droite, les apparences de la légalité.

À vrai dire, on doit reconnaître rétrospectivement que les trois gouvernements qui ont précédé l'avènement du fascisme au pouvoir avaient la bonne intention d'entraver le développement du mouvement fasciste et de rétablir une certaine légalité démocratique. Giolitti espéra traiter le mal fasciste par la même méthode homéopathique qui lui avait réussi, en septembre 1920, vis-à-vis des ouvriers. Après avoir aisément séparé D'Annunzio du fascio, il pensa venir à bout de ce dernier en menaçant Mussolini de révélations sensationnelles [626]. Malgré son décret de juillet 1921, qui éleva jusqu'aux limites de l'absurde les tarifs douaniers prohibitifs accordant aux capitalistes et aux agrariens un beau maximum de concessions, Giolitti fut obligé de se retirer par la volonté irréductible de la droite réactionnaire.

Le cabinet Bonomi, qui lui succéda, parut encore plus décidé : à Sarzana les carabiniers, à Modène la garde royale mitraillèrent quelques douzaines de fascistes qui avaient essayé de se substituer aux autorités légales. Mais, devant l'offensive immédiate de la réaction qui amena le suicide du général Ameglio, chef de la garde royale [627], le gouvernement Bonomi, se voyant privé de tous les moyens ne pouvant même plus employer la force armée régulière pour la protection de la sécurité personnelle des députés antifascistes, en fut réduit à créer, en sous-main, avec le concours des partisans de Nitti et des réformistes du groupe Modigliani, une organisation armée de type fasciste, celle des « arditi du peuple[628] ».

Et le cabinet Bonomi tomba également, ayant seulement, par ses demi-mesures, réussi à rendre plus hardie la poussée fasciste.

Le troisième cabinet, celui de Facta, vint couronner l'œuvre de ses deux prédécesseurs. Facta, petit avocat de province, Giolitti, politicien insignifiant, devaient masquer les grandes manœuvres stratégiques de la démocratie, défendue par un groupe assez fort d'industriels et de banquiers de l'Italie du Nord, en vue d'étouffer, au besoin à l'aide de l'armée, le fascisme. Mais il était évidemment trop tard, les forces dont disposait la démocratie étaient trop insuffisantes. Vers le milieu de 1922, le gouvernement Facta tenta de diminuer les effectifs des carabiniers - qui se trouvaient placés sous le contrôle direct du ministre de la Guerre, l'agrarien fasciste prince de Scalea, - pour en faire passer la moitié, 30 000 environ, à la garde royale, subordonnée à la direction générale de [la] police alors entre les mains des giolittiens. Vers le milieu d'octobre le chef de l'état-major, le général Badoglio, croyait encore pouvoir affirmer que le fascisme pouvait être liquidé en quinze jours avec les moyens ordinaires de la police et de l'armée [629].

Les journaux annoncèrent, pour le 4 novembre (1922), un grand discours de Gabriele D'Annunzio à Rome, dont on se disait qu'il allait déterminer, parallèlement à l'action des

---

626 Gramsci fait probablement allusion aux rumeurs prétendant que Mussolini aurait été acheté par Giolitti à l'époque du traité de Rapallo ; cf. *Écrits politiques*, II. p. 59, n. 2.

627 Après avoir participé à la campagne d'Érythrée, à la guerre des Boxers et à la conquête de la Tripolitaine, le général Giovanni Ameglio (1851-1921) fut nommé successivement gouverneur de la Cyrénaïque, puis de la Tripolitaine. À partir du mois de juillet 1920, il assura le Commandement général de la Guardia Regia. Si l'on en croit ce qu'écrira ultérieurement Gramsci dans ses Cahiers de prison, il se serait suicidé « après une altercation publique avec le général Tettoni, chargé d'une inspection administrative sur la gestion de la Cyrénaïque » (« *Intellettuali italiani* », Cahier I (XVI). 1929-1930, p. 76).

628 Cf. *Écrits politiques*, II, p. 136 n. 1.

629 Au début du mois d'octobre 1922, on apprit que Badoglio aurait déclaré : « Au premier coup de feu, tout le fascisme s'écroulera. » Mais, devant les réactions alarmées de Mussolini et des fascistes (cf. *Il Popolo d'Italia*, 11 octobre 1922), le général fit publier un communiqué démentant les propos qui lui avaient été attribués.

généraux giolittiens, un « mouvement de foule ». Mais les fascistes étaient à même de parer au double point de vue politique et militaire le coup préparé. Ils réussirent à tromper jusqu'à Giolitti, auquel ils laissaient croire que la crise imminente pouvait être conjurée par une solution parlementaire, il fut question de constituer un nouveau gouvernement dans lequel ne devaient entrer que trois ou quatre fascistes. Ils réussirent également à intimider le roi, à le séparer de Facta et de Giolitti et, profitant de la confusion provoquée par ces manœuvres politiques, firent, le 29 octobre, marcher leurs troupes sur la capitale.

La majorité parlementaire qui avait été favorable à la politique des giolittiens contre le fascisme et même, à la rigueur, à la formation d'un gouvernement de gauche. Ouvertement et décidément antifasciste, tomba subitement à genoux devant la trique de Mussolini. Elle lui accorda les pleins pouvoirs qu'il avait pris, elle n'eut pas le moindre geste de protestation contre les méthodes d'intimidation et de vendetta personnelles du nouveau gouvernement, elle encaissa sans broncher les insultes des triomphateurs. Ces excès atteignaient leur apogée par la mise à sac de la maison de Nitti et par la tentative de meurtre commise contre lui à la veille du renouvellement des pleins pouvoirs à Mussolini.

Cette situation au Parlement italien a naturellement eu diverses répercussions sur la petite fraction révolutionnaire de la Chambre. Les mesures prises par le Comité exécutif du Parti communiste contre le camarade Bombacci [630]* sont, à cet effet, très significatives. Bombacci a cru devoir tenir à l'égard du gouvernement fasciste, à l'occasion de la discussion sur les rapports commerciaux entre l'Italie et la Russie, un langage banalement courtois et digne d'un politicien de petite envergure. Et pourtant la situation dictait clairement, à tout représentant du prolétariat révolutionnaire, son attitude. Après une année et demie de tergiversations, le gouvernement Italien s'est décidé à soumettre à la Chambre un projet d'accord commercial avec la Russie qui, bien qu'il constitue un grand progrès sur le projet précédent ne comporte pas encore la reconnaissance *de jure* de la République des Soviets - bien que le Conseil des Commissaires du Peuple ait refusé de ratifier le traité précédent. Précisément parce qu'il ne comportait pas la reconnaissance *de jure.* Le gouvernement fasciste, entrant dans cette nouvelle phase des négociations, a obéi à la pression exercée par les capitalistes italiens qui, en présence de l'effondrement imminent du capitalisme allemand, voyaient l'équilibre de la situation économique européenne menacé et voyaient surgir des dangers économiques et politiques nouveaux du côté de la France. La politique française tendait, en effet, à imposer à l'Italie une sorte de vassalité. Les négociations de l'Italie avec la Russie sont, pour le moment, inspirées bien plus par le désir d'exercer une pression sur la France et l'Angleterre que par une réelle volonté de relations commerciales avec la République des Soviets.

Le terrain était donc extrêmement favorable pour une offensive communiste qui devait faire ressortir d'une façon précise :

1° La facilité de la politique extérieure du gouvernement fasciste qui, étroitement lié à la France, avait contribué à amener la catastrophe économique de l'Allemagne et, par conséquent, l'asservissement de l'Italie à la France.

2° La politique différente poursuivie par la Confédération générale de l'Industrie italienne contre le gouvernement fasciste et la façon dont celui-ci fut obligé d'accepter les points de vue des industriels.

[630] * L'Exécutif du Parti a retiré à Bombacci son mandat de député. *(N. d. R.* de *La Correspondance Internationale.)*

3° Les fonctions anti-impérialistes de la République des Soviets et la nécessité, pour les nations économiquement faibles désireuses de sauvegarder leur indépendance de trouver un terrain de collaboration économique et politique avec l'Union des Soviets.

Les capitalistes, s'exprimant par l'organe de l'honorable Olivetti, secrétaire général de la Confédération de l'Industrie, soutenaient que les négociations nouvelles avec la Russie n'ont abouti aux résultats actuels que parce qu'en Russie le capitalisme est « pleinement rétabli », parce que les bolcheviks prouvent eux-mêmes que la civilisation moderne signifiait et ne peut que signifier : régime capitaliste.

Le camarade Bombacci, au lieu d'apporter dans la discussion la fierté et la dignité du prolétariat international qui a vaincu en Russie et y tient fermement le pouvoir, laissant vivoter à sa convenance des formes d'économie privée qui ne représentent qu'une infime partie de l'économie nationale, abaissa le ton jusqu'à flatter la révolution fasciste et la folle des grandeurs de Mussolini par des lieux communs d'une banalité attristante. Déjà, rappelons-le, dès le commencement de la participation à la vie parlementaire de la fraction fasciste, les ouvriers avaient vu avec douleur et stupeur que Bombacci ne savait entretenir avec ces hommes, dont les mains étaient encore souillées de sang prolétarien., d'autres rapports que ceux d'une déplorable cordialité confraternelle.

La politesse amicale dont usait Bombacci à l'égard de ses « collègues » fascistes a été largement exploitée par les journaux opportunistes dans leurs polémiques contre notre parti. Dans une récente réunion fasciste, le secrétaire général du fascio Giunta, parlant de la « curieuse attitude » de Bombacci, est allé jusqu'à proposer, d'un ton mi-plaisant, d'accorder à Bombaccci la carte d'adhérent au Parti de Mussolini.

Le Parti communiste italien devait mettre un terme à cet indécent spectacle, provoqué par la faiblesse et l'incapacité politiques d'un camarade envoyé à la Chambre par l'héroïque prolétariat de Trieste pour y faire du parlementarisme révolutionnaire...

(Signé G. Masci, *La Correspondance Internationale*, III, 47, 28 décembre 1923)

L'ÉCHEC DU SYNDICALISME FASCISTE [631]

Le fascio l'a officiellement constaté le 19 décembre - Situation différente des travailleurs des campagnes et des travailleurs des villes, vis-à-vis du fascisme - Une campagne démagogique démasquée.

À une conférence des chefs de l'industrie italienne et des principaux dirigeants du syndicalisme fasciste tenue le 19 décembre, à Rome, sous les auspices et en présence du

[631] Le présent article fit l'objet d'une polémique entre Gramsci et les dirigeants de la C.G.L., qui y virent une illustration supplémentaire de la mauvaise foi communiste » (Bluffsmo e malafede comunista ». *Avanti !*, 13- 14 janvier 1924, p. 4.). Constatant qu'une bonne part de la querelle tenait à la mauvaise qualité de la version française de son texte, Gramsci mit à profit sa réponse au quotidien socialiste pour procéder à certaines corrections (que l'on trouvera ici entre crochets) et pour rappeler, de manière plus générale, que c'était l'édition allemande de l'*Inprekorr* qui constituait l'édition originale de cette publication de l'Internationale communiste (cf. G. Masci [A. Gramsci], « Discutiamo, se vi pare », *Più avanti !*, II. 5, 2 février 1924 ; repris in *Lo Stato Operaio*, II, 2, 17 février 1924 ; aujourd'hui in A. Gramsci, *Per la verità,Scritti 1913-1926*, a cura di R. Martinelli. Rome, 1974, pp. 273-279). Tout comme nous l'« avons déjà fait in *Écrits politiques*, II, pp. 212-217, il ne nous en a pas moins paru intéressant de donner, à travers les articles de *La Correspondance Internationale* rassemblés ici, une image du Gramsci qu'a pu connaître, en son temps, le lecteur de langue française.

Président du conseil Mussolini [632], il a été formellement reconnu que le programme et les méthodes du fascisme, dans le domaine syndical, ont fait complètement faillite.

On se rappelle les tentatives acharnées du fascisme, avant et après son avènement au pouvoir, de créer un mouvement syndical à son service. On se rappelle également que ces tentatives, pour avoir donné des résultats relativement favorables parmi les travailleurs des campagnes, ont complètement échoué en ce qui concerne les ouvriers industriels. Il a été facile aux fascistes, vu les conditions de vie et de travail des paysans pauvres et des journaliers, dispersés dans les villages et seulement unis par de faibles liens syndicaux, de détruire les organisations socialistes des travailleurs agricoles et de contraindre, par la terreur et le boycottage économique, les masses laborieuses de la campagne d'entrer dans les corporations fascistes.

Les choses ont pris une tout autre tournure chez les ouvriers industriels, à l'exception toutefois des cheminots, exposés aux mesures coercitives de l'État, sur les têtes desquels la menace de la révocation est toujours suspendue et des travailleurs des ports possédant déjà une organisation d'un esprit foncièrement corporatif et dépendant, dans son action, de la situation du trafic maritime, du mouvement des ports italiens qui accusent des degrés inégaux de prospérité, en relation directe avec le bilan des exportations et des importations et les grands achats périodiques de blé, de charbon et de café.

Dans les grandes villes industrielles, les fascistes ont seulement réussi à rassembler des groupes épars, presque toujours constitués de chômeurs et d'éléments criminels auxquels la carte d'adhérent au fascio assurait l'impunité des actes de sabotage, des vols commis à l'atelier et des actes de violence contre les chefs d'équipe. Il restait donc nécessaire à la politique fasciste de conquérir les masses prolétariennes.

Le gouvernement fasciste ne peut se maintenir au pouvoir que tant qu'il rend la vie impossible à toutes les organisations non fascistes. Mussolini a fondé son pouvoir sur l'appui de couches profondes de la petite bourgeoisie qui, n'ayant aucune fonction dans la production et ignorant, en conséquence, les antagonismes et les contradictions résultant du régime capitaliste, croyaient fermement la lutte des classes une invention diabolique des socialistes et des communistes. Toute la conception « hiérarchique » du fascisme résulte de cet esprit petit-bourgeois. De là le concept de la société moderne formée d'une série de petites corporations organisées sous le contrôle de l'élite fasciste, dans lequel se trouvent concentrés tous les préjugés et tous les penchants utopistes de l'idéologie petite-bourgeoise. De là la nécessité de créer un syndicalisme « intégral », revu du syndicalisme démocratique chrétien où l'idée de la nation, élevée à la divinité, est substituée à l'idée religieuse.

Seulement, ce beau programme a été répudié par les industriels. Ils se sont refusés à donner leur adhésion aux corporations nationales fascistes, bref à se soumettre au contrôle des Rossoni et Cie [633]. Les fascistes, répondant au refus des industriels, se sont livrés, il y a quelques mois,

---

[632] Il s'agit du Pacte de Palazzo Chigi (19 décembre 1923), signé par les dirigeants de la Confindustria et les représentants des syndicats fascistes. C'est là la première tentative de mise en place du système corporatif fasciste : « La Confédération de l'Industrie et la Confédération des Corporations fascistes intensifieront leur action en vue d'organiser respectivement les industriels et les travailleurs dans le ferme propos d'une collaboration mutuelle » (cité in G. Bourgin, L'État corporatif en Italie, Paris, 1935, p. 43).

[633] Fondateur de la Confédération nationale des corporations syndicales (Bologne, 24-25 janvier 1922), Edmondo Rossoni rêvait de « syndicalisme intégral », soit d'une association complète du capital et du travail. Constatant que le Pacte de Palazzo Chigi sanctionnait en fait la séparation entre capital et travail, il alla jusqu'à accuser les industriels d'entretenir consciemment la lutte des classes : « Si la bourgeoisie accepte la séparation des classes, elle

à une propagande démagogique de grand style, allant jusqu'à inciter les ouvriers des métaux et du textile à préparer la grève générale. Cette campagne contre les industriels a atteint son point culminant après la visite de Mussolini à l'usine Fiat, à Turin, à l'occasion de l'anniversaire de la marche fasciste sur Rome. Les ouvriers de la Fiat, assemblés au nombre de 6-7000, pour entendre parler Mussolini, dans une cour de l'usine, firent au chef fasciste un accueil nettement hostile [634](2). Les fascistes accusèrent alors les industriels de Turin d'entretenir l'esprit antifasciste dans les masses, de préférer négocier avec les syndicats réformistes, de renvoyer des ateliers les ouvriers fascistes, d'empêcher par-là les corporations nationales de se développer, etc. Ils allèrent jusqu'à se livrer, dans un café, à des violences personnelles contre le chef de la maison Fiat, le sénateur Jean Agnelli [635].

La situation est devenue grave et pour les industriels et pour le gouvernement. Le comité syndical du Parti communiste est intervenu dans la lutte en invitant les masses ouvrières à participer à la lutte contre les industriels, bien qu'elle fût déclenchée sur 1'initiative fasciste, et à élargir le mouvement. Mais l'action fut subitement interrompue sur l'ordre des dirigeants du fascio, sur quoi eut lieu la réunion du 19 décembre. Dans le discours qu'il a prononcé à cette conférence, Mussolini a reconnu l'impossibilité de réunir, dans un même syndicat, ouvriers et patrons. Le « syndicalisme intégral » ne peut, d'après Mussolini, s'appliquer que dans le domaine agricole. Les fascistes doivent respecter l'indépendance des organisations industrielles en s'efforçant d'empêcher les conflits de classes de se produire. Le sens de ce discours est clair. Les fascistes renoncent non seulement à l'apparence d'une lutte contre les industriels, mais même à leur tentative de concilier, par leur arbitrage et sous leur contrôle, les intérêts de classes ; ils ne se donnent plus pour tâche que d'organiser les ouvriers... pour les livrer pieds et poings liés aux capitalistes.

C'est le commencement de la fin du syndicalisme fasciste. Tout de suite après la conférence, de nombreux propriétaires fonciers ont élevé de vives protestations contre le traitement différent que le fascisme fait à l'industrie et à l'agriculture. Ils ont dénoncé les violences des

---

ne doit pas se plaindre s'il y a lutte de classes » (*Le idee della ricostruzione, Discorsi sul sindacalismo fascista*, Florence, 1923, p. 33).

634 « M. Mussolini est passé ce matin à la FIAT entre deux rangées d'environ trois mille ouvriers chacune, sans que s'élève un salut, un applaudissement ou un vivat ! (...) Il a parlé deux ou trois minutes, applaudi quelquefois, mais sans aucune chaleur, par les cinq ou six cents invités qui étaient sous sa tribune, mais la grande masse des ouvriers est restée impassible, comme absente » (« Mussolini alla FIAT », *Avanti !*, 26 octobre 1923, in Filippo Acciarini, *Autobiografia di un socialista*, Rome, 1970, p. 63).

635 Dans les mois qui suivirent la « marche sur Rome », il fut très vite clair que le syndicalisme fasciste ne parvenait pas à « mordre » sur le prolétariat industriel. Les élections pour les commissions administratives des usines FIAT (31 mars 1923), Lancia et Spa (14 avril), vinrent le confirmer une fois de plus. On assista donc à une surenchère des syndicats fascistes, qui, soucieux de faire la preuve de leur combativité, déclenchèrent alors une série de grèves (la plus fameuse fut celle de Monfalcone) et, à Turin même, s'engagèrent, selon les termes d'un télégramme du préfet à Mussolini, dans une lutte à outrance « contre la ploutocratie industrielle, entendez Agnelli » (26 juin 1923, cité *in* Mario Abrate, *La lotta sindacale nella industrializzazione in Italia, 1906-1926*, Milan, 1967, p. 384). Cette agitation ne pouvait qu'alarmer Mussolini qui redoutait soit d'être débordé, voire supplanté, par les « syndicalistes intégraux » de Rossoni, soit de voir se reconstituer, face à ce dernier, la vieille alliance des années de Giolitti entre les industriels et les organisations réformistes. Déjà, le 23 mars 1923, le Grand Conseil fasciste avait condamné certains « enthousiasmes », des amis de Rossoni et s'était proclamé « hostile à tout monopole syndical ». Le 26 juillet 1923, les deux principaux dirigeants de la Confindustria, Cino Olivetti et Stefano Benni, furent donc invités à participer à une réunion du Grand Conseil : il fut décidé d'un commun accord que des contacts permanents seraient établis entre les industriels et les corporations et, dans l'attente de la signature du Pacte de Plazzo Chigi, l'agitation parut vouloir s'apaiser. Elle reprit pourtant, avec une violence accrue, après la visite de Mussolini à Turin (25 et 26 octobre 1923) : dans les premiers jours de novembre, en accord avec la section locale du P. N.F., les syndicats fascistes de Turin organisèrent une série de meetings consacrés à dénoncer le sabotage du programme fasciste de la part des industriels et, plus particulièrement, la politique de licenciements pratiquée par la FIAT. Le directeur de celle-ci, Giovanni Agnelli, dut même faire appel au témoignage de ses ouvriers pour démontrer que tout allait pour le mieux dans ses usines (cf. M. Abrat, *op. cit.*, pp. 387-388).

organisations syndicales fascistes commises contre les propriétaires afin de les contraindre à respecter des contrats de travail déclarés naturellement par ces derniers absurdes et contraires à l'intérêt national ; ils exigèrent la reconstruction de la Confédération fédérale* de l'agriculture, absorbée par la corporation fasciste.

À Parme, les conflits entre fascistes et agrariens ont déjà provoqué toute une série d'incidents. À Reggio Emilia, le député Corgini, ancien sous-secrétaire d'État au gouvernement de Mussolini, a été expulsé par les fascistes.

On voit par-là [il faut noter] le succès complet de la tactique adoptée par notre parti pour démasquer devant les masses les dirigeants [syndicaux] fascistes [636], qui n'étaient point avares de gestes grandiloquents contre les industriels. Les fascistes ont certes encore la satisfaction de voir assister à leurs réunions des milliers d'ouvriers ; mais on a réussi à les mettre au pied du mur ; à leur faire renier leurs propres revendications ; à les discréditer devant les éléments même les plus arriérés des masses laborieuses. Si cette tactique se généralise et s'étend également aux campagnes, la désagrégation du fascisme en sera hâtée, de même que la réorganisation des forces révolutionnaires.

Cette tactique, il est vrai, rencontre des adversaires dans la personne des socialistes réformistes et maximalistes, installés à la direction des Centrales des syndicats légaux, maîtres aussi d'ailleurs des seuls journaux prolétariens qui se publient encore en Italie. Socialistes et maximalistes démontrent ainsi une fois de plus qu'ils ne veulent pas combattre réellement le fascisme. Certes, ils courraient un grand danger, s'ils prétendaient affronter le fascisme [Certes, on court de nombreux dangers, si l'on veut affronter le fascisme] pour lui contester au sein de ses propres organisations le contrôle et la direction des masses. Est-ce une raison suffisante pour se dérober ? D'autre part, il est certain que de larges masses non seulement d'ouvriers agricoles, mais aussi d'ouvriers d'usines n'ayant aucun autre moyen de lutter contre la bourgeoisie, se laisseraient entraîner par la démagogie fasciste, espérant ainsi faire rendre gorge aux patrons. L'intransigeance des réformistes et des maximalistes ne porte pas, à la vérité, contre le fascisme, mais contre la partie la plus pauvre et la plus arriérée du prolétariat. Pour comble, cette intransigeance manque de logique et n'admet que trop de concessions pratiques aux détenteurs fascistes du pouvoir.

(Signé G. Masci, *La Correspondance Internationale*, IV, 1, 3 janvier 1924)

ITALIE ET YOUGOSLAVIE

Les raisons d'un rapprochement - L'orientation de l'Italie sera probablement contraire aux intérêts anglais.

---

[636] Ici, exception faite de l'omission de l'adjectif « syndicaux », l'erreur que rectifie Gramsci est moins le fait des rédacteurs de La Correspondance Internationale que du journaliste anonyme de l'*Avanti !* qui a lu « dirigenti federali » à la place de « dirigenti fiascisti » et « compris » ainsi le texte de Gramsci : « démasquer devant les masses les dirigeants fédéraux [c'està-dire les dirigeants de la Confédération, de la C.G.L.] ». *Lapsus* d'autant plus curieux que l'on dénonce, quelques lignes plus loin, la présomption de ces communistes qui « se réservent le mérite d'avoir, grâce à leur tactique, démasqué devant les masses l'escroquerie et l'incapacité du *syndicalisme intégral* », une telle « erreur » illustre assez l'état des rapports et des polémiques entre les communistes et les autres partis ouvriers pendant cette période.

Le traité d'amitié conclu entre l'Italie et la Yougoslavie [637], qui liquide la question de Fiume et ouvre une ère nouvelle dans les relations des deux pays, est principalement déterminé par trois causes :

1° L'approche de la campagne électorale en Italie. Le gouvernement fasciste entend ravir à l'opposition [constitutionnelle] un de ses principaux atouts. L'opposition s'affirme surtout, dans les milieux bourgeois, en soulignant le fiasco complet de la politique étrangère du *fascio* dont le seul résultat a été l'isolement de l'Italie [en Europe].

2° La formation d'un gouvernement Venizélos en Grèce. [Le gouvernement] Mussolini s'est convaincu [a dû se convaincre] qu'on ne peut pas courir deux lièvres à la fois. Venizélos est l'homme politique qui, depuis le traité de Versailles, a contrecarré le plus [et mis en échec] les desseins d'expansion de l'impérialisme italien[638]. Dans son conflit avec la Yougoslavie, l'Italie avait les traités contre elle. Dans son conflit avec la Grèce, l'Italie a les traités pour elle. L'entente réalisée avec [*sic*] les gouvernements de Rome et de Belgrade attestent leur intention de respecter le statu quo établi. À toutes ces causes s'ajoute la politique de la France vis-à-vis de la Petite-Entente. Si, comme le laissaient croire les apparences il y a peu de semaines, le litige de Fiume s'était aggravé, la France créait du côté de la Petite-Entente un danger à l'Italie.

3° Le nouveau plan de politique étrangère qui, jusqu'à 1922, fuit personnel à Mussolini et devient maintenant celui du gouvernement italien. À ce plan se rapportent les tractations hispano-italiennes, la politique de rapprochement avec les Soviets, le conflit entre l'Italie (faiblement soutenue par l'Espagne) et l'Angleterre et la France, à propos de Tanger [639]. Le prélude de cette nouvelle politique fut l'occupation de Corfou, qui eût été, autrement, une réaction bien exagérée au meurtre du général Tellini [640].

---

[637] 1. Faisant table rase des accords de Rapallo (12 novembre 1920) et de Santa Margherita (23 octobre 1922), le traité italo-yougoslave du 27 janvier 1924 attribua la ville de Fiume à l'Italie, la Yougoslavie recevant Porto Baros et le Delta. Les signataires s'engagèrent en outre à ne pas intervenir dans les affaires albanaises.

[638] 2. Les rapports italo-grecs étaient empoisonnés par la question du Dodécanèse, archipel dont la population était principalement grecque et que l'Italie occupait depuis la guerre de Tripolitaine de 1911-1912 : à cette époque-là, en effet, le Dodécanèse appartenait encore à l'Empire ottoman. Le Pacte de Londres de 1915 s'engagea à reconnaître la souveraineté italienne sur l'archipel ; mais le 19 septembre 1919, un accord Tittoni-Venizélos prévit d'attribuer le Dodécanèse à la Grèce, dont les troupes venaient de débarquer à Smyrne (15 mai 1919) et qu'il s'agissait d'encourager dans son intervention en Anatolie. Il n'en fut évidemment plus question après la victoire turque de Dumlupinar (26 août 1922). Le Traité de Lausanne du 24 juillet 1923 confirma donc la souveraineté italienne sur le Dodécanèse. Signataire du traité, la Grèce s'interdisait bien entendu d'en contester la validité. Mais, un mois plus tard, l'affaire de Corfou allait ouvrir une nouvelle crise dans les rapports italo-grecs.

[639] 1. La ville de Tanger était administrée par une commission internationale rassemblant des représentants anglais, français et espagnols. Les Italiens avaient renoncé à y participer depuis 1900, époque à laquelle la France s'était engagée à laisser les mains libres à l'Italie en Tripolitaine, moyennant la non-intervention de l'Italie dans les affaires du Maroc - ce qui n'avait d'ailleurs pas empêché l'Italie de participer à la Conférence d'Algésiras de 1905. Souci de rehausser son prestige ou volonté de contrôler la porte du *mare nostrum,* Mussolini s'était promis de faire admettre l'Italie dans la commission de Tanger : la participation italienne à la conférence d'Algésiras ne rendait-elle pas caducs les accords de 1900 ? Une conférence chargée de régler la question de Tanger était précisément prévue pour le 18 décembre 1923. Mussolini mit donc à profit la visite à Rome des souverains espagnols pour tenter de circonvenir le nouveau ministre d'Alphonse XIII, Primo de Rivera. Mais les démarches - timides - de ce dernier se heurtèrent au veto de Poincaré, peu désireux de voir se définir, contre la France, un accord italo-espagnol. La question de la participation italienne à la commission de Tanger allait ainsi rester pendante jusqu'en 1928.

[640] 2. Le 27 août 1923, à Janina, en territoire grec, la mission du général Tellini chargée, par la Conférence des ambassadeurs, de délimiter la frontière gréco-albanaise périt dans une embuscade tendue par des inconnus. Dès le lendemain, Mussolini fit adresser un ultimatum à la Grèce exigeant pêle-mêle des excuses et une réparation de 50 millions de lires, une messe solennelle à la mémoire des victimes, l'ouverture d'une enquête avec la participation d'officiers italiens et la promesse que les coupables seraient condamnés à mort. Ultimatum inacceptable... Le 31 août, la flotte italienne stationnée à Tarente, dont on sait aujourd'hui qu'elle se tenait prête à appareiller depuis le début du mois d'août, bombarda la vieille citadelle de Corfou et occupa l'île. Il ne s'agissait officiellement que de

La conviction personnelle de Mussolini a toujours été que l'Italie, au lieu de s'hypnotiser sur Fiume et la Dalmatie, ce qui compromettrait sa sécurité dans l'Adriatique, devait assurer cette sécurité par des concessions à la Yougoslavie qui lui laisseraient, en outre, les mains libres [pour une entreprise d'envergure] dans l'Orient méditerranéen. (À cet égard, il s'est rapproché davantage de la politique du *Corriere della Sera,* de *La Stampa* et de la tendance Nitti que de celle de la grande majorité des fascistes et surtout des nationalistes tard venus au *fascio*.)

La question dalmate était en fait liquidée depuis le jour où le triomphe des partis réactionnaires en Yougoslavie et la répression du mouvement paysan dans les *latifundia* des gros propriétaires italiens de la région avaient procuré à ces derniers l'assurance que leurs droits ne seraient pas sacrifiés aux paysans croates.

La situation en Dalmatie est assez analogue à celle de la Galicie et des pays Baltes. Les propriétaires fonciers [qui habitent les villes] et les fermiers [la masse des paysans qui travaillent le sol] sont de nationalités différentes. Au premier discours du trône, prononcé à Belgrade après le retour de la dynastie, l'expropriation des propriétaires italiens des latifundia de Dalmatie, la libération des paysans [croates] du joug féodal et le partage des terres furent annoncés. Tout a changé aujourd'hui. L'an dernier, les troupes italiennes qui occupaient certaines zones du pays les ont évacuées sans qu'il n'arrivât rien de fâcheux aux propriétaires. La campagne de presse commencée contre eux par les agrariens a cessé ; le traité italo-yougoslave récemment conclu stabilise la situation.

Le traité italo-yougoslave est-il dirigé contre les intérêts britanniques ou contre les intérêts français ? À cette question posée aujourd'hui par une partie de la presse, les faits répondront par la suite [le développement ultérieur du nouveau cours de la politique extérieure italienne apportera une réponse]. Un examen objectif de la situation et la connaissance des opinions soutenues par Mussolini au cours de sa carrière de journaliste fasciste nous autorisent à croire que la politique italienne deviendra de plus en plus anglophobe, tout en observant les apparences d'un équilibre entre la France et la Grande-Bretagne. il faut aussi tenir compte que le Parti fasciste, [en tant que] masse petite-bourgeoise nationaliste, influence la politique [extérieure] gouvernementale. Les fascistes voudraient inaugurer une politique de complète indépendance vis-à-vis des grandes puissances qui prétendent dominer le monde [se disputent la domination du monde]. La débilité économique de l'Italie oblige néanmoins à des compromis entre les déclarations prodiguées dans la propagande intérieure et l'action pratique. Aussi la politique extérieure du *fascio* restera-t-elle à base de bluff et encline aux aventures.

(Signé, G. Masci, *La Correspondance Internationale,* IV, 7, 30 janvier 1924)

LE VATICAN [641]

---

faire pression sur la Grèce, mais tout concourt à démontrer que Mussolini, mettant à profit l'absence de la France, engagée alors dans l'occupation de la Ruhr, tentait là un coup de poker : l'île de Corfou ne représentait-elle pas la clef d'une mer, l'Adriatique, dont nationalistes et fascistes avaient toujours rêvé de faire une mer intérieure ? Le 1er septembre, cependant, la S.D.N. condamna l'intervention italienne, la Conférence des ambassadeurs proposant de reprendre à son compte, en tant qu'organisme international, certaines des revendications de Mussolini. L'arrivée d'une flotte anglaise devant Corfou acheva de le décider : le 27 septembre, les troupes italiennes évacuèrent l'île, l'Italie se contentant d'une indemnité de 50 millions de lires.

[641] *Cet article tente un premier bilan de la crise ouverte entre le P.P.I. et le fascisme depuis le début de l'année 1923 (cf. Écrits politiques,* II, p. 226, n. 2). Après la démission forcée des ministres populaires, les rapports entre le P.P.I. et le gouvernement fasciste n'avaient pas cessé, en effet, de se dégrader. S'ils continuèrent d'accorder leur confiance au

Une formidable organisation réactionnaire - Son rôle dans la politique italienne - Monsignore Ratti devenu Sa Sainteté Pie XI est une Sainteté fasciste - Bénédictins, jésuites et autres abrutisseurs...

Le Vatican est saris doute la plus vaste et la plus puissante organisation privée qui ait jamais existé au monde. Il a, par certains aspects, le caractère d'un État, il est reconnu comme tel par nombre de gouvernements. Quoique le démembrement de la monarchie austro-hongroise ait considérablement diminué son influence, il n'en demeure pas moins une des forces politiques les plus efficientes de l'histoire moderne. La base d'organisation du Vatican est en Italie. C'est là que résident les organes dirigeants des organisations catholiques dont le réseau complexe s'étend sur une grande partie du globe.

L'appareil ecclésiastique du Vatican se, compose, en Italie, d'environ 200 000 personnes, ce chiffre est imposant, surtout si l'on pense qu'il comprend des milliers et des milliers de personnes, supérieures par leur intelligence, leur culture, leur habileté, consommée dans l'art de l'intrigue et dans la préparation et la conduite méthodique et silencieuse des desseins politiques. Beaucoup de ces hommes incarnent les plus vieilles traditions d'organisation de masses et de propagande que l'histoire connaisse. Le Vatican est, par conséquent, la plus grande force réactionnaire existant en Italie, force d'autant plus redoutable qu'elle est insidieuse et insaisissable. Le fascisme, avant de tenter son coup d'État, dut se mettre d'accord avec lui. On dit que le Vatican, quoique très intéressé à l'avènement du fascisme au pouvoir, a fait payer très convenablement l'appui qu'il allait donner au *fascio*. Le sauvetage de la Banque de Rome où étaient déposés tous les fonds ecclésiastiques a coûté, à ce qu'on dit, plus d'un milliard de lires au peuple italien[642].

Comme on parle souvent du Vatican et de son influence sans connaître exactement sa structure et sa force d'organisation réelle, il n'est pas sans intérêt d'en donner quelque idée précise. Le Vatican est un ennemi international du prolétariat révolutionnaire. Il est évident que le prolétariat italien devra résoudre en grande partie par ses propres moyens le problème de la papauté ; mais il est également évident qu'il n'y arrivera pas tout seul, sans le concours efficace du prolétariat international. L'organisation ecclésiastique du Vatican reflète bien son caractère international. Elle constitue la base du pouvoir de la papauté en Italie et dans le monde. En Italie, nous trouvons deux types d'organisation catholique différents :

---

gouvernement, dans le vote de la nouvelle loi électorale, les députés populaires s'abstinrent et exclurent même ceux d'entre eux qui avaient enfreint la discipline de vote (18 juillet 1923). Les fascistes ripostèrent en déclenchant au cours de l'été une offensive extrêmement violente contre les syndicats, les ligues et l'ensemble des organisations catholiques. (C'est au cours d'une de ces expéditions que les hommes de Balbo assassinèrent le 23 août 1923 un jeune prêtre des environs de Ferrare, Don Minzoni.) Désavoué officieusement par le Vatican, Don Sturzo dut abandonner la direction du P.P.I. (10 juillet 192 3) ; un an plus tard, cédant aux mêmes pressions, il « choisissait » de s'exiler. Il était clair que le Vatican avait décidé d'abandonner à son sort le P.P.I. devenu gênant pour remettre en œuvre l'organisation que Gramsci allait définir - dans ses *Cahiers de prison* - comme le seul et véritable parti de l'Église : l'Action catholique.

642 Le sauvetage financier du Banco di Roma fut décidé au cours d'un entretien secret qui réunit Mussolini et le cardinal Gasparri, secrétaire d'État du Vatican, autour du 20 janvier 1923. Selon l'économiste Salvatore La Francesca, il en coûta 1 104 millions de lires (1923) aux contribuables italiens (S. La Francesca, *La politica economica del fascismo,* Bari, 1972, p. 13), tandis que Giovanni Grilli parle de « 200 milliards de lires actuelles [1961] » (G. Grilli, *La finanza vaticana in Italia,* Rome, 1961, p. 56). Dans une brochure publiée en décembre 1923, *Un anno di dominazione fascista,* le député réformiste Giacomo Matteotti protesta contre ce détournement du bien public « à l'avantage d'entreprises privées, hors de tout contrôle public ou parlementaire » (*Giacomo Matteotti contro il fascismo,* Milan, 1954, p. 83).

1° l'organisation de masse, religieuse par excellence, officiellement basée sur la hiérarchie ecclésiastique ; c'est l'« Union populaire des catholiques italiens » ou, comme l'appellent communément les journaux, l'« Action catholique [643] » ;

2° un parti politique, le « Parti populaire italien », qui fut sur le point de soulever un grand conflit avec l'« Action catholique ». Il devenait en effet, de plus en plus, l'organisation du bas clergé et des paysans pauvres, tandis que l'« Action catholique » se trouve entre les mains de l'aristocratie, des grands propriétaires, et des autorités ecclésiastiques supérieures, réactionnaires et sympathiques au fascisme.

Le pape est le chef suprême tant de l'appareil ecclésiastique que de l'« Action catholique ». Cette dernière ne connaît ni congrès nationaux ni autres formes d'organisation démocratique. Elle ignore, du moins officiellement, tendances, fractions et courants d'idées différents. Elle est construite hiérarchiquement de la base au sommet. Par contre, le « Parti populaire » est officiellement indépendant des autorités cléricales, accueille dans ses rangs même des non-catholiques - tout en se donnant entre autres pour programme la défense de la religion -, subit toutes les vicissitudes auxquelles est soumis un parti de masse, a déjà connu plus d'une scission, est le théâtre de luttes de tendances acharnées qui reflètent les conflits de classes des masses rurales italiennes.

Pie XI, le pape actuel, est le 260e successeur de saint Pierre. Avant d'être élu pape, il avait été cardinal à Milan. Au point de vue politique, il appartenait à cette espèce de réactionnaires italiens qu'on connaît sous le nom de « modérés lombards » groupe composé d'aristocrates, de grands propriétaires et de gros industriels qui se placent plus à droite que le *Corriere della Sera.* Le pape actuel, quand il s'appelait encore Félicien * Ratti et qu'il était cardinal à Milan, manifesta maintes fois ses sympathies pour le fascisme et Mussolini. Les « modérés » milanais intervinrent auprès de Ratti, élu pape, pour assurer son appui au fascisme, au moment du coup d'État.

Au Vatican, le pape est secondé par le Sacré Collège, composé de 60 cardinaux, nommés par le pape et qui à leur tour désignent le pape chaque fois que le trône de saint Pierre devient vacant. De ces 60 cardinaux, 30 au moins sont toujours pris dans le clergé italien, pour assurer l'élection d'un pape de nationalité italienne. Après viennent les Espagnols avec 6 cardinaux, les Français qui en ont 5, etc. L'administration internationale de l'Église est confiée à un collège de patriarches et archevêques qui se partagent les différents rites nationaux reconnus officiellement. La cour pontificale rappelle l'organisation gouvernementale d'un grand État. Environ 200 fonctionnaires ecclésiastiques président les différents départements et sections ou font partie des diverses commissions, etc. La plus importante des sections, c'est, sans doute, le secrétariat d'État qui dirige les affaires politiques et diplomatiques du Vatican. À sa tête se trouve le cardinal Pierre Gasparri qui avait déjà exercé les fonctions de secrétaire d'état auprès de deux prédécesseurs de Pie XI. Le Parti populaire fut constitué sous sa haute production

[643] L'un des premiers objectifs de Pie XI après son élection fut la rénovation de l'Action catholique, appelée, selon lui, à se substituer au Parti populaire. Dès le 2 octobre 1922, comme le signale Salvemini, le cardinal Gasparri adressa deux circulaires aux évêques italiens : l'une, pour leur rappeler que le Vatican entendait demeurer « totalement étranger » aux activités du Parti populaire ; l'autre, pour leur expliquer que l'Action catholique constituait le lieu naturel de l'action des laïcs et que, sans jamais oublier « les intérêts surnaturels », elle pouvait être amenée à « descendre aussi dans l'arène économico-sociale, quitte à toucher aux questions politiques » (G. Salvemini, *Scritti sul fascismo,* I. Milan, 1963, pp. 600-601). L'année 1923 fut donc consacrée à réorganiser l'Action catholique (les nouveaux statuts furent adoptés en octobre 1923) et vit passer sous le contrôle de celle-ci les principales organisations catholiques.

[recte : protection][644]. C'est un homme puissant, très doué et, à ce qu'on dit, d'esprit démocratique. La vérité est qu'il a été en butte aux attaques furieuses des journaux fascistes qui ont même exigé sa démission. 26 États ont leurs représentants auprès du Vatican, qui à son tour, est représenté auprès de 37 États.

C'est en Italie et particulièrement à Rome que se trouve la direction centrale de 215 ordres religieux, dont 89 masculins et 126 féminins, dont un grand nombre existent depuis 1 000 et même 1 500 ans et qui possèdent des couvents et forment des congrégations dans tous les pays. Les bénédictins, par exemple, qui se sont spécialisés dans l'éducation, avaient dans leur ordre, en 1920, 7 100 moines, répartis dans 160 couvents, et 11 800 religieuses. L'ordre masculin est administré par un primat et compte les dignitaires suivants : un cardinal, 6 archevêques, 9 évêques et 121 prieurs. Les bénédictins entretiennent 800 églises et 170 écoles. Ce n'est qu'un des 215 ordres catholiques ! La Sainte Société de Jésus compte officiellement 17 540 membres dont 8 586 pères, 4 957 étudiants et 3 997 frères laïques. Les jésuites sont très puissants en Italie. Grâce à leurs intrigues, ils réussissent quelquefois à faire sentir leur influence jusque dans les rangs des partis prolétariens. Pendant la guerre, ils cherchèrent, par l'intermédiaire de François Ciccotti, alors correspondant de l'*Avanti !* à Rome, aujourd'hui partisan de Nitti, à obtenir de Serrati que l'*Avanti !* cessât sa campagne contre leur ordre qui s'était emparé de toutes les écoles privées de Turin.

À Rome réside encore la Congrégation de la Propagande de la Foi catholique qui, par ses missionnaires, cherche à propager le catholicisme dans tous les pays. Elle a à son service 16 000 hommes et 30 000 femmes missionnaires, 6 000 prêtres indigènes et 29 000 catéchistes, ceci seulement dans les pays non chrétiens. Elle entretient, en outre, 30 000 églises, 147 séminaires, avec 6 000 élèves, 24 000 écoles populaires, 409 hôpitaux, 1 183 dispensaires médicaux, 1 263 orphelinats et 63 imprimeries.

La grande institution mondiale l'« Apostolat de la Prière » est la création des Jésuites. Elle embrasse 26 millions d'adhérents, divisés en des groupes de 15 personnes avec à la tête chacun un « fervent » et une « fervente ». Elle édite une publication centrale périodique qui paraît en 51 éditions diverses et en 39 langues, dont 6 dialectes de l'Inde, un de Madagascar, etc., a 1 million et demi d'abonnés et est tirée à 10 millions d'exemplaires. L'« Apostolat de la Prière » est, sans doute, une des meilleures organisations de propagande religieuse. Ses méthodes seraient très intéressantes à étudier. Elle réussit par des moyens très simples à exercer une énorme influence sur les larges masses de la population rurale, excitant leur fanatisme religieux et leur suggérant la politique qui convient aux intérêts de l'Église. Une de ses publications, certainement la plus répandue, coûtait avant la guerre deux sous par an. C'était une petite feuille illustrée de caractère à la fois religieux et politique. Je me rappelle avoir lu en 1922, dans un numéro de cette feuille, le passage suivant : « Nous recommandons à tous nos lecteurs de prier pour les fabricants de sucre traîtreusement attaqués par les soi-disant antiprotectionnistes, c'est-à-dire les francs-maçons et les mécréants. » C'était l'époque où le parti démocrate en Italie menait une vive campagne contre le protectionnisme douanier, heurtant ainsi les intérêts des sucriers. Les propagandistes du libre-échange étaient, à cette époque, souvent attaqués par les paysans, inspirés par les jésuites de l'« Apostolat de la Prière ».

(Signé C. Masci, *La Correspondance Internationale*, IV, 17, 12 mars 1924)

---

[644] Dans une lettre à Carlo Santucci du 1er août 1928, le cardinal Gasparri écrira : « Mon jugement sur le *parti populaire* par rapport aux autres partis qui sévissaient alors en Italie, c'est-à-dire avant l'avènement du parti fasciste, était celui-ci : *c'est le moins pire de tous*, c'est-à-dire moins pire que le parti communiste, socialiste, radical, libéral » (G. De Rosa, *Filippo Meda e l'età liberale*, Florence, 1959, p. 226 - souligné dans l'original).

LES ÉLECTIONS ITALIENNES [645]

Résultats - La débilité du fascio et de l'opposition bourgeoise - La résistance ouvrière à Mussolini est la seule sérieuse - Le succès du Parti communiste - Les paysans.

Tous les partis italiens se déclarent satisfaits par les résultats des élections, parce que tous manquaient à la veille de critérium pour en juger et se demandaient jusqu'où irait le terrorisme fasciste. Cette constatation révèle du premier coup l'essentiel de la situation en Italie ; la désorganisation des masses, l'impossibilité de tenir des réunions, le peu de diffusion des journaux d'opposition boycottés par le parti dominant [646].

La faiblesse réelle du fascisme s'est pourtant accusée par les succès de l'opposition, accueillis avec une telle rage par le « fascio » qu'ils ont parfois provoqué d'immédiates représailles contre les organisations ouvrières et paysannes.

Dans toute l'Italie du Nord, le vote des ouvriers a montré l'inconsistance des corporations nationales fascistes. Les fascistes s'en sont tout de suite rendu compte et ont déjà procédé, en beaucoup d'endroits, à la dissolution de leurs syndicats.

L'attitude du fascio à l'égard de la démocratie pourrait être exprimée par la phrase biblique : « *Nec tecum nec sine te vivere possum*. Je ne puis vivre ni avec toi ni sans toi. » Pratiquement, la contradiction se résout par une bouffonnerie énorme : les libres électeurs sont allés aux urnes manifester leur droit souverain, encadrés de véritables pelotons d'exécution. Tenons compte des morts, des émigrés, des emprisonnés qui ont aussi voté ! Et Mussolini a obtenu le 6 avril 4 600 000 suffrages sur 7 600 000 et 400 mandats environ sur 536 [647].

Ces élections ont eu pourtant une grande importance. Leurs résultats permettent de se rendre compte de l'orientation générale de la vie politique italienne.

Avant le 6 avril, la croyance était répandue, dans de larges milieux ouvriers, que la bourgeoisie progressiste, radicale, allait faire sa « révolution antifasciste ». On disait que la classe ouvrière devait, pour quelque temps, abandonner la scène politique à l'opposition constitutionnelle, nécessaire à l'époque historique actuelle. La tactique de l'abstention proposée par les réformistes (Turati) et le rejet de la proposition communiste de bloc ouvrier et paysan par les réformistes et les maximalistes s'inspiraient de cette persuasion. Ainsi s'explique aussi la tactique du Parti communiste qui devait, à ses risques et périls, rompre avec l'état d'esprit « liquidationniste » des grandes masses[648]. Les élections ont démontré que l'opposition

---

[645] Les élections eurent lieu le 6 avril 1924. Elles se déroulèrent dans le cadre de la nouvelle loi électorale.

[646] Un décret limitant la liberté de presse fut promulgué le 13 janvier 1924. Un autre décret, du 24 janvier, plaça sous le contrôle des préfets les associations « tirant totalement ou en partie les moyens financiers nécessaires à leur activité de contributions des travailleurs », façon à peine déguisée de désigner les partis ouvriers. Quant aux violences perpétrées par les fascistes au cours de la campagne électorale, leur liste suffit à remplir un volume de 213 pages (C.M.R., *Histoire du fascisme italien,* Paris. 1938, p. 105).

[647] Il y avait eu en fait 37 % d'abstentions et la liste gouvernementale, avec 4 653 488 voix, soit 65 % des suffrages exprimés, ne représentait guère plus que le tiers des électeurs. Mussolini n'en chanta pas moins victoire : « Cinq millions de citoyens italiens, vraiment libres et vraiment conscients, se sont rassemblés autour du symbole du Fascio », déclara-t-il le 10 avril *(Scritti e discorsi di Benito Mussolini,* IV., *Il 1924,* Milan, 1934, p. 85).

[648] L'abstention fut effectivement envisagée par l'ensemble des partis d'opposition : réformistes et démocrates « amendoliens » y étaient particulièrement favorables. Le 23 janvier 1924, le P.C. décida de participer aux élections. Il fut imité peu après par les maximalistes (3 février) et les réformistes (20 février). Le 23 janvier 1924 encore, au nom du Comité, central du P.C. d'Italie, Palmiro Togliatti adressa une lettre à Giacomo Matteotti. secrétaire du P.S.U. (réformiste), pour lui proposer la constitution d'un « bloc prolétarien » : « Le premier pas du processus qui doit conduire au réveil, puis à la libération des forces travailleuses de notre pays, doit être la formation organique d'une

constitutionnelle (Bonomi-Amendola) n'a pas la force dans le pays : dans toute l'Italie septentrionale et centrale, elle n'a obtenu que les suffrages d'une infime minorité antifasciste ; elle n'a eu de succès relatifs que dans l'Italie du Sud, parmi les paysans de la Campanie et de la Sicile, ce que nous comprenons, le Parti « popolare » (catholique) étant dans ces contrées débile et inféodé aux grands propriétaires. Les élections ont à peu près anéanti les perspectives de bloc bourgeois-socialiste (Turati) et renforcé les positions du Parti communiste, auquel s'ouvrait la possibilité d'une intense campagne pour le gouvernement ouvrier et paysan.

La résistance et la combativité de la classe ouvrière se sont montrées supérieures aux prévisions. Les trois partis prolétariens ont réuni ensemble 1 150 000 suffrages. (Réformistes 470 000 ; maximalistes 340 000 ; communistes 310 000.) À Milan, les voix ouvrières ont été plus nombreuses que celles du Parti socialiste unifié aux élections de 1919, c'est-à-dire à l'époque du plus haut développement révolutionnaire. De 56 000 voix en 1919, on est passé à 66 000 en 1924. Dans toutes les cités grandes et moyennes, Bologne exceptée, la liste fasciste s'est trouvée même en minorité par comparaison avec toutes les oppositions réunies, parmi lesquelles les partis ouvriers tiennent la première place. Le prolétariat a brillamment repris sa fonction historique de principal adversaire de la réaction ; il résulte de ces élections qu'aucune opposition efficace n'est possible contre le fascisme en dehors de l'opposition révolutionnaire. Ceci est confirmé par le beau succès du Parti communiste italien qui avait 13 mandats au Parlement précédent et en aura 18 à la Chambre nouvellement élue [649], alors que les réformistes tombent de 83 à 25 et les maximalistes de 46 à 22. Dans la plupart des cités industrielles, le P.C. a obtenu plus de voix que les maximalistes ; dans le Sud, les communistes eurent plus de voix que les maximalistes et réformistes réunis. À Milan, où les maximalistes étaient particulièrement forts, grâce à l'action de l'*Avanti !*, les communistes ont néanmoins gagné 2 sièges.

La masse paysanne semble complètement désagrégée par le « fascio ». Elle a déserté le Parti populaire (*popolare*), tombé de 106 à 36 mandats, et constitué, pour se soustraire à la terreur, toute une série de groupements politiques locaux qui se sont présentés au scrutin comme « philo-fascistes ». Dans sa grande majorité, la masse rurale a dû voter pour la liste fasciste. Dans les villages où le vote de chaque électeur est facilement contrôlable, le fascio a obtenu 100 % des suffrages et plus encore, car les morts et les émigrés ont « voté » aussi !

Ainsi, le fascisme a remporté une victoire, principalement sensible à l'étranger. (Le change italien s'est amélioré.) Ses conséquences seront multiples. La nouvelle Chambre cherchera à assumer le caractère d'une Constituante fasciste, à créer une légalité fasciste, à abroger la Constitution et les libertés démocratiques : des mesures rigoureuses sont annoncées contre la presse d'opposition. Il n'est pas improbable - comme 1'a laissé entendre M. Amendola, dans un discours programme - que l'opposition constitutionnelle soulève la question préjudicielle de nouvelles élections d'une Constituante, auquel cas son mot d'ordre serait celui du bloc bourgeois- social -démocrate.

---

opposition prolétarienne à la dictature bourgeoise, formation dont la justification la plus évidente est l'affirmation que pour les classes des ouvriers et des paysans, il n'existe aucune possibilité de libération dans les cadres de l'État bourgeois... » *(La Stampa,* 26 janvier 1924). Matteotti déclina l'offre (25 janvier) et, après avoir essuyé également un refus de la part du P.S.I. (maximaliste), le P.C. dut se contenter de constituer avec les « terzini » des listes d'unité prolétarienne (« Unità proletaria »). Avec 108 candidats pour les communistes et 48 pour les « terzini », les listes du « bloc ouvrier » furent présentes dans 13 des 15 circonscriptions électorales.

[649] Selon un rapport de Jules Humbert-Droz, représentant de l'I.C. en Italie, le P.C. n'escomptait pas plus de 8 à 12 élus (rapport du 8 février 1924, cité par P. Spriano, *Storia del P.C.I.*, I, Turin, 1967, p. 333).

Le Parti communiste sort renforcé des élections, pour assumer dans un avenir prochain des tâches de premier ordre. Ses organisations des centres urbains se sont attestées bonnes et solides. Les directives données par la direction du Parti ont été suivies avec une discipline parfaite. Moins forte est l'organisation communiste parmi les salariés agricoles, particulièrement nombreux en Italie. Dans la zone purement agricole (Italie du Sud) nous n'avons pourtant pas perdu de sièges ; nous en avons conquis 3 en Sicile, Apulie, Campanie (Naples). En Sicile et en Apulie, les votes sont exclusivement paysans, ce qui leur confère une signification particulière : or, ils ont dépassé nos espérances. La situation des populations de ces régions est des plus pénibles en régime fasciste : le prohibitionnisme américain rend l'émigration impossible, ce qui provoque une congestion démographique alors même que les grands propriétaires diminuent la superficie de leurs cultures. La terreur seule empêche une vague de révoltes analogue à celles de 1860-1870 et 1890-1900.

Notre Parti communiste acquiert au lendemain de ces élections de plus larges possibilités d'agitation. Ses devoirs sont essentiellement :

1° d'obliger le Parti maximaliste à sortir de l'équivoque et à se décider pour le bloc avec les communistes ou pour la fusion avec les réformistes ;

2° d'élaborer un programme de gouvernement ouvrier et paysan susceptible de satisfaire la masse paysanne la plus éprouvée par la terreur fasciste.

La campagne systématique à poursuivre avec ce mot d'ordre doit notamment hâter la solution de la crise du Parti « popolare » qui déjà, sous la pression des masses paysannes et malgré les efforts des chefs de ce parti, se détache de la politique du Vatican, tandis que Turati s'efforce d'asservir à la droite bourgeoise une partie des ouvriers. Mettre en échec tous ces desseins et instituer une liaison sérieuse avec les paysans du Sud et des îles, tel est sur ces points le devoir de notre Parti.

La façon dont notre Parti saura s'acquitter de ses tâches déterminera le caractère de toute une période de l'histoire de l'Italie.

(Signé G. Masci, *La Correspondance Internationale*, 22, 17 avril 1924)

DANS LE P.C. ITALIEN [650]

Le camarade gramsci a fait, dans les premiers jours de juillet, au comité central du parti communiste italien un exposé de la situation intérieure du parti.

Nous en extrayons les passages essentiels :

Entre le fascio et le réformisme

---

[650] Il s'agit encore d'un texte publié en français dans La *Correspondance Internationale.* La parution en avait été annoncée dans un placard de la même revue, deux semaines auparavant : « Au prochain numéro : GRAMSCI : Dans le P.C.I. » (*La Correspondance Internationale,* V, 66, ler juillet 1925, p. 577). Une telle formule publicitaire était assez peu usitée jusqu'alors dans le cadre de cette publication pour qu'on puisse y voir soit un témoignage du prestige grandissant de Gramsci à l'intérieur de l'Internationale communiste, soit - plus vraisemblablement - un effort pour accroître son autorité « internationale » dans la bataille qui l'opposait alors à Bordiga.

Cet article reprend l'essentiel d'un rapport présenté devant le Comité central du P.C. d'I. les 11 -12 mai 1925 - et non en juillet comme le dit le « chapeau » de *La Correspondance Internationale* -mais qui ne fut publié dans *L'Unità* que le 3 juillet 1925, ce qui peut expliquer le « lapsus » en question. Le texte complet de ce rapport se trouve aujourd'hui, sous le titre « La situazione interna del nostro partito ed i compiti del prossimo congresso », in *La costruzione del Partito communista*, pp. 62-74.

Le camarade Gramsci constate d'abord les progrès réalisés par le P.C. italien qui a su, après le Ve Congrès de Moscou, adapter sans la moindre crise sa tactique à la politique léniniste de l'internationale. Après les élections et l'assassinat de Matteotti, le Parti développa notablement son organisation. Le Parti italien est peut-être l'unique section de l'I.C. qui ait pu étendre son influence sur les travailleurs des villes et des campagnes dans la situation actuelle de l'Europe, caractérisée par une stabilisation partielle du régime capitaliste et par un affermissement relatif des gouvernements bourgeois et de la social-démocratie, celle-ci s'affirmant de plus en plus comme une importante fraction des forces de la bourgeoisie.

Gramsci expose les conditions dans lesquelles le Parti communiste italien lutte à la fois contre la terreur fasciste et le réformisme des syndicats du type D'Aragona. La terreur a sensiblement réduit les forces des syndicats italiens. Les leaders réformistes mettent cet état de choses à profit pour entraver l'action de la minorité révolutionnaire. Les masses veulent l'unité et la lutte au sein de la Confédération générale du travail. Les réformistes sont amenés à s'opposer à l'organisation des masses. Au dernier congrès de la C.G.T., D'Aragona déclarait que le nombre des adhérents de la C.G.T. ne devrait pas dépasser un million. C'est dire que les dirigeants de la C.G.T. n'entendent organiser que 7,5 % des 15 millions de travailleurs italiens ! Partisans de la politique de collaboration gouvernementale des socialistes, ils entendent ne pas organiser les paysans pour ne pas affaiblir les bases sociales des partis démocratiques de la bourgeoisie.

Les devoirs des cellules d'entreprises

Comment combattre le réformisme et éviter une scission du mouvement syndical [651](1) ? Nous ne voyons qu'un moyen : l'organisation de cellules d'entreprises. Les réformistes s'opposant à la concentration des forces révolutionnaires, les cellules d'entreprises ont pour objectif de grouper les ouvriers d'usine autour du Parti, de renforcer les *Commissions intérieures d'entreprises* ou, lorsque celles-ci n'existent pas, de créer des comités de propagande. Ces derniers doivent être des organisations de masse appelées à développer l'action syndicale et aussi à participer aux luttes plus générales contre le capitalisme et le régime politique. Les communistes italiens se trouvent à cet égard dans une situation beaucoup plus difficile que les bolcheviks russes avant la guerre, ayant à tenir en même temps contre la réaction fasciste et contre la réaction réformiste. Mais plus les situations sont difficiles et plus les cellules communistes d'entreprises doivent être fermes au double point de vue de l'idéologie et de l'organisation.

Bordiga et l'Exécutif élargi[652]

Il n'y a pas sur ces questions de divergences de vues entre l'ensemble du P.C. italien et l'I.C. La commission italienne de l'Exécutif élargi est uniquement occupée de la bolchevisation intérieure du P.C. italien. Le camarade Bordiga, invité à participer aux travaux de l'Exécutif élargi, s'y refusa, bien qu'ayant accepté au Ve Congrès mondial d'appartenir à l'Exécutif de l'I.C. Attitude d'autant plus regrettable qu'il avait adopté dans la question Trotski un point de vue foncièrement opposé à celui de l'Exécutif et même à l'attitude du camarade Trotski [653].

---

[651] Au congrès de la C.G.L. qui se tiendra à Milan du 10 au 14 décembre 1925, la fraction syndicale communiste recueillera 32 596 voix contre 153 316 aux réformistes et 54 792 aux maximalistes.

[652] Il s'agit du Ve Plénum du Comité exécutif de l'I.C. (25 mars-6 avril 1925). Cf., *supra*, p. 178, n. 3.

[653] Gramsci se réfère ici à l'article de Bordiga, « La questione di Trotski », dont la publication fut d'abord interdite par le nouveau groupe dirigeant italien, mais qui n'en fut pas moins utilisé par les adversaires de Bordiga au cours du

Il est regrettable que le camarade Bordiga n'ait pas voulu prendre part à la discussion de la question Trotski et se rendre à cet effet à Moscou où il aurait eu l'occasion de prendre connaissance de la documentation de l'Exécutif et de l'opinion des représentants des partis, tout en exposant la sienne.

Les cinq caractères d'un bon parti bolchevik

La commission qui aurait dû discuter avec le camarade Bordiga a fixé la politique que le Parti doit suivre pour faire triompher la conception bolchevique. Elle a examiné l'état général du P.C. italien en ce qui concerne les cinq qualités fondamentales requises par Lénine de tout Parti communiste vraiment révolutionnaire, à savoir :

l° Que tout communiste soit marxiste (nous disons aujourd'hui : marxiste-léniniste).

2° Que tout communiste ait sa place au premier rang dans l'action prolétarienne.

3° Que tout communiste ait en horreur la phrase révolutionnaire et soit en même temps qu'un révolutionnaire un politique réaliste.

4° Que tout communiste sache se soumettre à la volonté de son Parti et juger toutes choses au point de vue de son Parti (être sectaire au sens élevé du mot).

5° Que tout communiste soit internationaliste.

Nous pouvons affirmer que le P.C.I. remplit la seconde condition, mais non les quatre autres.

Ce qui manque surtout au P.C. italien, c'est une connaissance profonde de la doctrine marxiste-léniniste. Nous voyons dans cette lacune une survivance des traditions du mouvement socialiste italien qui évitait les discussions théoriques susceptibles d'intéresser les masses et de contribuer à leur formation idéologique. État de choses déplorable que le camarade Bordiga contribue également à entretenir en confondant la tendance propre aux réformistes de substituer un travail de culture générale à l'action politique révolutionnaire des masses, avec les efforts du P.C. tendant à élever le niveau intellectuel de ses membres pour les amener à comprendre les fins immédiates et lointaines du mouvement révolutionnaire.

La « gauche »

Le Parti a réussi à développer dans ses rangs le sens de la discipline. Mais on constate encore dans les rapports avec l'I.C. un manque d'esprit internationaliste. Le groupe Bordiga qui croit, semble-t-il, s'anoblir en se donnant le nom de « gauche italienne », a créé une sorte de patriotisme local, réfractaire à la discipline d'une organisation mondiale. La situation que le camarade Bordiga a créée est assez analogue à celle que créa le camarade Serrati après le IIe Congrès de Moscou et qui aboutit à l'exclusion des maximalistes de l'Internationale communiste.

Mais la plus grande faiblesse de notre Parti réside dans son amour de la phrase révolutionnaire souvent flétrie par Lénine. C'est ce qui caractérise surtout sinon Bordiga, du moins les éléments qui se groupent autour de lui. L'extrémisme de Bordiga est le résultat des conditions spéciales d'existence de la classe ouvrière italienne. La classe ouvrière italienne ne

Ve Plénum. Après consultation des instances dirigeantes de l'I.C., l'article en question parut enfin, on l'a dit, dans *L'Unità* du 4 juillet 1925.

forme que la minorité de la population laborieuse. Elle est surtout concentrée dans une région du pays. Dans ces conditions, son Parti subit facilement l'influence des classes moyennes, capables de lui imprimer en certaines circonstances une orientation contraire à ses intérêts de classe. D'autre part, la situation dans laquelle s'est trouvé le Parti socialiste jusqu'au Congrès de Livourne contribue à développer l'idéologie de Bordiga. Dans *La maladie infantile du communisme,* Lénine définissait en ces termes cette situation : « Dans un parti où il y a un Turati et un Serrati qui ne combat pas Turati, il doit naturellement y avoir un Bordiga [654]. » Ce qui est moins naturel, c'est que le camarade Bordiga ait conservé son idéologie dans notre Parti communiste. La lutte contre l'opportunisme a développé chez Bordiga un pessimisme qui le rend sceptique quant à la possibilité de préserver le prolétariat et son Parti de l'infiltration de l'idéologie petite-bourgeoise dans l'application d'une tactique extrêmement sectaire qui ne permettrait pas l'application des deux grands principes du bolchevisme : l'alliance des ouvriers avec les paysans et l'hégémonie du prolétariat dans le mouvement révolutionnaire. Le seul moyen de combattre efficacement cette faiblesse de notre Parti, c'est la lutte pour la bolchevisation. La campagne de bolchevisation doit revêtir en premier lieu l'aspect d'un travail de propagande idéologique ; mais elle ne manquera pas de revêtir un caractère politique. L'extrême gauche, c'est-à-dire la tendance représentée par le camarade Bordiga, étant nécessairement devenue, de fraction latente, fraction déclarée [655], et cherchant à modifier au congrès du Parti l'orientation de l'Internationale.

Les tendances

Y a-t-il d'autres tendances dans le P.C. italien ? Quel est leur caractère et quels dangers représentent-elles ? L'examen de la situation intérieure du Parti nous convainc qu'il n'a pas encore atteint le degré de maturité politique révolutionnaire qui caractérise un vrai parti bolchevik et qu'il n'[en] est même pas encore à fondre complètement les divers groupes dont il est formé. Le P.C. italien s'est constitué à ses origines de trois groupes :

1° La fraction, abstentionniste (antiparlementaire) de Bordiga ;

2° le groupe de *L'Ordine Nuovo* et de *l'Avanti !* de Turin ;

3° le groupe Gennari-Marabini. La fraction Bordiga avait dès avant le Congrès de Livourne une organisation nationale, mais elle ne s'occupait que de la vie intérieure du Parti socialiste, sans avoir l'expérience politique indispensable à l'action des masses.

Le groupe de *L'Ordine Nuovo* constituait une véritable fraction dans la région piémontaise. Il déployait son action parmi les masses, sachant établir une connexité étroite entre les problèmes intérieurs du Parti et les revendications du prolétariat piémontais.

La grande majorité du P.C. se compose des éléments demeurés après le Congrès de Livourne dans lInternationale communiste. À leur tête se trouvaient nombre d'anciens camarades dirigeants du Parti socialiste : Gennari, Marabini, Bombacci, Misiano, Salvadore, Graziadei, etc.

Sans tenir compte de cette composition du P.C. italien, on ne saurait comprendre ni les crises qu'il a traversées, ni sa situation actuelle. Obligé de résister sans cesse à la réaction fasciste - et quelle réaction ! -, le P.C. italien n'a pu s'assimiler entièrement les expériences de l'Internationale communiste. N'ayant que fort peu de contact avec les autres Partis

[654] Lénine, La *Maladie infantile du communisme*, in *Œuvres*, tome 31, Paris-Moscou, 1961, pp. 61-62

[655] Le Comité d'entente de la gauche s'était constitué, on l'a dit, au mois d'avril 1925.

communistes, le P.C. italien a développé son idéologie, confuse encore et parfois chaotique, en vertu de ses expériences propres, ressuscitant ainsi une nouvelle forme de maximalisme.

Cette situation s'est encore aggravée l'année précédente par suite de l'adhésion de la « fraction de la IIIe Internationale », du Parti maximaliste[656]. Cette fraction *terzinternazionaliste* avait soutenu auparavant dans le Parti maximaliste des luttes acharnées, d'un caractère personnel et étroitement sectaire, elle n'avait traité qu'épisodiquement des questions fondamentales de politique et d'organisation.

La bolchevisation

Il existe par exemple une question Graziadei[657] ; nous devons combattre les déviations qui s'attestent dans le livre récent de notre camarade [658]*. On ne saurait d'ailleurs prétendre que le camarade Graziadei constitue un danger politique et que sa conception révisionniste du marxisme puisse donner naissance à un courant idéologique. Mais son révisionnisme pourrait contribuer à renforcer les tendances de droite encore latentes dans le Parti [659]. L'adhésion de la « fraction de la IIIe Internationale » qui a conservé encore dans une forte mesure son caractère maximaliste, pourrait même donner aux tendances de droite une certaine organisation. Mais il est bien douteux que de réelles divergences de vues puissent se manifester sur ces deux principes fondamentaux :

- La vieille garde du Parti doit absorber la masse des nouveaux adhérents venant au lendemain de l'assassinat de Matteotti (les effectifs du Parti ont triplé depuis[660]).
- Il faut donner au Parti des cadres capables et de résoudre les problèmes quotidiens (organisation, action syndicale, etc.) et de résoudre des problèmes plus complexes se rattachant à la préparation de la lutte pour le pouvoir.

Dangers de droite et de gauche

On peut dire en général qu'un danger de droite est probable dans notre Parti. Les masses déçues par les insuccès de l'opposition constitutionnelle ont afflué vers notre Parti renforcé de ce fait, mais pas dans la même mesure que le fascisme qui a réussi à s'affermir. Dans cette situation pourra naître, si elle n'existe pas déjà, une droite qui, désespérant de jeter rapidement bas le régime fasciste, préconiserait une politique de passivité permettant à la bourgeoisie d'exploiter le prolétariat en des manœuvres électorales antifascistes. En tout cas, le Parti doit

---

656 Les « terzini » adhèrent au P.C. le 15 août 1924.

657 La publication du livre d'Antonio Graziadei, *Prezzo e sovraprezzo nell'economia capitalistica*, Turin, 1923 *[Le prix et le sur-prix dans l'économie capitaliste,* trad. de G. Bourgin, Paris, 1925], dans lequel l'auteur, membre de la direction du P.C. d'I., remettait en question la théorie marxienne de la valeur, souleva un tollé général dans l'Internationale communiste. Outre les articles de H. Duncker, « Une tentative de révision du marxisme » (*La Correspondance Internationale*, 1925, nos 70-74) et « Comment Graziadei “déprécie ” le marxisme » (*loc. cit.,* 1925, no 104), auxquels se réfère Gramsci, citons Marcel Ollivier, « La science économique du professeur Graziadei » (*Cahiers du Bolchevisme,* 1925, no 21, pp. 1325-1331), Laszlo Rudas, « Graziadei-Ein Œkonom und Kommunist von Gottes Gnaden » (*Unter dem Banner des Marxismus,* 1926, nos 3 et 4) et Amadeo Bordiga, « La teoria del plusvalore di Carlo Marx », ainsi que « Il neo-revisionismo di Graziadei ovvero il comunismo della sesta giornata » *(L'Ordine Nuovo,* nos 3-4, 5 et 6, 1924). Le Ve Congrès de l'I.C. et Zinoviev avaient donné le ton en dénonçant le « révisionnisme), de Graziadei, Lukàcs et Korsch. Cf. R. Paris, « Gramsci e la crisi teorica del 1923 », *Nuova Rivista Storica* (Milan), LIII, l-2, 1969, pp. 167-168. Graziadei fut exclu deux ans plus tard du P.C. d'I. pour « révisionnisme » et « trahison ».

658 * Voir sur ce sujet les articles de Hermann Duncker dans *La Corr. Int. (N. d. R.* de l'*Inpreckorr.*)

659 Le « danger de droite » était représenté par la tendance organisée autour de Tasca, Graziadei, Gustavo Mersu, Giuseppe Vota, etc.

660 Sur les effectifs du P.C. italien. cf., *supra,* p. 186, n. 1.

considérer le danger de droite comme probable et y parer d'abord sur le terrain des idées, ensuite, en cas de besoin, par des mesures disciplinaires.

Le danger n'est que probable ; tandis que le danger de gauche est patent. Il constitue un obstacle au développement du Parti. Il doit être combattu par la propagande et par l'action politique. L'action de l'extrême gauche menace l'unité de notre organisation, tendant à créer un parti dans le Parti, à substituer une discipline de fraction à celle du Parti. Non que nous ayons le moindre désir de rompre avec le camarade Bordiga et ceux qui se disent ses amis, ni que nous voulions modifier l'assise fondamentale du Parti établie au Congrès de Livourne et renforcée au Congrès de Rome. Ce que nous devons proclamer, c'est que notre Parti ne se fonde pas sur une adhésion mécanique à l'Internationale communiste, mais sur l'adoption sans réserve de ses principes et de sa discipline. Or, 90 % sinon plus de nos membres ignorent encore aujourd'hui les méthodes d'organisation qui sont à la base de nos rapports avec l'Internationale. Nous croyons arriver à un accord avec le camarade Bordiga ; nous espérons qu'il le croit et le veut comme nous.

La préparation du Congrès

Il faudra, dans la discussion qui précédera le Congrès du Parti, tenir compte de la situation politique actuelle et des devoirs du Parti. Depuis les dernières élections législatives, le Parti a mené une action vigoureuse à laquelle la grande masse de ses membres a participé. Grâce à cette action, le Parti a triplé ses effectifs. Il a posé avec vigueur et réalisme le problème de la révolution en Italie : celui de l'alliance des ouvriers avec les paysans. Bref, le P.C. italien est devenu un important facteur de la vie politique du pays.

Au cours de cette action, une certaine homogénéité s'est créée au sein du Parti. Cette homogénéité, qui est une des données les plus importantes de notre bolchevisation, le Congrès doit la cimenter. Nous discuterons la situation internationale et le rapport des forces sociales en Italie ; nous concentrerons nos efforts sur ces deux points : le développement de notre Parti, développement qui doit le rendre capable de conduire le prolétariat à la victoire (problème de bolchevisation) ; et l'action politique à poursuivre pour coaliser toutes les forces anticapitalistes et fonder l'État ouvrier. À cet effet s'impose l'étude attentive de la vie italienne : elle nous aidera à sceller l'alliance révolutionnaire du prolétariat et des paysans, alliance où l'hégémonie du prolétariat doit être assurée.

(*La Correspondance Internationale*, V, 71, 18 juillet 1925)

EN ITALIE

(LA BOLCHEVISATION DE LA PRESSE COMMUNISTE)[661]

En Italie, nous devons d'abord constater une faiblesse des cadres, en raison de l'émigration des éléments organisateurs du Parti [662].

---

[661] Ce rapport sur la situation italienne fut présenté au cours d'une réunion sur la « bolchevisation » de la presse communiste, dans le cadre de la conférence de la Section d'Agitation et de Propagande de l'I.C. qui se tint à Moscou en avril 1925 à l'occasion du Ve Plénum du Comité exécutif de 1'I. C.

[662] Le rapport préparé par le P.C. d'Italie pour le Ve Congrès de l'I.C. avait déjà insisté sur ce point : « Dans la plupart des régions, tous les camarades qui, jusqu'au coup d'État, animaient les organisations du Parti ou les organisations syndicales que nous contrôlions, durent abandonner leur poste et émigrer. Émigrèrent également un nombre énorme d'autres éléments ou membres du Parti ou simplement ouvriers connus pour leurs tendances subversives.

Le problème pour le Parti communiste, c'est de constituer des cadres pour l'agitation et la propagande dans le Parti et en dehors du Parti.

La direction a également besoin d'un appareil divisant le travail. Il y a déjà une section d'agitation et de propagande, formée d'un camarade qui la dirige politiquement [663] et de quelques auxiliaires. Elle n'est pas très développée.

Il y a à peu près quatre années, un grand nombre d'idéologies, répandues en Italie pendant la guerre et vaincues par le mouvement révolutionnaire, s'éteignaient. Depuis, elles ont repris un peu ; par exemple, il y a en Italie une grande école agricole[664] qui n'a pas son égale dans aucun pays d'Europe, elle a repris une situation centrale dans l'idéologie générale de la petite bourgeoisie. Il y a des groupements idéologiques qui peuvent avoir une influence sur le Parti communiste.

Il y a les travaux de Graziadei [665] et la question Bordiga.

Dans le Parti et hors du Parti, ces déviations doivent être combattues.

Il y a une grande effervescence parmi les ouvriers, mais le Parti n'a pas su organiser toute la masse. Si nous avons obtenu 300 000 voix avec un parti de 10 000 membres, nous devons l'attribuer à une certaine influence dans les syndicats. Mais dans les syndicats, nous n'avons pas pu avoir de militants capables de diriger longuement le mouvement.

Le Parti a fait du bon travail de propagande parmi les paysans.

Dans ce travail, le Parti a exploité les traditions anciennes du Parti socialiste en ce qui concerne le Vatican.

Avant la guerre, on avait cultivé avec succès l'anticléricalisme, mais la guerre a tout remis en question.

Maintenant, la gauche du Parti catholique populaire adopte une attitude différente de celle du Vatican, il y a lutte dans la masse catholique même.

La gauche catholique se rapproche plus du communisme que des socialistes et des réformistes ; dans les comités d'opposition, la gauche catholique a opté pour la grève générale contre les maximalistes et les réformistes.

Il existe une tendance à la formation de noyaux d'orientation communiste dans la classe petite-bourgeoise, contre les partis traditionnels qui se sont alliés avec la bourgeoisie.

Nous n'avons, en Italie, qu'un quotidien [666] qui ne peut pas se répandre dans tout le pays, qui n'est répandu que dans 600 communes.

Nous évaluons le nombre de ces prolétaires qui ont émigré d'Italie pour des raisons politiques à plus de cent mille » (cité par P. Spriano, *op. cit.*, I, p. 266).

[663] C'était officiellement Togliatti qui était secrétaire à *l'Agitprop* dans le Comité exécutif mis en place par le Ve Congrès de l'I.C., mais - comme nous le précise Alfonso Leonetti - c'était Gramsci qui dirigeait « politiquement » la S.A.P., où il était assisté, entre autres, par Ignazio Silone. Ajoutons que c'était également lui qui rédigeait la plupart des textes publiés sous la signature « S.A.P. ».

[664] C'est là manifestement une erreur de la rédaction française de l'*Inprekorr,* et Gramsci veut parler sans doute - comme nous le suggère Alfonso Leonetti - de « parti agraire », en pensant probablement au Parti populaire...

[665] Cf., *supra*, p. 299, n. 2.

[666] *L'Unità,* qui paraissait depuis le 12 février 1924, tirait en moyenne de 35 à 40 000 exemplaires et si l'on en croit certains témoignages, elle pouvait compter sur « 10 000 cotisants volontaires » par semaine (R. Albert [H. Eberlein]. « Une heure avec un communisme italien », *La Correspondance Internationale,* V, 17, 7 mars 1925).

Nous avons un hebdomadaire d'organisation, d'information internationale et de théorie. [667]

Nous avons aussi une revue qui a paru jusqu'ici assez irrégulièrement [668]. Elle doit donner aux couches inférieures du Parti une certaine éducation théorique. Nous tirons de nouveau cette revue à 8 ou 10 000 exemplaires, elle est très répandue et nous pensons qu'elle se répandra encore plus car elle est très demandée par les membres du Parti.

Nous avons pour les femmes un journal bien dirigé [669]. On a fait parmi les femmes une certaine campagne, on a organisé des conférences de femmes paysannes, on a fondé un hebdomadaire dont 12 000 exemplaires environ ont été distribués.

Nous avons aussi le journal syndical [670](qui n'est pas ce qu'il devrait être, parce qu'il traite seulement des questions syndicales, se réduisant à n'être qu'un organe technique des syndicats révolutionnaires. Il doit devenir un organe pour la formation de cadres syndicaux du Parti. Le Parti n'a pas jusqu'à présent travaillé dans ce sens, mais il va le faire. Le comité central insistera encore davantage pour former un centre de techniciens syndicaux, ce qui est très important en Italie, parce que nous ne réussirons à conquérir les masses syndicales que lorsque notre activité au syndicat l'emportera sur celle des réformistes.

Il nous est possible de publier légalement notre quotidien *L'Unità.* Mais le rédacteur en chef de l'organe du Parti est à peu près chaque jour convoqué chez le préfet de police qui lui intime de ne point traiter tel ou tel sujet[671]. La censure est plus sévère qu'en temps de guerre et après la guerre. Aussi le Parti a-t-il fondé six hebdomadaires illégaux à Turin, Milan, Florence, Naples, Gênes, etc.[672]. Dans ces journaux, on devait publier tout ce qui ne pouvait pas être publié dans la presse légale, mais la faiblesse du Parti n'a pas permis jusqu'à présent de faire quelque chose de vraiment important. Nos camarades provinciaux ne sont pas habitués à la pratique de la presse illégale, la légalité les hypnotise encore.

Depuis quelques mois, nous avons fait du bon travail. Par la réorganisation du Parti, nous avons pris quelque contact nouveau avec la masse. À l'anniversaire de la Révolution russe, nos meetings ont eu une grande répercussion dans tout le pays. À Milan, le premier essai fut un insuccès, les femmes ayant été contre. La deuxième fois, 2 000 ouvriers ont assisté au meeting, la masse est venue carrément à nous et ça été une belle manifestation.

---

[667] Il s'agit de *Lo Stato Operaio,* hebdomadaire publié à Milan depuis le 16 août 1923. Le directeur en était Palmiro Togliatti, assisté de Felice Platone.

[668] Gramsci veut parler ici de la troisième, série de *L'Ordine Nuovo*.

[669] *La Compagna* (mars 1922-septembre 1925) était dirigée, depuis le mois de septembre 1921, par Camilla Ravera. Son tirage s'élevait en moyenne à 5 000 exemplaires.

[670] L'hebdomadaire *Il Sindacato rosso* (1er octobre 1921-28 mars 1925) était l'organe de la fraction communiste de la C.G.L.

[671] C'était Alfonso Leonetti qui était alors rédacteur en chef de *L'Unità.* Dans une lettre qu'il nous a adressée le 11 juillet 1975, il a bien voulu nous donner les précisions suivantes : « Pendant ma direction à *L'Unità* de Milan, je ne fus jamais convoqué par le “ questore ”. Les ordres nous parvenaient par écrit (communiqués du préfet de police) ou bien après coup : à l'aube, au moment de l'expédition du journal (séquestre du journal). On voulait surtout nous ruiner au point de vue finances et nous fatiguer dans la compilation quotidienne de notre journal... »

[672] *Il Comunista,* organe de la Fédération romaine du P.C.I., était publié clandestinement à Rome depuis le 7 novembre 1923 par Ruggero Grieco et Carlo Farini ; il disparut en 1925. Également clandestin, le bimensuel *La Verità* (février 1925-1926) était publié à Milan par Alfonso Leonetti. À Gênes parut, en janvier 1925, le premier (et dernier) numéro d'un journal de 4 pages intitulé *Falce e Martello*. Dans le Piémont étaient publiés de petits journaux éphémères : *L'Officina* (Turin). *Il Pungolo* (Biella), *Il Martello*, *Il Galletto*, *L'Avanguardia, Il Contadino povero* (Asti, dirigé par Ruggero Grieco)...

Peu après, nous réunîmes à la sortie d'une église à peu près 300 paysans. Un orateur communiste prit la parole. Contre ces meetings improvisés le fascisme ne peut rien ; car il ne peut pas mettre ses policiers partout.

En ce qui concerne les éditions, le Parti a fait un grand effort [673]. Les fascistes avaient brûlé toutes les éditions marxistes antérieures. Tous les stocks de *l'Avanti !* ont flambé. Il faut reprendre la publication des œuvres les plus éminentes de la pensée marxiste, afin qu'elles puissent servir à l'éducation des cadres supérieurs du Parti.

Ces armes intellectuelles et ces cadres nous sont indispensables pour nous opposer dans tous les domaines à la diffusion de l'Idéologie bourgeoise qui se greffe parfois de la façon la plus dangereuse sur l'enseignement d'Engels et même de Marx.

(*La Correspondance Internationale,* V, 77
7 août 1925)

[673] La libreria Editrice del P.C.I. avait repris ses activités quelques mois avant, elle devait prendre par la suite le nom de « Società Editrice Unità, Milano » (S.E.U.M.).

DEUXIÈME PARTIE

La crise du parti bolchevique

Octobre 1926

AU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE D'UNION SOVIÉTIQUE [674]

[14 octobre 1926 [675].]

Chers camarades,

Les communistes italiens et tous les travailleurs conscients de notre pays ont toujours suivi vos discussions avec la plus grande attention. À la veille de chaque Congrès et de chaque conférence du P.C.R., nous étions certains que, malgré l'âpreté des polémiques, l'unité du Parti russe n'était pas en danger ; bien plus, nous étions certains que, ayant atteint à travers de telles discussions une plus grande homogénéité d'idéologie et d'organisation, le Parti serait mieux préparé et mieux outillé pour surmonter les multiples difficultés liées à l'exercice du pouvoir dans un État ouvrier. Aujourd'hui, à la veille de notre XVe Conférence, nous n'avons plus l'assurance d'autrefois [676] ; nous nous sentons irrésistiblement angoissés ; il nous semble que l'actuelle attitude du bloc d'opposition et l'acuité des polémiques à l'intérieur du P.C. de l'U.R.S.S. exigent l'intervention des partis frères. C'est de cette conviction profonde que nous sommes animés en vous adressant cette lettre. Il peut se faire que l'isolement dans lequel notre

[674] Cette lettre a été publiée pour la première fois par Angelo Tasca dans la revue socialiste Problemi della rivoluzione italiana (IIe série, no 4, avril 1938, pp. 24-30), qui paraissait à Nancy, sous la direction de Francesco Volterra. Tasca en avait du reste déjà livré des fragments dans l'article qu'il avait consacré à la mort de Gramsci (« Una perdita irreparabile : Antonio Gramsci », *Il Nuovo Avanti*, 8 mai 1937). Il devait en citer aussi des passages tant dans la préface de l'édition italienne de *Naissance du fascisme* (*Nascita e avvento del fascismo*, Florence. 1950) que dans ses articles du *Mondo* de 1953 (« I primi dieci anni del P.C.I. », *Il Mondo*, 18 et 25 août, 1 er, 8, 15 et 22 septembre 1953). Valdo Magnani et Aldo Cucchi en publièrent également des extraits au moment de leur rupture avec le P.C.I. (1951). Mais, en dépit (ou du fait même) de la personnalité des deux hommes (anciens résistants, tous deux étaient députés et Magnani était en outre secrétaire fédéral de Romagne-Émilie), la lettre allait poursuivre son existence clandestine et resta pour le P.C. I., l'affaire de « renégats », de « dissidents » ou de « provocateurs ». Elle fut ainsi publiée dans la revue trotskiste *Bandiera rossa* (janvier 1956), dans *Corrispondenza socialista* (1, 22, 29 novembre 1957) et même, par la suite, en français (Antonio Gramsci, « Lettre sur l'internationalisme », trad. de R. Paris. in *Partisans*, no 13, décembre 1963-janvier 1964). Dès 1953, toutefois, Togliatti en avait admis implicitement l'existence : dans ses conversations avec les Ferrara, il avait en effet cité un fragment de sa réponse à Gramsci (E. Ragionieri, « Introduzione » à P. Togliatti, *Opere, II 1926-1929*, Rome, 1975, p. XXXI). En 1964 enfin, dans une lettre à Giansiro Ferrata, l'un des éditeurs des *2 000 pagine di Gramsci*, il consentit à l'authentifier (« Le texte est presque certainement authentique »), tout en précisant qu'il n'en existait aucun exemplaire, original ou copie, dans les archives du P.C.I. (lettre du 26 février 1964, in *2 000 pagine di Gramsci,* Milan. 1964, tome I pp. 827-828). Devançant la sortie de l'anthologie de G. Ferrata et N. Gallo, Rinascita publiait alors et la lettre de Gramsci au Comité central du Parti communiste d'Union soviétique et la réponse de Togliatti du 18 octobre 1926 (« Gramsci al C.C. del P.C. (b), Togliatti a Gramsci », *Rinascita*, XXI, 22, 30 mai 1964, pp. 17-20). Il ne manquait plus au dossier qu'une pièce : la réponse de Gramsci à la lettre de Togliatti du 18 octobre 1926. Alors que son destinataire la considérait comme perdue, elle fut enfin publiée - ainsi que d'autres documents - par les soins de Franco Ferri *in* « Il carteggio completo tra Gramsci e Togliatti sufla situazione nel partito bolscevico (1926) », *Rinascita*, XXVII, 17, 24 avril 1970, pp. 11-19.

[675] En dépit de son importance, cette lettre n'est pas datée. En la publiant pour la première fois, en 1938, Tasea estimait qu'elle avait été sans doute rédigée par Gramsci vers la mi-octobre 1926, quinze jours environ avant son arrestation (A. Tasca, « Una lettera di A. Gramsci al Partito comunista russo », in Problemi della rivoluzione italiana, déjà cité). Togliatti devait préciser à Giansiro Ferrata en 1964 : « La date, qui manque dans le texte, est de la première moitié du mois d'octobre 1926. (...) Autant que je sache, la lettre a été écrite par Gramsci dans les locaux de la représentation soviétique à Rome et expédiée à Moscou, à moi personnellement, par l'intermédiaire d'un membre de cette représentation » (*2000 pagine*.... I, p. 827). Revenant peu après sur ce dernier point, il remarquait que dans le post-scriptum d'une lettre à sa femme - expédiée probablement depuis l'ambassade soviétique de Rome et datée du 14 octobre 1926 - Gramsci paraissait faire allusion à la lettre qu'il lui destinait : « Je te prie de communiquer à Ercoli [Togliatti] la note ci-jointe, qui, autrement, devrait tarder d'une semaine » (*2000 pagine*..., II, p. 83). C'était donc là, estimait-il, la date de la lettre : le 14 octobre 1926 (P. T. [P. Togliatti], « A proposito dello scambio di lettere tra Gramsci e Togliatti », *Rinascita*, XXI, 24, 13 juin 1964, p. 24). Dès le 16 octobre, enfin, dans un télégramme à Scoccimarro « (Il carteggio completo... », *loc. cit.*, p. 15), Togliatti accusait réception de la lettre, parvenue la veille ou le jour même.

[676] La XVeConférence du P.C. (b) dUnion soviétique se déroula du 26 novembre au 3 décembre 1926. Elle marqua la défaite et même - ainsi que le redoutait Gramsci - l'écrasement de l'opposition : Trotski et Kamenev furent exclus du Bureau politique et l'on décida que Zinoviev serait relevé de ses fonctions à la tête de l'I.C.

parti est contraint de vivre nous ait poussés à exagérer les dangers qui touchent à la situation interne du Parti communiste de l'U.R.S.S. ; de toute façon, nos jugements sur les répercussions internationales de cette situation ne sont certainement pas outrés et nous voulons, en tant qu'internationalistes, accomplir notre devoir.

La situation interne de notre parti frère de l'U.R.S.S. nous semble différente et bien plus grave que lors des discussions précédentes, parce que nous voyons aujourd'hui se produire et s'approfondir une scission dans le groupe central léniniste qui a toujours été le noyau dirigeant du Parti et de l'Internationale. Une scission de ce genre, indépendamment des résultats numériques lors des votes au Congrès, peut avoir les plus graves conséquences, non seulement si la minorité d'opposition n'accepte pas avec la plus grande loyauté les principes fondamentaux de la discipline révolutionnaire de parti, mais également si, dans la conduite de sa lutte, elle franchit certaines limites qui sont au-dessus de toutes les démocraties formelles.

Un des précieux enseignements de Lénine, c'est que nous devons beaucoup réfléchir sur les jugements portés sur nous par nos ennemis de classe. Eh bien, mes chers camarades, il est certain que les journaux et les hommes d'État les plus forts de la bourgeoisie internationale misent sur ce caractère organique du conflit qui existe au sein du noyau fondamental du Parti communiste de l'U.R.S.S. ; ils misent sur une scission au sein de notre parti frère et ils sont convaincus qu'elle ne peut manquer de conduire à la désagrégation et à la lente agonie de la dictature du prolétariat, qu'elle ne peut manquer de provoquer cette catastrophe de la Révolution que ne sont arrivées à provoquer ni les interventions, ni les insurrections des gardes blancs. Cette froide circonspection même, avec laquelle la presse bourgeoise essaie aujourd'hui d'analyser les événements russes, le fait qu'elle cherche à éviter, dans la mesure où elle y est autorisée, la violence démagogique qui était par le passé sa caractéristique essentielle, sont des symptômes qui doivent faire réfléchir nos camarades russes et les rendre plus conscients de leurs responsabilités. Il y a encore une autre raison qui pousse la bourgeoisie internationale à compter sur l'éventualité d'une scission ou sur une aggravation de la crise interne du Parti communiste de l'U.R.S.S., c'est que l'État ouvrier existe en Russie désormais depuis neuf ans. Il est certain que ce n'est qu'une petite minorité, non seulement des classes laborieuses, mais même des Partis communistes des autres pays qui est en mesure de reconstituer dans son ensemble le développement de la Révolution et de retrouver jusque dans le détail de la vie quotidienne de l'État des Soviets la continuité de ce fil rouge qui conduit à la vision d'ensemble de la construction du socialisme. Et ceci est vrai non seulement dans les pays où la liberté de réunion n'existe plus et où la liberté de la presse est complètement supprimée ou bien soumise à des limitations inouïes, comme c'est le cas en Italie (où les tribunaux ont saisi et ont interdit les livres de Trotski, de Lénine, de Staline, de Zinoviev, et récemment même ont interdit la réimpression du *Manifeste communiste),* mais même dans les pays où nos partis ont encore la liberté de fournir à leurs membres et aux masses en général une documentation suffisante. Dans ces pays, les grandes masses ne peuvent comprendre les discussions qui ont lieu dans le Parti communiste de l'U.R.S.S., spécialement si elles ont la violence de la discussion actuelle et si elles s'attaquent, non à un point de détail, mais à l'ensemble de la ligne politique du Parti. Non seulement les masses laborieuses en général, mais les masses de nos Partis elles-mêmes, toutes voient et veulent continuer à voir dans la République des Soviets et dans le Parti qui la gouverne une seule unité de combat travaillant dans la perspective générale du socialisme. Ce n'est que dans la mesure où les masses d'Europe occidentale voient la Russie et le Parti russe sous cet angle qu'elles acceptent volontiers et comme une nécessité historique que le Parti communiste de l'U.R.S.S. soit le parti dirigeant de l'Internationale ; ce n'est que pour cela qu'aujourd'hui la Répuhlique des Soviets et le Parti communiste de l'U.R.S.S. sont un formidable facteur d'organisation et d'élan révolutionnaire.

C'est pour les mêmes raisons que les partis bourgeois et sociaux-démocrates exploitent les polémiques internes et les conflits qui existent dans le Parti communiste de l'U.R.S.S. ; ils veulent lutter contre cette influence de la Révolution russe, contre l'unité révolutionnaire qui est en train de se constituer dans le monde entier autour du Parti communiste de l'U.R.S.S. Chers camarades, il est extrêmement significatif qu'en un pays comme l'Italie, où l'organisation de l'État et celle du Parti fasciste réussissent à étouffer toute appréciable manifestation autonome de vie des grandes masses ouvrières et paysannes, les journaux fascistes, spécialement ceux des provinces, soient remplis d'articles, techniquement bien construits dans lesquels, aux fins de propagande et en n'usant que d'un minimum de démagogie et d'injures, on cherche à démontrer avec une ostentatoire objectivité que désormais on peut être sûr, à travers les positions prises par les leaders les plus connus du bloc d'opposition du Parti communiste de l'U.R.S.S. que l'État des Soviets est en train de devenir un pur État capitaliste, et que, par conséquent, dans le duel mondial entre fascisme et bolchevisme, le fascisme aura le dessus. Une telle campagne prouve à quel point est encore immense la sympathie dont la République des Soviets jouit auprès des grandes masses du peuple italien, qui pourtant dans certaines régions ne reçoit depuis six ans qu'une maigre littérature illégale de parti, mais elle montre tout autant comment le fascisme, qui connaît fort bien la véritable situation intérieure italienne et qui a appris à traiter avec les masses, cherche à utiliser l'attitude politique du bloc oppositionnel pour avoir définitivement raison de la solide aversion que les travailleurs éprouvent envers le gouvernement de Mussolini et pour provoquer au moins un état d'esprit qui ferait apparaître le fascisme comme une inéluctable nécessité historique, quels que soient la cruauté et les maux qui l'accompagnent.

Nous croyons que dans le cadre de l'Internationale, c'est notre parti qui ressent le plus vivement les répercussions de la grave situation qui existe au sein du Parti communiste de l'U.R.S.S. Et cela, pas seulement à cause des raisons exposées ci-dessus, qui sont pour ainsi dire extérieures et qui tiennent aux conditions générales du développement révolutionnaire dans notre pays. Vous n'ignorez pas que tous les partis de l'Internationale ont hérité, tant de la vieille social-démocratie que des diverses traditions nationales existant dans les différents pays (anarchisme, syndicalisme, etc.), une masse de préjugés et de thèmes idéologiques qui constituent le foyer de toutes les déviations, qu'elles soient de droite ou de gauche. Durant ces dernières années, mais spécialement depuis le Ve Congrès mondial, nos partis étaient en train de parvenir, à travers une douloureuse expérience, à travers des crises difficiles et exténuantes, à une ferme stabilisation dans la pensée léniniste, ils étaient en train de devenir de véritables partis bolcheviques. De nouveaux cadres prolétariens étaient en train de se former au niveau de la base, au niveau des usines ; les éléments intellectuels étaient soumis à une rigoureuse sélection et à un contrôle Inflexible et impitoyable à partir du travail pratique et sur le terrain de l'action. Cette réorganisation se faisait sous la conduite du Parti communiste de l'U.R.S.S. massivement unitaire et sous celle des grands chefs du Parti de l'U.R.S.S. Eh bien, l'acuité de la crise actuelle et la menace de scission ouverte ou latente qu'elle contient freinent ce processus de développement et de réorganisation de nos partis, cristallisent les déviations de droite et celles de gauche, repoussent une fois de plus dans l'avenir la réalisation de l'unité organique du parti mondial des travailleurs. C'est tout spécialement sur ce point que nous croyons de notre devoir d'internationalistes d'attirer l'attention des camarades les plus responsables du Parti communiste de l'U.R.S.S. Camarades, vous avez été durant ces neuf années d'histoire mondiale l'élément organisateur et moteur des forces révolutionnaires de tous les pays : le rôle que vous avez joué n'a, dans toute l'histoire du genre humain, aucun précédent qui l'égale en ampleur ni en profondeur. Mais vous êtes aujourd'hui en train de détruire votre œuvre, vous dégradez et vous courez le risque d'annuler le rôle dirigeant que le Parti communiste de l'U.R.S.S. avait

conquis sous l'impulsion de Lénine ; il nous semble que la violence de votre passion pour les problèmes russes vous fasse perdre de vue les aspects internationaux des questions russes elles-mêmes, vous fasse oublier que vos devoirs de militants russes ne peuvent et ne doivent être accomplis que dans le cadre des intérêts du prolétariat international.

Le bureau politique du P.C.I. a étudié avec toute la diligence et l'attention dont il est capable tous les problèmes qui sont aujourd'hui discutés dans le Parti communiste de l'U.R.S.S. Les problèmes qui se posent à vous aujourd'hui peuvent se poser demain à notre parti. Dans notre pays aussi, les masses rurales forment la majorité de la population laborieuse. En outre, tous les problèmes qui touchent à l'hégémonie du prolétariat se présenteront certainement chez nous sous une forme encore plus complexe et encore plus aiguë que dans la Russie elle-même, parce qu'en Italie la densité de la population rurale est considérablement supérieure ; parce que nos paysans ont une très forte tradition d'organisation, et qu'ils sont toujours parvenus à peser de façon très sensible de tout leur poids spécifique de masse dans la vie politique nationale ; parce que chez nous, l'appareil de l'organisation ecclésiastique a une tradition bimillénaire et qu'il s'est spécialisé dans la propagande et dans l'organisation des paysans, d'une façon inégalée dans les autres pays. S'il est vrai que chez nous l'industrie est plus développée et que le prolétariat s'appuie sur une base matérielle appréciable, il est également vrai que cette industrie n'a pas de matières premières dans le pays et est par conséquent plus exposée à la crise. C'est pourquoi le prolétariat ne pourra assumer sa fonction dirigeante que s'il est très riche en esprit de sacrifice et s'il s'est complètement libéré de toute trace de corporatisme réformiste ou syndicaliste. C'est de ce point de vue réaliste, et que nous croyons être léniniste, que le Bureau politique du P.C.I. a étudié vos discussions. Jusqu'à présent, nous n'avons exprimé d'opinion de parti que sur le problème strictement disciplinaire des fractions. Afin d'éviter, comme vous l'avez demandé à la suite de votre XIVe Congrès, que la discussion des problèmes russes ait lieu au sein des sections de l'Internationale. Nous déclarons maintenant que nous estimons fondamentalement juste la ligne politique de la majorité du Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S., et que c'est certainement dans ce sens que se prononcera la majorité du Parti italien, au cas où il deviendrait nécessaire de poser le problème dans son ensemble. Nous ne voulons pas, et nous estimons que ce serait inutile, faire de l'agitation, de la propagande, avec vous et avec les camarades du bloc oppositionnel. C'est pourquoi nous ne dresserons pas une liste de tous les problèmes particuliers, en les accompagnant de notre appréciation. Nous répétons que ce qui nous impressionne, c'est que l'attitude oppositionnelle s'attaque à toute la ligne politique du C.C., et touche au cœur même de la doctrine léniniste et de l'action politique de notre Parti de l'Union. Ce sont le principe et la pratique de l'hégémonie du prolétariat qui sont mis en question, ce sont les rapports fondamentaux d'alliance entre ouvriers et paysans qui sont troublés et mis en péril, c'est-à-dire les piliers mêmes de l'État ouvrier et de la Révolution. Camarades, on n'a jamais vu dans l'histoire qu'une classe dominante ait été dans son ensemble placée dans des conditions de vie inférieures au niveau de vie de couches et d'éléments déterminés de la classe dominée et assujettie. Cette contradiction inouïe, c'est le sort que l'histoire a réservé au prolétariat ; dans cette contradiction résident les plus grands dangers courus par la dictature du prolétariat, en particulier dans les pays où le capitalisme n'avait pas encore atteint un grand développement et n'était pas parvenu à unifier les forces productrices.

C'est de cette contradiction (qui, d'ailleurs, apparaît déjà sous quelques-uns de ses aspects dans les pays capitalistes où le prolétariat a atteint objectivement une fonction sociale élevée) que naissent le réformisme et le syndicalisme, que naît l'esprit corporatif et que se forment des couches d'aristocratie ouvrière. Et pourtant, le prolétariat ne peut devenir une classe dominante s'il ne dépasse pas par le sacrifice des intérêts corporatifs une telle contradiction, il ne peut maintenir son hégémonie et sa dictature, même après être devenu la force dominante, s'il ne

sacrifie pas ces intérêts immédiats aux intérêts généraux et permanents de la classe. Certes, c'est un terrain où la démagogie est facile ! Il est facile d'insister sur les aspects négatifs de la contradiction : « Es-tu bien le dominateur, ouvrier mal vêtu et mal nourri, le dominateur n'est-il pas plutôt le *nepman* couvert de fourrures et disposant de tous les biens terrestres ? » C'est ainsi que les réformistes, après une grève qui a augmenté la cohésion et la discipline de la masse, mais par sa longue durée a encore appauvri chaque ouvrier, s'écrient : « À quoi bon avoir lutté ? Vous voilà ruinés et appauvris ! » Il est facile de faire de la démagogie sur ce terrain, et il est difficile de ne pas en faire lorsque le problème a été posé dans les termes de l'esprit corporatif et non dans ceux du léninisme, dans ceux de la doctrine de l'hégémonie du prolétariat, qui se trouve être historiquement dans une position déterminée et non dans une autre[677].

C'est là, à notre avis, l'élément essentiel de vos discussions, c'est là que se trouvent la racine des erreurs du bloc oppositionnel et l'origine des dangers latents qui sont contenus dans son activité. L'idéologie et l'activité pratique du bloc oppositionnel sont une résurrection complète de toute cette tradition de la social-démocratie et du syndicalisme qui, jusqu'à présent, a empêché le prolétariat occidental de s'organiser en classe dirigeante.

Seules une ferme unité et une ferme discipline dans le Parti qui gouverne l'État ouvrier peuvent assurer l'hégémonie prolétarienne dans un régime de N.E.P., c'est-à-dire au moment où se développe au maximum la contradiction dont nous venons de parler. Mais dans ce cas, l'unité et la discipline ne peuvent être mécaniques et contraignantes, elles doivent être loyales et venir d'une conviction, et elles ne doivent pas ressembler à l'unité et à la discipline d'une division ennemie, emprisonnée et assiégée, qui ne pense qu'à s'évader ou à sortir par surprise.

Voilà, mes très chers camarades, ce que nous avons voulu vous dire, avec un esprit de frères et d'amis, même si nous ne pouvons être que vos frères cadets. Les camarades Trotski, Zinoviev, Kamenev ont puissamment contribué à nous éduquer à la révolution, il leur est arrivé de nous corriger très énergiquement et très sévèrement, ils ont été nos maîtres. C'est à eux spécialement que nous nous adressons, comme étant les plus grands responsables dans la situation actuelle, parce que nous voulons être sûrs que la majorité du C.C. d'U.R.S.S. n'a pas l'intention d'écraser l'adversaire dans la lutte et qu'elle est disposée à éviter les mesures extrêmes. L'unité de notre parti frère de Russie est nécessaire au développement et au triomphe des forces révolutionnaires mondiales ; tout communiste et tout internationaliste doit être prêt à faire à cette nécessité les plus grands sacrifices. Les dommages causés par une faute commise par le Parti uni sont facilement réparables, les dommages que causerait une scission ou un état prolongé de scission latente peuvent être irréparables et fatals.

Avec nos salutations communistes,

Signé : Le Bureau politique du Parti communiste d'Italie.

---

[677] C'est là une analyse que Togliatti reprendra à son compte - mais pour la retourner contre l'opposition - dans son intervention sur le Rapport de Staline, au VIIe Plénum de l'Exécutif de l'I.C., le 10 décembre 1926 : « Faire ce que fait l'opposition signifie aller vers les ouvriers et leur dire : voyez, les nepmen, les koulaks vivent mieux que certains d'entre vous ; ce sont eux les vainqueurs de la révolution. Mais cela n'est rien d'autre qu'un retour aux méthodes de la social-démocratie et du syndicalisme, aux méthodes employées par les réformistes auprès de l'aristocratie ouvrière pour l'empêcher de lutter, non pour un intérêt particulier, mais pour la révolution » (P. Togliatti, *Opere, II 1926-1929,* Rome, 1975, P. 112).

À TOGLIATTI [678] *(14 octobre 1926)*

Très cher,

Je te joins le document dont il t'est fait état dans une autre lettre. Tu le feras recopier et traduire, en ajoutant, si tu veux, nos noms qui, en toute hypothèse, ne devraient pas être publiés. Tu peux revoir le texte, pour quelques modifications de détail et de forme, vu la hâte avec laquelle il a été rédigé. Les termes essentiels de ce document doivent toutefois être conservés dans leur intégrité. Puisque notre intention est d'aider la majorité du Comité central, tu peux te mettre d'accord avec les camarades les plus responsables pour ces éventuelles modifications. Notre impression est plutôt pessimiste, c'est pourquoi il nous a semblé que cette lettre était nécessaire.

J'attends le texte corrigé et collationné des lettres d'Antonio Labriola, avec la préface de Riazanov. Nous en avons besoin pour le premier numéro de *L'Ordine Nuovo* [679]. Il faut faire vite, absolument.

J'enverrai les articles pour l'I.C. d'ici peu, comme je l'espère [680].

Salutations à tous.

Antonio.

A TOGLIATTI (26 octobre 1926)

Mon cher Ercoli,

J'ai reçu ta lettre du 18 [681]. Je réponds à titre personnel, encore que je sois persuadé d'exprimer aussi l'opinion des autres camarades.

Ta lettre me paraît trop abstraite et trop schématique dans son mode de raisonnement. Nous sommes partis du point de vue, que je crois exact, que dans nos pays, il n'y a pas seulement les partis en tant qu'organisations techniques, mais qu'il y a aussi de grandes masses de travailleurs, politiquement stratifiées de manière contradictoire, mais tendant, dans leur ensemble, à l'unité. Un des facteurs les plus actifs de ce processus unitaire est l'existence de l'U.R.S.S. liée à l'activité réelle du P.C. de l'U.R.S.S. et à la conviction générale qu'en U.R.S.S., on marche sur

---

[678] Ce billet accompagnait la lettre au Comité central du P.C. d'Union soviétique qu'on vient de lire ci-dessus. Il a été publié pour la première fois par les soins de Franco Ferri en 1970, *loc. cit.*, p. 13.

[679] Il s'agit des lettres d'Antonio Labriola à Engels qui furent publiées par la suite dans *La Stato Operaio* de Paris (1929 -1930). Certaines de ces lettres, alors inédites, avaient d'abord paru, dans une traduction russe, dans *Pod znamenem marksizma* (Moscou, no 1, 1er janvier 1924, pp. 41 -75), où elles étaient précédées d'une note introductive de David Riazanov. « K pismam A. Labrioly » (*ibid.*, pp. 35-40). Traduite en italien comme le souhaitait Gramsci - dont on connaît l'intérêt pour les travaux de Riazanov - après la « disgrâce » de son auteur, cette introduction (« Antonio Labriola ». *La Stato Operaio*, 1, 7, 1927, I, 7,1927, pp. 787-792) ne fut plus reprise dans la nouvelle édition des *Lettere a Engels* (Rome. 1949). Quant à *L'Ordine Nuovo,* c'est là le titre (provisoire, semble-t-il) de la nouvelle revue théorique que Gramsci se préparait alors à publier et à laquelle il destinait le texte sur lequel il travaillait à ce moment-là, « Quelques thèmes de la question méridionale ».

[680] Il s'agit vraisemblablement d'articles destinés à *L'Internationale communiste,* organe du C.E. de l'I.C.

[681] Cf., ci-après, pp. 321-325.

la voie du socialisme [682]. Dans la mesure où nos Partis représentent tout l'ensemble actif de l'U.R.S.S., ils ont une influence déterminée sur toutes les couches politiques de la grande masse, ils en représentent la tendance unitaire, ils se meuvent sur un terrain historique fondamentalement favorable, en dépit des superstructures contradictoires.

Mais il ne faut pas croire que cet élément qui fait du P.C. de l'U.R.S.S. l'organisateur des masses le plus puissant qui ait jamais fait son apparition dans l'histoire, est désormais acquis dans sa forme stable et définitive : bien au contraire. Cet élément est toujours instable. De même, il ne faut pas oublier que la révolution russe a déjà neuf années d'existence et que son activité actuelle est un ensemble d'actions partielles et d'actes de gouvernement que seule une conscience théorique et politique très développée peut appréhender comme un tout et dans son mouvement d'ensemble vers le socialisme. C'est non seulement pour les grandes masses laborieuses, mais aussi pour une partie importante des travailleurs inscrits aux partis occidentaux (travailleurs qui ne se différencient des masses que par ce pas qu'est l'entrée au Parti, pas radical sans doute, mais qui n'est que la première étape dans le développement de la conscience), que le mouvement d'ensemble de la Révolution russe est représenté concrètement par le fait que le Parti russe agit d'une manière unitaire, qu'œuvrent et agissent ensemble les hommes représentatifs que nos masses connaissent et ont été habituées à connaître. La question de l'unité, non seulement du Parti russe mais également du noyau léniniste, est donc une question de la plus haute importance dans le champ international ; c'est, d'un *point de vue de masse,* la question la plus importante dans cette période historique qui voit s'intensifier le processus contradictoire qui conduit à l'unité.

Il est possible et probable que l'unité ne puisse être sauvegardée, tout au moins sous la forme qu'elle a eue dans le passé. Il est non moins certain que le monde ne s'écroulera pas pour autant et qu'il faut tout faire pour préparer les masses et les camarades à la nouvelle situation. Ce qui n'empêche que notre devoir absolu est de rappeler à la conscience politique des camarades russes, et avec la plus grande énergie, les dangers et les faiblesses que leurs attitudes sont en train de susciter. Nous serions de bien pauvres révolutionnaires et bien irresponsables si nous laissions passivement s'accomplir les faits, en justifiant *a priori* leur nécessité.

Qu'en nous acquittant d'un tel devoir, nous puissions, d'une manière annexe, servir *aussi* à l'opposition, c'est une chose qui ne doit pas trop nous préoccuper ; en effet, notre but est de contribuer au maintien et à la création d'un plan unitaire dans lequel les diverses tendances et les diverses personnalités puissent se rapprocher et se fondre même idéologiquement. Mais je ne crois pas que notre lettre, qui doit être lue comme un tout et non par morceaux détachés et isolés de l'ensemble, risques-en quelque façon d'affaiblir la position de la majorité du Comité central. En tout cas, c'est précisément dans cet esprit-là et au cas où il pourrait y avoir méprise que je t'avais autorisé, dans une lettre jointe, à modifier la forme de ce document : tu pouvais très bien intervertir les deux parties et mettre dès le commencement notre déclaration quant à la « responsabilité » de l'opposition. C'est pourquoi ta manière de raisonner m'a fait une impression des plus pénibles.

---

[682] Carlo Reggiani (« Cavalli ») paraphrasera quelque peu ce point dans sa déclaration au VIIe Plénum, le 8 décembre 1926 : « Depuis l'année 1917, le Parti communiste russe et la révolution russe ont été le principal élément moteur et le principal facteur d'organisation des forces révolutionnaires de tous les pays. Ce rôle du Parti russe et de la révolution russe s'exprime actuellement dans la conviction de l'avant-garde du prolétariat et des masses laborieuses que le prolétariat est capable, après la conquête du pouvoir, d'édifier le socialisme et que le socialisme est réellement édifié, dans l'Union soviétique » (« VIIe session de l'Exécutif élargi - Dix-neuvième séance (8 décembre 1926), *La Correspondance Internationale,* VII, 4, 10 janvier 1927, p. 62). Cette déclaration, qui était lue au nom de la délégation italienne, avait été en fait rédigée par Togliatti (E. Ragionieri, « Introduzione » à P. Togliatti, *Opere, II* 1926-1929, p. LI).

Et je tiens à te dire qu'il n'y a pas en nous la moindre ombre d'alarmisme, mais seulement une réflexion pondérée et froide. Nous sommes sûrs qu'en aucun cas le monde ne s'écroulera : mais ce serait stupide de ne commencer à bouger qu'au moment où le monde va s'écrouler, ce me semble. C'est pourquoi aucune phrase toute faite ne nous ôtera la conviction que, pour ce qui est de notre manière de considérer les questions russes, nous sommes dans la juste ligne, dans la ligne léniniste. La ligne léniniste consiste à lutter pour l'unité du Parti, et pas seulement pour l'unité extérieure mais pour celle un peu plus intime qui consiste en ce qu'il n'y ait pas dans le Parti deux lignes politiques complètement divergentes sur toutes les questions. L'unité du Parti est une condition essentielle non seulement dans nos pays, pour ce qui concerne la direction idéologique et politique de l'Internationale, mais également en Russie, pour ce qui concerne l'hégémonie du prolétariat, autrement dit le contenu social de l'État.

Tu fais une confusion entre les aspects internationaux de la question russe qui reflètent une réalité historique : le lien qui unit les masses laborieuses au premier État socialiste - et les problèmes d'organisation internationale sur le terrain syndical et politique. Les deux aspects sont étroitement coordonnés, mais cependant distincts. Les difficultés qu'on rencontre et qui se sont d'ailleurs fait jour dans un domaine plus restreint, celui de l'organisation, sont soumises aux fluctuations qui se produisent dans un domaine plus vaste, celui de l'idéologie diffuse dans la masse, en d'autres termes, par le recul de l'influence et la baisse du prestige du Parti russe dans certaines couches populaires. En parlant de méthode, nous avons voulu exprimer seulement quelques aspects les plus généraux : nous avons voulu éviter de tomber dans l'exposé naïvement scolaire que certains documents d'autres Partis n'ont malheureusement pas su éviter et qui enlève tout sérieux à leur intervention.

De même, il n'est pas vrai, comme tu le dis, que nous soyons trop optimistes sur la bolchevisation réelle des Partis occidentaux. C'est tout le contraire. Le processus de bolchevisation est tellement lent et difficile que tout obstacle, si petit soit-il, l'arrête ou le retarde. La discussion russe et l'idéologie de l'opposition jouent dans cet arrêt et ce retard un rôle d'autant plus grand que l'opposition représente en Russie tous les vieux préjugés du corporatisme de classe et du syndicalisme qui pèsent sur la tradition du prolétariat occidental et en retardent le développement idéologique et politique. Notre remarque était tout entière tournée contre l'opposition. Il est vrai que les crises des Partis, y compris celles du Parti russe, sont liées à la situation objective, mais qu'est-ce que cela signifie ? Peut-être qu'à cause de cela nous devons cesser de lutter, nous devons cesser de faire effort pour modifier en notre faveur les éléments subjectifs ? Le bolchevisme consiste justement en cela aussi, à savoir de garder la tête froide et d'être idéologiquement et politiquement fermes, y compris dans les situations difficiles. Ta remarque est donc sans force ni valeur, de même que celle du point 5, puisque nous avons parlé des grandes masses et non de l'avant-garde prolétarienne. Il reste toutefois que la difficulté existe aussi pour cette dernière qui n'est pas bâtie sur les nuages, mais unie à la masse : et elle existe d'autant plus que le réformisme, avec ses tendances au corporatisme de classe, autrement dit à la non-compréhension du rôle dirigeant de l'avant-garde, rôle qui doit être sauvegardé même au prix de sacrifices, est plus enraciné en Occident qu'il ne l'était en Russie. Tu oublies aussi facilement les conditions techniques dans lesquelles se déroule le travail dans de nombreux Partis, conditions qui n'autorisent pas la diffusion des questions théoriques plus élevées autrement que dans de petits cercles d'ouvriers. Tout ton raisonnement est vicié de « bureaucratisme » : aujourd'hui, en effet, neuf ans après octobre 1917, ce n'est plus le fait de la prise du pouvoir par les bolcheviks qui peut révolutionner les masses occidentales, pour la raison que l'expiation en est consommée et qu'il a déjà produit ses effets ; la chose qui est active aujourd'hui, idéologiquement et politiquement, c'est la conviction (quand elle existe) que le prolétariat, une fois le pouvoir pris, peut construire le socialisme. L'autorité du Parti est

liée à cette conviction qui ne peut être inculquée aux grandes masses avec des méthodes de pédagogie scolaire, mais de pédagogie révolutionnaire, en d'autres termes, seulement par un fait politique, à savoir que le Parti russe dans son ensemble est convaincu et mène une lutte unitaire.

Je regrette sincèrement que notre lettre n'ait pas été comprise de toi, d'une part, et, d'autre part, que, guidé par mon billet personnel, tu n'aies pas cherché en tout cas à mieux comprendre car notre lettre était tout entière un réquisitoire contre l'opposition et, rédigée en des termes non démagogiques, elle n'en était, justement pour cela, que plus efficace et plus sérieuse. Je te prie de joindre aux actes du Congrès, outre le texte italien de la lettre-document et mon billet personnel, la présente lettre.

Cordiales salutations.

Antonio.

Appendice

TOGLIATTI À GRAMSCI (le 18 octobre 1926.)

Mon cher Antonio,

Vous trouverez ici l'exposé, assez bref, de mon opinion sur la lettre du Bureau politique du Parti communiste italien au Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S. Je ne suis pas d'accord avec cette lettre, pour plusieurs raisons que je t'indique très schématiquement [683].

1° C'est dans la façon même de poser les problèmes que réside le défaut essentiel de cette lettre. On pose au premier plan le fait de la scission qui a eu lieu dans le groupe dirigeant du Parti communiste de l'Union, et c'est seulement au second plan qu'on pose celui de savoir si est juste ou non la ligne qui est suivie par la majorité du Comité central. Cette manière de procéder est caractéristique de la façon dont beaucoup de camarades des Partis occidentaux considèrent et jugent les problèmes du Parti communiste de l'Union, mais ne correspond pas à la juste méthode pour poser ces problèmes. Il n'y a pas de doute que l'unité du groupe dirigeant du Parti communiste russe a une valeur qui n'est pas comparable à la valeur qu'a l'unité des groupes dirigeants des autres Partis. Cette valeur vient de la tâche historique qui a incombé à ce groupe dans la constitution de l'Internationale. Toutefois, quelle que soit la grandeur de ce Parti, elle ne doit pas nous porter à juger des questions du Parti communiste russe sur la base d'une ligne différente de la ligne générale des principes et des positions politiques. Le danger inclus dans la position qui est prise dans votre lettre est grand du fait que probablement, désormais, l'unité de la vieille garde léniniste ne sera plus ou sera assez difficilement réalisée d'une manière continue. Dans le passé, le plus grand facteur de cette unité était donné par l'énorme prestige et par l'autorité, personnelle de Lénine. Cet élément ne peut pas être remplacé. La ligne du Parti sera établie au travers de discussions et de débats. Nous devons nous habituer à maîtriser nos nerfs et à faire que les maîtrisent aussi nos camarades de la base. Et nous devons nous initier nous-mêmes et initier les militants du Parti à la connaissance des problèmes russes de manière à pouvoir les juger selon la ligne des principes et des positions politiques. C'est dans cette étude des questions russes et non dans un appel à l'unité du groupe dirigeant que réside l'aide que doivent donner au Parti communiste russe les autres partis de l'Internationale. Vous avez raison, donc, quand vous parlez de la nécessité d'une intervention de ces partis dans le conflit entre Comité central et opposition, mais cette intervention ne peut avoir lieu que sous une forme, à savoir de contribuer, sur la base de notre expérience révolutionnaire, à établir et à confirmer la juste ligne léniniste dans la solution des problèmes russes.

Si notre intervention a un autre point de départ, le danger existe non pas qu'elle soit inutile mais qu'elle soit nocive.

---

683 Togliatti adressa le même jour une autre lettre - d'un ton plus officiel - au Bureau politique du P.C. d'Italie. Évitant d'y poser les problèmes de fond soulevés ici, il se contentait d'insister sur le caractère inopportun de la lettre du 14 octobre et visait d'évidence à rassurer ses correspondants (« en général, votre lettre est trop pessimiste »), auxquels il demandait d'attendre la visite de Jules Humbert-Droz avant d'entreprendre toute autre démarche. La seule allusion à un désaccord se trouvait reléguée dans nu post-scriptum, dans lequel il faisait connaître à ses camarades du Bureau politique l'envoi de la présente lettre (en laissant ainsi, on peut le supposer, toute licence à Gramsci de leur en communiquer ou non la teneur) : « P.S. - Je ne suis pas d'accord sur le contenu de la lettre [au P.C. d'U.R.S.S.], pour des motifs d'ordre général et pour certains motifs d'ordre particulier que j'expose dans une lettre au camarade Antonio » (P. Togliatti, Opere, II, cit., p. 66).

2° La conséquence de ce point de départ erroné se trouve dans le fait que dans la première moitié de votre lettre, celle précisément où sont exposées les conséquences que peut avoir sur le mouvement occidental une scission du Parti russe (et de son noyau dirigeant), vous parlez indifféremment de tous les camarades dirigeants russes, c'est-à-dire que vous ne faites aucune distinction entre les camarades qui sont à la tête du Comité central et les chefs de l'opposition.

Page 2 des feuillets écrits par Antonio, on invite les camarades russes « à réfléchir et à être plus conscients de leurs responsabilités ». Aucune allusion n'est faite à une distinction entre eux.

Page 6, on dit ceci :

« C'est tout spécialement sur ce point que nous croyons de notre devoir d'internationalistes d'attirer l'attention des camarades les plus responsables du Parti communiste de l'U.R.S.S. Camarades, vous avez été durant ces neuf années d'histoire mondiale l'élément organisateur et moteur des forces révolutionnaires de tous les pays, le rôle que vous avez joué n'a, dans toute l'histoire du genre humain, aucun précédent qui l'égale en ampleur ni en profondeur. Mais vous êtes aujourd'hui en train de détruire votre œuvre, vous dégradez et courez le risque d'annuler le rôle dirigeant que le Parti communiste de l'U.R.S.S. avait conquis sous l'impulsion de Lénine ; il nous semble que la passion violente que vous attachez aux questions russes vous fasse perdre de vue les aspects internationaux des questions russes elles-mêmes, vous fasse oublier que vos devoirs de militants russes ne peuvent et ne doivent être accomplis que dans le cadre des intérêts du prolétariat international. »

Il manque ici aussi une distinction, si minime soit-elle. On ne peut conclure qu'une chose, c'est que le Bureau politique du Parti communiste italien considère que tout le monde est responsable, rappelle tout le monde à l'ordre.

Il est vrai que, dans la conclusion de la lettre, cette attitude est corrigée. On y lit que Zinoviev, Kamenev et Trotski sont les « plus grands » responsables, et on ajoute :

« Nous voulons être sûrs que la majorité du Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S. n'a pas l'intention d'écraser l'adversaire dans la lutte et qu'elle est disposée à éviter les mesures excessives. »

L'expression « nous voulons croire » a une valeur de limitation, en d'autres termes, ce qu'on veut dire par ces mots, c'est qu'on *n'est pas certain.*

Or, mis à part toute considération sur le fait de savoir qu'il est opportun d'intervenir dans le débat russe actuel en attribuant un peu de tort au Comité central, mis à part le fait qu'une telle position ne peut que tourner au bénéfice total de l'opposition, mis à part donc ces considérations d'opportunité, peut-on affirmer qu'un peu de tort revient au Comité central ? Je ne le crois pas. La preuve en est les tentatives faites avant le XlVe Congrès pour parvenir à un accord et, ce qui importe davantage, la preuve en est la politique suivie après le XlVe Congrès, qui fut prudente et à laquelle on ne peut reprocher en aucune manière d'être une politique menée à l'aveuglette. Quant à la vie intérieure du Parti, le Comité central russe n'est pas plus responsable de la discussion, de l'activité fractionnelle de l'opposition, de l'acuité de la crise, etc., que nous n'étions responsables nous-mêmes, Comité central italien, de l'activité fractionnelle de Bordiga, de la constitution et de l'action du Comité d'entente, etc. Il y a sans aucun doute une rigueur,

dans la vie intérieure du Parti communiste de l'Union. Mais il faut qu'elle y soit. Si les Partis occidentaux voulaient intervenir auprès du groupe dirigeant pour faire disparaître cette rigueur, ils commettraient une erreur très grave. En vérité, dans ce cas, c'est la dictature du prolétariat qui pourrait s'en trouver compromise.

Je considère donc que la moitié de votre lettre ainsi que les formules de conclusion qui s'y rapportent sont politiquement une erreur. Cette erreur gâte ce qu'il y a de bon dans la lettre (y compris dans sa première partie).

Encore une remarque sur ce point. Il est juste que les Partis étrangers voient avec préoccupation une aggravation de la crise du Parti communiste russe, et il est juste qu'ils cherchent, dans la mesure de leurs possibilités, à la rendre moins grave. Il est toutefois certain que, quand on est d'accord avec la ligne du Comité central, la meilleure façon de contribuer à dominer la crise est d'exprimer sa propre adhésion à cette ligne sans poser aucune limitation. Si l'opposition russe n'avait pas compté sur l'appui de quelques groupes d'opposition, ou de partis entiers de l'Internationale, elle n'aurait pas eu l'attitude qu'elle a eue après le XlVe Congrès. L'expérience montre que l'opposition utilise les moindres oscillations qui trouvent une expression même dans les appréciations de groupes et de Partis dont on sait qu'ils sont en accord avec le Comité central.

3° Dans le passage que j'ai cité ci-dessus, dans lequel on rappelle les camarades russes à leur sens des responsabilités, il est dit qu'ils perdent de vue les aspects internationaux des questions russes. Dans cette affirmation, on perd de vue le fait qu'après le XIVe Congrès, la discussion russe s'est déplacée des problèmes à dominante russe vers les problèmes internationaux. L'oubli de ce fait explique qu'on ne fasse pas allusion dans la lettre à ces problèmes internationaux, et c'est là un troisième et grave défaut.

4° Votre lettre est trop optimiste quand elle parle de la bolchevisation qui était en train de s'accomplir après le Ve Congrès et il semble que vous attribuiez à la seule discussion russe l'arrêt du processus de consolidation des Partis communistes. Il y a là aussi une limitation dans l'appréciation et une erreur d'évaluation. Il faut reconnaître d'une part que la solidité bolchevique de certains des groupes dirigeants placés à la tête de nos partis après le Ve Congrès était tout à fait extérieure (France, Allemagne, Pologne), d'où les inévitables crises qui s'en sont suivies. En second lieu, il faut reconnaître que ces crises, bien plus qu'à la discussion russe, sont liées au changement de la situation objective et aux répercussions de celle-ci au sein de l'avant-garde de la classe ouvrière. La crise russe elle-même est liée à ce changement, de la même manière d'ailleurs que toutes les crises et discussions précédentes, et, en particulier, par exemple, celle qui fut close par le Xe Congrès et qui a le plus d'analogie avec la crise d'aujourd'hui.

5° La lettre est trop pessimiste, en revanche, non seulement en ce qui concerne les conséquences de la discussion russe, mais plus généralement en ce qui concerne la capacité qu'on prête à l'avant-garde du prolétariat de comprendre quelle est la ligne du Parti communiste russe et à la faire comprendre aux masses ouvrières. C'est pourquoi vous surestimez les conséquences nocives de la discussion russe au sein du prolétariat occidental et votre pessimisme donne l'impression que vous ne considérez pas comme entièrement juste la ligne du Parti. Si cette ligne est juste et correspond bien aux conditions objectives, nous devons être en mesure d'en faire comprendre la valeur aux masses et nous devons aussi être en mesure de maintenir les masses serrées autour de la Russie et du Parti bolchevique nonobstant les discussions. C'est au travers de discussions et de scissions que

le Parti bolchevique a réussi à conquérir la direction du prolétariat russe. J'ai le sentiment qu'aujourd'hui vous entendez le rôle historique du Parti russe et de la révolution russe d'une manière extérieure. Ce n'est pas tant l'unité du groupe dirigeant (qui n'a d'ailleurs jamais été une chose absolue) qui a fait du Parti russe l'organisateur et le propulseur du mouvement révolutionnaire mondial de l'après-guerre, que le fait que le Parti russe a entraîné la classe ouvrière à conquérir le pouvoir et à s'y maintenir. La ligne actuelle du Parti le condamne-t-elle oui ou non à faillir à cette tâche historique qui est la sienne ? Voilà les termes dans lesquels on doit poser la question de la position du Parti russe dans le mouvement international, si on ne veut pas tomber tout droit dans les raisonnements de l'opposition.

Ce sont là quelques remarques faites à la hâte. Mais ces remarques sont, à mon sens, fondamentales. Fais-moi connaître ta pensée à ce sujet.

Fraternellement.

Palmiro Togliatti.

MANUILSKI À GRAMSCI [684] *(le 21 octobre 1926)*

Cher ami,

Je me permets de vous écrire cette lettre parce que le camarade Ercoli, après avoir reçu votre lettre dirigée au Comité directeur de V.K.P. m'a mis au courant de la question et a demandé mon conseil. J'ai vu que votre lettre a été écrite avant que vous ayez appris les nouvelles sur la capitulation de notre opposition. Vous avez suivi la polémique de notre presse de même que les nouvelles alarmantes publiées dans la presse bourgeoise et par les différentes agences *(Stephani* [685]*)* en premier lieu, et vous avez apprécié la situation comme elle vous a paru en Italie. Si j'étais à votre place, coupé de toute source d'informations, j'aurais pu l'apprécier de la même façon. Et vous en Italie, vous êtes dans une situation exceptionnelle. Aucun journal communiste des autres pays n'arrive pas légalement dans votre pays.

Quand je juge d'après la presse bourgeoise, je vois clairement comment la situation est peinte en noir dans le V.K.P. Nous nous considérons ici d'avoir commis une faute en vous laissant sans une information régulière sur la question russe. Nous avons décidé de réparer cette erreur, et dans quelques jours viendra chez vous un camarade chargé de vous donner un tableau exact de la situation [686]. Et pour l'avenir, je serais très heureux si de temps en temps, vous m'écrirez en demandant les nouvelles qui vous intéressent. Maintenant, je veux vous dire

---

[684] Cette lettre a été publiée pour la première fois en 1970 par les soins de F. Ferri, *loc. cit.*, pp. 17-18. Manuilski l'ayant écrite directement en français, nous en conservons la syntaxe originelle mais, aux fins d'une meilleure lecture, nous en corrigeons l'orthographe. Quant au rôle de médiateur fréquemment joué par Manuilski auprès des communistes italiens, cf. *supra,* p. 159, n. 1.

[685] Il s'agit de l'agence de presse officielle Stefani.

[686] Dans sa lettre du 18 octobre au Bureau politique du P.C. d'Italie. Togliatti avait déjà annoncé à ses camarades la venue de Jules Humbert-Droz. Chargé d'une mission d'information sur « les questions russes et sur la situation du P.C. russe en général », ce dernier participa à la réunion du Comité central du P.C.I. qui eut lieu à Valpocevera (près de Gênes) du 1er au 3 novembre 1926. Mais, ainsi qu'il le rapporte dans ses Mémoires, face à la nouvelle vague de répression qui suivit l'attentat de Bologne, les questions russes passèrent quelque peu « au second plan ». Gramsci, de plus, n'avait pu venir à cette réunion.

quelques mots sur la situation en Russie. Je vous prie me croire que ce n'est pas un optimisme officiel mais la situation telle qu'elle est.

1° Jamais le pouvoir des Soviets et la dictature du prolétariat n'étaient plus forts que maintenant. Ils sont enracinés dans l'esprit de la population travailleuse si profondément qu'aucune opposition ne peut pas les ébranler. Nous sommes ici aussi « stabilisés » et stabilisés plus fortement que le régime capitaliste à l'ouest en Europe.

2° Jamais l'opposition n'a pas subi un échec plus lamentable que celui du dernier mois. Si elle a capitulé, ce n'est pas parce que on a exercé contre elle des mesures disciplinaires, c'est parce que elle se heurtait dans notre parti à une telle résistance à la base qu'elle a compris que pour plusieurs années, il serait impossible de secouer le Parti.

3° Tout le monde ici, même l'opposition, voit dans quelle voie elle est entrée et dans quelle impasse elle se trouvait. Maintenant, il est clair que sortir du Comité anglo-russe était une tactique de stupidité [687]. Aussi les problèmes intérieurs russes : les dangers que l'opposition a signalés, notre parti jusqu'à sa base voit clairement et prend les mesures. Il suffit de voir la politique d'impôt pour comprendre que le koulak est muselé comme un chien. D'ailleurs, à l'Exécutive élargi [688] nous aurons l'occasion de vous donner tous les preuves.

C'est pourquoi, cher ami, je vous prie de communiquer à tous les camarades du Bureau politique qu'aucun danger de la scission n'existe pas dans le V.K.P. Je comprends vos inquiétudes mais les choses ne marchent pas mal ici. Vous aurez l'occasion de vous convaincre quand vous viendrez à l'Exécutif élargi.

Je vous envoie à tous mes salutations les plus cordiales et sincères.

D. Manuilski.

(*Rinascita,* XXVII, 17, 24 avril 1970, pp. 17-18)

---

687 Cf., *supra*, p. 263, n. 4.

688 Gramsci aurait dû participer en effet au VIIe Plénum de l'Exécutif de l'I.C. qui se déroula du 22 novembre au 16 décembre 1926. Il écrivait à sa femme, le 27 octobre 1926 : « Le 30, c'est-à-dire dans trois jours, je partirai de Rome et j'essaierai de sortir du pays pour venir au prochain Exécutif élargi : je ne suis pas sûr de réussir tout à fait, mais il semble y avoir quelques possibilités favorables. Aussitôt entré sur le territoire soviétique, je te télégraphierai... » (*2 000 pagine...*, II. p. 84.)

TROISIÈME PARTIE

QUELQUES THÈMES DE LA QUESTION MÉRIDIONALE [689] *(1926)*

Le point de départ des notes qui suivent a été la publication, dans *Quarto Stato* [690] du 18 septembre, d'un article sur le problème méridional, signé Ulenspiegel, que la rédaction a fait

---

[689] Ces « Notes », ainsi que le rapporte Camilla Ravera dans le témoignage publié en annexe, ont été retrouvées dans les papiers de Gramsci après son arrestation et publiées pour la première fois en janvier 1930 dans *Lo Stato Operaio* (IV, 1) revue théorique du P.C. d'Italie qui paraissait alors à Paris. Republié par les soins de Togliatti dans *Rinascita* (II, 2, février 1915) à la fin de la guerre, ce texte a été réédité plusieurs fois par la suite.

Cet essai, auquel Gramsci n'a pu mettre la dernière main, s'intitulait initialement « Note sui problema meridionale e sull'atteggiamento nei suoi confronti dei comunisti dei socialisti e dei democrati » - soit, littéralement : « Notes sur le problème méridional et sur l'attitude à son égard des communistes, des socialistes et des démocrates. » Mais ce titre originel - qui apparaît dans le manuscrit - a été corrigé - d'une autre écriture, semble-t-il - au profit d'une formule plus « publique » : « Alcuni temi della questione meridionale - Quelques thèmes de la question méridionale. »

Ainsi qu'un certain nombre d'autres articles auxquels *Lo Stato Operaio* faisait allusion dans sa présentation et qui n'ont pas été retrouvés, ce texte était destiné, on le sait, à la revue théorique mensuelle que Gramsci se préparait à lancer en ressuscitant une fois de plus le titre de *L'Ordine Nuovo*.

Outre l'indication explicite du « prétexte » choisi par Gramsci - un article de Tommaso Fiore dans *Quarto Stato* du 18 septembre 1926 - une lettre à sa femme permet de dater la rédaction de ces « Notes » d'octobre 1926 : « Je suis en train de terminer un travail d'assez longue haleine qui s'avérera peut-être assez intéressant et assez utile », lui écrit-il en effet le 20 octobre (*2 000 pagine*.... II p. 83). L'indication est intéressante à plusieurs titres, qui permet non seulement d'effectuer cette datation, mais qui témoigne de l'importance que Gramsci attribue désormais à la « question méridionale » et qui atteste surtout que ces « Notes » et les préoccupations qu'elles expriment sont pleinement contemporaines, et peut-être inséparables, de la lettre au Comité central du P.C. d'Union soviétique.

De par leur caractère de « travail d'assez longue haleine », ces « Notes » ne, sauraient bien entendu se réduire à l'incident qui leur sert de prétexte. La plaidoirie de Gramsci en faveur du « méridionalisme » de *L'Ordine Nuovo* vise en particulier à plusieurs résultats : répondre, certes, aux « attaques » des « jeunes » de Quarto Stato, mais surtout légitimer la politique méridionaliste du P.C. d'Italie en la rattachant à la tradition d'un des groupes présents à Livourne et l'épurer, en l'inscrivant dans l'histoire du Parti, de tout caractère trop immédiatement tactique. Sans vouloir faire nôtres les critiques de *Quarto Stato,* il est certain pourtant que - jusqu'en 1923 - le « méridionalisme » des communistes italiens, *L'Ordine Nuovo* y compris, n'a pas eu la linéarité que sous-entend Gramsci. On peut certes invoquer ici, comme, le fait Gramsci, certains textes « précoces » : « La questione meridionale » (*Comunismo*, no 13, 1920) et « Il problema meridionale ed comiunisti » (*L'Ordine Nuovo,* 1er mai 1921), d'Alfonso Leonetti : « Il Partito comunista e la questione meridionale » *(Rassegna comunista,* no 11, 1921), de Giovanni Sanna, mais les thèses sur « La question agraire » du Congrès de Rome de 1922 - thèses rédigées par le même Sanna en collaboration avec Graziadei - ne soufflent mot de la « spécificité méridionale » et la doctrine du Parti reste fidèle - en témoigne la brochure de Bordiga sur *La Questione agraria* (Rome, 1921) -au marxisme le plus « orthodoxe ». La section agraire du P.C. d'Italie mise en place au moment du Congrès de Rome sera détruite quelques mois après par le fascisme et reconstituée seulement en 1924 à l'initiative de Gramsci. Ce n'est donc pas tout à fait sans motif qu'on verra - avec Aurelio Lepre - dans ces « Notes » de 1926 le prolongement de la lettre du 12 septembre 1923 sur la fondazion de *L'Unità («* La questione meridionale nella lettera di Antonio Gramsci per la fondazione dell'*Unità* », *Rinascita,* XXI, 6, 8 février 1964, pp. 25-27). Tandis que le nouveau quotidien va consacrer un certain nombre d'éditoriaux et d'articles (de Leonetti, Di Vittorio et Grieco, en particulier) à la « question méridionale », le programme de la section agraire reconstituée va miser - dès novembre 1924 - sur l'alliance entre le prolétariat du Nord et la paysannerie méridioriale. Les « Thèses de Lyon » de 1926 en feront, on le sait, l'une des pièces centrales de la nouvelle stratégie du P.C. d'Italie. Le 12 septembre 1926, enfin, moins d'un mois avant la rédaction de ces « Notes », la conférence agraire du Parti, réunie clandestinement à Bari - et le choix du lieu a son importance - adoptera des « Thèses sur le travail paysan » dont S. Caprioglio rappelle qu'elles étaient « directement inspirées par Gramsci » (*Lettere dal carcere, Turin*. 1965, p. XXXVII).

[690] Fondée par Pietro Nenni et Carlo Rosselli. La revue *Quarto Stato* parut à Milan du 27 mars au 30 octobre 1926 (30 numéros publiés). Elle comptait parmi ses collaborateurs de jeunes socialistes comme Lelio Basso « qui y collaborait sous le pseudonyme de « Prometeo Filodemo ») et représentait, pour paraphraser Gramsci, une nouvelle génération du socialisme italien. Menant un travail d'autocritique - d'autocritique, mais non de « démolition », ainsi que le précisait Rosselli - et prenant acte de l'effondrement du vieux P.S.I. face au fascisme, elle œuvrait simultanément pour la rénovation et l'unification du socialisme en Italie. Assez largement diffusé dans les milieux démocrates et socialistes et, particulièrement, parmi les étudiants, Quarto Stato représentait une présence irritante pour les autres courants de la gauche et son implantation milanaise - dont Stefano Merli souligne justement l'importance - ne pouvait laisser indifférent un Gramsci que préoccupait la « conquête du prolétariat milanais ». Cf. S. Merli, « Il *Quarto Stato* di Rosselli e Nenni e la polemica sol rinnovamento socialista nel 1926 », in *Rivista Storica del Socialismo*, III, 11, septembre-décembre 1960, pp. 819-828 et, pour une vue d'ensemble de la revue. *Il Quarto Stato di Nenni e Rosselli,* a cura di D. Zucàro, Milan, 1977.

précéder d'une présentation assez ridicule. Ulenspiegel[691] rend compte dans cet article d'un livre récent de Guido Dorso (*La Rivoluzione meridionale*, Turin, édition Piero Gobetti, 1925), et il se réfère au jugement que Dorso a porté sur l'attitude prise par notre Parti à propos du problème méridional[692]. Dans sa présentation, la rédaction de *Quarto Stato*, qui se prétend constituée de « jeunes connaissant *parfaitement* dans ses *lignes générales (sic)* le problème méridional », proteste collectivement contre le fait que l'on puisse reconnaître des « mérites » au Parti communiste[693]. Jusque-là, il n'y a rien de bien grave : les jeunes du type *Quarto Stato* ont, de tout temps et en tout lieu, fait subir au papier bien d'autres opinions et bien d'autres protestations sans que le papier se rebelle. Mais, par la suite, ces « jeunes » ajoutent textuellement : « Nous n'avons pas oublié que la formule magique des communistes turinois était : partager le latifondium entre les prolétaires ruraux. Cette formule est aux antipodes de toute façon saine et réaliste d'envisager le problème méridional. » Et ici, il est indispensable de mettre les choses au point, parce que la seule chose « magique » en l'occurrence, c'est l'impudence et l'attitude superficielle et irresponsable des « jeunes » rédacteurs de *Quarto Stato*.

La « formule magique » est inventée de toutes pièces. Et il faut qu'ils aient bien peu d'estime pour leurs très intellectuels lecteurs, ces « jeunes » de *Quarto Stato,* pour oser formuler avec une morgue aussi verbeuse de telles contre-vérités. Voici, en effet, une citation de *L'Ordine Nuovo* (numéro du 3 janvier 1920) dans laquelle se trouve résumé le point de vue des communistes turinois :

« La bourgeoisie septentrionale a soumis l'Italie du Sud et les îles, et les a ravalées au rang de colonies d'exploitation ; le prolétariat du Nord, en s'émancipant lui-même de l'esclavage capitaliste, émancipera les masses paysannes méridionales asservies à la Banque et à l'industrialisme parasitaire du Nord. Ce n'est pas par un partage des terres incultes ou mal cultivées que l'on arrivera à la régénération économique et politique des paysans, mais par la solidarité avec le prolétariat industriel, lequel a besoin, de son côté, de la solidarité des paysans, et a intérêt à ce que le capitalisme ne renaisse pas, économiquement, de la propriété terrienne, et à ce que l'Italie du Midi et les îles ne deviennent pas une base militaire pour la contre-révolution capitaliste. En imposant le contrôle ouvrier sur l'industrie, le prolétariat orientera l'industrie vers la production de machines agricoles pour les paysans, d'étoffes et de chaussures pour les paysans, d'énergie électrique pour les paysans ; elle empêchera l'industrie et la Banque d'exploiter plus avant les paysans et de les soumettre, tels des esclaves, à leurs coffres-forts. En s'attaquant à l'autocratie de l'usine, en portant atteinte à l'appareil oppressif de l'État capitaliste, en instaurant ouvrier qui soumette les capitalistes à la loi du travail utile, les ouvriers briseront

691 Ulenspiegel [T. Fiore], « Il problema meridionale », Quarto Stato, 18 septembre 1926 (aujourd'hui in *Il Quarto Stato*..., *op. cit*., pp. 252-257) : mais c'est manifestement la note de présentation signée « Noi » *(ibid.,* pp. 249-251) et due probablement à Rosselli et Nenni qui suscite ici la colère de Gramsci. Originaire des Pouilles, Tommaso Fiore avait collaboré, à La *Rivoluzione liberale* de Gobetti ; le sous-titre du livre qui lui vaudra le prix Viareggio en 1952 viendra d'ailleurs le rappeler : *Un popolo di formiche, Lettere pugliesi a Piero Gobetti* (Bari, 1952). Cf., aussi, son tableau des Pouilles : *Il cafone all'inferno* (Turin, 1955).

692 Guido Dorso (1892-1947) avait été interventionniste et avait même collaboré un temps au *Popolo d'Italia.* À la fin de la guerre, il s'était rapproché de Gobetti, avait critiqué, lui aussi, la Réforme Gentile et avait collaboré à *La Rivoluzione liberale.* C'est également chez Gobetti qu'avait été éditée *La Rivoluzione meridionale.* Dorso y menait la critique - désormais classique - du Risorgimento comme « conquête royale » : en s'appuyant, pour réaliser l'Unité, sur les vieilles oligarchies méridionales et en les confortant dans leurs privilèges, la bourgeoisie septentrionale avait été à l'origine de 1'« arriération », du *Mezzogiorno* ; arriération que la suite de l'histoire italienne - de Giolitti à Mussolini - n'avait fait que perpétuer... Comme on pouvait le prévoir, *La Rivoluzione* meridionale fut mise à l'index par le fascisme.

693 Retraçant à grands traits la découverte de la « question méridionale » de la part du P.C. d'Italie, Dorso saluait dans « cette marche impétueuse vers la vérité » une manifestation de « maturité politique » qui plaçait le Parti communiste « au premier rang parmi les mouvements libéraux italiens » (*La Rivoluzione meridionale*, Turin, 1955, p. 162).

les chaînes qui rivent le paysan à sa misère et à son désespoir ; en instaurant la dictature ouvrière, en ayant en main les industries et les Banques, le prolétariat orientera l'énorme puissance de l'organisation de l'État vers le soutien des paysans dans leur lutte contre les propriétaires, dans leur lutte contre la Nature, contre la misère, il donnera des crédits aux paysans, il instituera des coopératives, il garantira la sécurité des personnes et des biens contre les déprédateurs, il assumera les dépenses publiques d'assainissement et d'irrigation. Il fera tout ceci parce qu'il est de son intérêt de donner l'essor à la production agricole ; parce qu'il est de son intérêt d'acquérir et de conserver la solidarité des masses paysannes, parce qu'il est de son intérêt d'orienter la production industrielle vers un travail utile de paix et de fraternité entre les villes et les campagnes, entre le Nord et le Midi[694]. »

Ceci a été écrit en janvier 1920. Sept ans ont passé, et nous sommes plus vieux de sept ans, même politiquement parlant. Aujourd'hui, quelques-unes de ces idées pourraient être mieux exprimées ; on pourrait, et même on devrait, distinguer la période qui succédera immédiatement à la prise du pouvoir, et sera caractérisée par l'application pure et simple du contrôle ouvrier sur l'industrie, des périodes qui suivront. Mais ce qu'il importe de noter ici, c'est que l'idée fondamentale des communistes turinois n'a pas été la « formule magique » du partage du latifondium, mais celle de l'alliance politique entre ouvriers du Nord et paysans du Sud pour arracher à la bourgeoisie le pouvoir gouvernemental : bien plus, les communistes turinois (cependant favorables au partage des terres en tant que conséquence de l'action solidaire des deux classes) sont justement ceux qui mettaient en garde contre les illusions sur la « valeur miraculeuse » du partage systématique des latifondia. Dans le même article du 3 janvier 1920, voici ce qui est écrit : « Qu'est-ce que pourrait gagner un paysan pauvre à occuper une terre inculte ou mal cultivée ? Sans machines, sans habitation sur le lieu de travail, sans crédits pour attendre le moment de la récolte, sans organismes coopératifs qui achètent ladite récolte et le tirent des griffes des usuriers (si toutefois il atteint le moment de la récolte sans s'être pendu au plus solide des arbustes de ses broussailles ou au moins étique des figuiers de sa terre inculte), que pourrait bien retirer un paysan pauvre de l'occupation forcée des terres ? » Toutefois, nous étions pour la formule fort réaliste et nullement « magique » de l'attribution de la terre aux paysans ; mais nous voulions qu'elle se fasse dans le cadre d'une action révolutionnaire unitaire des deux classes alliées sous la direction du prolétariat industriel. Les rédacteurs de *Quarto Stato* ont inventé de toutes pièces la « formule magique » attribuée aux communistes turinois, ils ont fait ainsi la preuve de leur peu de sérieux en tant que journalistes et de la maigreur de leurs scrupules d'intellectuels d'officine villageoise ; ce sont là aussi des éléments politiques qui pèsent leur poids et ne sont pas sans conséquences.

Dans le domaine prolétarien, les communistes turinois ont eu un mérite indiscutable : celui d'avoir imposé la question méridionale à l'attention de l'avant-garde ouvrière en soulignant qu'elle était un des problèmes essentiels de la politique nationale du prolétariat révolutionnaire. En ce sens, ils ont contribué effectivement à faire sortir la question méridionale de sa phase imprécise, intellectualiste, celle qu'on peut appeler phase de concrétisme, et à la faire entrer dans une phase nouvelle. C'est l'ouvrier révolutionnaire de Turin et de Milan qui devenait le protagoniste de la question méridionale et non plus les Giustino Fortunato, les Gaetano Salvemini, les Eugenio Azimonti, les Arturo Labriola, pour ne citer que les « bonzes » chers aux « jeunes » de *Quarto Stato*[695].

---

[694] « Operai e contadini », *L'Ordine Nuovo*, I, 32, 3 janvier 1920, in *L'Ordine Nuovo 1919-1920*, éd. cit., pp. 316-318.

[695] Député puis sénateur libéral, Giustino Fortunato (1848-1932) est 1'un des grands maîtres du « méridionalisme ». Originaire de Basilicate, lui-même se proclamait « frénétiquement unitaire » et entendait traiter la question méridionale comme partie intégrante des problèmes de la société globale : Il mezzogiorno e lo Stato italiano (Bari, 1911). La *questione meridionale e la riforma tributaria* (Rome, 1920) etc. Des gênérations de « méridionalistes », de

Les communistes turinois s'étaient posé concrètement la question de l'« hégémonie du prolétariat », celle de la base sociale de la dictature du prolétariat et de l'État ouvrier. Le prolétariat peut devenir la classe dirigeante et dominante dans la mesure où il parviendra à créer un système d'alliances de classes qui lui permettra de mobiliser contre le capitalisme et contre l'État bourgeois la majorité de la population laborieuse, ce qui, dans le cas de l'Italie, compte tenu des rapports réels qui existent entre les classes, revient à dire dans la mesure où elle réussira à obtenir l'assentiment des larges masses paysannes. Mais en Italie, la question paysanne est historiquement déterminée, ce n'est pas la « question paysanne et agraire en général » ; en Italie, la tradition italienne déterminée et le développement déterminé de l'histoire italienne ont fait que la question paysanne a pris deux aspects typiques et particuliers : la question méridionale et le problème du Vatican. Conquérir la majorité des masses paysannes signifie donc, pour le prolétariat italien, faire siennes ces deux questions en les considérant du point de vue social, comprendre les exigences de classe qu'elles impliquent, inclure ces exigences dans son programme révolutionnaire de transition, et les mettre parmi ses revendications de lutte.

Le premier problème à résoudre, pour les communistes turinois, consistait à modifier la ligne politique et l'idéologie générale du prolétariat lui-même, en tant qu'élément national intégré à l'ensemble de la vie de l'État et subissant inconsciemment l'influence de l'école, de la presse, de la tradition bourgeoise. On sait quelle idéologie les propagandistes de la bourgeoisie ont répandue par capillarité dans les masses du Nord : le Midi est le boulet de plomb qui empêche l'Italie de faire de plus rapides progrès dans son développement matériel, les méridionaux sont biologiquement des êtres inférieurs, des semi-barbares, voire des barbares complets, c'est leur nature ; si le Midi est arriéré, la faute n'en incombe ni au système capitaliste, ni à n'importe quelle autre cause historique, mais à la Nature qui a créé les méridionaux paresseux, incapables, criminels, barbares, tempérant parfois cette marâtre condition par l'explosion purement individuelle de grands génies, pareils à de solitaires palmiers se dressant dans un stérile et aride désert. Le Parti socialiste a servi pour une grande part d'agent de transmission de cette idéologie bourgeoise dans le prolétariat septentrional. Le Parti socialiste a donné sa bénédiction à toute la littérature « méridionaliste » de la clique des écrivains de la soi-disant école positiviste, les Ferri, les Sergi, les Niceforo, les Orano [696] et leurs émules de moindre envergure qui, à travers des articles, des essais, des nouvelles, des romans, des livres d'« impressions » et de souvenirs, répétaient sous diverses formes le même refrain, une fois de plus, la « science » servait à écraser les miséreux et les exploités, mais cette fois, elle se drapait des couleurs socialistes, elle prétendait être la science du prolétariat.

Salvemini à Dorso, se sont réclamées de lui. Quarto Stato, en particulier, lui avait consacré un article, de la plume de Tullio Ascarelli : «

Un carattere : G. Fortunato » (cité par S. Merli, *loc. cit.*, p. 823). Collaborateur de *L'Unità* de Salvemini, Eugenio Azimonti (1880-1960) était également un « méridionaliste » ; *Il mezzogiorno agrario qual'è* (Bari, 1919). Quant à Salvemini et Arturo Labriola, cf. *Écrits politiques,* I, pp. 140, n. 2 ; 78, n. 2.

[696] Sur Enrico Ferri, cf. *Écrits politiques,* I, p. 145, n. 2 ; Écrits poli*tiques,* II, p. 60, n. 1 et, *supra*, p. 251. Positiviste à la façon de Ferri et de Lombroso, l'anthropologue Giuseppe Sergi (1841-1936) avait publié en particulier un ouvrage, *Arii e Italici* (Turin, 1898), illustrant assez bien la vision « raciale » sinon raciste, des problèmes méridionaux. Quant à Alfredo Niceforo (1876-1960), il est probable que Gramsci ne pense pas tant à *L'Italia barbara contemporanea* (Milan-Palerme, 1898) ou à *Italiani del Nord e italiani del Sud* (Turin, 1901) qu'à *La delinquenza in Sardegna (Palerme,* 1897), ouvrage de criminologie préfacé par Enrico Ferri, « dans lequel l'auteur se servait des mensurations crâniennes d'un certain nombre de bergers de Barbagia, en Sardaigne, pour conclure à l'existence, entre Orgosolo, Orune et Bitti, d'une “ zone de délinquance ”, peuplée d'hommes ayant sucé le bacille du crime presque à la mamelle » (G. Fiori, *La vie de Antonio Gramsci*, éd. cit., p. 94). Ancien syndicaliste révolutionnaire rallié au fascisme, Paolo Orano s'était, au dire de ses adversaires, illustré comme anthropologue en dénigrant son île natale dans Psicologia della Sardegna (Rome, 1896).

Les communistes turinois réagirent énergiquement contre cette idéologie, surtout à Turin où, plus que partout ailleurs, les récits et les descriptions des vétérans de la « guerre contre le brigandage » dans le Sud et les îles[697] avaient influencé la tradition et la mentalité populaire. Ils réagirent énergiquement, de façon pratique, et ils réussirent à obtenir des résultats concrets d'une très grande portée historique, en arrivant à réaliser, à Turin en particulier, des embryons de ce qui sera la solution du problème méridional.

Dès avant la guerre, d'ailleurs, on avait assisté, à Turin, à un épisode qui contenait en puissance tout ce qui devait devenir, après la guerre, l'essentiel de l'action et de la propagande des communistes. Lorsque, en 1914, après la mort de Pilade Gay, le quatrième collège de la ville fut déclaré vacant et que se posa le problème d'une nouvelle candidature, un groupe de la section socialiste, dont faisaient partie les futurs rédacteurs de *L'Ordine Nuovo,* proposa de présenter Gaetano Salvemini. Salvemini était alors, dans la tendance radicale, le représentant le plus avancé de la masse paysanne du Midi. Il n'était pas au Parti socialiste, bien plus, il menait contre le Parti socialiste une campagne très ardente, et fort dangereuse dans la mesure où ses assertions et ses accusations devenaient au sein de la masse laborieuse méridionale une source de haine, non seulement contre Turati, Treves, D'Aragona, mais aussi contre le prolétariat industriel dans son ensemble (bien des balles tirées par les gardes royaux contre les ouvriers en 1919, 1920, 1921 et 1922 étaient fondues dans le plomb qui servit à imprimer les articles de Salvemini). Toutefois, ce groupe turinois voulait prendre une position de principe sur le nom de Salvemini, dans le sens qui fut exposé à Salvemini lui-même par le camarade Ottavio Pastore quand il se rendit à Florence pour avoir son accord sur ce projet de candidature : « Les ouvriers de Turin veulent élire un député pour les paysans des Pouilles. Les ouvriers de Turin savent que lors des élections générales de 1913 les paysans de Molfetta et de Bitonto étaient, dans leur écrasante majorité, favorables à Salvemini. La pression administrative du gouvernement Giolitti, et la violence des nervis et de la police ont empêché les paysans des Pouilles d'exprimer leur volonté. Les ouvriers de Turin ne demandent à Salvemini aucun engagement de quelque sorte qu'il soit ni quant au Parti ni quant au programme ni quant à la discipline envers le groupe parlementaire : une fois élu, Salvemini se réclamera des paysans des Pouilles, non des ouvriers de Turin, lesquels mèneront la campagne électorale selon leurs principes et ne seront en rien engagés par l'activité politique de Salvemini. »

Salvemini n'accepta pas de poser sa candidature, bien qu'il ait été ébranlé et même ému par cette proposition (en ce temps-là on ne parlait pas encore de la « perfidie » communiste, et les relations étaient sincères et détendues) ; il proposa Mussolini comme candidat et s'engagea à venir à Turin soutenir le Parti socialiste dans sa campagne électorale. En effet, il tint deux meetings grandioses à la Bourse du travail et Piazza Statuto, au milieu de l'enthousiasme de la

[697] Une première vague de « brigandage » avait secoué le royaume de Naples après la révolution de 1799 et avait favorisé le triomphe de la réaction sanfédiste. Un deuxième mouvement - celui auquel pense Gramsci - se développa dans la même région aussitôt après l'annexion du Mezzogiorno au royaume d'Italie. Si les légitimistes - qui allèrent parfois promettre aux Paysans le partage des terres - tentèrent de détourner alors à leur profit la volonté de « pandestruction » des bandes armées, il serait excessif pourtant de réduire ce phénomène aux seules dimensions d'une « Vendée méridionale ». Et renvoyer aux études sociologiques sur la « délinquance » serait sans doute plus pertinent. Le « brigandage » se présente en effet comme une réponse populaire - d'une société essentiellement rurale et pré-capitaliste - à une unification menée par en haut et confiée à l'administration militaire. Réponse au pillage et aux exactions et réaction au processus brutal de la piémontisation : nouveau système fiscal, service militaire obligatoire, augmentation d'autorité du prix de denrées essentielles comme le pain et le sel. Et déception aussi : nombre de promesses n'avaient pas été tenues et l'on avait pu voir l'armée italienne - à Bronte, par exemple - étouffer d'une « main de fer » les revendications paysannes... C'est, du reste, à l'armée que le gouvernement italien - sans envisager une solution politique ou sociale - confia le soin de liquider le « brigandage » : on proclama l'état de siège et l'on instaura une législation d'exception qui déféra « brigands » et suspects devant les tribunaux militaires. Et l'on pacifia le pays par les armes.

masse qui voyait et applaudissait en lui le représentant des paysans méridionaux, opprimés et exploités sous des formes encore plus odieuses et brutales que le prolétariat du Nord.

L'orientation en puissance dans cet épisode et qui ne se poursuivit pas plus avant par la seule volonté de Salvemini [698] fut reprise et appliquée par les communistes dans la période de l'après-guerre. Nous allons en rappeler les étapes les plus marquantes et les plus symptomatiques.

En 1919 se forma l'association « Giovane Sardegna » [Jeune Sardaigne], embryon et préfiguration de ce que devait être plus tard le « Partito Sardo d'Azione ». La « Giovane Sardegna » se proposait d'unir tous les Sardes de l'île et du continent en un bloc régional, capable d'exercer une pression efficace sur le gouvernement pour obtenir que soient tenues les promesses faites aux soldats pendant la guerre ; l'organisateur de la « Giovane Sardegna » sur le continent était un certain professeur Pietro Nurra, *socialiste,* qui très probablement fait aujourd'hui partie du groupe de « Jeunes » qui dans *Quarto Stato* découvre chaque semaine quelque nouvel horizon à explorer. Y adhéraient, avec cet enthousiasme que suscite toute nouvelle possibilité de récolter décorations, titres et menues médailles, des avocats, des professeurs, des fonctionnaires. L'assemblée constituante qui, pour les Sardes habitant le Piémont, avait été convoquée à Turin, fut imposante quant au nombre des participants. En majorité, c'étaient de pauvres gens, des hommes du peuple sans qualification précise, manœuvres d'usine, petits retraités, anciens combattants, anciens gardiens de prison, anciens douaniers qui exerçaient mille petites activités fort diverses ; ils étaient tous enthousiasmés à l'idée de se retrouver entre compatriotes, et à l'idée d'entendre des discours sur leur terroir auquel ils continuaient à être attachés par d'innombrables liens de parenté, d'amitiés, de souvenirs, de souffrances, d'espoirs ; et en premier lieu par l'espoir de retourner dans leur pays, mais dans un pays devenu plus prospère et plus riche, dans un pays qui leur donnerait la possibilité de vivre, ne serait-ce que modestement.

Les communistes sardes, au nombre de huit exactement, se rendirent à la réunion, déposèrent une motion à la tribune, et demandèrent à porter la contradiction. Après le discours enflammé et fleuri du rapporteur officiel, discours paré de toutes les Vénus et de tous les chérubins de l'art oratoire régionaliste, après que les assistants eurent pleuré au souvenir des douleurs passées et du sang versé à la guerre par les régiments sardes et qu'ils se furent enthousiasmés jusqu'au délire à l'idée d'un bloc compact formé par tous les généreux fils de la Sardaigne, il était fort difficile d'« introduire » une contradiction ; les prévisions les plus optimistes étaient le lynchage ou, à tout le moins, un petit tour au commissariat après avoir été arrachés à la « noble indignation de la foule ». La contradiction, si elle suscita une énorme stupéfaction, fut cependant écoutée avec attention, et une fois l'enchantement rompu, rapidement, bien que méthodiquement, on arriva à une conclusion révolutionnaire. Le dilemme avait été posé en ces termes : Vous autres, pauvres diables de Sardes, êtes-vous prêts à faire bloc avec les « Messieurs » de Sardaigne qui ont causé vos malheurs et qui sont les gardes-chiourme locaux de l'exploitation capitaliste, ou bien êtes-vous prêts à faire bloc avec les ouvriers révolutionnaires du continent qui veulent abattre toutes les exploitations et émanciper tous les opprimés ? On fit pénétrer ce dilemme dans l'esprit de l'assistance. Le vote par fraction

---

[698] En fait, comme lui-même le rappelle, l'idée d'une candidature de Salvemini aux élections de 1914 fut abandonnée aussitôt que ce dernier eut rappelé à ses interlocuteurs turinois qu'il « n'avait plus aucun lien avec le Parti socialiste ». Tasca le confirme dans une lettre du 29 décembre 1954 (G. Salvemini, *Scritti sulla questione meridionale (1896-1955),* Turin, 1958, pp. XXIII-XXV). La thèse du « refus » reparaît toutefois dans les *Cahiers de prison :* « *Réaction du Nord aux préjugés anti méridionaux.* Premier épisode en 1914 à Turin : proposition de candidature à Salvemini : la ville du Nord élit le député pour la campagne du Sud. Refus, mais participation de Salvemini à la campagne électorale en tant qu'orateur... » (*« Reazioni del Nord alle pregiudiziali antimeridionali », Cahier I* (XVI), 1929-1930, p. 52).

fut un immense succès : d'un côté un petit groupe de dames élégantes, de fonctionnaires en haut-de-forme, de professionnels de la politique, livides de rage et de peur, avec une quarantaine de policiers qui faisaient office de « claque », et de l'autre, toute la multitude des pauvres diables et des petites bonnes femmes en habit de fête autour de la minuscule cellule communiste. Une heure plus tard, à la Bourse du travail était constitué le « Cercle éducatif socialiste sarde », qui comptait 256 inscrits. La constitution de la « Giovane Sardegna » fut renvoyée *sine die* et n'eut jamais lieu [699].

Ce fut là la base politique de l'action menée parmi les soldats de la brigade Sassari, brigade de composition presque totalement régionale. La brigade Sassari avait participé à la répression du mouvement insurrectionnel de Turin en août 1917. Il était certain qu'elle ne risquait pas de fraterniser avec les ouvriers : en effet, du côté de la foule, subsistait cette haine que laisse toute répression, même envers ceux qui n'ont été que de simples exécutants, et du côté des régiments, on n'avait pas oublié les soldats tombés sous les coups des insurgés. La brigade fut accueillie par une foule de messieurs dames qui distribuaient aux soldats des fleurs, des cigarettes et des fruits. Le récit qui va suivre, fait par un ouvrier tanneur de Sassari à propos des premiers sondages de propagande, est caractéristique de l'état d'esprit des soldats : « Je me suis approché d'un bivouac de la place X. (les premiers jours, les soldats sardes bivouaquaient sur les places comme s'ils avaient été dans une ville conquise) et j'ai parlé avec un jeune paysan qui m'avait accueilli cordialement parce que je suis de Sassari comme lui. “ Qu'est-ce que vous êtes venus faire à Turin ? - Nous sommes venus pour tirer contre les messieurs qui font grève. - Mais ceux qui font grève, ce ne sont pas des messieurs, ce sont des ouvriers, et ils sont pauvres. - Ici, tous sont des messieurs, ils portent tous un col et une cravate, ils gagnent 30 lires par jour. Les pauvres, moi, je les connais, et je sais comment ils sont habillés : à Sassari, oui, il y a beaucoup de pauvres ; nous tous, les bêche-terre, nous sommes pauvres et nous gagnons 1 lire et demie par jour. - Mais moi aussi, je suis ouvrier et je suis pauvre. - Toi, tu es pauvre, parce que tu es sarde. - Mais si je fais grève avec les autres, est-ce que tu me tireras dessus ? ”

« Le soldat réfléchit un peu, puis, me mettant la main sur l'épaule :

« - Écoute, quand tu fais grève avec les autres, reste donc à la maison ! »

Tel était l'esprit de l'écrasante majorité de la brigade, qui ne comptait qu'un petit nombre d'ouvriers, quelques mineurs du bassin d'Iglésias. Et pourtant, à peine quelques mois plus tard, à la veille de la grève générale des 20 et 21 juillet [700], la brigade fut retirée de Turin, les soldats ayant de l'ancienneté furent renvoyés dans leurs foyers et la formation fut fractionnée en trois : un tiers fut envoyé à Aoste, un tiers à Trieste, un tiers à Rome. On fit partir la brigade, de nuit, à la sauvette, aucune foule élégante n'était à la gare pour les applaudir ; leurs chants, s'ils étaient tout autant martiaux, n'avaient plus le même contenu que ceux qu'ils chantaient lors de leur arrivée.

Ces événements sont-ils restés sans conséquences ? Non ; ils ont eu des résultats qui, aujourd'hui encore, subsistent et poursuivent leur travail au plus profond de la masse populaire. Ils ont jeté des traits de lumière dans des cerveaux qui n'avaient jamais pensé dans ce sens-là et qui en sont restés frappés, radicalement modifiés. Nos archives ont été dispersées, bien des

---

[699] Sur cette réunion, cf. « La Sardaigne et la classe ouvrière », in *Écrits politiques,* I, pp. 315-317.

[700] Il s'agit de la grève internationale de solidarité avec les révolutions russe et hongroise des 20-21 juillet 1919. Salvatore Sechi a retrouvé récemment un certain nombre de tracts diffusés par Gramsci en cette occasion parmi les soldats de la brigade Sassari (S. Sechi, *Dopoguerra e fascismo in Sardegna,* déjà cité, p. 25). Cette action auprès des soldats sardes est également évoquée dans la note des *Cahiers* que l'on vient de citer.

documents ont été détruits par nous-mêmes, afin d'éviter des arrestations et des persécutions, mais nous n'avons pas oublié les dizaines, si ce n'est les centaines, de lettres adressées de Sardaigne à la direction turinoise de l'*Avanti !* Souvent c'étaient des lettres collectives, souvent elles étaient signées par tous les anciens de la « Sassari » d'un village donné. Par des voies incontrôlées et incontrôlables, les positions que nous avions prises devenaient populaires ; la formation du Partito Sardo d'Azione en fut fortement influencée au départ, et on pourrait rappeler à ce propos plus d'un épisode riche de sens et d'une grande portée.

On eut l'occasion de constater l'ultime conséquence de cette action en 1922, lorsque 300 carabiniers de Cagliari furent envoyés à Turin, dans le même but que l'avait été la brigade Sassari. Nous reçûmes alors, à la direction de *L'Ordine Nuovo,* une déclaration de principe, signée par un très grand nombre de ces carabiniers ; elle se faisait l'écho de l'ensemble de nos positions sur le problème méridional et apportait la preuve décisive de la justesse de notre ligne. Il va sans dire que, pour que cette ligne ait une efficience politique, il fallait qu'elle soit adoptée par le prolétariat. Aucune action de masse n'est possible si la masse elle-même n'est pas convaincue des objectifs à atteindre et des méthodes à appliquer ; le prolétariat, pour être capable de gouverner en tant que classe, doit se dépouiller de tout résidu corporatif, de tout préjugé et de toute scorie syndicaliste. Qu'est-ce que cela implique ? Cela implique qu'il ne suffit pas que soient surmontées les divergences qui existent entre les différentes professions et que, pour gagner la confiance et l'accord des paysans et de certaines catégories paraprolétariennes urbaines, il est indispensable de surmonter plusieurs préjugés et de vaincre certains égoïsmes qui peuvent subsister (et qui, en effet, subsistent) dans la classe ouvrière en tant que classe, même lorsque les particularismes de métiers ont disparu. Non seulement il faut que les métallurgistes, les menuisiers, les ouvriers du bâtiment, pensent en tant que prolétaires, et non plus simplement en tant que métallos, menuisiers, ouvriers du bâtiment, etc., mais encore il faut qu'ils fassent un pas de plus, il faut qu'ils pensent en ouvriers, en membres d'une classe qui tend à prendre la direction des paysans et des intellectuels, d'une classe qui ne peut vaincre et ne peut construire le socialisme que si elle est aidée et suivie par la grande majorité de ces deux couches sociales. Si l'on n'obtient pas cela, le prolétariat ne deviendra pas la classe dirigeante et ces couches sociales qui, en Italie, représentent la majorité de la population, en restant sous la coupe de la bourgeoisie, donneront à l'État la possibilité de résister à l'élan prolétarien et de le briser.

Eh bien, ce qui s'est passé à propos de la question méridionale prouve que le prolétariat a compris quels sont les devoirs qui lui incombent ! Deux faits méritent d'être signalés : l'un s'est produit à Turin, l'autre à Reggio Emilia, c'est-à-dire dans la citadelle du réformisme, du corporatisme de classe, de ce protectionnisme ouvrier qui servait de cible aux « méridionalistes » dans leur propagande parmi les paysans du Sud.

Après l'occupation des Usines, la direction de chez Fiat proposa aux ouvriers d'assumer la gestion de la firme sous forme coopérative[701]. Naturellement, les réformistes y étaient

[701] La proposition de transformer la FIAT en coopérative fut lancée par Giovanni Agnelli alors même que le mouvement d'occupation des usines - quelque peu « désamorcé » après la réunion de Milan des 9-11 septembre 1920 - commençait déjà de s'essouffler. Il s'agissait, ainsi qu'il l'exposa le 19 septembre au député socialiste Giuseppe Romita, de faire de la FIAT « une grande coopérative de production ». C'étaient les jours où Luigi Albertini voulait confier le gouvernement de l'Italie à la C.G.L. ; où d'autres industriels voulaient, eux aussi, transformer leurs entreprises en coopératives : les mines de l'île d'Elbe, par exemple... La démarche d'Agnelli fut donc suivie d'une série d'entretiens avec les parties intéressées : représentants de la F.I.O.M. et des coopératives, mandataires de la Bourse du travail de Turin, délégués d'ateliers. Tentative d'« intoxication » à l'approche du référendum du 25 septembre qui devait décider de l'évacuation des usines ? Sans doute : et, de fait, le projet fut abandonné dès l'évacuation de la FIAT, le 30 septembre suivant. Volonté aussi, de la part d'Agnelli, d'accroître sa marge de manœuvre par rapport au reste du front patronal ? C'est certain : et, après avoir signé un accord séparé pour la FIAT

favorables. Une crise industrielle se dessinait, le spectre du chômage angoissait les familles ouvrières. Si la Fiat devenait une coopérative, une relative sécurité de l'emploi aurait été acquise par les ouvriers, spécialement par les plus actifs sur le plan politique, qui étaient persuadés d'être voués au licenciement.

La section socialiste, guidée par les communistes, intervint énergiquement sur ce problème [702]. On dit aux ouvriers : une grande firme coopérative comme la Fiat ne peut être assumée par les ouvriers que si les ouvriers sont résolus à entrer dans le système des forces politiques bourgeoises qui gouvernent aujourd'hui l'Italie. La proposition de la Fiat s'insère dans le plan politique de Giolitti. En quoi consiste donc ce plan ? Avant-guerre, déjà, la bourgeoisie ne pouvait plus gouverner tranquillement. L'insurrection des paysans siciliens en 1894 et l'insurrection de Milan en 1898 ont été *l'experimentum crucis* de la bourgeoisie italienne.

Après la décennie sanglante de 1890-1900, la bourgeoisie a dû renoncer à une dictature trop absolue, trop violente, trop directe ; simultanément, bien que sans s'être concertés, les paysans du Sud et les ouvriers du Nord se sont dressés contre elle. Avec l'avènement du nouveau siècle, on a vu la classe dirigeante inaugurer une nouvelle politique d'alliance de classes, de blocs politiques de classes, autrement dit faire une politique de démocratie bourgeoise. Il lui fallait choisir : soit une démocratie rurale, c'est-à-dire une alliance avec les paysans méridionaux, une politique de liberté douanière, de suffrage universel, de décentralisation administrative, de baisse du coût des produits industriels, soit un bloc industriel capital-travail, sans suffrage universel, en faveur du protectionnisme douanier et du maintien de la centralisation de l'État (centralisation qui se ramène à la domination de la bourgeoisie sur les paysans et particulièrement sur ceux du Sud et des îles) et en faveur d'une politique réformiste des salaires et des libertés syndicales. Elle choisit, et non au petit bonheur, cette seconde solution. Giolitti personnifia la domination bourgeoise, le Parti socialiste devint l'instrument de la politique de Giolitti. À bien observer, c'est dans la décennie de 1900-1910 que se sont produites les crises les plus profondes dans le mouvement socialiste et ouvrier : la masse a réagi spontanément contre la politique de ses chefs réformistes. C'est le moment où est né le syndicalisme, qui est l'expression instinctive, élémentaire, primitive, mais saine, de la réaction des ouvriers qui se refusent à faire bloc avec la bourgeoisie mais sont prêts à faire bloc avec les paysans et *en premier lieu avec les paysans méridionaux.* Tels sont les faits ; bien plus, on peut dire que, dans un certain sens, le syndicalisme est une timide tentative des paysans méridionaux, représentés par leurs intellectuels les plus avancés, pour prendre la direction du prolétariat. Par qui en effet est constitué le noyau dirigeant du syndicalisme italien? Quelle est l'essence idéologique du syndicalisme italien ? Le noyau dirigeant du syndicalisme est presque exclusivement composé de méridionaux : Labriola, Leone, Longobardi, Orano[703]. L'essence idéologique du

(le 27 septembre), on pourra le voir s'assurer le contrôle total du conseil d'administration et conforter sa position au sein de la Lega industriale de Turin (cf., sur ces points, V. Castronovo, « La grande industria : giochi interni e finea di fondo », in *Il Ponte,* XXVI, 10 [« 1920. La grande speranza »], 31 octobre 1970, pp. 1198-1221).

702 Cf., par exemple, « La Fiat diventerà una cooperativa ? », in *Avanti !,* édition piémontaise, 1er octobre 1920 - article anonyme, mais dû certainement à Gramsci ; aujourd'hui in *L'Ordine Nuovo, 1919-1920,* Turin, 1955, pp. 172-176.

703 À partir de communes origines idéologiques - anarcho-syndicalisme, syndicalisme révolutionnaire et, surtout. sorélisme - ce « noyau syndicaliste » avait en fait éclaté à l'époque de la guerre de Tripolitaine et de la première grande crise de l'impérialisme italien. Labriola, on l'a dit *(Écrits politiques,* I, p. 78, n. 2), s'était prononcé pour la guerre coloniale : il avait fait alors un bout de chemin avec les nationalistes, collaborant en particulier à *La Lupa* (1910-1911), revue dans laquelle Paolo Orano, issu lui aussi du syndicalisme, jetait les prémisses d'un « socialisme national » qui allait le conduire à adhérer au fascisme. Enrico Leone, inversement, refusait l'aspect militaire de la conquête *(Espansionismo e colonie,* 1911), pour regagner le giron du socialisme officiel, mais n'en allait pas moins apparaître, au même titre qu'Orano, comme un précurseur du fascisme. (Cf. *Écrits politiques,* I, p. 74, n. 1.) Figure plus complexe, quoique de moindre grandeur, Ernesto Cesare Longobardi, qui procédait également d'un sorélisme anti réformiste (n'avait-il pas été l'un des fondateurs de la Bourse du travail de Salerno ?), ne cédait pas à la

syndicalisme est un nouveau libéralisme, plus énergique, plus agressif, plus combatif que le syndicalisme traditionnel. À bien observer, on peut voir que les thèmes fondamentaux autour desquels s'axent les crises traversées ensuite par le syndicalisme et qui expliquent le glissement des dirigeants syndicalistes dans le camp bourgeois sont au nombre de deux : l'*émigration* et le *libre-échange,* deux thèmes étroitement liés au méridionalisme. Le phénomène de l'émigration a fait naître la doctrine de la « nation prolétaire », lancée par Enrico Corradini [704] ; la guerre de Libye est apparue à toute une couche d'intellectuels comme le début de l'offensive de la « grande prolétaire » contre le monde capitaliste et ploutocratique. Tout un groupe de syndicalistes est alors passé au nationalisme ; bien mieux, le Parti nationaliste a été, à l'origine, constitué par des intellectuels syndicalistes (Monicelli, Forges-Davanzati, Maraviglia [705]). Le livre de Labriola, *Storia di dieci anni* (il s'agit des dix ans qui vont de 1900 à 1910)[706], est l'expression la plus typique et la plus révélatrice de ce néo-libéralisme antigiolittien et méridionaliste.

Pendant les dix années en question, le capitalisme s'est renforcé et développé, et a exercé une partie de son activité dans les milieux agricoles de la vallée du Pô. Un profond bouleversement s'est accompli chez les paysans du Nord : on a constaté une nette coupure entre les classes (le nombre des manœuvres a augmenté de 50 % d'après les données du recensement de 1911), la conséquence en a été une refonte des courants politiques et des attitudes d'esprit. La démocratie chrétienne et le mussolinisme sont les deux produits les plus marquants de cette période ; la Romagne est alors le creuset régional de ces deux nouvelles formes d'action, et le manœuvre agricole semble être devenu le protagoniste social par excellence de la lutte politique. La démocratie sociale, à travers ses organismes de gauche (*L'Azione* de Cesena) et le mussolinisme lui-même, est tombée rapidement sous le contrôle des « méridionalistes ».

fascination de Tripoli, mais se réveillait interventionniste en 1914. Il devait ensuite adhérer au P.S.I., puis au P.C.I. et même collaborer à *L'Unità* et à *L'Ordine Nuovo,* IIIe série.

[704] Écrivain, journaliste et plus tard député, Enrico Corradini (1865-1931) mêlait aux influences du nationalisme français quelques accents soréliens. Après *Giulio Cesare* (1902), drame exaltant la grandeur de la Rome antique, il fondait *Il Regno* (1903-1905), revue dont allait sortir le courant majeur du nationalisme italien : *La Voce*, de Prezzolini et Papini (1908), l'Associazione Nazionalista Italiana, fondée en 1910, et *L'Idea nazionae* (1911), premier journal du nationalisme italien. Son projet ? Le nationalisme comme négation et dépassement du socialisme ; la substitution de la guerre entre nations « bourgeoises » et nations « prolétaires » à la lutte des classes ou encore, pour reprendre le titre de son discours au congrès de fondation de l'Associazione Nazionalista Italiana, « Classes prolétariennes : socialisme ; nations prolétariennes : nationalisme ». Nationalisme qui était pour lui synonyme d'expansion coloniale : la conquête de la Libye - *L'Ora di Tripoli* (1911) -marqua, pour Corradini, le réveil de la « grande prolétaire », entendez : l'Italie.

[705] C'est effectivement comme « sorélien » que tous trois avaient commencé leur carrière dans les premières années du siècle. De sentiments syndicalistes (il collaborait à la même époque au *Divenire sociale* de Paolo Mantica et Enrico Leone), Tommaso Monicelli avait été rédacteur politique à l'*Avanti !* du temps de la direction « révolutionnaire » de Ferri (1904-1905) et il avait rompu avec l'organe socialiste lors de la « conversion » de son directeur (1906). On l'avait retrouvé ensuite à la tête du *Viandante* (1909-1910), feuille non conformiste de Milan, dont le jeune Gramsci avait été, de son aveu, un lecteur assidu, puis, assez soudainement, dans les rangs nationalistes, comme collaborateur de *L'Idea nazionale.* Il s'y était montré un des plus ardents partisans de la fusion avec le P.N.F. Devenu directeur du *Resto del Carlino*, il avait dû toutefois démissionner sous la pression du secrétaire des fasci de Bologne, Leandro Arpinati. Le Napolitain Roberto Forges Davanzati avait suivi à peu près le même itinéraire : syndicaliste révolutionnaire précocement converti au nationalisme, il avait contribué à fonder avec Corradini l'Associazione Nazionalista Italiana et *L'Idea n*azionale (dont il était le directeur), particulièrement agissant dans la crise de l'intervention, au sortir de la guerre il s'était efforcé de donner un nouveau souffle au mouvement et avait lancé entre autres, avec Francesco Coppola, une revue de théorie nationaliste. *Politica* (1918). Directeur de *La Tribuna* après la fusion national-fasciste de 1923, il était apparu, au cours de la crise Matteotti, comme l'un des hommes forts du régime. Syndicaliste également repenti, Maurizio Maraviglia avait été l'un des fondateurs de *L'Idea nazionale.* Membre du Grand Conseil fasciste, il était aussi « commissaire » pour le *Mezzogiorno.*

[706] Arturo Labriola, *Storia di dieci anni - 1899-1909*, Milan, Il Viandante, 1910.

L'Azione de Cesena [707] n'est qu'une édition régionale de *L'Unità* de Gaetano Salvemini. Quant à l'*Avanti !* dirigé par Mussolini, il est en train de se transformer, lentement mais sûrement, en une tribune pour les écrivains syndicalistes et méridionalistes ; les Fancello, les Lanzillo, les Panunzio, les Cicotti [708]sont devenus ses fidèles collaborateurs, Salvemini lui-même ne cache pas ses sympathies pour Mussolini, qui est également devenu le « poulain » de *La Voce* de Prezzolini [709]. Tout le monde se souvient bien que, en effet, au moment où Mussolini quitte l'*Avanti !* et le Parti socialiste, il est entouré de toute cette cohorte de syndicalistes et de méridionalistes.

Dans le domaine révolutionnaire, la plus importante répercussion de cette période est la *Semaine rouge* de juin 1914 ; la Romagne et les Marches sont l'épicentre de la *Semaine rouge* [710]. Dans le domaine de la politique bourgeoise, la plus importante répercussion est le pacte Gentiloni [711]. Puisque le Parti socialiste, sous l'influence des mouvements paysans de la vallée

---

[707] Hebdomadaire de la Lega democratico-cristiana italiana, *L'Azione* de Cesena avait succédé (1912) à *L'Azione democratica.* Elle était dirigée par Eligio Cacciaguerra et comptait parmi ses collaborateurs Giuseppe Donati et Eugenio Vaina.

[708] Tout comme Gramsci ou comme Orano, Niccolo Fancello était sarde. Se réclamant de Sorel et du syndicalisme révolutionnaire, mais partageant l'une des principales préoccupations de Salvemini et du « méridionalisme », il avait publié dans l'*Avanti !* en 1913 une série d'articles en faveur du libre-échange et en compagnie d'un autre Sarde, Attilio Deffenu, avait fondé, toujours en 1913, un « Groupe d'action et de propagande antiprotectionniste » auquel Gramsci avait donné son adhésion. Par la suite Fancello avait participé aux *Fasci* et collaboré au *Popolo d'Italia.*

Jusqu'à la guerre, l'itinéraire d'Agostino Lanzillo (1886-1952) avait été peu ou prou celui des autres syndicalistes se réclamant de Sorel. Disciple, correspondant, ami et, parfois, confident de ce dernier (qui lui adressa en 1910 une fort belle lettre autobiographique), lié également à Croce, Lanzillo avait effectivement collaboré à l'*Avanti !,* où, côte à côte avec Mussolini, il avait mené bataille contre le réformisme, ainsi qu'au *Divenire sociale,* à *La Voce* et à *L'Unità* de Salvemini. Interventionniste en 1914, il était alors passé au *Popolo d'Italia* et avait fini par adhérer au fascisme. Cf. aussi p. 274, n. 2. Pour Sergio Panunzio également, le fascisme pouvait apparaître comme une sorte d'aboutissement logique. Mais en fait, tant à l'égard de Mussolini que de l'État que ce dernier allait fonder, Panunzio avait toujours fonctionné comme un précurseur. Collaborateur du *Divenire sociale,* de l'*Avanti !* et d'*Utopia* - revue que publia Mussolini en 1913-1914 - puis du Popolo d'Italia, du Rinnovamento d'Alceste De Ambris (1918-1919) ou de *Critica fascista,* ce syndicaliste méridional (il était né à Molfetta, comme Salvemini) avait toujours anticipé sur Mussolini, le marquant de son influence dès les débuts du siècle, alors que le futur *Duce* commençait seulement de s'initier au socialisme, le secondant et le précédent dans la lutte contre le réformisme, le devançant en 1914 dans le débat sur l'intervention et, surtout, formulant très tôt une première théorie de l'État syndical ou corporatiste *(Sindacalismo* e *medio evo*, Naples, 1910).

Méridional (il était né à Potenza, en Basilicate), l'historien Ettore Ciccotti (1863-1939) avait présenté, devant le Congrès socialiste de Bologne (1904), un rapport sur l'*Azione del P.S. in rapporto al problema meridionale* (Imola, 1904). La même année, il avait également publié un ouvrage liant la question méridionale aux problèmes du développement de l'économie capitaliste en Italie *(Sulla questione meridionale,* Milan, 1904). Après le Congrès de Reggio Emilia, il avait publié dans *La Voce,* à la demande de Prezzolini, un compte rendu extrêmement favorable à Mussolini, lequel lui offrit en retour l'hospitalité de l'*Avanti !* pour débattre de la question méridionale.

[709] En fait, c'est plutôt Mussolini qui apparaît débiteur, tant à l'égard de Salvemini qu'envers Prezzolini et *La Voce*. Du premier, il retient en effet certains éléments de la polémique antiréformiste, des lumières sur la question méridionale, des animosités (contre Giolitti, contre la franc-maçonnerie), des encouragements (dans l'hostilité à la guerre de Libye comme dans le choix interventionniste de 1914), Prezzolini et *La Voce* le sensibilisent aux problèmes du syndicalisme, jettent en lui les germes de la polémique antidémocratique, précipitent chez lui la rupture avec le positivisme. L'évolution vers ce néo-idéalisme à mi-chemin entre Bergson et Croce qui caractérise et syndicalistes et « mussoliniens ». C'est surtout après le Congrès de Reggio Emilia de 1912 que Salvemini, espérant en un renouveau du socialisme, paraît miser sur Mussolini ou, du moins, s'intéresser à lui : au cours des deux années 1913-1914, il ne publiera pourtant que deux articles et une lettre dans l'*Avanti !* mussolinien. Avec Prezzolini et *La Voce,* des relations se sont nouées dès 1904, pendant le séjour de Mussolini dans le Trentin (6 février-26 septembre) : Mussolini apparaît alors comme un lecteur assidu de *La Voce* et entretient avec Prezzolini une correspondance assez suivie. Mussolini publie dans *Il Popolo* de Trente un compte rendu élogieux de *La Teoria sindacalista* de Prezzolini, lequel, à son tour, le soutient lorsqu'il est expulsé du Trentin. C'est aux éditions de *La Voce* que Mussolini publie en 1911 *Il Trentino veduto da un socialista*, etc.

[710] Cf. Écrits *politiques,* II, p. 58, n, 1.

[711] Il s'agit d'un accord secret noué entre Giolitti et le comte Ottorino Gentiloni (1865-1915), président de l'Union électorale catholique italienne, à l'occasion des élections des 26 octobre et 2 novembre 1913. Le public en eut connaissance grâce à une interview de Gentiloni parue dans le *Giornale d'Italia* quelques jours après les élections (8

du Pô, était revenu, après 1910, à une tactique intransigeante, le bloc industriel, soutenu et représenté par Giolitti, a perdu son efficacité. Giolitti change alors son fusil d'épaule ; il remplace l'alliance entre les bourgeois et les ouvriers par l'alliance entre les bourgeois et les catholiques qui représentent les masses paysannes de l'talie septentrionale et centrale. Par cette alliance, le Parti conservateur de Sonnino est complètement démantelé, et ne conserve qu'un tout petit noyau dans l'Italie méridionale, groupé autour d'Antonio Salandra. La guerre et l'après-guerre ont vu se dérouler dans la classe bourgeoise toute une série de processus moléculaires de la plus grande importance. Salandra et Nitti furent les deux premiers méridionaux à être chefs du gouvernement (pour ne pas parler des Siciliens, bien sûr, comme Crispi, qui fut le plus énergique représentant de la dictature bourgeoise au XIXe siècle) et ils cherchèrent à réaliser le plan bourgeois industrialo-agraire méridional, sur le terrain conservateur pour ce qui est de Salandra, sur le terrain démocratique pour ce qui est de Nitti (ces chefs de gouvernement furent d'ailleurs tous deux solidement aidés par le *Corriere della Sera,* c'est-à-dire par l'industrie textile lombarde).

Durant la guerre, déjà, Salandra essaya de déplacer en faveur du Midi les forces techniques de l'organisation de l'État, il essaya de remplacer les fonctionnaires giolittiens par un nouveau personnel à l'image de la nouvelle orientation politique de la bourgeoisie. Souvenez-vous de la campagne menée par *La Stampa,* particulièrement en 1917-1918, en faveur d'une étroite collaboration entre giolittiens et socialistes pour barrer la route à l'« empouillement » de l'État [712]. Cette campagne fut menée dans *La Stampa* par Francesco Ciccotti [713], ce qui signifie qu'elle était en fait l'expression de l'accord qui existait entre Giolitti et les réformistes. Le problème n'était pas de peu d'importance et les giolittiens, dans leur acharnement à se défendre, arrivèrent à outrepasser les limites permises à un parti de la grande bourgeoisie, ils arrivèrent jusqu'à ces manifestations d'antipatriotisme et de défaitisme dont tout le monde se souvient. Aujourd'hui, Giolitti est de nouveau au pouvoir, de nouveau, la grande bourgeoisie se fie à lui poussée par la panique qui l'envahit devant l'impétueux mouvement des masses populaires. Giolitti veut domestiquer les ouvriers de Turin. Il les a battus deux fois : lors de la grève d'avril dernier[714], et lors de l'occupation des usines ; les deux fois avec l'aide de la Confédération générale du travail, c'est-à-dire avec l'aide du réformisme corporatif. Il pense maintenant pouvoir les englober dans le système bourgeois de l'État. En effet, qu'adviendra-t-il si les ouvriers de FIAT

---

novembre 1913) : Gentiloni y déclarait, en effet, avoir fait voter pour les candidats libéraux. Comparable à ce que fut, vingt ans auparavant, le « Ralliement » en France, le « pacte Gentiloni » assura donc au gouvernement l'appui des catholiques, mais, surtout, il marqua leur entrée dans la vie politique italienne.

712 Allusion aux origines méridionales d'Antonio Salandra, né à Troia, dans les Pouilles, et député de Foggia, capitale des Pouilles.

713 Avant de se rallier au réformisme, Francesco Ciccotti Scozzese (1880-1937) avait appartenu à l'aile révolutionnaire du P.S.I. « Intégraliste » avec Ferri, « intransigeant » avec Lazzari, Vella et Mantica, il avait collaboré au *Viandante* de Monicelli et dirigé, *La Lotta di Classe* pendant l'incarcération de Mussolini. En 1917 encore, si l'on en croit Gramsci, les « intransigeants » de la section turinoise avaient essayé de le faire nommer directeur de l'*Avanti !* Hostile à l'intervention et au revirement de Mussolini. Il n'en finit pas moins par adopter, tandis que la guerre durait, un comportement toujours plus zigzaguant. C'est là sans doute l'origine de l'accusation lancée ici par Gramsci et reprise plus explicitement dans une note des *Cahiers de prison :* tout au long de la guerre, Ciccotti aurait agi comme un « agent » de Nitti ou de Giolitti ; envoyé à Turin par l'*Avanti !* pour donner une conférence, il aurait agi comme un provocateur et déclenché l'insurrection d'août 1917, qui, toujours selon Gramsci, visait à entraîner la chute du gouvernement Boselli et à ramener, à plus ou moins long terme, Giolitti au pouvoir. L'article de *La Stampa* contre Salandra - qui se trouve être un article anonyme - aurait bien entendu participé de ce plan *(« Intellettuali italiani », Cahier I (*XVI*),* 1929-1930, pp. 74*a*-78). Dans l'essai qu'il a consacré depuis à l'insurrection d'août 1917- Alberto Monticone note à juste raison que ces affirmations de Gramsci « apparaissent complètement gratuites » (A. Monticone, « Il socialismo torinese ed i fati dell'agosto 1917 »[1958], in *Gli italiani in uniforme 1915-1918,* Bari, 1972, pp. 89-144

714 Il s'agit, une fois encore, de la « grève des aiguilles » d'avril 1920. Il est à noter à ce propos que le texte est écrit au présent. C'est là, en effet, paraphrasé ou cité sans guillemets, le discours gramscien de l'automne 1920 - discours qui répond aux offres de collaboration de classe de la direction de la FIAT et qui se poursuit ici depuis la page 339.

acceptent les propositions de la direction ?... Les actions actuelles seront transformées en obligations, c'est-à-dire que la coopérative devra payer aux porteurs d'obligations un dividende fixe, quel que soit le courant des affaires. La firme FIAT sera taillable à merci par les organismes de crédit qui restent entre les mains des bourgeois, lesquels ont intérêt à avoir les ouvriers à leur discrétion. Le corps ouvrier devra nécessairement se lier à l'État qui « viendra en aide aux ouvriers », par le canal des députés ouvriers, et au prix de la subordination du parti politique ouvrier à la politique gouvernementale. Voilà le plan de Giolitti dans toutes ses implications. Le prolétariat turinois n'existera plus en tant que classe indépendante, et ne sera plus qu'un appendice de l'État bourgeois. Le corporatisme de classe aura triomphé, mais le prolétariat sera déchu de sa position et de son rôle de dirigeant et de guide, il apparaîtra aux masses ouvrières les plus pauvres comme un privilégié, il apparaîtra aux paysans comme un exploiteur de la même espèce que les bourgeois, parce que, comme elle l'a toujours fait, la bourgeoisie ne manquera pas de présenter aux masses paysannes les petits noyaux ouvriers privilégiés comme étant la seule cause de leurs maux et de leur misère.

Les ouvriers de chez FIAT adoptèrent à la quasi-unanimité notre point de vue, et les propositions de la direction furent repoussées. Mais on ne s'en tint pas là. Le prolétariat turinois, par toute une série d'actions, avait fait la preuve qu'il avait atteint un très haut degré de maturité et de capacité politiques. En 1919, les techniciens et les employés des usines purent améliorer leurs conditions, mais ce ne fut qu'avec l'appui des ouvriers. Pour briser l'agitation des techniciens, les industriels proposèrent alors aux ouvriers de désigner eux-mêmes, en les élisant, de nouveaux chefs d'équipes et de nouveaux chefs d'ateliers. Les ouvriers repoussèrent cette proposition, bien qu'ils aient eu plusieurs sujets de conflit avec les techniciens qui avaient toujours été un instrument patronal de répression et de persécution. Les journaux se livrèrent alors à une campagne acharnée pour isoler les techniciens, en faisant valoir leurs salaires très élevés, qui arrivaient à atteindre 7 000 lires par mois. Les ouvriers qualifiés soutinrent aussi l'agitation des manœuvres qui ne réussirent qu'ainsi à s'imposer : à l'intérieur des usines, furent balayés tous les privilèges et l'exploitation exercée par les catégories les plus qualifiées aux dépens des moins qualifiées. Par ces actions, l'avant-garde prolétarienne conquit sa position d'avant-garde sociale, ce fut la base du développement du Parti communiste à Turin. Mais que s'est-il passé, hors de Turin ? Eh bien, nous avons délibérément voulu poser le problème hors de Turin, et particulièrement à Reggio Emilla, qui était le plus grand bastion du réformisme et du corporatisme de classe.

Reggio Emilia avait toujours été, la cible des « méridionalistes » : « L'Italie se divise en nordistes et en crasseux [715]* », cette phrase de Camillo Prampolini [716] était en quelque sorte l'expression la plus caractéristique de la haine violente envers les ouvriers du Nord, très répandue chez les Méridionaux. À Reggio Emilia se posa un problème semblable à celui de la FIAT. Une grande usine devait passer aux mains des ouvriers sous forme d'entreprise coopérative[717]. Les réformistes de Reggio étaient remplis d'enthousiasme pour cet événement

---

[715] * *Jeu de mots sur sudisti (méridionaux) et sudici (sales, crasseux). (N. d. T.)*

[716] Cette formule, qu'il paraît difficile d'attribuer au seul Prampolini, appartenait plutôt à 1'air du temps. C'est ainsi que dans une lettre à Engels du 18 juin 1895 - lettre encore inédite à l'époque où écrit Gramsci - Turati parle d'« Italie du Sud - ou *sudicia* [crasseuse] si vous préférez » (*La corrispondenza di Marx e Engels con ialiani, 1848-1895,* A cura di G. Del Bo, Milan, 1964, p. 605). Dans le cas présent, ainsi que me le suggère Antonio Benenati, que je remercie ici, l'image est probablement reprise d'un commentaire de Francesco Papafava sur les « cent jours » du gouvernement Sonnino de 1906 : « Le très bref ministère Sonnino - écrit en effet Papafava - a été assez long pour offenser nombre de grandes vanités et d'intérêts plus ou moins crasseux (sudici), y compris, bien entendu, ceux du Nord » (*Dieci anni di vita italiana,1899-1909,* Bari, 1913, II, p. 552).

[717] Le récit des événements qu'évoque ici Gramsci est repris d'une correspondance de Reggio publiée par Togliatti dans *L'Ordine Nuovo* quotidien. « I metallurgici di Reggio contrari al cooperativismo dei riformisti » *(L'Ordine Nuovo,* 3

et ils le claironnaient dans leurs journaux et dans leurs réunions. Un communiste turinois se rendit à Reggio, prit la parole au cours d'un meeting qui se tenait dans l'usine et exposa le problème des relations entre le Nord et le Midi dans sa complexité, et on obtint le « miracle » : les ouvriers, à une très grande majorité, repoussèrent la thèse réformiste et corporative. Il fut ainsi prouvé que les réformistes ne représentaient pas l'esprit des ouvriers de Reggio, ils ne représentaient que leur passivité et quelques-uns de leurs aspects négatifs. Ils étaient, certes, parvenus à instaurer un monopole politique, grâce à la présence dans leurs rangs de nombreux organisateurs et propagandistes d'une certaine valeur professionnelle, et avaient ainsi réussi à empêcher le développement et l'organisation d'un courant révolutionnaire, mais il avait suffi de la présence d'un seul révolutionnaire capable pour les mettre en échec et révéler que les ouvriers de Reggio sont de valeureux combattants et non des pourceaux engraisses a coups de pâtée gouvernementale.

En avril 1921, 5 000 ouvriers révolutionnaires furent licenciés chez FIAT, les conseils d'usines furent dissous, les salaires nets diminués [718] Il est probable que quelque chose de similaire se passa à Reggio Emilia. Ce qui revient à dire que les ouvriers ont été battus. Mais le sacrifice qu'ils avaient fait s'est-il avéré inutile ? Nous ne le croyons pas. Nous sommes même persuadés qu'il ne l'a pas été. Bien sûr, il est difficile de dresser une liste exhaustive des grands événements de masse qui apportent la preuve de l'efficacité immédiate et foudroyante de pareilles actions. D'ailleurs, pour ce qui concerne les paysans, de tels relevés sont toujours difficiles, sinon impossibles, et ils sont encore plus difficiles quand il s'agit de la masse paysanne du Sud.

On peut dire du Midi qu'il est une vaste désagrégation sociale, les paysans, qui constituent la grande majorité de sa population, n'ont aucune cohésion entre eux (mais, bien entendu, il est indispensable de faire quelques exceptions : les Pouilles, la Sardaigne et la Sicile, où l'on trouve des caractéristiques particulières à l'intérieur du grand cadre de la structure méridionale). La société méridionale est un grand bloc agraire constitué de trois couches sociales : la grande masse paysanne amorphe et inorganisée, les intellectuels de la petite et de la moyenne bourgeoisie rurale, les grands propriétaires fonciers et les grands intellectuels. Les paysans méridionaux sont en effervescence perpétuelle, mais, en tant que masse, ils sont incapables de donner une expression organique à leurs aspirations et à leurs besoins. La couche moyenne des intellectuels reçoit de la base paysanne les impulsions nécessaires à son activité politique et idéologique. Les grands propriétaires sur le plan politique, et les grands intellectuels sur le plan idéologique, sont ceux qui centralisent et dominent en dernière analyse tout cet ensemble de manifestations. Naturellement, c'est sur le plan idéologique que cette centralisation se fait avec le plus d'efficacité et de précision. C'est pourquoi Giustino Fortunato et Benedetto Croce représentent les clefs de voûte du système méridional et, en un certain sens, sont les deux plus grandes figures de la réaction italienne.

Les intellectuels méridionaux constituent une des couches les plus intéressantes et les plus importantes de la nation italienne. Il suffit de penser que plus des 3/5 des bureaucrates de la

---

février 1921 - aujourd'hui in P. Togliatti, *Opere, I, 1917-1926,* Rome, 1967, pp. 207-210). À l'instar des métallurgistes de la FIAT, et quoiqu'ils y aient été encouragés par le secrétaire de la Bourse du travail de Reggio, le député réformiste Arturo Belielli, les ouvriers des « Officine meccaniche italiane » de Reggio avaient effectivement refusé de transformer l'usine en coopérative. La propagande communiste contre le projet réformiste et, en particulier, l'intervention d'Umberto Terracini - le « communiste turinois », dont va parler Gramsci - avaient été, semble-t-il décisives. Bellelli ayant accusé les communistes de collusion avec la direction de l'usine *(La Giustizia*, 6 février 1921), Gramsci l'« exécuta » dans un article de *L'Ordine Nuovo, («* Un asino bardato », *L'Ordine Nuovo,* 9 février 1921, in *Socialismo e fascismo*. *L'Ordine Nuovo*, *1921-1922,* Turin. 1966, pp. 64-67).

[718] Cf. « L'avènement de la démocratie industrielle », 6 avril 1921, in *Écrits politiques,* II, pp. 102-104.

fonction publique sont des Méridionaux pour s'en convaincre. Disons maintenant que, pour comprendre la psychologie particulière des intellectuels méridionaux, il est indispensable de ne pas oublier quelques données essentielles.

1° En tout pays, la couche des intellectuels a été radicalement modifiée par le développement du capitalisme. L'intellectuel de l'ancien type était l'élément organisateur d'une société, à base essentiellement paysanne et artisanale. Pour organiser l'État, pour organiser le commerce, la classe dominante éduquait alors un type d'intellectuel déterminé. L'industrie a introduit un nouveau type d'intellectuel : le technicien de l'organisation, le spécialiste de la science appliquée. Dans les sociétés où les forces économiques se sont développées dans la voie du capitalisme, jusqu'à absorber la plus grande partie de l'activité nationale, c'est ce second type d'intellectuel qui a prévalu, avec toutes ses caractéristiques d'ordre et de discipline intellectuelle. Par contre, dans les pays où l'agriculture joue encore un rôle important, si ce n'est résolument prépondérant, continue à prévaloir l'ancien type, qui fournit la plus grande partie des fonctionnaires et qui peut même, à l'échelle locale, au sein du village ou du bourg rural, faire fonction d'intermédiaire entre le paysan et l'appareil administratif.

C'est donc ce type qui prédomine dans l'Italie méridionale, avec toutes ses caractéristiques : démocratique dans son côté paysan, réactionnaire dans la face qu'il tourne vers le grand propriétaire et le gouvernement, et alors politicard, corrompu, déloyal. On ne peut comprendre l'aspect traditionnel des partis politiques méridionaux si l'on ne tient pas compte des caractères de cette couche sociale.

2° L'intellectuel méridional vient en général d'une classe qui, dans le Midi, joue encore un rôle important : la bourgeoisie rurale, c'est-à-dire la classe à laquelle appartient ce propriétaire terrien, petit ou moyen, qui n'est pas un paysan, qui ne travaille pas la terre, qui aurait honte d'être un cultivateur, mais qui prétend retirer du peu de terre qu'il possède, affermée ou cédée en métairie simple, de quoi vivre convenablement, de quoi envoyer son fils à l'université ou au séminaire, et de quoi doter ses filles qui se doivent d'épouser un officier ou un respectable fonctionnaire. C'est de cette appartenance de classe que les intellectuels reçoivent en partage une âpre aversion pour l'ouvrier agricole, considéré comme une machine à travailler qu'on doit saigner à blanc et qui peut être remplacé facilement, vu l'abondance de la population laborieuse ; ils en tirent aussi un sentiment atavique et instinctif de peur insensée vis-à-vis du paysan et de ses violences destructrices, et, en conséquence, l'habitude d'une hypocrisie subtile et un art très raffiné pour tromper et asservir les masses paysannes.

3° Puisque le clergé appartient au groupe social des intellectuels, il faut noter les différences de caractères entre le clergé méridional pris dans son ensemble et le clergé septentrional. Dans le Nord, le prêtre est très souvent un fils d'artisan ou de paysan, il a des sentiments démocratiques, il est davantage lié à la masse des paysans, il est moralement plus correct que le prêtre du Midi, qui souvent vit, presque ouvertement, en ménage avec une femme ; c'est pourquoi il exerce une fonction spirituelle socialement plus complète : il peut lui arriver, par exemple, de diriger toute l'activité d'une famille. Dans le Nord, la séparation de l'Église et de l'État et l'expropriation des biens ecclésiastiques ont été plus radicales que dans le Midi, où les paroisses et les couvents ont, soit conservé, soit reconstitué d'importantes propriétés immobilières et mobilières [719]. Dans le Midi, le prêtre apparaît donc au paysan :

[719] À dater de 1866, la confiscation des seuls biens du clergé aboutit à la mise en vente de 750 000 hectares de terre. Une masse considérable de biens de mainmorte fut également jetée sur le marché et l'ensemble finit par représenter (vers la fin du siècle) plus de 2 500 000 hectares de terre qui allèrent « grossir le patrimoine foncier de la

1° comme un administrateur de terres avec lequel le paysan entre en conflit à propos des fermages ;

2° comme un usurier qui demande des taux d'intérêt très élevés et fait jouer l'élément religieux pour être sûr de percevoir soit le fermage, soit l'intérêt usuraire ;

3° comme un homme soumis aux passions vulgaires (les femmes et l'argent) et qui, par conséquent, n'offre pas de garanties morales quant à sa discrétion et son impartialité. Voici pourquoi la confession n'exerce qu'un très faible rôle de direction, et pourquoi le paysan méridional, s'il est souvent superstitieux à la façon païenne, n'est pas clérical. C'est tout cela qui explique que, dans le Midi, le Partito popolare (si l'on excepte quelques régions de Sicile) n'a pas une position de force et ne possède aucun réseau d'institutions ou d'organisations de masse. L'attitude du paysan vis-à-vis du clergé est résumée par ce dicton populaire : « Le prêtre est prêtre devant l'autel, ailleurs il est homme comme tous les autres. »

Le paysan méridional est lié au grand propriétaire par l'intermédiaire de l'intellectuel. Dans la mesure où ils ne se ramènent pas à des organisations de masse susceptibles, ne serait-ce que formellement, d'autonomie et d'indépendance (c'est-à-dire capables de promouvoir des cadres paysans issus de la paysannerie et capables d'enregistrer et d'accumuler les différenciations et les progrès qui se réalisent en leur sein), les mouvements paysans finissent toujours par s'intégrer dans les rouages réguliers de l'appareil d'État : municipalités, provinces, Chambre des députés, à travers les vicissitudes de formation et de dissolution de ces partis locaux dont les membres sont des intellectuels, mais qui sont contrôlés par les grands propriétaires terriens et par leurs hommes de confiance, du type de Salandra, d'Orlando ou de Di Cesarò [720]. La guerre parut introduire un élément nouveau dans cette forme d'organisation, avec le mouvement des anciens combattants, au sein duquel paysans-soldats et intellectuels-officiers formaient un bloc plus cohérent, et qui était, dans une certaine mesure, opposé aux grands propriétaires. Cela ne dura pas longtemps, et le dernier résidu en est l'Unione nazionale, conçue par Amendola[721], que son anti-fascisme condamne à une existence larvaire. Toutefois, étant donné l'absence de toute organisation traditionnelle *explicite* des intellectuels *démocrates* dans le Midi, il importe de relever l'existence de ce groupement et d'en tenir compte, car, dans d'autres conditions politiques générales, il est susceptible de se transformer, de très maigre filet d'eau qu'il est, en un torrent limoneux et gonflé. La seule région où le mouvement des anciens combattants a pris une forme plus précise et a réussi à se donner une structure sociale plus solide, est la Sardaigne [722]. Et cela se comprend : précisément parce qu'elle est, en Sardaigne, très restreinte, la classe des propriétaires terriens n'assume aucune fonction et n'a pas les très anciennes traditions culturelles, intellectuelles et gouvernementales qu'elle a dans le Midi continental. La poussée de la base, exercée par la masse des paysans et des bergers, ne trouve pas un contrepoids écrasant dans la classe sociale supérieure des grands propriétaires : les intellectuels dirigeants

---

bourgeoisie, et des grands propriétaires terriens. À l'exception du Latium, ancien domaine d'Église, la plupart de ces terres étaient situées en Italie méridionale et dans les îles.

Cf. E. Sereni, Il capitalismo *nelle campagne (1860-1900),* Turin, 1968 (1re éd. : 1947), pp. 132 et suiv.

[720] Antonio Salandra avait été, entre autres, président du Conseil du 21 mars 1911 au 10 juin 1916 et avait tout fait pour entraîner l'Italie dans la guerre. Il était, on l'a dit, originaire des Pouilles. Vittorio Emanuele Orlando, qui fut président du Conseil d'octobre 1917 à juin 1919, était, quant à lui, sicilien. Pour Giovanni Antonio Colonna Di Cesarô, qui était également sicilien, cf., *supra*, p. 123, n. 2.

[721] Cf., *supra*, pp. 106, n. 2 ; 247, n. 1 et 261, n. 3.

[722] C'est effectivement parmi les anciens combattants que s'était constitué le Partito Sardo *d'Azione.* Cf. *Écrits politiques*, II, p. 226, n. 3 et *supra,* p. 263, n. 2, et, surtout, l'étude exhaustive de S. Sechi, *Dopoguerra e* fascismo in *Sardegna,* déjà cité.

subissent à plein cette poussée et ils font des pas en avant plus importants que ceux que peut faire l'Unione nazionale. Par les traits qui la caractérisent, la situation de la Sicile se différencie profondément de celle de la Sardaigne comme de celle du Midi [723]. Les grands propriétaires y ont beaucoup plus de cohésion et de décision que dans le Midi continental ; en outre on y trouve une certaine industrie et le commerce y est fort développé (la Sicile est la plus riche région de tout le Midi et une des plus riches d'Italie) ; les classes supérieures sont très pénétrées de leur importance dans la vie nationale et en font sentir le poids. La Sicile et le Piémont sont les deux régions qui ont donné le plus grand nombre de dirigeants politiques à l'État italien ; ce sont les deux régions qui ont exercé une charge prééminente depuis 1870. Les masses populaires siciliennes sont plus avancées que celles du reste du Midi, mais leur progrès a pris une forme typiquement sicilienne : il existe un socialisme de masse sicilien qui a toute une tradition et une façon particulière de se développer : à la Chambre de 1922, il comptait 20 députés sur les 52 élus de l'île.

Nous avons dit que le paysan méridional est lié au grand propriétaire terrien par l'intermédiaire de l'intellectuel. C'est là le type d'organisation le plus répandu dans tout le Midi continental et en Sicile. Il réalise un monstrueux bloc agraire qui, dans son ensemble, fait fonction d'intermédiaire et de contrôleur au service du capitalisme septentrional et des grandes banques. Son unique but est de maintenir le *statu quo.* On ne trouve en lui aucune lumière intellectuelle, aucun programme, aucun élan vers des améliorations et des progrès. Si quelques idées et quelques programmes ont été formulés, c'est hors du Midi qu'ils ont pris naissance, dans les groupes politiques agraires conservateurs, particulièrement ceux de Toscane, qui, au Parlement, étaient associés avec les conservateurs du bloc agraire méridional. Sonnino et Franchetti [724] furent des rares bourgeois intelligents qui posèrent le problème méridional comme un problème national et tracèrent un plan gouvernemental pour le résoudre. Quel fut le point de vue de Sonnino et de Franchetti ? Il leur apparaissait nécessaire de créer en Italie du Sud une classe moyenne indépendante à caractère économique, qui fasse fonction, comme on disait alors, d' « opinion publique », et limite, d'un côté, le cruel despotisme des propriétaires, tout en modérant de l'autre les tendances insurrectionnelles des paysans pauvres. Sonnino et Franchetti avaient été fort effrayés par le succès que remportaient dans le Midi les idées du bakouninisme de la 1re Internationale. Cette frayeur leur fit commettre des bévues souvent grotesques. C'est ainsi, par exemple, que dans une de leurs publications, le fait qu'une auberge ou une taverne d'un village de Calabre (nous citons de mémoire) se soit appelée *Aux grévistes (Agli scioperanti)* est relevé pour démontrer à quel point les idées internationalistes étaient répandues et extrémistes. Ce fait, s'il est exact (et il doit l'être, étant donné la probité intellectuelle des auteurs), s'explique de façon fort simple si l'on se souvient à quel point les colonies d'Albanais sont nombreuses dans le Midi et comment le mot *skipetari* [725] a subi dans les dialectes les plus étranges et curieuses déformations (c'est ainsi que dans certains documents de la République vénitienne, on parle de formations militaires de *« s'ciopetà »).* Disons que dans le Midi, ce n'étaient pas tant les théories de Bakounine qui étaient répandues, mais plutôt la situation elle-même qui était telle qu'elle aurait probablement été suffisante pour souffler à Bakounine ses théories : certainement, les paysans pauvres du Midi pensaient à « tout démolir » bien avant que le cerveau de Bakounine n'ait mijoté la théorie de la « pandestruction ».

---

[723] On se souvient que Gramsci a déjà évoqué la « spécificité » sicilienne dans son « Que faire ? » de 1923 - in *Écrits politiques*, II, pp. 304-307.

[724] Gramsci se réfère essentiellement à la fameuse enquête conduite en Sicile par Leopoldo Franchetti et Sydney Sonnino, *La Sicilia nel 1876,* Libro I. L. Franchetti, *Condizioni politiche e amministrative della Sicilia ;* Libro II, S. Sonnino, *I contadini in Sicilia,* Florence, 1877. À partir de 1878, Franchetti et Sonnino publièrent une revue, *La Rassegna settimanale,* où devaient paraître d'autres études sur la « question méridionale ».

[725] De l'albanais *shqiptar* (= albanais). Cf. *Fjalor Themelor Frëngjisht Shqip,*Tirana. 1972, « p. 14.

Le plan gouvernemental de Sonnino et Franchetti n'eut jamais le moindre commencement de réalisation. Et il ne pouvait en avoir. Entre le Nord et le Midi, les rapports se nouent de telle façon que la naissance d'une importante classe moyenne de nature économique (ce qui revient à dire la naissance d'une bourgeoisie capitaliste étendue) est rendue pratiquement impossible. Toute accumulation de capitaux sur place et toute accumulation d'épargne sont rendues impossibles par le système fiscal et douanier et par le fait que, n'étant pas chez eux, les capitalistes propriétaires d'entreprises ne transforment pas sur place leur profit en un nouveau capital. Lorsque l'émigration prit, au XXe siècle, les proportions gigantesques qu'elle a prises, et lorsque les premiers versements commencèrent à affluer d'Amérique, les économistes libéraux s'écrièrent triomphalement : « Le rêve de Sonnino se réalise ! Dans le Midi s'accomplit une révolution silencieuse qui, lentement mais sûrement, changera toute la structure économique du pays ! » Mais l'État intervint, et la révolution silencieuse fut étouffée au moment même de sa naissance. Le gouvernement offrit des bons du Trésor à intérêt garanti, et d'agents de la révolution silencieuse, les émigrants et leurs familles se transformèrent en agents payeurs qui donnent à l'État les moyens financiers de subventionner les industries parasitaires du Nord. Francesco Nitt, qui se plaçait sur le terrain démocratique et était formellement hors du bloc agraire méridional, pouvait apparaître comme un réalisateur actif du programme de Sonnino [726], mais au contraire, il fut le meilleur agent du capitalisme septentrional pour ratisser les dernières ressources de l'épargne méridionale. Les millions engloutis par la Banque d'escompte provenaient presque tous du Midi, les 400 000 créanciers de la B.I.S. (Banque d'escompte) étaient en très grande partie des épargnants méridionaux [727].

Au-dessus du bloc agraire fonctionne dans le Midi un bloc intellectuel qui a pratiquement servi jusqu'ici à empêcher que les fissures du bloc agraire ne deviennent trop dangereuses et ne finissent par entraîner un effondrement. Les représentants de ce bloc intellectuel sont Giustino Fortunato et Benedetto Croce, qui, de ce fait, peuvent être considérés comme les réactionnaires les plus actifs de la Péninsule.

Nous avons dit que l'Italie méridionale est une vaste désagrégation sociale. Cette formule peut s'appliquer non seulement aux paysans mais aussi aux intellectuels. Il est remarquable que, dans le Midi, à côté des immenses propriétés ont existé et existent encore d'importantes concentrations culturelles et intellectuelles, faites, soit d'individus isolés, soit de groupes restreints de grands intellectuels, alors qu'il n'y a pas d'organisation de la culture moyenne. Dans le Midi, on trouve la maison d'édition Laterza et la revue *La Critica* [728], on y trouve des académies et des organismes culturels d'un très haut niveau d'érudition, mais il n'y a pas de revues de petite ou de moyenne importance ni de maisons d'édition autour desquelles des groupes d'intellectuels méridionaux de moyenne envergure pourraient se rassembler. Les

---

[726] ... en tant que Nitti avait toujours bataillé en faveur de l'émigration, qui lui paraissait constituer le seul remède à la misère du paysannat méridional. Cf. son livre. *L'emigrazione italiana ed i suoi avversari,* Turin, 1888, et, pour sa vision d'ensemble du problème méridional, F. Rizzo, *F. S. Nitti e il Mezzogiorno, Rome,* 1960.

[727] Cf., *supra,* p. 123, n. 2.

[728] *La Critica,* revue de littérature, d'histoire et de philosophie, dirigée par Benedetto Croce, parut sans interruption de 1903 à 1944 (des *Quaderni della « Critica »* lui succédèrent de 194 5 à 1951).

Elle contribua à former des générations d'intellectuels et représenta sans doute, pour paraphraser Gramsci, la principale tentative de « laïcisation » de la culture italienne. C'est peu après la fondation de *La Critica* que Croce entra en contact avec l'éditeur Giuseppe Laterza dont le sort allait ainsi rester longtemps associé à la fortune du « néo-hégélianisnie » italien : mon action - écrit, en effet, Croce - « devint plus efficace grâce à la volonté courageuse d'un jeune éditeur des Pouilles, Laterza, de Bari... C'est ainsi que fut créée en 1906 la collection des Classiques de la philosophie moderne, imaginée par Centile et que nous dirigeâmes tous deux, et plus tard celle des Écrivains d'Italie, et d'autres moins importantes... » (B. Croce, *Contributo alla critica di me stesso*, Bari, 192 3 ; *Contribution à ma propre critique*, trad. de J. Chaix-Ruy. Paris, 1949, pp. 61-62).

Méridionaux qui ont cherché à sortir du bloc agraire et à poser la question méridionale en s'attaquant au fond du problème, ont dû trouver l'hospitalité auprès de revues imprimées hors du Midi et se sont groupés autour d'elles. On peut même dire que toutes les initiatives culturelles émanant d'intellectuels moyens qui ont été prises au Xe siècle en Italie centrale et septentrionale ont été caractérisées par leur méridionalisme, dans la mesure où elles ont été fortement marquées par les intellectuels méridionaux : ainsi en est-il pour toutes les revues du groupe des intellectuels florentins : *La Voce, L'Unità,* pour les revues des démocrates-chrétiens comme *L'Azione* de Cesena[729], pour les revues des jeunes libéraux émiliens et milanais de G. Borelli[730], comme *La Patria* de Bologne ou *L'Azione* de Milan, pour la *Rivoluzione liberale* de Gobetti enfin[731]. Eh bien, les suprêmes chefs d'orchestre politiques et intellectuels de toutes ces initiatives ont été Giustino Fortunato et Benedetto Croce. Dans un cercle plus large que celui, fort étouffant, du bloc agraire, ils ont obtenu que la façon de poser les problèmes du Midi ne sorte pas de certaines limites, ne devienne pas révolutionnaire. Hommes de très grande culture et de très grande intelligence, issus du terroir du Midi traditionnel mais liés à la culture européenne et donc à la culture mondiale, ils avaient tous les dons requis pour satisfaire aux besoins intellectuels des plus honnêtes représentants de la jeunesse cultivée du Midi, pour apaiser leurs inquiètes velléités de révolte contre les conditions existantes, pour les induire à suivre une ligne modérée de sérénité classique dans la pensée et dans l'action. Les soi-disant néo-protestants[732] ou calvinistes n'ont pas compris qu'en Italie, puisque les conditions de notre civilisation moderne s'opposaient à toute réforme religieuse de masse, c'est avec la philosophie de Benedetto Croce que s'est accomplie la seule réforme historiquement possible : la direction et la méthode de pensée ont été changées, on a bâti une nouvelle conception du monde qui a transcendé le catholicisme et toute autre religion mythologique. En ce sens, Benedetto Croce a rempli une très grande fonction « nationale » : il a détaché les Intellectuels radicaux du Midi des masses paysannes, en les faisant participer à la culture nationale et européenne ; et, à travers cette culture, il les a fait absorber par la bourgeoisie nationale, donc par le bloc agraire.

L'Ordine Nuovo et les communistes turinois, s'ils peuvent en un certain sens être rattachés aux formations intellectuelles auxquelles nous avons fait allusion, et s'ils ont par conséquent subi, eux aussi, l'influence intellectuelle de Giustino Fortunato et de Benedetto Croce,

---

729 Pour *La Voce* et *L'Unità* (il s'agit ici, bien entendu, de la revue qu'animait Salvemini), cf. *Écrits politiques*, I, pp. 140, n. 2 et 178, n. 1, quant à *L'Azione* de Cesena, cf., *supra*, p. 341, n. 4.

730 C'est en 1901 que fut fondé à Florence, sur l'initiative de Giovanni Borelli (1867-1932), le Partito liberale giovanile italiano, qui devait éclater après 1910 et fournir bon nombre de militants à l'Associazione nazionalista italiana. Le mouvement disposait effectivement d'un certain nombre d'organes implantés en Italie centrale et septentrionale qui lui permettaient de diffuser ses thèses irrédentistes et impérialistes Il *Rinnovamento* (Florence), *Il Risveglio liberale* (Mantoue), *Avanti Savoia* (Bologne), *Critica e Azione* (Milan). Rédacteur du *Popolo romano* et même un temps rédacteur en chef du *Corriere della Sera*, Borelli lui-même avait fondé *L'Italia liberale* (Milan, 1895-1900) et il collaborait indifféremment à la revue nationaliste *Il Regno*, à *La Lupa* de Paolo Orano, au *Resto del Carlino* (Bologne) et à *L'Ora presente* (Turin) ; à partir de 1925, sa signature apparut régulièrement dans *Il Popolo d'Italia*. Quelques jours avant la « marche sur Rome ». Borelli était intervenu auprès de Giolitti en faveur d'un rapprochement avec Mussolini. Cf. A. Riosa, « Borelli, Giovanni ». in *Dizionario biografico degli italiani*, XII, Rome, 1970, pp. 541-543. et, pour le dernier fait évoqué, P. Alatri *Le origini del fascismo*, Rome, 1961, p. 226.

731 *La Patria*, de Bologne, était dirigée par Filippo Naldi, ancien rédacteur du Secolo de Milan, qui fut chargé en 1913 de la direction du *Resto del Carlino* ; le même Naldi, l'année suivante, fournit à Mussolini une partie des fonds nécessaires au lancement du *Popolo d'Italia.*

L'Azione. Rassegna liberale e nazionale commença de paraître à Milan, sous la direction de Paolo Arcari et Alberto Caroncini, le 10 mai 1914. Hebdomadaire jusqu'au 30 mai 1915, après une brève interruption, *L'Azione* reparut sous forme de bimensuel à partir du 1er août 1915. Caroncini était un ancien collaborateur de *La Voce* et avait participé avec Giovanni Borelli à l'organisation des « Jeunes libéraux » ; Arcari avait organisé une enquête sur le sentiment national en Italie : *La coscienza nazionale in Italia* : *Voci del tempo raccolte e ordinate da Paolo Arcari* (Milan, 1911). *L'Azione* compta parmi ses collaborateurs G. A. Borgese, Dino Grandi, Mario Missiroli, etc., et même pour quelques numéros. Giovanni Amendola. Sur Gobetti et *La Rivoluzione liberale,* cf. *Écrits politiques*, II, p. 243, n. 2.

732 Cf. *Écrits politiques*, I, p. 70, n. 1.

représentent pourtant, en même temps, une rupture complète avec cette tradition, et le début d'une nouvelle évolution qui a déjà porté des fruits et en portera encore. Ils ont, comme il a déjà été dit, hissé le prolétariat urbain au rang de protagoniste moderne de l'histoire italienne, et donc, du problème méridional. Ayant servi d'intermédiaires entre le prolétariat et certaines couches d'intellectuels de gauche, ils ont réussi à modifier, sinon complètement, du moins sensiblement, la direction de pensée de ces derniers. Si l'on y réfléchit bien, c'est là l'élément essentiel du personnage de Piero Gobetti. Lequel n'était pas communiste, et probablement ne le serait jamais devenu, mais avait compris quelle était la place sociale et historique du prolétariat, et ne réussissait plus à penser en faisant abstraction de cet élément. Dans le travail commun au journal, Gobetti avait été mis par nous en contact avec un monde vivant qu'il n'avait d'abord connu qu'à travers les formules des livres. Son trait le plus marquant était la loyauté intellectuelle et l'absence complète de toute vanité et de toute mesquinerie de basse qualité : c'est pourquoi il ne pouvait manquer d'acquérir la conviction que toute une catégorie de façons de voir et de penser traditionnelles, à propos du prolétariat, était fausse et injuste. Quelles conséquences ont eues chez Gobetti ces contacts avec le monde prolétarien ? Ils ont servi de point de départ et ils ont donné une impulsion à une conception que nous ne voulons ni discuter ni approfondir, une conception qui se rattache en grande partie au syndicalisme et aux modes de pensée des syndicalistes intellectuels : les principes du libéralisme s'y trouvent projetés de l'ordre des phénomènes individuels à celui des phénomènes de masse. Les qualités de supériorité et de prestige qu'on trouve chez les individus sont transposées au niveau des classes conçues presque comme des individualités collectives. Une telle conception amène en général les intellectuels qui la partagent à la pure contemplation et à la simple constatation des mérites et des démérites, à une position odieuse et balourde d'arbitres dans les querelles de distributeurs de prix et de blâmes. Pratiquement, Gobetti a échappé à ce destin. Il s'est révélé comme un organisateur de la culture d'une valeur extraordinaire, et il a eu dans la période qui vient de s'achever un rôle qui ne doit être ni négligé ni sous-estimé par les ouvriers. Il a creusé une tranchée au-delà de laquelle n'ont pas reculé ces groupes faits des intellectuels les plus honnêtes et les plus sincères, qui en 1919, 1920, 1921, ont senti que le prolétariat serait supérieur à la bourgeoisie en tant que classe dirigeante. Certains en toute bonne foi et honnêtement, d'autres en toute mauvaise foi et malhonnêtement, n'ont pas cessé de répéter que Gobetti n'était qu'un communiste camouflé, un agent, si ce n'est du Parti communiste, du moins du groupe communiste de *L'Ordine Nuovo*[733]. De tels racontars ne valent même pas la peine d'être démentis. La figure de Gobetti et le mouvement qu'il a représenté ont été des productions spontanées du nouveau climat historique italien. C'est en cela que résident leur signification et leur importance. Il nous a été parfois reproché par des camarades du Parti de ne pas avoir combattu le courant d'idées de *La Rivoluzione liberale*[734], et même il est arrivé que cette absence d'affrontement soit considérée comme la preuve d'une collusion organique, de type machiavélique (au sens courant du terme) entre Gobetti et nous. Nous ne pouvions combattre Gobetti, parce que le mouvement qu'il représentait et dans lequel il militait ne doit pas être combattu, au moins quant aux principes. Ne pas comprendre cela revient à ne pas comprendre

[733] Il est probable que Gramsci vise tout particulièrement certaines critiques de la « gauche » auxquelles il a déjà répondu dans un article du 2 juillet 1925, « Vecchia musica [Vieille musique] » : « Voilà qu'Amadeo Bordiga vient juste d'écrire : “Voyez, voyez où l'on en est. Repossi et Fortichiari seraient sortis de la ligne, tandis que Miglioli et Gobetti et les dirigeants sardes et qui sait encore qui seraient au contraire orthodoxes. ” Mais qui n'a jamais dit une chose pareille ? Qui n'a jamais dit que Gobetti et Miglioli étaient communistes ? (...) L'attitude de Gobetti nous intéresse parce qu'elle signifie qu'un certain nombre d'intellectuels sont plus à gauche que les maximalistes eux-mêmes et ne seraient pas bien loin de collaborer avec le prolétariat révolutionnaire » (*La costruzione*..., pp. 376-377).

[734] Cf., par exemple, le texte de Terracini cité in *Écrits politiques*, II p. 213, n. 2. On sait, d'autre part, que, par amitié pour Gramsci et connaissant l'affection de ce dernier pour Gobetti, Bordiga, du temps qu'il était à la tête du P.C. d'Italie, était intervenu auprès de ses camarades pour qu'ils modèrent leurs attaques contre *La Rivoluzione liberale* et son jeune directeur.

le problème des intellectuels et de la fonction qu'ils assument dans la lutte de classes. Pratiquement, Gobetti nous assurait une liaison :

1° avec les intellectuels nés dans le milieu de la technique capitaliste et qui avaient pris une position de gauche, favorable à la dictature du prolétariat, en 1919-1920 ;

2° avec une série d'intellectuels méridionaux qui, par des cheminements plus complexes, plaçaient la question méridionale sur un terrain différent du terrain traditionnel, en y associant le prolétariat du Nord. Guido Dorso est la personnalité la plus complète et la plus intéressante, parmi ces intellectuels. Pourquoi-aurions-nous dû lutter contre le mouvement de *La Rivoluzione liberale ?* Peut-être parce qu'il n'était pas composé de communistes purs ayant accepté de A jusqu'à Z notre programme et notre doctrine ? On ne pouvait nous demander une chose pareille, c'eût été un paradoxe politique et historique. Les intellectuels se développent lentement, beaucoup plus lentement que n'importe quel autre groupe social, cela tient à leur nature même et à leur fonction historique. Ils représentent toute la tradition culturelle d'un peuple, ils veulent en résumer et en synthétiser toute l'histoire : ceci est spécialement vrai en ce qui concerne les intellectuels ancienne manière : ceux qui sont nés en milieu paysan. Penser qu'il leur soit possible, en tant que masse, de rompre avec tout le passé pour se placer complètement sur le terrain d'une nouvelle idéologie est absurde. C'est absurde pour les intellectuels en tant que masse, et c'est peut-être aussi absurde pour de très nombreux intellectuels pris individuellement, malgré tous les honnêtes efforts qu'ils font et ceux qu'ils essayent de faire. Quant à nous, les intellectuels nous intéressent en tant que masse, et pas seulement en tant qu'individus. Il est certes important et utile pour le prolétariat qu'un ou que plusieurs intellectuels, à titre individuel, adhèrent à son programme et à sa doctrine, se mêlent au prolétariat, et sentent profondément qu'ils en sont devenus partie intégrante. Le prolétariat en tant que classe est pauvre en éléments organisateurs, il n'a pas de couche intellectuelle qui lui soit propre et ne pourra en former une que très lentement, très difficilement, et seulement après la prise du pouvoir. Mais il est aussi important et utile que dans la masse des intellectuels se fasse une cassure de caractère organique, historiquement caractérisée : que se crée, en tant que formation de masse, une tendance de gauche au sens moderne du mot, c'est-à-dire tournée vers le prolétariat révolutionnaire. L'alliance entre prolétariat et masses paysannes exige cette formation, l'alliance entre le prolétariat et les masses paysannes du Midi l'exige encore davantage. Le prolétariat détruira le bloc agraire méridional dans la mesure où il réussira, à travers son Parti, à organiser en formations autonomes et indépendantes des masses toujours plus importantes de paysans pauvres, mais il ne réussira plus ou moins efficacement dans cette tâche, qui lui est essentielle, que dans la mesure où il sera capable de désagréger le bloc intellectuel qui est l'armature, souple mais très résistante, du bloc agraire.

Dans l'accomplissement de cette tâche, le prolétariat a été aidé par Piero Gobetti, et nous pensons que les amis du disparu[735] continueront, même s'il n'est plus là pour les guider, l'œuvre entreprise. Œuvre gigantesque et difficile, mais précisément pour cela digne de tous les sacrifices (y compris le sacrifice de la vie, comme ce fut le cas pour Gobetti) qu'elle attend de tous ces intellectuels (et ils sont plus nombreux qu'on ne le croit), qui, nordiques ou méridionaux, ont compris qu'il n'y a que deux forces sociales essentiellement nationales et porteuses d'avenir : le prolétariat et la paysannerie.

[Ici s'arrête le manuscrit]

[735] Piero Gobetti venait de mourir en exil, à Paris, le 15 février 1926.

Appendice

UN TÉMOIGNAGE DE CAMILLA RAVERA[736]

Je savais, avant l'arrestation de Gramsci, qu'il était en train de travailler à une étude sur quelques thèmes de la question méridionale : il m'en avait parlé longuement.

Lorsque Gramsci, quoique député, fut arrêté (8 novembre 1926) après le fameux « attentat » de Bologne[737], les personnes chargées de retirer ses affaires personnelles de la chambre qu'il occupait à Rome ne trouvèrent aucun écrit : seulement des objets personnels, et beaucoup de livres, de journaux, de revues, sous forme de paquets et de rouleaux, que la police, au cours de la perquisition, avait examinés négligemment et laissés là dans la pièce. Tout fut remis, selon les indications de Gramsci, aux personnes qui l'assistaient. Quelque temps après, Gramsci réussit toutefois à nous faire savoir qu'un certain rouleau de journaux, qu'il avait soigneusement enveloppé et ficelé, devait être transmis au Secrétariat du Parti (dont je faisais partie). Ce paquet parvint, en effet, au bureau de notre Secrétariat (désormais strictement clandestin). En compagnie d'Àmoretti [738], qui travaillait avec moi dans ce bureau, j'ai passé plusieurs heures à examiner attentivement - un par un - tous les journaux contenus dans ce rouleau, en pensant y trouver un message ou une indication. Nous avons fini par trouver au centre du rouleau quelques billets de mille lires (le Parti les avait confiés à Gramsci qui parvenait ainsi à les restituer au Secrétariat) et le manuscrit de son étude sur quelques thèmes de la question méridionale, en l'état où il avait dû le laisser *(des feuillets du papier à en-tête de la Chambre des députés, remplis de sa petite écriture si claire ; nous en fûmes émus comme s'il s'était soudain trouvé là).*

Nous avons versé l'argent à l'administrateur du Parti ; et nous avons placé le manuscrit en lieu sûr.

---

[736] Collaboratrice de *L'Ordine Nuovo*, quotidien dans lequel Gramsci lui avait confié une « Tribuna delle donne », puis responsable de la rédaction de La Compagna, Camilla Ravera fit partie du Comité central reconstitué, le 5 mars 1923 après l'arrestation des principaux dirigeants du Parti communiste. Elle avait assisté entre-temps, comme membre de la délégation italienne, au IVe Congrès de l'I.C. Cooptée sur les conseils de Gramsci dans la nouvelle direction mise en place en août 1924, elle y fut chargée de la Section féminine. Membre du Bureau politique et du Secrétariat du P.C. à dater du Congrès de Lyon, après les arrestations de 1926, elle organisa - en décembre -un secrétariat clandestin qu'elle dirigea jusqu'à son départ pour la France en août 1927. Rentrée clandestinement en Italie pour y reconstituer le « Centre intérieur » du P.C., elle fut arrêtée le 10 juillet 1930 et condamnée à 15 ans et 6 mois de prison. Elle fut libérée après le 25 juillet 1943.

Le texte qui suit est daté du 10 janvier 1962 : Il nous a été fort aimablement envoyé alors par Camilla Ravera à qui nous avions demandé un « témoignage » sur les circonstances qui lui avaient permis de retrouver le manuscrit des « Notes sur la question méridionale ». Nous l'en remercions ici publiquement.

[737] Il s'agit, bien entendu, de l'« attentat » de Bologne du 31 octobre 1926 : un jeune garçon de 15 ans, Anteo Zamboni, qui avait tiré sur Mussolini, fut lynché sur place par l'entourage du Duce, ce qui coupa court à toute enquête sérieuse. L'affaire fut mise à profit pour promulguer, dès le 5 novembre, une législation d'exception et instituer, en particulier, un « Tribunal spécial ». Le 9 novembre, la Chambre fasciste proclama la déchéance de tous les députés d'opposition. Une loi en date du 25 novembre institua la peine de mort.

On trouvera un récit de cette période et des circonstances de l'arrestation de Gramsci dans une lettre de Camilla Ravera à Togliatti de la mi-novembre 1926, parue sous le titre « Alcuni non giunsero più... ». in *Rinascita*, XXI, 18, 5 décembre 1961, pp. 21-25., aujourd'hui in A. Gobetti. Camilla Ravera, *Vita in carcere e al confino con lettere e documenti,* Presentazione di N. Bobbio, Parme. 1969, pp. 346-358,

[738] Giuseppe Amoretti était, selon la formule de Leonetti, 1'un des « piliers » de la rédaction de *L'Unità*. Né en 1902, Amoretti avait collaboré à l'*Avanti !*, puis à *L'Ordine Nuovo* et même au *Lavoratore* de Trieste. Arrêté en 1928, il l'ut amnistié en 1932 et se réfugia en Russie. Il mourut au cours d'une mission en 1941. Il a évoqué sa collaboration avec Gramsci dans « Con Gramsci sotto la Mole », in *Gramsci,* Paris, 1938, pp. 61-98.

Je devais aller peu après à Paris pour une réunion avec les camarades du Centre extérieur du Parti et, en usant des moyens et des précautions alors en vigueur dans notre travail clandestin, je devais en profiter pour apporter le précieux manuscrit à Togliatti.

Et c'est ce que je fis. Le texte de Gramsci fut placé dans le double fond d'une valise d'aspect fort banal et fort innocent et, sous l'apparence d'une touriste belge régulièrement munie *(par les soins de notre « bureau technique »)* de tous les papiers nécessaires (passeport, etc.), je passai la frontière.

Lorsque je rencontrai Togliatti, je lui remis le manuscrit de Gramsci.

INDEX DES NOMS

Abrate, Mario
Acciarini, Filippo
Acerbo, Giacomo
Adler, Alfred
Adler, Max
Agnelli, Giovanni
Agosti, Aldo
Alatri, Paolo
Albert, R. : voir Eberlein, Hugo
Albertini, Alberto
Albertini, Luigi
Aldebert
Allum, Percy
Alphonse XIII
Ameglio, général Giovanni
Amendola, Giovanni
Amoretti, Giuseppe
Amter, Israël
Anile, Antonio
Aoste, duc d'
Arcari, Paolo
Arlfé, Gaetano
Ariel : *voir* Sas, Gyula
Arpinati, Leandro
Ascarelli, Tullio
Asor Rosa, Alberto
Azimonti, Eugenio
Badia, Gilbert
Badoglio, général Pietro
Bagnolati, Luigi
Bakounine, Mikhaël
Balabanoff, Angelica
Balbo, Cesare
Baldwin, Stanley

Basso, Lelio
Bauer, Otto
Bava-Beccario, general Fiorenzo
Belleli, Arturo
Belloni, Ambrogio
Benenati, Antonio
Benin, Antonio Stefano
Bergson, Henri
Bernardi (Pasquale Jugazza)
Bertero, Oreste
Berti,Giuseppe
Bianchi, Michele
Bibolotti, Aladdino
Bobbio, Norberto
Bocca, Giorgio
Bolivar, Simon
Bombacci, Nicola
Bonaparte
Bongiovanni, Bruno
Bonomi, Ivanoe
Bordiga, Amadeo
Borelli, Giovanni
Borgese, Giuseppe Antonio
Borin, Igino
Boselli, Paolo
Bosio, Gianni
Boukharine, Nicolas
Bourbons, les
Bourgin, Georges
Briand, Aristide
Bucco, Encole
Buozzi, Bruno
Cacciaguerra, Eligio
Cadorna, général Luigi
Calvin, Jean

Capello, général Luigi
Caprioglio, Sergio
Caracciolo, Alberto
Carocci Giampiero
Caroncini, Alberto
Cartelle, Renée
Cassels, Alan
Castronovo, Valerio
César Auguste
Chaix-Ruy, Jules
Changarnier, Nicolas
Charles-Albert
Chiarini, A. (Caïn Haller)
Chignoli, Luigi
Cianci, Ernesto
Ciccione, Claude
Ciccotti, Ettore
Ciccotti Scozzese, Francesco
Clark, Martin
Colarizi, Simona
Colombo, Arturo
Colosimo, Gaspare
Conti, Ettore
Coppola, Francesco
Corgini, Ottavio
Corradini, Enrico
Corridoni, Filippo
Cortesi, Luigi
Corvisieri, Silvero
Crispi, Francesco
Croce, Benedetto
Cromwell, Oliver
Cucchi, Aldo
Curci, Carlo Maria
Damen, Onorato

D'Annunzio, Gabriele
D’Aragona, Ludovico
Davidson, Alastair
Dawes, Charles Gates
De Ambris, Alceste :
De Clementi, Andreina
De Felice, R.
Deffenu, Attilo
De Gasperi, Alcide
Del Bo, Giuseppe
De Nava, Giuseppe
De Nicola, Enrico
De Rosa, Gabriele
De Stefani, Alberto
Detti, Tommaso
Di Cesarò, Giovanni Antonio Colonna
Dietzgen, Josef
Di Vittorio, Giuseppe
Donati, Giuseppe
Dorso, Guido
Dreyfus, Alfred
Drobinski, Alexandre
Dumini, Amerigo
Duncker, Hermann
Dzerjinski, Fé1ix E.
Eberlein, Hugo
Ebert, Friedrich
Einstein, Albert:
Engels, Friedrich
Ercoli, (voir Togliatti, Palmiro.)
Fabbri, Fabio
Facta, Luigi
Fancello, Niccolò
Fano Damacelli, Ester
Farinacci, Roberto

Farini, Carlo

Fatica, Michèle

Federzoni, Luigi

Fera, Luigi

Ferrara, Marcella et Maurizio

Ferrata, Giansiro

Ferri, Enrico

Ferri, Franco

Fichte, Johann Gottlieb

Filippelli, Filippo

Finzi, Aldo

Florani, E.

Fiore, Nicola

Fiore, Tommaso (Ulenspiegel)

Fiori, Giuseppe

Fischer, Ruth

Fitzpatrick, John

Flecchia, Vittorio

Ford, Henry

Forges-Davanzati, Roberto

Fortichiari, Bruno

Fortunato, Giustino

Foster, William Z.

Fovel, Massimo

Franchetti, Leopoldo

Frassati, Alfredo

Freksa, Friedrich

Friedmann, Marko

Frossard, Ludovic Oscar

Gabel, Joseph

Galetto, Leo

Galli, Giorgio

Gallo, Niccolò

Garibaldi, Giuseppe

Garlandi, M. *Voir aussi* Grieco, R.

Garnerone
Garosi, Ferdinando
Gasparri, cardinal Pierre
Gav, Pilade
Gennari, Egidio
Gentile,Giovanni
Gentiloni, comte Ottorino
Ghidetti, Vittorio
Giardino, général Gaetano
Giolitti, Giovanni
Girone, Ugo
Giunta, Francesco
Giusti, Giuseppe
Gnudi, Ennio
Gobetti, Piero
Gompers, Samuel
Gorki, Maxime
Gorter, Herman
Grandi, Dino
Graziadei, Antonio
Greco, Paolo
Grieco, Ruggiero
Grilli, Giovanni
Grossi, Francesca
Guarnieri, Mario
Haupt, Georges
Hegel, Georg Wilhelm Friedrich
Hindenburg, maréchal
Hoeglund, Zugmund
Hugues Capet
Humbert 1er
Humbert-Droz, Jules
Jansénius
Jésus-Christ
Jugazza, Pasquele

Juraga, Antonio

Jurenev, *voir* Youreniev

Kamenev, Lev Borisovitch

Kemal Pacha Atatürk

Kerenski, Alexandre

Kornilov, Laurent

Korosec, père Anton

Korsch, Karl

Kriegel, Annie

Kun, Béla

Kuusinen, Otto V.

Labriola, Antonio

Labriola, Arturo

La Camera, Fortunato

Lachevitch, Mikhail

La Francesca, Salvatore

Lanfranchi, Mario

Lanzillo, Agostino

La Palice, Jacques de Chabannes, seigneur de

Laterza, Giuseppe

Lazzari, Constantino

Ledebour, Georg

Ledru-Rollin, Alexandre

Le Goff, Jacques

Lénine, Vladimir

Leone, Enrico

Leonetti, Alfonso

Lepre, Aurelio

Levi, Paul

Li-Lisan

Liubarskii, N.M. (Carlo Niccolini)

Livorsi, Franco

Lombroso, Cesare

Lominadzé, Basso

London, Jack

Longo, Luigi
Longobardi, Ernesto Cesare
Louis, Paul
Lounatcharski, Anatole
Lukács, György
Lussu, Emilio
Luxemburg, Rosa
MacDonald, James Ramsay
Machiavel, Niccolò
Maffi, Fabrizio
Magnani, Valdo
Malatesta, Errico
Manfredi, Mario
Mantica, Paolo
Manuilski
Manzoni, Alessandro
Marabini, Anselmo
Maraviglia, Maurizio
Marie, Jean-Jacques
Marnielli, Giovanni
Martinelli, Renzo
Martire, Egilberto
Marucco, Dora
Marx, Dr
Marx, Karl
Masci, G. (Antonio Gramsci)
Maslow, Arkadi
Massari, Roberto
Matta, Ene
Matteotti, Giacomo
Meda, Filippo
Melis, Guido
Merli, Stefano
Mersú, Gustavo
Mesnil, Jacques

Mickiewicz, Adam
Miglioli, Guido
Minzoni, don Giovanni
Misiano, Francesco
Missiroli, Mario
Modigliani, Emanuele
Molinari, Luigi
Monicelli, Tommaso
Montagnana, Mario. *Voir aussi* Roncoli
Monticone, Alberto
Morandi, Rodolfo
Morgan, John Pierpont
Mosconi, Antonio
Motta, Giacinto
Murri, Romolo
Mussolini, Benito
Naldi, Filippo
Nenni, Pietro
Niceforo, Alfredo
Nicola, Giovanni
Nicolas II
Nitti, Francesco
Noske, Gustav
Nurra, Pietro
Olivetti, Gino
Ollivier, Marcel
Orano, Paolo
Oriani, Alfredo
Orlando, Vittorio-Emmanuele
Ouritski, Mikhail S.
Padovani, Aurelio
Paggi, Leonardo
Palmieri, Aurelio
Pantaleo, père Paolo
Panunzio, Sergio

Papafava, Francesco
Papini, Giovanni
Paris, Robert
Pastore, Ottavio
Peluso, Edmondo
Perillo, G.
Perrone, frères
Perrone, Ottorino
Pie XI, pape
Pierre, saint
Pilsudski, maréchal
Pisacane, Carlo
Platone, Felice
Poincaré, Raymond
Pokrovski
Prampolini, Camillo
Preziosi, Giovanni
Prezzolini., Giuseppe
Primo de Rivera y Orbaneja, Miguel
Proudhon, Pierre-Joseph
Radek, Karl
Ragionjeri, Ernesto
Rákosi, Mátyás
Ratti, Achille. (Voir aussi Pie XI)
Ravagnan, Riccardo
Ravazzoli, Paolo
Ravera, Camilla
Reggiani, Carlo
Remondino, Duilio
Repossi, Luigi
Riazanov, David
Riosa, Alceo
Rizzo, Franco
Rocca, Massimo
Rocco, Alfredo

Romeo, Rosario
Romita, Giuseppe
Romulus
Romulus Augustule
Roncoli, Carlo : *voir* Montagnana, Mario.
Rosada, Anna
Rosenberg, Arthur
Rosmer, Alfred
Rosselli, Carlo
Rossi, Cesare
Rossoni, Edmondo
Roveda, Giovanni
Rudas, Laszlo
Rykov, A.I.
Salandra, Antonio
Salvadore [Salvatori, Luigi ?]
Salvadori Massimo
Salvemini, Gaetano
Sanna, Giovanni
Santarelli, Enzo
Santucci, Carlo
Sapelli, Giulio
Sartre, Jean-Paul
Sas, Gyula
Savoie, maison de
Scalarini, Giuseppe
Scalea, prince de
Schiavello, Ernesto
Schlageter, Albrecht
Schucht, Julia
Scoccimarro, Mauro
Sechi, Salvatore
Sereni, Emilio
Sergi, Giuseppe
Serrati, Giacinto Menotti

Severing, Karl
Silone, Ignazio
Somai, Giovanni
Sonnino, Sydney
Sorel, Georges
Souvarine, Boris
Spirito, Ugo
Spriano, Paolo
Sraffa, Piero
Srebrnic, Josip
Staline, Joseph
Stambouliski, Alexandre
Starabba di Rudini, Antonio
Stefani, agence de presse
Sturzo, don Luigi
Tasca, Angelo
Tchitchérine, Georges V.
Tellini, général Enrico
Terracini, Umberto
Tettoni, général Adolfo
Tilgher, Adriano
Tittoni, Tommaso
Togliatti, Palmiro
Tomski, Mikhail P.
Tonetti, Giovanni
Treint, Albert
Tresso, Pietro
Treves, Claudio
Trotski, Léon
Tsankoff, Alexandre
Tuntar, Giuseppe
Turati, Filippo
Ulenspiegel. *Voir aussi* Fiore, T.
Uva, Bruno
Vania, Eugenio

Vecchi, Nicola

Vella, Arturo

Venegoni, Carlo

Venizélos, Eulethérios

Vernocchi, Olindo

Vico, Giambattista

Victor-Emmanuel III

Viglongo, Andrea

Volpi di Misurata, Giuseppe

Volterra, Francesco

Vorovski, Vatzlav

Vota, Giuseppe

Youreniev, Constantin

Zaniboni, Anteo (Tito)

Zetkin, Clara

Zini, Zino

Zinoiev, Grigori

Zucàro, Domenico

Zuccoli, Giuseppe

INDEX DES JOURNAUX ET DES REVUES

Avanguardia, L'

Avanti !

Avanti Savoia

Azione, l' (de Cesena)

Azione, l' (de Milan)

Azione democratica

Bandiera rossa

Belfagor

Cahiers du Bolchevisme

Civiltà cattolica

Compagna, La

Comunismo

Comunista, Il

Contadinopovero, Il

Correspondance Internationale, La

Corriere della Sera

Corriere italiano, Il

Corrispondenza socialista

Cremona Nuova

Critica, La

Critica comunista

Critica e Azione

Critica fascita

Critica marxista

Critica proletaria

Critica sociale

Daily Worker

Divenire sociale

Falce e Martello

Galletto, Il

Giornale d'Italia, Il

Giustizia, La

Humanité, L'

Idea nazionale, L'

Inprekorr

Internationale communiste, L'

Invariance

Italia liberale, L'

Lavoratore, Il - Il Lavoratore comunista [Salerno]

Lavoratore Il [Trieste]

Lotta di classe, La

Lupa, La

Lutte des classes, La

Martello, Il

Mezzogiorno, Il

Mondo, Il

Movimento di liberazione in Italia, Il

Movimento operaie e socialista

Naché Slovo

Non Mollare

Nuova Rivista Storica

Nuovo Avanti

Officina, L'

Operaio, L'

Ora presente

Ordine Nuovo, L'

Pagine rosse

Partisans

Patria, La

Pod znamenem marksizma

Politica

Ponte, Il

Popolo, Il

Popolo d'Italia, Il

Popolo romano

Pravda

Problemi della rivoluzione italiana

Programme communiste

Proletaro Il

Prometeo

Pungolo, Il

Quaderni della « Ciritica »

Quarto Stato

Rassegna comunista

Rassegna liberale e nazionale

Rassegna settimanale, La

Regime fascista

Regno, Il

Resto del Carlino, Il

Révolution prolétarienne, La

Rinascita

Rinnovamento, Il [Florence]

Rinnovamento, Il [dir : A. De Ambris]

Risveglio liberale, Il

Rivista Storica del Socialismo

Rivoluzione liberale, La

Secolo, Il

Secolo nuovo, Il

Seme, Il

Sindacato rosso, Il

Soffita, La

Soviet, Il

Stampa, La

Stato Operaio, Lo

Storia, contemporanea

Tribuna, La

Unità, L' [Florence, dir : G. Salvemini]

Unità, L' [P.C.I.]

Utopia

Verità, La

Viandante, Il

Vita italiana, La

Vita italiana all' estero, La

Voce, La

Voce repubblicana, La